

Hadrien Buclin

# LES INTELLECTUELS DE GAUCHE



Histoire et société contemporaines

Antipodes



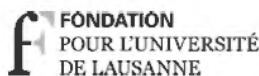
## **LES INTELLECTUELS DE GAUCHE**

**LA COLLECTION HISTOIRE ET SOCIÉTÉ CONTEMPORAINES EST DIRIGÉE  
PAR SÉBASTIEN GUEX**

### REMERCIEMENTS

L'édition de ce livre a reçu le soutien du Fonds des publications de l'Université de Lausanne, de la Fondation pour l'Université de Lausanne, de la Section d'histoire de la Faculté des lettres de l'Université de Lausanne, de la Société académique vaudoise et de la Fondation Van Walsem.

L'étape de la prépresse de cette publication a été soutenue par le Fonds national suisse de la recherche scientifique.



Les Éditions Antipodes bénéficient d'une prime d'encouragement de l'Office fédéral de la culture pour les années 2019-2020.

### MISE EN PAGE

Fanny Tinner | [chezfanny.ch](http://chezfanny.ch)

### CORRECTION

Isabelle Sbrissa

### COUVERTURE

Dessin de Géa Augsburg, *Contact*, «La Suisse, la culture et la paix», n° 8-9, 1955.



Ce texte est sous licence Creative Commons: elle vous oblige, si vous utilisez cet écrit, à en citer l'auteur-e, la source et l'éditeur original, sans modification du texte ou de l'extrait et sans utilisation commerciale.

© 2019, Éditions Antipodes

École-de-Commerce 3, 1004 Lausanne, Suisse

[www.antipodes.ch](http://www.antipodes.ch) – [editions@antipodes.ch](mailto:editions@antipodes.ch)

DOI: 10.32551/ANTIPODES.11490

Papier, ISBN: 978-2-88901-149-0

PDF, ISBN: 978-2-88901-966-3

EPUB, ISBN: 978-2-88901-967-0

Hadrien Buclin

## **LES INTELLECTUELS DE GAUCHE**

**CRITIQUE ET CONSENSUS  
DANS LA SUISSE D'APRÈS-GUERRE  
(1945-1968)**

## REMERCIEMENTS

Le présent ouvrage étant issu d'une thèse de doctorat, je tiens tout d'abord à remercier les membres du jury qui m'ont permis d'améliorer ce travail. Parmi eux, mes remerciements vont d'abord à Jean Batou, directeur de thèse, pour son soutien et ses conseils. Je remercie aussi vivement Karim Fertikh, André Mach, Brigitte Studer et François Vallotton.

J'adresse également mes remerciements à Elia Dietler, qui m'a hébergé à plusieurs reprises à Zurich pour mes recherches en archives, ainsi qu'à Nicolas von Passavant, à Bâle. Ma reconnaissance va ensuite aux membres du comité de la Société académique vaudoise et de la Fondation Van Walsem, pour m'avoir accordé deux subsides de recherche qui m'ont aidé à terminer ce travail. Les archivistes et bibliothécaires qui m'ont orienté au cours de cette recherche, avec beaucoup de professionnalisme, sont ici trop nombreux pour être remerciés nommément. Il en va de même pour mes collègues de l'Université de Lausanne, que j'ai eu le grand plaisir de côtoyer ces dernières années.

Enfin, pour leurs précieux conseils, la relecture d'extraits du manuscrit, ou encore pour le soutien qu'elles et ils m'ont accordé durant diverses étapes de mes recherches, je tiens à remercier Thierry Buclin, Alain Clavien, Faye Corthésy, Pierre Eichenberger, Marianne Enckell, Stéphanie Ginalski, Sébastien Guex, Claude Hauser, Alix Heiniger, Hans Ulrich Jost, Maïla Kocher Girinshuti, Isabelle Lucas, Pauline Mack, Jérôme Meizoz, Nuno Pereira, Gilles Prod'hom, Stéfanie Prezioso, Pierre Raboud, Janick Schaufelbuehl, Béatrice Schmid, Raymond Spira, Peter Utz et Giulia Willig. Selon une formule qui, en l'occurrence, n'a rien de consacré, les erreurs contenues dans les pages qui suivent sont de mon fait.

## INTRODUCTION

Les années d'après-guerre apparaissent, dans l'histoire contemporaine de la Suisse, comme une période de consolidation et de stabilisation de la démocratie de concordance. Cette pacification relative de la vie sociale et politique s'est traduite, en particulier, par la formation d'un consensus, autrement dit d'un socle politique minimal, partagé par les grands partis de la droite gouvernementale et par la gauche sociale-démocrate. Ce rapprochement a permis l'intégration de la plus grande organisation politique de la gauche, le Parti socialiste suisse (PSS), au sein des institutions. Un tel processus, initié dès l'entre-deux-guerres, a coïncidé avec la promotion du partenariat social entre salariés et employeurs et avec le soutien de la gauche socialiste à une défense nationale forte, comme pilier de la politique dite de neutralité armée. Les années de forte croissance économique de l'après-guerre et les tensions géopolitiques de la guerre froide ont favorisé la consolidation, respectivement, de ces deux piliers du consensus helvétique.

Toutefois, le ralliement d'une majorité des organisations de la gauche syndicale et politique au consensus de l'après-guerre a suscité débats, tensions, voire recompositions au sein de celles-ci. Ces débats ont été en particulier nourris, élaborés et relayés publiquement par des intellectuels de gauche, que ces derniers soient engagés dans ou hors des partis politiques, et qu'ils y occupent ou non des fonctions dirigeantes. C'est donc pour mieux appréhender les évolutions de la gauche helvétique durant cette période, pour jeter un éclairage sur ses différents courants politiques et sur les controverses qui les ont traversés, que le présent travail propose une étude d'ensemble, à l'échelle nationale, de l'engagement

des intellectuelles et intellectuels de gauche en Suisse, entre 1945 et 1968<sup>1</sup>.

D'une part, il s'agit de comprendre qui étaient ces intellectuels (nous privilégions désormais le masculin par commodité d'écriture), autrement dit quelles fonctions sociales ils occupaient et comment celles-ci évoluèrent à travers les années d'après-guerre. Cela revient à s'interroger sur les liens qu'ils entretenaient avec les partis politiques de gauche, mais aussi avec les autres institutions du champ intellectuel de la Suisse des années d'après-guerre, telles les universités ou les associations culturelles. D'autre part, nous analysons la manière dont ils sont intervenus dans le débat public, en appui ou en opposition à la formation du consensus helvétique de l'après-guerre, mais aussi plus largement. La question du consensus et de l'intégration de la gauche au sein de la sphère du pouvoir conduit en effet à d'autres discussions concomitantes, qui concernent aussi bien la situation nationale qu'internationale. Ainsi, au nom d'une telle intégration gouvernementale, la gauche helvétique devait-elle soutenir la politique dite de neutralité armée, ce qui supposait l'affaiblissement, voire l'abandon des principes pacifistes qui, durant les décennies précédentes, avaient été si importants pour les mouvements progressistes? De même, l'intégration gouvernementale de la gauche justifiait-elle un ralliement à l'anticommunisme officiel alors promu par les autorités suisses? Ou est-ce que la société soviétique d'après-guerre était susceptible d'offrir une alternative crédible au modèle occidental, comme le défendaient ses partisans en Suisse? À défaut, l'aide apportée par l'Union soviétique au développement de pays appartenant à ce qu'on appelait alors le tiers-monde, en pleine effervescence sociale et politique, devait-elle être appuyée? Et à ce titre, que fallait-il penser des nations qui, comme la Yougoslavie – ou, plus tard, la Chine et Cuba – semblaient s'engager sur une sorte de troisième voie entre l'Est et l'Ouest? Voici quelques-uns des débats centraux qui animaient alors les intellectuels de gauche helvétiques et suscitaient entre eux des clivages souvent importants, que nous chercherons à retracer dans ce travail.

À travers l'étude des intellectuels de gauche dans la Suisse de l'après-guerre, il s'agit aussi d'élaborer une image plus véridique

1. Le présent ouvrage constitue une version allégée d'une thèse de doctorat; le lecteur qui souhaite prendre connaissance d'un appareil de références plus complet, de digressions méthodologiques et historiographiques supprimées dans les pages qui suivent ou des citations en langue originale allemande peut se référer à l'exemplaire déposé à la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne (Buclin, 2015).



de l'histoire politique de cette période. En effet, à trop insister sur la Suisse de la concorde et sur l'image d'une gauche intégrée sans accroc à la démocratie de concordance, on risque d'obtenir une vision déformée du passé. De fait, le consensus helvétique a lui-même excellé à produire ses propres mythes autojustificateurs, présentant le pays comme un exemple unique au monde de stabilité, ancrée dans une démocratie directe et un fédéralisme propres à pacifier tous les conflits. Pourtant, un consensus n'est pas une donnée naturelle, mais procède au contraire de la volonté de résoudre des tensions sociales et politiques, soit par le biais de l'intégration des forces contestataires de celui-ci, soit par leur marginalisation en dehors du périmètre politique défini<sup>2</sup>.

La culture du consensus célébrée dans l'après-guerre par le discours politique dominant a peut-être été si prégnante, précisément parce qu'une telle stabilité ne paraissait pas acquise au sortir de la guerre, moment qui constitue le point de départ de notre étude. Vers 1945 en effet, les milieux dirigeants helvétiques se trouvaient sous le feu de fortes critiques, à l'extérieur comme à l'intérieur du pays, en particulier en raison de la politique menée durant le conflit mondial. Il est significatif à cet égard qu'un des aspects centraux de la formation du consensus d'après-guerre ait été – on y reviendra – l'élaboration d'une mémoire officielle idéalisée de ce passé récent<sup>3</sup>.

Ce moment de crise relative, qui caractérise la sortie de guerre, constitue la borne chronologique initiale de notre étude; et celle-ci se conclut, à la fin des années 1960, sur une période où, à nouveau, le consensus politique helvétique a été mis en cause, de manière certes minoritaire, mais significative. La fin des années 1960 – plus précisément l'année 1968 – coïncide en effet avec l'essor de mouvements sociaux, en particulier dans la jeunesse étudiante<sup>4</sup>. Si nous avons choisi de clore cette étude sur cette date, c'est aussi parce qu'il s'agit de mieux comprendre les racines politiques et intellectuelles de la contestation de ce que les historiens appellent « les années 1968 », tout en faisant ressortir, en étudiant le parcours et l'engagement de personnalités plus âgées que les jeunes militants de 1968, la manière dont cette contestation a représenté une forme de rupture générationnelle au sein de la gauche. Cette

2. Jost, 2005, pp. 367-392.

3. Van Dongen, 1998.

4. Schaufelbuehl, 2009a; Skenderovic et Christina Späti, 2012; Pereira, 2015.

démarche paraît d'autant plus féconde que les racines des mouvements de 1968 en Suisse – au-delà des évidentes influences internationales – sont peu connues, dans la mesure où la période 1945-1968 est relativement délaissée dans le débat et la recherche historiques contemporains. Si les années de la Seconde Guerre mondiale ont, à juste titre, fait l'objet de controverses passionnées parmi les spécialistes de l'histoire suisse et dans le grand public, et si « les années 1968 » se sont imposées, dans la mémoire dominante, comme le symbole de bouleversements sociaux et culturels importants, les vingt-trois ans qui séparent ces événements font l'objet d'une attention moins soutenue ; comme si, vu l'essor de la société de consommation et la stabilisation de la démocratie de concorde, rien de significatif ne s'y était produit sur le plan de l'histoire politique et intellectuelle – une vision simpliste que cette étude a l'ambition de corriger.

#### **L'INTELLECTUEL DE GAUCHE, UN ENGAGEMENT POLITIQUE PAR L'ÉCRIT**

Il est nécessaire, de prime abord, de préciser les contours de notre objet de recherche, soit les intellectuels de gauche, une catégorie qui paraît *a priori* peu définie. Nous avons pris le parti, dans ce travail, d'en retenir une acception large et, pourrait-on dire, la moins élitiste possible, partant du principe que, à gauche surtout, la mobilisation des intelligences et le débat politique de fond ne sont pas l'apanage d'une élite restreinte. À ce titre, nous avons délibérément choisi de ne pas retenir le critère de la formation supérieure pour distinguer l'intellectuel de gauche, car cela aurait conduit à exclure la figure de l'autodidacte. Ce type d'intellectuel qui n'a pas suivi de formation académique – souvent parce qu'il était issu d'un milieu populaire, à une époque où l'entrée à l'université demeurait fort sélective – fut pourtant central pour la gauche ; en particulier dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, soit avant la démocratisation relative des études, qui débute en Suisse à partir des années 1950. La notion d'intellectuel organique, initialement élaborée par Antonio Gramsci, est sans doute pertinente pour mieux appréhender ce type de personnalités ; comme l'écrivait Gramsci :

Tout groupe social, qui naît sur le terrain original d'une fonction essentielle dans le monde de la production économique, se crée, en même temps, de façon organique, une ou plusieurs couches

d'intellectuels qui lui apportent homogénéité et conscience de sa propre fonction, non seulement dans le domaine économique, mais également dans le domaine social et politique.<sup>5</sup>

La figure d'intellectuel autodidacte de gauche la plus connue en Suisse est certainement le dirigeant social-démocrate Robert Grimm (1881-1958), auteur de contributions sur la théorie marxiste et l'histoire helvétique, bien qu'il n'eût qu'une formation de typographe (une formation toutefois connue pour avoir produit, dans l'histoire du mouvement ouvrier et de la gauche en Europe, nombre d'intellectuels autodidactes)<sup>6</sup>. Un intellectuel comme Grimm peut sans doute aussi être qualifié d'organique, selon la définition de Gramsci, en ce sens que son parcours entre en écho avec le processus d'intégration du mouvement ouvrier à la société bourgeoise. Grimm évolue en effet du statut de dirigeant et théoricien marxiste de la grève générale de 1918, à la fonction de responsable de haut niveau au sein de l'appareil administratif mis en place au cours de la Seconde Guerre, puis théoricien, aux débuts de la guerre froide, d'une orientation pro-occidentale et réformiste pour la social-démocratie helvétique<sup>7</sup>.

Avec la définition large que nous avons retenue pour cette étude, entre donc dans la catégorie d'intellectuel de gauche toute personnalité qui, durant les années d'après-guerre, s'est engagée avec des objectifs que, pour utiliser un terme emblématique de l'époque, nous pourrions qualifier de progressistes, à travers des prises de position écrites, publiées sur une base régulière, et supposant par conséquent la production et la diffusion d'idées politiques. C'est dire si cette définition, en forme de plus petit dénominateur commun, ouvre sur un large spectre de statuts socioprofessionnels, comme nous le verrons par la suite. Pourtant, pour étendue qu'elle puisse paraître, notre définition de l'intellectuel n'en reste pas moins restrictive d'un certain point de vue. Elle demeure en effet très lettrée, et conduit sans doute, par là même, à minorer dans les pages qui vont suivre le rôle parfois important joué par des personnalités qui ne se sont pas engagées à travers l'écrit, mais par d'autres moyens d'expression. On peut penser aux arts visuels, avec des artistes engagés à gauche

5. Gramsci, 1978, p. 309.

6. Une notice biographique pour toutes les personnalités centrales de la présente étude est disponible à la fin du travail. Il en va de même pour les partis, associations et institutions les plus importants, ainsi que pour les revues et journaux.

7. Degen *et al.*, 2012.

comme Hans Erni (1909-2015) ou Jean Tinguely (1925-1991); ou encore à la radio et à la télévision, avec par exemple l'engagement pacifiste d'un journaliste très populaire en Suisse romande comme Samuel Chevallier (1906-1969); ou, enfin, au cinéma, avec, par exemple, les films critiques d'un réalisateur comme Alexander J. Seiler, né en 1928. Il s'agit d'une limite de notre champ d'études, qu'il convient de garder à l'esprit. Cette option nous a aussi conduit à prioriser l'investigation de sources écrites.

Cela dit, vu la définition large de l'intellectuel de gauche pour laquelle nous avons opté, il est utile, dans le souci d'appréhender notre objet de recherche avec plus de précision, de faire ressortir une série de sous-catégories d'intellectuels, dans l'idée de mettre en lumière la multiplicité des fonctions sociales que cette notion recoupe. Pour ce faire, avant d'entrer dans notre étude à travers un récit historique structuré en trois grandes parties chronologiques, nous dresserons, dans une première section liminaire que l'on trouvera après cette introduction, un portrait de groupe des intellectuels de gauche pour la période étudiée.

La définition étendue de l'intellectuel de gauche que nous avons retenue dans ce travail permet de mettre en lumière une diversité de fonctions sociales, qui supposent des rapports parfois très différents aux champs politiques et intellectuels. Une telle approche permet aussi, par là même, de mieux comprendre l'évolution sociohistorique de l'engagement intellectuel dans la Suisse de l'après-guerre. Comme nous le verrons, cette évolution se caractérise en particulier par l'affaiblissement de la figure de l'intellectuel de parti au sens organique du terme, souvent autodidacte et issu du milieu ouvrier, et la montée en puissance de l'intellectuel autonome des organisations politiques; ce dernier s'engage désormais avant tout à travers un répertoire d'actions propres aux intellectuels, telles que la participation à une revue politico-culturelle, l'intervention dans le champ politique au travers d'une pétition ou d'un manifeste publié dans des journaux, ou encore la publication d'essais ou de travaux universitaires critiques.

## **PLAN ET PÉRIODISATION**

Ce travail est structuré en quatre parties. La première, liminaire, vise à systématiser une série de questions qui se posent en filigrane dans les pages suivantes, à travers un portrait de groupe des intel-

lectuels de gauche dans la Suisse de l'après-guerre. Viennent ensuite trois sections structurées de manière chronologique. Chacune d'entre elles est précédée par une brève mise en contexte international ; celle-ci nous a paru utile, dans la mesure où l'histoire politique des intellectuels en Suisse ne peut se comprendre en faisant abstraction des dynamiques à l'œuvre en Europe occidentale, à plus forte raison vu l'importance des clivages politiques internationaux de la guerre froide.

Quant à la périodisation choisie, qui sous-tend la division du travail en parties, elle définit trois phases de la vie politique du pays. Celle-ci est en particulier structurée autour de ce que le sociologue Pierre Bourdieu a appelé des événements critiques, qui, sur le plan national ou international, introduisent une rupture dans la vie politique et intellectuelle quotidienne, synchronisent la perception d'acteurs parfois hétérogènes, et amènent les citoyens – *a fortiori* les intellectuels politisés intervenant dans le débat public – à prendre position<sup>8</sup>.

Premièrement, nous avons choisi de traiter l'immédiat après-guerre, que nous avons délimité de manière assez large, puisque nous le faisons terminer à la fin des années 1940. Il aurait en effet été possible de clore cette première partie un peu plus tôt, sur la date de 1948 déjà. En effet, celle-ci est marquée par une montée des tensions de la guerre froide, avec la prise de pouvoir communiste en Tchécoslovaquie. Ces tensions tendent à dissiper le climat d'optimisme à gauche et les espoirs de bouleversements sociaux en profondeur nés en Europe dans le contexte de la victoire sur le fascisme et de l'essor des mouvements de Résistance. Sur le plan intérieur, la date de 1948 marque aussi la fin d'un cycle de mobilisations syndicales dans le monde du travail. En 1948, l'introduction de l'assurance vieillesse et survivants (AVS), principale réponse des milieux dirigeants à la vague de contestation sociale de l'immédiat après-guerre, symbolise bien la fin de ce cycle. Reste qu'il nous paraissait intéressant de développer cette première partie jusqu'à la fin des années 1940, pour mieux comprendre les étapes de ce basculement dans une période marquée par la guerre froide et par un fort conservatisme politique, contexte qui suscita bien des désillusions à gauche.

S'il s'agit de la période la plus courte d'un point de vue chronologique, elle occupe une place proportionnellement plus impor-

8. Gilcher-Holtey, 2009, p. 190.

tante dans notre étude, car nous y consacrons plusieurs pages à une contextualisation plus générale de notre sujet. Nous insistons à cet égard sur l'histoire politique et intellectuelle de l'immédiat après-guerre en Suisse, qui connaît une forte continuité par rapport aux années précédentes, marquées par une domination persistante de la droite. En deuxième lieu, cette première partie permet de présenter dans le détail les différents courants politiques de la gauche helvétique et l'engagement des intellectuels en leur sein, en exposant brièvement, au préalable, le développement historique antérieur de ces courants.

La deuxième phase que nous dégagons commence en 1950, moment où les tensions de la guerre froide s'exacerbent, sous l'influence du déclenchement de la guerre de Corée, qui fait craindre une troisième guerre mondiale, tout en favorisant l'essor du mac-carthysme aux États-Unis. Ces tensions de la guerre froide ont des répercussions majeures sur la vie politique intérieure. Elles suscitent en Suisse un anticommunisme puissant, qui s'impose comme un des piliers du consensus helvétique, dans la mesure où les dirigeants du PSS s'y rallient.

Dès 1962 – troisième phase chronologique de notre étude – le monde entre dans une nouvelle période dite de détente, marquée par une baisse significative des tensions Est-Ouest. Par contre-coup, on assiste en Suisse à un affaiblissement de l'anticommunisme officiel et de la Défense spirituelle, perçue par une partie croissante de la population comme une doctrine anachronique<sup>9</sup>. Cet affaiblissement de l'anticommunisme conduit à l'ouverture de nouveaux espaces politiques à gauche et suscite des reconfigurations qui préfigurent les bouleversements politiques des « années 1968 ». L'effervescence politique dans les pays de ce qu'on appelait alors le tiers-monde conduit, en outre, à de nouveaux débats politiques au sein de la gauche, moins marqués par le clivage Est-Ouest, mais davantage par celui qui oppose les pays développés aux pays pauvres et, du même coup, par les exigences de la solidarité internationale. Si l'origine de ce processus peut déjà être décelé à la fin des années 1950, à travers l'engagement d'une nouvelle génération de militants contre la guerre d'Algérie – c'est bien là toute la limite d'une périodisation en trois parties schématiques – celui-ci

9. La Défense spirituelle est le nom donné à une idéologie conservatrice qui fut promue par les autorités à la fin des années 1930 et durant le conflit mondial; celle-ci est réactivée par le Conseil fédéral au début de la guerre froide. Voir Imhof, 1996, pp. 173-282.

s'accélère toutefois clairement à la faveur de la nouvelle période de détente. Dès lors, les préoccupations tiers-mondistes contribuent à la politisation d'une nouvelle génération à gauche, dont l'essor est par ailleurs favorisé par l'augmentation importante des effectifs de l'enseignement supérieur, en Suisse, dans le courant des années 1960. Ces processus sociaux et politiques conduisent à l'essor de la contestation de 1968, avec laquelle se clôt notre étude.





## PARTIE LIMINAIRE

### UN PORTRAIT DE GROUPE

Nous avons, dans l'introduction de ce travail, défini l'intellectuel engagé comme un producteur d'idées politiques diffusées publiquement à travers l'écrit, tout en soulignant qu'une telle définition valait comme un plus petit dénominateur commun et recouvrait un large spectre de statuts socioprofessionnels. Il s'agit à présent de préciser cette définition, en esquissant une brève sociologie de l'intellectuel de gauche dans la Suisse de l'après-guerre.

#### **LES INTELLECTUELS DE GAUCHE AU PRISME SOCIOPROFESSIONNEL**

Cette sociologie nous amène à mettre en lumière quatre sous-catégories d'intellectuels, fondées sur une catégorisation sommaire des statuts socioprofessionnels, en tant que ceux-ci supposent un degré d'autonomie différent par rapport au champ politique. La première sous-catégorie est formée des *intellectuels de parti*, qui jouissent de la plus petite autonomie par rapport au champ politique. Ils se retrouvent au sein des instances dirigeantes des organisations politiques (par exemple comme secrétaires politiques) et dans l'enceinte du parlement, mais aussi au sein des rédactions des journaux de gauche. S'agissant de cette dernière fonction, aujourd'hui devenue rare, elle était d'autant plus courante dans les années d'après-guerre que le paysage de la presse était encore fortement structuré par les appartenances partisans. Ainsi, tous les grands partis disposaient d'au moins deux quotidiens apparentés, l'un en allemand et l'autre en français – c'est le cas du Parti suisse du travail (PST) – et souvent davantage, car les grandes organisations politiques éditaient un quotidien dans presque chaque canton – à l'instar du Parti socialiste (PSS). Reste que le travail de rédaction dans les journaux de gauche ne constituait pas toujours une activité à plein temps, et

il n'était donc pas rare que les fonctions de politiciens élus, de secrétaires politiques et de journalistes dans la presse politique soient combinées par ces intellectuels de parti.

Toutefois, les politiciens professionnels de gauche n'entrent pas tous dans la catégorie d'intellectuels de parti, au sens où nous l'entendons ici, dans la mesure où une partie d'entre eux n'intervenaient pas dans le débat public par l'écrit, mais se concentraient sur un travail politique au sein de l'appareil ou comme représentants de l'organisation dans des institutions étatiques. Cette étude n'a donc pas l'ambition d'offrir une histoire des politiciens professionnels de la gauche, et nous nous pencherons sur la vie intérieure des organisations politiques uniquement pour mieux cerner les activités de ceux que nous appelons ici les intellectuels de parti. Par ailleurs, l'analyse des grands débats qui ont traversé la gauche dans l'après-guerre et suscité des clivages en son sein – par exemple la question du rapport à l'Union soviétique ou celle du pacifisme – sera privilégiée dans ce travail, aux dépens de questions de politique intérieure plus concrètes, comme par exemple la politique fiscale ou les méandres de la construction du système de protection sociale. Il ne faut pourtant pas perdre de vue que des problématiques comme la réforme du régime financier de 1958 ou la mise sur pied de l'assurance invalidité en 1960, peu traitées dans les pages suivantes, occupaient fortement les intellectuels de parti.

Ce qui caractérise en propre cette première sous-catégorie d'intellectuels de gauche, c'est que la médiation de leur organisation politique est, pour eux, la condition de l'engagement public. C'est en ce sens que nous parlons d'une autonomie réduite de l'intellectuel de parti par rapport au champ politique. C'est bien en effet, dans une large mesure, le parti qui, à travers sa presse ou son implantation électorale, lui permet d'accéder à une audience et à une légitimité comme intellectuel engagé. Cette configuration entraîne au moins trois répercussions importantes du point de vue de la sociologie des intellectuels de parti. La première consiste en ce que les femmes sont très peu nombreuses parmi cette sous-catégorie, vu l'exclusion de ces dernières de la vie politique nationale jusqu'en 1971. Toutefois, des exceptions existent ; on peut ainsi évoquer la figure de Marie-Louise (Mascha) Oetli (1908-1997). Oetli, au bénéfice d'une formation d'ingénieure agronome, a été secrétaire des femmes socialistes suisses dans

l'après-guerre, et auteure de nombreuses contributions consacrées à la place des femmes dans la société, mais aussi à d'autres thématiques, comme la politique agricole. Toutefois, le fait qu'Oetli travaille comme secrétaire des femmes socialistes et non comme secrétaire du Parti socialiste en tant que tel est révélateur de la relégation des femmes dans des positions dominées au sein des partis de gauche.

Le deuxième trait distinctif découlant du lien organique entre cette catégorie d'intellectuels et l'organisation politique, c'est que leur engagement est modelé, parfois de manière décisive, par l'orientation et la structuration interne du parti. Ainsi, l'engagement des intellectuels au sein du Parti du travail (PST) durant la guerre froide supposait un niveau élevé de consentement politique aux impératifs de la diplomatie soviétique, dont les options devaient être défendues de manière disciplinée par l'organisation. Dans ces conditions, le degré d'autonomie politique des intellectuels par rapport au parti était certainement plus faible qu'au sein d'autres organisations de la gauche. Comme nous le verrons, cette injonction à l'obéissance ne fut pas étrangère à la forte distanciation entre les intellectuels et le PST, intervenue au début de la guerre froide, vers 1947-1948, alors que cette organisation, dans l'euphorie de la fin de la guerre et des victoires soviétiques contre l'armée allemande, avait suscité une vague d'adhésions significative au sein des milieux intellectuels progressistes.

Toutefois, il faut se garder de dresser un portrait trop caricatural des intellectuels prosoviétiques, dans la mesure où ceux-ci déjouèrent souvent la discipline de parti. Ainsi, très affaibli par l'anticommunisme de la guerre froide, le PST et sa direction ne parvinrent guère, dans les années 1950 et 1960, à imposer une discipline intransigeante aux intellectuels, de sorte que l'autonomie politique, quoique relative, y était néanmoins possible. Par ailleurs et toute proportion gardée, la discipline de parti, pour les intellectuels, ne fut pas l'apanage des seules organisations prosoviétiques. Ainsi, comme nous le verrons, au sein du Parti socialiste suisse des années 1950, il devint de plus en plus délicat de s'opposer au soutien de l'organisation à l'anticommunisme officiel ou à la défense nationale. Certains parmi les intellectuels de parti qui entretenaient des rapports salariés à l'organisation se virent interdire les prises de position publiques dissidentes sur ces questions brûlantes. Ce fut le cas, comme nous le verrons, de Jules Humbert-Droz, secrétaire

central du PSS et contributeur régulier de sa presse. Ce dernier fut empêché, dans les années 1950, de mener campagne publiquement pour l'initiative Chevallier en faveur de la réduction des dépenses d'armement, ou dissuadé de dénoncer, dans les colonnes des quotidiens socialistes romands, la politique du gouvernement social-démocrate français de Guy Mollet en Algérie.

Enfin, on peut mettre en lumière une troisième conséquence découlant du lien de dépendance entre cette catégorie d'intellectuels et le parti. Il s'agit de la proportion élevée d'autodidactes parmi eux. On peut certainement expliquer cette surreprésentation des intellectuels autodidactes en invoquant – pour emprunter un terme à la sociologie de Pierre Bourdieu – leur défaut de capital culturel et symbolique, découlant de l'absence de formation académique. Ce défaut est précisément compensé, dans une certaine mesure, par la fonction occupée au sein du parti. Bourdieu souligne qu'« un intellectuel, pour dire les choses très simplement, c'est un écrivain, un artiste ou un savant, qui sort de son champ, avec l'autorité qu'il a acquise dans son champ, pour aller hors du champ, exercer une action symbolique de type politique. »<sup>1</sup> L'intellectuel autodidacte ne possédant précisément pas d'autorité acquise dans un champ spécifique – excepté dans des cas exceptionnels, par exemple quand ce dernier bénéficie d'une large reconnaissance littéraire – sa propension à se tourner vers les perspectives professionnelles et la reconnaissance publique offertes par le parti a tendance à augmenter en conséquence.

Pour autant, si la proportion d'intellectuels autodidactes dans la Suisse des années d'après-guerre est forte au sein des partis, on retrouve aussi, dans cette fonction, des hommes au bénéfice d'une formation supérieure, et même d'un doctorat, tels les économistes sociaux-démocrates Fritz Giovanoli (1898-1964) ou Paul Meierhans (1895-1976)<sup>2</sup>. L'exclusion des intellectuels de gauche des postes académiques – particulièrement flagrante, comme nous le verrons, avant les années 1940 et 1950 – voire, dans certains cas, la difficulté à trouver un emploi au sein des professions intellectuelles de la fonction publique (enseignement, bibliothèques, etc.)

1. Bourdieu, 1999, p. 20. Cette définition de l'intellectuel par Bourdieu est plus restrictive que celle que nous adoptons dans ce travail, car elle tend à exclure les autodidactes, contrairement à la définition de l'intellectuel organique élaborée par Gramsci, voir Kurzman et Owens, 2002, pp. 63-90.

2. Durant l'entre-deux-guerres, on obtenait, après la licence, un doctorat plus jeune qu'aujourd'hui, soit, généralement, vers 24 ou 25 ans.

contribue certainement à expliquer pourquoi nombre d'entre eux sont devenus des intellectuels de parti<sup>3</sup>. Ce choix était favorisé par l'absence de perspectives rémunérées dans leur champ intellectuel spécifique, à plus forte raison dans les cas où leur spécialisation académique (formation en économie ou en droit par exemple) constituait un domaine d'expertise directement utile à leur organisation politique.

Pourtant, malgré cette difficulté des intellectuels de gauche à s'intégrer dans le monde académique helvétique, quelques *intellectuels universitaires* se retrouvent bel et bien dans la Suisse de l'après-guerre. Il s'agit là, après les intellectuels de parti, de la deuxième catégorie socioprofessionnelle sur laquelle il convient de s'arrêter un instant. Si certains de ces universitaires sont liés à une organisation politique – c'est par exemple le cas du professeur de théologie Karl Barth (1886-1968), membre du Parti socialiste depuis 1915 – ils disposent toutefois d'une autonomie plus grande par rapport à leur organisation. Une personnalité comme Barth ne s'est pas privée d'exploiter cette autonomie, en critiquant par exemple le ralliement de son parti à l'anticommunisme officiel de guerre froide, suscitant, à ce titre, l'ire des dirigeants sociaux-démocrates. Cette autonomie ne tient pas seulement à l'absence de lien salarié entre les universitaires et le parti, mais s'explique aussi par le capital symbolique dont disposent ces intellectuels universitaires, de par leurs compétences reconnues dans un champ intellectuel spécifique – renforcée, dans le cas de Barth, par la célébrité de ses écrits théologiques, au sein des milieux protestants, à l'échelle internationale.

On trouve cependant aussi, dans la Suisse de l'après-guerre, des professeurs d'université, membres d'un parti de gauche, dont la célébrité est en général moins grande que celle d'un Karl Barth, et dont l'engagement s'inscrit dès lors tendanciellement davantage dans les activités et la ligne du parti. C'est le cas, par exemple, du professeur d'économie à l'Université de Berne Fritz Marbach (1892-1974), membre du Parti socialiste. Ce dernier a appuyé, par ses prises de position publiques et certains de ses travaux, le tournant réformiste et gestionnaire emprunté par la social-démocratie

3. Ce constat est aussi valable pour les intellectuels de gauche devenus salariés non pas d'un parti, mais d'un syndicat, d'une institution de formation liée au mouvement ouvrier ou d'une coopérative. C'est par exemple le cas du social-démocrate Max Weber, docteur en économie, qui, avant de devenir conseiller fédéral, fut président de l'Union suisse des coopératives de consommation et secrétaire de la Centrale suisse d'éducation ouvrière.

à partir des années 1930. Si le mode d'engagement à gauche d'universitaires comme Karl Barth et Fritz Marbach diffère, cela s'explique aussi par leur champ de spécialisation : l'économie politique se prête davantage à l'expertise au service d'un parti de gauche que la théologie. Parmi les intellectuels universitaires, Marbach incarne donc plutôt la figure de l'intellectuel-expert, dont le capital symbolique repose davantage sur des compétences scientifiques que sur le charisme et la reconnaissance par un public large. Ce dernier mode d'intervention des intellectuels est du reste monté en puissance à partir des années 1960, avec l'augmentation des effectifs académiques et l'ouverture politique au sein des universités<sup>4</sup>.

À travers l'opposition entre un Karl Barth et un Fritz Marbach, on retrouve, en filigrane, une distinction initialement élaborée par le sociologue Max Weber, et reprise par Pierre Bourdieu dans sa sociologie du champ intellectuel. Celle-ci distingue la figure du prêtre – qui renvoie, par analogie, à l'intellectuel-expert, dont la légitimité s'enracine dans des compétences reconnues par l'institution – et celle du prophète, soit, par analogie, l'intellectuel reconnu publiquement – souvent pour son œuvre théologique, philosophique ou littéraire – qui peut s'engager sur le seul charisme de son nom, sans la médiation d'une institution telle que l'université ou le parti<sup>5</sup>.

Reste que l'intellectuel qui occupe une fonction académique tend plus souvent à s'investir politiquement comme compagnon de route des partis que comme intellectuel de parti, quand il n'ira pas même jusqu'à revendiquer son indépendance pleine et entière par rapport aux organisations politiques. Jusqu'à un certain point, cette volonté d'indépendance s'explique aussi par le prix que l'universitaire doit payer pour un engagement partisan. Si ce dernier bénéficie, lorsqu'il s'engage en politique, du capital symbolique conféré par son titre académique, à l'inverse, il risque en retour une certaine perte de crédibilité dans le milieu universitaire. La domination des intellectuels conservateurs au sein de l'université suisse de l'après-guerre contribue à expliquer cette réalité. S'agissant des quelques universitaires qui sympathisèrent avec le Parti du travail dans les années d'après-guerre, le prix à payer pour l'engagement

4. Dans les dernières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, les intellectuels-experts, y compris à gauche, s'organisent souvent au sein de groupe d'idées ou *think tanks*, voir Sapiro, 2009, p. 28.

5. Weber, 2006, pp. 154-172; Bourdieu, 1998, pp. 293-97; pour l'après-guerre en France, Bourdieu voit en Jean-Paul Sartre la figure par excellence de l'intellectuel-prophète.

fut conséquent, compte tenu du fort anticommunisme qui dominait alors le milieu académique. Plus généralement, cette perte de crédibilité peut aussi provenir de ce que les autres protagonistes du champ académique comptent la distance à l'égard de l'engagement partisan au nombre des vertus du scientifique; en particulier dans le domaine des sciences humaines, où un tel engagement est perçu comme pouvant interférer avec l'objectivité scientifique.

Dans tous les cas, la revendication d'indépendance de l'intellectuel de gauche par rapport au parti est allée croissante à mesure que les perspectives de carrières hors de celui-ci se sont accrues, à la faveur de la démocratisation des études et de l'augmentation du nombre des professions intellectuelles, processus à mettre en lien avec la tertiarisation de l'économie. La période que nous étudions est particulièrement intéressante à cet égard, car elle coïncide avec l'accélération d'une telle évolution<sup>6</sup>. Ainsi, il y a un lien entre l'augmentation des effectifs de l'enseignement supérieur d'une part et, d'autre part, l'essor d'un milieu intellectuel de gauche véritablement autonome des partis.

Reste que le mouvement dit non conformiste en Suisse alémanique, qui a en particulier incarné ce processus d'autonomisation par rapport aux partis, n'était pas formé que d'universitaires. De fait, à mi-chemin, pour ainsi dire, entre l'intellectuel de parti et l'intellectuel académique, on trouve une large *couche intermédiaire d'intellectuels*, que l'on peut ici regrouper en une troisième sous-catégorie. Ceux-ci sont professionnellement actifs dans les institutions d'enseignement, en particulier les gymnases ou lycées, ou dans d'autres secteurs requérant une formation lettrée, comme les bibliothèques, les librairies ou les maisons d'édition. On y trouve aussi, quoique beaucoup moins nombreux, quelques scientifiques qui ne sont pas liés au monde académique, tel le docteur en chimie Jost von Steiger (1917-2007), salarié de l'industrie et, dans l'après-guerre, rédacteur, sous pseudonyme, d'un journal marxiste antistalinien à Zurich. On peut encore faire entrer dans cette catégorie d'intellectuels intermédiaires quelques journalistes. En effet, si, dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, les journalistes de gauche sont le plus souvent des intellectuels de parti, en tant que rédacteurs de périodiques liés à des organisations du mouvement ouvrier, les mutations du paysage de la presse durant les années d'après-guerre

6. Le nombre d'étudiants des universités cantonales augmente ainsi de 130 % entre 1950 et 1962, voir Honegger et Jost, 2007, p. 96.

conduisent à l'émergence de journaux dont l'orientation partisane est moins marquée – c'est par exemple le cas de la *Zürcher-Woche* ou de la *Weltwoche* dans la Suisse alémanique des années 1960. Soucieux de développer une orientation critique, ces périodiques accueillent dans leur rédaction des journalistes clairement orientés à gauche.

Ces intellectuels intermédiaires – et en particulier les enseignants, les plus nombreux au sein de ce troisième sous-groupe – disposent d'une autonomie affirmée par rapport aux partis, en raison de leur indépendance matérielle, et s'engagent donc plus souvent comme des compagnons de route, même si certains sont aussi des militants de parti à part entière. Et comme ces intellectuels ne sont pas accaparés, contrairement aux universitaires, par le souci de publier des travaux académiques, on ne s'étonnera pas que les revues politico-culturelles engagées, mais non apparentées directement à une organisation politique, aient souvent été fondées et animées par des personnalités issues de cette couche d'intellectuels<sup>7</sup>. En ce sens, ils jouent souvent un rôle essentiel de passeurs d'idées, au même titre que les intellectuels travaillant dans l'édition ou le journalisme.

C'est aussi au sein de ce sous-groupe que se retrouvent, le plus souvent, les écrivains, et cela contribue à expliquer pourquoi les revues fondées par ces personnalités, comme *Rencontre* en Suisse romande (1950-1953), ont particulièrement valorisé l'engagement politique à travers l'art et la littérature. Vu l'exiguïté du marché du livre helvétique dans l'après-guerre, il était quasiment impossible de vivre de sa production littéraire – à de rares exceptions près comme celle, parmi les figures qui nous intéressent, de Max Frisch<sup>8</sup>. Dès lors, les écrivains engagés étaient le plus souvent actifs, en parallèle, dans une profession intellectuelle comme l'enseignement, les bibliothèques ou, parfois, le journalisme.

Enfin, cette typologie sommaire des intellectuels de gauche dans la Suisse de l'après-guerre ne serait pas complète sans évoquer une quatrième et dernière sous-catégorie d'intellectuels, que nous aurons l'occasion de rencontrer souvent au fil de cette étude.

7. C'est le cas, comme nous le verrons, de *Rencontre* ou *Contacts* dans la Suisse romande des années 1950 ou de la revue *Neutralität* dans la Suisse alémanique des années 1960.

8. En réalité, même Frisch, dans les années 1950 et 1960, ne vivait pas exclusivement de la vente de ses livres et de la représentation de ses pièces de théâtre; parallèlement, il reçut notamment plusieurs subsides de la fondation Rockefeller qui, dans le cadre de sa politique d'endiguement de l'influence communiste en Europe occidentale, finança des séjours de l'écrivain zurichois aux États-Unis. Voir Bircher, 1997, p. 193.



Celle-ci recoupe un statut socioprofessionnel dont on oublie parfois l'importance pour la gauche helvétique des années d'après-guerre. Il s'agit de l'*intellectuel religieux*, soit le pasteur ou – certes plus rarement vu la relégation du catholicisme dans des zones plus rurales et plus conservatrices du pays – le curé. Pour cette catégorie d'intellectuels, si l'autonomie à l'égard du parti est garantie au point de vue matériel – ce qui n'empêche pas, bien sûr, des intellectuels religieux, en particulier des pasteurs, de s'engager dans un parti, le plus souvent le PSS – la question de l'indépendance à l'égard de l'institution religieuse se pose de manière problématique. On verra en effet que le parcours des intellectuels religieux de gauche dans la Suisse des années 1945-1968 fut souvent émaillé de difficultés vis-à-vis de la hiérarchie ecclésiastique, *a fortiori* s'agissant des prêtres, vu la structure pyramidale de l'Église catholique, ainsi que l'antisocialisme particulièrement affirmé de cette institution, du moins avant le Concile Vatican II (1962-1965).

Mais si le rapport à la hiérarchie ecclésiastique fut une source de difficultés pour cette catégorie d'intellectuels progressistes, le lien à l'Église fut en même temps un atout, en tant que source d'un important capital symbolique. En effet, dans la Suisse de l'après-guerre, les activités politiques critiques étaient souvent décrédibilisées en tant que cryptocommunistes ; dès lors, les intellectuels religieux pouvaient se prévaloir des valeurs chrétiennes pour légitimer leur engagement et se démarquer ainsi de ceux que les représentants de la droite appelaient volontiers les athées de Moscou<sup>9</sup>.

### **DIFFICILE ÉMERGENCE D'UN MILIEU INTELLECTUEL DE GAUCHE**

La question du statut des intellectuels de gauche renvoie aux spécificités du champ intellectuel helvétique. En particulier, son exiguïté – aussi bien du point de vue démographique que du point de vue sociologique, vu la faiblesse des effectifs académiques en comparaison avec d'autres pays développés – explique qu'un milieu intellectuel de gauche indépendant des partis ait émergé avec difficulté, discrétion et retard dans la Suisse de l'après-guerre<sup>10</sup>. Par contraste, durant la même période, celui-ci rayonnait dans la

9. Sur la forte dimension religieuse de l'anticommunisme suisse dès avant la période de guerre froide, voir Roulin, 2010.

10. Entre 1953 et 1968 par exemple, les effectifs étudiants furent multipliés par 3,6 en France, mais seulement par 2,5 en Suisse, voir Batou, in Schaufelbuel, 2009a, p. 305.

plupart des grandes villes d'Europe occidentale, souvent organisé autour de revues, comme les *Temps Modernes* à Paris, *Il Politecnico* à Milan ou *Der Ruf* à Munich.

À ce propos, la forte concentration d'une vie politique et intellectuelle comme celle de la France autour de Paris contraste avec la fragmentation du champ intellectuel suisse, marqué par l'absence d'une ville-centre, par la structure fédéraliste de la vie politique et par la pluralité linguistique. Ces traits distinctifs sont peu propices à la formation d'une masse critique permettant l'émergence d'un milieu intellectuel de gauche structuré de manière autonome par rapport aux partis<sup>11</sup>. À ce titre, le concept de champ intellectuel lui-même, forgé par Bourdieu à travers l'étude du cas français, pose problème s'agissant de la réalité helvétique, dans la mesure où celui-ci suppose un espace unifié<sup>12</sup>. On en est loin en Suisse, où, comme le soulignait justement le critique littéraire d'origine allemande Hugo Leber, en 1966 :

Les jeunes écrivains suisses de langue allemande ne s'orientent pas, dans leur majorité, à partir d'un centre intellectuel. Ni Zurich, ni Berne, ni Bâle ne sauraient revendiquer le climat propre à faire naître un centre de la vie intellectuelle.<sup>13</sup>

Le constat de Leber peut être étendu à la partie francophone du pays, où l'on a souvent l'impression que, même entre deux villes distantes de quelques dizaines de kilomètres comme Genève et Lausanne, la vie politique et culturelle forme deux mondes presque distincts.

Cette réalité apparaît d'autant plus clairement quand on rappelle que chaque grand canton urbain ou semi-urbain a donné naissance, en raison du fédéralisme, à une vie politique et intellectuelle relativement autonome. Celle-ci était en effet garantie par des institutions propres : l'université cantonale et ses associations d'étudiants (si importantes pour la sociabilité intellectuelle) ou encore la presse et les Églises, elles aussi structurées au niveau du canton<sup>14</sup>. Si des institutions organisées sur le plan national ont pu, toutefois, jouer un rôle d'unification et de socialisation pour les intellectuels – songeons au

11. Clavien et Hauser, 2010, pp. 11-14.

12. Schulz, 2012, pp. 35-41.

13. *Gazette de Lausanne*, «Jeune Suisse allemande», 31 décembre 1966.

14. Jost, 1992c, pp. 467-484.

corps des officiers, ainsi qu'aux associations patriotiques souvent animées par ces derniers, telle la Nouvelle Société helvétique –, celles-ci jouèrent un rôle mineur pour la gauche. Cette réalité morcelée du champ intellectuel, comme de la vie politique, présente un défi pour l'historien qui cherche à élaborer une histoire à l'échelle nationale. Il s'agit en effet de combiner une attention à la vie régionale avec une montée en généralité cohérente à l'échelle du pays.

La faible autonomisation d'un milieu intellectuel engagé à gauche s'explique, enfin, en rappelant que la Suisse n'a pas connu, comme la France, des événements contribuant à légitimer publiquement la figure de l'intellectuel politisé sur des bases progressistes, à commencer par l'Affaire Dreyfus, qui marque l'histoire française à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>15</sup>. Bien plutôt, la naissance de l'intellectuel engagé en Suisse se joue à droite, avec l'essor, au début du XX<sup>e</sup> siècle, de ceux que l'historien Hans Ulrich Jost a appelés les avant-gardes réactionnaires<sup>16</sup>. Les intellectuels conservateurs, souvent proches du pouvoir, continuent d'ailleurs, comme nous le verrons en introduction de la première partie de ce travail, à occuper une position dominante dans la Suisse de l'après-guerre<sup>17</sup>. Ce sont eux qui concentrent les fonctions sociales sources de légitimité symbolique, depuis les postes académiques jusqu'aux comités des associations d'intellectuels les plus en vue ou aux jurys des prix culturels. Un historien comme Jacques Freymond (1911-1998) illustre bien cette concentration du pouvoir institutionnel dans les mains des intellectuels de droite. Proche du Conseil fédéral en tant que membre de la commission consultative du Département politique fédéral, Freymond a aussi été vice-président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), colonel, professeur à l'Institut universitaire de hautes études internationales à Genève (IUHEI), dont il devient le directeur en 1955, membre du Conseil de fondation de Pro Helvetia (un organisme subventionné par la Confédération pour promouvoir la culture suisse) et du Conseil d'administration de la *Gazette de Lausanne*, un quotidien proche du Parti libéral vaudois<sup>18</sup>.

15. Charle, 1990.

16. Jost, 1992a; voir aussi Clavier, 1993.

17. Honegger et Jost, 2007, pp. 83-92.

18. Le Parti libéral, essentiellement présent dans les cantons de Vaud, Genève, Neuchâtel et Bâle, est orienté sur la droite du grand vieux parti de la bourgeoisie suisse, le Parti radical-démocratique. Quant à Freymond, il a également siégé au conseil d'administration de l'entreprise Nestlé.

De ce point de vue, le champ intellectuel apparaît bel et bien, comme le soulignait Bourdieu, dans une situation d'autonomie relative par rapport au champ politique, qui le domine. En d'autres termes, il n'est guère possible d'imaginer un champ intellectuel où les personnalités de gauche joueraient un rôle majeur, alors même que le champ politique helvétique de l'après-guerre est marqué par une supériorité incontestable de ce qu'on appelait alors le bloc bourgeois, soit l'alliance des partis gouvernementaux de la droite. C'est dire enfin si, malgré ses limites pour l'étude du cas suisse, la sociologie bourdieusienne, de par l'attention qu'elle porte aux rapports de force – au champ comme champ de forces au sens presque physique du terme, où les acteurs s'affrontent pour occuper une place dominante – offre un ensemble d'intuitions fécondes pour notre objet d'étude, à condition de les utiliser avec une certaine souplesse.

#### **CIRCONSTANCES DE L'ENGAGEMENT À TRAVERS QUATRE GÉNÉRATIONS**

À ce titre, l'attention accordée, dans la sociologie des champs, au facteur générationnel mérite d'être discutée dans le cadre de notre travail. En effet, nous y croiserons le chemin de quatre générations d'intellectuels<sup>19</sup>. De ce point de vue, il est important de rappeler les circonstances qui ont poussé chacun de ces groupes vers l'engagement à gauche ; autrement dit les expériences marquantes qui tissent comme une trame commune entre les individus d'une même génération. Cette dimension permet, en effet, de mieux comprendre les différences de culture politique et intellectuelle entre les générations, même s'il serait simpliste de les y réduire. Ces différences sont parfois source d'incompréhensions ou de tensions, en tant que chaque génération tend à s'affirmer en réaction à la précédente. Si ce phénomène se manifeste de manière particulièrement évidente avec l'engagement d'une nouvelle génération politisée à gauche dans le sillage des mouvements sociaux de 1968, le facteur générationnel ne saurait se résumer, pour nous, à l'avant ou à l'après 1968.

Les protagonistes de la première génération d'intellectuels dont nous croisons le chemin dans ce travail se sont en effet engagés

19. Bourdieu, comme d'autres sociologues, rappellent que les générations, dans le monde social, se succèdent souvent à un rythme plus rapide que les quelque vingt-cinq ans fixés par les contraintes biologiques ; c'est le cas de nos quatre générations. Voir Bourdieu, 1998, p. 206.

jusqu'à trois décennies avant notre point de départ de 1945. Ces personnalités sont nées dans les années 1880-1890, et ont été poussées vers la politique à travers l'expérience de la Grande Guerre et de la vague pacifiste que celle-ci a suscitée dans les milieux progressistes; puis à travers les combats antifascistes des années d'entre-deux-guerres. Ainsi, parmi d'autres, Karl Barth (1886-1968) adhère au Parti socialiste en 1915, indigné par le soutien des théologiens protestants conservateurs à la guerre, en particulier en Allemagne, où ceux-ci la justifient au nom de principes nationalistes. L'écrivain Jakob Bührer (1882-1975) rejoint le même parti en 1932, pour protester contre la répression militaire d'une manifestation antifasciste à Genève. Il se lie avec d'autres écrivains engagés contre l'extrême droite et l'antisémitisme, à l'image de Rudolf Jakob Humm (1895-1977) ou Carl Albert Loosli (1877-1959). Le parcours des intellectuels romands représentatifs de cette génération, comme Edmond Gilliard (1875-1969) ou André Bonnard (1888-1959) est analogue, également marqué par leur participation à de nombreuses initiatives pacifistes et antifascistes avant 1939. De fait, les hommes de cette génération vieillissante en 1945 affichent souvent un pacifisme intransigeant, hérité de leur expérience passée, en particulier des années qui suivirent la Première Guerre mondiale – à l'image d'une figure sociale-démocrate d'intellectuel autodidacte comme Karl Dellberg (1886-1978), animateur d'un courant opposé au soutien du PSS à la défense nationale de la guerre froide.

Ces personnalités, quoique déjà âgées de 50 à 70 ans en 1945, jouent encore un rôle important dans la vie politique et intellectuelle helvétique des premières années de l'après-guerre. Des hommes comme Barth, Fritz Lieb (1892-1970), Bonnard ou Gilliard apparaissent en particulier comme des figures charismatiques et tutélaires pour les intellectuels des deux générations suivantes. Des personnalités progressistes plus jeunes revendiquent en effet l'influence de leurs écrits ou se disent marquées par leur enseignement, que ce soit au lycée ou à l'université.

Le deuxième groupe d'intellectuels que nous rencontrons, au sens générationnel du terme, est formé par des personnalités nées dans le courant des années 1910. Celles-ci ont généralement été poussées vers l'engagement politique à travers l'expérience de la Seconde Guerre mondiale. C'est le cas des écrivains zurichois Max Frisch (1911-1991) ou Paul Adolf Brenner (1910-1967), de la philosophe sociale-démocrate Jeanne Hersch (1910-2000), de

l'instituteur pacifiste Arthur Villard (1917-1995), d'intellectuels de la gauche radicale (ou extrême gauche) comme Heiner Koechlin (1918-1996) ou Heinrich Buchbinder (1919-1999), du psychologue socialiste religieux Franz Keller (1913-1991) ou encore des journalistes Peter Hirsch Surava (1912-1995) et Xaver Schnieper (1910-1992)<sup>20</sup>.

Presque tous ont été marqués par les liens qu'ils ont tissés avec des réfugiés antifascistes en Suisse, de même que leur engagement a souvent été motivé par le souci d'aider les réfugiés juifs dans le pays. Ces personnalités espèrent, pour l'après-guerre, des changements sociaux en profondeur, qui seraient portés par les mouvements de Résistance en Europe. Cet espoir sera vite déçu par le conservatisme de guerre froide, qui paraît triompher en Suisse et dans les pays voisins dès la fin des années 1940. En réaction à celui-ci, ces intellectuels se positionnent souvent de manière critique par rapport à l'anticommunisme, notamment parce qu'ils refusent de tirer un trait sur la contribution de l'Union soviétique à la victoire sur le fascisme, événement qui a marqué la période durant laquelle s'est noué leur engagement.

Cet espoir de changement lié à la sortie de guerre se retrouve chez des intellectuels un peu plus jeunes, âgés de 18 ou 20 ans en 1945, et que l'on peut ici regrouper en un troisième groupe. Comme ces jeunes intellectuels sont influencés par le climat d'euphorie à gauche qui caractérise les années de la Libération en Europe occidentale, on les retrouve sans doute en nombre plus conséquent dans la Suisse francophone, où ce climat est plus sensible, compte tenu de l'influence de la vie politique française. De fait, ces jeunes intellectuels revendiquent alors une certaine filiation avec des entreprises culturelles engagées emblématiques de la vie culturelle française de l'après-guerre comme la revue *Les Temps Modernes* de Sartre ou le théâtre populaire de Jean Vilar.

Il faut toutefois attendre quelques années pour que les protagonistes de ce troisième groupe, encore trop jeunes en 1945, se lancent dans des projets culturels et politiques, telles la revue engagée *Rencontre* (1950-1953) ou des expériences de théâtre militant. Parmi eux, on peut évoquer des figures comme le dramaturge

20. Hans Werner Hirsch, de son vrai nom, s'est engagé publiquement sous divers pseudonymes, dont Peter Hirsch et Peter Surava ; en 1941, il demanda officiellement à prendre le nom de Peter Surava, demande qui fut acceptée par les autorités zurichoises en 1941 ; mais la décision fut cassée par le Tribunal fédéral en 1946, après un recours de la commune grisonne de Surava. Nous l'appelons Peter Hirsch Surava dans ce travail.

Charles Apothéloz (1922-1982), le critique de cinéma Freddy Buache (1924) ou les écrivains Gaston Cherpillod (1925-2012), Henri Debluë (1924-1988), Yves Velan (1925-2017) et Walter Weideli (1927). Tous revendiquent l'influence de personnalités de notre premier groupe générationnel, comme Bonnard ou Gilliard, dont ils ont parfois suivi l'enseignement. Malgré l'importance de la Suisse romande pour l'émergence de cette génération engagée, on retrouve aussi des intellectuels progressistes nés dans les années 1920 en Suisse alémanique, à l'instar du journaliste Alfred Häsler (1921-2009), de l'écrivain Walter Matthias Diggelmann (1927-1979) ou du théologien Kurt Marti (1921-2017). Il est toutefois plus difficile de dégager une cohérence du point de vue des circonstances de leur engagement, comme si la Suisse alémanique des années 1950, marquée par le fort conservatisme de la Défense spirituelle, avait été un terrain moins favorable à l'émergence d'une telle génération politisée à gauche.

Enfin, un quatrième et dernier groupe est formé par les prédécesseurs directs des mouvements de 1968, soit des personnalités qui se sont engagées vers le début des années 1960. Ces intellectuels, nés entre 1930 et 1940, ont souvent rejoint, en Suisse alémanique, les rangs du mouvement dit non conformiste, notamment à travers leur participation à la revue *Neutralität*, à l'image de son fondateur, Paul Ignaz Vogel (né en 1939), mais aussi du sociologue Urs Jaeggi (né en 1931) ou du bibliothécaire et écrivain Sergius Golowin (1930-2006). La plupart ont en commun, à l'image du sociologue Jean Ziegler (né en 1934) ou du secrétaire de l'Entraide ouvrière suisse Hansjörg Braunschweig (1930-1999), une fibre tiers-mondiste affirmée, suscitée par l'effervescence des mouvements d'indépendance durant les années 1960. Celle-ci est d'autant plus importante qu'elle semble offrir une alternative au schéma binaire de la guerre froide, caractérisé par le conflit Est-Ouest. Le tiers-mondisme ne se substitue pas, toutefois, à la sensibilité pacifiste des générations précédentes, car l'actualité de la lutte pour la paix reste encore brûlante pour ces intellectuels qui ont une vingtaine d'années lors de la crise des Missiles de Cuba (1962), moment où le monde paraît au bord de la guerre atomique.

En Suisse romande, les protagonistes de cette génération – à l'image d'Olivier Pavillon (1938) ou Gérard Delaloye (1941-2016) – se sont par exemple engagés à travers le Mouvement démocratique des étudiants (MDE) de Lausanne et Genève. Dans

la partie francophone du pays, la fibre tiers-mondiste s'est en particulier forgée, dès la fin des années 1950, à travers un engagement contre la guerre d'Algérie. Le MDE apparaît aussi, rétrospectivement, comme une pépinière pour de futurs animateurs des groupes militants issus de 1968. Ce lien étroit entre cette génération et les mouvements de 1968 n'est toutefois pas synonyme d'identification. En Suisse alémanique en particulier, les protagonistes du mouvement non conformiste se sont souvent distanciés des jeunes étudiants dits soixante-huitards, soulignant que leur culture politique s'en distinguait, au sens, notamment, où leur engagement ne fut ni structuré par les mots d'ordre libertaires des « années 1968 » (« révolution sexuelle », « interdiction d'interdire », etc.), ni par une certaine fascination pour les idées marxistes-léninistes.

### FORMES DE L'ENGAGEMENT

Que font les intellectuels lorsqu'ils s'engagent ? Cette question, qui se retrouve en filigrane à travers notre travail, mérite d'être formulée d'emblée, car elle permet de s'interroger sur le rôle spécifique de l'intellectuel au sein de la gauche. Les modalités de l'engagement des intellectuels sont, bien sûr, tributaires des statuts socioprofessionnels que nous avons définis plus haut. Ainsi, l'intellectuel de parti s'engage non seulement à travers ses contributions à la presse de son organisation, mais aussi, généralement, par sa participation aux instances de celle-ci. Il peut s'agir des séances de direction, mais aussi des commissions spécifiques, en particulier lorsqu'il s'agit de plancher, dans les phases précongressuels, sur une révision programmatique ou d'élaborer et organiser les cours de formation pour les militants.

Les modalités d'engagement des intellectuels membres d'un parti tendent toutefois à évoluer dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Les autodidactes – à l'image du social-démocrate Robert Grimm – étaient souvent des dirigeants de parti à part entière. Par contraste, à mesure que les partis de gauche drainent l'adhésion d'un nombre croissant d'universitaires, le rôle de l'intellectuel évolue vers le statut d'expert. Ce dernier ne siège pas de manière permanente dans les instances de direction, mais est sollicité pour aider à la réalisation du programme, à la conception du texte d'une initiative populaire ou parfois, s'agissant des sociaux-démocrates, pour conseiller un ministre socialiste – à l'image de la professeure Jeanne Hersch, souvent consultée, sur les questions culturelles, par



le conseiller fédéral et chef du Département de l'intérieur depuis 1960, Hans Peter Tschudi. Cette nouvelle modalité de l'engagement est une conséquence de l'intégration de la social-démocratie à la sphère du pouvoir; la figure de l'intellectuel de gouvernement (dit aussi conseiller du prince), naguère l'apanage presque exclusif des intellectuels de droite, se retrouve désormais à gauche.

Pour les intellectuels de gauche non liés à un parti, la formation de ce que le sociologue Charles Tilly appelait un répertoire d'actions protestataires est sans doute d'autant plus importante que ces acteurs ne peuvent s'appuyer sur le poids et la légitimité d'une organisation politique; de là l'émergence de moyens d'expression ritualisés, à l'image du manifeste, signé par un groupe d'intellectuels et diffusé dans un ou plusieurs journaux<sup>21</sup>. Ce support de l'engagement est utilisé de plus en plus fréquemment dans les années 1960, à mesure qu'un milieu intellectuel de gauche gagne en autonomie par rapport aux partis. Il s'agit alors, par exemple, de condamner l'intervention des États-Unis au Vietnam et d'appeler les autorités suisses à se mobiliser contre celle-ci.

Ce mode d'intervention collectif des intellectuels est généralement porté par des personnalités relativement peu connues, qui cherchent à obtenir la signature des figures les plus en vue, comme Barth, Friedrich Dürrenmatt ou Frisch – excepté dans les cas où il s'agit de s'affirmer comme une nouvelle avant-garde montante, par opposition aux intellectuels établis. Par contraste, les personnalités les plus célèbres ne sont pas dépendantes d'un tel mode d'intervention collectif pour peser dans le champ politique, mais peuvent s'engager sur leur seul nom, à travers la publication d'un essai ou d'un pamphlet, comme la *Lettre à un pasteur de la République démocratique allemande* de Barth (1958), qui suscita, lors de sa parution, une controverse publique en Suisse et en Allemagne de l'Ouest.

Enfin, les années d'après-guerre ont été, par excellence, celles de l'art engagé, et les intellectuels que nous rencontrons dans ce travail adhèrent généralement à l'idée que les beaux-arts, le théâtre, la poésie ou le roman sont autant d'armes politiques. Cette conviction n'empêche pas les intellectuels engagés de cette génération de discuter avec passion les conditions de possibilité de l'engagement artistique. À ce titre, on s'accorde généralement à promouvoir un engagement qui n'inféode pas l'art aux exigences politiques immé-

21. Tilly, 1984, pp. 89-108.

diates ou aux intérêts partisans. De là une méfiance répandue à l'égard du réalisme socialiste rigide promu par les intellectuels les plus staliniens, même parmi les quelques écrivains membres du Parti du travail; et, par contraste, un enthousiasme pour l'engagement à gauche à travers une ligne artistique autonome, une position que Sartre a bien résumée par un mot d'ordre lancé à la Libération: «Totalelement engagé et totalelement libre.»<sup>22</sup>

Ces espoirs placés dans l'art engagé étaient-ils fondés? Avec le recul, il apparaît indéniablement que des artistes ont eu, durant cette période, un réel impact politique, en particulier à travers les débats publics suscités par la réception de leurs œuvres. Si nous n'abordons pas, dans cette étude, la réception d'œuvres picturales engagées comme celle de Hans Erni – songeons à ses affiches contre ladite mort atomique, qui marquèrent les esprits en Suisse dans les années 1950 – nous aurons l'occasion d'analyser l'impact d'œuvres littéraires ou théâtrales critiques, qui, à l'image du roman de Walter Matthias Diggelmann *Die Hinterlassenschaft (L'Héritage difficile, 1965)*, consacré aux aspects sensibles de l'histoire de la Suisse durant la guerre, contribuèrent de manière importante et pionnière à battre en brèche la mémoire officielle de cette période.

### **PERSPECTIVE INTERNATIONALE**

Comme on le voit avec la question de l'art engagé, les interactions culturelles internationales – notion sans doute plus appropriée que celle d'influences culturelles, qui supposent une relation à sens unique – doivent être prises en compte dans notre recherche, car elles jouent un rôle important pour les intellectuels de gauche en Suisse, qui se montrent très curieux de la vie politique et culturelle des pays voisins; voire au-delà, vu l'importance, au sortir de la guerre, de pays comme le Royaume-Uni et, surtout, les États-Unis. Cette dimension internationale est peut-être d'autant plus forte s'agissant du cas helvétique que les intellectuels progressistes y dénoncent fréquemment l'étroitesse de la vie politique et culturelle nationale. À leurs yeux, seul un intérêt marqué pour les évolutions internationales est à même de contrebalancer la mentalité de hérisson – pour reprendre une expression répandue à la fin de la guerre –, attisée par la doctrine de la Défense spirituelle des

22. Sartre, 1948, p. 28.

années 1930 et 1940. Dès lors, ce que des historiens ont appelé les transferts culturels – terme initialement forgé à travers l'étude des échanges culturels franco-allemands et qui combine une attention aux pays de départ et d'accueil des transferts, aussi bien qu'aux acteurs jouant le rôle de passeurs culturels – sont omniprésents dans notre cas d'étude<sup>23</sup>.

Les transferts culturels sont rendus possibles par un faisceau de vecteurs. Nombre d'intellectuels que nous étudions sont, pour commencer, des lecteurs assidus des revues et journaux étrangers – à l'instar, par exemple, de *France Observateur*, journal tiers-mondiste et proche de la nouvelle gauche française, très lu par les intellectuels critiques en Suisse romande dans les années 1950 et 1960. Ces revues et journaux engagés à gauche dans les grands pays voisins suscitent parfois la création de groupes d'amis en Suisse, preuve directe de leur audience dans le pays. C'est le cas du Cercle des amis des *Lettres françaises* en Suisse romande, du nom de la revue culturelle du Parti communiste. De même, s'est activé, dans cette partie du pays, un groupe des amis de la revue française chrétienne progressiste *Esprit*. Ces derniers éditent, entre 1945 et 1951, une version helvétique d'*Esprit*. Dans la mesure où tout texte circule dans un contexte particulier, ces amis suisses d'*Esprit* se réapproprient à leur façon, pour l'analyse de la vie politique helvétique, les concepts clés du courant personnaliste français. Quant aux animateurs de revues liées aux non-conformistes alémaniques dans les années 1960, ils tissent des liens avec les intellectuels engagés en Allemagne, notamment liés au Groupe 47, ce qui donne lieu à des échanges réguliers d'articles.

Les intellectuels helvétiques invitent aussi fréquemment, à l'occasion de conférences, des intellectuels de gauche des pays voisins, comme en témoigne, par exemple, le succès d'une tournée de conférences en Suisse de Simone de Beauvoir et Sartre juste après la guerre. Ils participent également à des congrès internationaux, en faveur de la paix, de la solidarité avec les pays du tiers-monde, quand ce n'est pas, pour les intellectuels de parti, à des réunions liées à la coordination internationale des organisations sociales-démocrates ou communistes. Par exemple, dans le cas du mouvement contre l'armement atomique de la Suisse, qui marque la vie politique helvétique de la fin des années 1950, ses protagonistes

23. Joyeux, 2002, pp. 149-162.

organisent plusieurs conférences internationales sur sol helvétique et participent à des événements similaires à l'étranger, ce qui les amène à développer des liens épistolaires suivis avec des cadres de la lutte pacifiste en Allemagne de l'Ouest, en France ou encore en Belgique et en Suède. Cette dimension permet de mieux comprendre la synchronisation de la contestation sur le plan européen. En l'occurrence, comme nous le verrons, on assiste à l'émergence presque simultanée d'un mouvement social contre ladite mort atomique dans des pays tels que l'Allemagne de l'Ouest, la Suisse et le Royaume-Uni.

Les transferts culturels permettent aussi de mieux comprendre les différences politiques et culturelles entre la Suisse alémanique et la Suisse romande francophone. En effet, ces différences entre les deux régions s'expliquent, dans une certaine mesure, par des interactions culturelles divergentes. En Suisse romande, celles-ci se développent de manière privilégiée avec le grand voisin français et, pour la Suisse alémanique, avec l'Allemagne de l'Ouest. À cet égard, le conservatisme politique et culturel particulièrement marqué de l'ère Adenauer (1949-1963) en République fédérale d'Allemagne (RFA) contribue certainement à expliquer pourquoi, par contrecoup, la vie politique alémanique est davantage marquée par l'emprise de la Défense spirituelle et de l'anticommunisme que ne l'est la Suisse francophone.

Reste que le rapport des intellectuels romands à la France et celui des intellectuels alémaniques à l'Allemagne de l'Ouest, dans l'après-guerre, n'est pas tout à fait analogue. Les intellectuels engagés français jouent sans doute davantage le rôle de figures tutélaires pour leurs contemporains romands, dans la mesure où, comme le remarque l'historien Tony Judt: «Les intellectuels français acquièrent une dimension internationale particulière en tant que porte-parole de l'époque, tandis que la teneur des débats politiques français illustre la déchirure idéologique à l'échelle du monde. Une fois de plus, et pour la dernière fois, Paris fut la capitale de l'Europe.»<sup>24</sup>

En revanche, vu l'état de ruines matériel et moral de l'Allemagne vaincue, les débats politiques et intellectuels demeurent trop à contretemps pour rayonner au-dehors de l'Europe, comme c'est le cas s'agissant de la vie politique parisienne<sup>25</sup>. À ce titre, les

24. Judt, 2005, p. 256; voir aussi Boschetti, 2010, pp. 177-180.

25. Judt, 2007, pp. 249-250.

intellectuels alémaniques jettent un regard parfois plus emprunt de condescendance que d'admiration sur la vie culturelle allemande de l'après-guerre. Dès lors, les intellectuels de gauche alémaniques à la recherche de nouveautés intellectuelles regarderont, eux aussi, plus volontiers vers l'Ouest que vers le Nord, durant quelques années du moins<sup>26</sup>. Toutefois, un aspect des interactions culturelles avec l'Allemagne ne doit pas être négligé, s'agissant en particulier de la période d'immédiat après-guerre. Il s'agit des échanges nourris avec les intellectuels et militants antifascistes en exil en Suisse, en particulier en provenance d'Allemagne et d'Autriche, mais aussi de France ou d'Italie. En effet, bon nombre de personnalités issues de l'exil antifasciste demeurent en Suisse, après la fin des hostilités, pour quelques mois, ou davantage<sup>27</sup>.

Vu l'importance des interactions culturelles avec les pays voisins, il nous a paru utile de faire précéder chacune des trois parties chronologiques de ce travail par une mise en perspective internationale, centrée en particulier sur la France et l'Allemagne. Commençons donc par la première d'entre elles, consacrée à l'immédiat après-guerre (1945-1949).

26. Von Matt, 2005, pp. 35-41.

27. Kröger et Exinger, 1998.



## **PARTIE I**

# **ESPOIRS ET DÉSILLUSIONS DE L'IMMÉDIAT APRÈS-GUERRE (1945-1949)**





## L'IMMÉDIAT APRÈS-GUERRE EN EUROPE OCCIDENTALE

Dans toute l'Europe, les années d'immédiat après-guerre constituèrent un moment de bouleversements radicaux et de redéfinition en profondeur, où s'exprimèrent, en particulier à gauche, de profonds espoirs de changement, qui prenaient racine dans la Résistance et la victoire sur le fascisme. Rapidement, le durcissement des rapports internationaux et l'émergence des deux blocs, ponctués de crises d'une gravité croissante entre les puissances de l'Ouest et de l'Est, ouvrirent une nouvelle période de tensions beaucoup moins favorable à l'expression des espoirs issus de la Libération. En Europe occidentale, les intellectuels de gauche prirent souvent conscience, dès la fin des années 1940, de ce qui leur apparaissait comme la trahison des espoirs de changement nés dans la Résistance<sup>1</sup>.

Dans toute l'Europe, la gauche sortit renforcée de la guerre, phénomène souvent lié à une dévaluation de la droite politique, associée à la collaboration dans les pays libérés de la tutelle de l'Axe. En fait, même dans un pays comme le Royaume-Uni où les conservateurs emmenés par Winston Churchill avaient pris la tête de la résistance militaire à Adolf Hitler, les sociaux-démocrates se hissèrent au pouvoir. L'idée que le fascisme prenait sa source dans l'instabilité économique des années 1930 et dans le lot de misères où cette crise avait plongé les populations d'Europe, en particulier la population allemande, insuffla dans les grands pays avoisinants la Suisse l'idéal d'une démocratie renouvelée sur des bases sociales, fondée sur un État protecteur des plus pauvres et respectueux des règles du droit international<sup>2</sup>. Aux États-Unis aussi, les partisans du keynésianisme – d'un keynésianisme faisant certes la

1. Mazower, 2005, pp. 213-214.

2. Hobsbawm, 2008, pp. 120-122 et 309-311.

part belle à la relance économique par le biais des dépenses militaires – demeuraient très influents.

Dans l'immédiat après-guerre, ces idées revêtirent d'autant plus d'importance en Europe occidentale qu'elles étaient soutenues par de puissantes forces sociales, en particulier par les organisations de la classe ouvrière, qui, dans les pays occupés par les forces de l'Axe, avaient joué un rôle prépondérant dans la résistance armée contre le fascisme. Cette situation – à quoi il faut ajouter le prestige de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), considérée à la Libération comme un moteur de la victoire sur le nazisme au prix d'immenses sacrifices – réunit toutes les conditions pour que fleurisse un printemps des gauches en Europe ; comme l'écrit l'historien Yves Durand :

Aucune idée sans doute n'est alors plus répandue, en tout cas en Europe, que celle d'un socialisme humanitaire, mélange de *Welfare State* travailliste, de *New Deal* rooseveltien et de communisme économiquement planificateur, mais politiquement pluraliste.<sup>3</sup>

De ce point de vue, la Suisse présente une situation relativement insolite, puisque les autorités du pays demeurent assez hermétiques à ces idées de type « socialiste humanitaire ». Au contraire même, comme nous aurons l'occasion de le voir plus en détail par la suite, le pays devient le bastion d'un libéralisme économique en recul dans toute l'Europe occidentale. En dépit de cette évolution divergente, la Suisse connut dans l'immédiat après-guerre un mouvement d'ouverture aux nouvelles influences et courants internationaux, même si celui-ci fut rapidement entravé par les débuts de la guerre froide et le nouvel essor de la Défense spirituelle.

Commençons donc par dresser un court tableau de la situation française, dont on a déjà souligné l'importance pour les intellectuels de gauche, y compris en Suisse alémanique. Dans ce pays, s'il y a bien, en politique et parmi les intellectuels, un problème qui domine tous les autres, c'est celui des rapports avec le Parti communiste français (PCF)<sup>4</sup>. La montée en puissance du PCF favorise un tournant à gauche de la vie politique, consécutif à une perte de légitimité de la droite dans son ensemble, associée au régime de Vichy. Aux élections de 1945, le PCF et la sociale-démocrate Section française de

3. Durand, 1997, p. 967.

4. Chapsal, 1984, p. 123.

l'Internationale ouvrière (SFIO) détiennent à eux seuls plus de la moitié des voix, avec respectivement 26,3 % et 25,1 % des suffrages exprimés<sup>5</sup>. Les succès politiques du PCF s'expliquent notamment parce qu'il n'a plus grand-chose du parti infréquentable des années 1930<sup>6</sup>. Contrairement à d'autres pays libérés où les forces issues de la Résistance volent d'emblée en éclats, la Résistance française préserve son unité dans les premiers mois de la Libération<sup>7</sup>. Ainsi, le PCF promeut – aussi bien en politique que dans les milieux intellectuels et culturels – une ligne d'unité patriotique, dans le sillage de la Résistance, en soulignant la nécessité de reconstruire le pays avec toutes les forces qui ont lutté contre le régime de Vichy et les nazis durant l'Occupation. Cette ligne unitaire se traduit par l'entrée de cinq ministres communistes dans un gouvernement d'union nationale réunissant, outre le PC et les socialistes de la SFIO, les démocrates-chrétiens du Mouvement républicain populaire<sup>8</sup>.

Dans les milieux intellectuels, les instances traditionnelles comme l'Académie française sont sérieusement ébranlées, au profit de nouveaux acteurs issus de la Résistance<sup>9</sup>. Parmi les nouvelles institutions qui sortent de la guerre fortes du prestige moral considérable conféré par leur appartenance à la Résistance, mentionnons en particulier le Comité national des écrivains (CNE), qui s'inscrit dans le double héritage du dreyfusisme et de la lutte antifasciste des intellectuels. Il s'agit donc d'un collectif à vocation politique en ce qu'il se présente comme le pendant littéraire du Comité national de la Résistance (CNR), et qui réunit dans un esprit unitaire des figures aussi hétérogènes politiquement que Jean Paulhan, qui s'opposera bientôt à l'épuration des intellectuels collaborateurs, et Louis Aragon, membre du PCF, au contraire un des partisans les plus intransigeants de cette épuration.

Dès 1944, le CNE fait concurrence aux tribunaux instaurés par le gouvernement de la Libération, en prenant la tête d'une épuration des intellectuels fondée sur la publication de listes noires<sup>10</sup>. Ceux qui y figurent sont mis au ban du monde intellectuel. En

5. *Ibid.*, p. 140.

6. Si l'on excepte les années 1936-1939, parenthèse ouverte par le Front populaire et refermée par le pacte germano-soviétique.

7. Chapsal, 1984, p. 140.

8. Cette dernière organisation apparaît, aux yeux de l'électorat qui ne se reconnaît pas dans la gauche, comme le parti de la fidélité à De Gaulle, quoique ce dernier n'en soit pas membre.

9. Sapiro, 1999, p. 314.

10. Sirinelli, 1990, pp. 144-147.

effet, les membres du CNE se refusant à toute collaboration avec eux, peu d'éditeurs osent, du moins jusqu'en 1947, prendre le risque de braver cette interdiction<sup>11</sup>. Quant à l'épuration judiciaire, elle n'épargne pas non plus le monde des lettres et de la presse. Parmi d'autres, Robert Brasillach est ainsi condamné à mort et exécuté en février 1945, jugé coupable d'intelligence avec l'ennemi.

La place laissée vacante par la disparition de la *Nouvelle Revue Française* est occupée, en octobre 1945, par la création des *Temps Modernes*. Sartre y promeut le modèle de l'intellectuel engagé à gauche, tout en revendiquant son autonomie par rapport au PCF<sup>12</sup>. Pour les intellectuels progressistes, ce positionnement présente l'avantage d'offrir une voie de gauche alternative à celle des communistes prosoviétiques. Celle-ci apparaît comme d'autant plus séduisante à mesure que, dans le contexte des premières tensions de guerre froide, les intellectuels communistes paraissent subordonner de manière croissante leur action ou leur production artistique aux objectifs politiques immédiats du parti, sur le modèle promu par l'homme fort de la vie culturelle en URSS, Andreï Jdanov<sup>13</sup>.

Outre l'existentialisme sartrien, un autre courant de gauche alternatif au stalinisme est en vogue dans les milieux intellectuels français, sans que la frontière avec l'existentialisme ne soit d'ailleurs toujours clairement établie. Il s'agit du personnalisme, doctrine politico-philosophique structurée par les valeurs chrétiennes – c'est un point de divergence avec l'existentialisme de Sartre –, à la recherche d'une troisième voie entre capitalisme et marxisme. Ce courant se manifeste en particulier autour de la revue *Esprit*, dirigée par le catholique de gauche Emmanuel Mounier. Après la guerre, Mounier et sa revue accomplissent un net virage à gauche. Le marxisme y est perçu avec sympathie – il s'agit pour Mounier et ses proches de concilier ce dernier avec le christianisme – et l'URSS comme un aiguillon pour le progrès social dans le monde<sup>14</sup>. Dans la mesure où, aux yeux de Mounier, la révolution paraît inévitable au sortir de la guerre, il s'agit de lui insuffler le respect de la personne humaine, concept phare de la doctrine personnaliste. On aura l'occasion de voir l'influence importante de cette doctrine sur des intellectuels progressistes helvétiques.

11. Sapiro, 1999, p. 581.

12. Surya, 2004, p. 24.

13. Kröll, 2009, pp. 182-183.

14. Hellman, 1981, pp. 202-230.

À l'image de Mounier, nombre d'intellectuels de gauche français, pris dans l'élan de la Résistance, perçoivent dans la Libération les signes d'une révolution politique imminente. Simone de Beauvoir expliquera plus tard que « par la charte du CNR, la France s'engageait sur le chemin du socialisme; nous pensions que le pays avait été assez profondément ébranlé pour pouvoir réaliser, sans nouvelles convulsions, un remaniement radical des structures. »<sup>15</sup>

C'est dire si les espoirs de changement en profondeur issus de la Libération seront déçus par le nouveau climat politique des débuts de la guerre froide<sup>16</sup>. Celle-ci étend son emprise sur la vie politique française par étape, dont une, majeure, intervient en mai 1947. À cette date, les ministres communistes sont exclus du gouvernement, un processus qu'on retrouve, du reste, en Belgique et en Italie. Il s'agit d'une rupture majeure avec la stratégie d'union nationale suivie par le PCF jusqu'alors, et la crainte d'une guerre civile se répand dans l'opinion publique française<sup>17</sup>.

En Allemagne, la période d'immédiat après-guerre offre une configuration fort différente. Il est légitime de se centrer ici sur les zones occidentales de l'Allemagne occupée – qui donneront naissance, en 1949, à la République fédérale d'Allemagne (RFA), dans la mesure où les liens culturels et politiques de la Suisse alémanique avec la zone soviétique furent beaucoup plus ténus. La reconnaissance diplomatique de la République démocratique allemande (RDA) par la Suisse n'interviendra d'ailleurs qu'en 1972.

Dans la partie occidentale du pays, l'influence nettement plus modeste, au sein de la gauche, du prosoviétique Parti communiste d'Allemagne (KPD, selon l'acronyme allemand) constitue une première différence de taille par rapport à la situation française. Cette faiblesse relative de l'influence communiste s'explique notamment par le fait que les Soviétiques jouissent, en Allemagne, d'une réputation moins glorieuse qu'ailleurs en Europe, en raison notamment des viols, violences et pillages commis par l'Armée rouge dans les mois précédant et suivant sa victoire sur les troupes hitlériennes<sup>18</sup>. La vie politique est donc dominée par deux grandes organisations, le Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD, d'après l'acronyme allemand) et, au centre droit, l'Union

15. Citée par Boschetti, 1985, p. 137.

16. Surya, 2004, p. 75.

17. Judt, 2007, pp. 147-149.

18. Defrance et Ulrich Pfeil, 2006, pp. 47-64.

chrétienne-démocrate d'Allemagne (CDU), fondée sur le modèle de la démocratie chrétienne européenne.

Sur le plan de l'histoire des intellectuels, il n'existe pas, dans la zone Ouest de l'Allemagne, une instance hégémonique, tel le CNE en France, au sein de laquelle, nous l'avons vu, les communistes sont très puissants. Le polycentrisme du champ intellectuel allemand – qui n'est pas centralisé autour d'une seule capitale comme en France – rendrait d'ailleurs l'émergence d'une telle instance plus incertaine; sans parler des conditions matérielles désastreuses de l'Allemagne en 1945 et de la partition du pays, qui rendent plus difficile la coordination entre les personnalités progressistes. L'absence d'une instance telle que le CNE explique aussi qu'il n'y ait pas d'autoépuration du monde intellectuel, sur le modèle de ce qui se passe à la même époque en France, en particulier à l'initiative des communistes. En Allemagne, les purges antinazies sont menées par les Alliés.

Dans une certaine mesure, le renouveau intellectuel d'orientation progressiste qui a lieu dès 1946, en particulier autour de la revue munichoise *Der Ruf* – notamment animée par les intellectuels de gauche Hans Werner Richter et Alfred Andersch – s'effectue sous le contrôle relatif des occupants français, britannique et étatsunien. En effet, les États-Unis, qui occupent en l'occurrence la Bavière, soutiennent matériellement une initiative comme *Der Ruf*, dans l'espoir de susciter une renaissance démocratique en Allemagne, processus qui paraît loin d'être assuré en 1945-1946. Pourtant, le contrôle de la ligne éditoriale échappe rapidement aux administrateurs des États-Unis. Les intellectuels qui travaillent à son édition défendent, en effet, une orientation socialiste humaniste, jugée incompatible avec la politique des autorités d'occupation occidentales, qui craignent, dans le cadre de la montée des tensions avec les Soviétiques, une infiltration communiste. De même, le plaidoyer des éditorialistes de *Der Ruf* en faveur d'une Allemagne réunie et neutre contredit leurs plans. Les administrateurs étatsuniens décident donc d'interdire la revue, en avril 1947. Ses animateurs fondent, dans la foulée, le Groupe 47, qui jouera un rôle majeur dans le cadre du renouveau culturel critique en Allemagne de l'Ouest<sup>19</sup>.

Loin des idéaux révolutionnaires et utopiques nourris par beaucoup d'intellectuels de gauche en France à la même époque, l'effort

19. Arnold, 2004, pp. 20-25.

principal du Groupe 47 est de chercher à surmonter la persistance de l'héritage fasciste dans la société ouest-allemande.

Malgré les inquiétudes des autorités occidentales, qui craignent une infiltration communiste de *Der Ruf*, les intellectuels de gauche qui gravitent autour de cette revue, puis autour du Groupe 47, sont moins enthousiasmés par le modèle soviétique et par le KPD que ne le sont, à la même époque, leurs contemporains français ou italiens. Les orientations politiques du Groupe 47 sont en effet plus flottantes et plus hétérogènes. En outre, ce cercle est loin de bénéficier de la position de force conquise par le CNE en France. Le Groupe 47 s'apparente davantage à une avant-garde à l'influence restreinte, du moins à ses débuts. Le plus souvent, ses membres promeuvent une sorte de synthèse entre l'humanisme et une forme peu définie de socialisme. Ainsi, lorsqu'Alfred Andersch en appelle à une démocratie socialiste, cette idée s'apparente davantage à une exigence diffuse de justice sociale qu'à une allégeance aux thèses marxistes<sup>20</sup>.

Dans un tel contexte, le SPD constitue d'emblée, pour les intellectuels de gauche, un pôle d'attraction bien plus important que la SFIO en France. À la différence de la situation française, le SPD supplante d'ailleurs, et de loin, le mouvement communiste du point de vue de son implantation politique et sociale. La plupart des intellectuels de gauche ouest-allemands nourrissent en outre une certaine méfiance face à leurs homologues en zone soviétique, soupçonnés de servir la propagande de Joseph Staline. Les personnalités de gauche réunies à l'Ouest autour de *Der Ruf*, puis dans le Groupe 47, publient des prises de position pour dénoncer l'absence de réelle liberté d'expression à l'Est<sup>21</sup>. Cette méfiance contribue, là encore, à rapprocher ces personnalités des positions du SPD, ce dernier parti affichant une ligne de plus en plus anticommuniste, à mesure que les tensions de guerre froide augmentent.

En dépit de ces réticences, l'orientation de la nouvelle République dite démocratique séduit un certain nombre d'intellectuels et d'artistes progressistes, qui décident d'y émigrer. Ces derniers perçoivent en effet le nouvel État en construction à l'Est comme le seul garant d'un antifascisme sincère, quand, à l'inverse, dans la zone ouest, d'anciens dignitaires nazis sont recyclés au service des administrations alliées ou comme conseillers de notables de la

20. Gallus, in Golz, 2007, pp. 31-36.

21. Glaser, 1997, pp. 35-36.

CDU. Parmi les intellectuels éminents qui émigrent à l'Est au nom des valeurs antifascistes, on peut citer le dramaturge Bertolt Brecht ou, un peu plus tard, le philosophe marxiste Ernst Bloch<sup>22</sup>.

Ainsi, dans la zone occidentale de l'Allemagne, l'hégémonie intellectuelle est loin d'être accaparée par la gauche communiste. Cette constatation apparaît d'autant plus nettement si l'on signale la montée en puissance, parmi les acteurs centraux du champ intellectuel, de figures libérales antinazies, dont la personnalité la plus en vue est Karl Jaspers. Professeur déjà célèbre avant 1933, Jaspers a su, dans les années suivantes, éviter toute compromission avec le « Reich ». Il n'a pas non plus abandonné son pays, reproches parfois adressés, dans l'Allemagne de l'Ouest d'après-guerre, à des exilés célèbres comme Thomas Mann<sup>23</sup>. Jaspers est en particulier reconnu comme l'un des intellectuels allemands les plus importants, après la publication, en 1946, de l'ouvrage *Die Schuldfrage*, qui questionne la responsabilité de la population du pays dans l'avènement du nazisme. Dans l'immédiat après-guerre, une personnalité comme Jaspers jouit d'une influence plus importante dans les débats ouest-allemands qu'un Raymond Aron en France, ou un Benedetto Croce en Italie, dont les orientations libérales paraissent plus minoritaires.

En Allemagne de l'Ouest, l'intelligentsia académique demeure bien plus sûrement confinée dans un apolitisme conservateur qu'en France ou en Italie, où le marxisme, notamment, réalise d'importants progrès dans le monde universitaire. Cet apolitisme affiché vise parfois à faire oublier les compromissions passées, dans la mesure où la dénazification du champ académique est faible<sup>24</sup>. Parmi les historiens par exemple, une certaine nostalgie pour Otto von Bismarck et une idéalisation de l'ancienne Prusse face aux « excès » du « Troisième Reich » se diffusent. La guerre froide donnera d'autant plus d'élan à cette quête des « racines occidentales » idéalisées de l'Allemagne<sup>25</sup>. Dans le même ordre d'idées, sur le plan culturel, le retour à la grande tradition allemande – celle de Ludwig van Beethoven et de Johann Wolfgang von Goethe – devient une obsession pour les milieux intellectuels conservateurs, au moment où Sartre dénonce en bloc la culture française dominante, depuis le

22. Judt, 2007, p. 248.

23. Clark, 2002.

24. Judt, 2007, pp. 78-80.

25. Husson, 2007, pp. 5-11.



XIX<sup>e</sup> siècle, comme « bourgeoise », et donc « irresponsable »<sup>26</sup>. Pour d'autres intellectuels conservateurs enfin, le retour en force vers les « racines chrétiennes » de l'Allemagne s'impose comme une manière de surmonter la période nazie<sup>27</sup>.

En dépit de ces différences de contexte national, un certain nombre de questions clés débattues par les intellectuels ouest-allemands sont proches de celles de leurs contemporains italiens ou français. Beaucoup mettent en effet en avant – comme l'équipe des *Temps Modernes* en France ou celle de la revue de gauche *Politecnico* en Italie – le thème de la responsabilité des intellectuels, et promeuvent, dans la foulée, un art et une culture soucieux des questions sociales, seuls à même de lutter contre un retour du fascisme<sup>28</sup>. Du reste, le thème sartrien de la responsabilité des intellectuels circule rapidement en Allemagne de l'Ouest, le traducteur de Sartre en allemand, Hans Mayer, comptant parmi les membres fondateurs du Groupe 47<sup>29</sup>.

Toutefois, en Allemagne de l'Ouest, ce renouveau culturel trouve peu d'écho dans la population, trop occupée par des soucis liés à la survie quotidienne dans une société en ruines, où une part importante de la population souffre de la faim. Le retour critique sur le passé nazi espéré à l'Ouest par les intellectuels du Groupe 47, ainsi que le nouveau départ politique que ces derniers voudraient impulser, trouve donc peu d'écho dans la population et, à ce titre, nombre d'entre eux nourrissent le sentiment d'une renaissance culturelle manquée<sup>30</sup>.

26. Glaser, 1997, pp. 25-27.

27. *Ibid.*, pp. 90-93.

28. Boschetti, 2010, pp. 165-180.

29. *Ibid.*

30. Defrance et Pfeil, 2006, p. 62.



# LA CONTINUITÉ CONSERVATRICE EN SUISSE

Aujourd'hui, partisans et admirateurs d'une organisation fasciste européenne, contestent l'avoir été. Avec une impertinence rare, ils osent se présenter comme les sauveurs de la démocratie suisse [...] Ils se réclament de [Carl] Spitteler, de [Johann Heinrich] Pestalozzi, notre génial pédagogue et humaniste.<sup>1</sup>

Les bouleversements de l'immédiat après-guerre en Europe ne laissèrent certes pas indifférents les milieux politiques et intellectuels helvétiques. Mais si les pays voisins connurent un renouvellement marqué au sein des cercles politiques et intellectuels dominants, il n'en alla pas de même en Suisse. Comme nous allons le voir dans les pages qui suivent, la droite continua à y jouer les premiers rôles dans la vie politique, ainsi qu'au sein des milieux intellectuels. Ce phénomène est important pour comprendre non seulement la période de l'immédiat après-guerre, mais aussi les lignes de force qui se dessinent jusqu'à la fin des années 1960, notamment s'agissant de la persistance d'un climat de Défense spirituelle, fortement teinté d'anticommunisme. Comme les intellectuels de droite helvétiques sont liés de manière étroite à la sphère du pouvoir, la stabilité du consensus conservateur dans les milieux intellectuels ne peut être envisagée de manière indépendante de l'évolution de la société d'après-guerre, en particulier sur le plan politique.

## **MAINTIEN DU BLOC BOURGEOIS, MALGRÉ LA PROGRESSION DE LA GAUCHE**

Il est important de rappeler la culture politique souvent autoritaire et en tous les cas très conservatrice qui animait une partie de la droite durant les années 1930 et le conflit mondial, afin de mieux

1. Schmid-Ammann, 1947, pp. 120-121.

saisir le climat politico-idéologique de l'après-guerre. La stabilité du gouvernement suisse au sortir de la guerre est à cet égard significative. Si l'on excepte la mise à l'écart du controversé Marcel Pilet-Golaz, en novembre 1944, jugé incapable de renouer des relations diplomatiques et commerciales avec l'URSS – pourtant considérées comme importante par les milieux dirigeants, après le basculement des rapports de force internationaux symbolisé par la victoire soviétique de Stalingrad –, les autres ministres demeurent en fonction<sup>2</sup>. Il faut attendre 1952 pour voir un Conseil fédéral qui ne soit pas composé majoritairement de ministres ayant traversé toute la période de guerre<sup>3</sup>. Le catholique conservateur Philipp Etter, l'un des principaux artisans de la Défense spirituelle et partisan, durant les années 1930 et une partie de la guerre, d'un modèle de société inspiré par le régime de Benito Mussolini, se maintient ainsi au Conseil fédéral durant vingt-cinq ans, jusqu'en 1959<sup>4</sup>. Bien que des dirigeants en vue de l'extrême droite pronazie aient été jugés et condamnés dans l'immédiat après-guerre, la stratégie mise en œuvre par les autorités consiste avant tout à tourner la page de cette sombre période au plus vite. Dans ce contexte, les partisans les plus influents d'un alignement sur le « Reich », tels les militaires hauts gradés Eugen Bircher, Gustav Däniker ou Ulrich Wille, ne sont pas inquiétés, et leur nom est quasiment oublié après 1945, réalité qui contraste avec les processus d'épuration à l'œuvre dans les pays voisins<sup>5</sup>.

Mais, dans l'immédiat après-guerre – ou, plus précisément, dès l'été 1944, moment où la défaite de l'Allemagne devient indubitable – cette grande continuité politique et intellectuelle, qui nous paraît évidente *a posteriori*, n'est pas encore acquise. En particulier, la gauche rêve de s'imposer comme un nouveau pôle de légitimité dans ce qu'on pourrait appeler, en référence au titre du programme du Parti socialiste de 1943, la Suisse nouvelle. Dans un tel contexte, un certain enthousiasme, voire un optimisme surestimant les possibilités de transformations sociales en Suisse, est palpable dans les rangs de la gauche. Parmi d'autres, la position de la jeune philosophe Jeanne Hersch est représentative de ce climat très optimiste, d'autant plus que cette dernière évoluera rapidement vers des positions moins utopiques. Hersch, fille d'un mili-

2. Pavillon, 1999, pp. 235-245.

3. Jost, 1999, pp. 233-290.

4. Altermatt, 1999, pp. 190-194.

5. Van Dongen, 1998, p. 222 ; sur Bircher, voir Jost, 1992a, p. 99 ; sur Däniker et Wille, voir Gautschi, 1991, p. 215.

tant socialiste juif engagé dans l'aide aux réfugiés pendant la guerre, enseignante à l'École internationale de Genève et proche des idées personalistes de gauche, est persuadée qu'au vu de la situation en Europe, la prise du pouvoir par la classe ouvrière est imminente. En conséquence, écrit-elle au début de l'année 1947 dans la publication des amis suisses de la revue *Esprit*, la tâche essentielle de l'heure pour les intellectuels progressistes est de former et d'éduquer une élite ouvrière capable de diriger la société :

Il ne s'agit plus de savoir si, ici ou là, un être doué se trouve sacrifié au mécanisme social, mais si la classe qui va prendre le pouvoir disposera de l'élite indispensable.<sup>6</sup>

Quant au socialiste religieux Leonhard Ragaz, figure importante de la gauche à Zurich, il est aussi persuadé, à la fin de la guerre, que la Suisse se trouve confrontée à des changements sociaux très importants et imminents :

La révolution sociale [...] qui secoue le monde avec une violence croissante, agite aussi toujours plus fortement les eaux jusqu'à présent si calmes de la vie helvétique.<sup>7</sup>

Cet espoir de changement n'anime pas que les intellectuels de gauche. Beaucoup, à droite, sont aussi convaincus que l'Europe va au-devant de bouleversements sociaux en profondeur. C'est ce que souligne Karl Schmid – professeur de littérature allemande, membre du Parti radical-démocratique (PRD) et officier – dans une conférence tenue en 1945 à Zurich :

Nous sentons tous que nous sommes en train de vivre une grande heure. Une heure qui va décider d'années et de décennies [...] et du destin de notre continent.<sup>8</sup>

Ainsi, durant ces années d'immédiat après-guerre, l'idée d'un renouvellement politique en profondeur ne germe pas que dans la

6. Hersch, « Le problème de l'élite ouvrière », *Esprit: cahiers suisses*, janvier 1947. Hersch avait adhéré en 1939 au PS de Genève; sur son père Liebmann Hersch, voir Picard, 1997, p. 272.

7. Ragaz, « Schweizerisches », *Neue Wege*, février 1945; ma traduction de l'allemand (désormais abrégé m.t.)

8. Schmid, 1945, p. 14 (m.t.)

tête de quelques rêveurs. C'est aussi une crainte répandue dans les rangs de la droite.

La gauche apparaît du reste comme étant en progression dans toute l'Europe occidentale, y compris, jusqu'à un certain point, en Suisse. Outre son succès électoral aux élections nationales de 1943 (28,6 % des voix contre 25,9 % en 1939), le nombre de membres du Parti socialiste double entre 1943 et 1947, pour dépasser les 50 000, un niveau qui n'avait plus été atteint depuis la grève générale de 1918<sup>9</sup>. Quant au prosoviétique Parti du travail (PST), il enregistre quelques succès électoraux spectaculaires dans les villes et compte, en 1946, presque 20 000 membres. De plus, sur le plan intérieur, une vague d'agitation sociale, marquée notamment par des grèves dans des secteurs importants pour l'économie suisse – par exemple le secteur de la chimie en Argovie et à Bâle – fait craindre aux milieux bourgeois une répétition du scénario de grève générale de 1918<sup>10</sup>. Peu avant l'armistice en Europe, le gouvernement lève des troupes par crainte de troubles sociaux en Suisse<sup>11</sup>. L'année suivante, en 1946, 15 000 travailleuses et travailleurs prennent part à des grèves, un chiffre inégalé depuis 1930<sup>12</sup>.

Toutefois, l'évolution de la situation prouve rapidement que l'ampleur du mécontentement ouvrier n'est pas comparable à celui qui prévalait après la Première Guerre mondiale, et que l'orientation du mouvement syndical et du Parti socialiste est moins radicale qu'à l'époque. Un observateur perspicace de la vie politique suisse, le conseiller national du Parti des paysans, artisans et bourgeois (PAB) Markus Feldmann relativise ainsi, en 1945, les risques d'un affrontement social majeur :

L'arrière-fond social de la politique intérieure diffère, de manière frappante, par rapport à 1918. Les syndicats ne sont déjà pas très favorables à des expérimentations sociales, encore moins à des entreprises révolutionnaires.<sup>13</sup>

Dans les cercles dirigeants du mouvement ouvrier et de la gauche, on est conscient que la période n'est pas à une crise

9. Degen, 1993, pp. 49-53.

10. Sur le secteur de la chimie en Argovie : Gautschi, 1978, pp. 42-43 ; sur Bâle : Simon, 1991, pp. 39-80.

11. Guex et Perrenoud, 1995a, pp. 17-19.

12. Schiavi et Brassel, 1987, pp. 57-69.

13. Feldmann, *Tagebuch*, 25 mai 1945 (m.t.)

majeure du type de celle de 1918. Avec un certain fatalisme, l'influent conseiller national argovien Arthur Schmid constate, en août 1947, lors d'une séance du comité directeur du Parti socialiste suisse (PSS), que « la guerre est derrière nous. La bourgeoisie veut à présent restaurer sa position. »<sup>14</sup> De fait, la poussée sociale et électorale de la gauche en Suisse reste limitée, en comparaison avec d'autres pays d'Europe occidentale. Celle-ci, toutes tendances confondues, ne dépassera d'ailleurs jamais (jusqu'à ce jour) le tiers des suffrages exprimés au niveau national, alors qu'à la fin du conflit mondial, elle conquiert des majorités en Italie, en France, au Royaume-Uni, ou se maintient au pouvoir, comme en Suède<sup>15</sup>.

Pourtant, durant cette période, les milieux politiques et intellectuels dominants font preuve de nervosité. Cette tension se manifeste en particulier en 1946, lorsque ressurgit sur le devant de la scène politique l'affaire de la pétition des 200, du nom d'un texte remis au Conseil fédéral le 15 novembre 1940 et signé par 173 personnalités. Celles-ci exigeaient alors une politique plus favorable à l'Axe et un musèlement de la presse, afin de mettre un terme aux critiques contre les régimes fascistes exprimées par les journaux helvétiques. La droite craint que cette affaire ne conduise à une importante perte de crédibilité pour les milieux officiels, dans la mesure où nombre d'anciens signataires occupent des postes à responsabilité ou entretiennent des liens avec des ténors de la politique suisse<sup>16</sup>.

Le malaise suisse qui se révèle à l'occasion des controverses de 1946 – une expression très présente dans la grande presse de l'époque – est donc le fruit du rapport difficile au passé immédiat de la guerre, doublé d'une mauvaise conscience venant de ce que la Suisse a été épargnée par les destructions catastrophiques qui ont été le lot des pays environnants<sup>17</sup>. Les fortes critiques formulées par les Alliés contre les autorités suisses, vers 1944-1946, renforcent cette incertitude. Ceux-ci reprochent au Conseil fédéral d'avoir adopté une orientation trop complaisante à l'égard de l'Axe<sup>18</sup>. Ce

14. Procès-verbal (désormais PV) du comité directeur du PSS, 20 août 1947, Schweizerisches Sozialarchiv (désormais SSA), Ar.1.110.30.

15. Degen, 1993, p. 129. La social-démocratie suisse, entre 1945 et la fin des années 1970, demeure, en pourcentage électoral, la plus faible d'Europe occidentale, à l'exception de l'Irlande.

16. NZZ, « Die Eingabe der Zweihundert », 24 janvier 1946; Waeger, 1971, pp. 12-57.

17. Tanner *et al.*, 1995.

18. Perrenoud *et al.*, 2002, pp. 414-425.

sentiment de malaise face au passé récent produit des effets ambivalents : il ouvre d'un côté des espaces pour des personnalités critiques par rapport au consensus de la Défense spirituelle héritée de la guerre, mais renforce également une pression à l'union nationale, au nom des supposés intérêts supérieurs de la nation mis en cause par les Alliés<sup>19</sup>.

Dès lors, à trop souligner les dissensions politiques qui apparaissent dans l'immédiat après-guerre, on risque de les surestimer. Jusqu'à un certain point, ces dissensions sont en effet le fruit du retour à la normale<sup>20</sup>. D'abord, parce que d'une manière quasi mécanique, la levée des lois sur la censure donne une bouffée d'air frais aux débats politiques. Comme le relève en août 1945 Pierre Béguin, bientôt nommé rédacteur en chef de la *Gazette de Lausanne* :

Devant les dangers extérieurs, la Suisse a conclu une trêve, elle a éludé certains problèmes essentiels et [...] cette subordination de toutes les questions secondaires à la nécessité de maintenir intacte la patrie, a donné naissance à un conformisme qui, pratiqué à trop longue échéance, deviendrait débilisant.<sup>21</sup>

L'autocensure se relâche également, qui avait été très prégnante en Suisse durant la guerre, même dans des milieux culturels progressistes, à l'image du Cabaret Cornichon à Zurich<sup>22</sup>. Surtout, la période de guerre et le sentiment de menace contre le pays répandu dans la population avaient conduit à une forte intégration institutionnelle des principales forces de gauche, au sein d'un consensus national placé sous le signe de la défense nationale militaire et de son volet idéologique officiel, soit la Défense spirituelle. Ce processus est bien illustré par l'expérience du mouvement secret de l'*Aktion nationaler Widerstand*, où des sociaux-démocrates de gauche (Karl Barth, Leonhard Ragaz, Peter Hirsch Surava) côtoient durant la guerre des hommes de droite dans la lutte contre le défaitisme et le philofascisme qui étreignent une partie de la société helvétique<sup>23</sup>. Si les clivages de l'après-guerre paraissent importants, c'est donc également par contraste avec l'atmosphère d'union nationale des années de guerre.

19. Moser, 1999.

20. Imhof, 1996, pp. 19-83.

21. *Gazette de Lausanne*, « La Suisse devant de nouveaux problèmes », 1<sup>er</sup> août 1945.

22. Keller, 2011.

23. Markwalder, 1994.



Dans les milieux intellectuels, il apparaît rapidement qu'en dépit des espoirs nourris à gauche, un fort consensus conservateur se maintient, assuré par la domination persistante d'une génération d'intellectuels qui se trouvaient pour la plupart déjà dans une position dominante avant la guerre. La permanence d'une domination de la droite dans les milieux intellectuels s'effectue certes souvent au prix d'un *aggiornamento*, qui, en 1945, fait apparaître dans une posture d'antifascistes des hommes naguère liés à la droite autoritaire<sup>24</sup>. À ce titre, une idée centrale soutenue par les cercles dirigeants et la presse conservatrice en Suisse concernant la question de l'épuration est qu'il faut condamner les actes, non les opinions. Comme la question de la collaboration ne s'est pas directement posée dans le pays, cela permet à plusieurs intellectuels liés à la droite autoritaire, voire compromis avec le fascisme sur le plan des idées, de ne pas être mis en cause après 1945<sup>25</sup>.

De fait, seuls des intellectuels ayant joué un rôle public de premier plan, et sur la durée, dans les Fronts d'extrême droite liés à des forces politiques fascistes extérieures – citons le cas de l'écrivain et enseignant Paul Lang – sont condamnés à un relatif isolement intellectuel après 1945, à des difficultés institutionnelles et à une perte significative de légitimité. Mais même un intellectuel du fascisme suisse comme Paul Lang peut continuer d'enseigner à l'école commerciale du canton de Zurich après 1945. Dans les universités, les quelques professeurs qui perdent leur place en raison de leur engagement politique passé sont d'origine étrangère, allemande ou autrichienne, et ont été des militants actifs du Parti nazi (NSDAP)<sup>26</sup>. Quant aux personnalités politiques et intellectuelles suisses ayant directement servi des régimes fascistes, comme Arthur Fonjallaz ou Ernst Rüdin, les peines dont ils écotent pour trahison jouent dans une certaine mesure un rôle de pare-feu, propre à détourner l'attention de l'attitude politique ambiguë de politiciens et intellectuels de droite proches des autorités, comme Gonzague de Reynold, admirateur de Mussolini et très lié au conseiller fédéral Etter<sup>27</sup>.

Dès lors, la doctrine de Défense spirituelle promue durant la guerre par les autorités resta dotée d'un fort crédit dans l'opinion après 1945, présentée comme une entreprise héroïque de résistance

24. Mattioli, 1995, pp. 15-17.

25. Van Dongen, 1998, pp. 154-155 et 176-180.

26. *Gazette de Lausanne*, «Expulsions de nazis à Fribourg», 18 juin 1945.

27. Van Dongen, 1998, pp. 170-203.

nationale face aux totalitarismes<sup>28</sup>. Pourtant, le parcours d'intellectuels en vue montre qu'il était possible d'être un partisan de la Défense spirituelle, tout en admirant les régimes fascistes. Si, jusqu'alors, la Défense spirituelle était présentée comme une forme de défense contre les tentations totalitaires fasciste et communiste, une fois les forces de l'Axe vaincues, elle ne visa plus que l'extrême gauche<sup>29</sup>. Au nom de l'antitotalitarisme, une notion qui devint omniprésente durant la guerre froide, beaucoup d'intellectuels ayant nourri des vues autoritaires pendant la guerre firent oublier cet aspect de leur parcours antérieur, en présentant leur lutte contre le communisme comme le prolongement de positions passées qui auraient été dirigées contre toutes formes de totalitarismes, fascisme inclus, même si ce ne fut souvent pas le cas<sup>30</sup>.

Au cœur de la culture politique dominante dans le pays, qui restait imprégnée des valeurs du retour à l'ordre des années 1930 et 1940, on remarque dans l'après-guerre la forte influence d'une mentalité structurée par les valeurs militaires. Après la guerre, l'armée continua à étendre ses ramifications dans les milieux culturels et intellectuels civils dominants, dont les personnalités les plus en vue appartenaient, la plupart du temps, au corps des officiers. L'institution militaire entrecroisait des ramifications officielles ou officieuses avec des associations privées ou semi-publiques qui devinrent des piliers de la Défense spirituelle de guerre froide<sup>31</sup>. C'était le cas, parmi d'autres, du Service suisse d'information, dans le comité duquel siégeait notamment le professeur de *Germanistik* zurichois Karl Schmid, lui-même officier<sup>32</sup>. Cette association semi-officielle fut créée, en 1947, dans l'optique de réactiver la division de propagande intérieure de l'armée, connue durant la guerre sous le nom de *Heer und Haus*. Le socialiste religieux Leonhard Ragaz reprochait ainsi à l'état-major, en 1945 encore, de vouloir une « pleine militarisation de la vie helvétique »<sup>33</sup>. En 1946, l'écrivain social-démocrate Jakob Bührer s'inquiéta de ce qu'une part non négligeable des subventions culturelles allouées par la Confédération soit accaparée par l'armée et ce, dans des conditions opaques<sup>34</sup>.

28. Van Dongen, 1998, p. 92.

29. Jost, 1999, pp. 322-323.

30. Skenderovic, 2009, p. 230.

31. Perrig, 1993.

32. Frischknecht *et al.*, 1984, pp. 18-140.

33. Ragaz, « Schweizerisches », *Neue Wege*, janvier 1945 (m. t.)

34. Bührer, « Schweizerische Kulturpolitik und Pro Helvetia », *Rote Revue*, juillet 1946.

Au cœur des valeurs militaires imprégnant l'*establishment* intellectuel helvétique résidait enfin une mentalité fortement patriarcale. Les propos du conseiller national zurichois Hans Hoppeler, membre du Parti évangélique populaire, résumant assez bien la manière dont l'exaltation des valeurs militaires coïncidait avec la promotion du patriarcat; il souligne « l'attraction singulièrement puissante qu'exerce l'homme en tenue militaire sur le sexe féminin. [...] Être soldat résume tout ce que veut dire rigoureux, concentré, fort et décidé, fiable, constant et courageux. »<sup>35</sup> Compte tenu, entre autres, de ce climat politico-intellectuel dominant, la relance des débats autour du suffrage féminin en 1945, à travers le dépôt d'un postulat du socialiste Hans Oprecht au Conseil national, se déroula dans un climat défavorable, ce qui présage déjà le cuisant échec des partisans des droits politiques des femmes en votation populaire quatorze ans plus tard, lorsque près de deux tiers de la population suisse masculine refuse une telle extension des droits démocratiques<sup>36</sup>.

Pour donner une meilleure idée de ce contexte politico-intellectuel bien particulier de la Suisse, caractérisé par une forte continuité par rapport aux années 1930 et à la guerre, nous allons brièvement examiner dans les pages suivantes trois parmi les principales instances de légitimation au sein du champ intellectuel. Premièrement, le monde académique; deuxièmement, les principales associations culturelles et les prix et consécrationes que celles-ci décernent; enfin, les titres les plus influents de la presse suisse.

### UNIVERSITÉ ET CONSERVATISME

Pour l'université, nous avons choisi de concentrer plus précisément cette brève évocation sur quatre disciplines de sciences humaines aux prises avec des enjeux politiques: il s'agit des études littéraires germanophones, de l'histoire, du droit public et de l'économie. Il est clair que d'autres disciplines académiques auraient pu être abordées en sus, telles la philosophie ou la théologie, domaines que nous laisserons ici de côté pour ne pas trop allonger cette première partie contextuelle.

Notons d'emblée que l'université d'après-guerre reste une institution politiquement orientée à droite pour des raisons socio-

35. Hoppeler, 1943, p. 447 (m. t.)

36. Studer, 1996, pp. 356-382.

logiques. Jusqu'aux années 1960, elle demeure un milieu élitare, avec seulement 16 354 étudiants en 1945 (écoles polytechniques incluses) pour 4,4 millions d'habitants. Cette minorité est souvent issue de bonnes familles, et les femmes (1800 inscrites en 1945) y sont très minoritaires. Cette réalité se traduit notamment, au niveau politique, par l'activité de sociétés d'étudiants d'orientation fortement conservatrice telles Zofingue ou Helvétia, exclusivement masculines, et qui, avec l'armée, jouent un rôle de socialisation et de cooptation important au sein de l'*establishment* helvétique.

Par ailleurs, l'université suisse de 1945 ne bénéficie pas de la même autonomie qu'aujourd'hui. Les nominations de professeurs sont directement décidées par le gouvernement cantonal, après consultation d'une commission académique. Avec un tel système, les personnalités progressistes ont peu de chance d'être nommées professeurs. En effet, les gouvernements cantonaux n'hésitent pas à opposer leur veto à la nomination d'une personnalité de gauche, y compris dans les rares cas où celle-ci est recommandée par une commission académique.

De ce point de vue, ce n'est sans doute pas un hasard si la seule université où le consensus académique conservateur est moins net dans l'immédiat après-guerre est celle de Bâle. En 1944 en effet, une majorité sociale-démocrate et communiste gagne les élections dans le canton de Bâle-Ville<sup>37</sup>. Depuis 1941, le Département de l'instruction publique est dirigé par Carl Miville (senior), un social-démocrate de gauche, qui passe au Parti du travail en 1944. La nomination d'Adolf Portmann au poste de recteur en 1947, un homme de dialogue proche du Parti socialiste, symbolise ce pluralisme académique bâlois plus affirmé<sup>38</sup>. Fait rare à l'échelle du pays, des intellectuels de gauche y occupent dès lors des postes académiques, à l'image des protestants Karl Barth, Fritz Lieb et Karl Ludwig Schmidt, tous trois liés au Parti socialiste<sup>39</sup>. La lutte contre les partisans du nazisme et l'épuration des franges les plus droitières du champ politique sont par ailleurs moins timorées dans ce canton que dans le reste du pays<sup>40</sup>.

37. Stirnimann, 1992, p. 207.

38. Stamm, in Kreis, 2002, pp. 57-73.

39. En 1947, Miville autorise même Lieb à enseigner un semestre à l'Université de Berlin, en zone soviétique, une démarche difficilement imaginable dans un autre canton. Voir lettre de Lieb à Miville, 10 octobre 1947, Universitätsbibliothek Basel (désormais UB), fonds F. Lieb.

40. Hahn, 2001, pp. 46-58.

S'agissant du champ des études littéraires, par lequel nous commençons ce tour d'horizon du paysage académique au sortir de la guerre, il est particulièrement manifeste que parmi les professeurs de littérature allemande (*Germanistik*), ceux qui, durant les années précédentes, ont affiché des positions politiques qui les apparentaient aux franges autoritaires de la droite ne sont pas confrontés à une perte de légitimité intellectuelle. C'est ainsi le cas de deux professeurs zurichois parmi les plus influents dans leur discipline, Robert Faesi et Emil Staiger<sup>41</sup>. Quoique ces deux professeurs zurichois se mettent, à des degrés divers, au service de la Défense spirituelle promue par les autorités durant la guerre, ils n'ont pas moins fait preuve d'une forte complaisance à l'égard du régime nazi après 1933. Emil Staiger en particulier, qui s'impose pourtant comme le spécialiste de littérature allemande le plus en vue de Suisse alémanique dans l'après-guerre, avait perçu dans l'avènement de Hitler un mouvement de régénération morale de l'Allemagne. Il avait également été membre du Front national, une organisation fasciste zurichoise<sup>42</sup>.

Cette complaisance de Staiger pour le régime nazi, que ce dernier n'a pas reniée publiquement par la suite, n'empêche pas le professeur de *Germanistik* de rester intégré dans d'importants réseaux de sociabilité et de distinction de la vie culturelle zurichoise après 1945. Il est membre, entre autres, de la commission artistique de la ville de Zurich et de la Fondation Emil Bühler pour l'écriture<sup>43</sup>. Il écrit régulièrement pour le cahier culturel le plus prestigieux de la presse helvétique, soit le *Feuilleton* du grand journal de la droite libérale alémanique (proche du Parti radical-démocratique), la *Neue Zürcher Zeitung* (NZZ). Non seulement Staiger n'est pratiquement pas mis en cause dans le débat public, mais son approche de la *Germanistik* passe même pour offrir une planche de salut face à la corruption de cette discipline académique par les nazis. En effet, le professeur zurichois met en avant une méthode d'analyse littéraire qui se veut purement immanente à l'œuvre étudiée et indifférente de son contexte de production. Par là même, il parvient à présenter ses partis pris académiques comme détachés de tout enjeu politico-idéologique<sup>44</sup>. Staiger se présente, en 1945, dans la posture

41. Schütt, 1996; Weimar, 2003, pp. 271–286; Ricketts, 2009.

42. Schütt, 1996, pp. 57 et 65.

43. *Ibid.*, pp. 131-132.

44. *Ibid.*, p. 57.

du *Germanist* de l'heure zéro, resté pur parce qu'à l'abri dans un réduit helvétique hermétique aux influences étrangères.

Cette idée selon laquelle les Suisses auraient contemplé les événements internationaux de l'extérieur, en restant au-dessus de la mêlée, depuis une sorte de « balcon sur l'Europe », est souvent présente chez les intellectuels helvétiques ayant nourri des vues autoritaires susceptibles d'être mises en cause après 1945<sup>45</sup>. Les partis pris herméneutiques de Staiger ne sont pas aussi apolitiques qu'il les présente, comme le montrent les attaques auxquelles il se livre dans l'après-guerre contre d'autres approches théoriques de la littérature, par exemple celle du critique marxiste hongrois Georg Lukács, qu'il prend à partie dans des articles publiés dans la *NZZ*<sup>46</sup>.

En Suisse alémanique, le parcours de Staiger ne constitue pas un cas isolé. La trajectoire de son collègue Robert Faesi, professeur de littérature allemande et suisse à l'Université de Zurich, présente de fortes analogies. Dans les années précédentes, Faesi a été un admirateur de Mussolini et a collaboré à la revue nazie *Europäische Revue*, à l'image d'autres professeurs d'université suisses comme Gottfried Bohnenblust, Emil Ermatinger ou Gonzague de Reynold<sup>47</sup>. Malgré ce passé délicat, le professeur Faesi n'hésite pas, en 1947, à inviter pour une conférence à Zurich l'écrivain allemand Hans Carossa, ancien président de l'*Europäische Schriftsteller-Vereinigung*, une association internationale d'écrivains favorables au « Nouvel Ordre » nazi, mise sur pied par Joseph Goebbels pour faire concurrence au Poets, Essayists and Novelists-Club (PEN-Club), association où l'Allemagne n'était plus représentée depuis 1933 et qui avait pris parti pour les Alliés durant la guerre<sup>48</sup>. Suite aux protestations des milieux antifascistes contre l'invitation faite à Carossa, en particulier de la part de l'écrivain allemand réfugié en Suisse Alexander Moritz Frey, Faesi se fend d'une lettre de réponse tout à fait révélatrice d'un rapport de force qui lui est favorable après 1945. Il y rejette en bloc les critiques contre Carossa, les dénonçant comme des calomnies.

Le constat général soulignant la permanence des valeurs de retour à l'ordre des années 1930 et de la guerre au sein de la *Germanistik* universitaire ne signifie pas, toutefois, que rien ne change au sein

45. Titre du livre publié en 1950 par le rédacteur en chef de la *Gazette de Lausanne*, Pierre Béguin.

46. *NZZ*, « Kommunistische Literaturdeutung », 21 juin 1952.

47. Schütt, 1996, p. 84 ; sur l'admiration de Faesi pour Mussolini : Stadler, 1995, p. 29.

48. Schütt, 1996, pp. 212-214.

de la discipline. Une certaine adaptation paraît en effet inévitable vu le nouveau climat politique à la fin de la guerre. Cette mise à jour peut notamment être décelée à travers la nomination de Karl Schmid comme professeur ordinaire de langue et littérature allemande en 1943 à l'École polytechnique fédérale de Zurich. Schmid est certes un intellectuel marqué à droite, officier d'état-major, membre du Parti radical-démocratique et engagé dans la diffusion de la Défense spirituelle. Toutefois, il fait preuve, dès la fin de la guerre, et dans les années suivantes, d'une tolérance nettement plus grande qu'un Emil Staiger à l'égard des courants intellectuels et artistiques en marge du consensus conservateur.

Ainsi, en octobre 1944 déjà, Schmid avait écrit un texte significatif, destiné à une conférence devant des étudiants de l'EPF de Zurich, intitulé «La situation culturelle de la Suisse alémanique». Il y dénonçait la destruction de la culture allemande par le nazisme. Il y affirmait que la seule «Allemagne vivante» se trouvait dans l'émigration et s'opposait aux tendances adaptationnistes vis-à-vis du «Reich» en Suisse même, attaquant l'intellectuel suisse d'extrême droite Jakob Schaffner<sup>49</sup>. Cette orientation tranchait nettement avec celle de Staiger, entre autres. En ce sens, Schmid – à l'image d'autres professeurs de *Germanistik* d'après-guerre pourtant proches des autorités et marqués à droite (Fritz Ernst, Georg Thürer) – incarne une nouvelle génération d'intellectuels, en général moins crispés que leurs prédécesseurs sur les valeurs de la droite conservatrice.

Les positions de Schmid dans l'immédiat après-guerre rejoignent, dans une certaine mesure, celles d'un professeur de *Germanistik* bâlois, qui avait paru isolé par rapport aux évolutions droitières de ses collègues durant les années 1930 et la guerre. Il s'agit de Walter Muschg. Muschg avait été, entre 1939 et 1943, conseiller national de l'Alliance des indépendants (AdI), un regroupement hétéroclite qui rassemblait aussi bien des personnalités de droite, dont certaines étaient séduites par l'autoritarisme de la Ligue du Gothard, que des hommes favorables à une forme de planification économique de gauche (cette dernière tendance se renforçant à la fin de la guerre)<sup>50</sup>. Muschg s'était tenu à l'écart, contrairement à nombre de ses collègues, des invitations officielles en Allemagne nazie. Le professeur bâlois avait, de plus, pris position publique-

49. Schmid, 1998, pp. 159-171.

50. Jost, 2005, pp. 357-366.

ment en faveur de l'accueil d'intellectuels antifascistes qui avaient demandé l'asile en Suisse, alors que ceux-ci faisaient l'objet des critiques d'un Staiger. Enfin, le champ de recherche académique de ce professeur bâlois se démarquait de celui de ses collègues, dans la mesure où il s'intéressait à des courants littéraires comme l'expressionnisme allemand, à une époque où celui-ci était ignoré, voire dénoncé, par des philologues comme Staiger. Il est vrai toutefois que Muschg, contrairement à Schmid, évoluait dans le contexte académique bâlois. Comme on l'a vu, celui-ci présente de manière moins marquée cette continuité conservatrice sur le plan politico-intellectuel que dans le reste du pays.

S'il n'a été question que de la Suisse alémanique jusqu'ici, les exemples de professeurs au passé ambigu qui conservent sans difficulté toute leur crédibilité dans les milieux intellectuels peuvent aussi être trouvés en Suisse romande. C'est le cas par exemple de Gottfried Bohnenblust. Professeur de langue et littérature allemandes aux universités de Lausanne et de Genève et proche de l'intellectuel catholique autoritaire Gonzague de Reynold, Bohnenblust a entretenu des liens culturels avec l'Allemagne nazie, donnant plusieurs conférences dans ce pays après 1933, tout en critiquant publiquement les antifascistes allemands réfugiés en Suisse<sup>51</sup>. Ce parcours ne l'empêche pas de continuer à présider, après 1945, la Société genevoise d'études allemandes et de jouer un rôle important dans les entreprises culturelles mises sur pied par la Confédération après la guerre.

Parmi les entreprises confédérales dans lesquels Bohnenblust joua un rôle après la guerre, aux côtés du Zurichois Faesi, il y eut en particulier le projet de publier, en 1945, les œuvres complètes de l'écrivain Carl Spitteler, à l'occasion du centenaire de sa naissance. Dans ce cadre, les autorités suisses attaquèrent en justice Jonas Fränkel, un philologue d'origine juive polonaise, qui avait obtenu la nationalité suisse en 1920<sup>52</sup>. Fränkel était en effet le dépositaire de certains manuscrits de Spitteler, dont il avait été l'ami<sup>53</sup>.

Fränkel avait déjà essuyé, durant la guerre, des attaques aux relents antisémites de la part de Bohnenblust, de Faesi ou de Staiger. Fränkel avait été en outre accusé par le conseiller aux États radical Oskar Wettstein d'avoir rendu l'œuvre du grand écrivain suisse

51. Schütt, 1996, pp. 70-85; Mattioli, 1997, p. 64.

52. Lerch, 2013.

53. Schütt, 1996, pp. 177-202.



Gottfried Keller – dont il était spécialiste, au même titre que de celle de Spitteler – *persona non grata* dans l'Allemagne nazie<sup>54</sup>. Les attaques de Bohnenblust et d'autres intellectuels de droite avaient été relayées par le conseiller fédéral Eduard von Steiger, qui s'était livré, le 10 juin 1943, à une charge contre le savant juif devant le Conseil des États, l'accusant de procéder à la rétention de certains manuscrits de Spitteler et utilisant même, sans autorisation, des extraits de la correspondance privée du jeune Fränkel, trouvés dans des archives de Spitteler<sup>55</sup>. Au-delà de ces justifications oiseuses, les trois germanistes zurichoises, de même que l'homme d'État membre du PAB, n'admettaient pas que Fränkel se pose en spécialiste de Gottfried Keller et de Carl Spitteler. Aux yeux de l'*establishment*, ces deux auteurs étaient en effet typiquement suisses et il s'agissait à ce titre de les laisser à des spécialistes supposés être authentiquement suisses<sup>56</sup>.

Dans de telles circonstances, Fränkel, qui n'était pourtant pas un homme de gauche, s'était rapproché de l'éditeur socialiste Emil Oprecht et de l'écrivain antifasciste bernois Carl Albert Loosli, qui prirent sa défense en 1945. Pourtant, Fränkel fut privé par décision de justice, en octobre 1945, du droit de conserver les documents qui lui avaient été confiés par Spitteler. L'érudit bernois fut malgré tout tenu pour responsable du fiasco financier qui résulta de l'édition des œuvres complètes du célèbre écrivain alémanique<sup>57</sup>. Un des trois juges en charge du contentieux qui opposait la Confédération à Fränkel était Eugen Hasler, proche du conseiller fédéral Etter et ami du professeur Robert Faesi, qu'il connaissait depuis le service militaire<sup>58</sup>. En juin 1947, lors d'un débat au Conseil national sur la publication des œuvres complètes de Spitteler, le conseiller fédéral Etter réitéra les attaques du gouvernement contre Fränkel<sup>59</sup>. Le ministre catholique conservateur y prit longuement la défense

54. Paul Schmid-Ammann, « Jonas Fränkel, ein Streiter um sein Recht », p. 252, *Archiv für Zeitgeschichte*, Zurich (désormais AfZ), Zurich, fonds P. Schmid-Ammann, dossier 55.

55. Schütt, 1996, p. 197.

56. Emil Staiger, « Die kritische Ausgabe des "Martin Salander" », *Schweizer Monatshefte*, septembre 1944; lettre de Fränkel à C. A. Loosli, 2 octobre 1944, Archives littéraires suisses (désormais ALS), support numérique (retranscription réalisée par M. Fredi Lerch).

57. Les ventes très faibles des œuvres complètes de Spitteler sont plutôt à attribuer au prix élevé qu'avait fixé les autorités, dénoncé par le député socialiste Valentin Gitermann. Voir *Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale*, séance du 12 juin 1947, p. 454.

58. Le juge Hasler était l'auteur d'un petit recueil de poèmes patriotiques, les *Lemanische Lieder*, pour lequel il avait reçu, en 1943, un prix de la Fondation Schiller, présidée par son ami le professeur Faesi.

59. *Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale*, séance du 12 juin 1947, pp. 445-452.

de Bohnenblust et Faesi, que Fränkel avait accusés – avec raison, comme on l’a vu – de liens ambigus avec le régime national-socialiste, dans un pamphlet intitulé *Spittelers Rechts*, publié en 1946 à la suite de la décision judiciaire prise contre lui<sup>60</sup>. Ainsi, l’édition des œuvres complètes de Spitteler, la plus importante entreprise culturelle de la Confédération dans l’immédiat après-guerre, restait entachée par un antisémitisme propre à certains intellectuels de la droite autoritaire, qui donnaient le la dans les études littéraires alémaniques depuis les années 1930<sup>61</sup>.

Dans l’immédiat après-guerre, le silence relatif régnait autour des aspects problématiques du passé des intellectuels helvétiques, couplé au maintien d’une culture politique de droite héritée du mouvement de retour à l’ordre des années 1930, n’est pas propre à la seule *Germanistik*. De la même manière, un courant nationaliste-conservateur continua à dominer l’histoire comme discipline académique. De manière significative, le comité de la principale association de la profession, la Société générale suisse d’histoire (SGSH), qui éditait alors la *Revue suisse d’histoire*, admit en son sein, jusqu’en 1951, Hektor Ammann<sup>62</sup>. Cet historien argovien était un des principaux instigateurs de la pétition des 200 de 1940, qui demandait un musèlement de la presse et une politique plus favorable à l’Allemagne. Ammann entretenait des liens étroits avec des personnalités nazies jusqu’à la fin de la guerre<sup>63</sup>. Le maintien d’Ammann au comité de la SGSH est d’autant plus frappant qu’il avait été licencié, en 1946, de son poste de responsable des Archives d’État du canton d’Argovie (une date relativement tardive, qui s’explique par les recours interjetés jusqu’au Tribunal fédéral contre son licenciement), en raison de ses opinions politiques profascistes<sup>64</sup>. Malgré ce désaveu, Ammann fut invité à donner la conférence de clôture lors de l’assemblée annuelle de la SGSH, en août 1949<sup>65</sup>.

La légitimité presque intacte d’Ammann parmi les historiens au sortir de la guerre ne constitue pas un cas isolé. On pourrait aussi évoquer le parcours d’Eddy Bauer, professeur en histoire générale

60. Fränkel, 1946. Fränkel eut de la peine à publier ce livre, car certains éditeurs craignaient de se mettre mal avec le conseiller fédéral Etter et avec Pro Helvetia; voir lettres de J. Fränkel à C. A. Loosli, 6 mai et 11 juillet 1944, ALS, correspondance Fränkel-Loosli, support numérique.

61. Jost, 1999, p. 328.

62. Vallotton, 2006, p. 152.

63. Simon, in Mattioli, 1995, pp. 29-53.

64. Gautschi, 1978, p. 505; 1994, pp. 149-163.

65. *Journal de Genève*, « Société générale suisse d’histoire », 26 août 1949.

et suisse à l'Université de Neuchâtel. Bauer avait fondé en 1934 l'Ordre national neuchâtelois, mouvement antiparlementaire et corporatiste s'inspirant de l'Action française et comptait parmi les admirateurs des dictateurs d'extrême droite Miklós Horthy et Francisco Franco<sup>66</sup>. Pour autant, le professeur neuchâtelois jouit lui aussi d'un crédit intact après 1945, au point d'être nommé recteur de l'université en 1947. Il est vrai que Bauer, comme d'autres intellectuels de la droite autoritaire en Suisse romande dont les sympathies allaient initialement au régime de Vichy, soutint les forces de la France libre à la fin de la guerre, signe, là encore, d'une adaptation *in extremis* par rapport à la période précédente<sup>67</sup>.

En 1950, le comité de la SGSH protesta contre la nomination d'un professeur d'histoire d'origine hongroise à l'Université de Berne, déplorant que ce ne soit pas un professeur suisse qui ait été choisi. Cet épisode témoigne également de la persistance de courants d'idées nationalistes au sein des milieux d'historiens helvétiques. Ainsi, les professeurs d'histoire, à l'instar de leurs collègues de *Germanistik*, furent souvent de fidèles propagateurs de la Défense spirituelle, dont le discours dénonçait les dangers de la «surreprésentation spirituelle de l'étranger» dans la vie intellectuelle helvétique. Ce faisant, les universitaires concernés acceptaient une certaine instrumentalisation de leur champ d'études à des fins politiques<sup>68</sup>. Ainsi, le premier volume de la réputée *Histoire de la neutralité* d'Edgar Bonjour, édité en 1946, s'ouvrait sur le mythe historique d'une neutralité consubstantielle à l'histoire du pays depuis le XIV<sup>e</sup> siècle<sup>69</sup>. L'invocation de l'histoire du XIV<sup>e</sup> siècle, et en particulier de la figure de Nicolas de Flue, était un des poncifs du discours de Défense spirituelle dans sa version conservatrice, développée par Philipp Etter durant la guerre, et il est donc révélateur de le trouver sous la plume d'un historien qui défendait pourtant – comme d'autres de ses collègues, tels Jacques Freymond, André Lasserre ou Herbert Lüthy – une version libérale de cette doctrine.

En mai 1947, le Vatican vint prêter main-forte à la relance de la Défense spirituelle par les autorités helvétiques dans le contexte du début de la guerre froide, en décidant la canonisation de Nicolas de Flue. Le catholique conservateur Etter, président de la Confédéra-

66. Bauer, 1938.

67. *Journal de Genève*, «Un tour d'horizon militaire», 6 février 1945; sur le ralliement au gaullisme d'intellectuels romands très marqués à droite, voir Clavien, 2012, pp. 195 sq.

68. Jost, 2005, pp. 171-186; Kreis, 2000a, pp. 365-378.

69. Bonjour, 1946, pp. 13-14; Kreis, 2002a, pp. 27-44; Möckli *et al.*, 2000, pp. 134-194.

tion cette année-là, fit pourtant « le grand sacrifice de renoncer à se rendre à Rome », par respect à l'égard des protestants de Suisse pour qui, toutefois, comme l'écrivait le journaliste Olivier Reverdin dans le *Journal de Genève*, « Nicolas de Flue restera après sa canonisation ce qu'il était avant : [...] un homme providentiel, qui a su ramener la concorde entre les Confédérés à un moment critique entre tous. »<sup>70</sup> Cette dernière remarque illustre la manière dont les milieux dirigeants helvétiques, avec l'appui d'historiens académiques, convoquaient des mythes pour fortifier l'union nationale, *a fortiori* dans une période de mise en question comme l'immédiat après-guerre.

Dans un tel contexte, les historiens de gauche n'avaient guère de perspective dans le monde académique. C'est le cas de Valentin Gitermann, docteur en histoire, conseiller national socialiste dès 1944, qui mena des recherches fondées sur des méthodes d'histoire économique et sociale encore peu présentes dans les universités, à une époque où dominait l'histoire politique et militaire, ainsi que l'étude desdits grands hommes<sup>71</sup>. Les études historiques de Gitermann étaient reçues avec hostilité par la Société générale suisse d'histoire<sup>72</sup>. Et les portes du monde académique lui furent fermées, si bien qu'il travailla dans d'autres institutions, telle l'université populaire<sup>73</sup>. Il est vrai que les origines ukrainiennes, polonaises et juives de Gitermann, parfois relevées avec hostilité dans le débat public, ne facilitaient pas son insertion dans un milieu intellectuel où la xénophobie à l'égard des Juifs de l'Est était réelle, comme on l'a vu avec l'affaire Fränkel<sup>74</sup>.

Dans le domaine du droit public – une discipline dont les enjeux idéologiques sont forts puisqu'elle touche à la question de la structure d'un régime politique – les hommes d'ordre, à l'orientation politique autoritaire, qui possédaient une voix influente durant la période de guerre, ne se virent, là encore, guère mis en cause à la fin du conflit mondial. Certes, les principes fondamentaux du droit national-socialiste n'ont jamais emporté une adhésion autre que minoritaire dans les rangs des constitutionnalistes suisses les

70. *Journal de Genève*, « Avant la canonisation de Nicolas de Flue », 14 mai 1947.

71. Honegger et Jost, 2007, p. 95.

72. Vuilleumier, 2012, p. 75.

73. Ilari-Kopp, 1986; sur la marginalité de l'histoire économique et sociale, voir Vallotton, 2006, pp. 150-151.

74. Pour un article à la tonalité xénophobe et antisocialiste contre Gitermann, voir « La Suisse et les relations avec l'URSS », *La Suisse*, 8 mars 1944. Sur l'antisémitisme à l'université, voir Stadler, 1983, pp. 53-54.

plus en vue<sup>75</sup>. L'attachement aux principes de l'égalité devant la loi, impliquant un refus des juridictions antisémites, de même que le respect du fédéralisme face au centralisme dirigiste des États fascistes italien ou allemand, ont prévalu durant les années 1930 et la guerre chez la majorité des professeurs de droit public suisses. Néanmoins, parmi ces derniers, les penchants antidémocratiques étaient forts, en lien notamment avec le tournant autoritaire pris par la politique suisse après le début de la guerre<sup>76</sup>.

En juin 1942, le professeur de droit public à l'Université de Zurich, d'orientation libérale, Zaccaria Giacometti jugeait que « la Constitution fédérale est aujourd'hui en large partie un champ de ruines. La Confédération ressemble à l'heure actuelle à un État autoritaire, avec des tendances totalitaires. »<sup>77</sup> En 1945, dans un ouvrage intitulé *Das Vollmachtenregime der Eidgenossenschaft*, Giacometti reprochait aux autorités de maintenir un régime juridique qui conservait de forts traits antidémocratiques, alors que la guerre était sur le point de s'achever. La revue théorique du Parti socialiste, dans un compte-rendu du livre de Giacometti, remarquait que « la transition de la guerre à la paix s'accomplit lentement et difficilement. Des mesures du "droit d'urgence" vont encore rester pour quelque temps en vigueur de manière incontestée. »<sup>78</sup>

De fait, l'évolution autoritaire du droit public helvétique durant le conflit mondial ne fit guère l'objet, parmi les spécialistes, d'un examen critique dans les années d'après-guerre. Les prises de position de Zaccaria Giacometti fondées sur la défense des principes libéraux – du reste tempérées par l'idée qu'une évolution autoritaire se justifiait, dans une certaine mesure, en raison de l'état d'exception dans lequel se trouvait la Suisse – apparaissent plutôt comme l'exception que la règle parmi les constitutionnalistes<sup>79</sup>. Il n'est ainsi pas anodin de noter que celui qui comptera parmi les deux ou trois professeurs de droit public les plus influents de l'après-guerre, Hans Huber – juge fédéral de 1934 à 1946, puis nommé professeur ordinaire de droit public à Berne cette année-là – avait plaidé en 1940 pour une révision autoritaire de la Constitution suisse, à un moment où les pleins pouvoirs avaient pourtant déjà réduit très fortement le poids du parlement par rapport au gouver-

75. Aubert, 2001, pp. 17-78.

76. Kley, 2011, pp. 192-205.

77. Giacometti, cité par Mattioli, 1995, p. 13 (m. t.)

78. *Rote Revue*, « Das Vollmachtenregime der Eidgenossenschaft », janvier 1946 (m. t.)

79. Aubert, 2001, p. 73.

nement<sup>80</sup>. Là encore, la ligne antidémocratique adoptée par Huber durant la guerre n'apporta pas à une perte de légitimité de ce professeur au sein de la discipline.

Dans ce contexte idéologique, il est révélateur que si l'Assemblée fédérale finit, à la fin de l'année 1952, par abroger les derniers décrets liés aux pleins pouvoirs, ce ne fut pas au nom de principes démocratiques, mais sous la pression d'une initiative déposée en 1949 par les franges fédéralistes de l'extrême droite, emmenées par la Ligue vaudoise, qui cherchait alors à redorer leur image<sup>81</sup>. En 1946, le secrétaire du Parti socialiste suisse lui-même, Jules Humbert-Droz, craignait que la création d'une nouvelle revue sociale-démocrate européenne, basée en Suisse, soit interdite par les autorités, au nom d'arrêtés fédéraux liés aux pleins pouvoirs<sup>82</sup>. Dans l'hebdomadaire *Die Nation*, le libéral de gauche Paul Schmid-Amman disait, en 1946, sa déception par rapport à l'absence de renouveau constitutionnel démocratique dans la Suisse de l'immédiat après-guerre :

Plus le temps passe, plus on a l'impression que tous ces faits ne sont que les symptômes de ce qu'aucun ordre social et démocratique nouveau ne peut être construit avec ce Conseil fédéral si lié avec le régime des pleins pouvoirs, de la censure et des mesures anticonstitutionnelles.<sup>83</sup>

Un consensus au sein des professeurs de droit public fut donc acquis, au début de la guerre froide, en faveur d'une intensification des mesures dites de protection de l'État, destinées cette fois exclusivement à la lutte contre la gauche communiste<sup>84</sup>. Ainsi, le professeur de droit public à Fribourg et conseiller national catholique conservateur Antoine Favre s'engagea personnellement auprès du conseiller fédéral von Steiger pour demander des poursuites pénales contre des journalistes communistes et un renforcement du contrôle et de la censure contre la presse dite subversive<sup>85</sup>. En 1948, dans l'annuaire de la Nouvelle Société Helvétique, une association phare de la droite patriotique et conservatrice, le professeur

80. *Ibid.*, pp. 50-51.

81. Bütikofer, 1996, pp. 446-448.

82. Lettre de Jules Humbert-Droz à Julian Hochfeld, 6 février 1946, Bibliothèque de la Ville de La Chaux-de-Fonds (désormais BVC), fonds J. Humbert-Droz.

83. Schmid-Amman, « Vor einer Staatskrise? », *Die Nation*, 9 janvier 1946 (m. t.)

84. Kreis, 1993, pp. 257-320.

85. Entre autres : lettre d'Eduard von Steiger à Favre du 3 juillet 1951, AFS, E 4001 C, 1000/783, vol. 212.

zurichois de droit international et public Werner Kägi souligna avec satisfaction, à propos de la réactivation de la Défense spirituelle et des mesures de protection de l'État : « La résistance se poursuit. »<sup>86</sup> Bien qu'engagé dans une organisation fasciste durant les années 1930, Kägi devint pourtant par la suite, avec Hans Huber, un des spécialistes les plus en vue de sa discipline<sup>87</sup>.

Dans un article paru dans la revue des socialistes religieux *Neue Wege* en 1949, Otto Siegfried analysa également la continuité entre les mesures d'exception antidémocratiques en vigueur durant la guerre et la réactivation d'une partie d'entre elles au début de la guerre froide, au nom de la protection de l'État ; à la différence que, constatait Siegfried, « le décret du Conseil fédéral du 29 octobre 1948 concernant le renforcement de la protection de l'État [...] s'appuie sur les arrêtés des pleins pouvoirs de 1939, sans toutefois remplir les conditions essentielles qui pourraient justifier une telle décision : le décret n'est pas suscité par la guerre, n'a pour le moment pas un caractère d'urgence et aurait pu être adopté par des voies légales. »<sup>88</sup>

Parmi les professeurs d'économie enfin, une forte domination idéologique de la droite persista dans l'immédiat après-guerre et les chercheurs de gauche dans cette discipline ne parvinrent guère, là encore, à se ménager une place au sein de l'institution académique. Le prestige, parmi les économistes, de Wilhelm Röpke, professeur à l'Institut universitaire de hautes études internationales à Genève (IUHEI), est à cet égard représentatif<sup>89</sup>. Les thèses de Röpke étaient en effet très différentes de celles de John M. Keynes ou William Beveridge, pourtant en vogue en Europe occidentale à la fin du conflit mondial. Un essai de Röpke publié en 1942, *Die Gesellschaftskrisis der Gegenwart*, mettait en garde contre le développement d'un État social fort, qui risquait de faire glisser la Suisse, et plus généralement le monde occidental, vers le collectivisme<sup>90</sup>. Pour Röpke, le collectivisme conduisait en effet à la servitude totalitaire de type soviétique.

86. Cité par Gillibert, 2010, p. 91 (m. t.)

87. Kreis, 2013.

88. « Staatsschutz und Gewissensfreiheit : Gedanken zu den Revisionsvorlagen unserer Strafrechte », *Neue Wege*, 1949 (m. t.)

89. Solchany, 2010, pp. 23-37 ; Longchamp et Steiner, 2009, pp. 76-92 ; Solchany, 2015 ; Guex, 2012, p. 167. Pour nuancer le tableau ici dressé, relevons le parcours de quelques économistes aux conceptions keynésiennes, comme Edgar Salin, voir Föllmi in Kreis, 2002a, pp. 75-95.

90. Röpke, 1942.

Les travaux de l'économiste libéral furent chaleureusement accueillis par la revue académique d'économie politique la plus influente du pays, la *Revue suisse d'économie politique et de statistique*. Une des personnalités dominantes de ce périodique était le professeur d'économie de Saint-Gall Walter Adolf Jöhr junior, fils d'Adolf Jöhr, directeur d'une des plus grandes banques du pays, le Crédit Suisse<sup>91</sup>. L'IUHEI, où enseignait Röpke, était une fondation de droit privé, financée conjointement par l'État et par de grandes fondations étatsuniennes comme Ford ou Rockefeller. Cette fondation était dirigée par un conseil, dans lequel on retrouvait notamment Willy Bretscher, rédacteur en chef de la *NZZ*, le plus prestigieux quotidien du pays<sup>92</sup>. Fin 1942, Bretscher avait distribué à tous les journalistes de la *NZZ* un exemplaire de l'ouvrage de Röpke<sup>93</sup>. Ce dernier était également soutenu, avec ferveur, par William Emmanuel Rappard, le fondateur de l'IUHEI, professeur d'histoire économique et de finances publiques proche des autorités suisses, membre du conseil de fondation de l'organe de promotion de la politique culturelle officielle Pro Helvetia, et qui joua un rôle important, dans l'après-guerre, en soutien au cercle d'économistes libéraux de la Société du Mont-Pèlerin<sup>94</sup>.

Röpke devint ainsi une référence incontournable pour les partisans du libéralisme économique, qui combattaient ceux qui, à droite, étaient prêts à des concessions à la gauche, en vue du développement de politiques sociales fortes, propres à apaiser les tensions sociales de la sortie de guerre<sup>95</sup>. De fait, durant cette période, une aile du Parti radical-démocratique (PRD) était prête à donner aux collectivités publiques les moyens d'une politique sociale plus développée qu'auparavant. L'influent radical bâlois Eugen Dietschi plaidait par exemple pour l'instauration d'une imposition fédérale directe ordinaire, progressive sur les hauts revenus, afin de financer les tâches sociales croissantes de l'État; une position qui traduisait, selon le dirigeant du Parti socialiste Paul Meierhans, les intérêts de « l'aile des employés » au sein du PRD, par opposition à celle du « capitalisme financier »<sup>96</sup>.

91. Longchamp, 2014, pp. 62-63.

92. « Message du Conseil fédéral concernant la subvention de la Confédération à l'institut universitaire de hautes études internationales à Genève », 2 juin 1961, *Feuille fédérale*, Berne, Office des imprimés et du matériel, pp. 1155-1160.

93. Solchany, 2010, p. 29.

94. Monnier, 1995, pp. 740-755.

95. Leimgruber, 2008, p. 148.

96. PV du comité directeur du PSS, 4 septembre 1948, SSA, Ar. 1.110.38.



Mais Röpke et ses proches menèrent une bataille d'idées intense contre l'intervention de l'État dans le domaine social, présentant les réformes développées par la social-démocratie suédoise dans l'après-guerre comme le parfait repoussoir<sup>97</sup>. Avec le recul, on peut relever que le combat libéral intransigeant de Röpke et de ses collègues au sortir de la guerre porta ses fruits. Le développement de l'État en Suisse resta contenu dans des proportions bien moindre que dans les autres pays d'Europe occidentale. En 1950, les dépenses des collectivités publiques ne représentaient que 18,8 % du produit intérieur brut (PIB), alors qu'en 1948, celles-ci couvraient déjà 37 % du PIB d'un pays comme le Royaume-Uni<sup>98</sup>.

C'est aussi que les travaux de Röpke n'étaient pas reçus avec sympathie par les seuls partisans du libéralisme économique regroupés dans le Parti radical-démocratique. Les travaux de l'économiste libéral furent également bien accueillis au sein des deux autres partis gouvernementaux de la droite helvétique, à commencer par celui des Catholiques conservateurs<sup>99</sup>. Quoique Röpke fût un libéral convaincu sur le plan économique, il n'était pas moins un conservateur intransigeant s'agissant des questions dites de société, ce qui expliquait notamment la sympathie des Catholiques conservateurs. Ainsi, pour l'économiste, l'émancipation des femmes était une des origines des maux de la modernité et il se posa en adversaire intransigeant de l'introduction du suffrage féminin. Son éloge du monde paysan, contre les ravages de l'industrialisation et d'un supposé cosmopolitisme socialiste, séduisit aussi dans les rangs du parti conservateur protestant, le PAB.

Comme le souligne de manière synthétique l'historien Hans Ulrich Jost :

Le néolibéral Röpke et Etter, l'homme acquis aux idées autoritaires et corporatistes de l'État, incarnaient les deux perspectives qui marquèrent l'attitude de la Suisse durant la période de guerre et celle qui la suivit.<sup>100</sup>

97. Röpke, « Europäische Bilanz des Kollektivismus », *Schweizer Monatshefte*, septembre 1947.

98. Longchamp, 2014, p. 44.

99. Solchany, 2010, pp. 24-25. Nous parlons, par commodité, des Catholiques conservateurs, mais le nom du parti était différent selon les cantons et il changea dans l'après-guerre, de Parti conservateur populaire à Parti conservateur chrétien-social dès 1957.

100. Jost, 1999, p. 231.

Cependant, on peut voir dans le prestige de Röpke au sortir de la guerre un signe des évolutions à l'œuvre au sein de la droite, dans la mesure où le libéralisme intransigeant de l'économiste tranchait avec les tentations corporatistes-autoritaires qui avaient gagné une partie de la bourgeoisie suisse dans les années précédentes. À ce titre, l'évolution des *Schweizer Monatshefte*, une revue qui compta parmi les principales propagatrices de l'antitotalitarisme libéral de Röpke dans l'après-guerre, est significative, dans la mesure où celle-ci avait, jusqu'en 1942, développé une ligne d'extrême droite, proche des Fronts<sup>101</sup>.

Reste que dans un tel contexte idéologique, il n'est guère étonnant que les économistes de gauche n'obtinrent que très rarement des postes de professeurs. Ainsi, le social-démocrate Max Weber, docteur en économie politique, qui deviendra conseiller fédéral en 1951, dut se contenter, en 1948, d'un poste subalterne de chargé de cours à l'Université de Berne<sup>102</sup>. L'année suivante, la nomination de l'ancien diplomate social-démocrate Eduard Zellweger au poste – pourtant subalterne là encore – de privat-docent à l'Université de Zurich, déclencha la colère des économistes de droite qui étaient tout sauf habitués à de telles promotions ; comme l'écrivait Albert Hunold, secrétaire d'un institut universitaire privé financé par le grand patronat, au professeur Friedrich Hayek :

C'est simplement étonnant de voir avec quelle habileté et quelle absence de scrupules les messieurs de la gauche se lovent dans nos institutions universitaires et il devient urgentissime d'agir.<sup>103</sup>

L'économie politique devait ainsi rester la chasse gardée de la droite et, dans une large mesure, on peut dire que ce projet réussit. La trajectoire de l'économiste Fritz Marbach, professeur à l'Université de Berne de 1931 à 1962, apparaît ainsi comme une exception, dans un paysage dominé par les partisans du libéralisme économique. Toutefois, ce n'est sans doute pas un hasard si cette exception concernait un intellectuel orienté sur l'aile droite de la social-démocratie. Proche du chef syndical Konrad Ilg, il compta avec ce dernier, en effet, parmi les principaux promoteurs d'un partenariat social étroit

101. Zimmermann, 2011.

102. On peut aussi songer au conseiller national (1935-1950) et vice-président du PSS (1936-1954) Paul Meierhans qui, malgré son doctorat en économie à l'Université de Zurich, ne fit pas de carrière universitaire.

103. Longchamp, 2014, p. 56.

avec le patronat durant les années de guerre et d'après-guerre<sup>104</sup>. Ilg avait d'ailleurs reçu durant la guerre un doctorat *honoris causa* de l'Université de Berne, en même temps que le président de l'association patronale du secteur des machines. Le catholique conservateur Karl Wick s'en était félicité à la tribune du Conseil national, car, argumentait-il, il était important d'honorer les rares dirigeants de la gauche qui se montraient capables de modération<sup>105</sup>.

## LES INTELLECTUELS DE DROITE

### DANS LES ASSOCIATIONS CULTURELLES

À l'extérieur de l'université, deux associations d'intellectuels apparaissent comme particulièrement emblématiques pour notre propos visant à mettre en lumière la domination de la droite sur les institutions culturelles légitimes. Il s'agit de la Société suisse des écrivains (SSE) et du PEN-Club.

Au sein de la SSE, les auteurs qui n'adhéraient pas au conservatisme furent marginalisés durant les années 1930 et la guerre, au profit d'intellectuels proches de la droite autoritaire, tels Robert Faesi, Robert de Traz ou Ernst Zahn<sup>106</sup>. La SSE se mit dès lors au service de la Défense spirituelle, dans sa version conservatrice. Sa direction se solidarisa notamment avec la politique restrictive des autorités à l'égard des réfugiés littéraires qui fuyaient les persécutions nazies. La direction de l'association transmet ainsi à la police des étrangers des préavis sur les demandes d'asile, dont un bon nombre était défavorable, ce qui confortait les autorités dans leur politique de fermeture des frontières. Si l'attitude de la SSE était motivée par la crainte d'une concurrence provenant des écrivains allemands réfugiés – dans un contexte où le marché du livre était déjà mis sous forte pression par suite de la crise économique et par les restrictions d'accès au marché allemand imposées par le pouvoir nazi – antisémitisme et anticomunisme influencèrent aussi la teneur des préavis transmis aux autorités par la SSE<sup>107</sup>. L'association refusa également de se solidariser, au nom du respect de la neutralité officielle, avec les campagnes de solidarité, menées le plus souvent par des intellectuels de gauche, en faveur de la libération d'écrivains prisonniers en Allemagne nazie<sup>108</sup>.

104. Kästli, 1995, pp. 147-149.

105. *Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale*, séance du 10 décembre 1942, p. 306.

106. Schulz, 2012, pp. 175-181.

107. Böni *et al.*, 1987, p. 134.

108. *Ibid.*, p. 60.

Compte tenu de ce passé délicat lié aux années sombres, on aurait pu s'attendre, après 1945, à un certain mouvement d'auto-critique au sein de l'association, voire, comme c'est le cas en France ou dans d'autres pays voisins, à la montée en puissance d'une nouvelle génération d'écrivains antifascistes, en mesure de disputer la direction de l'association à la vieille garde conservatrice. Pourtant, il n'en fut rien. En 1945, le comité de l'association, élu par l'assemblée générale chaque année, restait presque entièrement composé d'intellectuels conservateurs, à commencer par son président, Henri de Ziegler; avec une seule exception, celle de l'écrivain antifasciste de gauche zurichois Paul Adolf Brenner<sup>109</sup>.

Dans l'immédiat après-guerre, un épisode apparaît comme symbolique de l'absence de véritable remise en question dans les rangs de la SSE. Le comité de l'association, réuni en octobre 1945, examina une motion déposée par l'écrivain antifasciste Adolf Saager, demandant « l'exclusion des sociétaires compromis par leur attitude à l'égard du national-socialisme et du fascisme »<sup>110</sup>. Saager appartenait à un petit groupe informel d'écrivains de gauche, actif depuis les années 1930, mais très minoritaire au sein de la SSE<sup>111</sup>.

Il apparut rapidement que la motion Saager pouvait viser plusieurs membres éminents de l'association. Le président Henri de Ziegler, sur la base d'un questionnaire distribué à tous les membres, dressa d'abord une liste de neuf écrivains susceptibles de tomber sous le coup d'une démarche d'épuration<sup>112</sup>. Mais des voix se firent entendre, au sein du comité, pour signaler que cette liste risquait d'être jugée incomplète, parce qu'elle n'incluait pas le professeur de *Germanistik* Gottfried Bohnenblust ni Ernst Zahn, suspecté d'avoir entretenu des liens suivis avec la Reichsschrifttumskammer, l'association officielle des écrivains nazis. On évoqua aussi le cas d'Otto Wirz, qui n'était pas sur la liste alors qu'il avait soutenu Hitler en 1933, puis avait signé la pétition des 200 en 1940; celui de l'écrivain promussolinien Francesco Chiesa – par ailleurs proche

109. Brenner était un intellectuel autodidacte, employé dans l'industrie puis ayant repris la petite fabrique de son père, et qui avait été politiquement influencé par le médecin et écrivain socialiste Fritz Brupbacher. Voir Paul Adolf Brenner, « Äusserer Lebenslauf », 31 août 1956, Zentralbibliothek Zürich (désormais ZB), fonds P. A. Brenner, dossier 1; Schulz, 2012, pp. 268-269.

110. PV de la séance du comité, 20 octobre 1945, ALS, Société suisse des écrivains, 1/246 (m. t.)

111. Niederer, 1994, pp. 156-157.

112. PV de la séance du comité, 9 février 1946, ALS, Société suisse des écrivains, 1/246; voir aussi Schmid, 2003, pp. 77-82.

de certains hommes d'État tessinois et de l'ancien conseiller fédéral Giuseppe Motta – et celui de Gonzague de Reynold, proche du conseiller fédéral Etter et, lui aussi, admirateur déclaré de Mussolini.

Face à la perspective d'une extension des procédures d'exclusion de la société, qui aurait menacé de nuire à son image, le comité décida que les critères proposés par Saager devaient être retravaillés de manière plus restrictive par une commission *ad hoc*. C'est aussi que la proximité de certains des écrivains visés par Saager avec les autorités aurait pu avoir des conséquences plus larges, difficilement acceptables pour les dirigeants de la SSE. Ainsi, la mise en cause, dans la motion Saager, de tout intellectuel ayant adopté, durant la guerre, des positions contraires aux fondements démocratiques de la Confédération fut jugée excessive. La commission de révision de la motion était composée de Max Pulver, Hermann Weilenmann et Giuseppe Zoppi, soit des écrivains conservateurs hostiles aux tentatives d'épuration au sein de l'association. Ceux-ci conclurent, selon une argumentation très présente dans les rangs conservateurs suisses de l'immédiat après-guerre, que les écrivains mis en cause ne devaient pas être exclus de la SSE, car ils n'avaient pas directement commis d'actes répréhensibles ; seules leurs opinions étaient douteuses.

Par ailleurs, les rumeurs (erronées) concernant l'octroi d'une « médaille Goebbels » au professeur Bohnenblust en 1936 ne firent pas l'objet d'une investigation par la direction de la SSE, qui choisit ainsi de tourner la page sur les aspects douteux du passé de ce philologue. Quant aux écrivains d'extrême droite John Kittel et Emanuel Stickelberger, ils présentèrent d'eux-mêmes leur démission, à la satisfaction des membres du comité<sup>113</sup>. La manière dont la direction avait géré cette crise fut finalement avalisée par l'assemblée générale de la SSE en 1946. Léon Nicole, dans *La Voix ouvrière*, le journal du Parti du travail en Suisse francophone, dénonça le classement de cette procédure d'épuration, en des termes que le comité de la SSE qualifia de « peu amicaux » ; mais l'affaire en resta là<sup>114</sup>.

Pour autant, au sein de la SSE aussi, la nécessité d'un ajustement apparut à la fin du conflit mondial. Il se traduisit notamment par une timide ouverture à la gauche. En février 1944, l'écrivain Weilenmann avait déjà souligné qu'il était temps, vu les circons-

113. Debrunner, 2014, p. 138.

114. PV de la séance du comité, 7 juillet 1946, ALS, Société suisse des écrivains, 1/246 (m. t.)

tances internationales, d'admettre la Büchergilde Gutenberg lors des expositions de livres suisses à l'étranger, organisées par la SSE<sup>115</sup>. La Büchergilde Gutenberg, maison d'édition dirigée par Emil Oprecht, frère du conseiller national socialiste Hans Oprecht, joua un rôle décisif dans la diffusion de publications antifascistes durant les années sombres<sup>116</sup>. Cette volonté d'intégrer la gauche se traduisit surtout, en 1946, par l'élection de Jakob Bühler, écrivain antifasciste membre du PSS, au comité de l'association. Cette élection fut d'autant plus significative que Bühler, après son adhésion au Parti socialiste en 1932, présentée comme un acte de protestation face à la fusillade qui eut lieu cette année-là à Genève en marge d'une manifestation antifasciste, avait été mis au ban des milieux intellectuels dominants, en particulier des journaux dans lesquels il écrivait jusque-là, et qui contribuaient pour une part importante à lui assurer un revenu suffisant pour vivre; son travail littéraire – comme c'était d'ailleurs le cas pour la plupart de ses collègues écrivains – ne permettant pas de lui assurer un revenu adéquat<sup>117</sup>. Ainsi, Bühler, collaborateur régulier de la *NZZ* avant novembre 1932, n'y écrivit plus jusqu'en 1964<sup>118</sup>.

En février 1945, la SSE demanda également aux autorités d'affaiblir les restrictions à la liberté d'expression et l'interdiction de travailler qui frappait les écrivains réfugiés politiques, ce qui constituait un tournant par rapport aux positions défendues pendant la guerre<sup>119</sup>. Enfin, l'association entreprit quelques démarches pour venir en aide aux écrivains étrangers connaissant des difficultés matérielles en Europe<sup>120</sup>. Quant au président de la SSE pendant la guerre, l'écrivain Felix Moeschlin, il apparut publiquement dans la liste des premiers signataires d'une pétition, lancée par des sympathisants communistes en 1944, et qui demandait le rétablissement des relations diplomatiques et culturelles avec l'URSS, ce qui représentait une évolution significative de son positionnement politique<sup>121</sup>.

La section suisse du PEN-Club fut aussi traversée par des conflits entre écrivains conservateurs et progressistes dans l'immédiat après-

115. PV de la séance du comité, 26 février 1944, ALS, Société suisse des écrivains, 1/246.

116. Stahlberger, 1970.

117. Stadler, 1995, pp. 34-35.

118. *Ibid.*, pp. 35-37.

119. PV de la séance du comité, 9 février 1946, ALS, Société suisse des écrivains, 1/246.

120. *Idem.*

121. La liste des premiers signataires de la pétition du 16 mars 1944 est disponible aux Archives cantonales vaudoises (désormais ACV), fonds M.-E. Chantre, PP 286/22.

guerre, conflits qui se conclurent, là encore, à l'avantage des premiers. Le PEN-Club était un mouvement international d'écrivains fondé en réaction à la Première Guerre mondiale, pour promouvoir la paix et la collaboration entre les nations, et qui s'opposa au fascisme au nom de valeurs démocratiques<sup>122</sup>. Les tensions au sein du PEN-Club helvétique se cristallisèrent en particulier en 1947, lorsque la Ville de Zurich fut choisie pour accueillir le congrès annuel international de l'association. Le PEN-Club helvétique (quasiment inexistant en Suisse romande) était dirigé par des intellectuels de droite en Suisse alémanique, parmi lesquels Eduard Korrodi, directeur du supplément littéraire de la *NZZ* et Carl Helbling, professeur extraordinaire de littérature allemande à l'EPF<sup>123</sup>. Quant à la section zurichoise, elle était présidée par Robert Faesi, dont on a vu les positions politiques autoritaires avant 1945, et la section bâloise par Emanuel Stichelberger, un écrivain d'extrême droite qui avait collaboré à plusieurs entreprises culturelles nazies, en particulier à la revue de Goebbels *Europäische Literatur*.

Si des écrivains antifascistes allemands avaient été accueillis en nombre par le PEN-Club londonien durant la guerre, les sections zurichoise et bâloise leur avaient au contraire fermé leurs portes<sup>124</sup>. Faesi, le président du PEN-Club de Zurich, s'en était pris à plusieurs reprises aux écrivains allemands ayant fui les persécutions nazies et avait stigmatisé dans la littérature de l'exil ce qu'il appelait une « absence de patrie intellectuelle »<sup>125</sup>. Le rôle joué par Faesi et Stichelberger au sein du PEN-Club alémanique fut mis en cause à partir d'octobre 1944 déjà, lorsque les deux intellectuels invitèrent pour une conférence Hans Carossa, président de l'association internationale des écrivains nazis *Europäische Schriftsteller-Vereinigung*<sup>126</sup>. La majorité du comité de la SSE, au cours d'une discussion sur la polémique entourant l'invitation de Carossa par Faesi, avait jugé celle-ci peu opportune, dans la mesure où Carossa était « plus ou moins un émissaire de Goebbels »<sup>127</sup>. Cette discussion avait eu lieu après que l'écrivain zurichois antifasciste Paul Adolf Brenner eut envoyé une lettre de protestation à la SSE contre la venue de

122. Wilford, 1979, pp. 99-116.

123. Münch-Küng, 1989, pp. 56-59.

124. Schütt, 1996, p. 213.

125. *Ibid.*, p. 29 (m. t.)

126. Debrunner, 2014, p. 137.

127. PV de la séance du comité, 11 novembre 1944, ALS, Société suisse des écrivains, 1/246 (m. t.)

Carossa en Suisse<sup>128</sup>. La SSE recommanda finalement aux autorités de ne pas accorder un visa à Carossa, avis qui fut suivi par la police des étrangers<sup>129</sup>.

Malgré ce trouble passé, Faesi continua à présider le PEN-Club zurichois après la guerre. En 1947, des intellectuels antifascistes – Carl Albert Loosli, Rudolf Jakob Humm et leur ami Jonas Fränkel – cherchèrent à utiliser la tribune offerte par la tenue du congrès international à Zurich pour dénoncer publiquement les positions politiques de Faesi à la tête de la section zurichoise durant le conflit mondial, et pour empêcher que le professeur ne passe pour un représentant incontesté de la vie culturelle helvétique<sup>130</sup>. Loosli, à l'origine de cette initiative, avait été tenu à l'écart de la section bernoise du PEN-Club; mais, comme il l'expliquait à son ami Fränkel, vu l'orientation politique de ses membres, il aurait de toute manière refusé d'y appartenir<sup>131</sup>. Loosli, Humm et Fränkel écrivirent un télégramme au secrétariat international du PEN-Club dans lequel ils affirmaient que « nous écrivains suisses, en tant que combattants sans concession pour les idéaux que le PEN-Club promeut dans le monde, nous qui avons été exclus du PEN-Club suisse, nous saluons par la présente nos collègues des pays proches et lointains. »<sup>132</sup>

D'autres intellectuels intervinrent aussi publiquement pour rappeler le passé ambigu de Faesi. On peut ainsi mentionner la lettre ouverte d'Emil Ludwig, auteur d'origine juive et antifasciste engagé. Le président du PEN-Club bâlois Stickelberger avait refusé d'admettre Ludwig dans l'association durant la guerre<sup>133</sup>. Ludwig fut soutenu par Jakob Bühler, désormais membre du comité de la Société suisse des écrivains. En mars 1947, lors d'une réunion du comité de la SSE durant laquelle fut discutée la présence des écrivains suisses lors du congrès international qui allait se tenir quelques semaines plus tard à Zurich, Bühler attaqua Faesi, estimant indigne que le PEN-Club soit présidé par le professeur zurichois. À cette occasion, Bühler se heurta à l'hostilité des membres du comité, qui considéraient que l'esprit d'épuration qui avait soufflé lors du

128. Schulz, 2012, pp. 268-269.

129. Debrunner, 2014, pp. 137-138.

130. Schütt, 1996, pp. 200-205.

131. Lettre de Loosli à Fränkel, 4 juin 1947, ALS, correspondance Fränkel-Loosli, support numérique.

132. Reproduit dans la lettre de Fränkel à Loosli, 3 juin 1947, ALS, correspondance Fränkel-Loosli, support numérique (m. t.)

133. Debrunner, 2014, p. 131.



précèdent congrès du PEN-Club à Stockholm, en 1946, avait déjà empoisonné l'atmosphère et les débats, et qu'il s'agissait donc d'éviter de revenir sur le sujet cette année-ci à Zurich, pour ne pas nuire à la réputation internationale de la scène culturelle helvétique<sup>134</sup>.

Durant le congrès de Zurich en 1947, la question de l'épuration fut néanmoins débattue et deux tendances se dégagèrent à cette occasion. Celles-ci sont révélatrices d'importantes différences à l'échelle internationale face à cette problématique brûlante de l'immédiat après-guerre. D'un côté, les partisans d'une épuration intransigeante se retrouvaient pour la plupart dans les délégations des pays qui avaient subi une invasion militaire – *a fortiori* parmi les écrivains de gauche – tandis que des intellectuels désireux de tourner la page par rapport à la période de la guerre se manifestaient plutôt dans les délégations des pays n'ayant pas connu une occupation par les forces de l'Axe et, à plus forte raison, parmi les écrivains de droite. Une motion fut déposée par la délégation hollandaise en faveur d'une épuration plus stricte du PEN-Club. Cette proposition fut soutenue par dix-sept délégations, tandis que cinq s'abstinrent (dont la délégation britannique) et cinq la refusèrent, parmi lesquelles la délégation suisse.

Finalement, le congrès se déroula sans mise en cause de la direction suisse du PEN-Club, ce qui représentait, pour Faesi, un dangereux écueil surmonté. Ici encore, la faiblesse numérique des intellectuels de gauche en Suisse, ainsi que le faible degré d'organisation en leur sein, contribua à expliquer cette incapacité d'ébranler sérieusement la légitimité de l'*establishment* conservateur. De plus, les intellectuels qui avaient tenté de déstabiliser la vieille garde conservatrice appartenaient, eux aussi, à une génération vieillissante, déjà engagée dans la cause antifasciste durant les années 1930. En 1945, Bühler entrait dans sa soixante-troisième année, Fränkel et Saager avaient 66 ans, Loosli 68<sup>135</sup>.

À l'instar des conflits feutrés qui traversèrent la SSE ou le PEN-Club, l'attribution des prix culturels est révélatrice du conservatisme d'après-guerre. Parmi ceux-ci, le Grand Prix Schiller suisse – d'un montant de 5000 fr. – comptait alors parmi les plus prestigieux du pays. Cette récompense était décernée à peu

134. PV de la séance du comité 1<sup>er</sup> mars 1947, ALS, Société suisse des écrivains, 1/246.

135. Dans une lettre à Fränkel, Loosli se plaint qu'en raison de son âge avancé, il n'ait plus la force de fonder une revue, qui leur permettrait de disposer d'une voix autonome dans cette période critique. Voir lettre de Loosli à Fränkel, 19 juillet 1944, ALS, support numérique. Brenner, qui n'avait alors que 35 ans, fait figure d'exception.

près tous les cinq ans par le conseil de la Fondation Schiller, présidé par l'incontournable Robert Faesi. En 1948, il fut attribué à l'écrivain Meinrad Inglin. Issu d'une grande famille du canton de Schwyz – une région paysanne de Suisse centrale, présentée, selon le mythe national, comme l'un des trois cantons fondateurs du pays – Inglin était l'écrivain presque officiel de la Défense spirituelle<sup>136</sup>. Son roman *Schweizer Spiegel* occupait une place centrale dans la scénographie de l'Exposition nationale de 1939, parce qu'il mettait en scène un petit pays parvenant à surmonter ses clivages de classe et ses tensions linguistiques<sup>137</sup>. Parmi les prix Schiller ordinaires, décernés plusieurs fois chaque année, on peut relever l'attribution d'un « prix d'honneur » à Ernst Zahn en 1947 pour son quatre-vingtième anniversaire, écrivain dont l'exclusion avait été discutée peu avant par la SSE, en raison de sa complaisance pour les régimes de l'Axe<sup>138</sup>.

Parmi les récompenses culturelles en vue dans le pays, il y avait aussi le Prix Gottfried Keller (6000 fr.), décerné par la Fondation Martin Bodmer, du nom d'un homme de lettres, descendant d'une famille d'industriels zurichois, associée par mariage à la lignée patricienne genevoise des Naville. Dans le jury du Prix Keller, on retrouvait, une fois de plus, Robert Faesi, aux côtés d'Eduard Korrodi, chef de la rubrique culturelle de la *NZZ*. En 1943, cette récompense fut attribuée à Robert Faesi en personne, qui ne reculait pas devant l'autocélébration. Le prix suivant fut décerné, en 1947, à Fritz Ernst, professeur de *Germanistik* à Berne, lui aussi marqué à droite<sup>139</sup>. L'année précédente, Martin Bodmer avait voulu décerner le Prix Keller à l'écrivain d'extrême droite Ernst Jünger, avant de renoncer, les membres de la fondation jugeant que l'auteur était tout de même trop sulfureux et qu'il serait plus pertinent d'attribuer le prix à des écrivains allemands qui ne se soient pas liés publiquement au régime nazi<sup>140</sup>.

Un autre parmi les prix les plus prestigieux du pays, celui de la Ville de Zurich, fut attribué en 1945, une fois de plus, à Robert

136. En 1943, le prix Schiller précédent avait été attribué à Peider Lansel, un écrivain catholique conservateur rhéto-romanche, proche du conseiller fédéral Philipp Etter et de Gonzague de Reynold.

137. Utz, 2014.

138. Le Grand Prix suivant, en 1955, fut décerné à Gonzague de Reynold. Deux ans plus tard, le conseiller fédéral Etter s'engagea personnellement en faveur d'une candidature de Reynold pour le Prix Nobel de littérature; Albert Camus lui fut toutefois préféré (Mattoli, 1997, pp. 261-264).

139. Münch-Küng, 1989, pp. 54-55.

140. Schütt, 1996, pp. 96-97.

Faesi; puis, en 1948 à l'écrivain conservateur Traugott Vogel et, en 1951, à Fritz Ernst, qui avait déjà reçu le Prix Keller. Les consécration culturelles accordées à Faesi récompensaient en particulier sa trilogie romanesque à la tonalité aristocratique et élitaire, dont les deux premiers volumes étaient alors parus aux Éditions Atlantis, *Die Stadt der Väter* (1941) et *Die Stadt der Freiheit* (1944). En revanche, la série romanesque publiée par le socialiste Jakob Bühler sous le titre *Im Roten Feld*, mettant en scène une sorte d'histoire de la Suisse vue d'en bas, du point de vue du peuple, et dont les deux premiers tomes furent publiés en 1938 et 1944 aux éditions antifascistes Büchergilde Gutenberg, ne bénéficia d'aucune de ces distinctions<sup>141</sup>. La célébration, au travers de la série romanesque de Bühler, de la Suisse du début du XIX<sup>e</sup> siècle, en ébullition révolutionnaire, ne correspondait guère aux attentes des institutions culturelles dominantes, comme le montra, en 1948, la commémoration timorée de la révolution de 1848<sup>142</sup>. En 1948, la publication d'un ouvrage historique du libéral de gauche Paul Schmid-Ammann consacré à la révolution de 1848, qui se concluait sur un chapitre dénonçant l'idéalisation d'une Suisse conservatrice à la dimension mythique, apparaît, dans ce contexte, comme une entreprise éditoriale relativement isolée<sup>143</sup>.

En attendant, comme on peut le voir aux quelques exemples précédents, les jurys ou les fondations qui présidaient à l'attribution des distinctions culturelles restaient animés par des intellectuels de droite, qui cohabitaient dans un entre-soi complaisant. Les fondations elles-mêmes étaient souvent mises sur pied par des hommes issus de la bourgeoisie, soucieux de jouer un rôle dans le domaine du mécénat culturel. Parmi celles-ci, il faut enfin mentionner la Fondation Emil Bührle pour la littérature suisse. Mise sur pied en 1943, cette institution portait le nom de l'industriel Emil Bührle. Ce dernier fit fortune parce que son entreprise livra des quantités importantes de matériel militaire à l'Allemagne, entre juin 1940 et septembre 1944<sup>144</sup>. En 1942, lorsque Bührle envisa-

141. Stadler, 1995, pp. 41-42.

142. Kreis, 1998, pp. 131-170. En 1941, la célébration du 650<sup>e</sup> anniversaire de la Suisse mythique de 1291 s'était trouvée davantage en phase avec les visées politico-culturelles des autorités.

143. Schmid-Ammann, 1948.

144. La fortune de Bührle, issue de l'actionnariat de la société Bührle-Oerlikon, gonfla de 140 000 à 127 millions de francs durant cette période. Voir Müller, « Emil Georg Bührle », *Dictionnaire historique de la Suisse*. En ligne : <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F27701.php>, consulté en décembre 2014.

gea de consacrer une part de sa fortune au mécénat culturel par la mise sur pied d'une fondation, il fut d'abord question de placer celle-ci sous la gestion de la SSE. Mais les écrivains membres de son comité s'inquiétèrent de la perte d'indépendance que cet afflux financier aurait pu entraîner pour l'association, et des dégâts en termes d'image que l'origine de ces fonds pouvait provoquer. L'auteure Cécile Lauber remarqua par exemple durant la séance du comité de la SSE durant laquelle cette proposition fut discutée, qu'on peut considérer « l'argent de Bührlé quasi comme un péché en raison de sa provenance »<sup>145</sup>. Hors de l'association, le socialiste religieux Leohnard Ragaz fut plus direct :

Le dirigeant d'une des plus grandes fabriques mondiales d'instruments de meurtres [...], Monsieur Bührlé, qui déclare au moins 14 millions de revenu tiré de ce commerce tout à fait conscient, en est arrivé à la fantaisie paradoxale de débloquer 2 millions en faveur d'une « Fondation [...] pour l'art et la science ».<sup>146</sup>

Bührlé créa finalement sa propre fondation, sous la présidence de l'homme de droite issu d'une famille d'officier, par ailleurs dramaturge et juriste, Max Gertsch<sup>147</sup>. Siégeaient aussi dans le conseil de fondation Emil Staiger, ainsi que le professeur d'italien à l'EPF de Zurich, d'autre part écrivain conservateur soutien de la Défense spirituelle, Giuseppe Zoppi<sup>148</sup>. Dans son *Journal* publié en 1950, Max Frisch dénonça la tentation des écrivains suisses de se rapprocher des cercles patronaux et industriels par intérêt matériel<sup>149</sup>. L'écrivain zurichois avait certainement en tête l'exemple de la Fondation Bührlé au moment d'écrire ces lignes.

### LA PRESSE CONSERVATRICE

S'agissant de la presse, avec laquelle nous terminerons ce survol des institutions culturelles de l'après-guerre, mettons en lumière

145. PV de la séance du comité, 10 septembre 1942, ALS, Société suisse des écrivains, 1/246 (m. t.)

146. Ragaz, « Schweizerisches », *Neue Wege*, janvier 1945 (m. t.) Les dirigeants du PS se divisèrent en revanche sur la question, une partie d'entre eux considérant que le financement de la culture devait passer avant de telles considérations morales. Voir PV du congrès du PS du canton de Zurich, 13 mai 1945, SSA, Ar. 27.10.29.

147. Caluori in Kotte, 2005, pp. 700–701.

148. Orelli, 1986, pp. 151-155 ; Schütt, 1996, p. 131 (note 63).

149. Frisch, 1964 [1950], p. 218.

certains traits de l'orientation politique des plus influents journaux du pays dans l'après-guerre, qui témoignent de la permanence des valeurs de retour à l'ordre des années 1930 et 1940, en dépit de l'orientation libérale desdits quotidiens. Concentrons-nous en particulier sur la *Neue Zürcher Zeitung*, proche du Parti radical-démocratique zurichois, sur les *Basler Nachrichten*, proche du Parti libéral bâlois (plus à droite que le Parti radical-démocratique), et sur le *Journal de Genève*, lié au Parti national-démocratique genevois (cette dernière organisation s'apparentant au Parti libéral au niveau suisse). Il s'agit de quotidiens ancrés dans des cantons poids lourds d'un point de vue économique et démographique, et dont on peut dire qu'ils compteront parmi les principaux piliers médiatiques de la Défense spirituelle durant les deux premières décennies de guerre froide.

Comme c'est le cas, on l'a vu, s'agissant de certains professeurs d'université, l'attitude ambiguë, dans les années précédentes, de plusieurs journalistes des grands quotidiens évoqués ici, ne les conduit pas à une perte de légitimité dans la Suisse de l'immédiat après-guerre. Le cas du chef de la rubrique culturelle de la *NZZ*, Eduard Korrodi est emblématique. Ainsi, après 1933, Korrodi estimait qu'il fallait éviter les mises en cause publiques du régime nazi, pour ne pas compromettre les liens culturels de la Suisse alémanique avec l'Allemagne. Il jugea dès lors avec sévérité, dans les colonnes de la *NZZ*, les critiques d'intellectuels suisses contre le régime de Hitler, par exemple celles de Jonas Fränkel<sup>150</sup>. En 1936, Korrodi polémique, dans la *NZZ*, contre des écrivains antifascistes allemands, dénonçant l'idée que ces auteurs devraient refuser de collaborer avec des éditeurs tolérés par le pouvoir nazi<sup>151</sup>. Malgré ce passé délicat, Korrodi resta après la guerre un des critiques littéraires les plus en vue en Suisse alémanique, dirigeant le cahier culturel de la *NZZ* jusqu'en 1950.

S'agissant des *Basler Nachrichten*, son rédacteur en chef durant la guerre et jusqu'en 1949, Albert Oeri, député libéral au Grand Conseil bâlois, s'était fortement opposé au national-socialisme, de même qu'à la censure en Suisse, devenant à ce titre une des principales cibles de la pétition des 200 de 1940<sup>152</sup>. Il fut toutefois remplacé, en 1949, par un homme dont le passé était clairement

150. Münch-Küng, 1989, pp. 63-64.

151. *Ibid.*, 1989, pp. 122-132.

152. Teuteberg *et al.*, 2002.

situé du côté de la droite autoritaire, sans que cela ne suscite une polémique en Suisse alémanique. Le nouveau rédacteur en chef, Peter Dürrenmatt, avait été secrétaire de la Garde patriotique (*Heimatwehr*), un groupement d'orientation mussolinienne. Après la guerre, Dürrenmatt conserva au moins de son passé d'extrême droite un anticommunisme virulent<sup>153</sup>.

Quant au *Journal de Genève*, il fut dirigé durant la guerre, et jusqu'en 1949, par René Payot. Ce journaliste, un admirateur de Mussolini et de Franco, avait salué le déclenchement de l'opération « Barbarossa », au nom de la croisade contre le bolchévisme<sup>154</sup>. En février 1945, le *Journal de Genève* prit position contre la levée de la censure en Suisse et plaida pour le maintien des pleins pouvoirs du Conseil fédéral, craignant le « chaos » qui risquait de suivre la fin des hostilités<sup>155</sup>. Certes, à la fin de la guerre, le quotidien genevois accomplit un virage éditorial en faveur des gaullistes, qui suscita d'ailleurs la réticence de plusieurs journalistes ayant pris position pour Pétain dès 1940<sup>156</sup>.

Il est toutefois révélateur de la continuité politique à l'œuvre, après 1945, dans les milieux intellectuels romands que René Payot ne soit non seulement pas mis en cause dans ses fonctions de rédacteur en chef du journal le plus en vue de Suisse francophone, mais qu'il apparaisse même comme une sorte de conscience romande antifasciste. Cela était dû aux chroniques radiophoniques qu'il donna à Radio-Genève durant le conflit mondial, où il fit preuve de rigueur journalistique en un temps où contre-information et propagande faisaient rage<sup>157</sup>. Pourtant, il n'y prit jamais position en faveur des Alliés ou contre l'Axe et, vu ses positions passées, le prestige antifasciste de Payot apparaît comme une sorte de malentendu. Le dirigeant d'extrême droite genevois Georges Oltramare, condamné à trois ans de prison en 1947 pour ses activités contre l'indépendance de la Suisse, ironisa lors de son procès sur la manière dont Payot et quelques autres, tel l'historien Carl J. Burckhardt, s'en tiraient à bon compte, grâce à leur tournant libéral de la fin de la guerre, jugé opportuniste par le chef déchu du fascisme genevois<sup>158</sup>.

153. J. Frischknecht *et al.*, 1984, pp. 30-32.

154. Caillat, 1997.

155. *Journal de Genève*, « Limitation des droits des cantons », 1er février 1945 ; « À propos des pleins pouvoirs », 20 février 1945.

156. Caillat, 1997, pp. 423-430.

157. Billeter, 1998, pp. 254-259.

158. Van Dongen, 1998, p. 202. Oltramare releva aussi que Reynold, historien qui faisait toujours autorité en Suisse romande, avait pris sa défense. Voir *ibid.*, p. 194.

De fait, le *Journal de Genève* n'hésita pas à accueillir dans l'après-guerre des intellectuels français qui étaient pourtant mis au ban du monde des lettres de l'Hexagone, en raison de leur soutien au régime de Vichy. Le quotidien continua aussi à porter aux nues un intellectuel d'extrême droite comme Gonzague de Reynold, parlant de l'aristocrate de Cressier (Fribourg), comme d'un « grand humaniste » ou encore comme de « celui de nos écrivains romands qui a le mieux saisi et défini l'esprit suisse »<sup>159</sup>.

De manière plus générale, après la capitulation de l'Axe, les grands journaux libéraux du pays n'en continuèrent pas moins de jeter un regard complaisant sur des reliquats du fascisme en Europe, tels les régimes de Franco ou d'Antonio de Oliveira Salazar au Portugal. Comme l'écrivit de manière critique le libéral de gauche Paul Schmid-Ammann dans un pamphlet paru en 1945 :

Quand le jour viendra [...] où Franco, sous la pression espagnole et sous celle de l'opinion universelle, devra quitter la scène politique, les conservateurs suisses, comme tous les fascistes connus ou inconnus du monde entier, seront les seuls à en pleurer.<sup>160</sup>

Cette complaisance s'affirma d'autant plus que les débuts de la guerre froide se précisaient : ces régimes étaient vus désormais, au mieux, comme un mal nécessaire pour endiguer l'influence soviétique en Europe occidentale.

Ainsi, s'agissant du *Journal de Genève*, si son rédacteur en chef, René Payot, afficha une certaine sévérité à l'égard de Franco à la fin de la guerre et plaida pour le rétablissement d'une « royauté démocratique », cette opinion fut rapidement relativisée<sup>161</sup>. Ainsi, dès septembre 1945, le rétablissement d'une monarchie constitutionnelle ne supposait plus le départ du « Caudillo »<sup>162</sup>. Dans les mois suivants, Payot concédait que Franco était un dictateur, mais en ajoutant qu'un autre régime pourrait être pire, en particulier compte tenu du danger d'une nouvelle guerre civile ou d'une soviétisation du pays<sup>163</sup>. Payot précisa bientôt que les pays les plus acharnés contre Franco étaient

159. Respectivement *Journal de Genève*, « Pour aider à résoudre le problème allemand », 18 janvier 1947 ; « Les livres », 31 mars 1948.

160. Schmid-Ammann, 1947 [1945], pp. 40-41.

161. « Le général Franco et la Monarchie », 21 juillet 1945.

162. « Où va l'Espagne? », 14 septembre 1945 ; voir aussi « Autour de l'Espagne », 18 décembre 1945 ; « Les affaires d'Espagne », 28 février 1946.

163. « Le général Franco fait figure de rempart contre les communistes », 17 août 1946 ; « l'Espagne et l'ONU », 11 novembre 1946.

ceux où l'« extrême gauche » jouait le plus grand rôle et qu'il fallait, au contraire, réintégrer l'Espagne dans le concert des nations<sup>164</sup>. Le régime franquiste devait être, avant tout, un allié militaire de l'Occident contre la menace soviétique<sup>165</sup>. Concernant le Portugal, le quotidien genevois fut d'emblée beaucoup plus complaisant, saluant les réformes menées par Salazar après la guerre<sup>166</sup>. Il s'agissait d'une « dictature paternelle » qui « répond[ait] au caractère du peuple portugais » et qui avait, de surcroît, modernisé le pays<sup>167</sup>.

### LE RENOUVEAU LIBÉRAL

Pour conclure cette partie consacrée aux acteurs dominants de la vie politique et intellectuelle suisse, il est nécessaire de nuancer ce tableau qui, jusqu'ici, a mis essentiellement en lumière la continuité avec les valeurs dominantes des années 1930 et de la guerre. En effet, il ne faut pas perdre de vue que les courants de la droite partisans d'un libéralisme conséquent et d'un renouvellement démocratique du pays remontèrent en puissance à la fin de la guerre. Malgré l'absence de transformation politique en profondeur dans la Suisse de l'immédiat après-guerre, les personnalités qui avaient défendu, durant le conflit, une orientation libérale et démocratique, impliquant souvent un souci pour les questions sociales, gagnèrent de l'audience dès 1943, alors que leur influence paraissait réduite à la portion congrue après la défaite de la France de juin 1940.

Dans l'immédiat après-guerre, certains parmi ces intellectuels libéraux furent en particulier à l'initiative à travers la mise sur pied des Rencontres internationales de Genève de 1946, placées sous le thème de « l'Esprit européen ». Il s'agissait alors de renouer avec la tradition internationale de la Cité de Calvin, mise à mal durant les années de guerre, en organisant des débats entre d'éminentes figures intellectuelles européennes<sup>168</sup>. Ce projet correspondait à l'idéal qui animait les organisateurs : la Suisse devait participer à l'effort de reconstruction démocratique de l'Europe, en devenant une plaque tournante des idées libérales à l'échelle européenne, en opposition au mouvement de repli culturel nationaliste à l'œuvre avant 1945. Des personnalités comme le professeur allemand libéral antinazi Karl Jaspers s'enthousiasmèrent pour le projet, de même que le

164. « Vers le dédouanement de l'Espagne », 19 mai 1949.

165. « L'Espagne et la défense de l'Europe », 1<sup>er</sup> novembre 1949.

166. « Le Portugal évolue », 24 octobre 1945.

167. « La situation politique au Portugal », 5 mai 1947.

168. Ackermann, 1989, pp. 64-78.



personnaliste libéral neuchâtelois Denis de Rougemont, qui soulignait que « c'est absolument ce genre d'initiatives que l'on devait attendre de la Suisse – et de Genève – après la guerre »<sup>169</sup>.

Rougemont prolongea l'initiative des Rencontres internationales de Genève en organisant à Lausanne, en 1949, la Conférence européenne de la culture, dans le sillage des Entretiens d'Oron animés par l'objecteur de conscience protestant René Bovard et le professeur de philosophie à l'Université de Lausanne Henri-Louis Miéville, lui aussi partisan d'un libéralisme teinté d'humanisme pacifiste. Rougemont fonda ensuite, en 1950, à Genève, le Centre européen de la culture<sup>170</sup>. Le virage à gauche du courant personnaliste français animé par Emmanuel Mounier influença certainement l'attitude des milieux intellectuels de cette droite libérale humaniste, y compris dans la partie alémanique du pays, où l'influence du personnalisme se colorait souvent de valeurs protestantes progressistes<sup>171</sup>. En Suisse romande, nombre de libéraux progressistes collaboraient également aux *Cahiers protestants*, qui avaient été un foyer de l'antifascisme non socialiste durant la guerre<sup>172</sup>.

Dans le même ordre d'idées, pour la partie alémanique du pays, il faut signaler la création d'un journal défendant des valeurs centristes et humanistes, et promouvant un dialogue entre la droite libérale et la social-démocratie. Il s'agit des *Schweizer Annalen*, animées par le journaliste Ernst von Schenck et influencées par le personnalisme, dans les colonnes duquel débattaient un Hans Oprecht, président du PSS, avec des intellectuels libéraux comme le journaliste François Bondy, proche de Rougemont, ou Adolf Portmann, nommé recteur de l'Université de Bâle en 1947<sup>173</sup>. Quelques-uns de ces intellectuels libéraux ouverts à la gauche, voire libéraux de gauche, s'exprimaient également dans les colonnes de la revue culturelle alémanique d'avant-garde *Du*<sup>174</sup>. Dans l'immé-

169. Cité par Ackermann, 1989, p. 72.

170. Ackermann, 1996, pp. 835-866; Schulz, 2006, pp. 57-70; Fornerod, 1993, pp. 40-48.

171. Walter Robert Corti, « Der Mensch als Gestalter seines Schicksales », *Du*, janvier 1946; Emmanuel Mounier, « Frankreich : geistige Bilanz 1946 », *Du*, mai 1946. Rougemont prit cependant ses distances avec Mounier, dont il jugeait l'évolution trop complaisante à l'égard de l'URSS. Voir Amstutz, 1987, p. 81.

172. Voir l'exemple de David Lasserre : Jeanneret, 1994, pp. 389-409. Les *Cahiers protestants* ont toutefois publié des tribunes hostiles à la démocratie durant la guerre. Voir Bourgeois, 2009, p. 35.

173. Bretscher-Spindler, 1997, pp. 61-63.

174. Herbert Lüthy, « Europa – Sommer 1945 », *Du. Schweizerische Monatschrift*, juillet 1945; Walter Robert Corti, « Der Mensch als Gestalter seines Schicksales », *Du. Schweizerische Monatschrift*, janvier 1946; Karl Jaspers *et al.*, « Stimmen aus Deutschland », mai 1946.

diat après-guerre, le Parti socialiste se montra soucieux de tendre la main à ces libéraux progressistes, comme le montrent par exemple les recensions élogieuses des livres de Herbert Lüthy ou de Hans Rudolf von Salis parues dans la revue théorique du parti, la *Rote Revue*<sup>175</sup>.

Les idées développées par ces milieux concernant une mission historique du fédéralisme suisse comme exemple à suivre pour l'Europe libérée paraissaient en outre fécondes, à l'heure où le pays cherchait une place au sein d'un monde en recomposition. Elles entraient en écho avec la doctrine insufflée par le nouveau conseiller fédéral radical Petitpierre, par ailleurs beau-frère de Denis de Rougemont. Successeur du très controversé Pilet-Golaz, Max Petitpierre cherchait à redorer l'image fort déconsidérée, en particulier aux yeux des Alliés, de la neutralité officielle. À la suite du rédacteur en chef de la *NZZ* Willy Bretscher, Petitpierre avait résumé cette réorientation par le slogan « neutralité et solidarité »<sup>176</sup>. Durant cette période de l'immédiat après-guerre, Petitpierre cherchait à s'appuyer sur les courants pacifistes et progressistes, en particulier réunis autour de Conseil suisse pour la paix (CSP), afin de préparer l'opinion publique du pays à une adhésion à l'Organisation des Nations unies<sup>177</sup>. En cas de votation populaire, une telle adhésion était en effet loin d'être acquise, dans la mesure où la population avait été influencée, dans les années précédentes, par les campagnes virulentes des groupes nationalistes et conservateurs contre la Société des Nations.

Si les nombreuses initiatives prises par des intellectuels libéraux après 1945 contribuèrent à un certain renouveau de la vie politique du pays, il y avait toutefois un point sur lequel se rejoignaient la vieille droite aux penchants autoritaires et les courants libéraux. Il s'agit de l'anticommunisme, qui revint en force dès que les clivages de la guerre froide commencèrent à se manifester en Europe. En 1946, la question de savoir s'il fallait inviter un intellectuel communiste aux Rencontres internationales de Genève suscita déjà une polémique passionnée dans les rangs des organisateurs, qui proposèrent finalement au marxiste hongrois Georg Lukács de

175. Voir dans le numéro de mars 1945 la recension d'un recueil d'articles de Herbert Lüthy.

176. Jost, 2009, pp. 11-12.

177. Hug in Rengel, 1995, pp. 39-55. Finalement, le Conseil fédéral renonça au projet d'adhésion, notamment parce que l'ONU ne semblait pas vouloir admettre une reconnaissance de la neutralité officielle de la Suisse.

participer. Celui-ci y souligna, fidèle à la ligne de rassemblement démocratique large suivie par les communistes dans l'immédiat après-guerre, que le véritable esprit européen résidait aujourd'hui dans l'alliance nouée en 1941 entre les démocraties et le socialisme, qui permettait de rompre avec l'alternative délétère : « bolchévisme ou fascisme »<sup>178</sup>.

L'anticommunisme des milieux intellectuels libéraux amènera bientôt des participants éminents des Rencontres internationales de Genève, comme les Suisses François Bondy et Denis de Rougemont, à accepter des fonds en provenance de la Central Intelligence Agency (CIA) pour financer le Congrès pour la liberté de la culture, dont ils furent des chevilles ouvrières<sup>179</sup>. Quoique l'on puisse parler, à propos des années 1945-1948, d'une sorte de printemps libéral helvétique, du moins par rapport à la période précédente, nous aurons l'occasion de voir que les conceptions idéologiques de la droite conservatrice remontèrent en puissance avec l'essor de la guerre froide. L'anticommunisme s'imposa dès lors comme une sorte de dénominateur commun, favorisant un certain rapprochement entre la droite conservatrice-autoritaire de l'entre-deux-guerres et les cercles libéraux évoqués ici.

Reste que, malgré le renouveau libéral de l'immédiat après-guerre, le maintien d'une domination conservatrice dans le champ intellectuel s'accompagna de fortes attaques contre des personnalités de gauche jugées trop critiques, et qui n'avaient pourtant pas attendu, à l'image des Payot, Reynold ou Staiger, la fin de la guerre pour dénoncer le fascisme. Avant même les débuts de la guerre froide, ces attaques reposaient souvent sur l'amalgame suivant lequel toute critique du consensus dominant, en tant qu'elle risquait d'affaiblir le patriotisme des citoyens, relevait du crypto-communisme.

La légitimité intacte, dans l'immédiat après-guerre, de ceux que nous appelons ici les antifascistes de la dernière heure répandit du désarroi dans les rangs des intellectuels progressistes helvétiques, qui, à l'approche de la fin du conflit mondial, avaient rêvé d'un renouvellement en profondeur de la vie politique suisse. Bien que ce sentiment de désarroi finît sans doute également par s'emparer des intellectuels de gauche d'autres pays d'Europe occiden-

178. Voir un compte-rendu dans le *Journal de Genève* : « Rencontres internationales de Genève. L'exposé de M. Georg Lukács », 10 septembre 1946.

179. Scott-Smith, 2002b, pp. 437-455.

tales dans l'après-guerre, ce phénomène fut sans doute plus tardif dans les pays voisins, lorsque, au début des années 1950, la guerre froide parut enterrer les espoirs issus de la Libération<sup>180</sup>. Dans tous les cas, le contraste est évident entre le maintien d'un consensus conservateur en Suisse et un pays comme la France, où la droite intellectuelle paraissait tellement décrédibilisée en 1945 qu'elle dut attendre la guerre d'Algérie pour retrouver une certaine légitimité dans le débat public<sup>181</sup>.

Le maintien du consensus conservateur dans l'après-guerre, qui faisait l'impasse sur les aspects délicats du passé, jeta également les bases de crises et de règlements de compte ultérieurs, que nous aurons l'occasion d'évoquer. Ainsi, l'absence d'explication sérieuse avec le passé au sein de la Société suisse des écrivains (SSE) resurgira lors de la scission d'écrivains de gauche donnant lieu à la création du Groupe d'Olten à la fin des années 1960. De même, la domination de Staiger sur la *Germanistik* d'après-guerre, et les aspects sombres de son passé, seront à nouveau mis en cause pendant la « querelle littéraire de Zurich » en 1966-1967. Il fallut également attendre la fin des années 1960 pour que la proximité du rédacteur en chef des *Basler Nachrichten* Peter Dürrenmatt avec les Fronts suscite une polémique<sup>182</sup>.

En attendant, le fait que des politiciens et intellectuels issus de courants conservateurs et autoritaires continuèrent à jouer un si grand rôle dans la vie du pays après 1945 contribue certainement à expliquer pourquoi l'anticommunisme prit une dimension si forte dans la Suisse des années 1950. Cette continuité permet aussi de mieux appréhender la persistance d'un modèle de société traditionaliste, dans lequel les femmes étaient reléguées aux marges de la vie publique. En ce sens, l'histoire politique et intellectuelle de l'immédiat après-guerre continua à peser durant les deux décennies suivantes, jusqu'aux bouleversements sociaux des « années 1968 ».

180. Mazower, 2005, pp. 213-214.

181. Rioux et Sirinelli, 1988, pp. 12-13.

182. Bretscher-Spindler, 1997, pp. 347-351.

## INTELLECTUELS DE GAUCHE ET COURANTS POLITIQUES

**A**vant de se pencher sur l'engagement croisé des intellectuels de gauche dans quelques débats spécifiques de la période de l'immédiat après-guerre, il est utile de présenter une vue d'ensemble de l'insertion de ces intellectuels dans les principaux courants politiques de la gauche en Suisse au sortir de la guerre. Cette typologie, qui dégage quatre courants principaux – les sociaux-démocrates, les communistes, les socialistes religieux et la gauche radicale antistalinienne – revêt une part d'arbitraire et peut être critiquée pour son schématisme. Les frontières entre ces courants sont en effet fluctuantes. Ainsi, dans les rangs des sociaux-démocrates, et même dans ceux des communistes, militent des socialistes religieux, dans la mesure où ceux-ci, s'ils disposent souvent d'associations et de revues propres, ne s'organisent pas en parti autonome. Les socialistes religieux se subdivisent d'ailleurs en plusieurs tendances. Entre autres, on y distinguera les partisans d'une théologie dialectique inspirée du théologien Karl Barth, des disciples du socialiste religieux zurichois Leonhard Ragaz, regroupés autour de la revue *Neue Wege*, ou encore des personnalistes de gauche, inspirés par l'intellectuel catholique français Emmanuel Mounier.

Quant aux militants liés à l'ancien Parti communiste suisse, interdit en 1940, et à l'URSS de Staline, ils fusionnent à la fin de la guerre avec un groupe issu de la social-démocratie, soit la Fédération socialiste suisse (FSS), fondée autour du Genevois Léon Nicole. L'épithète communiste recouvre donc, là encore, une réalité hétérogène. Quant à la gauche radicale, elle est bien sûr subdivisée en deux tendances, marxiste antistalinienne d'une part et anarchiste de l'autre. En outre, plusieurs de ses militants évoluèrent pas à pas vers des positions sociales-démocrates, sans que la limite entre ces deux courants ne soit donc toujours claire au regard de

leur parcours. Certains dirigeants du PSS, quant à eux, se réclament du marxisme, tout en défendant des positions modérées au sein de leur parti.

Enfin, nombre de personnalités de gauche ne se considéraient pas comme formellement liées à un des quatre courants que nous évoquons ici. Ainsi, l'écrivain Max Frisch, membre d'aucun parti, prônait, dans l'après-guerre, un socialisme humaniste, sans doute plus utopique et radical que celui auquel se référaient les principaux dirigeants de la social-démocratie suisse à cette époque, tout en se démarquant de la gauche prosoviétique, de même que de l'extrême gauche marxiste ou anarchiste. Par ailleurs, certains intellectuels de gauche percevaient dans la très hétéroclite Alliance des indépendants de Gottlieb Duttweiler une organisation progressiste, notamment parce que ce parti se tenait à l'écart du gouvernement fédéral, contrairement aux socialistes, et que son charismatique dirigeant promouvait un modèle entrepreneurial coopératif en tant que fondateur des magasins Migros<sup>1</sup>.

La typologie que nous présentons ici de manière détaillée pour la période de l'immédiat après-guerre et qui commence par retracer brièvement l'évolution de ces différents courants dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, ne sera pas répétée dans les deux parties suivantes, traitant des années 1950, puis 1960. L'évolution des quatre courants ici décrits y sera en effet traitée conjointement, au fil de l'ouvrage, afin d'éviter les redites.

### **DIRIGEANTS ET INTELLECTUELS SOCIAUX-DÉMOCRATES**

L'étude des intellectuels sociaux-démocrates dans l'après-guerre conduit à porter directement notre regard sur la direction du Parti socialiste suisse (PSS). En effet, c'est bien au sein des postes dirigeants de l'organisation que l'on retrouve ces personnalités. Ces intellectuels de parti – ou intellectuels organiques – sont souvent politiciens professionnels ou semi-professionnels, en tant que rédacteurs salariés de la presse sociale-démocrate, siégeant souvent en parallèle dans les instances dirigeantes de l'organisation, ainsi qu'au parlement. De tels profils socioprofessionnels dominent

1. C'est le cas de Werner Schmid, influencé par le socialisme religieux de Ragaz. Si l'Alliance des indépendants s'était liée avec des personnalités proches de l'extrême droite durant la guerre, elle établit une brève collaboration avec le Parti du travail en 1945. Voir Jost, 2005, p. 364.

d'ailleurs sans partage le comité directeur du PSS, dans la mesure où celui-ci, en 1945, ne compte plus que des politiciens professionnels ou semi-professionnels, ou encore des secrétaires syndicaux, mais aucun salarié du secteur privé ou public. Comme le PSS a été très affaibli, en Suisse romande, par le départ de Léon Nicole et de ses partisans, qui sont allés grossir les rangs du Parti du travail (PST), il n'est pas étonnant que ces figures sociales-démocrates soient avant tout issues de la partie germanophone du pays.

Parmi celles-ci, les diplômés en économie des universités allemandes sont surreprésentés, une dimension qui confirme la tendance de cette discipline à former – au même titre que le droit – des intellectuels de parti, comme nous le remarquons dans le chapitre liminaire de cette étude. Pour ces hommes nés dans les années 1890-1900 et diplômés durant l'entre-deux-guerres, la grande crise des années 1930 et les débats passionnés que celle-ci avait suscités parmi les économistes – marqués par la montée en puissance des idées keynésiennes – ont favorisé une évolution vers des positions politiques critiques. La difficulté à se ménager une place au sein de l'université – à de rares exceptions près, comme celle du professeur d'économie et membre du PS bernois Fritz Marbach (1892-1974), pourtant issu d'une famille ouvrière – contribue certainement à expliquer la forte proportion des titulaires d'un doctorat au sein des postes rémunérés du PSS. Cette difficulté, en effet, ne concernait pas seulement la carrière académique, mais aussi les autres débouchés professionnels auxquels leur formation les préparait, faisant dès lors d'un poste au sein du parti une forme de compensation. Ainsi, par exemple, le docteur en économie politique Fritz Giovanoli (1898-1964), devenu chef statisticien à l'Office fédéral de la statistique, fut licencié en 1933, parce qu'il avait publié un écrit critique sur le capital financier<sup>2</sup>. Dans la foulée, il devint secrétaire de la section bernoise du Parti socialiste, membre de la commission politique chargée de préparer les débats sur les questions programmatiques au sein du parti, et cheville ouvrière du comité directeur national.

Parmi ces intellectuels diplômés devenus cadres du PSS, on peut évoquer, outre Giovanoli, des personnalités comme Paul Meierhans, docteur en économie politique, membre du comité directeur du PSS, conseiller national et rédacteur en chef du quotidien socialiste zurichois *Volksrecht*; Guido Müller, docteur en économie, conseil-

2. Giovanoli, 1933.

ler national jusqu'en 1943 et rédacteur de la *Seeländer Volksstimme*; ou encore Arthur Schmid, également docteur en économie politique, lui aussi membre du comité directeur du parti, parlementaire influent et rédacteur responsable du journal social-démocrate argovien *Freier Aargauer*; enfin, mentionnons Max Weber, un autre docteur en économie politique, président de l'Union suisse des coopératives de consommation et conseiller national, qui deviendra conseiller fédéral en 1951. Si les économistes dominent donc parmi les intellectuels diplômés du PSS, on trouve également, de manière bien représentée au sein du comité directeur, des hommes au bénéfice d'une formation juridique, tels les avocats et conseillers nationaux Johannes Huber, Werner Stocker et Pierre Graber, ce dernier étant alors le seul Romand à participer aux séances de la direction nationale du parti; évoquons enfin le dirigeant syndical Hans Oprecht, par ailleurs président du PSS dans l'après-guerre, au bénéfice d'un doctorat en droit de l'Université de Zurich.

Cependant, le comité directeur du Parti socialiste n'est pas uniquement composé d'intellectuels diplômés de l'université, mais on y trouve également des figures que l'on pourrait qualifier d'intellectuels autodidactes. C'est le cas d'une série d'hommes nés autour de 1890-1900 et qui ont commencé leur parcours professionnel comme ouvriers. On peut ainsi mentionner des figures comme Max Arnold, ancien technicien à la place d'aviation militaire de Dübendorf, devenu secrétaire central du Syndicat des services publics et rédacteur de sa presse; de Robert Bratschi, ancien employé des Chemins de fer fédéraux (CFF), devenu président de l'Union syndicale suisse, rédacteur de plusieurs journaux socialistes et syndicaux, et conseiller national pour le Parti socialiste du canton de Berne; de Karl Dellberg, ancien fonctionnaire postal devenu conseiller national socialiste pour le canton du Valais; de Robert Grimm, ancien ouvrier typographe devenu haut fonctionnaire et parlementaire influent, etc.

Ces hommes étaient le plus souvent issus de l'aile syndicale du parti, car la carrière au sein des appareils syndicaux favorisait l'ascension d'un ouvrier qualifié vers les fonctions de journaliste de parti et dirigeant du PSS. Si l'on peut qualifier ces dirigeants politiques et syndicaux d'intellectuels autodidactes – à condition d'accepter notre définition large de l'intellectuel – c'est bien parce qu'ils sont tous des contributeurs réguliers de la presse socialiste, y compris de la revue théorique *Rote Revue* – éditant en outre fré-



quement des brochures consacrées à des problèmes politiques spécifiques. En ce sens, ces dirigeants sont des producteurs et des passeurs d'idées à travers l'écrit, contribuant aux côtés des diplômés de l'université présents au sein de la direction du parti ou dans la commission politique, à la formation d'une doctrine et d'une orientation sociales-démocrates.

À propos de cette orientation, on verra que ces hommes issus de l'appareil syndical – à l'image de Robert Bratschi, Konrad Ilg ou Hans Oprecht – renforcent le plus souvent les rangs de l'aile modérée et gestionnaire du parti, dans la mesure où ils sont davantage marqués par les pratiques du partenariat social, en plein essor depuis les années 1930, avec les premiers accords de Paix du travail et la multiplication des conventions collectives signées entre employeurs et syndicats<sup>3</sup>. Penchons-nous justement à présent sur l'engagement de ces intellectuels de parti dans les grands débats concernant l'orientation politique de la social-démocratie au sortir de la guerre.

Pour mieux comprendre les préoccupations de ces dirigeants et intellectuels de parti dans l'après-guerre, il faut d'abord rappeler que la montée des menaces militaires fascistes dans les années 1930, et plus encore l'encerclement auquel fait face la Suisse après la défaite de la France en juin 1940, ont constitué des facteurs importants de pression à l'intégration du mouvement ouvrier et de sa principale organisation politique, le PSS. Comme le résume avec brutalité Friedrich Bernet, secrétaire de l'Union centrale des associations patronales suisses, au lendemain de la défaite française de 1940 :

Dans leurs cauchemars, les dirigeants socialistes se voient déjà en camps de concentration et en conséquence, ils vont loin dans leur compréhension à l'égard des nécessités économiques.<sup>4</sup>

En fait, le réformisme avait déjà réalisé, dès le début des années 1920, d'importants pas en avant au sein du courant social-démocrate. Ces progrès s'étaient notamment manifestés à travers le succès rencontré par les thèses du pasteur et vice-président du PSS, Paul

3. Dans ce contexte, l'orientation politique d'un dirigeant syndical de la fonction publique comme Max Arnold, marqué à gauche au sein du PSS, apparaît comme une exception.

4. PgV du comité de direction de l'Union centrale des associations patronales suisses, 26 juin 1940, Archives privées (m. t.) Je remercie Pierre Eichenberger de m'avoir communiqué ce document.

Pflüger, qui valorisaient le socialisme municipal comme un moyen de conquérir graduellement des réformes sociales<sup>5</sup>. Il s'agissait alors de prendre pour modèle l'expérience autrichienne de ladite Vienne rouge, bastion social-démocrate entre 1918 et 1934. La Municipalité sociale-démocrate de Zurich (1928-1938), présidée par Emil Klöti, constitua, dans le même ordre d'idées, un pas important en direction d'une intégration institutionnelle de la social-démocratie. Dans les années 1940, les thèses en faveur de la construction du socialisme à partir des municipalités restèrent en vogue dans le parti, reprises par exemple par Adolf Gasser, un intellectuel de parti au bénéfice d'un doctorat ès sciences, devenu administrateur de la Banque cantonale de Zurich et surtout l'un des principaux dirigeants socialistes dans la petite ville industrielle de Winterthur<sup>6</sup>.

L'intégration institutionnelle au niveau des villes, et l'évolution réformiste qui l'accompagne, se prolongea à un échelon supérieur. En 1929, une candidature d'Emil Klöti au Conseil fédéral avait été plébiscitée par le parti, sous l'impulsion du courant réformiste, en dépit de l'opposition de l'aile gauche. Lors de l'assemblée des délégués du parti précédant la candidature de 1929, les opposants n'avaient réuni en faveur de leur motion contre la participation gouvernementale dénoncée comme une dérive vers la « collaboration de classe » que 137 voix, contre 324 pour les partisans de l'entrée au gouvernement<sup>7</sup>. Klöti n'avait pourtant pas été élu à cette date, la droite étant encore farouchement opposée à l'accession d'un socialiste au gouvernement<sup>8</sup>. La question de l'adhésion au Conseil fédéral cristallise donc bien, du début du siècle jusqu'à l'après-guerre, les divergences stratégiques au sein du Parti socialiste.

Des sociaux-démocrates clairement inspirés par le marxisme dans les années 1920 – tel Robert Grimm, sans doute l'intellectuel (autodidacte) le plus influent et le plus prestigieux du parti, initialement opposé à la participation gouvernementale du PSS – changèrent progressivement d'opinions dans les années 1930, notamment à la suite de la fusillade de novembre 1932 à Genève, puis de la prise de pouvoir de Hitler et d'Engelbert Dollfuss en Autriche<sup>9</sup>. Cette évolution, représentative de celle qui était à l'œuvre au sein de la direction du PSS, se traduisit, en 1935, par l'abandon de la

5. Kästli, 1995, pp. 118-120.

6. Gasser, 1943 ; et le compte-rendu dans la *Rote Revue* de juin 1944.

7. Kästli, 1995, pp. 130-131.

8. *Ibid.*, p. 129.

9. Degen *et al.*, 2012, p. 7.

notion de dictature du prolétariat et par le soutien à la défense nationale, décidée par une majorité du parti réuni au congrès de Lucerne. En 1937, les accords de Paix du travail conclus entre syndicats et patronat du secteur de la métallurgie et des machines montrent que l'Union syndicale suisse évoluait de manière cohérente par rapport au PSS. Cette politique de partenariat social fut théorisée, au sein du Parti socialiste, par le professeur d'économie à l'Université de Berne Marbach, qui avait compté naguère parmi les membres fondateurs du Parti communiste suisse. À la fin des années 1930, Marbach se rapprocha du dirigeant syndical Konrad Ilg, une des chevilles ouvrières d'une politique de compromis avec le patronat<sup>10</sup>.

L'adhésion du PSS au Mouvement des lignes directrices en 1937 – un cartel d'organisations sociales-démocrates, paysannes et de centre-droit, soutenant une politique de relance économique et de défense de la démocratie – et la création du journal *Die Nation* matérialisèrent cette volonté de tendre la main aux secteurs bourgeois-libéraux pour former un bloc démocratique qui permettrait de faire obstacle à la menace fasciste. En 1937, seule une minorité du parti s'était opposée aux deux conditions fixées par la direction des Lignes directrices en vue d'une adhésion, à savoir le soutien à la défense nationale et le renoncement à toute politique d'alliances avec les communistes<sup>11</sup>.

Durant la guerre, ce rapprochement entre une partie de la droite démocrate et la gauche sociale-démocrate se renforça encore, lorsque des personnalités de droite et de gauche opposées à une politique d'adaptation à l'égard du « Reich » luttèrent au coude à coude, notamment au sein de l'Aktion Nationaler Widerstand fondée après la défaite française de juin 1940, pour la défense d'une Suisse indépendante et démocratique<sup>12</sup>. De manière nettement plus ambiguë, quelques sociaux-démocrates et dirigeants syndicaux côtoyèrent, durant la guerre, des partisans de la droite autoritaire au sein de la Ligue du Gothard, une organisation fondée par des personnalités d'extrême droite tel Gonzague de Reynold, et d'où les Juifs et les Francs-Maçons étaient bannis. Le Parti socialiste avait pourtant interdit à ses membres d'adhérer à cette association. Cela n'empêcha pas un des poids lourds du mouvement syndical et du

10. Kästli, 1995, pp. 147-150.

11. Wolf, 1995, pp. 155-156.

12. *Ibid.*, pp. 168-170.

parti, en tant que conseiller national entre 1922 et 1947, Konrad Ilg, de faire publier dans la presse de la Fédération des ouvriers sur métaux et horlogers (FOMH), dont il était le président, un article élogieux à l'égard de la Ligue<sup>13</sup>.

Durant la guerre, l'intégration du Parti socialiste fut d'autant plus significative qu'elle trouva des relais puissants au sein de la droite, à commencer par le général Guisan lui-même et son émissaire auprès des socialistes, Hans Hausamann, qui côtoyait plusieurs dirigeants sociaux-démocrates dans le cadre de l'Aktion Nationaler Widerstand, dont il fut un des membres fondateurs<sup>14</sup>. Hausamann rédigea, sur proposition du président du parti Hans Oprecht, la préface du programme socialiste élaboré en vue des élections nationales de 1943, *La Suisse nouvelle*, après avoir posé comme condition que ce programme apporte un soutien clair à la défense nationale<sup>15</sup>. Le programme proclama finalement qu'« une armée de milice forte et ancrée dans le peuple est également nécessaire après le temps de guerre. Elle sera d'autant plus efficace [...] que l'État et l'économie veilleront mieux à ce que l'existence, le travail et le pain soient assurés à tout Suisse... »<sup>16</sup>

De manière emblématique, l'intégration de Grimm au sein des institutions, et l'abandon progressif des perspectives marxistes révolutionnaires initialement défendues par ce dirigeant du PSS, se poursuit de manière accélérée durant le conflit mondial. Grimm joua en effet un rôle important dans la gestion de l'économie de guerre, en tant que conseiller d'État bernois et membre de plusieurs conseils d'administration dans le secteur de l'électricité, ainsi que de la section « Force et Chaleur » de l'Office de guerre pour l'industrie et le travail. Grimm occupait cette dernière fonction depuis l'automne 1939, à la demande du conseiller fédéral radical Hermann Obrecht, avec lequel il entretenait une relation de confiance<sup>17</sup>.

Le journal de l'influent conseiller national du Parti des paysans, artisans et bourgeois (PAB) Markus Feldmann montre que la stratégie poursuivie par une large partie droite gouvernementale à la fin de la guerre était de tendre la main à l'aile droite du Parti socialiste, afin de mieux en marginaliser l'aile gauche. Cette aile gauche,

13. Perdrisat, 2011, pp. 23-24 et 101.

14. Gautschi, 1991, p. 588.

15. *Ibid.*, pp. 580-590. Hausamann était une personnalité trouble, connue notamment pour son antisémitisme. Voir Bourgeois, 1988, p. 184.

16. Sozialdemokratische Partei der Schweiz, 1942, p. 1 (m. t.)

17. Wenger in Degen *et al.*, 2012, pp. 137-154.

Feldmann la caractérisait comme « l'aile moscovite » au sein du PSS, qu'il opposait à « l'aile suisse » de l'organisation. Ainsi, à la fin de la guerre, Feldmann et le conseiller fédéral von Steiger, au cours d'une conversation, s'accordèrent à dire que l'urgence sur le front intérieur était la suivante :

Pour le moment, consolider le front bourgeois en tant que base pour un nouveau « front intérieur » et deuxièmement, quand ce sera nécessaire et possible, manœuvrer le PSS, c'est-à-dire en séparer l'aile moscovite de l'aile suisse.<sup>18</sup>

Au moment où Feldmann écrivait ces lignes, une étape importante en vue d'intégrer cette « aile suisse » avait été franchie, dans la mesure où les principaux partis bourgeois avaient cédé à ce qui constituait l'une des principales demandes du PSS depuis deux décennies, soit une représentation au Conseil fédéral. L'intégration gouvernementale du PSS se concrétisa en effet au niveau national par l'entrée au Conseil fédéral d'Ernst Nobs, qui fut élu par le parlement en décembre 1943. Peu avant ce vote, les dirigeants du PSS Walther Brüngolf, Hans Oprecht et Robert Grimm avaient pris l'engagement formel, devant le conseiller fédéral Eduard von Steiger et en présence du procureur de la Confédération, d'exclure désormais toute alliance électorale avec les communistes<sup>19</sup>.

Le ministre socialiste appliqua désormais, dans les grandes lignes, une politique de collégialité. Ainsi, Nobs gérait le budget fédéral en tant que chef du Département des finances, un budget arrêté en dernière instance par la majorité de droite du parlement. Au lendemain de l'élection du social-démocrate au Conseil fédéral, la *NZZ* publia une analyse qui s'accordait aux vues de Feldmann :

À travers l'assignation de la social-démocratie aux responsabilités gouvernementales, la pratique nouvellement instaurée du dialogue confédéral permettra d'atténuer la tension permanente des échanges politiques.<sup>20</sup>

Lors du choix de la candidature de Nobs en 1943, des divergences se manifestèrent pourtant au sein du parti concernant la

18. Feldmann, *Tagebuch*, 14 novembre 1944 (m. t.)

19. Jeanneret, 2002, p. 42.

20. *NZZ*, « Leitartikel », 16 décembre 1943 (m. t.)

question de la participation gouvernementale, représentatives des désaccords stratégiques encore vivaces dans l'organisation<sup>21</sup>. Le parti se scinda d'abord en deux tendances. D'un côté, on trouvait les partisans les plus fervents de l'entrée au Conseil fédéral, parmi lesquels on peut mentionner les dirigeants de l'aile réformiste et plus consensuelle, autour de Robert Bratschi, Paul Meierhans ou Arthur Schmid. De l'autre côté, il y avait les opposants, autour du Schaffhousois Walther Bringolf et du Bâlois Friedrich Schneider.

Bringolf dénonçait ainsi l'incohérence qu'il y aurait, de la part du parti, à critiquer frontalement la politique complaisante du Conseil fédéral à l'égard de l'Axe et son autoritarisme, tout en revendiquant une participation minoritaire dans ce même gouvernement. Le social-démocrate de Schaffhouse faisait valoir que la période de sortie de guerre pouvait déboucher sur des transformations sociales bien plus importantes, et que le PSS devait en conséquence se fixer un horizon plus ambitieux qu'une simple participation gouvernementale minoritaire :

Nous ne devons pas renoncer à la grande chance de transformer la Suisse sous prétexte d'une occasion de participation gouvernementale.<sup>22</sup>

Finalement, c'est une sorte de synthèse de ces deux positions, portées par Grimm et Schneider, qui fut avalisée par la majorité sociale-démocrate, stipulant une participation sous conditions<sup>23</sup>. Ces conditions étaient au nombre de trois : mise sur pied de l'AVS, démission du conseiller fédéral Pilet-Golaz qui avait tenu, en 1940, un discours préconisant un tournant autoritaire du régime politique Suisse, et entrée d'au moins deux socialistes au Conseil fédéral. Dans les faits, cette position ne fut pas entièrement tenue par le parti, puisque Nobs fut finalement seul élu au Conseil fédéral, et que Pilet-Golaz resta au gouvernement jusqu'en décembre 1944.

Reste qu'une fois Nobs entré au Conseil fédéral, une distance de plus en plus marquée s'établit entre les orientations programmatiques du parti et la politique menée par son représentant à l'exécutif fédéral. À la fin de la guerre et immédiatement après celle-ci, les

21. Ces divergences sont décrites par le vice-président du parti Paul Meierhans. Voir « Zum 15. Dezember 1943 », *Rote Revue*, janvier 1944.

22. Cité par Kästli, 1995, p. 200 (m. t.)

23. *Ibid.*, pp. 195-201.

rédacteurs de la *Rote Revue*, qui comptaient aussi souvent parmi les principaux dirigeants du parti, affirmaient que l'avenir du pays passait par la nationalisation des grands moyens de production. L'enthousiasme à l'égard des programmes de nationalisation annoncés par les nouveaux gouvernements de gauche en Europe était sensible. Cet enthousiasme concernait aussi bien la France, où un cinquième de la production industrielle était sur le point de passer aux mains de l'État, que le Royaume-Uni, voire la Tchécoslovaquie, où les nationalisations intervinrent déjà avant la prise de pouvoir communiste de 1948<sup>24</sup>. En 1944, la *Rote Revue* soulignait que si l'URSS était en train de gagner la guerre contre l'Allemagne, c'était grâce à la supériorité de son économie planifiée<sup>25</sup>. En 1948, la *Rote Revue* estimait que le gouvernement britannique de Clement Attlee était en train d'ériger un Royaume-Uni socialiste et démocratique<sup>26</sup>.

Parallèlement à cet enthousiasme manifesté à l'égard des nationalisations, le conseiller fédéral Nobs soutint, en 1945, une amnistie fiscale pour les évadés fiscaux et défendit les intérêts des banques et de la grande industrie dans le cadre du processus de négociations avec les Alliés menant, en 1946, aux accords de Washington<sup>27</sup>. L'avocat et conseiller national Johannes Huber, pourtant partisan de la participation gouvernementale du PSS et ami personnel de Nobs, lui reprocha de mener une politique financière et fiscale trop complaisante vis-à-vis des intérêts bourgeois<sup>28</sup>. La politique menée par Nobs n'avait, de fait, plus grand-chose à voir avec les lignes directrices qu'il avait fixées dans une tribune politique publiée en 1943, où il préconisait une socialisation partielle des grands moyens de production<sup>29</sup>. Elle n'avait pas plus de points communs avec le programme du parti élaboré pour les élections de 1943, *La Suisse nouvelle*. Celui-ci se prononçait pour une planification économique, ainsi que pour la nationalisation de certains secteurs

24. Voir les articles d'Emil Walter, député socialiste au législatif de la Ville de Zurich, dans la *Rote Revue* d'avril et septembre 1944 ou encore le compte-rendu d'un ouvrage du social-démocrate britannique Harold Laski dans la *Rote Revue* de décembre 1945; voir aussi l'article enthousiaste à l'égard des nationalisations en Tchécoslovaquie dans la *Rote Revue* de janvier 1946 et sur le Royaume-Uni, dans le numéro de mars 1946.

25. Voir le compte-rendu du livre de Georg Kieser, *Warum ist Russland so stark?*, dans la *Rote Revue* de juin 1944.

26. Johann Wolfgang Brügel, « Das Nationalisierungsprogramm der britischen Arbeiterregierung », *Rote Revue*, avril 1948.

27. Kästli, 1995, pp. 215-238.

28. *Ibid.*, 1995, pp. 90 et 240. Le conseiller national PAB Markus Feldmann se fait l'écho dans son journal de tensions entre les conseillers nationaux socialistes Oprecht et Bratschi d'une part, et Nobs de l'autre, pour les mêmes raisons, voir *Tagebuch*, 8 octobre 1944.

29. Nobs, 1943.

stratégiques comme les transports ou l'électricité<sup>30</sup>. Lors de cette période critique de sortie de guerre, la participation de Nobs au gouvernement contribua à modérer les revendications des socialistes sur les questions fiscales, et permit en particulier d'éviter la constitution d'un double front contre le secret bancaire, constitué du PSS sur le plan l'intérieur et des Alliés occidentaux à l'extérieur<sup>31</sup>.

Au-delà de l'élection de Nobs au gouvernement, les milieux bourgeois favorables à l'intégration institutionnelle des socialistes trouvèrent des partenaires de confiance parmi les dirigeants des grands syndicats, qui cumulaient souvent la direction de ces organisations de salariés avec un siège de parlementaire socialiste. Ainsi, le secrétaire central de la Fédération suisse des cheminots et président de l'Union syndicale suisse de 1934 à 1953, Robert Bratschi, gagna, durant cette période, le respect de la droite. Il entretenait une relation particulièrement confiante avec Guisan<sup>32</sup>. Dans son journal, Feldmann rapporte plusieurs conversations avec ce représentant de l'« aile suisse » du parti. Le conseiller national PAB reconnaissait en Bratschi un partenaire fiable, avec lequel il s'agissait de négocier en priorité, au même titre qu'avec Konrad Ilg<sup>33</sup>. Le 1<sup>er</sup> mai 1945, au terme d'une conversation entre Bratschi et Feldmann, les deux hommes s'accordèrent à souligner la nécessité d'une lutte plus conséquente contre l'influence des communistes<sup>34</sup>.

L'orientation de Bratschi se retrouvait également à l'heure des confrontations politiques au Conseil national, où ces hommes se côtoyaient. Ainsi, lors de la reprise des discussions concernant la mise sur pied d'une assurance vieillesse et survivant (AVS) en 1944 – concrétisée en 1948, il s'agit de la principale réponse des autorités à la vague de contestation sociale de l'immédiat après-guerre et au basculement des rapports de force internationaux après Stalingrad – Bratschi se livra à de forts appels du pied en direction de la droite et du patronat, en rappelant le rôle central que devaient jouer les assureurs privés dans ce que le dirigeant syndical nommait la « voie suisse vers l'assurance [...] également portée par l'initiative privée » :

30. Le programme de 1943 ne contenait plus, toutefois, l'idée centrale marxiste suivant laquelle les travailleurs avaient à diriger eux-mêmes l'économie; d'autres chapitres, comme celui sur l'agriculture, contenaient des revendications très modérées, dans l'espoir de ne pas s'aliéner des dirigeants paysans, déjà largement hostiles à la gauche.

31. Guex, 1999, pp. 4-27.

32. Gautschi, 1991, p. 588.

33. Feldmann, *Tagebuch*, 14 novembre 1944.

34. *Ibid.*, 1<sup>er</sup> mai 1945.



Une chose est pour moi certaine : les rentes [de l'AVS] ne deviendront jamais si élevées au point d'éliminer tout besoin. D'autres mesures, comme l'épargne et la conclusion d'assurances complémentaires resteront nécessaires.<sup>35</sup>

En 1947, Bratschi, déjà membre du conseil d'administration des CFF depuis 1920, entra au conseil de banque de la Banque nationale suisse (BNS), signe là encore d'une intégration institutionnelle des dirigeants et intellectuels sociaux-démocrates au sein des principaux lieux de pouvoir. Il y succédait à Johannes Huber, le conseiller national de Saint-Gall, ami de Nobs<sup>36</sup>.

Mais concernant l'AVS, les positions de Bratschi, quoique concédant une place aux assurances privées, pouvaient apparaître comme combatives par rapport à celles d'autres dirigeants sociaux-démocrates. Konrad Ilg s'opposa ainsi à la mise en œuvre d'une assurance vieillesse<sup>37</sup>. Il le fit certes essentiellement en catimini. Une opposition publique aurait, en effet, été très mal perçue par ses électeurs, vu la popularité de l'assurance dans les rangs des sympathisants de la gauche ; d'autant plus dans un contexte où le Parti du travail, dont la popularité paraissait ascendante, faisait campagne sur ce thème. L'opposition de Ilg était motivée par la crainte que les possibilités d'assurance offertes par la FOMH à ses propres membres ne perdissent en attractivité aux yeux des ouvriers, si une assurance publique obligatoire était mise sur pied, ce qui aurait rendu plus difficile les possibilités de gagner de nouveaux membres aux syndicats : « Le cercle de fer de l'assurance sociale se referme au niveau fédéral, ce qui a un effet négatif sur l'influence du syndicat », déplo- ra-t-il ainsi en 1946 devant ses collègues<sup>38</sup>.

L'écart entre le programme et la politique réellement menée par les sociaux-démocrates se manifesta aussi à travers le lancement par le PSS et l'USS, en 1943, d'une initiative pour le droit au travail, inspirée des principes planificateurs du programme *La Suisse nouvelle*. Le texte de l'initiative préconisait en effet l'instauration d'un nouvel article dans la Constitution fédérale, qui aurait amené l'État fédéral à « assurer la mise en œuvre complète et permanente des

35. *Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale*, séance du 28 mars 1944, p. 110 (m. t.)

36. La succession de Huber avait été disputée au sein du PSS où plusieurs dirigeants convoitaient ce poste influent, voir lettre d'Ernst Nobs à Max Weber, 23 juin 1948, SSA, fonds M. Weber, Ar. 103.60.

37. Leimgruber, 2008, pp. 169-181.

38. Cité par Leimgruber, 2011, p. 102.

forces productives de la nation sur la base de salaires suffisant à l'existence». L'initiative demandait en outre l'introduction d'une assurance chômage pour les hommes, précisant qu'«aussi longtemps qu'un Suisse est privé du travail approprié auquel il a droit, il touche un salaire de compensation»<sup>39</sup>. Mais en 1947, lorsque cette initiative fut soumise au vote, les deux organisations ne firent presque pas campagne en sa faveur, et le nombre de votants acceptant le texte fut inférieur au nombre de travailleurs syndiqués de l'USS, dont la direction avait d'ailleurs plaidé, lors de discussions bilatérales avec la direction du PSS, pour un retrait de l'initiative<sup>40</sup>. Cette même année 1947, le PSS fut affaibli par son recul lors des élections nationales, et les espoirs de conquête d'un deuxième siège au sein du collège fédéral, nourri par ses dirigeants, s'amenuisèrent en conséquence.

L'orientation politique modérée des secteurs dirigeants de la social-démocratie représente un des éléments qui contribuent, parmi d'autres, à expliquer pourquoi le tournant keynésien de l'après-guerre est resté en Suisse fort modéré en comparaison avec d'autres pays d'Europe occidentale<sup>41</sup>. De plus, la période de haute conjoncture dans laquelle entrait le pays à la fin des années 1940 contribua à saper les revendications déjà peu assurées des sociaux-démocrates helvétiques en faveur d'une planification économique accrue. Comme le constatait rétrospectivement le journaliste social-démocrate Paul Schmid-Ammann, la revendication du «droit au travail» céda le pas, dans le discours du PSS, à la célébration de la société de plein emploi garantie par la croissance économique<sup>42</sup>.

Si, le fascisme s'effondrant, il n'était plus suffisant pour la direction du PSS de se contenter de défendre la démocratie selon les principes des Lignes directrices, pour autant, la réorientation à gauche du parti sur le plan programmatique ne se traduisit guère en actes. À un moment où le rapport de force sur le plan international, de même que l'évolution sur le plan intérieur favorable aux sociaux-démocrates, aurait peut-être permis le développement

39. Le texte de l'initiative est disponible en ligne sur le site de l'administration fédérale: <http://www.admin.ch/ch/f/pore/vi/vis53t.html>, consulté en janvier 2014.

40. Le PSS refusa de retirer son initiative comme le demandait l'USS, car cela aurait été perçu comme une «capitulation» par les travailleurs, voir PV du comité directeur du PSS, séance du 11 mai 1946, SSA, Ar. 1.110.36.

41. Guex, 2012a, pp. 1112-1117.

42. Schmid-Ammann, 1967, p. 92.

d'une ligne politique plus offensive de la part de la gauche, les ténors du Parti socialiste tournèrent le dos, en pratique, à l'orientation fixée dans le programme de 1943.

L'intégration institutionnelle de la social-démocratie s'est d'autant moins infléchie à la fin de la guerre que les courants situés plus à gauche au sein du parti se sont affaiblis. Certains dirigeants de l'aile gauche évoluèrent vers des positions moins radicales, d'autres quittèrent le PSS pour adhérer au Parti du travail, voire en furent exclus à la fin de la guerre. Dans certains cantons (Bâle-Ville, Genève, Vaud), ce fut même une majorité des militants du PSS qui passèrent au PST. En 1945 par exemple, le Parti socialiste vaudois revendiquait quelque 200 membres, contre 2000 pour le Parti ouvrier populaire (POP), section vaudoise du Parti du travail<sup>43</sup>.

Pour comprendre ce phénomène, il faut commencer par rappeler que Nicole, la figure la plus en vue de la social-démocratie en Suisse romande, fut exclu du PSS en 1939, en raison de ses positions prosoviétiques; il fonda dans la foulée la Fédération socialiste suisse (FSS)<sup>44</sup>. La section vaudoise du PSS perdit alors 85 % de ses membres au profit de la FSS et la section genevoise 93 %. Or, Nicole avait joué avant 1939 un rôle d'opposition de gauche au sein du PSS et l'aile gauche au sein du PSS fut donc fortement affaiblie par le départ de Nicole et de ses proches. Par la suite, l'interdiction de la FSS, le 27 mai 1941, par le Conseil fédéral contribua à réduire l'influence publique du courant nicoliste. Au poids du fédéralisme, qui rendait malaisée la structuration d'un courant social-démocrate de gauche capable d'influencer la ligne nationale du PSS, s'ajouta donc la répression menée par les autorités durant la guerre.

Outre la FSS de Nicole, la Jeunesse socialiste, dont les positions étaient traditionnellement plus radicales que celles du PSS et qui s'était rapprochée des nicolistes, au grand dam de la direction du parti, ainsi que la SP-Opposition, un courant de gauche structuré au sein du PSS, avaient été interdites sur décision du Conseil fédéral<sup>45</sup>. Certains dirigeants du PSS ne semblaient pas fâchés de la disparition de la scène publique de ces groupes remuants. Plusieurs dirigeants du parti, par exemple l'économiste Paul Meierhans, avaient

43. Wicki, 2007, pp. 20-28.

44. Rauber, 2007, pp. 149-168.

45. PV du Conseil fédéral, séance du 27 mai 1941, en ligne sur: <http://www.amtsdruck-schriften.bar.admin.ch>, consulté en janvier 2014.

ainsi soutenu l'interdiction de la FSS en 1941. En mars 1944, un débat eut lieu parmi les dirigeants du PSS pour savoir s'il était possible de construire une Jeunesse socialiste qui resterait « loyale » par rapport à la direction du parti, selon les termes du conseiller national Arthur Schmid<sup>46</sup>. Schmid fit valoir que l'expérience de ces vingt dernières années avait prouvé le contraire, et qu'il fallait donc empêcher qu'une Jeunesse autonome soit mise à nouveau sur pied à la fin de la guerre. De fait, il fallut attendre le début des années 1960 pour que des sections de Jeunesse autonomes connaissent à nouveau un réel essor<sup>47</sup>.

La montée en puissance du Parti du travail fut une préoccupation omniprésente dès le début de l'année 1944, discutée lors de chaque séance du comité directeur du PSS. Lors du comité directeur du PSS du 28 janvier 1944, l'avocat et conseiller national socialiste vaudois Pierre Graber affirmait ainsi, au diapason avec les autres dirigeants sociaux-démocrates :

Les nicolistes ne songent plus du tout à l'unité, s'ils n'y ont jamais songé. On explique à leurs adhérents qu'il faut attendre [...] le triomphe de l'armée rouge [...] après quoi l'unité se fera d'elle-même, la direction du mouvement ouvrier suisse changeant alors de mains.<sup>48</sup>

Bringolf lui faisait écho, en soulignant que les appels à l'unité issus des rangs nicolistes et communistes ne relevaient de rien d'autre que d'une tactique suivies par tous les PC d'Europe occidentale<sup>49</sup>. Pour ne pas apparaître comme le parti qui refusait l'unité d'action face aux appels des nicolistes et de militants liés au Parti communiste clandestin, la direction du PSS réagit par une manœuvre tactique, en prenant le contre-pied des démarches d'exclusion décidées en 1939, et en proposant aux militants proches de Nicole ou des communistes d'adhérer individuellement au PSS.

Ces gestes d'ouverture de la part du PSS, avant tout destinés à affaiblir les communistes et nicolistes qui avaient le vent en poupe à ce moment-là, portèrent leurs fruits. Le parti enregistra entre autres une adhésion de poids en la personne de Jules Humbert-Droz, ancien

46. PV du Comité directeur du PSS, 25 mars 1944, SSA, Ar. 1.110.34.

47. Wylér, 2006, 20.

48. PV de la séance du comité directeur du PSS, 28 janvier 1944, SSA, Ar. 1.110.34.

49. *Idem*.

permanent de la Troisième Internationale communiste<sup>50</sup>. D'autres personnalités suivirent les traces de l'ex-secrétaire de l'Internationale communiste, par exemple l'ancien conseiller d'État genevois, membre de la Fédération socialiste suisse, Maurice Braillard ou les anciens militants du PC Emil Felber et Hans Hermann<sup>51</sup>.

Au même moment, le dirigeant socialiste zurichois Giovanni Albertini mettait en garde dans la *Rote Revue* contre les illusions véhiculées par la création du PST :

Le PST croit que la fin de la guerre [...] amène avec elle un développement révolutionnaire sous l'influence de l'Union soviétique et rend ainsi impossible toute restauration du capitalisme.

Pourtant, continuait Albertini :

Nous avons une bourgeoisie qui pendant la guerre a su s'assurer toutes les fonctions décisives au sein de l'appareil d'État [...]. Nous avons des salariés qui [...] font preuve de moins de volonté combative que durant la troisième ou quatrième année de la Première Guerre [...] Les masses sont trade-unionistes [réformistes], disait Lénine. Ce qui était exact naguère l'est aujourd'hui encore davantage, après quarante nouvelles années de domination capitaliste, après la destruction, par le fascisme [...] des valeurs humaines.<sup>52</sup>

Les gestes d'ouverture en direction de militants individuels qui étaient prêts à respecter, dans les grandes lignes, la discipline de parti au sein du PSS se combinèrent avec le renforcement de mesures destinées à affaiblir les tendances de gauche au sein de l'organisation. Le cas du journaliste Peter Hirsch Surava, écarté de l'hebdomadaire proche du PSS *Die Nation*, et qui rejoignit en 1945 le comité de rédaction de l'organe du Parti du travail, le *Vorwärts*, s'inscrivit dans cette tendance. De même, en 1944, Paul Fell, journaliste à la *Seeländer Volkstimme*, organe social-démocrate biennois, fut exclu du parti et licencié du journal, après avoir adressé des

50. Lettres de J. Humbert-Droz au comité directeur du PSS, 7 juillet 1943, et du même à Hans Oprecht, 13 juillet 1943, BVC, fonds J. Humbert-Droz. Humbert-Droz y souligne que la dissolution du Komintern, ou Internationale communiste, par Staline, l'a convaincu de rejoindre le PSS. Hans Oprecht se félicite ainsi de l'adhésion de Humbert-Droz : « Les communistes n'ont pas réussi à nous manœuvrer. L'aide de Humbert-Droz a aidé à déjouer la manœuvre. » PV de la séance du comité directeur du PSS, 28 janvier 1944, SSA, Ar. 1.110.34.

51. PV des séances du comité directeur du PSS, 16 février et 6 mars 1944, *idem*.

52. G. Albertini, *Rote Revue*, « Spaltung und Linkskurs », août 1944 (m. t.)

critiques contre les orientations, jugées par lui trop modérées, du dirigeant syndical Konrad Ilg<sup>53</sup>. Fell participa, la même année, à la fondation de la section biennoise du PST. Il en alla de même pour Carl Miville (senior), un docteur en droit devenu dirigeant, avec Friedrich Schneider, de l'aile gauche du PS à Bâle, par ailleurs conseiller d'État. Il fut exclu en 1944, et rejoignit le PST dans la foulée<sup>54</sup>. On peut encore mentionner les exemples de Claire Bächlin, ancienne présidente des femmes socialistes à Bâle et membre de l'aile gauche du parti, par ailleurs journaliste travaillant pour la revue sociale-démocrate féminine *Die Frau in Leben und Arbeit*, ou d'Ernst Windler, ancien rédacteur de la *Basler Volkszeitung*, qui suivirent le même chemin<sup>55</sup>.

Ces exclusions du PSS, justifiées par la direction à la fin de la guerre au nom de la lutte contre l'infiltration communiste au sein de l'organisation, étaient donc également, dans certains cas du moins, une manière de marginaliser une aile gauche qui critiquait l'intégration institutionnelle du parti. En juin 1944, Adolf Huber, un militant saint-gallois proche du courant socialiste religieux, observait ainsi avec inquiétude les procédures à l'œuvre dans son parti, craignant que cette vague d'exclusions ne transforme le PSS en un « parti de notables ». Il écrivait dans une lettre à Hugo Kramer, un journaliste de tendance socialiste religieuse, lui aussi proche de l'aile gauche du PSS :

Les opposants souhaitent que la social-démocratie soit moins un parti de système et davantage un parti d'opposition [...] Dès lors que la social-démocratie participe au Conseil fédéral [...] les possibilités pour une opposition déterminée se rétrécissent et en conséquence l'appareil du parti se défend contre l'opposition ; ainsi [...] arrivent de lourds conflits. [...] Des exclusions sont, dans la présente situation, le pire que nous puissions entreprendre. Elles éveillent l'impression que nous sommes une organisation [...] intolérante.<sup>56</sup>

53. PV de la séance du comité directeur du PSS, 6 et 25 mars 1944, SSA, Ar. 1.110.34; Paul Fell, *Vom Bannstrahl getroffen aber nicht erschlagen*, brochure dactylographiée, 4 septembre 1944; *Autour d'un conflit. Aux travailleurs et électeurs de Bienne et du Jura bernois*, brochure dactylographiée, 15 avril 1944, SSA, fonds P. Fell, Ar. 198.17.1.

54. Dès mars 1944, Hans Oprecht annonce qu'il faut agir contre Miville, car celui-ci est trop ouvert à l'égard du nouveau Parti du travail. Voir PV de la séance du comité directeur du PSS, 6 mars 1944, SSA, Ar. 1.110.34.

55. Stirnimann, 1992, pp. 66-69.

56. Lettre de Huber à Kramer, 19 juin 1944, SSA, fonds H. Kramer, Ar. 123.2 (m. t.)

Toutefois, l'affaiblissement des tendances de gauche au sein ou dans le sillage du PSS n'était pas seulement le fait d'exclusions ou de départs vers le PST, mais aussi d'une évolution vers des positions plus consensuelles de la part de membres qui avaient compté, durant les années précédentes, parmi les animateurs des courants les plus combattifs au sein du parti. Le parcours du Bâlois Friedrich Schneider – un ancien ouvrier devenu secrétaire syndical en 1912, depuis lors l'un des animateurs les plus en vue de l'aile gauche du PSS et que l'on peut certainement qualifier d'intellectuel autodidacte vu les nombreuses publications politiques dont il fut l'auteur – apparaît comme emblématique de l'affaiblissement de ce courant, depuis la fin des années 1920 jusqu'aux débuts de la guerre froide.

Schneider, qui jouait dès la Première Guerre mondiale un rôle dirigeant au sein du mouvement ouvrier bâlois, notamment durant la grève générale de 1918, s'était opposé à la fin des années 1920 et dans les années 1930 à une candidature socialiste au Conseil fédéral, qu'il percevait comme une source de compromis trop importante<sup>57</sup>. Il était devenu, dès lors, un des principaux animateurs du courant qui, au sein du parti, s'opposait à une trop forte intégration du PSS au sein des institutions bourgeoises. Schneider s'était également opposé à l'exclusion de Nicole en 1939, qu'il percevait comme une mesure de la direction destinée à affaiblir les courants de gauche dans le parti. En 1940 encore, il avait publié une tribune intitulée *Hammer oder Hamboss*, dont les positions se situaient clairement à gauche au sein du PSS ; il y affirmait que la guerre était l'occasion de renverser les bourgeoisies en Europe par la révolution<sup>58</sup>.

Mais dans son cas comme dans d'autres, l'accession à des positions institutionnelles pesa sur son évolution politique. En 1941, quoique la droite bâloise fit obstacle à son élection à la présidence du parlement de ce canton, il devint membre du comité directeur du Concordat des caisses maladie suisses, position qu'il occupera jusqu'en 1964<sup>59</sup>. La gestion de ce concordat plaça de plus en plus souvent Schneider en porte à faux avec l'aile gauche du PSS. Ce fut le cas en 1943, lorsqu'un référendum fut lancé à Bâle-Ville par

57. Kästli, 1995, pp. 129-130. Schneider (1943 et 1959) a relaté son expérience de dirigeant du mouvement ouvrier bâlois pour la période allant du début du siècle à la fin des années 1920.

58. Schneider, 1940, pp. 50-54.

59. Stirnimann, 1992, pp. 63-64.

les communistes contre une loi dite d'assainissement, réduisant les prestations sociales des caisses maladie : en dépit du soutien de tous les partis à cette loi, excepté celui des communistes, le référendum fut victorieux<sup>60</sup>.

En 1941, Schneider accéda aussi au Conseil national. À partir de cette date, les politiciens bourgeois utilisèrent les positions affichées par ce représentant de l'aile gauche du parti pour souligner qu'une entrée du PSS au Conseil fédéral n'était pas envisageable, mettant ainsi le conseiller national bâlois sous forte pression. Ainsi, le catholique conservateur Heinrich Walther brandit le spectre des écrits de Schneider, stigmatisés comme « non suisses », à la tribune du Conseil national<sup>61</sup>. Une année plus tard, toujours à la tribune du parlement, le catholique conservateur Karl Wick opposa le supposé gauchisme de Schneider à la volonté d'intégration de Konrad Ilg, qui venait de recevoir un doctorat *honoris causa* de l'Université de Berne, en même temps que le président de l'association patronale du secteur des machines<sup>62</sup>.

Quoiqu'en 1943, Schneider se prononçât, comme en 1929 lors de la candidature de Klöti, contre l'entrée de Nobs au Conseil fédéral, cette opposition était à présent tempérée par son ralliement au compromis qui l'emporta finalement, celui d'une adhésion sous conditions. En juin 1944, il plaida encore au Conseil national pour la levée de l'interdiction qui frappait le Parti communiste et la Fédération socialiste suisse de Léon Nicole, faisant preuve à ce titre d'un anticommunisme moins prononcé que beaucoup d'autres socialistes, non sans exprimer au passage un soutien à la défense nationale, qui témoignait d'une évolution par rapport aux positions affichées en 1940 :

Les mouvements de résistance dans différents pays nous les montrent [...] les communistes les plus en vue de notre pays peuvent être qualifiés de soldats [...] fidèles et prêts au sacrifice.<sup>63</sup>

60. Schneider vit dans ce référendum une attaque personnelle des communistes contre sa personne, voir lettre de Georg Mattmüller à Friedrich Schneider, 30 novembre 1941, fonds E. Schneider, Staatsarchiv Basel-Stadt (désormais : SB), PA 385.3 (Briefe).

61. Walther, *Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale*, séance du 26 mars 1941, p. 51.

62. Wick, *Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale*, séance du 10 décembre 1942, p. 306.

63. Schneider, *Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale*, séance du 20 juin 1944, p. 252 (m. t.) En 1943, peu avant les élections, le Conseil national avait déjà débattu d'une pétition de Léon Nicole en faveur d'une autorisation de la Fédération socialiste suisse, interdite en 1940, six mois après le PCS. La chambre basse avait voté pour le classement de cette pétition par 107 voix contre 4.



À cette époque, certains socialistes étaient en effet beaucoup plus durs que Schneider à l'égard des communistes : en avril 1944, le quotidien social-démocrate *Berner Tagwacht* voyait ainsi dans le PST un « fourre-tout composé de hors-la-loi [...] de renégats, de déçus et de mécontents »<sup>64</sup>. Sur ce point donc, le social-démocrate bâlois pouvait encore être situé sur l'aile gauche du parti. En effet, si une critique de l'URSS et des crimes du stalinisme ne constitue certes pas le signe d'un abandon des positions de gauche au sein du PSS, en revanche, le soutien à des mesures dites de protection de l'État allant jusqu'à l'interdiction de certaines organisations de gauche, fussent-elles liées à l'URSS, coïncidait le plus souvent avec l'évolution vers des positions plus favorables au consensus. C'est donc sur la base de cette distinction entre un antistalinisme de gauche et l'anticommunisme des sphères dominantes de la société helvétique que nous parlons d'une évolution de Schneider vers des positions plus consensuelles. De fait, l'aile gauche du PSS, au cours de la guerre, revendiqua – avec une assurance grandissante à mesure que le « Troisième Reich » déclinait – une action plus vigoureuse du parti en faveur de la légalisation de toutes les organisations ouvrières<sup>65</sup>. Schneider se démarqua pour la première fois de ces revendications en mars 1943, en accusant ses camarades de plaider pour une ligne trop favorable aux communistes<sup>66</sup>.

Après la guerre, Schneider rejoignit rapidement les positions de la direction du PSS, ce dont témoigne par exemple son soutien au renforcement des mesures dites de protection de l'État en décembre 1948, qu'il justifia lors du débat au Conseil national en évoquant la prise de pouvoir communiste en Tchécoslovaquie :

Les illusions du jour de la victoire, du 8 mai 1945 [...] se sont depuis longtemps dissipées. Les dangers qui nous menaçaient naguère subsistent encore dans une large mesure.<sup>67</sup>

Dans la foulée, il reprocha au Schaffhousois Bringolf – qui avait pourtant évolué durant la guerre vers des positions tempérées au sein du PSS – un antisoviétisme trop timoré<sup>68</sup>. En 1952,

64. *Berner Tagwacht*, « Spaltung und Linkskurs der SPS », 24 avril 1944.

65. Stirnimann, 1992, pp. 68-69.

66. *Ibid.*, p. 69.

67. Schneider, *Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale*, séance du 20 décembre 1948, p. 729 (m. t.)

68. Wolf, 1995, p. 250.

Schneider finit par afficher des positions encore plus radicalement anticommunistes : il déposa une motion au Grand Conseil de Bâle-Ville demandant l'exclusion de la fonction publique de tous les fonctionnaires suspectés de sympathie communiste ; celle-ci s'intitulait : « Les mercenaires de Staline n'ont pas leur place dans le service public. »<sup>69</sup> Parallèlement à cette évolution, il se lia d'amitié avec des politiciens de droite, dans le cadre de son activité d'administrateur du Concordat des caisses maladie<sup>70</sup>.

L'évolution de Schneider apparaît comme emblématique, en ce sens qu'un courant structuré au sein du PSS, et critiquant publiquement l'intégration et la ligne de plus en plus consensuelle du parti, fut marginalisé dans l'après-guerre. Le début de la guerre froide renforça, en effet, la pression à l'intégration de la social-démocratie, dans le prolongement de l'évolution qui avait eu lieu face au péril fasciste. La menace fasciste de naguère était désormais volontiers associée, par les dirigeants du parti, au danger communiste de guerre froide. Ces derniers reprenaient à leur compte la notion de totalitarisme, chère aux intellectuels libéraux, pour identifier les deux régimes<sup>71</sup>. En 1945 déjà, quatre poids lourds du parti, Robert Bratschi, Charles Schürch (secrétaire de l'USS), Hans Oprecht et Werner Stocker (secrétaire central du PSS) avaient appelé, dans une tribune commune, à une meilleure intégration du mouvement syndical et social-démocrate dans le système démocratique bourgeois, afin de lutter contre le danger représenté par l'URSS :

La fin de la guerre [...] est le début d'une confrontation décisive entre deux systèmes économiques, entre le système libéral des démocraties et le socialisme d'État de l'URSS. [...] Les démocraties ne peuvent prendre l'avantage que si elles mobilisent politiquement et économiquement toutes leurs forces, donc aussi et avant tout les forces du mouvement des travailleurs et des syndicats libres.<sup>72</sup>

En 1947, lors de la création du Service suisse d'information, l'organisation semi-officielle qui prit le relais de la section de pro-

69. *Gazette de Lausanne*, « Une loi sur la protection de l'État provoque des incidents à Bâle », 6 juin 1952.

70. Voir la lettre d'August Schirmer à F. Schneider, 31 octobre 1951, fonds F. Schneider, SB, PA 385.3.

71. Traverso, 2001, p. 65.

72. « Zur Reform des politischen Aussendienstes », *Rote Revue*, juillet 1945 (m. t.)

pagande de l'armée, *Heer und Haus*, avec comme but premier la lutte contre la gauche communiste, trois parmi les principaux dirigeants du PSS y furent intégrés : Robert Bratschi, Walther Bringolf (naguère lié, comme Schneider, à l'aile gauche du parti) et Hans Oprecht<sup>73</sup>.

L'intégration des dirigeants de la social-démocratie dans des institutions anticommunistes de guerre froide coïncidait avec le développement d'une perspective atlantiste, qui amena la direction du PSS à soutenir la mise sur pied du plan Marshall au début de l'année 1948, et à défendre une politique de neutralité qui penchait clairement du côté de l'Ouest. Le *Volksrecht*, le principal quotidien du parti, décelait ainsi dans le plan Marshall les germes potentiels du socialisme :

Contrairement aux communistes, nous nous faisons [...] confiance pour contrecarrer les intentions cachées de l'impérialisme américain et pour être en mesure de poursuivre et d'achever ce plan, commencé dans une optique bourgeoise, en un sens socialiste.<sup>74</sup>

Le parlementaire socialiste et dirigeant syndical Hans Oprecht plaida aussi pour l'adhésion de la Suisse à l'Organisation européenne de coopération économique (OECE), une institution dont les objectifs anticommunistes étaient pourtant manifestes, donc difficilement conciliables avec la politique de neutralité officielle<sup>75</sup>. Les positions atlantistes d'Oprecht amenèrent les États-Unis à subventionner, dans le cadre de leur politique d'endiguement du communisme en Europe occidentale, un centre de formation, le Centre d'entraînement syndical international, animé entre autres par Oprecht<sup>76</sup>. Dans la foulée, Oprecht collabora aussi, de manière étroite, avec Denis de Rougemont et d'autres intellectuels libéraux regroupés autour du Congrès pour la liberté de la culture, qui recevait des fonds de la CIA<sup>77</sup>.

Enfin, l'intégration institutionnelle à tonalité atlantiste des socialistes se traduisit par l'accès de certains dirigeants du parti à des postes liés à la haute diplomatie helvétique. Dans le contexte délicat de la sortie de guerre, cette démarche pouvait, en outre,

73. Frischknecht *et al.*, 1984, pp. 51-52.

74. *Volksrecht*, « Sozialismus und Marshall-Plan », 12 février 1948 (m. t.)

75. Bretscher-Spinder, 1997, p. 102.

76. Van Dongen, 2014, p. 56.

77. Gillibert, 2013, pp. 340-341.

s'avérer utile, dans l'optique de renouer des relations diplomatiques avec l'URSS. Ainsi, le socialiste Eduard Zellweger, docteur en droit, devint ministre de Suisse à Belgrade en avril 1945, et le juge et député socialiste bâlois Anton Roy Ganz, qui appartenait dans les années 1930 à l'aile gauche du parti, fut nommé à Varsovie cette même année<sup>78</sup>.

Cette orientation atlantiste et anticommuniste, parce qu'elle contribuait à rapprocher la direction du PSS des milieux bourgeois, se combina avec une évolution réformiste. Ce processus fut par exemple illustré, en 1951, par l'alliance entre la droite, le PSS et l'USS, visant à combattre une initiative du PST en faveur d'une fiscalité plus progressive et contre les taxes sur la consommation, un objectif qui aurait pu, pourtant, être partagé par toute la gauche<sup>79</sup>. Dans le même ordre d'idées, lors des congrès du PSS, les amendements de la petite minorité, emmenée notamment par Karl Dellberg, qui demandait au parti de se positionner contre la hausse substantielle des dépenses militaires consécutives au début de la guerre froide, furent refusés, au nom de la lutte contre le péril soviétique<sup>80</sup>.

Les partis pris de plus en plus anticommunistes de la direction du PSS n'allèrent pas, pourtant, sans susciter une certaine résistance au sein du parti, même si celle-ci s'affaiblit à mesure que les tensions de guerre froide s'affirmaient. Partout en Europe occidentale, dans les années 1945-1947, les appels à l'unité d'action avec les communistes étaient une des principales revendications de l'aile gauche de la social-démocratie, par exemple autour de Pietro Nenni en Italie ou de Jean Pierre-Bloch en France. En Suisse, avant la prise de pouvoir prosoviétique en Tchécoslovaquie, Jules Humbert-Droz, l'ancien secrétaire de la Troisième Internationale communiste qui avait rejoint le PSS en 1943 et s'était vu, en raison de son expérience, proposer le poste de secrétaire central du parti par Hans Oprecht, cherchait à développer une telle orientation, en mettant sur pied une revue internationale socialiste de gauche<sup>81</sup>. Cette ligne lui valut les attaques de dirigeants sociaux-démocrates comme Pierre Graber<sup>82</sup>.

78. Bodenmann, 1987, pp. 27 et 41.

79. Longchamp, 2014, p. 432.

80. Hürlimann, 1985, p. 58.

81. Lettre de Humbert-Droz à Leonetti Feroci, 9 septembre 1947 et de J. Humbert-Droz à Lelio Basso, 17 août 1947, BVC, fonds J. Humbert-Droz.

82. Lettre de J.[?] Hager à Humbert-Droz, 15 février 1948, BVC, fonds J. Humbert-Droz.

Même après que Staline, en avril 1946, eut imposé une fusion entre le SPD et le KPD dans la zone soviétique de l'Allemagne, de nombreux sociaux-démocrates gardèrent une vision positive des réformes en cours dans cette partie du pays, en particulier s'agissant des nationalisations, par opposition à la politique à l'œuvre dans les zones occidentales<sup>83</sup>. En 1948 encore, Franz Keller, un psychologue et militant social-démocrate zurichois influencé par le courant socialiste religieux, témoigna de sa solidarité à l'égard des thèses du professeur bâlois Fritz Lieb, lui aussi membre du PSS, qui avait peu auparavant publié un livre favorable au régime soviétique. Keller soulignait dans sa lettre qu'« aux assemblées des quartiers 1, 2 et 7 que j'ai visitées à Zurich, ainsi qu'à l'assemblée des délégués de la section-Ville, la plupart des intellectuels ont montré de la compréhension pour la Russie »<sup>84</sup>.

Mais cette « compréhension pour la Russie », typique du climat de l'immédiat après-guerre marqué par les victoires de l'Armée rouge contre Hitler, devint de plus en plus minoritaire dans le parti, à plus forte raison parce que la plupart des intellectuels qui s'étaient enthousiasmés, en 1945, pour l'Union soviétique et pour le Parti du travail, déchantèrent eux aussi rapidement, comme nous allons le voir à présent.

### LES INTELLECTUELS ET LE PARTI DU TRAVAIL

Dans toute l'Europe occidentale, les communistes prosoviétiques connurent un fort essor à la Libération. La France et l'Italie présentent les cas les plus spectaculaires, avec 900 000 adhérents pour le PCF et 2,5 millions pour le PCI. Mais là où les PC demeurèrent beaucoup plus faibles, comme en Allemagne de l'Ouest ou – dans un contexte bien sûr fort différent – au Royaume-Uni, ils gagnèrent aussi en influence à la fin de la guerre, en particulier dans les milieux intellectuels<sup>85</sup>. En Suisse, le prestige du modèle soviétique crût également après la victoire de Stalingrad. Dès sa création en 1944, le Parti suisse du travail (PST), qui compta bientôt presque 20 000 membres – contre 50 000 pour le PSS – connut quelques succès électoraux retentissants.

83. Karl H. Müller, « Stand und Aussichten der Sozialisierung in Deutschland », *Rote Revue*, août 1948.

84. Lettre de Keller à Fritz Lieb, 22 février 1948, UB, fonds F. Lieb, Aa 557 (m. t.)

85. Kroll, 2009, pp. 243-295 pour le Royaume-Uni; sur l'Allemagne de l'Ouest, voir Kössler, 2005, pp. 43-50.

Le nom de la nouvelle organisation avait été choisi, en 1944, pour contourner l'interdiction du Parti communiste suisse (PCS)<sup>86</sup>. Décidée en novembre 1940, celle-ci était en effet encore en vigueur à la fin de la guerre. De la part des fondateurs du parti, cette nouvelle dénomination exprimait aussi la volonté de fonder un parti large, au-delà des rangs du PCS historique. Cet espoir fut en particulier concrétisé en Suisse romande, où le PST bénéficia de l'afflux des militants de l'ancienne Fédération socialiste suisse (FSS), dirigée par Léon Nicole.

Les succès du PST furent d'ailleurs particulièrement spectaculaires dans cette partie du pays, vu la force électorale de Nicole et de ses partisans avant la guerre. Pour donner une idée de ces succès, relevons qu'à Genève, en novembre 1945, le PST obtint 36 sièges sur 100 au parlement du canton, contre 9 pour le PSS<sup>87</sup>. Mais en Suisse alémanique aussi, les succès électoraux du PST étaient pris au sérieux par la droite. Roger Masson, le chef du service de renseignement de l'armée suisse, s'inquiétait en janvier 1945, dans une lettre adressée au général Guisan, de ce que « les victoires russes [...] suscitent dans tout le pays un "enthousiasme révolutionnaire" [...]. C'est le règne de la confusion entre les conquêtes militaires de l'armée russe et la valeur de la doctrine communiste. »<sup>88</sup>

Le courant de sympathie pour le PST, en particulier dans les milieux intellectuels, fut favorisé, dans les années suivant immédiatement sa création, par l'orientation du parti. Ses dirigeants le présentèrent en effet comme une organisation qui n'était ni inféodée à Moscou ni figée dans un sectarisme stalinien. En cela, le PST était néanmoins fidèle à la tactique préconisée par Staline et les organisations communistes d'Europe occidentale avant le début de la guerre froide, qui consistait, dans le sillage de la résistance au fascisme, à promouvoir de vastes rassemblements populaires des forces de gauche.

Dès lors, le PST ne campait pas sur des positions radicales. Sur le plan institutionnel, il se montrait prêt à gouverner avec d'autres forces politiques, y compris de droite, quand les résultats électoraux le permettaient. Le parti disposait par exemple d'une représentation au Conseil d'État du canton de Bâle-Ville, en la personne de

86. Sur le Parti communiste avant la guerre, de taille modeste en comparaison avec d'autres PC d'Europe occidentale, voir Studer, 1994.

87. *Journal de Genève*, «Après les élections genevoises», 7 novembre 1945.

88. Lettre de Masson à Guisan, 25 janvier 1945, in Marguerat, 1992, p. 850.

Carl Miville, qui avait été exclu du PSS en 1944. Vu ses succès régionaux, le parti réclamait de siéger au Conseil fédéral, dans un gouvernement épuré des conseillers fédéraux de la droite autoritaire, tirant argument de la présence de ministres communistes dans les gouvernements belge, français et italien.

Le nombre impressionnant d'intellectuels et artistes signataires, dans le courant de l'année 1944, de la pétition de l'Association pour le développement culturel entre la Suisse et l'URSS (plus connue sous le nom d'Association Suisse-URSS) fut révélateur du courant de sympathie pour l'Union soviétique qui s'exprimait alors. Cette pétition demandait une normalisation des relations avec l'État soviétique, impliquant un renforcement conséquent des liens culturels avec ce pays. Elle récolta 120 000 signatures en quelques semaines, s'appuyant sur le patronage prestigieux de compagnons de route plus ou moins éphémères du Parti du travail<sup>89</sup>.

Les dirigeants du PSS s'irritèrent de ce texte, signé par nombre de ses membres sans l'aval de la direction, et même par des « conseillers nationaux », qui « devraient être rappelés à leur sens du devoir vis-à-vis du parti », comme le soulignait le dirigeant social-démocrate Paul Meierhans<sup>90</sup>. Parmi les signataires en vue dans les rangs du PSS, on comptait par exemple le parlementaire socialiste valaisan Karl Dellberg, marqué à gauche au sein du parti, qui ne cachait pas son enthousiasme pour l'URSS victorieuse de la guerre, suscitant l'ire de la direction<sup>91</sup>. L'Association Suisse-URSS organisa des réunions publiques très fréquentées durant cette période. Deux mille personnes assistèrent par exemple à une conférence organisée à Zurich en mars 1944<sup>92</sup>. À cette date, les rapports de force politiques ne permettaient pas à la direction du PSS d'interdire à ses militants d'y adhérer, décision que le parti prendra un peu plus tard, en décembre 1946<sup>93</sup>.

La composition du comité de rédaction du *Vorwärts*, le principal organe de presse du PST en Suisse alémanique, est révélatrice du pluralisme qui traversait initialement le parti. Le tirage de ce quotidien s'élevait à quelque 40 000 exemplaires en 1945,

89. Liste des premiers signataires dans : ACV, fonds Marc-Edmond Chantre, PP 286/22 ; voir aussi Gillibert, 2010, pp. 133-145, ainsi que : Gehrig, 1996, pp. 593-632.

90. PV de la séance du comité directeur du PSS, 6 mars 1944, SSA, Ar. 1.110.34.

91. PV de la séance du comité directeur du PSS, 25 mars 1944, SSA, Ar. 1.110.34. En 1941, Dellberg avait déjà été le seul socialiste à voter contre l'exclusion de Nicole du parlement, la fraction sociale-démocrate s'étant abstenue.

92. *La Suisse*, « La Suisse et les relations avec l'URSS. Une assemblée à Zurich », 8 mars 1944.

93. Jeanneret, 2002, p. 90.

six jours par semaine, et était produit par une rédaction de onze salariés. Dans ses débuts, cette rédaction n'était pas seulement composée d'anciens membres du Parti communiste suisse, interdit en novembre 1940. Certes, les anciens communistes issus du canal historique étaient bien représentés, avec cinq membres sur onze. On y trouvait notamment Harry Gmür, exclu du PSS en 1944 parce qu'il était secrètement devenu membre du PCS clandestin deux ans plus tôt<sup>94</sup>.

Néanmoins, le comité se composait aussi de cinq exclus du PSS qui n'étaient pas liés à l'ancien PCS, à l'image de Claire Bächlin, l'ancienne présidente du groupe des femmes socialistes à Bâle, jusqu'alors active au sein de l'aile gauche du Parti socialiste. On y trouvait aussi Ernst Windler, anciennement rédacteur de l'organe de presse social-démocrate de ce même canton, ou encore Paul Fell, qui avait été journaliste social-démocrate à Bienne, lui aussi lié à l'aile gauche du PSS. Ernst Rosenbusch, avocat et naguère membre de la section zurichoise du PSS, ainsi que l'ex-rédacteur du journal des Lignes directrices *Die Nation* Peter Hirsch Surava, venaient enfin grossir les rangs des anciens partisans du PSS au sein de la rédaction<sup>95</sup>. Plus étonnant encore, on trouvait en 1945 dans le comité de rédaction du *Vorwärts* un catholique de gauche, en la personne du Lucernois Xaver Schnieper, ancien animateur de la revue catholique progressiste *Entscheidung* et du journal *Die Nation*. Son adhésion mérite qu'on s'y arrête, car elle est représentative des courants de sympathie qui se manifestaient alors pour le PST, y compris dans des milieux jusqu'alors méfiants à l'égard du modèle soviétique.

L'enthousiasme initial de Schnieper pour la création d'un nouveau parti à la gauche du PSS fut tel qu'il abandonna son poste de directeur de la Bibliothèque cantonale de Lucerne pour rejoindre l'équipe du *Vorwärts*. Il s'agissait d'un acte d'autant plus marquant sur le plan symbolique que Schnieper était issu d'une famille de notables catholiques conservateurs lucernois, son père ayant été conseiller d'État dans ce canton<sup>96</sup>. Il est vrai que son activité à

94. Outre Gmür, on peut citer Fritz Heeb (avocat zurichois exclu du PSS en mai 1944, car il était lui aussi membre du PCS clandestin), Heinrich Grübler (ancien rédacteur à Zurich de la revue du PCS *Freiheit*), Primo Medici (juriste zurichois, exclu du PSS pour les mêmes motifs) et Otto Schudel (ancien rédacteur d'un organe de presse de l'Internationale communiste).

95. Bächlin in Schmid, 1996, pp. 101-111.

96. Töngi, 1997.



*Die Nation* durant la guerre avait déjà rendu le journaliste particulièrement suspect aux yeux de l'*establishment* lucernois<sup>97</sup>.

Le conflit mondial et les victoires soviétiques avaient en effet radicalisé Schnieper à gauche, l'amenant du progressisme catholique exprimé dans la revue *Entscheidung* à un anticapitalisme affiché. Désormais, Schnieper percevait le socialisme comme la seule fidélité possible au message chrétien<sup>98</sup>. L'Église, écrivait-il dans le *Vorwärts*, se tenait dans le camp des affairistes qui avaient « chassé Jésus du Temple », oubliant que le « Christ des Évangiles » ne pouvait pas être du côté de la « bourgeoisie capitaliste »<sup>99</sup>. Si Schnieper n'avait pas rejoint le PSS, c'est qu'il avait été déçu par l'hostilité du parti à l'égard de la nouvelle force que représentait le PST, alors qu'il espérait une collaboration de toutes les organisations progressistes en faveur du changement social. De plus, le catholique lucernois n'acceptait pas la participation du socialiste Nobs dans un gouvernement « purement réactionnaire » et se montrait donc sensible aux exigences de purification de la vie politique fédérale mises en avant par le PST<sup>100</sup>.

Dans un article publié en 1948, Peter Hirsch Surava expliquait que si Schnieper et lui rejoignirent le comité de rédaction du *Vorwärts*, c'est que le dirigeant du PST Karl Hofmaier leur annonçait la construction d'un grand parti à la gauche du PSS, mais non aligné sur l'URSS. Hofmaier leur garantissait même que l'adhésion à ce parti n'était pas une condition nécessaire pour siéger dans le comité de rédaction du *Vorwärts*:

Nous [Hirsch Surava et Schnieper] nous donnions comme tâche d'empêcher que le nouveau parti s'abîme dans une orientation communiste rigide. Nous étions convaincus que le projet d'un grand parti anticapitaliste, qui se maintient sur le terrain de la Constitution, est dans l'intérêt de notre État.<sup>101</sup>

L'enthousiasme de Schnieper pour le PST était partagé dans d'autres cercles chrétiens progressistes. Le socialiste protestant Leonhard Ragaz, une figure importante de la vie intellectuelle

97. Lettre de Xaver Schnieper à Gotthard Egli, conseiller d'État en charge de l'Instruction et des cultes, 26 mars 1945, SL, fonds X. Schnieper, doss. 215.

98. Töngi, 1997, p. 20.

99. Schnieper, *Vorwärts*, « Am Rand », 20 avril 1946 (m. t.)

100. Lettre de Schnieper à Hans Oprecht, 15 novembre 1944, SL, fonds X. Schnieper, doss. 215 (m. t.)

101. Hirsch Surava, « Auch ich wählte die Freiheit », *Die Tat*, 28 juin 1948 (m. t.); voir aussi: lettre de Schnieper à Karl Hofmaier, non datée, SL, fonds X. Schnieper, doss. 215.

zurichoise, bien connu en Suisse alémanique pour ses travaux sur l'Évangile, réagit avec enthousiasme lorsqu'il apprit l'adhésion de Schnieper au Parti du travail :

Pour le combat qui nous attend, nous avons par-dessus tout besoin d'hommes nouveaux (de nouvelles femmes sont aussi entendues ici, comme Adam suppose Ève), des hommes au caractère trempé [...] C'est pourquoi l'adhésion du docteur Xaver Schnieper au Parti du travail est un événement d'une si grande signification.<sup>102</sup>

Les prises de position de Ragaz étaient représentatives d'un climat plus général, en ce sens que dans l'immédiat après-guerre, nombre d'intellectuels se rapprochèrent du PST sans toutefois y adhérer, impressionnés par les sacrifices immenses accomplis par l'URSS dans son combat contre les troupes nazies, mais également par la ligne intransigeante du PST sur la question de l'épuration intérieure en Suisse. Cette ligne était en effet plus nette que celle du PSS, pris dans les rets de la solidarité gouvernementale après 1943.

Ainsi, l'écrivain bernois Carl Albert Loosli décida de collaborer à la presse du PST en raison de l'engagement intransigeant du parti en faveur d'une purification de la vie politique helvétique, qui contrastait avec l'attitude plus timorée du PSS<sup>103</sup>. Parmi les intellectuels progressistes qui collaborèrent à la presse du PST dans l'immédiat après-guerre, on peut évoquer l'écrivain Ludwig Hohl, le dramaturge, cabarettiste et acteur Alfred Rasser, l'artiste Jean Tinguely ou encore l'écrivain d'origine allemande Rudolf Frank<sup>104</sup>. Comme le notait rétrospectivement Schnieper en 1950, il n'y avait que « 4000 communistes historiques » au sein du PST en 1945, contre « 16 000 nouveaux membres », et l'on pouvait penser à cette date que « les staliniens » n'allaient pas prendre le dessus<sup>105</sup>.

Dans ce contexte, des intellectuels qui avaient pris leurs distances avec le PCS dans les années 1930 en raison des doutes suscités par la stalinisation de la Troisième Internationale, se rapprochèrent du PST. Ce fut le cas de l'acteur cabarettiste alémanique

102. Ragaz, *Neue Wege*, « Schweizerisches », juin 1945 (m. t.)

103. Lettre de C. A. Loosli à Jonas Fränkel, 20 août 1945, ALS, support numérique.

104. Rauber, 2000, p. 62 ; sur Frank: sa lettre à X. Schnieper, 4 septembre 1945, SL, fonds X. Schnieper, doss. 215.

105. Lettre de Schnieper à Rudolf Stickelberger, 13 février 1950, SL, fonds X. Schnieper, doss. 215 (m. t.)

Charles-Ferdinand Vaucher, ancien membre des brigades internationales antifranquistes en Espagne. Celui-ci joua un rôle important dans la création de *Der Grüne Heinrich*<sup>106</sup>. Ce journal satirique proche du parti avait été créé sur le modèle du *Nebelspalter*, un hebdomadaire zurichois qui avait rencontré un grand succès dans les années 1930, en raison notamment de sa ligne antinazie. Enfin, même des antistaliniens de gauche convaincus adhèrent au PST, dans l'espoir qu'un nouveau parti anticapitaliste et pluraliste émerge à la gauche du PSS<sup>107</sup>.

En Suisse romande, le professeur de grec à l'Université de Lausanne André Bonnard se positionna, lui aussi, comme un compagnon de route du PST, au cours d'une conférence sur la littérature soviétique tenue dans une salle comble à Lausanne. Cette prise de position – représentative d'une idéalisation de la société soviétique et de ses réussites économiques et culturelles – déclencha un débat nourri dans la presse vaudoise, auquel prit part le « tout-Lausanne intellectuel »<sup>108</sup>. L'helléniste lausannois soulignait en 1947, lors de la commémoration des trente ans de la Révolution d'octobre, que « la Russie issue de la Révolution d'octobre apparaîtra à nos descendants comme un peuple de Prométhées, solidairement engagé à ériger le meilleur devenir de l'homme »<sup>109</sup>.

De fait, lors de cette brève période précédant l'entrée dans la guerre froide proprement dite, les problèmes économiques et politiques qui se posaient en URSS, et surtout les crimes de Staline – notamment les déportations dans les goulags qui continuèrent après la guerre, ciblant en particulier les populations d'Ukraine et des pays baltes – furent relativisés, voire niés par de nombreux intellectuels progressistes<sup>110</sup>. Il était impossible d'être partisan du socialisme tout en « reniant la première grande tentative historique de le mettre en œuvre », affirmait ainsi Schnieper<sup>111</sup>. Les partisans de l'Union soviétique invoquaient pour contrer les cri-

106. Lettre du procureur général de la Confédération Franz Stämpfli au conseiller fédéral Eduard von Steiger, 1<sup>er</sup> août 1945, AFS, E 4001 C 1000/783, vol. 71.

107. Ce fut le cas des militants marxistes antistaliniens (trotskistes) Gaston Gremaud et Frank Weiss, ainsi que Marx Levy à Bienne, voir la notice rédigée par Jost von Steiger sur Gremaud, SSA, fonds J. von Steiger, 155.12.9; et celle sur Weiss dans Vogelsanger, 1986, pp. 227-228.

108. Henri-L. Miéville, *Gazette de Lausanne*, « Lettre ouverte à M. Bonnard », 9 janvier 1948. Il publia aussi une réponse à la prise de position de Bonnard (Miéville, 1949).

109. « Le 30<sup>e</sup> anniversaire de l'URSS. Ce qu'en pensent 20 personnalités romandes », *Bulletin mensuel de l'association Suisse-Union soviétique*, novembre 1947.

110. Snyder, 2010, p. 328.

111. Schnieper, *Vorwärts*, « Leitartikel », 17 mai 1945 (m. t.)

tiques cette « guerre ruineuse », gagnée par l'URSS « pour le salut du monde », comme le soulignait en l'occurrence le pasteur vaudois à la retraite Otto Barblan, pour lequel l'adhésion à l'Association Suisse-URSS représentait le premier engagement politique de sa vie<sup>112</sup>.

Pour comprendre pourquoi, en 1945-1946, il semblait à beaucoup de militants impossible d'être à gauche tout en s'affichant contre l'Union soviétique, il faut aussi rappeler que le souvenir de la propagande hitlérienne focalisée de manière obsessionnelle sur la dénonciation du régime soviétique pesait encore sur les consciences. Dès lors, bien des intellectuels de gauche excluaient de tenir des propos qui auraient pu rappeler, même de loin, les critiques nazies, *a fortiori* vu les immenses sacrifices militaires et civils accomplis par l'URSS pour vaincre Hitler. Le théologien protestant Karl Barth soulignait ainsi de manière représentative :

A-t-on oublié que seul le « Hitler-en-nous » peut être un anticommuniste par principe ?<sup>113</sup>

De surcroît, l'entrée dans une ère atomique où l'État soviétique, jusqu'en août 1949, ne détenait pas la bombe, confirmèrent beaucoup d'intellectuels de gauche dans l'idée que Staline voulait la paix et que les velléités belliqueuses potentiellement catastrophiques provenaient de l'Ouest<sup>114</sup>. Dès lors, la critique de l'URSS, en contribuant à légitimer la propagande occidentale, risquait de renforcer les risques de guerre. Si l'écrivain zurichois Max Frisch choisit de se rendre à Wrocław en 1948 pour le « Congrès universel des écrivains en faveur de la paix », malgré ses critiques à l'égard du caractère autoritaire du régime soviétique, c'était bien parce qu'à ses yeux, tout geste d'ouverture venant de l'Ouest à l'égard de l'Est ne pouvait que favoriser la paix. Dès lors que le monde était entré dans l'ère atomique, il ne s'agissait plus de choisir entre la guerre et la paix, mais entre la paix et la fin de l'humanité<sup>115</sup>. Les intellectuels prosoviétiques, à l'image du Zurichois Konrad Farner, ne se privaient pas d'exploiter cet argument pacifiste pour contrecarrer les critiques de gauche adressées à l'URSS ; la lutte pour la paix

112. « Le 30<sup>e</sup> anniversaire de l'URSS. Ce qu'en pensent 20 personnalités romandes », *Bulletin mensuel de l'association Suisse-Union soviétique*, novembre 1947 ; pour une notice sur Barblan, voir Jeanneret, 2002, p. 689.

113. Cité par Busch, 2005, p. 397 (m. t.)

114. Hugo Kramer, « Weltrundschau », *Neue Wege*, octobre 1946.

115. Bircher, 1997, pp. 161-162.

devint ainsi un des axes centraux de l'intervention des partisans de l'Union soviétique<sup>116</sup>.

La lune de miel entre certains intellectuels de gauche et le PST fut toutefois de courte durée. En 1946, les premiers signes de désamour apparurent. En 1948, les liens furent sérieusement affaiblis. Et il n'en restait plus grand-chose à la fin des années 1940, si bien qu'en 1949, la *NZZ* pouvait se féliciter de ce que le PST n'était plus qu'une « secte bolchévique »<sup>117</sup>.

Rapidement dès 1945, des tensions apparurent entre certains parmi les anciens du PCS, à la ligne prosoviétique affirmée, et des intellectuels ayant rejoint à la fin de la guerre une organisation qu'ils espéraient plus ouverte au pluralisme. Ainsi, au sein de la rédaction du *Vorwärts*, Hirsch Surava, l'ancien rédacteur de *Die Nation*, et le catholique de gauche Xaver Schnieper protestèrent dès 1945, car ils estimaient que sur les questions internationales, le journal s'alignait sans nuance sur les agences de presse soviétique<sup>118</sup>. Les tensions s'accrurent ensuite lorsque Schnieper, avec l'appui de Hirsch Surava, voulut évoquer dans le *Vorwärts* les viols commis par l'Armée Rouge contre des femmes allemandes, ainsi que le massacre de Katyn de 1940, lors duquel la police secrète soviétique avait assassiné 22 000 Polonais<sup>119</sup>.

Même si Schnieper estimait que ces crimes étaient largement exagérés par la propagande occidentale, le rédacteur en chef du *Vorwärts*, Harry Gmür, mit son veto à une approche critique de ces événements dans le quotidien du parti<sup>120</sup>. La volonté de se démarquer de la propagande nazie qui, dès 1943, avait attaqué continuellement l'URSS sur ce thème, dans l'espoir d'attiser les dissensions entre les Soviétiques et les organisations de la Résistance polonaise, avait contribué à persuader nombre d'intellectuels de gauche en Europe occidentale que les Soviétiques n'étaient pour rien dans ce massacre, ce qui renforçait la crédibilité des assertions de Gmür<sup>121</sup>. Ce raisonnement était

116. Farner, « Die Intellektuellen und der Friede. Ergänzungen und Korrekturen zu den schweizerischen Berichten über den Kongress von Wroclaw », août 1948, ZB, fonds K. Farner, dossier 101 ; *Voix ouvrière*, « Les conférences de l'Association Suisse-URSS », 13 décembre 1948.

117. *NZZ*, « Die bolschewistische Sekte », 22 juin 1949 (m. t.)

118. Hirsch Surava, « Auch ich wählte die Freiheit », *Die Tat*, 23 juin 1948.

119. Lettre de Schnieper à Karl Barth, 28 septembre 1945 et lettres de Schnieper au rédacteur du *Vorwärts* Harry Gmür, 31 août et 31 octobre 1945, SL, fonds X. Schnieper, respectivement doss. 215 et 230.

120. Hirsch Surava, « Auch ich wählte die Freiheit », *Die Tat*, 1<sup>er</sup> juillet 1948.

121. Snyder, 2010, p. 287. Les autorités britanniques s'étaient en outre opposées à une enquête de la Croix-Rouge sur Katyn, pour ne pas fâcher les autorités soviétiques dans les derniers mois du conflit mondial. Le 4 janvier 1978, la *Voix ouvrière* titrait encore : « Katyn, un crime nazi », cité par P. Jeanneret, 2002, p. 572.

dans une certaine mesure celui de Schnieper en 1945, raison pour laquelle il estimait que les crimes imputés aux Soviétiques étaient en grande partie fantaisistes<sup>122</sup>. Néanmoins, Schnieper n'était pas d'accord pour faire l'impasse sur ces questions dérangeantes, ainsi que le souhaitait Gmür.

Mais à la fin de l'année 1946, l'emprise des journalistes les plus fidèles à l'URSS sur la rédaction du *Vorwärts* devint de plus en plus difficilement acceptable, si bien que Schnieper choisit de démissionner de la rédaction, puis, quelques semaines plus tard, du parti<sup>123</sup>. Quant à Hirsch Surava, s'il continua de collaborer au *Vorwärts* jusqu'à sa rupture publique avec le PST en 1948, ce fut désormais dans une ambiance pesante, car il était soupçonné de « trotskisme » en raison de ses opinions trop critiques vis-à-vis de la politique soviétique<sup>124</sup>.

Dans l'intervalle, l'image de l'URSS en Europe occidentale continua de se dégrader, à mesure que les tensions de guerre froide augmentaient. En février 1946, Staline avait durci le ton face à l'Ouest dans son discours du Bolchoï, prélude à la doctrine des « deux blocs irréconciliables », qui, en septembre 1947, remplaça celle de la grande alliance antifasciste des démocraties. Les dirigeants du PST s'alignèrent sur cette rhétorique plus agressive.

L'alignement de plus en plus prononcé du PST sur l'URSS se manifesta notamment par un ralliement à la politique jdanovienne, du nom du nouvel homme fort de la politique culturelle soviétique, Andreï Jdanov, qui affichait un dogmatisme particulièrement appuyé. Dès 1947, dans la revue théorique du parti en Suisse francophone, les dirigeants du PST se livrèrent ainsi à des attaques de plus en plus acides contre des écrivains liés à la gauche non communiste. Cette orientation contrastait, une fois de plus, avec celle qui prévalait en 1945, année où la revue théorique du PST *Socialisme*, dans son numéro de juillet, faisait l'éloge en vrac du journal de centre-gauche *Die Nation*, de la revue *Traits* dirigée par Edmond Gilliard ou encore de l'écrivain bernois Loosli, tout en citant longuement le discours de Maurice Thorez d'avril 1936, dans lequel le dirigeant communiste tendait la main aux catholiques.

122. Lettre de Schnieper à Karl Barth, 28 septembre 1945, SL, fonds X. Schnieper, doss. 215. Ragaz estimait aussi que les Soviétiques n'étaient pas les principaux responsables du massacre de Katyn. Voir « Schweizerisches », *Neue Wege*, mars 1945.

123. Lettre de Schnieper à Edgar Woog, 6 novembre 1946 et à la direction du Parti du travail, 3 décembre 1946, SL, fonds X. Schnieper, doss. 229.

124. Hirsch Surava, « Auch ich wählte die Freiheit », *Die Tat* 28 juin 1948.

Dans le cadre du tournant jdanovien, les dirigeants du PST de Suisse francophone firent preuve d'un fort mimétisme par rapport à leurs homologues français. Si le journal culturel du PCF *Les lettres françaises* saluait, dans l'immédiat après-guerre, des écrivains de la gauche non communiste comme des artistes sincères, désireux de reconstruire la nation meurtrie avec toutes les forces démocratiques de bonne volonté, dès 1947, la revue multiplia au contraire ses attaques contre des écrivains comme Gide, Malraux ou Sartre<sup>125</sup>.

Lors de sa rupture avec le parti en 1948, le journaliste Hirsch Surava dénonça cette montée en puissance de l'anti-intellectualisme dans le PST :

L'intellectuel ressent cette méfiance aussitôt, lorsqu'il se rend à une assemblée de parti et y prend la parole. [...] Ce n'est pas étonnant si l'ancien Parti communiste suisse, avec les années, a été épuré de la plupart de ses intellectuels.<sup>126</sup>

Hirsch Surava regrettait aussi que le PST fit preuve désormais d'une telle méfiance face aux intellectuels, au lieu de mettre en valeur les « extraordinaires personnalités » qui gravitaient autour de l'organisation, tel Hans Mühlestein, spécialiste de l'art étrusque et romancier<sup>127</sup>.

Le tournant jdanovien conduisit également à la disgrâce de Georg Lukács, l'un des intellectuels de l'Est les plus célèbres sur le plan international, véritable ambassadeur du marxisme soviétique à l'Ouest, dont on a déjà relevé la présence remarquée lors des Rencontres internationales de Genève en 1946<sup>128</sup>. Cette disgrâce de Lukács, relayée en Suisse par une campagne de la presse du PST, suscita, là encore, l'incompréhension parmi les intellectuels helvétiques sympathisants de l'URSS<sup>129</sup>. Quant à l'écrivain Arthur Koestler, qui avait rompu avec l'URSS à la suite des procès de Moscou, il était désormais considéré comme un « trotskiste », c'est-à-dire, aux yeux des rédacteurs de *Socialisme*, comme un « fasciste »<sup>130</sup>. Ici, les rédacteurs de la revue théorique du PST adhéraient au mythe diffusé par la propagande

125. Surya, 2004, pp. 184-186.

126. Hirsch Surava, « Auch ich wählte die Freiheit », *Die Tat*, 28 juin 1948 (m. t.)

127. Sur Mühlestein, voir Kuster, 1984.

128. Voir un éloge de Lukács dans la sociale-démocrate *Rote Revue* de juillet 1948, qui témoigne du respect que le philosophe inspirait au-delà des rangs communistes.

129. Lettre du rédacteur de l'*Arbeiter-Zeitung* (signature illisible) à Fritz Lieb, 21 juin 1950, UB, fonds F. Lieb, Aa 41.

130. M. H. [Maximilien Horngacher], « Le trotskiste et les gogos », *Socialisme*, septembre 1946.

de l'Internationale communiste dès les années 1930, concernant un supposé « complot hitléro-trotskiste ». La critique de Hirsch Surava dirigée contre les dirigeants du PST lors de sa rupture publique avec celui-ci en 1948 apparaissait ainsi comme de plus en plus fondée, à mesure que les clivages de la guerre froide s'intensifiaient, soit : « Celui qui ne marche pas avec eux, est un fasciste ou un réactionnaire. »<sup>131</sup>

Ce durcissement des positions du PST sur le plan politico-culturel allait de pair avec une fidélité accrue à la diplomatie soviétique. En particulier, Staline exigea une discipline renouvelée des organisations sœurs en Europe après la rupture de l'URSS avec la Yougoslavie titiste, au cours du premier trimestre 1948. Cette scission entraîna l'interruption de l'aide soviétique à destination de la Yougoslavie, amenant Tito à se tourner vers les crédits du Plan Marshall. Ce choix ne manqua pas de donner des arguments aux communistes dans leur nouvelle croisade idéologique anti-titiste<sup>132</sup>.

La scission entre Staline et Tito suscita le désarroi chez nombre d'intellectuels sympathisants du PST, qui percevaient avec sympathie l'expérience yougoslave. D'une part, parce que Tito était considéré comme un héros de la Résistance antinazie, de l'autre, parce que la valorisation, par les dirigeants titistes, des pratiques autogestionnaires apparaissait comme une voie prometteuse par rapport à l'étatisme autoritaire du régime soviétique, qui suscitait la méfiance, même parmi les sympathisants.

La *NZZ* ne se trompait donc pas en soulignant, avec satisfaction, l'affaiblissement du communisme prosoviétique helvétique à la suite des dissensions croissantes provoquées par la rupture entre Tito et l'URSS parmi les membres et sympathisants du PST :

Lorsque le Kominform [organisation internationale regroupant, sous la direction du pouvoir soviétique, les Partis communistes, de 1947 à 1956] décida l'excommunication de la Yougoslavie, il régnait entre les extrémistes de gauche suisses et yougoslaves la plus belle entente.<sup>133</sup>

Rares furent les intellectuels sympathisants de l'URSS qui s'alignèrent en silence sur la position de Moscou au nom de la dis-

131. Hirsch Surava, « Auch ich wählte die Freiheit », *Die Tat*, 18 juin 1948 (m. t.)

132. Judt, 2007, pp. 180-181.

133. *NZZ*, « Kommunistisches Allerlei. Vom Helmhaus nach Ruchacker », 5 août 1948 (m. t.)



cipline de parti. Ce fut pourtant le cas d'un Fritz Heeb, avocat et membre du comité de rédaction du *Vorwärts*, qui envisageait jusqu'alors l'expérience yougoslave avec sympathie et qui avait émis des doutes quant au bien-fondé de la ligne anti-titiste au sein des instances du PST. Heeb réprimera publiquement son désarroi concernant la ligne du parti jusqu'en 1956, lorsque l'invasion militaire de la Hongrie l'amena à rompre avec celui-ci.

À Bâle en particulier, où le rayonnement du PST dans les milieux intellectuels était important, les conséquences de la rupture entre Staline et Tito furent significatives. La trajectoire du professeur d'histoire de la théologie à l'Université de Bâle Fritz Lieb offre une bonne illustration de l'impact des événements internationaux sur les sympathisants de l'URSS. Lieb, âgé de 53 ans en 1945, était député socialiste au Grand Conseil de Bâle-Ville, mais également président de l'Association Suisse-URSS et partisan d'une alliance durable de son parti avec le PST. Il était en outre un intellectuel reconnu à Bâle, en particulier dans les milieux protestants, lui-même étant de confession réformée et issu d'une famille de pasteurs. L'universitaire bâlois entretenait enfin des liens amicaux avec des auteurs allemands de gauche comme Bertolt Brecht et Heinrich Mann.

Lieb avait exprimé son admiration pour les réalisations soviétiques dans un ouvrage paru en 1945, dans lequel il soulignait que « le peuple soviétique veut collaborer à l'édifice de l'humanité dans le sens d'un humanisme européen. Mieux, il a conscience d'être l'avant-garde de cette œuvre, au service de l'humanité entière. »<sup>134</sup> Quoique la presse du PST, au nom du « matérialisme athée », se fût démarquée des analyses de Lieb, elle n'en avait pas moins salué cette publication, tout en espérant que les milieux ecclésiastiques « n'entretiennent pas la conjuration du silence » à son endroit<sup>135</sup>. Après quelques mois d'hésitation à la suite de la rupture entre l'URSS et la Yougoslavie – période durant laquelle, de surcroît, Lieb enseignait dans une université berlinoise, en zone soviétique, comme professeur invité – le protestant bâlois finit par prendre parti pour le régime de Tito, lors d'une conférence tenue à Belgrade<sup>136</sup>.

134. Lieb, 1947 [1945], p. 243.

135. Compte-rendu non signé, *Socialisme*, juin 1946.

136. *Voix ouvrière*, « Suisse-URSS et les déclarations de M. Lieb », 8 août 1950. La presse suisse donna un large écho aux déclarations de Lieb au nom de l'antisoviétisme, voir les articles dans le fonds Chantre aux ACV, PP 286/22. Lieb fut remplacé à la présidence de Suisse-URSS par un fidèle du PST jusqu'en 1956, le peintre et député de Bâle-Ville Paul Camenisch.

Le virage antisoviétique de Lieb s'explique peut-être aussi par les témoignages qu'il recevait alors de la part de nombreux correspondants, liés notamment aux Églises protestantes ou orthodoxes dans la zone soviétique de l'Allemagne et dans les pays de l'Est occupés par l'Armée rouge. En effet, ses correspondants jugeaient souvent avec sévérité la tutelle soviétique. Ainsi, en janvier 1948, Lieb reçut une longue lettre rédigée par un jeune protestant allemand de Dresde. Ce dernier – tombé par hasard sur un essai récemment publié par le professeur bâlois, consacré à l'« homme russe » perçu à travers l'œuvre des écrivains Fiodor M. Dostoïevski et Vladimir Soloviev – s'adressait à Lieb pour souligner que sa propre admiration pour le « peuple et la culture russes » avait été mise à rude épreuve par la « terrible cruauté » dont faisaient preuve les soldats de l'Armée rouge dans sa ville natale<sup>137</sup>.

Si la presse du PST avait déployé, dans les premiers mois suivant la création du parti, de grands efforts pour mettre en valeur le réseau de compagnons de route qui gravitaient autour de l'organisation, désormais, elle ne prenait plus guère de ménagements à l'égard d'intellectuels coupables de telles déviations politiques :

Pour nous, démocrates suisses, l'attitude de M. Lieb doit servir d'avertissement. Elle doit nous rappeler que le danger titiste existe partout [...] nous avons le devoir d'être vigilants et d'empêcher les agents de Tito en Suisse de faire leur méprisable besogne de désagrégation [...] dirigée contre le monde du travail.<sup>138</sup>

Le revirement politique de Lieb, comme d'autres prises de position en faveur de Tito émanant d'anciens compagnons de route de l'URSS, suscita des débats animés au sein de la gauche alémanique, y compris dans les rangs du PSS, dont les membres n'étaient pas toujours acquis à l'anticommunisme intransigent de la direction. Ainsi, le psychologue Franz Keller, membre du PSS et proche du courant socialiste religieux, se déclara « bouleversé » par les prises de position de Lieb<sup>139</sup>. Parmi les « dizaines de livres » qu'il avait lus jusqu'alors sur « la Russie », ceux de l'auteur bâlois comptaient parmi les « plus profonds ». Quoique Keller se considérât

137. Lettre d'Alfons Vogt à Fritz Lieb, 17 janvier 1948, UB, fonds F. Lieb, Aa 1150 (m. t.) ; voir aussi Lieb, 1947.

138. *Voix ouvrière*, « Le cas du professeur Lieb », 8 août 1950.

139. Lettre de Keller à Lieb, 12 septembre 1950, UB, fonds F. Lieb, Aa 557 (m. t.)

comme un « ami critique de l'Union soviétique », il estimait que les nouvelles thèses de Lieb étaient dangereuses, car elles apportaient de l'eau au moulin de l'« hystérie anticommuniste occidentale ». Celle-ci justifiait à son tour un « réarmement massif » et accroissait les risques d'une troisième guerre mondiale. Selon un raisonnement que nous avons déjà mentionné, la lutte pour la paix prenait ici le pas sur les critiques contre la politique stalinienne. Et même si Keller jugeait « excessives » les accusations de trahison portées par l'URSS contre Tito, pour sa part, il n'aurait jamais pu être « titiste », vu la responsabilité de ce dernier dans l'échec de la révolution en Grèce<sup>140</sup>.

Lieb reçut en revanche des félicitations pour sa prise de distance par rapport à l'URSS de la part du conseiller fédéral Max Petitpierre. Les deux hommes se connaissaient par leur engagement au sein de l'Église réformée, et surtout par leur commune appartenance à l'association étudiante Zofingue, qu'ils avaient assidûment fréquentée durant leurs études. Ce passé commun semble avoir créé entre eux des liens plus forts que leurs divergences politiques : « Je suis heureux [...] que tu détestes de plus en plus le totalitarisme. Je pense aussi qu'il représente actuellement le plus grand danger qui pèse sur l'humanité », lui écrivit ainsi le conseiller fédéral radical<sup>141</sup>.

Lieb lui avait exposé ses doutes concernant le Parti du travail et les communistes d'Europe occidentale, se disant (dans un français approximatif) :

Poursuivi d'une inquiétude croissante des événements politiques [...] Au sein du parti socialiste, j'ai essayé à faire opposition à une attitude nettement hostile contre l'URSS [...] Je suis confirmé de plus en plus que l'URSS est avec tout son esprit et son organisation hiérarchique [...] l'héritier de l'empire byzantin qui a enfoncé des racines profondes dans tous les peuples de l'Europe orientale – empire renouvelé par un rationalisme et un technicisme moderne et une idéologie plus ou moins marxiste. Ce n'est pas ce totalitarisme de l'Est (pour l'Est) en soi qui m'inquiète, mais la naïveté de nos communistes de l'Ouest qui acceptent tout

140. Sur ce dernier point, Keller se laissait tromper par la propagande stalinienne. Tito dénonça au contraire l'abandon des communistes grecs par Staline, alors que les forces militaires hostiles aux communistes étaient soutenues par le Royaume-Uni et les États-Unis. Voir Gerolymatos, 2004, p. 225.

141. Lettre de Petitpierre à Lieb, 21 février 1948, UB, fonds F. Lieb, Aa 135.

cela pour eux-mêmes en abandonnant toutes les libertés acquises du monde occidental. De l'autre côté, je regrette la méconnaissance méprisante totale de ce monde de l'Est du côté de nos démocrates de toute couleur.»<sup>142</sup>

Après la rupture de Lieb avec l'URSS, le professeur bâlois pro-titiste et le conseiller fédéral radical se croisèrent lors de réceptions à l'ambassade de Yougoslavie, que Petitpierre fréquentait en tant que chef de la diplomatie helvétique<sup>143</sup>.

Dans les années suivantes, la République de Tito, précisément parce qu'elle avait rompu avec l'URSS, allait susciter de fortes sympathies au sein de l'aile gauche du PSS. À cet égard, les options politiques de Lieb ne représentent donc pas un cas isolé. Ainsi, en 1951, Jules Humbert-Droz revint enthousiaste d'un voyage en Yougoslavie, saluant le sérieux des réformes pour la démocratisation et contre la bureaucratisation qui avaient été entreprises après la rupture avec l'URSS<sup>144</sup>. Il proposa dans la foulée que le PSS intensifie ses activités de solidarité et d'échanges culturels avec la « République fédérative populaire ». Cette proposition fut adoptée, même si elle se heurta à l'hostilité de ce que Humbert-Droz appelait la « droite du parti »<sup>145</sup>. En particulier, la direction du PSS donna son aval à la création d'une société Suisse-Yougoslavie, présidée par l'ancien ambassadeur de Suisse à Belgrade, le social-démocrate Eduard Zellweger.

La fidélité des dirigeants du PST à la ligne soviétique, qui contribua à brouiller les liens avec les intellectuels compagnons de route, ne se manifesta pas seulement à propos de la question yougoslave. Les dirigeants du PST soutinrent également la deuxième vague de procès staliniens, qui s'intensifia après la crise yougoslave, dans la mesure où Staline voulait éviter que l'attitude de Tito ne fasse école dans d'autres PC de l'Est. Peu avant sa prise de position radicalement anti-titiste, Nicole avait ainsi soutenu, dans la *Voix ouvrière*, l'exécution, au terme d'un procès

142. Lettre de Lieb à Petitpierre, 1<sup>er</sup> mars 1948, UB, fonds F. Lieb, Aa135. L'orthographe a été rétablie par mes soins.

143. Lettre de Petitpierre à Lieb, 29 novembre 1951 et les lettres du conseiller de presse de la Légation de la République de Yougoslavie en Suisse, K[?] Dinoïo, à Fritz Lieb, 28 octobre 1949, 3 avril 1950, 5 et 12 juillet 1950, UB, fonds F. Lieb, Aa 135 et 144.

144. «Kurzbericht über meine Reise nach Jugoslawien», avril 1951, BVC, fonds J. Humbert-Droz.

145. Lettre de Humbert-Droz à Vl.[?] Dedijer et R.[?] Colakovic, 22 juillet 1951, BVC, fonds J. Humbert-Droz.

truqué, de Nikola Petkov, un dirigeant politique bulgare issu des milieux paysans, héros de la Résistance antinazie, qui s'opposait à la tutelle soviétique dans son pays<sup>146</sup>. Le fils de Nicole, Pierre, journaliste à la *Voix ouvrière*, surenchérit en affirmant que « l'exécution du traître Petkov porte un coup terrible à toute la politique d'intrigues, de provocations et de sabotage conduite par les gouvernements capitalistes anglo-saxons contre les démocraties populaires à l'Est »<sup>147</sup>.

Les débuts de la guerre froide entraînent donc une vague de distanciation forte vis-à-vis du parti de la part de membres ou de compagnons de route qui s'étaient montrés enthousiastes en 1944-1945, lors de sa création. En 1948, Hirsch Surava constatait qu'« aujourd'hui, le Parti du travail est "épuré" de la plupart de ces intellectuels et artistes, qui, au commencement, étaient représentés en nombre. L'appauvrissement spirituel ne s'exprime pas seulement par le manque de toute vie culturelle à l'intérieur du parti, mais aussi sur le terrain politique. »<sup>148</sup>

Lors de sa rupture publique avec le parti cette année-là, Hirsch Surava publia une série de 24 articles dans le journal *Die Tat*, organe de l'Alliance des Indépendants, intitulés « Moi aussi j'ai choisi la liberté »<sup>149</sup>. Il s'agissait d'une référence à l'ouvrage de Viktor Kravchenko, publié à New York en 1946 sous le titre *I Chose Freedom*, qui suscita rapidement un débat nourri dans le monde occidental. Ancien capitaine de l'Armée rouge, Kravchenko avait fui l'URSS en 1944 et demandé l'asile politique aux États-Unis. Son livre contenait une série d'informations documentées sur le système concentrationnaire soviétique et le travail forcé<sup>150</sup>.

Dans ces articles, Hirsch Surava soulignait que les citoyens se trouvaient aujourd'hui devant un choix crucial :

On questionne aujourd'hui avec raison l'attitude d'un Suisse en 1940. Probablement se demandera-t-on de la même manière dans dix ou dans vingt ans : dis-moi ce que tu as dit et écrit en 1948, et je te dirai qui tu es.<sup>151</sup>

146. Judt, 2007, p. 168.

147. Cité par Jeanneret, 2002, p. 82.

148. Hirsch Surava, « Auch ich wählte die Freiheit », *Die Tat*, 29 juin 1948 (m. t.)

149. Hirsch Surava, « Auch ich... », *Die Tat*, numéros du 17 juin au 14 juillet 1948.

150. La rupture de Kravtchenko avec le stalinisme ne signifiait pas de sa part un alignement sur le modèle capitaliste. Voir Kern, 2007, pp. 494 sq.

151. Hirsch Surava, « Auch ich wählte die Freiheit », *Die Tat*, 17 juin 1948 (m. t.)

Le journaliste dénonçait ensuite l'absence d'une véritable démocratie interne dans le PST, sous l'influence du modèle soviétique qui n'avait, à ses yeux, plus rien à voir avec le communisme démocratique de Marx et Engels<sup>152</sup>. Dès le début, constatait Hirsch Surava avec amertume, le PST était dirigé en sous-main par des anciens du PCS qui, malgré les gestes d'ouverture du parti vers les milieux progressistes au sens large, lui imprimaient une ligne unilatéralement prosoviétique<sup>153</sup>.

Outre ceux qui rompirent avec le PST de leur propre chef, comme Hirsch Surava ou Schnieper, certains furent exclus du parti, la plupart du temps pour les mêmes raisons, parce qu'ils devenaient trop critiques vis-à-vis de la dépendance du PST envers l'URSS. Certains parmi ceux qui avaient été écartés du PSS en 1944 parce qu'ils affichaient des positions trop ouvertes vis-à-vis du PST et de l'URSS, furent à présent rejetés du PST. Ce fut le cas à Bâle de Carl Miville, ou de Claire et Max Bächlin, qui avaient déjà émis des doutes lors de la subite condamnation du titisme par la direction du parti<sup>154</sup>.

Outre les démissions ou les exclusions liées au tournant stalinien, une explication supplémentaire de l'affaiblissement du PST dans les milieux intellectuels est bien sûr à rechercher dans l'intensification de l'anticommunisme en Suisse, à mesure que les tensions internationales de guerre froide s'accroissaient. Cet anticommunisme de plus en plus prégnant menaçait en effet de conduire les compagnons de route à une marginalisation sociale. L'écrivain Hans Mühlestein, membre du PST, remarquait ainsi qu'en tant que marxiste affirmé, il était quasiment impossible, en 1945, de trouver un emploi académique et un éditeur en Suisse<sup>155</sup>. De même, le peintre Max von Moos, un des principaux représentants du courant surréaliste en Suisse, professeur à l'École des arts appliqués de Lucerne, craignait de perdre emploi et commandes artistiques s'il ne quittait pas le PST : il démissionna finalement en 1947<sup>156</sup>. En 1945 déjà, Xaver Schnieper remarquait dans une lettre à Karl Barth qu'un intellectuel issu d'un milieu bourgeois ou petit-bourgeois comme lui, qui

152. *Ibid.*, 18 juin 1948.

153. *Ibid.*, 28 juin 1948.

154. *Arbeiter-Zeitung*, « Versicht ist verboten », 9 avril 1952.

155. « Autobiographische Notizen », 20 septembre 1964, ZB, fonds H. Mühlestein, doss. 1; voir aussi sa lettre à Artur Baumgarten, 26 juin 1950, où il lui fait part de ses difficultés matérielles, ZB, fonds H. Mühlestein, doss. 93.

156. Le passage de Von Moos au PST l'aurait pourtant empêché d'être nommé professeur durant les années 1950, à en croire la lettre de Schnieper à Hans Rogger, 17 novembre 1959, SL, fonds X. Schnieper, doss. 215.

adhérait à un parti comme le PST, se condamnait, dans un canton comme Lucerne, à l'isolement social :

Que l'adhésion à un tel parti revienne à mettre une croix sur soi-même (pour parler de manière imagée) est indiscutable.<sup>157</sup>

En 1945, Schnieper percevait pourtant cette exclusion sociale comme une épreuve qu'il devait accomplir en chrétien :

... cette croix symbolique est synonyme d'acceptation de la croix christique.<sup>158</sup>

Après avoir quitté le parti à fin 1946, l'épreuve continua, dans la mesure où Schnieper eut beaucoup de difficultés à retrouver du travail et fit l'objet d'un procès pour espionnage en 1953, sur lequel nous aurons l'occasion de revenir dans la partie suivante de cette étude, consacrée aux années 1950. Les dirigeants du PST justifèrent la vague de départs du parti, après 1947, par la pression de l'anticommunisme bourgeois, ce qui permettait d'esquiver les critiques de gauche contre le stalinisme<sup>159</sup>.

Malgré cette vague de départs et d'exclusions qui affaiblit considérablement le PST et le transforma en une organisation beaucoup plus monolithique par rapport à la composition hétérogène qui prévalait dans les mois qui suivirent sa fondation, certains intellectuels plus ou moins hétérodoxes continuèrent à graviter autour du parti. Ce fut le cas de l'éditeur zurichois Theodor (Theo) Pinkus, qui s'imposa comme une figure jusqu'à un certain point anticonformiste au sein de l'organisation<sup>160</sup>. Ancien du PCS dont il avait été exclu en 1942, durant la période de clandestinité, car il était soupçonné d'activités fractionnelles, puis à nouveau exclu du PSS en 1950 en raison de ses positions prosoviétiques (il avait notamment fêté le 1<sup>er</sup> mai 1948 à Prague), il avait adhéré au PST dans la foulée<sup>161</sup>. Quoiqu'il

157. Lettre de Schnieper à Barth, 28 septembre 1945, SL, fonds X. Schnieper, doss. 215 (m. t.)

158. *Idem*.

159. Une telle argumentation est développée lors du départ du juriste Frank Weiss, proche du trotskisme, qui avait adhéré au PST en 1945 avec l'espoir de participer à la construction d'un parti pluraliste à la gauche du PSS: *Vorwärts*, « Zu einem Austritt aus der Partei », 25 mai 1948.

160. Lüscher et Schweizer, 1987; Vuilleumier, 1993, pp. 77-90.

161. Pinkus avait pourtant toujours été fidèle, jusqu'en 1942, à la ligne du Parti communiste, soutenant le pacte germano-soviétique; il fut vraisemblablement la victime collatérale des tensions entre Hofmaier et Humbert-Droz au sein du PCS clandestin. Voir Lüscher et Schweizer, 1987, p. 238.

fût resté prosoviétique, son exclusion du PCS durant la guerre l'avait rendu prudent par rapport à une ligne stalinienne sectaire. Pinkus avait ainsi posé comme condition à son adhésion au PST qu'une commission de contrôle du parti le réhabilite par rapport aux accusations d'activités fractionnelles qui avaient motivé son exclusion de 1942<sup>162</sup>.

En 1947, Pinkus avait fondé la revue *Zeitdienst*, en collaboration avec des sociaux-démocrates de gauche opposés à la montée en puissance de l'anticommunisme au sein du PSS, tel le socialiste religieux membre du PSS Hugo Kramer. La création de cette revue constituait une autre manifestation des résistances déjà signalées que suscita la politique de plus en plus anticommuniste de la direction du PSS<sup>163</sup>. De fait, les éditorialistes de la droite considéraient certains des rédacteurs de *Zeitdienst* comme d'autant plus dangereux qu'ils formaient un noyau de supposés cryptocommunistes au sein du PSS<sup>164</sup>.

Pinkus poursuivit son engagement au sein de cette revue, en dépit de son adhésion au Parti du travail, et surtout, bien que *Zeitdienst* prît une orientation contraire à celle du PST sur une série de questions importantes. La revue adopta en effet des positions favorables à la Yougoslavie titiste et dénonça, sous l'impulsion de Hugo Kramer, certains des procès staliniens de l'après-guerre auxquels, on l'a vu, un dirigeant comme Léon Nicole apportait un soutien sans faille. Les intellectuels regroupés autour de la revue *Zeitdienst* étaient influencés par la scission du Labour emmenée par Konni Zilliacus, parlementaire britannique exclu du parti social-démocrate en 1949, parce qu'il s'opposait à l'entrée du Royaume-Uni dans l'OTAN, et par ailleurs soutien de Tito<sup>165</sup>. Malgré ses positions hétérodoxes, Pinkus demeurait réticent à rompre ses attaches avec le PST et le bloc soviétique, notamment parce qu'il avait établi des liens d'affaires étroits avec l'Allemagne de l'Est dans le domaine de l'édition<sup>166</sup>.

Si un militant du PST comme Pinkus put participer à une entreprise hétérodoxe par rapport à la ligne du parti, c'est aussi parce que certains membres de la direction du PST, tel Edgar Woog, n'étaient pas convaincus par la ligne stalinienne imposée aux organisations communistes d'Europe occidentale, en particulier s'agissant du soutien indéfectible à la vague de procès truqués qui avait lieu à l'Est.

162. Lüscher et Schweizer, 1987, pp. 247-248.

163. *Zeitdienst*, «Die Kommunistenhysterie», 25 mars 1950.

164. *NZZ*, «Der Fall Kramer», 17 août 1951.

165. *Zeitdienst*, «Wo steht die Welt?», 22 avril 1950.

166. Gillibert, 2013, p. 333.



Ainsi, Woog n'était pas mécontent que certains membres du PST s'y opposent de manière indirecte, en participant à une revue aux côtés d'intellectuels de gauche non staliniens<sup>167</sup>. Le malaise de Woog provenait en particulier de ce qu'il connaissait personnellement un certain nombre de victimes des procès staliniens, tel le communiste d'origine étatsunienne Noël Field, qui avait longtemps vécu en Suisse, ou encore la communiste zurichoise Antonia (Toni) Drittenbass, arrêtée en Hongrie en marge du procès contre László Rajk, et décédée en prison, faute de soins médicaux<sup>168</sup>.

En dépit de la présence de ces marxistes anticonformistes dans et autour du PST, la polarisation du débat politique sur un mode binaire, impliquant la caricature systématique des positions politiques de l'adversaire, tendance que l'on retrouvait désormais aussi bien dans les milieux bourgeois ou sociaux-démocrates que dans les milieux prosoviétiques, affaiblit considérablement les possibilités de mener des débats approfondis au sein de la gauche. En même temps, comme on aura l'occasion de le voir, la recherche d'une troisième voie, d'une sortie par le haut par rapport à cette vision du monde manichéenne devint, dès le début de la guerre froide, une préoccupation des intellectuels de gauche à la recherche d'un horizon qui ne se satisfasse ni des perspectives institutionnelles et atlantistes de la direction du PSS, ni de la perspective stalinienne du PST.

### LES COURANTS SOCIALISTES RELIGIEUX

En Suisse comme ailleurs en Europe occidentale, pour ce qui est de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, et sans doute jusque dans les années 1960, les courants de la gauche religieuse jouèrent un rôle important dans l'histoire des mouvements progressistes. Le poids des intellectuels chrétiens en Europe occidentale fut d'autant plus important dans ces années que le sentiment religieux restait fort au sein des populations du continent<sup>169</sup>. En Suisse, l'influence des syndicats chrétiens augmenta ainsi dans le monde du travail, leurs effectifs passant de 45 000 membres en 1945 à 73 000 dix ans plus tard<sup>170</sup>.

167. Lüscher et Schweizer, 1987, pp. 278-282.

168. Hodos, 1987, p. 134; Bernd-Rainer *et al.*, 2005, p. 872.

169. Judt, 2007, p. 277.

170. Longchamp, 2014, p. 624. Les effectifs des syndicats chrétiens restaient toutefois nettement plus faibles que ceux de l'Union syndicale suisse, dont les organisations comptaient 404 000 membres en 1955.

Parmi les courants de la gauche religieuse helvétique, le protestantisme occupait une place prépondérante. En effet, au sortir de la guerre, les régions catholiques du pays demeuraient démographiquement faibles, qui plus est agraires et, sur le plan politique, conservatrices<sup>171</sup>. Comme le soulignait le catholique de gauche lucernois Schnieper dans un entretien après la guerre :

À Lucerne, quasiment jusqu'à la Seconde Guerre, l'Église et le conservatisme politique ne faisaient qu'un. [...] Dans mon enfance, je me souviens que le curé à Emmen [petite ville du canton de Lucerne] prêchait assez souvent que tous les libéraux iraient en enfer [...] Être à gauche revenait presque à trahir la patrie.<sup>172</sup>

Si de fortes personnalités catholiques de gauche s'affirmèrent pourtant dans le pays, il s'agissait donc d'individus relativement isolés dans leur canton, tel le prêtre Clovis Lugon en Valais (1907-1991), fasciné par la « République communiste chrétienne » des Indiens guaranis en Amérique du Sud, que les missionnaires jésuites avaient évangélisés dès le XVII<sup>e</sup> siècle. Cette expérience apparaissait au prêtre sédunois comme un modèle de syncrétisme heureux entre christianisme et communisme<sup>173</sup>. Les propos parfois critiques de Lugon tenus en chaire, notamment à l'égard des dépenses militaires, firent l'objet de nombreuses lettres courroucées, adressées par des fidèles à l'évêque<sup>174</sup>. Les orientations politiques de celui que la presse valaisanne nommait le vicaire rouge amenèrent la hiérarchie catholique à le maintenir sa vie durant à un poste subalterne de vicaire, alors que ce dernier est normalement promu curé après quelques années d'activité<sup>175</sup>.

L'isolement intellectuel des catholiques de gauche fut sans doute davantage marqué en Valais qu'à Fribourg ou Lucerne, deux cantons fortement conservateurs, mais ayant du moins le statut de chefs-lieux universitaires. Ainsi, en Suisse centrale, s'était formé en 1936 un

171. Cette réalité sociale était toutefois en train de changer, avec l'essor démographique important du catholicisme dans les cantons protestants urbanisés, en particulier en raison de l'immigration italienne. Voir Blanc et Reymond, 1986, p. 181.

172. Retranscription d'un entretien non daté, p. 3, SL, fonds X. Schnieper, doss. 9 (m. t.) Schnieper soulignait encore combien le terreau lucernois fut fertile durant la guerre pour les idées du cathofasciste belge Léon Degrelle.

173. Lugon, 1949.

174. Quarroz, 2012, p. 5.

175. *Ibid.*, p. 24. La position de Lugon au bas de la hiérarchie ecclésiastique correspondait à ses idéaux, et il ne semble pas qu'il se soit plaint de cette relégation.

groupe de jeunes intellectuels catholiques progressistes, qui s'étaient connus sur les bancs de l'école religieuse de Stans (Nidwald), non loin de Lucerne. Parmi eux, il y avait notamment Xaver Schnieper, qui devint par la suite rédacteur du *Vorwärts*<sup>176</sup>. Les membres de ce groupe s'étaient élevés, dans la revue *Entscheidung*, contre le tournant autoritaire adopté par des secteurs majoritaires du catholicisme politique de Suisse, aussi bien au sein du courant conservateur que parmi l'aile dite chrétienne sociale<sup>177</sup>. Pourtant, à l'image du personnelisme de Mounier dans les années 1930, le groupe refusait une affiliation à la gauche, car il voulait être au-dessus des clivages politiques<sup>178</sup>.

Il n'en reste pas moins que ces jeunes catholiques furent rapidement associés à la gauche par l'*establishment* conservateur lucernois, en raison de leur orientation antifasciste et leur dénonciation de l'antisémitisme. Ce diagnostic fut confirmé, aux yeux de ces mêmes milieux, par leur adhésion au mouvement des Lignes directrices en 1937. L'année suivante, *Entscheidung*, conjointement avec la revue des amis d'*Esprit* en Suisse romande, publia un appel dénonçant les accords de Munich et la menace nazie, soulignant qu'après la Tchécoslovaquie, la Suisse risquait d'être à son tour démembrée par Hitler<sup>179</sup>. Le groupe trouva par la suite des relais parmi les catholiques de Bâle et Zurich, quoique la mobilisation de l'armée suisse mît un terme à l'expérience de la revue *Entscheidung*.

Si, en 1949, plusieurs parmi les jeunes catholiques qui avaient publié *Entscheidung* étaient retournés dans le giron du catholicisme politique dominant, quelques anciens membres du groupe, dont Xaver Schnieper après sa sortie du Parti du travail, réactiverent une éphémère revue catholique progressiste, sous le nom d'*Extempore*<sup>180</sup>. Dans son deuxième numéro, en août 1949, celle-ci dénonçait notamment la répression exercée contre les militants de la gauche grecque et la déportation de certains d'entre eux dans des camps de travail forcé sur des îles des Cyclades<sup>181</sup>. Après que Peter Dürrenmatt, rédacteur en chef des *Basler Nachrichten*, eut qualifié la revue de cryptocommuniste, plusieurs associations catholiques, dont la section lucernoise de Caritas, intervinrent avec succès auprès

176. Töngi, 1997, pp. 8-16.

177. Haag, 1995.

178. «Jenseits von links und rechts», *Die Entscheidung. Eidgenössisches Werk-Blatt*, 1<sup>er</sup> octobre 1936.

179. Amstutz, 1987, pp. 54-55.

180. PV de l'assemblée fondatrice de l'association Extempore, 27 juin 1949, SL, fonds X. Schnieper, doss. 345; Töngi, 1997, p. 9.

181. *Extempore*, «Nebel um Griechenland», août 1949.

de l'éditeur pour lui demander l'arrêt de cette publication<sup>182</sup>. À la lecture de la revue, la « tendance communiste » invoquée par l'éditeur est pourtant loin d'être avérée, ses rédacteurs se distanciant de l'autoritarisme des régimes de l'Est, de même que de la « voie nationaliste » de Tito vers le communisme<sup>183</sup>.

Bien sûr, pour atténuer leur isolement, les catholiques progressistes coopéraient aussi avec des protestants de gauche. C'était le cas du prêtre de Högenschwill (Saint-Gall) Georg Sebastian Huber, partisan de l'œcuménisme, qui collaborait à la revue socialiste religieuse à forte dominante protestante *Neue Wege*<sup>184</sup>. Cette collaboration se compliqua quand l'évêque de Saint-Gall décida, en 1943, d'écarter cette voix critique gênante en l'envoyant occuper un poste subalterne de vicaire dans le village reculé de Flums, où il fut accueilli avec méfiance<sup>185</sup>. Comme Lugon, Huber ne fut jamais promu curé. Cette décision ne constituait pas la première mesure prise contre ce catholique progressiste, qui avait déjà vu trois de ses livres mis à l'index par le Vatican. Ceux-ci avaient été considérés comme trop critiques à l'égard de l'Église romaine, pour laquelle Huber préconisait des réformes proches de celles qui seraient adoptées une vingtaine d'années plus tard dans le cadre du Concile Vatican II, notamment une promotion de l'œcuménisme<sup>186</sup>.

S'agissant du judaïsme, son faible poids démographique en Suisse explique pourquoi les Juifs de gauche organisés en tant que tels ne jouèrent qu'un rôle marginal dans la vie politique et intellectuelle du pays. Les petits groupes qui faisaient vivre ce courant se subdivisaient en deux tendances principales, celles-ci recoupant des orientations divergentes à l'échelle européenne. D'un côté, on trouvait une petite antenne helvétique de l'organisation socialiste juive, opposée au sionisme, l>Allgemeine Jüdische Arbeiter Bund (dit Bund)<sup>187</sup>. De l'autre était organisé un groupe de mili-

182. L'éditeur interrompt l'impression de la revue au motif que son « contenu éditorial recèle une tendance communiste », voir lettre de la direction de la C. J. Bucher AG (Lucerne) à la rédaction d'*Extempore*, 20 décembre 1949 et lettre de Hans Studer à Rudolf Roessler, 21 décembre 1949, SL, fonds X. Schnieper, doss. 348.

183. *Extempore*, « Der Fall Jugoslawien », 15 octobre 1949 (m. t.) ; voir aussi la lettre de Schnieper à Hans Studer, 22 décembre 1949, ainsi que la lettre de la rédaction d'*Extempore* aux abonnés de la revue, 4 mars 1950, SL, fonds X. Schnieper, doss. 348.

184. Quoique dominés par des protestants, les socialistes religieux regroupés autour des *Neue Wege* bénéficiaient de la collaboration de catholiques et de Juifs. Voir Spieler et al., 2009, pp. 130-131 et 122-123.

185. Baumgartner, 1999, pp. 69-70.

186. *Ibid.*, pp. 40-42.

187. Picard, 1997, pp. 270-273.

tants sionistes de gauche, proches de l'organisation d'orientation sociale-démocrate Poale Zion. Celle-ci, sur le plan international, avait été fondée au début du siècle, lorsque le *Bund* décida de rejeter le sionisme. L'antenne suisse du Poale Zion était concurrencée, sur sa gauche, dès les années 1930, par quelques militants se réclamant de l'organisation sioniste de gauche radicale, d'origine polonaise, Hachomer Hatzair<sup>188</sup>. En particulier, un petit groupe du Hachomer Hatzair était présent à Zurich, collaborant ponctuellement avec la gauche marxiste.

La plupart des Juifs de gauche en Suisse étaient des immigrés d'Europe de l'Est, arrivés dès les années 1920. Leurs orientations politiques contrastaient souvent avec celles des Juifs établis dans le pays de plus longue date, qui jouissaient d'un statut socio-économique plus élevé et qui défendaient des orientations politiques souvent plus conservatrices<sup>189</sup>. Pour autant, les plus connus parmi ces Juifs de gauche originaires d'Europe de l'Est, tels les conseillers nationaux membres du PSS Jacques Dicker (1879-1942) ou Valentin Gitermann (1900-1965), ne mettaient guère en avant l'influence du judaïsme dans leur engagement, soit qu'ils ne fussent pas croyants, soit qu'ils voulussent éviter de prêter le flanc aux calomnies diffusées alors par une partie de la droite contre les prétendus judéobolchéviques<sup>190</sup>.

David Farbstein (1868-1953), lui aussi conseiller national du PSS de Zurich (1922-1938), originaire d'une famille de talmudistes immigrée de Varsovie, représentait une exception par rapport à Dicker et Gitermann, dans la mesure où il avait une formation de rabbin – son diplôme était suspendu dans son bureau d'avocat à Zurich – et il s'affirmait clairement comme un sioniste de gauche, proche du groupe helvétique du Poale Zion<sup>191</sup>. Mais les petits groupes sionistes de gauche en Suisse (Poale Zion, Hachomer Hatzair) s'affaiblirent d'autant plus rapidement après 1945 lorsque plusieurs dirigeants de ces organisations émigrèrent en Israël<sup>192</sup>.

Au sortir de la guerre, ce sont donc bien les protestants de gauche qui exerçaient l'influence religieuse la plus marquante au

188. *Ibid.*, pp. 265-267.

189. *Ibid.*, p. 130.

190. Parmi les figures juives de gauche originaires de l'Est de l'Europe, on pourrait aussi évoquer Vladimir Rosenbaum et Benjamin Sagalowitz; tous deux avaient émigré de Biélorussie. Voir Kamber, 2000; Picard, 1997, p. 130; voir aussi Herzl Sviatsky, socialiste puis membre du PST à Genève depuis 1944: Batou, 2012, pp. 449-450.

191. Zweig-Strauss, 2002, pp. 15-20.

192. Picard, 1997, pp. 332 et 467.

sein des courants progressistes. Le protestantisme était d'ailleurs sensible dans les rangs de la gauche au-delà des socialistes religieux proprement dits. En effet, cette religion était perçue par nombre de militants comme un mouvement réformateur et progressiste, par opposition au catholicisme, souvent associé à la réaction. Dans le bureau de Robert Grimm étaient suspendus les portraits de Marx et d'Ulrich Zwingli, que le dirigeant social-démocrate présentait comme ses deux modèles. Zwingli, le célèbre réformateur zurichois qui marqua l'histoire de la Suisse au XVI<sup>e</sup> siècle, était ainsi élevé par Grimm au rang d'un des « intellectuels, protagonistes de la lutte des classes et politiques les plus significatifs de l'histoire de la Confédération »<sup>193</sup>. La dimension pour ainsi dire rédemptrice du prolétariat, présente dans la vision des socialistes religieux protestants, se retrouvait, de manière plus ou moins implicite et sécularisée, dans les conceptions de Grimm. Ce dernier fut en effet marqué par l'œuvre du théologien Leonhard Ragaz et par l'influence d'un socialisme religieux bien implanté en Suisse alémanique dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>194</sup>.

En 1947, le pasteur et docteur en théologie genevois Victor Baroni, d'orientation politique progressiste, citait (en les approuvant) les positions de Ragaz, révélant l'héritage persistant du *Kulturkampf* qui avait déchiré la Suisse dans les années 1870 :

Quoi que nous puissions devoir à la Suisse primitive, celle qui, si l'on nous permet cette image, est née sur le Grütli, elle se serait effondrée et aurait disparu depuis longtemps sans cette force spirituelle de la réforme de Zwingli, qui s'est poursuivie et achevée dans la réforme de Calvin [...] Calvin est l'adversaire le plus rude et le plus puissant du fascisme et du nazisme.<sup>195</sup>

Le catholicisme était souvent critiqué à cette date par les protestants de gauche en raison de ses compromissions avec les régimes fascistes, celui de Mussolini en tête, compromissions que beaucoup de protestants expliquaient en invoquant l'organisation autoritaire de l'Église catholique elle-même, qui, en outre, ne paraissait pas

193. Cité par Holenstein, in B. Degen *et al.*, 2012, p. 98 (m. t.)

194. *Ibid.*, p. 104.

195. Ragaz, cité par Baroni, préface à Schmid-Amman, 1947, p. III. Baroni a sans doute tendance, dans cette préface, à charger l'Église catholique de l'entier des compromissions avec le fascisme et à oublier le rôle ambigu de certains secteurs du protestantisme face à l'extrême droite. Voir Picard, 1997, pp. 77-79 ; sur la persistance de tensions interconfessionnelles dans l'après-guerre : Flury in Altermatt, 1993a, pp. 163-187.

décidée à se réformer en profondeur après la guerre<sup>196</sup>. Il est révélateur qu'au milieu des années 1960, d'anciens proches de Ragaz hésitèrent à publier sa correspondance des années 1944-1945, car le ton fortement anticatholique de celle-ci était jugé politiquement incorrect, à l'heure où l'Église romaine, dans le sillage du Concile Vatican II, venait d'accomplir un tournant œcuménique<sup>197</sup>.

En attendant, l'anticatholicisme protestant encore sensible dans l'après-guerre se retrouvait dans le pamphlet du libéral de gauche Paul Schmid-Ammann, *Le catholicisme politique*, dont on a déjà signalé le succès public lors de sa parution en 1945. Schmid-Ammann, issu d'une famille protestante zurichoise, s'était engagé fortement, dans le cadre du journal *Die Nation* dont il fut un des premiers rédacteurs, en faveur des valeurs démocratiques et libérales mises en cause, dans les années 1930-1940, par des secteurs importants du bloc bourgeois. Certes, l'espoir qu'avait Schmid-Ammann, ingénieur agronome diplômé, de se poser en trait d'union entre le monde ouvrier et le monde paysan dans le cadre du Mouvement des lignes directrices ne se solda pas par le succès espéré, dans la mesure où les représentants politiques de la paysannerie restèrent en majorité hostiles à la gauche<sup>198</sup>. Néanmoins, ce rôle de pivot joué par Schmid-Ammann lui conférait une légitimité importante, en un temps où le monde paysan était glorifié dans le cadre de la Défense nationale et spirituelle. Cette légitimité explique sans doute l'influence non négligeable de cette personnalité dans les débats nationaux, des années 1930 à l'après-guerre<sup>199</sup>.

Schmid-Ammann dénonçait notamment, dans son pamphlet de 1945, les positions adoptées durant la guerre par le journal catholique conservateur lucernois *Vaterland*, un des principaux organes de presse du catholicisme politique suisse, qui avait traîné « dans la boue le professeur Karl Barth alors que celui-ci nous rendait attentifs aux dangers du nazisme »<sup>200</sup>. Le pamphlet de Schmid-Ammann contenait certes aussi des critiques contre l'Église protestante qui « s'est faite trop souvent servante de l'État » et qui « ne proteste pas, comme il le faudrait, contre [...] les iniquités sociales. [...] N'est-il

196. Voir l'exemple de Ragaz: Spieler *et al.*, 2009, pp. 123-134.

197. Lettre de Paul Schmid-Ammann à Arthur Rich, 8 novembre 1965, Archiv für Zeitgeschichte (désormais AfZ), fonds P. Schmid-Ammann, doss. 99.

198. Lettre de Paul Schmid-Ammann à Jean Schorer, 18 octobre 1946, AfZ, fonds P. Schmid-Ammann, doss. 87.

199. Bundi et Jacomet, 1997, p. 16.

200. Schmid-Ammann, 1947, p. 115.

pas décevant, par exemple, que les cercles officiels du protestantisme se soient écartés, comme ils l'ont fait, de Leonhard Ragaz, cette pure figure du spiritualisme suisse?»<sup>201</sup> Comme Schmid-Ammann le remarquait durant la rédaction de son ouvrage, dans une lettre au professeur de théologie bâlois, proche du PSS, Karl Ludwig Schmidt, il ne s'agissait pas seulement de «provoquer une polémique de type *Kulturkampf*», mais aussi de permettre à la population de comprendre la manière dont «ce catholicisme politique était devenu une force de premier ordre grâce à l'attitude démissionnaire de la droite libérale»<sup>202</sup>.

De fait, dans son ouvrage, Schmid-Ammann se focalisait avant tout sur l'influence politique pernicieuse du catholicisme, allant jusqu'à prendre parti pour les articles d'exception présents dans la Constitution. Cet héritage du *Kulturkampf*, qui fut aboli en votation populaire en 1973 seulement, interdisait notamment l'ordre des Jésuites en Suisse. Schmid-Ammann justifiait ces dispositions discriminatoires en pointant le danger représenté par l'infiltration «subreptice» des disciples d'Ignace de Loyola dans le pays<sup>203</sup>. Cette orientation avant tout anticatholique du livre de Schmid-Ammann constituait aussi, sans doute, une de ses faiblesses, dans la mesure où elle l'amenait à sous-estimer, entre autres, l'existence d'un anti-sémitisme de droite qui allait au-delà des rangs catholiques<sup>204</sup>.

Reste que les thèses de Schmid-Ammann sur le catholicisme politique étaient représentatives d'une opinion fortement enracinée parmi les protestants progressistes. Victor Baroni remarquait ainsi que «l'Église catholique romaine, si vénérable qu'elle soit, porte en elle-même, à côté de vérités religieuses, un principe impérialiste...»<sup>205</sup> En Suisse romande, les Éditions Labor et Fidès se hâtèrent de traduire l'ouvrage de Schmid-Ammann, afin qu'il puisse paraître avant la canonisation de Nicolas de Flue, «ne serait-ce que pour la satisfaction d'avoir troublé la joie des calo-

201. *Ibid.*, pp. 134-135. Ragaz l'avait conseillé lors de la rédaction de l'ouvrage, et les deux hommes s'étaient communiqué des discours profascistes de catholiques conservateurs. Voir lettre de Ragaz à Schmid-Ammann, 18 octobre 1944, AfZ, fonds P. Schmid-Ammann, doss. 104.

202. Lettre de Schmid-Ammann à Schmidt, 24 juillet 1945, AfZ, fonds P. Schmid-Ammann, doss. 87 (m. t.)

203. Schmid-Ammann, 1947, p. 124. S'agissant de la situation française, l'auteur modérat toutefois ses propos : «Pour être justes, reconnaissons que, parmi [les résistants], se trouvent un grand nombre de catholiques français.», *ibid.*, p. 43.

204. Voir la critique d'Altermatt, 2004, p. 42.

205. Préface à Schmid-Ammann, 1947, p. IV.



tins »<sup>206</sup>. Quant au socialiste religieux Hugo Kramer, commentant la parution du livre de Schmid-Ammann, il soulignait, dans le sillage de ce dernier, que le catholicisme de « l'Église du Pape » était « dans son essence autoritaire », par opposition au protestantisme, plus ouvert au libéralisme et au socialisme<sup>207</sup>.

De fait, nombre de protestants de gauche, à la suite du pasteur Paul Pflüger (1865-1947), avaient adhéré au PSS et influençaient la vie de ce parti. Ainsi, Karl Barth – né en 1886 dans une famille de la bourgeoisie bâloise, et dont le père était un théologien conservateur – avait collaboré à la presse du Parti socialiste dès 1911, alors qu'il était pasteur en Argovie. En 1914, le soutien d'un important contingent de théologiens protestants alémaniques au Kaiser écoeura le jeune Barth et fut un événement décisif dans son évolution vers la gauche<sup>208</sup>. Il resta toute sa vie fidèle à la social-démocratie, bien qu'il fût déçu par son ralliement à l'union sacrée en 1914<sup>209</sup>. Comme pour nombre de théologiens ou de pasteurs protestants ayant évolué vers la gauche, le contact avec la misère des quartiers ouvriers avait représenté une expérience centrale<sup>210</sup>.

Quand ils ne furent pas liés à la social-démocratie, certains protestants de gauche de l'immédiat après-guerre, quoique nettement moins nombreux, étaient ouvertement prosoviétiques. C'était le cas de deux personnalités déjà évoquées, le pasteur Otto Barblan, activiste de l'Association Suisse-URSS et le professeur bâlois Fritz Lieb, du moins avant sa rupture avec l'Union soviétique, à la fin des années 1940. Le premier président du POP vaudois, Samuel Thévoz, était également un croyant affirmé<sup>211</sup>.

Même s'ils professaient le plus souvent un matérialisme athée, les dirigeants du PST comprenaient parfaitement l'importance de tendre la main aux chrétiens progressistes<sup>212</sup>. Comme le soulignait Arthur Baumgarten, professeur de droit à l'Université de Bâle, dans le cadre d'une « Commission pour l'éclaircissement des relations entre le socialisme scientifique et le christianisme » mise sur pied

206. Lettre de Jean Schorer à Schmid-Ammann, 8 janvier 1947, AfZ, fonds P. Schmid-Ammann, dossier 87.

207. Kramer, *Neue Wege*, « Der politische Katholizismus », mai 1946 (m. t.). Quant à la protestante NZZ, elle refusa d'entrer dans la polémique provoquée par l'ouvrage de Schmid-Ammann, en lequel elle percevait seulement l'intention « d'entraîner tous les non-catholiques dans un front de gauche », cité par Kreis, 2001.

208. Busch, 2005, pp. 93-94.

209. *Idem*.

210. *Ibid.*, pp. 80-84.

211. Jeanneret, 2002, p. 716.

212. *Ibid.*, p. 557.

par le PST en mars 1946, le parti aurait commis une grave erreur en affichant une position antireligieuse sans nuance, vu la tradition religieuse progressiste en Suisse<sup>213</sup>. Baumgarten soulignait en outre que la gauche religieuse jouait souvent un rôle critique par rapport aux orientations du PSS, par exemple sur la question de la défense nationale, et pouvait donc se montrer sensible aux thèses du PST. Les liens non négligeables entre les protestants et le PST ont inspiré le romancier de gauche neuchâtelois Yves Velan pour son premier livre, *Je* (1959), qui met en scène un pasteur vaudois, influencé par les écrits de Barth, qu'une conscience calviniste tourmentée pousse à adhérer au parti<sup>214</sup>.

Dans le cadre des débats intellectuels idéologiquement très clivés de la guerre froide, la gauche chrétienne disposait d'un argument puissant, dans la mesure où elle se revendiquait d'un ensemble de valeurs essentielles du camp occidental, celles de la tradition chrétienne, que les partisans de l'Ouest invoquaient souvent contre l'influence des athées de Moscou. Dès lors, il était beaucoup plus difficile pour les milieux anticommunistes de vouer les chrétiens de gauche aux gémonies, même quand ils prononçaient des paroles d'ouverture à l'égard de l'Est; qui plus est quand ces derniers étaient des professeurs, à l'image de Fritz Lieb, ou – *a fortiori* vu sa célébrité – de Karl Barth. En décembre 1948, Barth prit en effet le contre-pied des discours anticommunistes de plus en plus virulents qui s'affirmaient après la prise de pouvoir prosoviétique en Tchécoslovaquie, en déclarant lors d'une conférence tenue devant des protestants de Wattwil (Saint-Gall): «Je suis opposé à toute peur du communisme.»<sup>215</sup>

Cette force idéologique du protestantisme de gauche en Suisse, qui n'allait pas sans inquiéter la droite, transparaît bien, de manière indirecte, dans le journal du conseiller d'État, puis conseiller fédéral, bernois Markus Feldmann, lui-même protestant issu d'une famille marquée par le piétisme. Les écrits de l'homme d'État du PAB montrent en effet que dans l'après-guerre, l'ennemi public principal parmi les intellectuels de gauche helvétiques était Barth,

213. Conférence de Baumgarten, «Kommission zur Abklärung des Verhältnisses Wissenschaftlicher Sozialismus – Christentum», 6 mars 1946, ZB, fonds K. Farner, doss. 41.10.

214. Velan, 1959, p. 86 pour l'influence de Barth; quelques années plus tard, voir Chessex, 1967. Le pastorat en milieu populaire avaient également marqué Jean Vincent, un des dirigeants du PST, en tant que fils de pasteur né dans un quartier populaire de Genève. Voir *En direct avec*, 3 mai 1971, Archives de la Radio Télévision Suisse (désormais ARTS), en ligne.

215. Cité par Busch, 2005, p. 369 (m. t.)

bien plus qu'un Max Frisch, du moins aux yeux de la droite la plus conservatrice ; en particulier parce que le positionnement politique de Barth avait une forte influence sur les protestants de Suisse<sup>216</sup>.

Il est vrai toutefois que l'animosité de Feldmann à l'égard de Barth était plus spécifiquement motivée par un règlement de comptes entre les deux hommes. Celui-ci a été au centre d'un épisode passé à la postérité sous le nom de querelle des Églises bernoises<sup>217</sup>. En 1949, les profonds désaccords qui se manifestèrent entre les deux hommes à cette occasion recouvraient certes un large éventail de sujets, notamment la question, particulièrement épineuse dans l'histoire du protestantisme, du rapport entre l'Église et l'État. En outre, le souvenir des clivages de la Seconde Guerre mondiale continuait à peser : Barth et Feldmann s'étaient déjà affrontés durant la guerre, lorsque le conseiller national PAB avait accusé le théologien de violer la neutralité suisse par ses prises de position antinazies, mettant ainsi, aux yeux de Feldmann, le pays en péril<sup>218</sup>. Mais, avant tout, le débat entre les deux protestants portait sur l'attitude que devaient adopter les chrétiens dans le conflit Est-Ouest.

En 1949, Barth publia un livre, extrait d'une conférence qu'il avait tenue à Berne cette année-là, dans lequel il soulignait que l'Église n'avait à prendre parti ni pour l'Est – qu'il associait à « l'horreur totalitaire » – ni pour l'Ouest, aussi longtemps du moins que l'Est pouvait adresser au monde occidental des « reproches légitimes »<sup>219</sup>. Autrement dit, l'Ouest devait apporter une réponse plus crédible que le communisme à la « question sociale », et comme ce n'était pas le cas, l'Église n'avait pas à s'aligner sur le bloc occidental, mais elle devait suivre une troisième voie tracée par le message social des Évangiles.

Pour Barth, de même que, on l'a vu, pour bien d'autres intellectuels de gauche dans l'immédiat après-guerre, le souvenir de la propagande nazie, obnubilée par la dénonciation du communisme, pesait sur la manière dont il déterminait sa position par rapport à l'Est<sup>220</sup>. Pour lui, la comparaison entre un homme du « format de Staline » et des « charlatans comme Hitler, [Hermann] Göring, [Rudolf] Hess ou Goebbels » était absurde<sup>221</sup>. Ce faisant, Barth pre-

216. Feldmann, *Tagebuch*, 27 juillet 1950 ; 27 janvier 1952 ; 20 septembre 1952.

217. Ficker Stähelin, 2006.

218. Feldmann, *Tagebuch*, 23 avril 1941.

219. Barth, 1949 ; la citation est extraite de Busch, 2005, p. 370 (m. t.)

220. Busch, 2005, p. 397.

221. Barth, 1949, p. 14 (m. t.)

nait le contre-pied du discours de plus en plus répandu – y compris parmi les théologiens, tel le professeur zurichois Emil Brunner, collaborateur régulier de la *NZZ* – qui mettait en parallèle les régimes stalinien et nazi, réunis sous le même concept de « totalitarisme »<sup>222</sup>.

Même si Barth avait clairement critiqué l'autoritarisme du régime soviétique dans son essai consacré à la position que devait adopter l'Église « entre l'Est et l'Ouest », ces dernières affirmations, plus ambiguës, avaient suffi à ce qu'il fût classé dans la catégorie des cryptocommunistes par les milieux anticommunistes de droite, dont Feldmann était une figure de proue. Quand Barth n'était pas considéré comme tel, il était à tout le moins perçu par nombre de partisans de la droite, et même par des sociaux-démocrates, comme un intellectuel qui, en affaiblissant la volonté de défense de l'Occident, contribuait, fût-ce malgré lui, à renforcer la position de Moscou.

En 1949, à la suite de la publication de l'essai de Barth, Feldmann se livra à une diatribe contre le théologien bâlois lors d'une séance du Grand Conseil bernois<sup>223</sup>. Aux yeux de Feldmann, les valeurs chrétiennes devaient se dresser comme un rempart contre l'influence idéologique du communisme<sup>224</sup>. Dès lors, il lui paraissait particulièrement inacceptable que Barth revendiquât ces mêmes valeurs pour justifier des gestes d'ouverture à l'égard de l'Est. La polémique qui s'ensuivit entre les deux hommes passionna les protestants de Suisse, dont beaucoup adressèrent des messages de solidarité au théologien bâlois, même si Feldmann était soutenu par un important contingent de théologiens libéraux bernois, parmi lesquels plusieurs étaient également membres du PAB<sup>225</sup>.

Si Barth apparaît comme la personnalité la plus célèbre dans l'après-guerre parmi les protestants de gauche, le professeur de théologie n'était pas directement lié au principal courant organisé de la gauche religieuse protestante en Suisse alémanique, regroupé autour de la revue *Neue Wege*, dont la figure la plus en vue était Leonhard Ragaz (1868-1945). Barth et Ragaz collaboraient et s'appréciaient, et le jeune Barth fut marqué par le courant socialiste religieux. Mais des désaccords – d'ordre politico-théologique – séparaient les deux protestants. Aux yeux de Barth, Ragaz et les socialistes religieux nourrissaient une vision par trop immanente du royaume de Dieu,

222. Ficker Stähelin, 2006, p. 81.

223. Busch, 2005, p. 398.

224. Ficker Stähelin, 2006, p. 38

225. *Ibid.*, pp. 36-38.

dans la mesure où ils percevaient le mouvement ouvrier socialiste comme un chemin vers celui-ci. Au contraire, Barth insistait sur la transcendance radicale de Dieu et reprochait à Ragaz de vouloir identifier le message des Évangiles avec celui du socialisme<sup>226</sup>. Un tel reproche était aussi adressé par Barth au pasteur Paul Pflüger, dirigeant du PSS durant les années d'entre-deux-guerres, qui avait tendance, estimait le théologien bâlois, à réduire les Évangiles à une sorte de manuel d'éthique sociale<sup>227</sup>.

C'était bien ainsi que les écrits de Ragaz étaient reçus par nombre d'intellectuels de gauche, qui cherchaient en quelque sorte à séculariser son message, pour ne garder du protestantisme religieux qu'une éthique sociale compatible avec la social-démocratie<sup>228</sup>.

Au-delà des divergences entre Barth et Ragaz, ce que les deux protestants partageaient, c'était un rapport complexe à l'URSS, assez éloigné des simplifications qui se généralisèrent dans les années 1950. Ragaz avait salué la création du PST en 1944<sup>229</sup>. Il s'agissait d'une prise de position d'autant plus emblématique d'un nouveau climat sensible parmi les intellectuels de gauche, déçus par l'évolution institutionnelle du PSS, que le courant socialiste religieux réuni autour des *Neue Wege* s'était clairement distancé de l'URSS dès le début des années 1920, condamnant, au nom de positions pacifistes chrétiennes, la « terreur » exercée par les bolchéviques<sup>230</sup>. Au milieu des années 1930, Ragaz avait, au nom des mêmes principes pacifistes, démissionné du PSS, dont il était membre depuis 1913, et polémique contre Robert Grimm, après que la social-démocratie suisse se fut ralliée à la défense nationale<sup>231</sup>.

Si nombre de protestants de gauche, tel le pasteur Paul Pflüger, s'étaient positionnés sur l'aile droite de la social-démocratie dans les années 1920, après 1935 en revanche, la sensibilité pacifiste devint au contraire pour certains protestants un motif d'opposition à l'intégration du PSS au pouvoir. Ainsi, dans les années suivant sa sortie du PSS, soit entre 1935 et 1945, date de sa mort, Ragaz critiqua l'intégration gouvernementale du parti<sup>232</sup>. Barth, au contraire, plaida durant la guerre pour une entrée du PSS au gouvernement<sup>233</sup>.

226. Spieler *et al.*, 2009, pp. 100-104.

227. Buess et Mattmüller, 1986, p. 23.

228. Siemsen, « Bereit sein », *Du*, janvier 1945.

229. Ragaz, « Schweizerisches », *Neue Wege*, juillet-août 1944.

230. Buess et Mattmüller, 1986, pp. 112-123 et p. 136.

231. *Ibid.*, pp. 169-171.

232. Ragaz, *Neue Wege*, « Schweizerisches », janvier 1944 et janvier 1945.

233. Barth, 1947, p. 74.

Cette divergence est à mettre en lien avec un désaccord important entre les deux protestants concernant la position à adopter face à la question de la défense nationale. Barth s'y était en effet rallié en 1935, au nom de la lutte contre le péril militaire nazi<sup>234</sup>. Si, contrairement à celle de Barth, la position pacifiste de Ragaz semblait inflexible au milieu des années 1930, les agressions armées hitlériennes amenèrent pourtant le courant regroupé autour des *Neue Wege* à relativiser ce point de vue et à se rapprocher des vues exprimées par le fondateur de la théologie dialectique<sup>235</sup>. À la fin du conflit mondial, peu avant sa mort, Ragaz, empli d'enthousiasme pour les victoires de l'Armée rouge contre la Wehrmacht, affichait des positions fort différentes de celles qu'il avait adoptées après 1917 concernant le recours à la violence par les Soviétiques, allant à présent jusqu'à fortement minimiser les exactions commises par les troupes de Staline contre les populations civiles<sup>236</sup>.

Comme le suggèrent nombre d'articles de Ragaz dans les mois précédant la chute de Hitler, une telle position idéalisée à l'égard de l'Armée rouge s'explique également par les informations qui commençaient alors à affluer concernant les atrocités commises par les nazis sur le front de l'Est contre les Juifs, les partisans, les prisonniers de guerre et les populations civiles, ce qui amenait à relativiser, à l'inverse, les crimes de guerre soviétiques. À la fin de la guerre, plusieurs proches de Ragaz en Suisse se rendirent à Danzig dans le cadre d'une mission d'aide aux prisonniers de guerre, mise sur pied par l'Union chrétienne de jeunes gens ; ils furent choqués par les violences des soldats soviétiques contre la population allemande, ce qui les amena à relativiser les positions exprimées dans les *Neue Wege*<sup>237</sup>.

Pourtant, à la mort de Ragaz en décembre 1945, le journaliste Hugo Kramer, devenu le nouveau responsable de la revue *Neue Wege*, continua à imprimer à celle-ci une ligne ouverte par rapport à l'URSS, quoiqu'il fût lui-même membre du Parti socialiste. Pour Kramer, il s'agissait de faire preuve de retenue dans les critiques contre l'Union soviétique pour ne pas attiser un anticom-

234. Bonjour, 1986, p. 305.

235. Buess et Mattmüller, 1986, pp. 164-169.

236. Ragaz, « Zur Weltlage », *Neue Wege*, mars 1945 ; à la même époque, nombreux sont les intellectuels non communistes à saluer la présence des Russes en Allemagne ; c'est le cas de Thomas Mann depuis les États-Unis. Voir Glaser, 1997, pp. 38-40.

237. Forni Degkwitz, in Rengel, 1995, p. 70.

munisme à ses yeux omniprésent dans la société helvétique<sup>238</sup>. Il tentait ainsi d'expliquer la construction d'un bloc de l'Est sous hégémonie soviétique en invoquant la crainte, selon lui légitime, nourrie par l'URSS vis-à-vis des tendances impérialistes des Alliés occidentaux<sup>239</sup>. L'Union soviétique, pour sa part, avait à reprendre le chemin de la « démocratie politique »<sup>240</sup>.

Le dirigeant social-démocrate Hans Oprecht considérait que Kramer, trop naïf, était manipulé par la direction du PST<sup>241</sup>. Pourtant, Kramer, en 1946, était loin d'idéaliser le PST. En réalité, il se montrait déçu de l'évolution aussi bien du PSS que du nouveau parti prosoviétique. Si la première de ces deux organisations avait un « bon programme de réformes », ces dernières avaient peu de chances d'être mises en œuvre tant que la direction du PSS – de même que la « majorité des syndicats » – était liée à la « Suisse officielle »<sup>242</sup>. Dans ces conditions, seule une « lame de fond politique venue du peuple » aurait pu infléchir l'orientation du PSS. Kramer partageait les critiques de feu Ragaz et, on l'a vu, de plusieurs autres intellectuels de gauche, contre la participation de Nobs au gouvernement. Quant au PST, selon le rédacteur des *Neue Wege*, si sa création correspondait certes au « besoin pressant » d'un nouveau parti populaire et radicalement socialiste, il était tombé aux mains de « vieux communistes roués et de démagogues sans scrupules ».

Kramer, vu ses positions critiques par rapport à la social-démocratie comme aux communistes, combattait à la fois l'influence de l'anticommunisme occidental au sein de la rédaction des *Neue Wege*, tout en cherchant à tempérer l'enthousiasme prosoviétique parfois unilatéral de Theo Pinkus, avec lequel il collaborait, comme on l'a déjà noté, pour éditer la revue *Zeitdienst*. Kramer dénonça par exemple, contre l'avis de Pinkus, le procès stalinien truqué

238. Kramer, « Weltrundschau », *Neue Wege*, octobre 1946. Kramer écrivait aussi dans la presse sociale-démocrate, par ex. le numéro d'avril 1949 de la *Rote Revue*.

239. Kramer, « Weltrundschau », *Neue Wege*, février 1946 (m. t.) Kramer, en dépit de sa méfiance face aux cercles va-t-en-guerre étatsuniens, avait accepté en mai 1946 d'accomplir un voyage de six semaines en Amérique du Nord, à l'invitation des autorités étatsuniennes et canadiennes. Voir lettre de Mildred Allport à Kramer, 20 mai 1946, fonds H. Kramer, SSA, 123.1.

240. Kramer, « Weltrundschau », *Neue Wege*, mars 1946 (m. t.)

241. PV de la séance du comité directeur du PSS du 28 janvier 1944, SSA, Ar. 1.110.34. En 1942 déjà, Kramer avait été menacé d'exclusion du parti en raison de ses vues trop favorables à l'URSS. Voir la lettre du secrétaire du PS de Genève (signature illisible) à Kramer, 14 juillet 1942, SSA, fonds H. Kramer, Ar. 123.5.

242. Kramer, « Schweizerische Rundschau », *Neue Wege*, octobre 1946 (m. t.)

contre le communiste hongrois László Rajk<sup>243</sup>. Le soutien critique à l'URSS, que Kramer développait dans les *Neue Wege*, provoqua de fortes dissensions au sein du courant socialiste religieux au début de la guerre froide, et plus encore après la prise de pouvoir communiste en Tchécoslovaquie, quand l'image de l'Union soviétique se dégrada fortement dans les rangs de la gauche<sup>244</sup>. À l'inverse, Kramer recevait des encouragements de socialistes religieux d'Europe de l'Est pour ces positions ouvertes à l'égard du communisme soviétique, par exemple du pasteur socialiste religieux est-allemand Emil Fuchs, professeur de théologie à l'Université de Leipzig<sup>245</sup>.

La position antisoviétique opposée à celle de Kramer au sein de la rédaction des *Neue Wege* était représentée en particulier par Paul Trautvetter (1889-1983), un pacifiste de la première heure qui avait vu à plusieurs reprises son poste de pasteur à Zurich-Höngg mis en cause par les cercles bourgeois et le synode zurichois, en raison de son engagement antimilitariste<sup>246</sup>. Trautvetter faisait notamment valoir que les ouvrages d'Arthur Koestler et de Viktor Kravchenko, deux communistes qui avaient rompu avec l'URSS en raison des crimes de Staline, constituaient autant de preuves de l'évolution criminelle du régime soviétique<sup>247</sup>.

Si Trautvetter voyait dans ces deux ouvrages une preuve de la nature criminelle du stalinisme, Kramer, pour sa part, exprimait des doutes sincères face aux publications de Koestler et Kravtchenko. Le socialiste religieux écrivait ainsi à Fritz Lieb en mars 1947 que ce débat le plongeait dans l'incertitude. Il n'avait certes « pas une bonne impression de Kravtchenko », vu la réception enthousiaste de *J'ai choisi la liberté* dans les milieux « bellicistes et réactionnaires aux États-Unis »<sup>248</sup>. Le fait qu'une traduction allemande du livre était annoncée en Suisse chez un éditeur catholique zurichois, Thomas Verlag, qui avait publié durant la guerre des écrits antisémites et anticommunistes (et qui venait d'être racheté par l'industriel d'extrême droite James Schwarzenbach) renforçait la méfiance de

243. Lüscher et Schweizer, 1987, pp. 278-280.

244. En novembre 1946 déjà, lors d'une assemblée du mouvement socialiste religieux, les positions de Kramer furent attaquées, voir Marie Lanz, « Die Tagung der "Neuen Wege" und der "Religiös-sozialen Vereinigung" », *Neue Wege*, décembre 1946.

245. Lettre de Fuchs à Kramer, 10 juillet 1950, SSA, fonds H. Kramer, Ar. 123.2.

246. Aerne, 2006, pp. 95-98.

247. Trautvetter, *Neue Wege*: « Zum Problem Russland », juin 1946.

248. Lettre de Kramer à Lieb, 7 mars 1947, UB, fonds F. Lieb, doss. Aa 602 (m. t.) Dans un compte-rendu de *J'ai choisi la liberté*, même la sociale-démocrate *Rote Revue* (numéro de mai 1947) estimait qu'il ne pouvait pas être exclu que Kravtchenko fût un agent des États-Unis.



Kramer<sup>249</sup>. Mais d'un autre côté, quand Kramer s'était adressé à des dirigeants zurichoïses de Suisse-URSS pour obtenir un autre son de cloche concernant l'ancien officier soviétique, ceux-ci ne lui avaient guère paru plus objectifs que les partisans de Kravtchenko à l'Ouest.

Après plusieurs mois de réflexion, Kramer finit par publier une tribune hostile à *J'ai choisi la liberté*, qui consumma la rupture avec Trautvetter<sup>250</sup>. En 1947, les dissensions concernant le rapport à l'URSS conduisirent ainsi le cercle des amis de *Neue Wege* à la scission<sup>251</sup>. Les partisans de Trautvetter se regroupèrent autour de la revue *Der Aufbau*. Il s'ensuivit un affaiblissement du courant socialiste religieux en Suisse alémanique, qui s'accrut par la suite, à l'occasion d'autres scissions dans le mouvement, à nouveau motivées par la question lancinante du rapport à l'URSS. En 1951, ce fut notamment au tour du pasteur et député socialiste Bruno Balscheit de rompre avec Kramer. Ce dernier, établi à Läuelfingen (Bâle-Campagne), d'origine allemande et ayant fui la montée du national-socialisme en 1931 pour venir s'établir en Suisse, reprochait une fois encore à Kramer sa trop forte complaisance vis-à-vis du régime soviétique<sup>252</sup>.

Dans la partie francophone du pays, les courants de la gauche religieuse étaient moins influents et moins structurés qu'en Suisse alémanique. En effet, le socialisme religieux y avait pris son essor plus tardivement et de manière moins marquée. Pourtant, ce courant se manifestait notamment à travers la Fédération des socialistes chrétiens, qui regroupait essentiellement des protestants liés au Parti socialiste, même si quelques personnalités de cette Fédération, formellement indépendante des partis, rejoignirent le PST à la fin de la guerre (Samuel Thévoz dans le canton de Vaud, Théodore de Félice à Genève)<sup>253</sup>. Dans l'après-guerre, même s'il comptait quelques personnalités en vue, à l'image du premier conseiller d'État socialiste vaudois Arthur Maret, le groupe était devenu trop faible pour éditer une revue; ses membres collaboraient ponctuellement au périodique français *Le socialiste chrétien*, qui connaissait d'ailleurs lui aussi des difficultés.

249. Kravtchenko, 1947.

250. Kramer, « Weltrundschau », *Neue Wege*, décembre 1946.

251. Cette scission est analysée dans Willy Spieler *et al.*, 2009, pp. 41-48.

252. Lettres de Balscheit à Kramer, 4 juin et 26 juillet 1951, SSA, fonds H. Kramer, Ar. 123.1.

253. Martin, 1976.

Quelques pacifistes religieux éditaient également la revue *L'Essor*, fondée au début du XX<sup>e</sup> siècle par des pasteurs de l'Église évangélique libre. Depuis 1943, ce périodique, qui comptait environ 600 abonnés, était dirigé par Edmond Privat<sup>254</sup>. Privat, nommé professeur de littérature à l'Université de Neuchâtel en 1945, appartenait – avec la pacifiste genevoise Hélène Monastier ou le pédagogue neuchâtelois Pierre Bovet – au petit groupe suisse de la Société des Amis, dont les membres étaient communément appelés les quakers. Il s'agissait d'un mouvement religieux dissident de l'Église anglicane, qui, par son pacifisme intransigeant et son refus de toute hiérarchie ecclésiastique, avait suscité quelques dizaines d'adhésions en Suisse au lendemain de la Première Guerre mondiale. Vers 1945, le groupe comptait environ 40 membres dans le pays<sup>255</sup>. C'est dire si le cercle autour de *L'Essor* restait très restreint et, de surcroît, relativement isolé au sein de la gauche. Trop pacifiste pour se lier de manière étroite à un Parti socialiste rallié à la défense nationale, la revue s'était également aliéné l'autre grande tendance de la gauche romande en soutenant l'exclusion de Nicole et ses partisans du PSS en 1939.

Un troisième groupe dont les membres peuvent être rattachés à la mouvance chrétienne de gauche était réuni autour des cahiers suisses de la revue *Esprit*. Cette revue était animée par le protestant André Rivier, enseignant au gymnase des jeunes filles à Lausanne, proche de l'helléniste André Bonnard, dont il avait été le doctorant<sup>256</sup>. Dans le sillage de l'intellectuel français Emmanuel Mounier, qui percevait désormais le modèle soviétique avec sympathie, Rivier et ses collègues personalistes développèrent, dans l'immédiat après-guerre, une orientation anticapitaliste. Avant la guerre, les amis romands d'*Esprit* se disaient volontiers anticapitalistes, car le capitalisme ne laissait pas place à l'épanouissement de la personne humaine, une notion centrale dans leur doctrine. Mais ils refusaient d'adhérer au socialisme, car ce dernier menait au « totalitarisme » soviétique, préférant se placer au-dessus des clivages politiques<sup>257</sup>. En 1945, signe, parmi d'autres, de l'enthou-

254. Gullotti, 2000, pp. 67-90; Schmitt, 1980.

255. Lettre d'Hélène Monastier à L.[?] Hamery, Bibliothèque de Genève (désormais BGE), Département des Manuscrits (désormais DM), Papiers de la famille André Oltramare, Ms. Fr. 7336.

256. Lettre de Rivier à Victor Martin, 11 avril 1944, BGE DM, Papiers Victor Martin, Ms. fr. 4365, f. 217-225.

257. Amstutz, 1987, p. 46.

siasme suscité par les victoires de l'Armée rouge, leur opinion avait changé; le socialisme devenait désormais la condition de possibilité du personnalisme :

Lorsque, dans un article relatif au récent message du Conseil fédéral, nous voyons un responsable du Parti du travail, avant même de considérer le texte du projet de révision, s'écrier avec Marx: « Nous voulons l'abolition du salariat », nous ne pouvons lui donner tort.<sup>258</sup>

Dans les années 1945-1946, plusieurs articles parurent d'ailleurs dans *Socialisme*, la revue théorique du Parti du travail, pour saluer l'orientation des intellectuels regroupés autour du pendant helvétique de la revue *Esprit*<sup>259</sup>. Malgré cette proximité relative, la revue personnaliste ne se privait pas de critiquer le régime soviétique, et ces attaques ne firent que s'intensifier à mesure que les clivages de guerre froide se précisaient. Les amis d'*Esprit* dénoncèrent en particulier les penchants étatistes du socialisme soviétique. Ils insistaient, certes, sur la nécessité d'une socialisation des moyens de production, mais qui s'appuierait sur le développement de coopératives et d'autres modes de production fondés sur la libre association des travailleurs, plus favorables au développement de la personne humaine<sup>260</sup>. Rivier soulignait ainsi que dans un régime économique comme celui de l'URSS, l'aliénation n'était pas entièrement dépassée, car, jusqu'à un certain point, la bureaucratie s'appropriait la valeur du travail en lieu et place de la classe capitaliste. S'agissant de la réalité sociale helvétique, les idées de Rivier entraient certainement en résonnance avec les aspirations d'une partie des couches laborieuses du pays. En effet, les mouvements sociaux de 1944-1947 ne se limitaient pas à des revendications salariales. Les travailleuses et travailleurs se mobilisaient aussi, à cette date, pour plus de liberté sur les lieux de travail et plus de temps libre hors de l'usine, en réaction à l'instauration, durant la guerre, d'une discipline quasi militaire dans les entreprises<sup>261</sup>.

Le petit groupe réuni autour de Rivier était cependant trop faible pour survivre sur la durée. Il s'essouffla lorsque l'espoir de bouleversements sociaux en profondeur de l'immédiat après-guerre fut

258. Rivier, « À prendre ou à laisser », *Esprit: cahiers suisses*, 1945/1.

259. Maximilien Horngacher, « Réponse aux *Cahiers suisses* de la revue *Esprit* », *Socialisme*, décembre 1945.

260. Rivier, « Controverses. La dialectique marxiste et le "dépérissement de l'État" », *Esprit: cahiers suisses*, 1946/2.

261. Schiavi et Brassel, 1987, p. 58.

déçu par la glaciation politique des débuts de la guerre froide. La revue cessa de paraître au début des années 1950. À un niveau plus conjoncturel, le départ de Rivier pour une année d'étude à Oxford et le décès prématuré d'un autre pilier du groupe, le Fribourgeois Xavier Schorderet, précipitèrent la fin des cahiers suisses d'*Esprit*.

Pour conclure ce bref tour d'horizon de la gauche religieuse en Suisse romande, signalons enfin que plusieurs protestants progressistes gravitaient autour de la revue lausannoise *Les Cahiers protestants*, qui avaient été, durant la guerre, un foyer de l'antinazisme chrétien dans cette partie du pays<sup>262</sup>. L'influence des socialistes religieux alémaniques et de Karl Barth sur la rédaction des *Cahiers protestants* était manifeste, vu l'abondance des traductions de ces auteurs y paraissant. Pourtant, l'orientation de la revue n'était pas de gauche, mais s'inscrivait plutôt dans une ligne humaniste libérale, que pouvait incarner un intellectuel pacifiste protestant comme David Lasserre, enseignant à Lausanne<sup>263</sup>.

Comme on le constate à la lecture des pages précédentes, la problématique de la violence et la question morale de la fin et des moyens furent l'objet de préoccupation constante pour les socialistes religieux. Ces interrogations recoupaient, en effet, des problèmes politiques cruciaux, telle l'attitude à adopter à l'égard de la défense nationale ou face au régime soviétique. Du point de vue des influences intellectuelles internationales, beaucoup de protestants de gauche helvétiques, à commencer par les socialistes religieux des *Neue Wege*, allaient chercher des réponses à ces interrogations chez des auteurs aujourd'hui presque oubliés. Ainsi, l'existentialisme chrétien du philosophe russe exilé à Paris Nicolas Berdiaev était particulièrement admiré, parce que ses écrits cherchaient à frayer une voie entre éthique chrétienne et socialisme<sup>264</sup>. Le personnalisme de gauche d'Emmanuel Mounier constituait aussi une forme de réponse à cette problématique, qui suscita l'intérêt jusqu'en terre protestante alémanique. Dès lors que, soulignait Mounier en 1945, la révolution était inévitable, la tâche des chrétiens de gauche était de lui insuffler le respect pour la personne humaine, c'est-à-dire de domes-

262. *Les Cahiers protestants* ont toutefois publié des textes ambigus sur les Juifs, notamment en 1943. Voir Meyer, 2012, p. 52.

263. Jeanneret, 1994.

264. *Zeitungsdienst*, «Zwang und Freiheit», 9 avril 1949. Le protestant bâlois Fritz Lieb vient en aide financièrement à Berdiaev à la fin de la guerre, même s'il craignait, quelques mois plus tard, que les critiques de l'auteur contre l'URSS ne soient instrumentalisées par la propagande étatsunienne. Voir lettres de Lieb à Féodor Timoféevitch, 7 janvier 1945 et 5 août 1948, UB, fonds F. Lieb, doss. Ag 39.

tiquer les moyens utilisés au service de la révolution au nom des valeurs humanistes chrétiennes<sup>265</sup>. Les socialistes religieux étaient constamment habités par cette préoccupation dans leur approche des questions politiques, mais ils y donnèrent des réponses souvent très différentes, qui les amenèrent, en particulier en Suisse allemande, à des ruptures douloureuses dans les premières années de la guerre froide.

Reste que la recherche d'un cheminement politique au-delà de la vision manichéenne du monde qui s'instaura avec la guerre froide, c'est-à-dire la quête d'une troisième voie entre l'Est et l'Ouest, animait la plupart des chrétiens de gauche. Pour un nombre non négligeable de personnalités de la gauche religieuse, la social-démocratie ne semblait plus offrir un horizon crédible, dans la mesure où son soutien à la défense militaire paraissait à présent indéfectible, heurtant par là même leur sensibilité pacifiste. Il n'est pas étonnant dès lors que le pacifisme – en particulier la lutte contre l'armement atomique – devint dans les années 1950 un des chevaux de bataille de cette gauche critique, qui n'adhérait ni au régime soviétique et au PST, ni aux orientations de la direction du PSS. Cependant, un nombre conséquent de socialistes religieux demeurèrent membres du PSS, faute de mieux, car le parti laissait au moins une place pour des positionnements hétérodoxes, place qui n'existait plus guère dans le PST après 1947.

Le socialiste religieux zurichois Kramer, en février 1946 déjà, voyait pointer à l'horizon une alternative à l'opposition Est-Ouest dans l'émergence de formidables mouvements sociaux dans les pays pauvres, par exemple celui qui était dirigé par « [Jawaharlal] Nehru contre la tyrannie britannique » en Inde<sup>266</sup>. Dès les années 1930, les luttes anticoloniales en Inde étaient du reste devenues une référence incontournable pour les pacifistes religieux, enthousiasmés par les méthodes non violentes des partisans de Mohandas Gandhi. Si le pacifisme, quoique moteur important des engagements de la gauche critique durant les années 1950, ne pouvait constituer à lui seul un projet alternatif, l'essor du tiers-mondisme comme alternative au monde idéologique manichéen de la guerre froide prit donc de plus en plus d'importance dans les années suivantes.

265. Ces idées de Mounier furent développées en trad. allemande dans la revue suisse *Du*, « Frankreich: geistige Bilanz 1946 », mai 1946.

266. Kramer, « Weltrundschau », *Neue Wege*, février 1946 (m. t.)

**LES COURANTS DE GAUCHE RADICALE**

Dans la Suisse de l'après-guerre, la gauche radicale (ou extrême gauche) joua un rôle politique mineur, prise en étau entre la social-démocratie et les communistes prosoviétiques. Ce n'est qu'à la fin des années 1950, avec le Mouvement contre l'armement atomique de la Suisse et, surtout, à la fin des années 1960, dans le sillage des mobilisations de 1968, que la gauche radicale retrouva un souffle nouveau. Pourtant, des militants anarchistes ou marxistes antistaliniens étaient bel et bien actifs durant cette période, mais en nombre réduit. S'agissant des marxistes, ils étaient proches, pour la plupart, de l'opposition de gauche à Staline formée durant les années 1920, et dont Léon Trotsky, assassiné en 1940, représentait la personnalité la plus en vue. Quant aux anarchistes, ils développaient majoritairement une ligne anarcho-syndicaliste et conservaient des structures militantes plus ou moins informelles, en particulier à Bâle et Genève.

Dans la mesure où ils avaient maintenu des positions antimilitaristes pendant la Seconde Guerre mondiale, contrairement à une large majorité de la gauche politique suisse, ces deux courants politiques avaient fait l'objet de la répression des autorités, même si leur taille réduite ne paraissait guère menacer le consensus politique de la défense nationale et spirituelle. Par décision du Conseil fédéral en date du 6 août 1940, les activités communistes et anarchistes furent interdites en Suisse. La décision du Conseil fédéral visait les activités communistes au sens large, c'est-à-dire non seulement celles du Parti communiste, mais aussi celles des groupes et associations apparentés, ainsi que des organisations anarchistes et marxistes antistaliniennes<sup>267</sup>.

*Le Réveil anarchiste*, édité à Genève par Louis (Luigi) Bertoni – canton où s'était maintenu un groupe de militants qui s'inscrivaient dans une tradition syndicaliste libertaire ancrée dans le mouvement ouvrier genevois dès le début du siècle – fut ainsi interdit, même s'il continua de paraître clandestinement et sans titre<sup>268</sup>. Plusieurs militants anarchistes furent condamnés à des peines de prison pour antimilitarisme<sup>269</sup>. À Bâle, un groupe animé notamment par l'immigré

267. *Bericht des Bundesrates an die Bundesversammlung über die antidemokratische Tätigkeit von Schweizern und Ausländern im Zusammenhang mit dem Kriegsgeschehen 1939-1945 (Motion Boerlin)*, Troisième partie, 21 mai 1946, Berne, Office des imprimés, p. 220.

268. Bortinelli, 2012, pp. 131-133; Wist, 1984, p. 170.

269. Bertoni et Tronchet, 1940; Tribunal militaire de la 1<sup>re</sup> division A, Lausanne, audience du 12 juillet 1940, AFS, E 5330-01, 1975/95, vol. 4313.

italien Ferdinando Balboni éditait le bulletin clandestin *Das Zirkular*, en collaboration avec des militants comme Isak Aufseher, né dans une famille juive de Galicie orientale, qui avait participé à la guerre d'Espagne, avant de se réfugier à Bâle à la veille du conflit mondial<sup>270</sup>.

Cette même année 1940, au moment où l'armée française s'effondrait face à la Wehrmacht, Walter Nelz, l'un des principaux dirigeants de la petite organisation Action marxiste de Suisse était arrêté avec une quarantaine d'autres militants suspectés d'avoir participé à la diffusion clandestine de trois numéros d'un bulletin intitulé *Informationsbriefe für revolutionäre Politik*, diffusé notamment parmi les soldats mobilisés<sup>271</sup>. En distribuant ce bulletin, qui expliquait que la social-démocratie plaçait à tort sa confiance dans la défense nationale bourgeoise, ces militants étaient fidèles aux orientations défendues entre autres par Trotsky<sup>272</sup>.

Cette procédure judiciaire dirigée contre l'antimilitarisme marxiste – même si elle était loin d'atteindre le niveau de répression qui frappait l'extrême gauche à la même période dans les pays voisins – apparaît comme symptomatique du tournant autoritaire adopté par le régime politique suisse après la défaite militaire de la France, lorsque le pays se trouva entouré par les puissances fascistes. Le procès eut lieu en 1942, dix-huit mois après l'arrestation de Nelz et ses camarades, ce qui avait permis aux autorités de prolonger de manière arbitraire la détention provisoire. Même si aucune collaboration concrète entre ces militants et des groupes étrangers dans le cadre de la diffusion du bulletin de 1940 ne put être démontrée, cet élément fut retenu à charge contre les accusés, dans la mesure où les textes publiés professaient des idées internationalistes et citaient Trotsky, dont les opinions étaient « non suisses », selon les termes de la Justice militaire. Nelz fut condamné à deux ans et demi de prison (sans déduction de la détention préventive), au paiement des frais de procédure, à cinq ans de déchéance des droits civiques et à l'expulsion de l'armée<sup>273</sup>. Dans un article paru en janvier 1944, le journal social-démocrate bâlois *Arbeiter-Zeitung* – tout en se distanciant des idées révolutionnaires de Nelz – relevait la différence de traitement par rapport à des militants d'extrême droite

270. Portmann et Wolf, 2006, pp. 27-70.

271. Buclin, 2014b, pp. 51-68.

272. Trotsky, 1979, pp. 58-59.

273. Urteil-Auszug (Abschrift), Ministère public fédéral, 25 novembre 1942, AFS, E 4320 B 1975/40, vol. 32; voir aussi Nelz, *Der Militärprozess der schweizerischen Trotzlisten*, été 1946, tapuscrit déposé dans le fonds Walter Nelz, SSA, Ar. 120.9.

soupçonnés d'intelligence avec l'ennemi, qui étaient rapidement libérés sous caution. Pourtant, soulignait encore l'*Arbeiter-Zeitung*, ces militants pouvaient fuir en Allemagne ou en Italie, alors que dans le cas de Nelz, aucun pays voisin n'était sûr<sup>274</sup>.

Même si cette répression contribua à affaiblir la gauche radicale, celle-ci put reprendre ses activités publiques à la fin de la guerre. En dépit de leur nombre réduit, les militants marxistes espéraient à cette date, dans le sillage des pronostics de Trotsky, une crise révolutionnaire en Europe<sup>275</sup>. Cela aurait peut-être permis une transcroissance de leurs organisations en parti de masse, à l'image de ce qui s'était passé pendant la Première Guerre mondiale, lorsque de petits groupes de militants marxistes antimilitaristes, isolés en 1914, avaient vu leur influence décupler à mesure que le conflit s'enlisait. Cet espoir allait vite être déçu. En attendant, un intense débat au sein de la poignée de militants marxistes conduisit à la mise sur pied d'une nouvelle organisation, la Proletarische Aktion (PA)<sup>276</sup>. Quelques militants antistalinien, tout en gardant des liens avec le groupe de PA, avaient aussi rejoint le Parti du travail, en espérant qu'il représenterait un parti anticapitaliste large, indépendant du pouvoir soviétique<sup>277</sup>. D'autres activistes encore, comme Heinrich Buchbinder, membre du comité exécutif de la Quatrième Internationale depuis 1945, demeurait, en parallèle, membres du PSS ou de la Jeunesse socialiste, dans le souci d'intervenir politiquement au sein d'une organisation large et d'y recruter de nouveaux membres<sup>278</sup>.

En Suisse romande en revanche, on ne trouvait pas de groupe organisé du côté de l'extrême gauche marxiste et le Parti du travail couvrait donc presque tout l'espace de la gauche radicale. Pour certains jeunes intellectuels et étudiants de gauche, le trotskisme était tout au plus une posture intellectuelle, à l'image de l'existentialisme sartrien, accueilli avec enthousiasme par les jeunes politisés, avec lequel il se mêlait parfois. Cette doctrine politique permettait ainsi de s'affirmer en théorie comme révolutionnaire et antistalinien, sans toutefois que cela correspondît à une pratique organisée<sup>279</sup>.

274. *Arbeiter-Zeitung*, « Irrtümliche Justiz », 6 janvier 1944.

275. Trotsky, 1987, pp. 70-80.

276. Marquis, 1983, pp. III, 2-3 et 49-50.

277. Ce fut par exemple le cas des militants marxistes antistalinien (trotskistes) Gaston Gremaud et Frank Weiss, voir la notice rédigée par Jost von Steiger sur Gremaud, SSA, fonds J. von Steiger, 155.12.9 ; et celle sur Weiss dans Vogelsanger, 1986, pp. 227-228.

278. « Einige weitere Bemerkungen zur Person Heinrich Buchbinder », AFZ, fonds H. Buchbinder, carton « Politik-Trozkismus, Doss. 1-13 ».

279. Freddy Buache, entretien du 16 décembre 2010, AVL, fonds ARTHO.



Malgré les perspectives positives de l'immédiat après-guerre pour la gauche, la force des marxistes politiquement organisés en Suisse demeurait donc très réduite. Aux premières assemblées de PA à Zurich, seuls une vingtaine de militants étaient présents, essentiellement actifs à Zurich et Winterthour et dans les années suivantes, l'organisation ne dépassa pas les 100 membres<sup>280</sup>. Les rédacteurs de PA écrivaient sans signer de leur nom, en raison des craintes d'une répression policière, mais on peut mentionner parmi eux Jost von Steiger. Ce dernier, titulaire d'un doctorat en chimie, qui avait été condamné lors du procès militaire de 1942, resta fidèle à ses orientations marxistes durant les décennies suivantes, assurant une certaine continuité entre la génération qui avait connu la Seconde Guerre mondiale et celle qui se politisa autour des « années 1968 ».

La taille réduite des effectifs n'empêchait pas, aux yeux des militants participant à la fondation de Proletarische Aktion, qu'une nouvelle organisation fût nécessaire, car aucune de celles qui existaient à gauche n'avait de programme révolutionnaire. Le PSS avait « complètement accepté la défense nationale bourgeoise » en 1935, et ses députés avaient « à l'unanimité moins une abstention votée en faveur de l'attribution des pleins pouvoirs au Conseil fédéral »<sup>281</sup>. De même, PA reprochait à l'ancienne FSS et au PST d'avoir approuvé sur le fond la défense nationale. Léon Nicole avait même « fait du charme à l'Allemagne nationale-socialiste » en parlant de « socialisme viril allemand » à propos du nazisme<sup>282</sup>.

Contrairement aux « sommets embourgeoisés du mouvement ouvrier » qui estimaient que l'armée « était là pour défendre aussi nos intérêts contre le danger fasciste », le journal de PA rappelait qu'une petite « avant-garde marxiste » avait, dès 1939, dénoncé les illusions de l'union sacrée et du soutien à la défense nationale par le mouvement ouvrier<sup>283</sup>. Quelques mois plus tard, les « [Philippe] Pétain, [Pierre] Laval et [Jacques] Doriot avaient démontré la justesse de cette affirmation lorsqu'ils marchèrent de concert avec la puissance occupante contre les travailleurs de France. »<sup>284</sup> Pour avoir diffusé cette analyse, rappelaient les rédacteurs de PA, 13

280. Note « Ergänzungen B1.3 », SSA, fonds J. von Steiger, Ar. 155.12.9; Marquis, 1983, pp. 22 et 28.

281. *Proletarische Aktion*, « Eine Revision ist fällig », août 1946 (m. t.)

282. *Idem*. Nicole avait en effet utilisé cette expression dans le journal *Le Travail* en 1939, pour manifester son soutien au pacte germano-soviétique. Voir Rauber, 2007, p. 168.

283. *Proletarische Aktion*, « Eine Revision ist fällig », août-septembre 1946 (m. t.)

284. *Idem*.

militants avaient écopé en Suisse de presque dix-huit ans de prison en totalité.

Dans l'après-guerre, la direction du PST interprétait ce procès de 1942 de manière fort différente. Dans un article publié par le *Vorwärts* en 1951, et dirigé contre le « trotskiste Walter Nelz », le journal percevait en effet dans l'antimilitarisme de ce militant et de ses camarades une confirmation des thèses stalinienne dirigées contre un supposé hitléro-trotskyisme. Selon le *Vorwärts*, les « trotskistes » avaient en effet entrepris en 1940 – au « moment où la menace de l'Allemagne de Hitler contre l'indépendance de la Suisse était la plus forte », et sous couvert de « mots d'ordre pseudo-révolutionnaires » – « un travail de décomposition au sein de l'armée suisse ». Le *Vorwärts* concluait cette prise de position en soulignant :

Les communistes ont toujours expliqué que les trotskystes se mettaient politiquement [...] au service du nazisme allemand.<sup>285</sup>

La dénonciation de l'orientation stalinienne du PST par Proletarische Aktion s'accompagnait également d'une critique de sa ligne « réformiste », qui ne se réduisait pas à la question de la défense nationale. Ainsi, les rédacteurs du journal de PA soulignaient la naïveté des revendications avancées par le PST lorsque celui-ci réclamait une nationalisation des secteurs stratégiques de l'économie, sur le modèle des réformes entreprises au Royaume-Uni et en France. En réalité, argumentaient les rédacteurs de PA, le PST idéalisait ces nationalisations qui permettaient avant tout à des secteurs du capitalisme en difficulté de se redresser avec l'aide de l'État. De fait, les dirigeants capitalistes se maintenaient à la tête des entreprises nationalisées, dans la perspective de leur privatisation future, une fois les chiffres noirs retrouvés. Les secteurs qui passaient sous contrôle public étaient ceux qui offraient les perspectives de profits les moins intéressantes, et cela prouvait, aux yeux des rédacteurs de PA, que les nationalisations ne pouvaient être considérées comme des pas en avant décisifs vers le socialisme<sup>286</sup>.

Sur le plan international, les marxistes reprochaient aux communistes prosoviétiques, aussi bien qu'à la social-démocratie, un

285. *Vorwärts*, « Wir antworten », 26 septembre 1951 (m. t.)

286. « Kapitalistische oder sozialistische Nationalisierung? », *Proletarische Aktion*, août-septembre 1946.

soutien explicite ou, à tout le moins, une attitude ambiguë, par rapport au colonialisme occidental, en rappelant notamment les événements qui venaient de se produire dans les colonies françaises d'Algérie et de Madagascar<sup>287</sup>. Sur ce point, les attaques de PA n'étaient pas dépourvues de fondement. Après la guerre, les dirigeants du Parti communiste français (PCF), qui participaient alors au gouvernement, demeurèrent passifs face à la répression militaire sanguinaire des insurrections anticoloniales de Sétif en Algérie (1945) et de Madagascar (1947)<sup>288</sup>. Dans le même ordre d'idées, les militants trotskistes présents dans le PSS autour de Heinrich Buchbinder firent campagne pour que la social-démocratie suisse s'engage contre l'exclusion, par la SFIO française, de son organisation de jeunesse. Cette exclusion fut décidée par Guy Mollet et la direction du parti, parce que le groupe de jeunesse dénonçait la guerre coloniale d'Indochine, menée dès décembre 1946 par un gouvernement auquel prenaient part la SFIO et le PCF<sup>289</sup>.

Pour les militants de Proletarische Aktion, la question coloniale avait aussi une importance déterminante, car il ne s'agissait pas exclusivement d'une affaire française ou britannique. Quoique la Suisse n'eût pas de colonies, elle n'en profitait pas moins, en effet, du système d'exploitation économique des pays pauvres par les puissances capitalistes. Les militants de PA considéraient même la Suisse comme « un des pays les plus impérialistes du monde » au vu de « l'énorme quantité de capitaux investis à l'étranger »<sup>290</sup>. Le caractère fortement impérialiste de la classe dominante en Suisse permettait à la bourgeoisie helvétique, grâce aux « surprofits ainsi dégagés », d'accorder davantage de concessions aux salariés que dans d'autres pays développés. Ces concessions économiques favorisaient la formation d'une « aristocratie » ou « bureaucratie ouvrière » particulièrement intégrée au système de consensus; les figures dirigeantes de cette « aristocratie ouvrière » étaient Bratschi, Ilg, Nobs, Lang et Leuenberger<sup>291</sup>. Cette analyse mérite d'être évoquée, car elle était absente des prises de position du PSS ou du PST.

287. *Proletarische Aktion*: « Arbeiter, lies und denke! », 6 octobre 1947.

288. Ruscio, 2007, pp. 217-229; Duval, 2002.

289. « Einige weitere Bemerkungen zur Person Heinrich Buchbinder », AfZ, fonds H. Buchbinder, carton « Politik-Trotzkismus, Doss. 1-13 ».

290. Compte-rendu de la Proletarische Aktion-Konferenz, 2. Teil der Konferenz, 12 juin 1949, AfZ, fonds H. Buchbinder, carton « Politik-Trotzkismus, Doss. 1-13 » (m. t.)

291. *Idem*. Si nous avons déjà évoqué les figures de Bratschi, Ilg et Nobs, précisons qu'Erwin Lang était secrétaire de la Fédération des ouvriers du textile et des ouvriers de fabrique; quant à Ernst Leuenberger, il était secrétaire de la Fédération des typographes.

Contrairement à ce qu'indiquait l'article du *Vorwärts* de 1951 dénonçant l'«hitléro-trotskisme», Walter Nelz, qui avait été un des principaux animateurs du courant marxiste antistalinien en Suisse avant la guerre et qui avait, à ce titre, écopé de la peine de prison la plus lourde lors du procès militaire de 1942, s'était distancié des orientations politiques de la Proletarische Aktion. Durant les années qu'il avait passées en prison, Nelz s'était longuement plongé dans l'étude des œuvres de Friedrich Hegel et avait désormais choisi de se consacrer avant tout à un travail théorique de fond, plutôt qu'à une activité militante quotidienne au sein de PA<sup>292</sup>. De plus, il estimait que la Quatrième Internationale, à laquelle était liée la petite Proletarische Aktion, était trop réduite et trop dogmatique, surtout après qu'une partie des «trotskistes» étatsuniens, autour de Max Shachtman, avaient rompu avec l'organisation mondiale.

La rupture de Shachtman et de ses camarades avec Trotsky était intervenue en 1940. Ceux-ci considéraient que l'ancien chef de l'Armée rouge était trop complaisant à l'égard de l'URSS. Shachtman ne définissait pas cette dernière comme un «État ouvrier bureaucratiquement dégénéré», selon la formule de Trotsky, mais comme une puissance impérialiste organisée comme «capitalisme d'État»<sup>293</sup>. Shachtman fondait son analyse sur deux événements en particulier, intervenus l'année précédente : l'attaque de la Finlande par l'URSS et le pacte germano-soviétique. Cette rupture avait aussi eu quelques répercussions sur les marxistes suisses, notamment en 1945, lorsque quelques membres de Proletarische Aktion convaincus par les conceptions de Shachtman avaient quitté l'organisation<sup>294</sup>.

Nelz estimait que les torts entre Shachtman et Trotsky étaient partagés et il aspirait à la construction d'un mouvement plus large, capable d'aller au-delà des militants restés fidèles à la Quatrième internationale<sup>295</sup>. Le marxiste zurichois décida de fonder, en 1945, une association visant à promouvoir le débat philosophique et l'éducation populaire (*Arbeiterbildung*), inscrivant ce projet dans «la tradition des mouvements d'éducation populaire qui existent

292. Sur la rupture entre la PA et Nelz, voir les notes non datées de Jost von Steiger, SSA, fonds J. von Steiger, Ar. 155.12.9.

293. Wald, 1987, pp. 164-192.

294. Marquis, 1983, pp. 3-7.

295. Nelz, «Die Krise der Vierten Internationale», *Diskussions Material*, janvier 1946; *Diskussions Material* est un bulletin que Nelz édite à sa sortie de prison; en 1946, ce bulletin est rebaptisé: *Aufruf zum Sozialismus*; ces bulletins sont conservés au SSA, fonds W. Nelz, cotes 120.5 à 120.10.

en Suisse depuis plus de cent ans»<sup>296</sup>. Depuis la fondation de la Société du Grütli, qui avait joué un tel rôle de formation au XIX<sup>e</sup> siècle, continuait Nelz, les besoins théoriques de la classe travailleuse s'étaient fortement accrus, car, à la faveur des grands événements mondiaux comme la Révolution russe, la guerre et la victoire sur le fascisme, la tâche imminente du prolétariat était de prendre le pouvoir au niveau mondial. Pour ce faire, une refondation théorique était nécessaire, car le monde de 1945 n'avait plus grand-chose à voir avec celui des années 1930. Pour Nelz, les marxistes de PA ne parvenaient pas à saisir les traits dominants de la nouvelle période, car ils restaient accrochés à des schémas pour partie périmés et à une analyse trop exclusivement économique, qui n'intégrait pas les besoins spirituels des travailleurs<sup>297</sup>.

L'association pour l'éducation populaire fondée par Nelz, le Kulturbund Humanitas, organisa des conférences régulières les années suivantes, même si son public resta relativement restreint, les conférences réunissant souvent, selon les rapports de police, une trentaine ou quarantaine de sympathisants<sup>298</sup>. Il faut dire que Nelz s'orientait désormais vers des discussions théoriques pointues autour des œuvres de Hegel et Marx, ce dont témoignent les rapports de policiers zurichois chargés d'espionner les séances publiques de l'association, qui paraissaient souvent dépassés par les débats.

L'effort de renouvellement théorique du socialisme porté par Nelz se concrétisa également par la publication d'un bulletin, *Aufruf zum Sozialismus*, dans lequel écrivait également son épouse Gertrud Nelz-Mürset, ainsi que par la publication d'un ouvrage philosophique en 1950, *Geist und Macht*<sup>299</sup>. L'organe théorique du PSS, la *Rote Revue* publia un compte-rendu sarcastique du livre de Nelz, soulignant que ses analyses viraient au «mysticisme»<sup>300</sup>. Il est vrai que Nelz évoluait depuis la fin de la guerre vers une conception humaniste du socialisme qui rappelait le personnelisme d'un Mounier. Nelz soulignait notamment que le communisme était le développement concret du message de la Bible et que celle-ci était susceptible de donner au marxisme les assises spirituelles dont il

296. «Über die Notwendigkeit und die Bedeutung der sozialistischen Arbeiterbildung. Rede gehalten an der Gründungsversammlung des Sozialistischen Kluturbundes Humanitas», Zurich, 29 juin 1945, SSA, fonds W. Nelz, Ar., 120.10 (m. t.)

297. Nelz, «Die Krise der Vierten Internationale», *Diskussions Material*, janvier 1946.

298. Voir les rapports dans le dossier: AFS, E 4320 B, 1975/40, vol. 32.

299. Rapport de la police zurichoise du 7 mai 1948, compte-rendu d'une séance publique du Kulturbund Humanitas, AFS E 4320 B, 1975/40, vol. 32. Pour la brochure, voir Nelz, 1950.

300. *Rote Revue*, septembre 1950 (m. t.)

manquait<sup>301</sup>. Le Livre d'Amos (VIII<sup>e</sup> siècle av. J.-C.) – du nom d'un prophète ayant combattu les injustices sociales qui, à ses yeux, minaient le royaume d'Israël – occupait désormais une place centrale comme fondement des théories politiques de Nelz<sup>302</sup>. De même que Grimm, Nelz accordait également une grande importance à Zwingli comme précurseur du socialisme<sup>303</sup>.

Dans la conception de Nelz, partagée par sa femme Gertrud qui contribuait au bulletin *Aufruf zum Sozialismus*, l'étude de la religion, la prise en compte de l'héritage biblique par les marxistes, devait précisément servir à combattre l'influence des Églises dans la classe ouvrière. Aux yeux de Nelz, le PST, qui professait un matérialisme athée simpliste, de même que nombre de marxistes y compris trotskistes, étaient incapables de réaliser cette tâche essentielle<sup>304</sup>. Les Nelz cherchèrent à faire alliance avec le mouvement des Libres penseurs, qui avait une certaine influence dans les cercles progressistes alémaniques depuis le début du siècle. Mais ces démarches ne contribuèrent pas à élargir significativement leur petit mouvement.

Pour autant, l'association Kulturbund Humanitas, sous la houlette de Nelz, organisa des conférences régulières durant plus de deux décennies<sup>305</sup>. Malgré le relatif isolement politique de Nelz et de son petit groupe dans l'après-guerre, la police zurichoise surveilla avec attention ses activités jusque dans les années 1980, soit bien après que Nelz eut adhéré au Parti socialiste, en 1961.

Nelz n'était pas le seul intellectuel marxiste hétérodoxe qui se trouvait isolé dans la Suisse de l'immédiat après-guerre. On pourrait aussi évoquer la figure de Natalie Moszkowska (1886-1968), une économiste d'origine juive polonaise, qui était arrivée à Zurich vers 1905 pour y étudier<sup>306</sup>. Sa trajectoire rappelle par certains aspects celle de l'économiste marxiste Rosa Luxemburg, qui l'influença du reste fortement sur le plan intellectuel. En particulier, Moszkowska avait retravaillé, dans un livre publié en 1943, *Zur Dynamik des Spätkapitalismus*, la théorie luxemburgienne dite de la sous-consommation. Celle-ci postulait que la paupérisation

301. *Aufruf zum Sozialismus*, «Kommunismus», décembre 1946.

302. *Aufruf zum Sozialismus*, «Der Prophet Amos», décembre 1946.

303. Nelz, 1950, p. 47.

304. Gertrud Nelz-Mürset, «Ein PDA-Müsterchen», *Aufruf zum Sozialismus*, octobre 1946.

305. Voir les invitations et ordres du jour dans le fonds W. Nelz, SSA, Ar. 120.10.

306. De ce point de vue, le parcours de Moszkowska peut être comparé à celui de plusieurs autres femmes d'Europe de l'Est ou de Russie, qui émigraient parce que l'accès à l'université leur était interdit dans leur pays d'origine avant la Première Guerre mondiale. Voir Goller, 2007 ; ainsi que la notice dans le fonds SSA, Ar. 1.100.7.

ouvrière relative dans les pays développés obligeait le capitalisme à trouver des débouchés extérieurs dans les colonies ou les pays sous-développés, accroissant du même coup la concurrence interimpérialiste et les risques de guerre entre grandes puissances. Les analyses de Moskowska insistaient donc sur l'instabilité fondamentale d'un système capitaliste miné par ses propres contradictions.

L'idée suivant laquelle la sous-consommation était la source de l'instabilité capitaliste aurait certes pu la conduire à des orientations réformistes, de type keynésien de gauche. Mais Moskowska écartait cette option, en insistant sur le fait que le capitalisme tardif, même en régime keynésien, conduisait à une hausse draconienne des dépenses d'armement liée à la concurrence interimpérialiste, qui accroissait les risques de guerre. Même en période de haute conjoncture, l'alternative présentée par Rosa Luxemburg – révolution socialiste ou barbarie – restait donc valable. Forte de cette conviction, Moskowska compta parmi les rares intellectuels de la gauche révolutionnaire en Suisse qui s'écartèrent des interprétations réformistes du marxisme, favorisées dans les années 1950 par la haute conjoncture économique et la démobilisation du mouvement ouvrier<sup>307</sup>. En même temps, elle analysa avec rigueur l'intégration politique du mouvement ouvrier, son adhésion au modèle consumériste de la société bourgeoise. Elle insista sur le poids de la destruction, par le fascisme, de la contre-culture ouvrière, pour comprendre l'évolution politique de la gauche dans un pays comme l'Allemagne de l'Ouest, dont la classe ouvrière avait pourtant, dans la première partie du XX<sup>e</sup> siècle, soulevé les espoirs des révolutionnaires de toute l'Europe. Les écrits de Moskowska furent redécouverts par une nouvelle génération de jeunes intellectuels marxistes lors de la renaissance de ce courant à la fin des années 1960<sup>308</sup>.

En 1950, Moskowska désespérait de ne pouvoir publier une étude sur les liens entre les crises capitalistes et les guerres, parce que son manuscrit, quoique adoptant un point de vue « fondamentalement socialiste », n'était pas lié à une perspective « de parti »<sup>309</sup>. Moskowska y refusait en effet aussi bien une orientation sociale-démocrate, dont elle dénonçait l'anticommunisme unilatéral perçu comme une concession à l'idéologie bourgeoise, que stalinienne. Elle écrivait ainsi, en 1950, au professeur Fritz Lieb :

307. Dans les années 1950, ses écrits influencèrent l'économiste marxiste new-yorkais Paul Sweezy, qui fonda en 1949 la *Monthly Review*. Voir Goller, 2007, p. 7.

308. Altwater, cité par Goller, 2007, p. 6.

309. Lettre de Moskowska à Fritz Lieb, 27 octobre 1950, UB, fonds F. Lieb, Aa 759 (m. t.) Le manuscrit mentionné est disponible dans le fonds Moskowska, SSA, Ar. 135.

Pour cette étude, qui contient aussi des critiques à l'égard de l'orientation de la social-démocratie, il n'est pas question, non seulement d'un éditeur bourgeois, mais pas davantage d'une maison d'édition socialiste ou communiste. Malheureusement, on doit aujourd'hui être soit communiste, soit anticommuniste; se positionner entre les deux, c'est interdit. Ce n'est pas seulement dans l'Est autoritaire, mais aussi dans l'Ouest démocratique qu'une prise de position objective n'est pas admise. Un chercheur marxiste objectif est condamné au silence.<sup>310</sup>

Ce sentiment d'isolement intellectuel était sans doute renforcé par le fait d'être une femme dans une discipline – l'économie politique – dominée à l'époque de manière écrasante par les hommes, y compris à gauche.

Mais le petit groupe marxiste Proletarische Aktion n'était pas beaucoup moins isolé que Moszkowska à la fin des années 1940. L'absence de concrétisation des perspectives révolutionnaires espérées en 1945, l'essor, au contraire, d'un fort conservatisme politique au début des années 1950, amenèrent certains militants de la gauche marxiste à abandonner la perspective de construire une organisation politique indépendante, privilégiant l'investissement dans un courant socialiste de gauche au sein de la social-démocratie. Une fraction du mouvement marxiste antistalinien choisit d'ailleurs cette option à l'échelle internationale dans l'après-guerre. En Suisse, cette voie fut d'autant plus volontiers empruntée que certains militants de PA, dès 1945, étaient actifs, en parallèle, au sein du PSS<sup>311</sup>.

D'autres militants rejoignirent la social-démocratie en raison de la période de haute conjoncture. Ils abandonnaient ainsi la perspective de transformation révolutionnaire de la société, évoluant progressivement d'une perspective antistalinienne de gauche vers l'anticommunisme atlantiste du PSS. Ce fut le cas par exemple de l'étudiant lausannois Marx Levy, qui collabora un temps avec Proletarische Aktion, puis se tourna vers le PSS, où il accomplit une carrière politique<sup>312</sup>. Ce genre d'évolutions politiques, là encore, n'avait rien de spécifique à la Suisse. Aux États-Unis, l'évolution

310. *Idem*.

311. Marquis, 1983, p. 37.

312. Rapport de la police cantonale de Zurich au Ministère public fédéral, 3 octobre 1946, AFS, E 4320 B, 1975/40, vol. 32; entretien avec Marx Levy, 15 décembre 2011, AVL, fonds ARTHO.



d'un Max Shachtman, passé d'une critique radicale de l'URSS, qui l'avait amené à rompre avec Trotsky en 1940, à un anticommunisme de plus en plus libéral et atlantiste, peut rappeler le parcours de certains militants helvétiques.

Face à la montée du conservatisme politique de guerre froide et à la stabilisation du système capitaliste, une telle évolution politique vers le réformisme concernait aussi les anarchistes. Louis Bertoni, constatant l'intégration institutionnelle des syndicats et l'affaiblissement de toute opposition de gauche en leur sein, notait avec amertume, en 1946 déjà, que « le mouvement ouvrier ne soulève plus aucun enthousiasme ; on y adhère comme à toute autre société d'assurances »<sup>313</sup>. Si Bertoni, alors âgé de 74 ans, resta fidèle à ses idées anarchistes, le parcours de son camarade Lucien Tronchet fut en revanche emblématique de l'affaiblissement de l'anarcho-syndicalisme au sortir de la guerre.

Tronchet, l'une des figures les plus en vue de l'anarcho-syndicalisme à Genève dans les années 1920 et 1930, se rallia en effet, dans l'après-guerre, à des positions sociales-démocrates et adhéra au PSS en 1949. En 1947, signe de l'abandon d'une orientation syndicaliste radicale, Tronchet avait soutenu l'accord entre le patronat et la Fédération suisse des ouvriers du bois et du bâtiment (FOBB), qui mit fin à un important mouvement social dans le secteur de la construction. Il apporta par là une caution importante aux pratiques de paix du travail, alors que l'accord était combattu par les militants de l'aile gauche de ce syndicat<sup>314</sup>. Comme le nota rétrospectivement André Bösiger, naguère proche de Tronchet, mais qui était, pour sa part, resté fidèle aux conceptions anarchistes :

Le principal animateur du mouvement genevois, Lucien Tronchet, évolua du tout au tout. [...] Le malheur fut que toute l'équipe syndicaliste et anarchiste, à quelques exceptions près, le suivit au Parti [socialiste]. Toute l'aile combattante du mouvement fut ainsi liquidée par lui et embrigadée chez les socialistes.<sup>315</sup>

Tronchet défendit dans les années 1950 une orientation anti-communiste dont les options atlantistes étaient de plus en plus marquées, d'autant qu'il revint d'un voyage aux États-Unis avec ce que

313. Bertoni, 1946.

314. Marquis, 1983, p. 144.

315. Bösiger, 1992, pp. 88-89.

Bösiger qualifiait d'«enthousiasme sans faille pour ce pays»<sup>316</sup>. Ce voyage avait été accompli suite à une invitation des autorités états-uniennes, soucieuses de soigner leur image auprès de personnalités en vue de la gauche non communiste helvétique. Par la suite, les États-Unis financèrent un centre pour la formation syndicale mis sur pied par Tronchet<sup>317</sup>. L'anticommunisme du dirigeant syndical genevois le conduisit à dénoncer à la police fédérale des travailleurs italiens immigrés, parce qu'il les suspectait d'accointances avec le Parti communiste de leur pays d'origine<sup>318</sup>.

À Bâle également, une autre ville où les activités de ce courant avait été significatives, les effectifs anarchistes furent réduits à un tout petit groupe. Isak Aufseher et Heiner Koechlin éditèrent durant deux ans une revue anarchiste, qui s'essouffla, faute de forces militantes<sup>319</sup>. Dans les années 1950, les deux militants s'investirent dans le mouvement des coopératives d'habitation, et ce n'est que vers le milieu des années 1960 que l'arrivée, à Bâle, de travailleurs espagnols aux convictions syndicalistes libertaires donna une impulsion permettant de réorganiser un petit groupe socialiste antiautoritaire actif<sup>320</sup>. De même, en 1957, quelques jeunes militants, dont les objecteurs de conscience italiens réfugiés en Suisse Claudio Cantini et Pietro Ferrua, relancèrent le journal anarchiste *Le Réveil* à Genève<sup>321</sup>.

Comme les anarchistes, les marxistes furent réduits à un rôle politique discret durant les années 1950, malgré leurs efforts pour élargir leur organisation en direction de la jeunesse ou de militants déçus du PSS et du PST. Ces efforts se matérialisèrent notamment par la fondation, en 1951, d'une plateforme de débat et d'action plus large que PA, le Sozialistische Arbeiterbund (SAB), dont l'objectif était de rassembler de manière unitaire des syndicalistes et socialistes de gauche. Les événements de Hongrie en 1956, qui accrurent de manière draconienne le discrédit de l'URSS, ainsi que l'essor d'un mouvement social pacifiste à la fin de la décennie, représentèrent une bouffée d'oxygène pour ces militants partisans d'une politique anticapitaliste non alignée sur l'Union soviétique.

316. *Idem.*

317. Van Dongen, 2014, pp. 50-63.

318. Allmen et Steinauer, 2000, pp. 168-170.

319. Koellreuter et Schürch, 2013, pp. 111-120. Pour plusieurs rapports de police sur leurs activités après la guerre, voir AFS E 4320 B, 1975/40, vol. 504.

320. Koellreuter et Schürch, 2013, pp. 166-180.

321. Bottinelli, 2012, p. 148.

## DÉBATS D'IMMÉDIAT APRÈS-GUERRE

Après avoir retracé à grands traits l'évolution des différents courants politiques et intellectuels de la gauche au sortir de la guerre, nous concluons cette première partie en évoquant quelques débats centraux qui la traversèrent durant cette seconde moitié des années 1940, et qui illustrent les clivages en son sein. Nous procéderons de même pour les deux parties suivantes de cette étude, consacrées aux années 1950, puis aux années 1960.

Sans doute, pour les intellectuels de gauche de l'immédiat après-guerre, le débat le plus important était-il celui du rapport à l'Union soviétique et au communisme. Mais comme cette question était omniprésente dans les pages précédentes et le sera encore dans les parties consacrées aux deux décennies suivantes, nous avons choisi de la laisser de côté ici, pour mettre en lumière des discussions moins connues. On a vu également jusqu'ici que la question des réformes économiques, des nationalisations, de la planification passionnait la plupart des intellectuels de gauche dans l'immédiat après-guerre, en lien avec les expériences en cours en France, au Royaume-Uni ou encore en Tchécoslovaquie ; nous laisserons également ce débat important de côté, parce qu'il a déjà été évoqué à plusieurs reprises dans les lignes qui précèdent.

La première question abordée ici concerne la politique suisse durant la guerre qui suscita des discussions importantes dans les quelques années suivant immédiatement le conflit mondial. Bien qu'on ait pu constater que la Suisse de l'après-guerre était marquée par une forte continuité politique, ce débat prend néanmoins un tour passionnel durant quelques mois, au gré de différentes affaires, notamment celle dite de la pétition des 200. Cette question mérite l'attention, car elle est révélatrice de clivages profonds au sein de la gauche, révélateurs d'options politiques divergentes. Surtout, cette

discussion de l'immédiat après-guerre influence l'histoire politique du pays à plus long terme, dans la mesure où la question ressurgit à plusieurs reprises dans les décennies suivantes, dans les années 1960, comme nous le verrons et, surtout, dans les années 1990, lorsque le scandale des fonds juifs en déshérence éclate.

Nous nous pencherons ensuite sur deux débats distincts tombés aujourd'hui dans un relatif oubli, mais qui passionnaient les intellectuels de gauche à l'époque : l'avenir de l'Allemagne et des Allemands, ainsi que l'avenir des Juifs d'Europe, après la catastrophe qu'avait représenté pour eux le nazisme. Là encore, ces deux débats délimitent des positions importantes à plus long terme : le premier, parce que la question allemande devint, dans les années suivantes, la pierre de touche du processus d'intégration européenne. Le second parce qu'il permet de mieux comprendre le rapport complexe de la gauche avec le sionisme, qui fut la source de dissensions jusqu'à nos jours. Il est dès lors intéressant de se pencher sur sa genèse, dans l'immédiat après-guerre.

#### **RETOUR SUR LA POLITIQUE SUISSE DURANT LA GUERRE**

S'agissant du débat sur la politique suisse durant la guerre qui émergea à la fin de celle-ci, deux questions portées en large partie par la gauche, focalisèrent en particulier les discussions. D'une part, la présence en Suisse d'influents personnalités sympathisantes du fascisme et ce, jusqu'au sommet de l'État. D'autre part, la manière dont fut conduite la politique d'asile. En revanche, la question des relations politiques et, à plus forte raison, économiques avec l'Allemagne nazie, qui prit une grande importance dans le débat des années 1990, fut peu thématisée dans l'immédiat après-guerre<sup>1</sup>. Il y a là une différence de taille avec la situation qui prévalut à la fin de la Première Guerre mondiale, moment où la gauche dénonçait avec force les profits de guerre des capitalistes suisses<sup>2</sup>.

Pour comprendre pourquoi les questions économiques furent peu abordées, il faut d'abord souligner qu'au sein de la gauche, la manière dont le retour sur la politique suisse durant la guerre a été envisagé fut loin d'être homogène. En novembre 1944, le conseiller national membre du PAB Feldmann formulait dans son journal le vœu que, du point de vue de la politique menée durant le conflit

1. Bourgeois, 1998, pp. 12-13; Buclin, 2016.

2. Gautschi, 1988, pp. 33-34.

mondial, la coresponsabilisation gouvernementale du PSS permit d'atténuer les attaques de la principale organisation politique de la gauche contre le Conseil fédéral<sup>3</sup>.

Et, en effet, le nouveau ministre social-démocrate Ernst Nobs rejeta les critiques adressées par les Alliés, qui accusaient la Suisse d'avoir conduit une politique économique favorable à l'effort de guerre de l'Axe<sup>4</sup>. Par là même, le conseiller fédéral socialiste contribuait à la formation d'un consensus politique placé sous le signe des supposés intérêts supérieurs du pays. C'est que Nobs, en tant que chef du Département des finances, se trouvait en première ligne lors des négociations avec les vainqueurs de la guerre, destinées, du point de vue de la Suisse officielle, à écarter les menaces de lourdes sanctions qui pesaient contre les entreprises helvétiques ayant commercé avec les puissances fascistes jusqu'à la fin des hostilités<sup>5</sup>. Pour Nobs, derrière les leçons de morale des dirigeants états-uniens se cachaient la volonté de récupérer des parts de marché en Europe, aux dépens des entreprises suisses. Il était donc légitime pour un petit pays de résister de manière intransigeante à ce projet impérialiste d'une grande puissance<sup>6</sup>.

Pourtant, en dépit des positions qu'il affichait publiquement, le conseiller fédéral socialiste avait conscience que des banques et entreprises suisses avaient contribué de manière importante à l'effort de guerre nazi. Fin janvier 1945, il reçut une longue lettre d'un de ses camarades de parti, le Bernois Boris Lifschitz, qui l'enjoignait à moins de complaisance à l'égard des entreprises helvétiques ayant commercé avec le « Reich ». Dans sa réponse, Nobs montrait qu'il avait conscience du bien-fondé des accusations portées par les Alliés, notamment s'agissant des biens spoliés par des nazis et cachés dans des banques suisses<sup>7</sup>.

Mais la solidarité gouvernementale fut plus forte que les critiques qui, comme celle de Lifschitz, émanaient des rangs socialistes. Celles-ci faisaient d'autant moins le poids que les dirigeants du PSS, comme le soulignait Feldmann, atténuèrent leurs attaques contre le gouvernement après 1943. Cette attitude était motivée par le souci de se montrer solidaires avec le nouveau conseiller fédéral socialiste, mais les dirigeants du PSS adhéraient aussi à l'argu-

3. Feldmann, *Tagebuch*, 18 novembre 1944.

4. Kästli, 1995, pp. 234-255.

5. Schaufelbuehl, 2009b, pp. 115, 175, 183.

6. Guex et Perrenoud, 1995b, p. 136.

7. Kästli, 1995, pp. 235-238.

mentation de Nobs dénonçant les pressions exercées par la grande puissance étatsunienne.

Ainsi, à la fin de l'année 1945, Robert Grimm prit la défense des autorités engagées dans les délicates négociations menant à l'accord de Washington, au nom de la défense d'un petit pays contre l'impérialisme des États-Unis<sup>8</sup>. Dans cette optique, il s'agissait aussi, aux yeux des dirigeants socialistes, de rétablir rapidement des contacts avec les responsables sociaux-démocrates des pays de la coalition victorieuse, en particulier les dirigeants du Parti travailliste britannique participant au cabinet de Winston Churchill, pour expliquer et défendre l'attitude de la Suisse durant la guerre<sup>9</sup>.

En juin 1946, durant le débat au parlement concernant la ratification de l'accord de Washington, Nobs défendit l'action de la BNS concernant les transactions sur or avec la Reichsbank<sup>10</sup>. À partir de là, le conseiller fédéral socialiste présentait l'accord de Washington non comme le règlement d'une politique douteuse menée durant la guerre, mais comme une « contribution d'un quart de milliard à la reconstruction de l'Europe [...] une œuvre hautement urgente de sauvetage de vies, une œuvre d'humanité »<sup>11</sup>. Nobs combattit dans la foulée un amendement à l'accord déposé par le social-démocrate de gauche valaisan Karl Dellberg, qui demandait une contribution au paiement de cette somme par les entreprises suisses ayant pratiqué l'évasion fiscale pendant la guerre<sup>12</sup>.

Dans le sillage des positions de Nobs, et à l'image des autres dirigeants sociaux-démocrates, l'antifascisme de Robert Grimm faisait largement l'impasse sur les questions économiques. Si la solidarité avec Nobs explique pour partie la prise de position de Grimm en soutien à la politique financière de la Confédération pendant la guerre, la propre intégration institutionnelle du socialiste bernois n'y était pas non plus étrangère. En effet, les fonctions de Grimm à la tête de la division « Force et chaleur » de l'Office de guerre pour l'industrie et le travail l'avaient amené à soutenir durant le conflit un renforcement des liens économiques avec le « Reich »,

8. Uhlig *et al.*, 2001, p. 431.

9. Voir les interventions de Walther Bringolf et de Hans Oprecht dans le PV de la commission politique du PS, ASS, Ar.1.110.34, 14 octobre 1944.

10. Nobs, *Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale*, séance du 26 juin 1946, p. 392. Rappelons que les dirigeants de la BNS connaissent l'origine douteuse de l'or acheté à la Reichsbank, fruit de spoliations exercées contre les victimes du national-socialisme; ces achats continuent toutefois jusqu'en avril 1945. Voir Perrenoud, 2011, p. 391.

11. Nobs, *Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale*, séance du 26 juin 1946, p. 395 (m. t.)

12. *Ibid.*, pp. 402-404.

aux fins de garantir l'approvisionnement énergétique de la Suisse et d'éviter par là des pénuries qui lui apparaissaient comme nuisibles, aussi bien pour les conditions de vie de la population laborieuse que pour les capacités de défense militaire du pays<sup>13</sup>. Ainsi, argumentait Grimm pour justifier cette orientation, la dégradation des conditions économiques qui aurait résulté d'un affaiblissement des liens commerciaux avec l'Allemagne nazie aurait contribué à renforcer l'extrême droite en Suisse, de même que le chômage de masse en Allemagne après 1929 avait fait le lit du nazisme.

Du point de vue des liens avec l'Allemagne de Hitler, l'intégration institutionnelle de Grimm amena à une autre prise de position étonnante de sa part : ayant côtoyé d'importants dignitaires du « Reich » dans le cadre de ses fonctions officielles, il s'estima tenu, par loyauté, de leur venir en aide à la fin des hostilités. En 1945, il intercéda avec succès en faveur d'Ernst R. Fischer, membre du NSDAP, de la Schutzstaffel (SS) et proche collaborateur de Hermann Göring, afin que ce dernier pût demeurer en Suisse quelques années, le temps que la pression à l'épuration se relâchât en Allemagne de l'Ouest<sup>14</sup>.

Sur la question des liens économiques avec l'Axe, certains membres du PSS, minoritaires, avaient pourtant une position moins consensuelle que celle affichée par Grimm et par une majorité des membres de la direction du parti. Ainsi, le théologien social-démocrate Karl Barth percevait dans l'établissement des relations économiques poussées avec l'Allemagne nazie, en particulier dans le secteur de l'armement, l'une des plus grandes fautes du gouvernement helvétique. Barth affirma dans une conférence prononcée à Zurich, en février 1945, que si l'exportation de matériel militaire vers l'Allemagne pouvait « peut-être être comprise au regard de votre situation » en 1939, il dénonçait en revanche les crédits très importants accordés à l'Allemagne de Hitler<sup>15</sup>. Durant la guerre, les sphères dirigeantes de la social-démocratie avaient en revanche soutenu les crédits dits de *clearing* à l'Allemagne et à l'Italie, car ceux-ci, en tant qu'ils permettaient à ces pays d'acheter des marchandises suisses, étaient présentés par les autorités comme une manière de garantir des milliers d'emplois dans le pays<sup>16</sup>.

13. PV de la Commission politique du PSS, 29 juin 1940, SSA, Ar.1.110.30.

14. Van Dongen, 2008, p. 163 ; Uhlig *et al.*, 2001, pp. 383-384.

15. Barth, 1945a, p. 364.

16. Longchamp, 2014, p. 128.

Dans la même conférence, Barth dénonçait plus généralement, au niveau politique, la complaisance du Conseil fédéral à l'égard des régimes politiques fascistes<sup>17</sup>. Là encore, de telles critiques tranchaient avec les positions exprimées par les dirigeants du PSS. Ainsi, le conseiller national argovien Arthur Schmid balaya à la fin de la guerre les accusations contre la Suisse formulée par l'Union soviétique, qui accusait le Conseil fédéral d'avoir mené une politique « profasciste »<sup>18</sup>. L'URSS refusa, à ce titre, de renouer des relations diplomatiques avec la Suisse jusqu'en mars 1946; dans l'intervalle, le Conseil fédéral avait fini par exprimer des regrets pour son attitude hostile à l'Union soviétique dans le passé. La prise de position de Schmid montre, en l'occurrence, comment une vision idéalisée de la politique menée durant la guerre se combinait avec l'antisoviétisme, y compris dans les rangs sociaux-démocrates.

Dans le même ordre d'idées, les dirigeants socialistes tendaient à idéaliser la politique de neutralité qui fut menée durant la guerre. Dans un long article paru dans la revue théorique du PSS en février 1945, Arthur Schmid se ralliait au mythe qui situe les origines de la neutralité suisse à l'intervention de Nicolas de Flue durant la Diète de Stans, en 1481. Schmid soulignait surtout que la « neutralité armée » avait permis de préserver le pays durant le conflit mondial qui était sur le point de s'achever<sup>19</sup>. Ce soutien à la politique de neutralité officielle conduisit enfin le conseiller national argovien à combattre l'adhésion de la Suisse à l'ONU, pour autant que l'ONU posât comme condition un affaiblissement voire un abandon des principes de neutralité<sup>20</sup>.

Les opinions anticommunistes de Schmid jouaient un rôle dans la manière dont il se positionnait par rapport à la politique de neutralité officielle. L'un des principaux soucis du socialiste argovien était en effet de se démarquer frontalement de l'orientation du PST, qui appelait à une adhésion sans condition de la Suisse à l'ONU<sup>21</sup>. Comme le remarquait le parlementaire social-démocrate et membre du conseil de banque de la BNS Johannes Huber pour expliquer la prise de position des communistes concernant l'ONU et la neutralité, le PST « ne menait pas une politique suisse »<sup>22</sup>.

17. Barth, 1945a, p. 363.

18. Schmid, « Russland – die Schweiz – und der Sozialismus », *Rote Revue*, juin 1945 (m. t.)

19. Schmid, « Die schweizerische Neutralität », *Rote Revue*, février 1945 (m. t.)

20. PV du comité directeur du PSS, 15 juin 1946, SSA, Ar. 1.110.36; la position de Schmid lors de cette séance fut toutefois combattue par d'autres dirigeants socialistes, à l'instar d'Humbert-Droz.

21. Xaver Schnieper, « Der Weg der Schweiz », *Vorwärts*, 7 avril 1946; Hürlimann, 1985, p. 45.

22. PV du comité directeur du PSS, 15 juin 1946, SSA, Ar. 1.110.36 (m. t.)



Cette conception idéalisée de la neutralité contribue aussi à expliquer pourquoi les secteurs dirigeants de la gauche sociale-démocrate firent l'impasse sur le poids des relations économiques avec l'Allemagne nazie comme élément qui contribuait à expliquer pourquoi la Suisse avait été épargnée par la guerre<sup>23</sup>. De là découlait une forte adhésion à la figure paternelle du général Guisan, perçu comme l'homme qui avait été le garant de ladite neutralité armée. Pour les 70 ans du général, le 21 octobre 1944, la presse sociale-démocrate ne tarit pas d'éloges à son égard<sup>24</sup>. Le souvenir de l'officier qui avait participé à la répression contre le mouvement ouvrier à Zurich après la Première Guerre mondiale, de l'homme aux vues autoritaires qui avait admiré Mussolini et le Pétain d'après 1940 et qui avait professé des idées antisémites, était ainsi dissipé parmi les dirigeants du PSS<sup>25</sup>. Début 1947, Hans Oprecht saluait avant tout, lors du débat parlementaire concernant le rapport du général sur le service actif, le souci qu'eut ce dernier de tendre la main aux travailleurs<sup>26</sup>.

Là encore, cette vision positive de Guisan n'allait pas sans susciter des résistances au sein de la gauche. Mais comme sur la question des liens économiques avec l'Allemagne, les critiques contre l'idéalisation de la figure du général étaient essentiellement portées par des intellectuels qui ne jouaient pas un rôle dirigeant au sein du PSS. Ainsi, Leonhard Ragaz questionnait le soutien des sociaux-démocrates à Guisan, en rappelant que ce dernier avait été un partisan de la censure contre la presse de gauche<sup>27</sup>. Plus fondamentalement, le groupe marxiste Proletarische Aktion – dont les prises de position ne pesaient guère dans le débat public vu sa taille fort réduite – estimait que si la social-démocratie suisse avait émis des critiques concernant des « défauts techniques de l'armée », les « fautes personnelles » de certains officiers, sur le fond, le PSS ne posait plus les « questions en termes de classe » et se situait donc globalement sur « la même ligne que la bourgeoisie »<sup>28</sup>.

En fait, même dans les rangs de la droite, certains se montraient plus critiques à l'égard du rôle effectif de Guisan durant la guerre

23. Dans les discussions internes à la direction du parti, les opinions étaient plus nuancées, certains dirigeants comme Paul Graber reconnaissant la portée toute relative de la neutralité suisse pendant la guerre. Voir PV de la séance de la commission politique du PSS, 11 mai 1946, SSA AR 1.110.36.

24. Gautschi, 1991, p. 587.

25. Ibid., pp. 44, 47 et 56.

26. Oprecht, *Rote Revue*, « Zum Bericht des Generals », février 1947.

27. Ragaz, « Schweizerisches », *Neue Wege*, mai 1945.

28. *Proletarische Aktion*, « Eine Revision ist fällig », août-septembre 1946 (m. t.)

que ne l'étaient les dirigeants sociaux-démocrates. Le conseiller national PAB Feldmann était exaspéré par le culte de la personnalité construit autour d'un chef de l'armée présenté comme le sauveur de la Suisse durant le conflit mondial. Comme Ragaz, Feldmann considérait que, du point de vue de la liberté de la presse, Guisan avait cédé aux pressions exercées par les nazis<sup>29</sup>.

Par contraste avec les positions qu'on voit exprimées par la direction du PSS concernant l'attitude des milieux dirigeants helvétiques durant la guerre, la ligne défendue par le PST était plus combative. Et comme le parti semblait progresser de manière spectaculaire en 1945, ses prises de position critiques avaient bien plus de poids que celles d'un petit groupe comme Proletarische Aktion. La revue théorique du parti, publiée en allemand et en français, fit ainsi paraître des critiques contre la politique de neutralité officielle, dénoncée comme un écran de fumée camouflant une adaptation au nouvel ordre européen imposé par l'Allemagne :

Hitler obtint les deux choses qu'il voulait de la Suisse : des crédits et des marchandises.<sup>30</sup>

Sur ce point, les critiques du PST rejoignaient le sentiment de nombre d'intellectuels critiques non communistes, et ses positions contribuèrent donc pour une large part à sa popularité à la fin de la guerre. Ainsi, parmi d'autres, le catholique de gauche fribourgeois Xavier Schorderet estimait dans une tribune publiée dans les cahiers suisses de la revue *Esprit* que les autorités avaient poussé la population à la passivité face aux crimes de l'Axe, confondant sciemment la neutralité officielle avec une complaisante neutralité morale<sup>31</sup>.

Mais en dépit d'une ligne plus radicale que celle du PSS, les critiques du PST contre la politique gouvernementale n'étaient pas sans contradiction. Les attaques du parti contre la politique de neutralité officielle apparaissent comme tributaires d'options diplomatiques fixées à Moscou. Après que l'Union soviétique eut accepté de renouer des liens avec la Suisse, le 18 mars 1946, les communistes mirent en effet leurs critiques en sourdine. C'est que l'Union sovié-

29. Feldmann, *Tagebuch*, 26 mai 1945, 9 mars 1946, 3 octobre 1953, 20 et 21 octobre 1954.

30. Maximilien Hörngacher, « La neutralité suisse en faveur de l'Allemagne hitlérienne », *Socialisme*, juin 1945.

31. Schorderet, « La Suisse et l'après-guerre : neutralité, indépendance et tradition populaire », *Esprit: Cahiers suisses*, 1945/1.

tique percevait désormais d'un œil relativement approbateur la neutralité helvétique, conçue comme un contrepoids à l'attitude de plus en plus hostile du bloc occidental<sup>32</sup>. On peut remarquer par anticipation que c'est précisément à cause de ce ralliement du PST à la doctrine de neutralité officielle, dénoncée comme une concession à l'idéologie bourgeoise helvétique, que Léon Nicole, suivi par une poignée de jeunes intellectuels du parti en Suisse romande, quittèrent le PST au début des années 1950, ou en furent exclus<sup>33</sup>.

De manière plus générale, s'agissant des limites de l'opposition du PST contre le gouvernement, notons que le parti semblait renouer avec les positions du PCS qui, dès 1936, avec la nouvelle tactique de soutien au Front populaire, s'était rallié à la défense nationale et aux récits mythiques qui l'entouraient<sup>34</sup>. Il s'agissait à présent de tracer une voie nationale vers le socialisme. Ce mot d'ordre rappelait paradoxalement celui de Tito, que la direction du parti combattait pourtant après la rupture entre le dirigeant yougoslave et Staline en 1948. Le PST affichait en outre, comme le PSS, une bonne opinion de Guisan, présenté comme ayant incarné l'esprit de résistance, à l'encontre des tendances adaptationnistes germanophiles, y compris au sein de son état-major. Xaver Schnieper estimait ainsi que le chef de l'état-major Jakob Labhart devait passer devant un tribunal militaire pour trahison, dans la mesure où il avait cherché à faire obstacle à la concentration des forces militaires face au Nord, sur la ligne de défense Sargans-Limmat-Gempenplateau, que Guisan avait finalement privilégiée<sup>35</sup>. De même, Schnieper estimait que le discours du Grütli en 1940 était un acte de résistance face à un Conseil fédéral qui penchait vers le défaitisme. Certains journalistes de droite, comme Pierre Béguin dans la *Gazette de Lausanne*, s'indignèrent même de ce que les communistes cherchaient à s'approprier la figure du général<sup>36</sup>.

Reste qu'en dépit du soutien des communistes à la défense nationale et à Guisan, les reproches adressés à la Suisse officielle par l'Union soviétique – et repris par le PST vers 1945 – rendirent suspecte dans les années suivantes toute approche critique de l'histoire de la Suisse durant la guerre, car celle-ci était automatiquement entachée du soupçon de cryptocommunisme. On a vu,

32. Neval, 2003, p. 346.

33. Jeanneret, 2002, pp. 96-116.

34. *Ibid.*, p. 479.

35. Schnieper, « Die grossen Schweiger », *Vorwärts*, 27 juillet 1946.

36. *Gazette de Lausanne*, « Des raisons qui n'en sont pas », 16 juillet 1946.

avec l'exemple des déclarations faites par le social-démocrate Arthur Schmid, que le réflexe anticommuniste favorisait une certaine solidarité avec les positions du gouvernement. De fait, l'anticommunisme de guerre froide devint inséparable, dans les années suivantes, d'une image idéalisée de l'histoire récente du pays. La neutralité armée qui, à en croire le récit officiel, aurait sauvé la Suisse du danger totalitaire fasciste allait désormais préserver le pays du totalitarisme soviétique<sup>37</sup>.

Dès lors que les liens économiques avec l'Axe ne faisaient pas l'objet d'une discussion critique approfondie, il était plus aisé pour les autorités de construire une mémoire officielle de la guerre qui présentait la neutralité armée comme le fondement de la préservation de la paix sur le territoire helvétique. Lors de la capitulation de la *Wehrmacht*, le conseiller fédéral von Steiger put ainsi affirmer que « dans cette guerre, la Suisse a [...] maintenu sa politique de neutralité affirmée et éprouvée depuis des siècles, sans dévier, avec discipline et protégée par son armée »<sup>38</sup>.

En 1946, la publication du rapport de Guisan sur le service actif posera l'une des premières pierres de cette mémoire officielle. Le fait que ce rapport ait été salué par la gauche sociale-démocrate et communiste favorisera la construction d'une vision dominante idéalisée de l'histoire de la guerre<sup>39</sup>. Le champ était ainsi libre pour que ceux que nous avons appelés les antifascistes de la dernière heure jouent un rôle décisif dans la construction d'une mémoire officielle des événements. À la fin des années 1940, ce fut en effet des intellectuels naguère liés à la droite autoritaire qui écrivirent les premières histoires de la période de la guerre, à l'image de l'ancien fasciste Peter Dürrenmatt, devenu rédacteur en chef des *Basler Nachrichten*, qui fit paraître une *Kleine Geschichte der Schweiz während des Zweiten Weltkrieges* en 1949. Même si l'histoire de la Suisse durant la guerre fit à nouveau surface dans les années 1960, à l'initiative d'une nouvelle génération d'intellectuels critiques, il fallut attendre les années 1990 et le scandale des fonds en déshérence pour qu'une vision historique plus équilibrée – prenant en compte l'importance économique qu'avait eue la Suisse aux yeux des nazis pour expliquer l'absence d'invasion militaire du pays – se ménagât une véritable place dans le débat public<sup>40</sup>.

37. Van Dongen, 1998, pp. 220-223.

38. Cité par Altermatt, 1993b, p. 418.

39. Guisan, 1946.

40. Kreis, 2002b, pp. 494-517.

Bien davantage que les relations économiques avec l'Axe, la présence en Suisse même de sympathisants des régimes fascistes et leurs liens avec les milieux officiels concentrèrent les prises de position de la gauche. Le débat sur l'épuration prit même les allures d'une crise politique, en particulier lorsque ressurgit sur le devant de la scène l'affaire de la pétition des 200 au début de l'année 1946. Le soutien apporté par des agents nazis à cette entreprise de 1940 fut en outre révélé<sup>41</sup>. La presse de droite chercha pourtant à relativiser la portée de ce manifeste qui avait demandé, en novembre 1940, une politique plus favorable à l'Allemagne et un musellement de la presse. Olivier Reverdin écrivait ainsi dans le *Journal de Genève* ne pas douter que « la majorité des cosignataires de la pétition ne soit formé de bons patriotes [...] qui se sont laissé impliquer en toute bonne foi »<sup>42</sup>. Cette opinion était partagée par la *NZZ* et les *Basler Nachrichten*<sup>43</sup>.

Pourtant, les propos alarmistes tenus, en février 1946, par le même Reverdin dans le *Journal de Genève* illustrent bien la nervosité dont firent preuve une fraction non négligeable des milieux politiques dominants lors de cette période :

Pendant la guerre, nous avons amassé un capital merveilleux [...] de solidarité nationale [...] Mais depuis quelques semaines, un vent de folie souffle sur le pays. Des politiciens [...] réclame[nt] une épuration intérieure. [...] Car ce qu'on cherche [...] c'est à accréditer un mythe [...] c'est qu'il y eut en Suisse, comme partout en Europe, des résistants et des collaborateurs; que les résistants étaient à gauche et les collaborateurs à droite; qu'en conséquence les droites ont failli; et que seules les gauches résistantes sont [...] dignes de gouverner le pays. C'est là un effronté mensonge.<sup>44</sup>

De même, la principale tribune de la droite libérale en Suisse alémanique, la *NZZ*, mettait en garde contre les velléités de donner un « coup de balai » dans la politique suisse<sup>45</sup>. Le même journal contestait les liens entre les milieux patronaux et ce manifeste de 1940, alors que ceux-ci avaient été étroits<sup>46</sup>. Au parlement, la majo-

41. Bütikofer, 1996, p. 442.

42. *Journal de Genève*, « La pétition des 200 », 23 janvier 1946.

43. Cités par Waeger, 1971, pp. 25-27.

44. *Journal de Genève*, « Ceux qui nuisent au pays », 8 février 1946.

45. *NZZ*, « Die Eingabe der Zweihundert », 24 janvier 1946.

46. *NZZ*, 29 janvier 1946, cité par Bourgeois, 1998, p. 63.

rité de droite refusa les propositions qui demandaient une enquête sur les sources de financement des partis d'extrême droite suisses, car les révélations auraient pu être explosives<sup>47</sup>.

Le « mythe » dénoncé par le rédacteur en chef du *Journal de Genève* apparaissait aux yeux de l'*establishment* comme d'autant plus menaçant qu'il n'était pas seulement diffusé par la gauche radicale, mais faisait écho à un sentiment de malaise fortement répandu dans le pays, y compris dans des secteurs de la droite libérale. Le professeur et membre du Parti radical Karl Schmid remarquait ainsi dans une conférence donnée à l'ETH de Zurich en 1945 :

Il n'y a pas que le meurtre qui soit un péché [...] se taire est aussi un motif de honte.<sup>48</sup>

Hans Rudolf von Salis, un intellectuel également proche des cercles du pouvoir, faisait écho à Schmid, en soulignant « que la force suggestive du fascisme et du national-socialisme s'est exercée bien au-delà des frontières du Reich. Quel peuple pourrait prétendre qu'il n'a pas eu ses propres [Vidkun] Quisling et ses Pétain – même en dehors de toute présence d'Allemands dans le pays ? »<sup>49</sup>

Les communistes furent à l'avant-garde dès 1944 de la lutte pour l'épuration, et les dénonciations quotidiennes de personnalités d'extrême droite suisses ou étrangères présentes dans le pays contribuèrent pour une large part à la popularité de la *Voix ouvrière* et du *Vorwärts*. Le parti de Nicole, dans le souci d'accréditer la thèse de l'URSS concernant le caractère « profasciste » de la politique suisse durant la guerre, s'attachait à démontrer que les signataires du manifeste de 1940 avaient des liens étroits avec les autorités, accusation que la droite cherchait précisément à réfuter, non sans difficulté.

Dans une conversation téléphonique avec Harry Gmür, en avril 1945, écoutée et retranscrite par la police fédérale, Hirsch Surava proposait ainsi de mettre en une du *Vorwärts* une photo de Philipp Etter, Eduard von Steiger et Markus Feldmann, choix qu'il justifiait ainsi :

Le triumvirat de la réaction : le conseiller fédéral Etter, qui en 1940 promouvait un État corporatiste sur le modèle fasciste ; le pré-

47. Waeger, 1971, p. 33.

48. Schmid, 1945, p. 15 (m. t.)

49. Salis, cité par Jost, 1999, p. 234.

sident de la Confédération von Steiger, haut préposé à la censure et responsable de la politique d'asile, aux côtés de [...] Feldmann, le courageux défenseur de Furtwängler...<sup>50</sup>

Si les appels à l'épuration portés par le PST rencontraient un écho favorable dans les milieux progressistes, c'était notamment parce que les processus à l'œuvre dans les pays voisins offraient un exemple à suivre. Ainsi, Leonhard Ragaz saluait la constitution de tribunaux populaires en France pour juger les collaborateurs<sup>51</sup>.

La *Voix ouvrière* dans le canton de Vaud concentra notamment ses attaques sur Georges Rigassi, rédacteur en chef de la *Gazette de Lausanne*. Lorsque ce dernier, mis sous pression, finit par démissionner en 1946, officiellement pour raisons de santé, le journal salua « la disparition de la scène politique de l'un des principaux protagonistes de l'orientation antisociale, anticommuniste et profasciste du parti libéral vaudois »<sup>52</sup>. Le PST cherchait à initier de manière unitaire des comités pour l'épuration sur le modèle italien ou français. À Bâle en particulier, dans un canton où la gauche était forte, un mouvement social en faveur de l'épuration prit son essor, à l'initiative de la gauche, communistes en tête<sup>53</sup>. Cette campagne contraignit notamment le lieutenant-colonel et employeur influent Reinhard Straumann, signataire du manifeste autoritaire de 1940, à démissionner de ses fonctions politiques de député du Grand Conseil de Bâle-Campagne<sup>54</sup>.

Pourtant, les divisions au sein de la gauche affaiblirent ce mouvement en faveur de l'épuration. Ainsi, les dirigeants du PSS ne cherchèrent pas à développer une action unitaire à gauche, préférant contester la crédibilité des communistes sur ce terrain, en rappelant leur soutien au pacte germano-soviétique de 1939, dans le but d'affaiblir la posture antifasciste des militants prosoviétiques<sup>55</sup>. De plus, l'intégration du PSS au pouvoir amenait ses dirigeants à ménager les autorités, dans le souci d'apparaître comme des partenaires gouvernementaux crédibles. Les dirigeants socialistes craignent qu'un alignement sur la ligne radicale du PST ne mette en cause leur

50. Retranscription d'une conversation entre Harry Gmür et Peter Surava, 30 avril 1945, AFS E 4001 C 1000/783, vol. 71 (m. t.) Surava fait référence à Wilhelm Furtwängler, chef d'orchestre allemand, qui vivait en Suisse depuis la fin de l'année 1944 et qui avait entretenu des liens avec le régime nazi. Voir *NZZ*, 2004 et Feldmann, *Tagebuch*, 15 avril 1944.

51. Ragaz, *Neue Wege*, « Weltrundschau », février 1945.

52. *Voix ouvrière*, « M. Rigassi va quitter la *Gazette de Lausanne* », 31 mai 1945.

53. Brassel-Moser, 1999, pp. 55-60.

54. *Ibid.*, p. 14.

55. Van Dongen, 1998, p. 204.

propre participation au gouvernement, durement acquise durant les années précédentes. Ainsi, lorsque la section zurichoise du parti social-démocrate proposa, début novembre 1944, d'exploiter la crise diplomatique dans laquelle se trouvait la Suisse pour diffuser le mot d'ordre: « Assez de ce gouvernement! », cette proposition se heurta à l'hostilité d'une majorité des dirigeants du parti au niveau national. Comme le souligna le parlementaire Paul Meierhans :

Nous n'avons rien à gagner à une fuite en avant dans la radicalité. Si aujourd'hui nous demandons la démission du Conseil fédéral, demain le PST demandera celle du Parlement.<sup>56</sup>

À la fin de la guerre, les dirigeants socialistes choisirent donc de restreindre et de concentrer leurs attaques contre le chef de la diplomatie helvétique, le conseiller fédéral Marcel Pilet-Golaz. Quoique représentant de la plus influente organisation de droite, le Parti radical-démocratique, Pilet-Golaz était alors critiqué pour le discours qu'il avait tenu au lendemain de la défaite de la France, où, prenant des accents pétainistes, il préconisait une adaptation de la politique suisse au nouvel ordre européen dominé par l'Allemagne<sup>57</sup>. Exposé à une forte pression en raison de son incapacité à renouer des liens avec l'URSS, l'homme d'État annonça sa démission le 10 novembre 1944.

Dans le même souci d'éviter une ligne trop frontalement antigouvernementale, le dirigeant syndical et conseiller national socialiste Robert Bratschi plaida avec succès pour écarter de ses responsabilités le rédacteur en chef du journal *Die Nation*, Peter Hirsch Surava, en raison de ses orientations considérées comme trop intransigeantes vis-à-vis de la droite<sup>58</sup>. Pourtant, Hirsch Surava avait contribué à transformer *Die Nation* en une publication populaire, dont le tirage avait passé de 8000 exemplaires à la veille du conflit à presque 120 000 à la fin de la guerre<sup>59</sup>.

Sous l'impulsion de Hirsch Surava, *Die Nation* fut en effet à l'origine de nombreux scandales liés à la question de l'épuration; publiant une liste des étrangers « ennemis de la démocratie » pré-

56. PV du bureau du PSS, 7 novembre 1944, ASS, Ar.1.110.34 (m. t.)

57. Bourgeois, 2009, p. 9.

58. Bratschi s'appuya pour ce faire sur Walter Ingold, son homme de confiance au sein de la rédaction de *Die Nation*, pour combattre l'influence de Hirsch Surava; voir les remarques de Feldmann, *Tagebuch*, 20 novembre 1944, qui en avait discuté avec Bratschi; celles-ci concordent avec le témoignage postérieur de Hirsch Surava: « Auch ich wählte die Freiheit », *Die Tat*, 18 juin 1948.

59. Peter Hirsch, 1998, p. 16; Schmid, 1996, p. 254.



sents en Suisse; une liste des commerces qui avaient fait un don au mouvement nazi à Zurich; demandant une enquête sur les liens entre l'ancien conseiller fédéral Jean-Marie Musy et Heinrich Himmler; polémiqueant contre la présence de professeurs nazis à l'Université de Fribourg; ou encore contre la permission qui avait été accordée à l'ambassadeur d'Allemagne en Suisse, le nazi Otto Köcher, de rester dans le pays après mai 1945<sup>60</sup>. Mais aux yeux de la droite et de l'aile modérée du PSS, soucieuse d'entretenir une relation de confiance avec les autorités, il y avait plus dérangeant que les enquêtes de *Die Nation* sur ces affaires.

Après la démission de Pilet-Golaz en 1944, Hirsch Surava avait en effet concentré ses attaques sur les conseillers fédéraux Philipp Etter et Eduard von Steiger, laissant ainsi entendre que Pilet n'était pas un cas isolé, mais qu'une fraction importante de la droite gouvernementale avait failli, ce qui corroborait les thèses du PST<sup>61</sup>. Cette orientation mettait en cause la participation du PSS au Conseil fédéral, car elle donnait à penser que Nobs gouvernait collégialement avec des ministres qui avaient gravement fauté pendant la guerre, et leur apportait ainsi une sorte de blanc-seing. Comme l'USS, présidée par Bratschi, subventionnait le journal *Die Nation*, son influence sur la rédaction était forte, et Hirsch Surava, soumis à des pressions, finit par quitter le journal, rejoignant la rédaction du *Vorwärts*.

La participation gouvernementale de la social-démocratie a ainsi contribué à la focalisation du débat sur une cinquième colonne – pour reprendre une expression alors courante dans la presse – qui n'aurait pas été liée aux milieux dirigeants. Certains intellectuels de gauche étaient conscients de ce problème et appelaient en conséquence à la démission du socialiste Nobs si le gouvernement n'était pas renouvelé en profondeur. Avant d'adhérer au PST, à l'époque où Xaver Schnieper collaborait à *Die Nation*, il avait ainsi plaidé dans une lettre au dirigeant du PSS Hans Oprecht pour que Nobs démissionne si le « bloc bourgeois » refusait de « laisser tomber von Steiger », afin de décrédibiliser une fois pour toutes la politique du Conseil fédéral sur le plan intérieur et extérieur<sup>62</sup>. Aux yeux de Schnieper, les pressions des Alliés offraient en effet une fenêtre d'opportunité dont le PSS devait profiter :

60. Les autorités finirent par expulser l'ancien diplomate à la fin juillet.

61. Feldmann, *Tagebuch*, 17 novembre 1944.

62. Lettre de Schnieper à Hans Oprecht, 15 novembre 1944, SL, fonds X. Schnieper, doss. 215 (m. t.)

Un gouvernement purement réactionnaire serait [...] incapable de négocier à l'international.<sup>63</sup>

Dans les faits, comme on l'a vu, ce fut le contraire qui se produisit : les dirigeants du PSS, solidaires de Nobs, firent bloc avec la droite contre les attaques des Alliés.

En réalité, que Pilet devînt un bouc émissaire, cela ne pouvait qu'arranger d'autres ministres, tels Philipp Etter ou Eduard von Steiger. Le catholique Etter, proche de Gonzague de Reynold et admirateur du corporatisme autoritaire de Mussolini, avait en effet corédigé le fameux discours tenu par Pilet en juin 1940, que la gauche dénonçait comme l'expression d'une volonté d'adaptation au nouvel ordre européen. Quant à von Steiger, il avait notamment été membre, jusqu'en mars 1942, de la Ligue populaire pour l'indépendance de la Suisse, qui avait été à l'origine de la pétition des 200<sup>64</sup>. De tels faits contredisaient les efforts de la droite pour présenter le gouvernement comme une instance étanche aux revendications d'une poignée de brebis qui s'étaient égarées vers l'extrême droite.

Contrairement à ce que suggérait Schnieper dans la lettre à Oprecht, de nombreux parlementaires socialistes votèrent en faveur de von Steiger, comme l'indique le bon score réalisé par celui-ci lors de son élection à la présidence de la Confédération en 1945<sup>65</sup>. Comme l'expliqua quelques semaines plus tôt Oprecht en réponse à Schnieper, il s'agissait pour le PSS de garder de bons rapports avec la paysannerie, et à ce titre avec son principal représentant au Conseil fédéral :

Bien sûr, il faut empêcher von Steiger de devenir responsable des Affaires Étrangères. Mais demander sa démission peut avoir des conséquences hautement fâcheuses sur la politique intérieure. [...] Cela compliquerait énormément les relations entre paysans et travailleurs.<sup>66</sup>

En outre, ajoutait Oprecht, si le PSS se mettait à exiger le départ de von Steiger, il n'y avait aucune raison pour ne pas demander égale-

63. *Idem.*

64. Waeger, 1971, p. 184.

65. Feldmann, *Tagebuch*, 15 décembre 1944. Il est vrai que jamais, depuis 1848, un conseiller fédéral n'a été empêché d'accéder à la présidence par l'Assemblée fédérale.

66. Lettre d'Oprecht à Schnieper, 20 novembre 1944, SL, fonds X. Schnieper, doss. 215 (m. t.) Le programme du PSS de 1943 faisait déjà preuve de beaucoup de modération dans ses revendications concernant l'agriculture, évitant de poser la question de la propriété du sol et des fermes, les dirigeants du PSS cherchant à ménager les représentants politiques de la paysannerie.

ment celui des deux conseillers fédéraux catholiques Enrico Celio et Etter, en particulier celui d'Etter, « qui avait en 1940 essayé d'introduire un système autoritaire à la Dollfuss »<sup>67</sup>. Oprecht concluait sa missive en soulignant que l'attitude du PST, qui était prêt à susciter une « authentique crise étatique » dans un moment où les relations avec la Russie étaient déjà difficiles, était « politiquement honteuse », même si, « sur le plan moral », les communistes n'avaient pas tort d'attaquer le gouvernement pour son action durant la guerre.

Le soutien de la gauche sociale-démocrate à Guisan fut, dans le même ordre d'idées, une manière de tendre la main à la fraction considérée comme démocratique de la bourgeoisie. Cela contribua à faire oublier que les deux Vaudois Guisan – à présent porté aux nues – et Pilet – voué aux gémonies – avaient en réalité des vues politiques apparentées, tous deux adhérant aux idées maurassiennes et antisémites de la Ligue vaudoise<sup>68</sup>. Si les conseillers fédéraux de droite ont pu jalouser la popularité de Guisan en 1945, ce sentiment restait modéré, dans la mesure où la popularité du général contribuait de manière importante à la construction de l'image d'une Suisse ayant résisté sous le signe de la Défense spirituelle, à une époque où le scandale de la pétition des 200, parmi d'autres, risquait de battre en brèche cette représentation officielle.

Le soutien des sociaux-démocrates, illustré par la lettre d'Oprecht à Schnieper, était d'autant plus précieux pour la droite gouvernementale que le maintien au Conseil fédéral d'un ministre comme von Steiger n'avait rien d'évident, au moment où Pilez-Golaz était poussé vers la sortie<sup>69</sup>. Dès que Pilet-Golaz fut parti, Etter et von Steiger devinrent en effet la principale cible des attaques de l'aile gauche de la social-démocratie et des communistes. Feldmann évoquait à cette date avec inquiétude la « guerre des nerfs » menée par Hirsch Surava et *Die Nation* contre son collègue de parti von Steiger<sup>70</sup>. Quant à von Steiger lui-même, mis sous forte pression après la démission de Pilet, il semblait perdre quelque peu le sens des réalités, évoquant devant des confidents sa conviction que la fin des hostilités en Europe risquait de déclencher une grève générale et une guerre civile en Suisse<sup>71</sup>.

67. *Idem*.

68. Jost, 1992b. Rappelons aussi que Guisan ne s'était pas opposé à la démarche de la pétition des 200 et avait félicité un de ses protagonistes, Wilhelm Frick, pour cette initiative. Voir Waeger, 1971, p. 262.

69. Voir les craintes exprimées par Feldmann, *Tagebuch*, 11 et 13 novembre 1944.

70. Feldmann, *Tagebuch*, 18 novembre 1944 (m. t.)

71. *Ibid.*, 13 novembre 1944.

Une partie de la presse de gauche suspectait que von Steiger avait été élu en 1940 sous la pression directe des nazis, et réclamait une enquête à ce sujet<sup>72</sup>. En décembre 1945, Paul Schmid-Ammann en était convaincu, et pointait du doigt la complaisance du social-démocrate Robert Grimm dans cette affaire, qui entretenait des liens de confiance avec le ministre PAB :

Il faut faire la lumière sur les sombres connexions liées à la « politique de 1940 ». Le trait marquant de notre politique intérieure actuelle est le camouflage systématique des grandes fautes commises au temps du « régime d'adaptation à la politique des puissances de l'Axe » dont se sont rendus responsables Messieurs Pilet-Golaz, Etter et von Steiger [...] Que l'élection de von Steiger ait pu se produire sur ordre ou sous la pression du ministère des affaires étrangères allemand – via Köcher [ambassadeur d'Allemagne en Suisse] – a été rendu possible parce que les conseillers nationaux Heinrich Walther, Ernst Bircher et Roman Abt ont influencé les fractions bourgeoises des Chambres fédérales et que Robert Grimm a joué les bons offices pour son ami intime Eduard [von Steiger] auprès des sociaux-démocrates. Ainsi a été écartée la candidature [...] du conseiller national Markus Feldmann, qui, en raison de sa position claire [...] dans la question de la presse suisse était devenu *persona ingrata* auprès des puissances de l'Axe.<sup>73</sup>

Devant le malaise qui s'exprimait dans la population, et le risque que la gauche puisse en profiter de manière importante, la droite gouvernementale ne resta pas inactive. Un parlementaire radical bâlois, Ernst Börlin, déposa une motion pour demander au Conseil fédéral un rapport sur l'action des autorités face aux « menées anti-démocratiques » durant la guerre<sup>74</sup>. Ce rapport fut l'occasion pour le Conseil fédéral de stigmatiser une cinquième colonne qui aurait été complètement étrangère à la droite gouvernementale. Les *Anpasser*, ceux qui s'étaient adaptés, étaient ainsi opposés à un gouvernement et une armée formés de *Widerständler*, de résistants<sup>75</sup>. La pétition des

72. *Winterthurer Arbeiterzeitung*, 15 juin 1945, cité par Feldmann, *Tagebuch*, 15 juin 1945. L'historienne Katrin Rieder a montré que ce soupçon était fondé, l'ambassadeur d'Allemagne à Berne s'étant engagé en coulisse, via les réseaux germanophiles helvétiques autour de Gustav Däniker, pour la candidature de von Steiger. Voir Rieder, 2008, p. 367.

73. Lettre de Schmid-Ammann à la rédaction de la *Neue Bündner Zeitung*, 8 décembre 1945, AfZ, fonds P. Schmid-Ammann (m. t.)

74. In-Albon, 2000.

75. Brassel-Moser, 1999, p. 12.

200 n'était pas abordée dans le rapport, et des personnalités comme Gonzague de Reynold n'étaient pas mentionnées, vu leur proximité avec les autorités, en dépit de leur rôle dans la lutte contre la démocratie<sup>76</sup>. En outre, le dernier volet du rapport était focalisé sur les « menées antidémocratiques » de la gauche, ce qui était une façon de convaincre le public que si le danger totalitaire fasciste était chose passée, la menace totalitaire communiste restait plus actuelle que jamais. La presse de droite, à l'image du *Journal de Genève*, relayait le message émis par le Conseil fédéral :

L'intérêt des 38 pages consacrées à l'activité fasciste est surtout rétrospectif. [...] La troisième partie du rapport, celle qui traite des menées communistes, présente un intérêt particulier. Le communisme constitue aujourd'hui encore une menace pour nos institutions démocratiques. Le sujet est donc actuel.<sup>77</sup>

Si von Steiger avait perçu dans ce rapport une opportunité de redorer son image, c'était aussi parce qu'il était, en tant que chef du Département de justice et police, l'artisan du tournant restrictif de la politique d'asile helvétique en août 1942. À cette date, le Conseil fédéral – bien qu'il eût reçu des rapports le renseignant sur les massacres perpétrés par les nazis contre les Juifs – avait décidé d'appliquer avec intransigeance les règles sur le refoulement des réfugiés, « même s'il peut en résulter pour eux des inconvénients sérieux (mise en péril de la vie ou de l'intégrité corporelle) »<sup>78</sup>. Le conseiller national du PSS Valentin Gitermann était ainsi convaincu de la culpabilité de von Steiger s'agissant du caractère restrictif de la politique d'asile :

Je suis d'avis que ce n'est pas [Heinrich] Rothmund [directeur de la police du Département de justice et police], mais von Steiger qui fut le « mauvais génie » dans les questions d'asile [...] Je n'ai jamais accepté son argumentation suivant laquelle il aurait été contraint de prendre de nombreuses mesures qui l'auraient fait souffrir intérieurement.<sup>79</sup>

Toutefois, quoique cette politique eût des conséquences dramatiques pour les réfugiés juifs en particulier, vers la fin de la guerre, le

76. In-Albon, 2000, pp. 35-37.

77. *Journal de Genève*, « Menées fascistes et communistes contre la Suisse », 24 mai 1946.

78. Cité par Picard, 1997, p. 438.

79. Lettre de Valentin Gitermann à Fritz Baumann, 2 avril 1947, SSA, fonds F. Baumann, Ar. 135 (m. t.)

débat ne se focalisait pas uniquement sur ces derniers<sup>80</sup>. Avant que la Suisse ne renoue des relations diplomatiques avec l'URSS, des rumeurs circulaient ainsi suivant lesquelles les Soviétiques auraient demandé d'inscrire von Steiger sur la liste des criminels de guerre poursuivis par les Alliés, dans la mesure où le conseiller fédéral avait décidé de refouler en 1942 des prisonniers de guerre soviétiques évadés des camps allemands – où les nazis les laissaient mourir de faim par centaines de milliers – qui cherchaient à se réfugier en Suisse. Les rumeurs concernant les crimes de guerre qui lui étaient imputés rendaient von Steiger particulièrement « nerveux », d'autant que le PST avait entrepris une campagne de dénonciation des mauvais traitements réservés, selon ce parti, aux internés soviétiques en Suisse<sup>81</sup>.

S'agissant du PST, les campagnes de propagande antisémites déclenchées par le régime stalinien dans l'après-guerre ne doivent pas faire oublier qu'en 1945, le PST fut, une fois encore, à l'avant-garde de la dénonciation de la politique d'asile restrictive qui avait été menée par les autorités suisses. Dans le *Vorwärts*, le catholique Xaver Schnieper consacra de nombreux éditoriaux à cette problématique, et la revue théorique du parti fit paraître des analyses documentées sur « l'ère von Steiger », concluant en 1945 que « celui qui est aujourd'hui le premier magistrat de la Confédération suisse faisait figure en décembre 1942 de premier antisémite de Suisse et de collaborateur des organes de la police hitlérienne »<sup>82</sup>.

Ragaz dénonçait pour sa part l'hypocrisie qu'il y avait à nommer Heinrich Rothmund comme délégué de la Suisse au Comité intergouvernemental pour les réfugiés, en raison de ses prétendues « hautes qualités » :

Que diraient donc de ces « hautes qualités personnelles » les centaines et même milliers de personnes qui, à cause de cette politique, se sont vu refuser un refuge à la frontière suisse et ont été poussées vers la mort?<sup>83</sup>

Par contraste, sur cette question aussi, la position des dirigeants du PSS paraissait bien plus mesurée ; le conseiller national Arthur

80. Altermatt, 2004, pp. 31-55.

81. Feldmann, *Tagebuch*, 9 septembre 1945 (m. t.) ; Lasserre, 1995, 349.

82. [?] Müller, « La Suisse et les réfugiés », *Socialisme*, août 1945.

83. Ragaz, *Neue Wege*, « Schweizerisches », mars 1945 (m. t.)

Schmid soulignait en février 1945 que « la Suisse a, autant que ses forces le lui permettaient, offert l'asile aux réfugiés »<sup>84</sup>.

Les critiques qui se faisaient entendre dans les rangs de la gauche – jointe à la pression exercée par les Alliés – amenèrent les autorités à effectuer un brusque changement de politique lorsque le conflit toucha à sa fin. Le journaliste Paul Schmid-Ammann avait analysé ce virage à cent quatre-vingts degrés dans un essai remarqué, publié en 1945, dont nous avons déjà parlé. L'auteur était d'autant mieux placé pour analyser l'opportunisme d'une partie de la droite à la fin du conflit mondial qu'il fut nommé, en 1943, tuteur légal de David Frankfurter. Il s'agissait d'un Juif qui s'était réfugié en Suisse en 1933 et qui, en 1936, avait assassiné à Davos, dans les Grisons, le dirigeant de la section suisse du parti nazi, Wilhelm Gustloff. Frankfurter, au terme d'un procès spectaculaire, avait été condamné à dix-huit ans de prison, aux termes desquels il devait être expulsé du territoire suisse.

Durant la guerre, Schmid-Ammann avait protesté à plusieurs reprises auprès des autorités grisonnes contre le traitement carcéral imposé à son pupille, confiné dans un isolement presque complet. En août 1944, il écrivait encore à l'administration pénitentiaire que :

Ce qu'alors on n'a pas voulu tenir pour vrai, aujourd'hui l'entier du monde civilisé en est convaincu : le régime de Hitler signifie guerre et crimes, et Gustloff aussi appartenait à ce système et a exercé chez nous la fonction de dirigeant de la cinquième colonne [...] Dans tous les cas, mon pupille n'est pas un criminel de droit commun. Il a selon moi déjà beaucoup payé et il me paraît juste, à tout le moins, qu'on le respecte dans sa dignité humaine et qu'on ne lui inflige pas un régime inutilement dur.<sup>85</sup>

En octobre 1944 encore, le Conseil fédéral avait menacé *Die Nation* de poursuites judiciaires pour un article publié sur l'affaire Gustloff, dans lequel le journal considérait que le meurtre de ce dirigeant nazi avait délivré le pays d'un réel danger, que les autorités traitaient avec complaisance<sup>86</sup>. Cette menace de plainte avait

84. Schmid, « Die schweizerische Neutralität », *Rote Revue*, février 1945 (m. t.)

85. Lettre de Schmid-Ammann à l'administration pénitentiaire cantonale des Grisons, 4 août 1944, AfZ, fonds P. Schmid-Ammann, dossier 99.36 (m. t.)

86. *Die Nation*, « Gustloff, der Diktator von Davos », 4 octobre 1944 ; lettre du Conseil fédéral à la rédaction de *Die Nation*, 20 octobre 1944, AFS E 4001 C 1000/783, vol. 71 ; *NZZ*, « Der Bundesrat bewarnt eine Zeitung », 20 octobre 1944.

été décidée suite à l'intervention auprès des autorités de la Légation d'Allemagne en Suisse<sup>87</sup>.

Si les autorités grisonnes étaient restées sourdes aux demandes de Schmid-Ammann, elles changèrent complètement d'attitude à la fin de l'année 1944, lorsque la défaite de Hitler devint imminente, en concertation avec le Conseil fédéral. Elles accordèrent à Frankfurter le droit de lire la presse, accédèrent désormais aux demandes de visite de son tuteur – alors qu'il avait été soumis jusqu'ici à un isolement presque complet – et finirent par gracier cet encombrant prisonnier en juin 1945, maintenant néanmoins la décision d'expulsion du territoire suisse (Frankfurter émigra en Palestine). À cette occasion, Schmid-Ammann publia plusieurs articles, notamment dans *Die Nation*, pour dénoncer l'attitude passée des autorités fédérales, qui avaient affirmé que les activités de Gustolff n'avaient rien de déloyal à l'égard de la Suisse, alors même que le Conseil fédéral était au courant de l'espionnage et des activités illégales auxquelles se livraient les organisations nazies en Suisse<sup>88</sup>.

Schmid-Ammann n'était pas le seul à percevoir l'opportunisme qui prévalait dans le changement de politique des autorités. L'écrivain antifasciste Carl Albert Loosli, qui s'était engagé de longue date contre l'antisémitisme, déplorait dans une lettre à l'universitaire Jonas Fränkel, que les « pétainistes et autres Quisling », haut placés aussi bien dans l'armée que parmi les autorités civiles, s'en sortent à si bon compte en Suisse<sup>89</sup>. La continuité politique à l'œuvre suscitait chez Loosli de l'inquiétude pour l'avenir, comme il le précisait déjà quelques mois plus tôt dans une lettre à son ami Pierre Bovet, figure de l'« éducation nouvelle » en Suisse romande :

Je me demande si nous saurons en Suisse [...] faire profiter les générations ascendantes des terribles leçons de choses qu'ont subies tant de victimes innombrables. Je voudrais n'en pas pou-

87. Lettre de Pierre Bonna à Eduard von Steiger, 6 octobre 1944, AFS E 4001 C 1000/783, vol. 71. Dans son autobiographie, Hirsch Surava critique la censure contre *Die Nation*, en un temps où Hitler ne menaçait plus la Suisse, voir Hirsch, 1998, p. 61. Bonna, ami du controversé ambassadeur de Suisse à Berlin Frölicher, fut également écarté de son poste, deux mois après cette intervention relayant la demande de censure de *Die Nation* par les autorités nazies, signe là encore d'une brusque inflexion de la politique suisse, motivée par la perspective d'une défaite du « Reich ».

88. Schmid-Ammann, « David Frankfurter wird frei! », *Thurgauer Arbeiter-Zeitung*, 25 mai 1945.

89. Lettre de Loosli à Fränkel, 20 août 1945, ALS, support numérique (m. t.)



voir douter. Mais quand je considère la mentalité de nos compatriotes, j'en rabats de beaucoup.<sup>90</sup>

De même, le professeur de *Germanistik* à l'Université de Bâle Walter Muschg nourrissait des vues pessimistes sur l'avenir culturel de la Suisse et de l'Allemagne, car il était interloqué de constater le nombre d'intellectuels dont les sympathies allaient au fascisme qui conservaient tout leur prestige après 1945. Muschg soulignait par ailleurs l'apathie intellectuelle qui dominait en Suisse et l'absence de mise en question de la politique d'asile durant la guerre ou du rapport avec le « Reich », symptôme d'une mentalité pour laquelle « le monde peut sombrer, sans que les témoins le remarquent. Ceux-ci rigolent seulement lorsqu'on le leur fait remarquer. »<sup>91</sup> Cet opportunisme helvétique fut également dénoncé par Frisch, qui écrivit en juin 1945 dans un texte refusé par la *NZZ*, finalement publié dans la *Neue Schweizer Rundschau* que « la majorité de ce qui aujourd'hui suscite l'indignation, notre peuple aurait pu et dû le savoir depuis longtemps [...]. Au lieu de cela, nous constatons aujourd'hui une indignation banalisée à propos d'une abjection qui, en raison de notre savoir et de notre silence passés, est aussi notre abjection. »<sup>92</sup>

### QUESTION ALLEMANDE, QUESTION JUIVE

L'état de ruines matériel et moral dans lequel se trouvait le grand voisin du Nord au sortir de la guerre devint un sujet majeur pour les intellectuels helvétiques, étant donné les liens historiques et culturels qui liaient les deux pays<sup>93</sup>. Le diagnostic porté sur l'effondrement de l'Allemagne, l'idée que ce pays était dans un état de déliquescence sans précédent, était partagé largement, à droite comme à gauche<sup>94</sup>. Comme le notait le dirigeant social-démocrate Walther Bringolf à propos de Kurt Schumacher, principal dirigeant du SPD et premier opposant à Konrad Adenauer après la guerre :

90. Loosli à Bovet, 19 janvier 1945, cité par Marti in Clavien et Valsangiacomo, 2006, p. 55.

91. Muschg, « Gedanken über diese Zeit. Aus einem Tagebuch », *Basler Nachrichten*, 8 juin 1947 (m. t.)

92. Frisch, « Verdammten oder Verzeihen? Ein Brief an Bi., den Verfasser des Leitartikels in der *Neuen Zürcher Zeitung* vom 23. Mai 1945 », *Neue Schweizer Rundschau*, juin 1945 (m. t.)

93. Les journaux et revues publièrent ainsi de nombreux dossiers spéciaux sur la question allemande. Voir le numéro de la revue *Du*, septembre 1946, ou encore les tribunes publiées par le *Journal de Genève* durant le mois de janvier 1947.

94. Kreis, 1987, pp. 413-414.

Schumacher incarne par son apparence l'état présent du peuple allemand [...] Il est invalide, il lui manque le bras droit.<sup>95</sup>

Le professeur social-démocrate de gauche bâlois Fritz Lieb ne se montrait pas moins lapidaire dans une lettre à Thomas Mann :

Mon impression générale de l'Allemagne: un cratère, d'où il sort encore des miasmes toxiques.<sup>96</sup>

L'inquiétude de Lieb concernant le futur de ce pays reflétait un sentiment largement partagé. Au sein de la droite libérale comme parmi une large partie de la gauche, on soulignait avec inquiétude l'absence de prise de conscience par la population allemande de ses responsabilités dans l'avènement du nazisme. La *NZZ* remarquait ainsi que « beaucoup d'Allemands ne ressentent pas le besoin de faire un examen de conscience. Ils [...] rejettent la faute sur leurs anciens dirigeants et se refusent [...] à admettre que par leur comportement ils leur ont permis d'accéder au pouvoir. »<sup>97</sup>

Ce pessimisme concernant l'avenir de l'Allemagne était conforté par l'attitude d'éminentes figures antifascistes allemandes, qui refusaient de rentrer au pays, notamment en raison de cette responsabilité collective que la population allemande, à les en croire, refusait d'assumer. C'était le cas de Thomas Mann, qui expliqua sa position dans une lettre ouverte retentissante en septembre 1945<sup>98</sup>. L'écrivain Hermann Hesse, alors établi en Suisse, adopta la même attitude<sup>99</sup>.

Plus généralement, la légitimité des politiques punitives à l'égard des Allemands était forte dans le camp des vainqueurs, y compris à gauche. Ainsi, deux personnalités de l'Est, populaires à l'Ouest en 1945, le dirigeant social-démocrate tchécoslovaque Edvard Beneš et l'écrivain soviétique Ilya Ehrenbourg estimaient que les Allemands, dès lors qu'ils avaient traité les autres peuples comme des sous-hommes, ne devaient pas être ménagés<sup>100</sup>. Quant à Churchill

95. Cité par Wolf, 1995, p. 261 (m. t.)

96. Lettre de Lieb à Mann, 20 février 1946, UB, fonds F. Lieb, Ag 35 (m. t.)

97. *NZZ*, 20 janvier 1946, cité par Kreis, 1987, p. 420. Du point de vue de l'histoire, on peut souligner que cette vision n'est pas dépourvue de tout fondement. Ainsi, en novembre 1946, un sondage révélait que 37 % des Allemands considéraient que l'extermination des « non-Aryens » était nécessaire pour garantir la sécurité de la population dite germanique. Voir Judt, 2007, p. 80.

98. Mann cité par Glaser, 1997, pp. 48-50.

99. Glaser, *ibid.*

100. Snyder, 2010, p. 400.

et Franklin D. Roosevelt, ils se rallièrent également, en 1944, à la thèse de la culpabilité collective des Allemands. Celle-ci était en particulier défendue par le secrétaire d'État au Trésor des États-Unis, Henry Morgenthau. Il s'agissait, à ses yeux, de faire payer la population allemande pour ses responsabilités dans l'avènement du nazisme, et par là même, de l'amener à une prise de conscience de sa culpabilité, en maintenant le pays dans un état de sous-développement industriel et de pauvreté<sup>101</sup>.

À gauche, c'était bien aussi en termes de culpabilité collective que le débat se posait majoritairement à la fin de la guerre, à partir du constat d'une adhésion populaire de masse au nazisme<sup>102</sup>. On était donc loin des orientations interprétatives qui se développèrent bientôt en Allemagne de l'Est, insistant sur le rôle prépondérant du grand capital monopolistique dans l'avènement du nazisme. Plutôt rares en effet étaient ceux qui, comme André Rivier, nuançaient la thèse de la culpabilité collective par une analyse en termes de classe faisant porter la responsabilité principale de la catastrophe à la bourgeoisie :

Que les moralistes ouvrent donc les yeux. Au regard de l'histoire, c'est sous les coups de la bourgeoisie [...] c'est pour frayer la voie à son impérialisme idéologique, social et économique que sont tombés les derniers freins moraux et sociaux qui permettaient à notre civilisation de dominer tant bien que mal l'anarchie latente au sein des peuples et des individus.<sup>103</sup>

La gauche religieuse était particulièrement préoccupée par la question de la culpabilité de la population allemande. Ainsi, Ragaz rejetait la thèse « pseudomarxiste » qui expliquait le « national-socialisme comme une simple tentative de sauver un capitalisme en perdition », soulignant les racines historiques profondes du nazisme :

Le nazisme est bien plutôt le fruit du développement spirituel et politique complet de l'Allemagne. Il ramène à [Martin] Luther, à Hegel, à Bismarck, à [Heinrich von] Treitschke, à [Friedrich] Naumann.<sup>104</sup>

101. Casey, 2006, pp. 62-92.

102. Ruffieux, 1987, pp. 400-403.

103. Rivier, « Regards sur le monde de la terreur », *Esprit: cahiers suisses*, 1946/3.

104. Ragaz, « Zur Weltlage », *Neue Wege*, avril 1945 (m. t.)

Le socialiste religieux Hugo Kramer soutenait que seule une adhésion populaire de masse au nazisme permettait d'expliquer pourquoi la population avait soutenu Hitler jusqu'à la fin :

L'attitude obstinée et prête au sacrifice du peuple allemand et de son armée jusqu'à la plus amère des fins (contrairement aux peuples et soldats italiens) ne peut pas être expliquée autrement qu'en raison de la conscience du patriote allemand ordinaire, qui se disait : la cause de Hitler est fondamentalement ma cause, sa guerre est notre guerre, sa défaite serait notre défaite commune.<sup>105</sup>

C'était également l'opinion, parmi d'autres, du professeur de philosophie à l'Université de Lausanne Pierre Thévenaz, qui écrivait dans les cahiers suisses de la revue *Esprit* que « le nazisme, comme phénomène allemand, est sorti non d'une crise de barbarie ou d'animalité, mais d'une crise de la responsabilité chez chaque Allemand. Le brave citoyen rangé qui n'a jamais commis d'horreurs, qui les ignorait peut-être, a commis une faute par abstention. »<sup>106</sup>

Ce constat rendait la plupart des intellectuels de gauche particulièrement inquiets concernant l'avenir de l'Allemagne. Comme l'écrivait Hugo Kramer, rejoignant les opinions de Lieb déjà évoquées :

En raison de l'enracinement profond du nazisme dans un dévoiement de longue date du peuple allemand, la solution de la question allemande est si désespérément difficile.<sup>107</sup>

En 1947, dans une lettre à un ami allemand, le catholique de gauche Schnieper, au terme d'un voyage en Allemagne, affichait un semblable pessimisme concernant les capacités de renaissance démocratique du pays<sup>108</sup>. Schnieper estimait que la misère qui régnait dans les zones occidentales rendait un tel renouveau encore plus improbable et doutait des méthodes des Alliés cherchant à imposer par le haut un nouveau système.

Le pessimisme généralisé concernant le peuple allemand jugé incapable de prendre conscience de sa « culpabilité collective »

105. Kramer, « Weltrundschau », *Neue Wege*, octobre 1946 (m. t.)

106. Thévenaz, « L'Allemagne sans alibi », *Esprit: cahiers suisses*, 1945/1.

107. « Weltrundschau », *Neue Wege*, février 1946 (m. t.)

108. Lettre de Xaver Schnieper à Erich Kossmann, 22 juin 1947, SL, fonds X. Schnieper, doss. 215.

dominait aussi les esprits au sein de la gauche non religieuse. Ce diagnostic pessimiste apparaît ainsi dans le *Journal* de Frisch, publié en 1950, dans lequel l'auteur relate plusieurs voyages dans l'Allemagne en ruines<sup>109</sup>. Néanmoins, une analyse en termes de classe nuançait les prises de position de Frisch, dans la mesure où l'auteur soulignait la responsabilité prépondérante des intellectuels bourgeois, focalisés sur des préoccupations esthétiques abstraites, qui ne s'étaient pas engagés, au début des années 1930, pour défendre la démocratie :

C'est précisément le peuple allemand qui, n'ayant jamais manqué de talents ni de grands esprits se croyant placés au-dessus des exigences communes de tous les jours, a fourni le plus grand nombre de barbares ou tout au moins les premiers de notre Siècle.<sup>110</sup>

Aux yeux de Frisch, la schizophrénie morale induite par le culte de la grande culture esthète allemande indifférente des questions sociales trouvait son paroxysme dans une figure comme Reynhard Heydrich, criminel SS et violoniste à la sensibilité musicale exacerbée, passionné par Mozart et Beethoven<sup>111</sup>. Désormais, insistait Frisch, à l'image de nombre d'autres intellectuels de gauche d'Europe occidentale en 1945 – de Brecht, avec lequel l'écrivain zurichois s'était lié d'amitié, à Sartre, en passant par l'Autrichien Ernst Fischer – seul l'art engagé était légitime et toute tentative « bourgeoise » pour l'« irresponsabilité », toute fuite vers « l'art pur » devaient être rejetées<sup>112</sup>. En Suisse, cette position était partagée par nombre d'hommes de plume progressistes, par exemple Jakob Bühner ou Walter Muschg<sup>113</sup>. Le lien établi par Frisch entre la fuite des intellectuels vers des préoccupations purement esthétisantes et l'avènement du nazisme était aussi relevé par certaines personnalités liées à la droite libérale<sup>114</sup>. Aux yeux de Frisch, la Suisse était moins concernée que l'Allemagne par cette fuite dans une culture

109. Frisch, 1964 [1950], pp. 36-37 et 40-41 ; voir aussi Jost, 2004, pp. 199-211.

110. Frisch, 1964 [1950], p. 100.

111. *Idem*.

112. *Ibid.*, pp. 100 et 121.

113. Bühner, « Die Künstler in unserer Zeit », *Rote Revue*, novembre 1945 ; Muschg, « Der Dichter im zwanzigsten Jahrhundert » (1950), repris dans Muschg, 1968, pp. 275-290 ; Muschg y saluait l'engagement de l'intellectuel tel que promu par Sartre.

114. Karl Schmid, « Die geistige Freiheit des Schriftstellers in unserer Zeit », *Rote Revue*, août 1948. L'historien Richard Evans souligne le caractère simpliste de cette thèse répandue dans l'immédiat après-guerre, par exemple dans les écrits de Thomas Mann, qui rappellent à certains égards ceux de Frisch. Voir Evans, 2009, pp. 19-20.

idéaliste et esthétisante, dans la mesure où l'*ethos* bourgeois helvétique était plutôt focalisé vers un utilitarisme mercantile que vers de hautes valeurs esthétiques désincarnées<sup>115</sup>.

Le soutien de Frisch à l'art engagé était également, pour l'écrivain zurichois, une manière de tourner le dos à son parcours intellectuel passé. Il est bien sûr significatif qu'une telle réorientation se soit produite dans ces années de guerre, marquées par les victoires de l'Armée rouge et par le prestige de la résistance antifasciste. Issu d'une famille petite-bourgeoise aux vues politiques conservatrices – un milieu social souvent mis en scène dans son œuvre littéraire – Frisch était en effet devenu, durant les années 1930, un poète esthète et nationaliste<sup>116</sup>. Il bénéficiait de la protection du rédacteur de la rubrique *Feuilleton* de la *NZZ*, Eduard Korrodi, dont on a déjà mentionné les positions ambiguës concernant la politique culturelle nazie. Durant ses études, Frisch avait en outre été influencé par des professeurs proches de la droite autoritaire, tel Emil Staiger.

À présent, l'écrivain zurichois dénonçait les partis pris de Staiger en faveur d'une analyse littéraire purement interne à l'œuvre, qui refusait toute considération pour les conditions sociales de production de celle-ci<sup>117</sup>. La rupture de Frisch avec la *NZZ* et avec les milieux intellectuels qui gravitaient autour de Korrodi intervint à la fin de la guerre, lorsque Frisch proposa au journal zurichois une tribune dans laquelle il développait sa condamnation de la culture bourgeoise, en particulier allemande. La *NZZ* refusa le texte<sup>118</sup>. Durant les années 1930, Frisch était chargé de comptes rendus théâtraux dans la *NZZ*, mais, fidèle à la ligne rédactionnelle fixée par Korrodi, il n'évoquait pas les pièces montées à Zurich par des émigrés antifascistes allemands, excepté lorsque leurs auteurs étaient ouvertement hostiles à la gauche. Après 1945, en revanche, la fréquentation des émigrés antifascistes gravitant autour du Schauspielhaus devint centrale dans la sociabilité de l'écrivain ; son amitié avec Brecht l'influença fortement<sup>119</sup>.

Après la guerre, l'art pour l'art avait d'autant plus mauvaise presse parmi les artistes progressistes qu'il était revendiqué par des auteurs soucieux de se présenter comme de purs esthètes pour faire oublier leurs compromissions politiques passées. De fait, les attaques contre

115. Jost, 2005, pp. 17-40.

116. Bircher, 1997, pp. 22-27.

117. Schütt, 2011, p. 426.

118. Repris dans Frisch, 1976, pp. 337-343.

119. Bircher, 1997, pp. 88-90.

les appels à la responsabilité des écrivains, émanant d'intellectuels naguère liés à la droite autoritaire, n'étaient pas rares. En Suisse romande, Robert de Traz, qui préconisait pourtant dans les années précédentes un engagement des écrivains en faveur de valeurs nationalistes et militaristes, écrivait à présent que « de véhéments auteurs, en France, exigent que l'écrivain s'engage. L'écrivain court le risque grave d'aliéner son indépendance, de se plier à un conformiste étouffant. »<sup>120</sup> En Suisse alémanique, l'ancien frontiste et professeur à l'Université de Zurich Emil Staiger dénonçait de même la critique littéraire d'un Lukács, accusé de vouloir asservir l'art à la politique<sup>121</sup>.

Mais davantage que Staiger, c'est sans doute l'écrivain allemand Ernst Jünger qui concentrait les attaques des intellectuels de gauche, parce qu'il apparaissait comme l'emblème de l'homme de plume d'extrême droite se posant désormais, de manière opportuniste, en esthète indifférent à l'égard des questions politiques. Comme l'écrivait un des rédacteurs de *Zeitdienst*, la revue éditée par le communiste Theo Pinkus :

[Jünger] incarne la figure de l'esthète sybarite. [...] Mais ne transparaît-il pas en même temps dans ses écrits le sadique allemand, militariste et nationaliste ?<sup>122</sup>

Malgré la forte légitimité des politiques punitives en 1945 et l'adhésion suscitée par la thèse de la culpabilité collective, certains intellectuels de gauche helvétiques appelèrent à la retenue dans la manière de juger l'Allemagne et les Allemands, au nom de la coresponsabilité suisse dans la catastrophe européenne de 1939-1945. Ainsi, Karl Barth, dans une conférence tenue dans le cadre d'une fête de l'Église bernoise en juillet 1944, affirmait en des termes religieux que :

Nous devons inviter les Allemands à reconnaître leur faute et à en supporter les dures conséquences. Mais, en même temps, nous leur montrerons que la grande promesse de réconciliation qu'offre Jésus-Christ est valable pour eux [...] En leur montrant cela, nous

120. *Journal de Genève*, « Chronique du temps. Littérature engagée », 19 mars 1946. Après la guerre, le *Journal de Genève* accueillit dans ses colonnes des écrivains collaborationnistes devenus *persona non grata* dans les milieux littéraires français et qui se présentaient souvent comme des partisans de l'art pur, pour faire oublier leurs compromissions passées. Voir Clavien, 2012, pp. 203-205.

121. Staiger, « Kommunistische Literaturdeutung », *NZZ*, 21 juin 1952.

122. K. R., « Ernst Jünger "Gefühl der Macht" », *Zeitdienst*, 17 septembre 1949 (m. t.)

n'aurons garde d'oublier la poutre qui est dans notre œil; bien plus, nous devons leur avouer que nous connaissons nos propres péchés, nos honnêtes péchés de Suisses endurcis. »<sup>123</sup>

Parmi ces « péchés », le théologien soulignait que « le fait qu'on en voulait aux Juifs n'était pas pour déplaire à beaucoup parmi nous »<sup>124</sup>. Quelques mois plus tard, Barth lui-même s'engagea en faveur de l'aide culturelle à l'Allemagne en demandant à être temporairement libéré de ses cours à l'Université de Bâle pour aller enseigner durant un semestre à Bonn<sup>125</sup>.

De fait, malgré la dureté avec laquelle beaucoup appelaient à juger l'Allemagne et les Allemands à la fin de la guerre et dans les mois qui suivirent, nombreux en venaient à admettre, à mesure que les mois passaient, que le pays serait à terme amené à jouer un rôle central dans la construction d'une Europe pacifiée, déjà envisagée comme une construction institutionnelle fédérale<sup>126</sup>. Dès lors, nombre de personnalités de gauche en vinrent à souligner la nécessité d'aider les Allemands et des appels au don furent lancés en faveur d'organisations progressistes allemandes ainsi que pour l'aide humanitaire à la population, notamment par les milieux antifascistes émigrés regroupés autour du Schauspielhaus de Zurich.

Comme le soulignaient certains militants antifascistes allemands, tant que la population n'avait pas de quoi se nourrir, il était peu probable qu'elle menât un travail approfondi pour se débarrasser de l'héritage spirituel du fascisme. Dans ce cadre, à gauche, on soulignait que la misère économique avait fait le lit du fascisme et que seule une démocratie sociale pouvait empêcher son retour<sup>127</sup>.

Ainsi, Xaver Schnieper, inquiet de l'attitude vengeresse affichée par le dirigeant social-démocrate tchécoslovaque Edvard Beneš, décida de lui écrire personnellement. Dans sa lettre, s'il affirmait comprendre les positions de Beneš vu les crimes du nazisme à l'égard de la population tchécoslovaque, il l'appelait à dépasser cette rancœur et expo-

123. Cette conférence publiée en 1945 dans le recueil *Eine Schweizer Stimme* est ici citée d'après la version française : Barth, 1947, p. 140.

124. *Ibid.* p. 119. Barth approfondit son analyse l'année suivante par la publication de deux ouvrages (1945b et c).

125. Gillibert, 2013, pp. 227-228.

126. Voir l'essai publié par Ernst von Schenck, 1946. Cet essai fut publié en 1947 en français à Genève dans une traduction de Jeanne Hersch; sur Schenck et l'Allemagne, voir Gillibert, 2013, pp. 231-234.

127. Pierre Thévenaz, « L'Allemagne sans alibi », *Esprit: cahiers suisses*, 1945/1; Hugo Kramer, « Weltrundschau », *Neue Wege*, octobre 1946; Werner Rings, « Deutschland im Frühjahr 1946 », *Rote Revue*, juin 1946.



sait ses idées en faveur d'un plan d'aide culturelle tchécoslovaque à l'Allemagne, qui contribuerait à raviver les idées démocratiques dans la population<sup>128</sup>. Mais les appels humanitaires en faveur d'une aide à la population allemande émanant de milieux de gauche n'allaient pas sans susciter aussi des polémiques<sup>129</sup>. Un article du *Vorwärts* attaqua ainsi le « trotskiste Buchbinder » qui contribuait à l'envoi de colis sanitaires pour la population allemande<sup>130</sup>. Cet acte, aux yeux du quotidien communiste, transformait Buchbinder en allié objectif de l'impérialisme anglo-saxon et allemand qui menaçait de refaire bientôt surface dans le pays. En réalité, les communistes n'étaient pas unanimes sur cette question. Certains – en particulier parmi les membres du comité de la Centrale sanitaire suisse – adoptaient la ligne de Buchbinder en faveur d'une aide matérielle à la population allemande, quand d'autres la rejetaient avec intransigeance<sup>131</sup>.

Reste que le constat concluant à une responsabilité collective que les Allemands étaient incapables d'assumer pleinement amenait à un accord, à droite comme à gauche, pour le maintien d'un État faible et décentralisé, qui ne soit pas susceptible de menacer à nouveau ses voisins<sup>132</sup>. Rapidement toutefois, le plan Morgenthau, qui prévoyait de limiter à la portion congrue les capacités industrielles de l'Allemagne, apparut comme irréaliste aux yeux de la droite, soucieuse de la montée en puissance de l'Union soviétique en Europe de l'Est. De même, la gauche sociale-démocrate en venait à penser que la construction d'un État social n'était pas envisageable sans un certain niveau de productivité industrielle<sup>133</sup>. Le PST campa en revanche sur les positions les plus intransigeantes en faveur d'une Allemagne économiquement faible. La revue du parti dénonçait par exemple le professeur à Genève d'origine allemande Wilhelm Röpke, « nationaliste allemand impénitent, [...qui] poursuit ses campagnes en faveur d'un IV<sup>e</sup> Reich "occidental" et fort qui puisse élever une barrière à l'Est »<sup>134</sup>.

128. Lettre de Schnieper à Edvard Beneš, 24 novembre 1944, SL, fonds X. Schnieper, doss. 226.

129. Cette question fait aussi débat au sein de la direction du PS, voir PV du comité directeur du 20 octobre 1945, SSA, Ar. 1.110.35.

130. « Einige weitere Bemerkungen zur Person Heinrich Buchbinder », AFZ, fonds H. Buchbinder, carton « Politik/Trotzkismus, 1 bis 13 ».

131. Voir le débat en 1945 dans le *Vorwärts* entre Karl Moor, opposé à cette aide aux Allemands, et Anna von Fischer, qui en était partisane, cité par Jeanneret, 2013, p. 67; voir aussi Heiniger, 2015, pp. 203-210.

132. Klaus Bühler, « Die deutsche Gefahr », *Rote Revue*, avril 1948.

133. Ruffieux, 1987, pp. 404-405.

134. Maximilien Horngacher, « La Suisse devant le problème allemand », *Socialisme*, janvier 1947.

Si une réindustrialisation de l'Allemagne apparut rapidement comme inévitable, le réarmement du pays restait toutefois encore tabou au début de la guerre froide. En décembre 1948, la *NZZ* estimait ainsi que le réarmement de l'Allemagne de l'Ouest aurait « quelque chose d'effrayant pour tous les peuples européens », et que l'argument d'une défense occidentale antisoviétique ne suffisait pas à le justifier, car « au lieu de consulter le général [Lucius D.] Clay et le général [Walter D.] Robertson, une telle Allemagne se souviendrait alors de Frédéric le Grand, de Bismarck, de [Walther] Rathenau et même de [Joachim von] Ribbentrop »<sup>135</sup>.

Toutefois, le consensus qui réunissait la gauche et la droite sur cette question finit lui aussi par se fissurer dans les années suivantes, avec l'intensification des tensions internationales de guerre froide. Au milieu des années 1950, après la guerre de Corée, la *NZZ* défendait désormais la perspective d'un réarmement allemand<sup>136</sup>. À l'inverse, pour les communistes et d'importantes fractions de la social-démocratie, le réarmement de l'Allemagne présentait toujours des risques trop élevés pour la paix en Europe<sup>137</sup>. En raison de leur attachement à l'idée d'une Allemagne démilitarisée, unifiée et neutre, les dirigeants du PSS, comme leurs collègues allemands du SPD, critiquèrent fortement le plan Schuman de 1950, rétrospectivement considéré comme un des actes fondateurs de l'Union européenne, qui préconisait une intégration économique accrue de la RFA en Europe de l'Ouest<sup>138</sup>.

L'expression « question juive » peut être ambiguë, car elle a souvent été utilisée, depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, par des antisémites pour faire croire à un problème juif<sup>139</sup>. S'agissant de la période qui nous intéresse, cette expression n'était toutefois pas utilisée à des fins racistes, mais dans le cadre des questionnements sur les racines de la barbarie nazie qui s'était déchaînée contre les Juifs et sur la possibilité de se prémunir définitivement contre le retour d'un tel déchaînement de l'antisémitisme. Le débat fut stimulé par la levée de la censure, qui permit la publication sans entrave, chez des éditeurs helvétiques, de plusieurs essais consacrés à la question.

135. Cité par Kreis, 1987, p. 423.

136. *Ibid.*, pp. 424-425.

137. *NZZ*, « Ein politisches Interview Karl Barths », 17 novembre 1954 ; Kramer, 1955.

138. Johann Wolfgang Brügel, « Sozialistische Einigung über das Saarproblem », *Rote Revue*, juillet 1950 ; Judt, 2007, p. 323.

139. Picard, 1997, p. 30.

Dans ce cadre, un des problèmes fondamentaux qui se posait à la gauche était désormais de savoir si le déchaînement de la violence nazie contre les Juifs offrait une légitimité supplémentaire au projet sioniste.

L'intellectuelle sociale-démocrate allemande émigrée en Suisse Anna Siemsen, qui jouait aussi un rôle dans les instances dirigeantes du Parti socialiste suisse, en particulier sur le dossier de l'aide aux réfugiés, écrivit en 1945 un article dans la *Rote Revue*, où elle rendait compte de deux publications récentes portant en titre l'expression « question juive »<sup>140</sup>. L'une, signée Rafael Ryba, premier réfugié juif à pouvoir publier un livre en Suisse durant la guerre, avait été éditée en 1944 par la presse syndicale du canton d'Argovie<sup>141</sup>. Les positions de Ryba étaient proches du *Bund*, c'est-à-dire opposées au sionisme au nom de l'internationalisme et de l'impossibilité d'apporter une solution nationale à la « question juive ». Le second ouvrage dont Siemsen rendait compte avait été publié à Zurich par le militant sioniste Norbert Weldler et défendait, au contraire, la création d'un État pour les Juifs en Palestine<sup>142</sup>. Siemsen prenait clairement position pour le second essai, celui de Weldler. Ce texte de Siemsen apparaît comme représentatif d'un regain de sympathie pour le sionisme dans les rangs de la gauche, au sein du PSS en particulier. Le livre de Weldler était en outre préfacé par Hans Rudolf von Salis, indice de la popularité qu'avaient les idées sionistes en Suisse après la guerre dans les rangs de la droite libérale, comme dans ceux de la gauche sociale-démocrate<sup>143</sup>.

Dans son compte-rendu, Siemsen établissait un lien clair entre l'extermination des Juifs par Hitler et sa propre prise de position en faveur du sionisme. À ses yeux, il était inacceptable de demander aux Juifs émigrés, déchus de leur nationalité par les nazis, de rentrer en Allemagne, « et de faire face au danger d'une nouvelle éruption d'antisémitisme ». La crainte exprimée ici par Siemsen concernant le retour de l'antisémitisme était très répandue à gauche. À ce titre, certaines polémiques aux relents antisémites qui éclatèrent dans l'immédiat après-guerre en Suisse même – par exemple celle qui ciblait,

140. Siemsen, « Vom Sionismus », *Rote Revue*, juin 1945 (m. t.)

141. Ryba, 1944 ; Picard, 1997, p. 367.

142. Weldler, 1945.

143. Picard, 1997, p. 368. Outre Salis, on pourrait mentionner l'intellectuel libéral progressiste David Lasserre, qui a évolué vers le sionisme en réaction à l'antisémitisme. Voir Jeanneret, 1994.

comme nous l'avons vu, l'érudit bernois Jonas Fränkel – contribuait à alimenter les craintes concernant un antisémitisme qui n'aurait été que mis en veilleuse à la fin du conflit<sup>144</sup>.

En outre, selon Siemsen, il était exclu de considérer « les grandes puissances comme dignes de confiance pour défendre le droit, après la décennie effrayante que nous avons vécue ». Certes, si une minorité des Juifs voulaient retourner en Allemagne, on ne pouvait que « le saluer ». En ce sens, Siemsen ne pensait pas que le sionisme était l'unique voie pour les Juifs d'Europe. Cette position était là encore partagée par la direction du PSS, qui faisait montre de ce que l'on pourrait appeler un sionisme modéré<sup>145</sup>. Mais, selon Siemsen, il fallait « créer un cadre d'existence pour la majorité » des Juifs. La seule solution « crédible » était, à ses yeux, la Palestine, où un État (une « autorité juive ») devait être fondée, ne serait-ce que pour éviter que la situation ne se répète, car des Juifs apatrides – déchus de leur nationalité par les nazis – avaient été abandonnés à leur sort, privés de toute protection consulaire.

Le sionisme séduisait d'autant plus dans les rangs de la gauche sociale-démocrate que certains militants étaient enthousiasmés par les expériences de socialisme associatif à l'échelle régionale, tel le mouvement des kibboutzim<sup>146</sup>. D'une manière également significative d'une certaine idéalisation du sionisme dans les rangs de la gauche au sortir de la guerre, Siemsen, dans son compte-rendu paru dans la *Rote Revue*, ne discutait pas certains problèmes soulevés par Ryba, à savoir que l'émigration des Juifs en Palestine avait suscité et risquait de susciter encore des conflits violents avec le nationalisme arabe. En outre, Ryba soulignait que le sionisme risquait de devenir un allié de l'impérialisme britannique dans la région.

Les risques relatifs au projet sioniste étaient pourtant relevés par certaines voix au sein de la gauche helvétique. Ainsi, en 1946, le socialiste religieux Hugo Kramer dénonçait les violences commises par des Juifs en Palestine qui « ne devaient pas être enjolivées » ; il pointait aussi du doigt le « laisser-faire » du gouvernement travailliste britannique<sup>147</sup>. Kramer mettait en garde, dans la foulée, contre ce

144. Sur la persistance de l'antisémitisme dans la Suisse de l'après-guerre, voir Keller, 2011 ; sur le lien entre l'extermination des Juifs et le soutien au sionisme après 1945 en Suisse, voir Späti, 2006, p. 33.

145. Compte-rendu du livre de Rafael Ryba, *Rote Revue*, janvier 1945, qui dénonçait comme excessives les positions du *Israelischer Wochenblatt* (7 mars 1944) affirmant : « Soit un État juif en Palestine, soit le naufrage du peuple juif. »

146. Arrigo Levi, « Erfolge der sozialistische Bewegung in Israel », *Rote Revue*, mai 1949.

147. Kramer, « Weltrundschau », *Neue Wege*, septembre 1946 (m. t.)

qu'il considérait comme les impasses du projet sioniste. Un État juif dans un pays dont la population était « à deux tiers arabes n'était envisageable que sous la forme d'une dictature » ; un État « arabo-juif », vu la haine qui régnait de part et d'autre, relevait pour le moment « de l'utopie ». Cette dernière solution était néanmoins la seule qui apparaissait comme crédible à long terme, mais cela prendrait du temps, car les deux peuples devaient « tant bien que mal apprendre à vivre ensemble ». Ici, l'influence du philosophe sioniste d'origine autrichienne Martin Buber, qui avait été lié à Ragaz, se faisait sentir. En effet, ce dernier soutenait, après la guerre, la création d'un État binational en Palestine<sup>148</sup>. En dépit des réserves exprimées par Kramer, le mouvement socialiste religieux, comme le PSS, campa dans les années suivantes sur une position pro-sioniste et soutint globalement la politique de l'État d'Israël après sa création en 1948<sup>149</sup>.

Dans le Parti du travail en revanche, les partis pris sionistes étaient moins clairs qu'au sein de la social-démocratie. Un des principaux dirigeants du PST, Edgar Woog, lui-même d'origine juive, affichait certes de claires positions pro-sionistes, proches de celles du groupe Poale Zion. En revanche, d'autres dirigeants, tel Otto Schudel, faisaient entendre des réserves similaires à celles qui étaient exprimées par Kramer<sup>150</sup>. En fait, sur cette question à nouveau, le PST était tributaire des options diplomatiques fixées à Moscou. La position pro-sioniste de Woog, jusqu'en 1948, n'avait rien d'hétérodoxe par rapport aux positions soviétiques, dans la mesure où l'URSS soutint la création de l'État d'Israël en 1948 à l'ONU et compta parmi les premiers pays à reconnaître diplomatiquement le nouvel État<sup>151</sup>. Ce n'est que dans les années suivantes, lorsqu'il apparut clairement qu'Israël n'était pas dans le camp socialiste ni même dans celui des non-alignés, que les relations entre les deux pays se dégradèrent. Une revue comme *Zeitdienst*, rassemblant des sociaux-démocrates de gauche et des communistes, ne manqua pas de souligner qu'Israël était en train de devenir un satellite des États-Unis, avant même que les deux pays ne concluent, en février 1951, un traité de commerce et d'amitié<sup>152</sup>. La presse du PST changea

148. Spieler *et al.*, 2009, pp. 114-119.

149. Späti, 2006, pp. 119-122.

150. Schudel s'appuyait sur des informations transmises de Palestine par le communiste Louis Fűrnerberg. Voir Fűrnerberg, 1986, p. 372.

151. Voir aussi les positions favorables à la création de l'État d'Israël du rédacteur du *Vorwärts* Harry Gmür : Bűrgi et Kønig, 2009, p. 89.

152. « Auch Israel ein Satellit Amerikas? », *Zeitdienst*, 15 juin 1950.

elle aussi de ligne après 1948, par fidélité aux exigences diplomatiques soviétiques, en comparant désormais le sionisme à un « nationalisme bourgeois », au même titre que le « titisme » ou le « cosmopolitisme »<sup>153</sup>.

Les lignes de force concernant les rapports de la gauche au sionisme qui se dessinèrent dans l'immédiat après-guerre restèrent relativement stables dans les deux décennies suivantes. Même si l'enthousiasme pro-israélien d'une partie de la gauche sociale-démocrate fut tempéré par la participation d'Israël à l'attaque franco-britannique contre l'Égypte en 1956, un dirigeant social-démocrate comme Bringolf continua à défendre les livraisons d'armes au jeune État d'Israël, afin que celui-ci puisse se défendre contre les agressions potentielles des États arabes<sup>154</sup>. Comme nous aurons l'occasion de le voir par la suite, ce n'est qu'à la fin des années 1960, sous l'effet combiné de la guerre des Six Jours et de l'essor d'une nouvelle génération militante, que les lignes de force à gauche évoluèrent de manière significative.

153. *Voix Ouvrière*, 22 janvier 1952, cité par Jeanneret, 2002, p. 82.

154. Wolf, 1995, p. 263.

## **PARTIE II**

### **AU CŒUR DE LA GUERRE FROIDE (1950-1961)**





## L'EUROPE OCCIDENTALE DES ANNÉES 1950

**A**près le début de la guerre de Corée, déclenchée par l'offensive nord-coréenne du 25 juin 1950, la guerre froide déploya pleinement son emprise sur la vie politique d'Europe occidentale. On assista ainsi à une aggravation des tensions qui avaient fait suite, en particulier, à la prise de pouvoir communiste en Tchécoslovaquie de 1948. Le conflit coréen, dans lequel intervinrent indirectement les grandes puissances de l'Est et de l'Ouest, renforça le climat anxiogène en Europe, suscité par la crainte d'une troisième guerre mondiale. Nombre de dirigeants à l'Ouest estimaient que l'invasion de la Corée constituait un premier acte, avant une invasion de l'Europe par l'Armée rouge. Par là même, la guerre de Corée contribua à renforcer la polarisation manichéenne du débat politique entre les partisans des deux blocs. Max Petitpierre, le chef de la diplomatie helvétique, reflétait de manière emblématique l'état d'esprit occidental en affirmant que ce conflit avait fait « la démonstration que les principes pacifiques de l'Appel de Stockholm n'inspirent pas réellement ni le communisme international ni l'Union soviétique [...] on peut affirmer, je crois, que la guerre de Corée est le commencement de la troisième Grande Guerre de ce siècle. »<sup>1</sup> Dans ce contexte, le réarmement occidental prit une ampleur spectaculaire. Le budget étatsunien de la défense passa de 15,5 milliards de dollars en août 1950 à 70 milliards en décembre de l'année suivante<sup>2</sup>.

Les organisations prosoviétiques en Europe occidentale connurent un affaiblissement politique significatif, sous les coups de l'offensive

1. Discours de Petitpierre à la Conférence des ministres en poste à l'étranger, 8 septembre 1950, AFS, E 2800 1967/61, vol. 94; <http://dodis.ch/32122>. L'Appel de Stockholm était une pétition contre l'armement nucléaire lancée par le Mouvement mondial des partisans de la paix – proche des communistes – en mars 1950.

2. Judt, 2007, p. 188.

anticommuniste, et à mesure que les révélations liées aux crimes du stalinisme prenaient le pas sur le souvenir de la contribution de l'URSS à la victoire contre le nazisme. Si, en Italie et en France, les PC, portés par la force propulsive de la Libération, demeuraient des organisations de masse, gardant encore une large implantation dans la classe ouvrière ainsi que dans les milieux intellectuels, ce n'était plus le cas dans des pays comme l'Autriche, l'Allemagne de l'Ouest, le Royaume-Uni ou la Suisse (du moins pour sa partie alémanique), où les communistes furent relégués aux marges de la vie politique au profit de forces sociales-démocrates alignées sur l'antisoviétisme. En Allemagne de l'Ouest, les employés de la fonction publique membres du KPD furent, comme en Suisse, frappés d'interdictions professionnelles au début des années 1950. Par la suite, en août 1956, le parti fut interdit, un pas que les autorités helvétiques envisagèrent de franchir à la suite du gouvernement de Bonn, avant d'y renoncer, notamment parce que l'implantation institutionnelle du Parti du travail en Suisse francophone restait significative, rendant une interdiction difficile d'un point de vue constitutionnel<sup>3</sup>.

En Allemagne de l'Ouest en particulier, mais aussi en France et en Italie, la droite intellectuelle retrouva de la vigueur au début des années 1950 avec, comme cheval de bataille, l'antitotalitarisme. En témoigne notamment, en 1952, le succès en Europe occidentale de l'ouvrage *The Origins of Totalitarian Democracy*, signé par le professeur israélien Jacob L. Talmon, qui percevait dans les idées de Jean-Jacques Rousseau, Maximilien de Robespierre et Gracchus Babeuf les origines des maux du XX<sup>e</sup> siècle, que seul le libéralisme pouvait conjurer<sup>4</sup>. Les idées de Talmon furent en particulier promues par le Congrès pour la liberté de la culture, un vaste rassemblement d'intellectuels libéraux du « monde libre », dont deux membres en vue étaient suisses, François Bondy et Denis de Rougemont<sup>5</sup>.

Dans la première moitié des années 1950, les idées antimarxistes du Congrès s'implantèrent toutefois plus facilement dans les milieux intellectuels ouest-allemands ou suisses que dans ceux de France ou d'Italie. Dans ces deux pays en effet, malgré les attaques d'un Raymond Aron contre le marxisme comme « opium des intellectuels », selon le titre de son essai de 1955, des secteurs plus importants de l'intelligentsia résistèrent à l'offensive anticom-

3. Feldmann, *Tagebuch*, 8 novembre 1956.

4. Traverso, 2001, p. 65.

5. Scott-Smith, 2002a.

muniste de guerre froide, comme l'illustre par exemple le ralliement de Sartre au PCF, en 1952, au nom de la lutte pour la paix<sup>6</sup>.

De plus, il se maintint en France, dans les années 1950, un courant marxiste antistalinien qui n'était pas aussi nettement minoritaire que dans un pays comme la Suisse. Celui-ci rassemblait des déçus du communisme soviétique, qui ne voulaient pas pour autant renoncer à la perspective d'une transformation en profondeur de la société. Cette orientation se manifestait notamment autour du groupe Socialisme ou Barbarie, du Comité international contre le régime concentrationnaire, fondé par l'ancien déporté David Rousset, ou encore au sein du Parti socialiste unitaire (PSU), qui regroupait des militants de gauche exclus de la SFIO en 1947. Les forts tirages du journal de gauche indépendant du PCF et de la SFIO *L'Observateur* (*France Observateur* dès 1954), qui menait une lutte sans concession contre la politique coloniale des autorités françaises, contrastant avec les positions plus ambiguës du PCF et de la SFIO, peuvent aussi être évoqués. La SFIO, ralliée comme la social-démocratie suisse à une perspective atlantiste et anticommuniste, accusait de « neutralisme » ces courants qui rechignaient à choisir entre un des deux camps<sup>7</sup>. L'accusation fut bientôt reprise dans un sens positif par des intellectuels de gauche qui refusaient l'alternative binaire entre l'Est et l'Ouest.

Toutefois, même dans un pays comme la France, les belles perspectives qui paraissaient se dessiner pour la gauche à la Libération furent, à l'orée des années 1950, douchées par les réalités de la guerre froide. Le débat politique et intellectuel ne se focalisait plus, comme en 1945, sur l'imminence de la révolution, mais sur les risques de la guerre nucléaire<sup>8</sup>. Le groupe autour des *Temps Modernes*, qui occupait une position presque hégémonique dans le champ intellectuel de 1945, s'affaiblit et se fissura, notamment avec le départ de Camus. L'écrivain était désormais convaincu de l'existence d'un système concentrationnaire en URSS et en tira la conclusion qu'une révolution socialiste risquait de mener la France au totalitarisme. L'équipe des *Temps Modernes* s'affaiblit ensuite en raison du ralliement de Sartre au PCF, choix qui l'amena à la rupture politique avec nombre de ses proches, par exemple Francis Jeanson, Claude Lefort ou Maurice Merleau-Ponty<sup>9</sup>.

6. Birchall, 2011, pp. 85-90.

7. Dulphy, 2005, pp. 424-427.

8. Surya, 2004, pp. 420-421.

9. *Ibid.*, pp. 408-410.

Sur le plan culturel, l'essor de courants tel que le Nouveau roman, davantage portés sur les tentatives d'expérimentation formelle que sur l'engagement politique de l'écrivain de type sartrien fut révélatrice d'une certaine dépolitisation des milieux artistiques par rapport à l'immédiat après-guerre. Comme le soulignera rétrospectivement Julia Chamorel, une écrivaine genevoise qui avait vécu à Paris dans l'après-guerre :

Je me dépolitais, comme, apparemment, toute l'Europe fatiguée de la guerre froide et vouée à la « consommation ». Le défaitisme me gagna [...] et j'avais l'impression que tout notre monde blanc pataugeait avec moi dans la déprime. [...] C'était la faillite de l'art « engagé », le sabordement de la littérature dans le regard glacé du « nouveau roman ». <sup>10</sup>

Il est vrai que dans toute l'Europe occidentale, l'émergence de la société de consommation et des loisirs privés représentait une concurrence de plus en plus sérieuse à toute forme d'engagement politique collectif. À la polarisation Est-Ouest et à l'essor de l'anticommunisme de guerre froide, s'ajouta l'échec des grandes mobilisations ouvrières de l'après-guerre (France, Grèce, Italie), qui ne furent pas à même de dessiner les contours d'une alternative économique et sociale. Dans ce contexte, l'entrée dans une période de haute conjoncture, de croissance des salaires et de réduction du chômage favorisa la démobilisation du mouvement ouvrier en Europe occidentale, et un ralliement de la majorité de ses organisations politiques non communistes au modèle capitaliste corrigé par l'État social.

Le souci de désamorcer toute conflictualité sociale devint en particulier, sous le signe de l'« économie sociale de marché », le pilier fondamental de la culture politique ouest-allemande. Cette culture politique allait de pair avec un processus d'intégration de la gauche non communiste, qui rappelle celui à l'œuvre en Suisse depuis les années 1930. En République fédérale d'Allemagne, cette évolution fut symbolisée au début des années 1950 par la loi dite de codétermination, qui obligeait les entreprises lourdes à intégrer les représentants des employés à leurs conseils de surveillance. En 1959, lors du congrès de Bad Godesberg, les sociaux-démocrates allemands

10. Chamorel, 1983, p. 12.

(par un geste symbolique qui consacrait une évolution à l'œuvre depuis plusieurs années) supprimèrent de leur programme politique les références à l'anticapitalisme marxiste, tout en rappelant que « l'économie dirigée totalitaire détruit la liberté », l'État devant donc « se limiter à des méthodes indirectes pour influencer l'économie »<sup>11</sup>.

En Allemagne de l'Ouest, les écrivains de gauche critiques, tel Günter Grass qui dénonçait l'insouciance avec laquelle ses contemporains avaient passé de Hitler à la société de consommation, représentaient des voix isolées<sup>12</sup>. Dans le contexte ouest-allemand, bien davantage que dans la France des années 1950, un soutien critique au SPD apparaissait comme l'une des seules options politiques crédibles à gauche, vu la faiblesse de la gauche marxiste ou stalinienne et la puissance de la social-démocratie<sup>13</sup>. À la fin des années 1950, l'audience des intellectuels de la gauche critique qui gardait une certaine distance par rapport à la politique de compromis du SPD s'accrut toutefois, par exemple avec le succès de romans qui dénonçaient, de manière indirecte, la « Restaurationsrepublik » de Konrad Adenauer<sup>14</sup>. Leurs auteurs étaient notamment réunis autour de la revue *Texte und Zeichen*, éditée par Alfred Andersch, qui vivait en Suisse depuis 1958. Sur le plan politique, les écrivains qui gravitaient autour du Groupe 47 rencontrèrent également une audience publique croissante en combattant le réarmement allemand, en lien avec le Grünwalder Kreis, une association pacifiste fondée en 1956 en réaction à la fondation d'une armée nationale et animée par des personnalités globalement situées à la gauche du SPD, parmi lesquelles l'écrivain Hans Werner Richter<sup>15</sup>.

Les critiques qui se firent jour à la fin des années 1950 contre la République de Bonn, sous l'angle pacifiste ou sous la forme d'une dénonciation de la rigidité culturelle ambiante et du puritanisme moral, sont annonciatrices des interrogations qui surgirent au cours des années 1960, culminant dans la révolte de la jeunesse ouest-allemande de la fin de la décennie. Ces mobilisations représentèrent la principale mise en cause du consensus politique de la République de Bonn, dominée sans interruption, de 1949 à 1966, par l'Union chrétienne-démocrate d'Allemagne, la CDU, d'orienta-

11. Cité par Fertikh, 2011, pp. 61-79.

12. Judt, 2007, p. 332.

13. Boschetti, 2010, p. 180.

14. Arnold, 2004, p. 3.

15. Parkes, 2009, pp. 27-42.

tion démocrate-chrétienne. Cette étonnante stabilité politique avait déjoué les prévisions sur lesquelles s'accordaient, comme on l'a vu, la plupart des observateurs helvétiques dans l'immédiat après-guerre.

Durant les années 1950, avant les grandes mobilisations de la jeunesse de la décennie suivante, le seul mouvement qui semblait, en Allemagne de l'Ouest, en mesure de mettre en cause le consensus politique – ce constat est sans doute vrai aussi s'agissant de la Suisse – se manifesta au travers des mobilisations pacifistes et pour le désarmement atomique. Les communistes y jouèrent un certain rôle, dans le sillage de l'Appel de Stockholm, ainsi que des intellectuels progressistes, notamment liés à la gauche religieuse. Cette dernière, comme en Suisse, était surtout issue des rangs protestants<sup>16</sup>. Ces mobilisations contribuèrent à convaincre de nombreux Allemands que leur pays pouvait être plus en sécurité s'il proclamait sa neutralité et s'il renonçait au réarmement promu par les puissances occidentales<sup>17</sup>.

Si la première moitié des années 1950 fut marquée par un climat d'affrontement Est-Ouest qui avait tendance à primer sur toute autre question, la situation évolua dans la seconde moitié de la décennie, en raison de la relative baisse de tension qui se produisit alors sur le plan international. Cet apaisement fut en particulier favorisé par la mort de Staline, par l'armistice en Corée et par la disgrâce du champion de l'anticommuniste aux États-Unis, Josef McCarthy. En 1954, pour la première fois depuis six ans, eut lieu une rencontre des ministres des Affaires étrangères des grandes puissances, afin de discuter du sort de Berlin, rencontre prolongée en juillet de l'année suivante par un sommet pour la paix à Genève. Sur le plan culturel, cette même année, le célèbre écrivain soviétique Ilya Ehrenbourg publia un roman au titre emblématique, *Le Dégel*, qui se distanciat de la rhétorique anti-occidentale virulente propre à la période jdanovienne.

Mais si la baisse de tension avait favorisé, dès 1953, un climat plus propice aux débats et à la recherche d'un horizon politique alternatif, ce fut l'année 1956 qui fut véritablement décisive pour la gauche. Premièrement, parce que l'intervention militaire soviétique en Hongrie, destinée à écraser le mouvement démocratique dans ce pays, jeta un discrédit supplémentaire sur les partis communistes, dont l'image n'avait fait que se dégrader après les événe-

16. Rupp, 1984.

17. Judt, 2007, p. 328.

ments de 1948 en Tchécoslovaquie, puis les grandes purges staliennes de la fin des années 1940. La répression des mobilisations ouvrières à Berlin-Est, en 1953, avait certes déjà porté un coup important à l'image de l'URSS dans les rangs des sympathisants du régime soviétique : Bertolt Brecht, qui avait choisi de vivre en Allemagne de l'Est après la guerre, formula pour la première fois à cette occasion des critiques publiques contre le régime de ladite République démocratique allemande<sup>18</sup>. Mais les événements de Hongrie accrurent brutalement ce désenchantement à l'égard du régime soviétique. Celui-ci était désormais associé à la répression plutôt qu'à l'émancipation des travailleurs.

Si, au début de l'année 1956, le rapport « attribué au camarade Nikita Khrouchtchev », en dénonçant les erreurs de Staline, avait pu sembler prolonger le processus de renouveau politique en URSS initié trois ans plus tôt, après la mort du dictateur, cet espoir fut contrarié par l'entrée des chars soviétiques à Budapest. La posture de l'intellectuel, compagnon de route des communistes, dont Sartre était sans doute l'exemple le plus célèbre en Europe, reçut à ce moment un coup fatal. Toutefois, certains partis communistes, en particulier en Italie, réussirent à éviter l'effondrement en revendiquant une autonomie accrue par rapport à Moscou ; le PCI n'en perdit pas moins 400 000 membres entre 1955 et 1957<sup>19</sup>. L'idée qu'il s'agissait, par solidarité, de serrer les rangs derrière le parti, au moment où le déchaînement public d'anticommunisme atteignait un nouveau paroxysme, explique aussi pourquoi certains compagnons de route en Europe occidentale, y compris en Suisse, s'accrochèrent à leur organisation.

Le rapport Khrouchtchev puis les événements de Hongrie confortèrent la position des communistes hétérodoxes qui s'étaient montrés critiques, dans les années précédentes, à l'égard du régime stalinien. C'était le cas en France du philosophe Merleau-Ponty, qui avait publié, en 1955, une critique du marxisme soviétique rigidifié et déterministe, *Les aventures de la dialectique*, ou de Henri Lefebvre, pour qui la promotion d'un « romantisme révolutionnaire » avait été, durant les années 1950, une manière d'attaquer la direction du parti depuis sa gauche<sup>20</sup>. En 1956, le journaliste français Pierre Hervé, naguère stalinien intransigeant, avait publié

18. *Ibid.*, p. 218.

19. *Ibid.*, p. 384.

20. Surya, 2004, p. 477.

*La révolution et les fétiches*, un pamphlet qui critiquait la sclérose dogmatique des PC et qui avait été soutenu à demi-mot par Sartre<sup>21</sup>. Cette publication valut à son auteur l'exclusion du parti, le 16 février 1956, le jour même de l'ouverture du XX<sup>e</sup> Congrès, au terme duquel Nikita S. Khrouchtchev allait formuler des critiques que n'aurait pas reniées Hervé.

Dans ce contexte, les perspectives de la gauche non stalinienne et critique par rapport aux orientations modérées de la social-démocratie s'améliorèrent partout en Europe occidentale, formant une mouvance que l'on peut regrouper sous la catégorie de nouvelle gauche<sup>22</sup>. En France, plusieurs revues anticapitalistes allaient voir le jour dans la foulée, tel *Argument*, participant au cheminement qui allait donner naissance à la floraison de groupements politiques de la gauche extra-parlementaire après 1968. Au Royaume-Uni, la création en 1960 de la *New Left Review* participa du même mouvement.

Si la social-démocratie ne parvint guère à capitaliser dans les milieux intellectuels progressistes après l'intervention soviétique en Hongrie, ce fut notamment en raison d'un autre événement international qui se produisit la même année : l'intervention militaire franco-britannique contre un gouvernement perçu comme progressiste en Égypte, celui de Gamal Abdel Nasser, après que ce dernier eut nationalisé le canal de Suez. Cette intervention avait été décidée par un gouvernement français dominé par la sociale-démocrate SFIO, de concert avec le gouvernement conservateur britannique, ce qui révélait, aux yeux de nombre de militants progressistes, les dérives gouvernementales de la social-démocratie. L'orientation des dirigeants de la SFIO suscita un désarroi croissant au sein du parti et un affaiblissement de la base militante<sup>23</sup>. Les communistes ne se privèrent pas de faire campagne sur cette question, cherchant à capitaliser sur ce désarroi et à faire oublier, au passage, l'intervention soviétique en Hongrie.

21. Hervé, 1956.

22. L'expression est ambiguë. En allemand, la *Neue Linke* désigne les groupes de la gauche extra-parlementaire qui ont émergé dans le sillage des mouvements sociaux des « années 1968 » et recoupe donc *grosso modo* ce que l'on appelle en France « l'extrême gauche ». Dans ce dernier pays en revanche, la nouvelle (ou deuxième) gauche désigne une mouvance apparue une dizaine d'années plus tôt, dans le sillage de la guerre d'Algérie, sur la base d'une critique qui visait aussi bien les orientations gestionnaires de la social-démocratie que les orientations prosoviétiques des communistes. Nous utilisons le terme de nouvelle gauche dans son acception française, réservant le qualificatif d'extrême gauche ou gauche radicale pour les groupes trotskistes, anarchistes et maoïstes.

23. Kergoat, 1997, pp. 62-63.



Reste que l'attaque franco-britannique contre l'Égypte confirma l'importance de la problématique anticolonialiste et anti-impérialiste dans les débats qui traversaient la gauche occidentale. L'essor des mouvements sociaux dans les pays du Sud était en effet susceptible d'offrir aux militants progressistes de nouvelles perspectives, qui libéraient de l'alternative binaire entre le modèle social-démocrate atlantiste et l'autoritarisme soviétique. En outre, comme la classe ouvrière d'Europe occidentale semblait se détourner de toute perspective radicale, l'opposition entre l'impérialisme et le tiers-monde était désormais propice à susciter l'enthousiasme à gauche. En ce sens, les événements de Suez renforcèrent un courant tiers-mondiste et anticolonialiste en Europe occidentale, qui avait déjà été stimulé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, notamment par les luttes anticoloniales en Inde britannique ayant conduit à l'indépendance du pays en 1947, par la prise de pouvoir communiste en Chine en 1949, par la défaite de la France à Diên Biên Phu en 1954, puis par l'émergence du mouvement des non-alignés, symbolisée par la Conférence de Bandung en 1955.

À la fin des années 1950, la révolution cubaine, les mouvements d'indépendances en Afrique subsaharienne et, surtout, la guerre d'Algérie accentuèrent ce processus. Dans le cas de l'Algérie aussi, c'était un gouvernement social-démocrate, celui de Guy Mollet, assisté de son ministre de l'intérieur François Mitterrand, qui était responsable des exactions commises par l'armée. Quant au Parti communiste français, si l'épisode de Suez lui avait permis de redorer quelque peu son blason en prenant la défense de Nasser, il afficha sur la question algérienne une position ambiguë, soutenant à l'Assemblée nationale le vote des pleins pouvoirs en faveur du gouvernement Mollet, le 12 mars 1956.

Ce positionnement renforça le désamour à l'égard du modèle soviétique dans les rangs d'une nouvelle génération à la recherche d'une alternative politique, en particulier dans le milieu étudiant en plein essor en raison du début de la démocratisation des études. Parmi les étudiants français, l'évolution à gauche des organisations de jeunes catholiques, en particulier la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC) qui, aux côtés de l'hebdomadaire *Témoignage chrétien*, dénonçait la torture en Algérie et militait pour le droit à l'autodétermination du peuple algérien, contribua à l'essor du mouvement tiers-mondiste. Ces événements favorisèrent la renaissance d'un courant de gauche radicale, symbolisée notamment par

la publication le 6 septembre 1960 du Manifeste des 121 pour le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie<sup>24</sup>. Puis, cette même année, par la création du Parti socialiste unifié, qui regroupait des catholiques de gauche, des sociaux-démocrates de gauche revendiquant l'héritage de Marceau Pivert (1895-1958) ou encore des déçus ou des exclus du PCF, ainsi que des trotskistes.

24. Sirinelli, 1991, pp. 11 *sq.*

## DÉFENSE SPIRITUELLE ET ANTICOMMUNISME

Chez nous, la conception politique du monde était claire: il y avait le bien et le mal et la ligne de démarcation entre les deux était sans équivoque. La Suisse, je le savais, était « bien », car elle ne comptait pas de communistes ou seulement très peu. Et ces quelques rares individus étaient très très loin de nous, à savoir dans le canton le plus éloigné de la maison de mes parents, à Genève, qu'on devait sans doute se figurer sous l'aspect politique d'une Babylone pécheresse.<sup>1</sup>

**S**i, en 1945, le prestige et la puissance des forces sociales et politiques issues de la Résistance et de l'antifascisme avaient conduit à des bouleversements importants dans les milieux politiques et intellectuels dominants des pays d'Europe occidentale, on a vu, par contraste, que la situation helvétique se caractérisait par une grande continuité, des années 1930 à l'après-guerre. Cette absence de renouvellement contribue sans doute à expliquer pourquoi l'anticommunisme et le conservatisme politico-culturel placé sous le signe de la Défense spirituelle furent puissants dans la Suisse des années 1950, au point de paraître de plus en plus anachroniques au début de la décennie suivante.

### **SOCIAL-DÉMOCRATIE ET ANTICOMMUNISME**

En 1944, lors de la création du Parti suisse du travail, l'anticommunisme officiel était en perte de vitesse, si bien que ses militants avaient pu braver l'interdiction subie par le Parti communiste suisse quatre ans plus tôt. Toutefois, depuis 1944, les autorités étaient à l'affût d'une occasion de réactiver des mesures répressives contre les

1. Zorn, 1979, p. 63.

communistes. En juillet 1946, des représentants du Conseil fédéral et du Ministère public se réunirent pour discuter l'opportunité d'entreprendre une procédure pénale contre Léon Nicole<sup>2</sup>. Mais les participants à cette réunion conclurent qu'une démarche était prématurée. Premièrement, parce que le gouvernement venait de renouer de fragiles relations diplomatiques avec l'URSS et craignait de les mettre en cause par une procédure intempestive. En outre, le Conseil fédéral ne disposait pas encore d'éléments matériels suffisants pour démontrer la dépendance du PST à l'égard de l'étranger, afin d'entreprendre une procédure judiciaire contre l'organisation<sup>3</sup>. Enfin, le temps d'agir n'était pas encore venu, car la popularité du Parti du travail paraissait trop forte en 1946 pour que la légitimité d'une procédure judiciaire contre l'organisation ou certains de ses dirigeants bénéficie d'une adhésion suffisante dans la population. Comme l'écrivait le procureur de la Confédération Franz Stämpfli, pourtant partisan d'une législation plus autoritaire, au conseiller fédéral en charge de la justice et de la police, von Steiger :

Un puissant mouvement démocratique ne peut jamais être arrêté aux moyens d'interdictions.<sup>4</sup>

Durant les années suivantes, la pesée d'intérêts entre ces variables allait préoccuper en permanence les autorités fédérales : la légitimité populaire du Parti du travail devait-elle céder le pas aux pressions anticommunistes qui émanaient en particulier d'une myriade d'associations entretenant des liens officiels ou officieux avec l'armée et les autorités ? Le respect de la liberté d'expression comme valeur dudit monde libre, dont se revendiquaient les autorités helvétiques, devait-il prévaloir sur la menace d'une cinquième colonne communiste prête à agir pour saper la défense nationale ? La situation internationale permettait-elle une action contre les communistes sur le plan intérieur ou bien cette action risquait-elle de nuire à l'image de la neutralité officielle ?

La prise de pouvoir communiste en Tchécoslovaquie de 1948, saluée par le Parti du travail, fit évoluer cette pesée d'intérêts en défaveur de ce dernier, offrant aux autorités, dans le nouveau cli-

2. Rauber, 2007, pp. 228-230.

3. Feldmann, *Tagebuch*, 14 novembre 1944.

4. Lettre de Stämpfli à von Steiger, 3 novembre 1944, AFS, 4320 (B) 1974/47, vol. 201 (m. t.) ; Gsell, 1990, p. 188.

mat de guerre froide, l'occasion attendue depuis la refondation d'une organisation prosoviétique en 1944. Le conseiller fédéral Petitpierre déclara quelques jours après la prise de pouvoir communiste en Tchécoslovaquie, révélant du même coup le raidissement du climat politique qui en découlait en Europe occidentale :

La situation me paraît devenir d'une simplicité et d'une clarté tragiques. Le jour n'est peut-être pas très lointain, je crois que nous y sommes déjà, où il n'y aura plus que deux catégories d'hommes, ceux qui acceptent de se soumettre au communisme et ceux qui refusent.<sup>5</sup>

L'opportunité d'actions répressives contre les communistes apparaissait comme d'autant plus grande qu'une idée avait gagné en crédibilité, à savoir que l'URSS était en train de devenir aussi dangereuse que l'Allemagne hitlérienne des années 1930. Ce raisonnement amenait les anticommunistes de guerre froide à brandir le spectre des accords de Munich de 1938 : toute concession faite à l'URSS ne conduirait qu'à stimuler son agressivité<sup>6</sup>.

Les autorités furent confortées dans leur position par le ralliement des dirigeants du PSS à de telles vues, qui postulaient que l'action d'une supposée cinquième colonne était une méthode d'action partagée par les communistes et les nazis. Comme l'affirma le social-démocrate et ancien communiste Bringolf à la tribune du parlement :

Les événements les plus récents en Europe de l'Est éveillent [...] vivement le souvenir de la menace nationale-socialiste et fasciste contre l'indépendance de notre pays et contre le droit à la liberté des peuples.<sup>7</sup>

Si, dès 1945, cette interprétation avait été omniprésente dans les prises de position émanant des courants les plus anticommunistes de la droite – par exemple dans les éditoriaux du journal catho-

5. Exposé de Petitpierre devant la Commission des affaires étrangères du Conseil national, 24 février 1948, AFS, E 2800, 1990/106, vol. 1 ; <http://www.dodis.ch/5562>.

6. Neval, 2003, p. 120.

7. Bringolf, *Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale*, séance du 11 mars 1948, p. 69 (m. t.) L'anticommunisme des dirigeants du PSS fut certainement favorisé par celui des chefs du SPD ; ainsi, Schumacher, numéro un de la social-démocratie ouest-allemande, estimait que les communistes de son pays étaient des « nazis repeints en rouge », cité in Leffler *et al.*, 2012, p. 50.

lique conservateur lucernois *Vaterland* – elle était donc admise désormais par une majorité politique<sup>8</sup>. Le télégramme du PST saluant la prise de pouvoir des communistes en Tchécoslovaquie avait apporté l'élément de preuve qui manquait s'agissant des liens entre les communistes suisses et étrangers<sup>9</sup>. Si les dirigeants sociaux-démocrates restaient hostiles à une interdiction pure et simple du PST après 1948, c'était donc en particulier pour des raisons tactiques. Comme l'avait déjà souligné Bringolf lors d'une réunion du comité directeur du PSS en 1944, le PST interdit, ses militants allaient poursuivre leur action sous le couvert d'organisations « plus patriotiques et plus réformistes que les nôtres »<sup>10</sup>.

Les autorités présentèrent devant les Chambres fédérales un premier train de mesures visant au renforcement de la sécurité intérieure du pays, sur le modèle de la législation en vigueur durant la guerre, qui n'avait pas été entièrement abolie. La révision législative votée par les Chambres en mars 1948 permettait notamment une surveillance systématique des militants suspectés de menées subversives, impliquant écoutes téléphoniques et surveillance du courrier, et renforçait les possibilités d'un contrôle de la presse<sup>11</sup>. Dans le cadre de cette surveillance, le Conseil fédéral n'hésita pas à demander la levée du secret bancaire, dans le but de déterminer les sources de revenus de militants communistes ou de leur presse<sup>12</sup>.

Bringolf justifia le soutien du Parti socialiste à ces mesures lors du débat au Conseil national, en rappelant que la prise de pouvoir des communistes en Tchécoslovaquie rappelait les méthodes des nazis, ce qui justifiait la réactivation des prérogatives liées à la protection de l'État en vigueur durant le conflit mondial<sup>13</sup>. Les anciens communistes passés à la social-démocratie, tels Bringolf ou Friedrich Schneider, étaient désormais en pointe du combat contre le PST<sup>14</sup>. En ce qui concerne Bringolf, son zèle anticommuniste était peut-être si marqué qu'il s'agissait pour lui de faire oublier son engagement au PCS, entre 1921 et 1930. Le maire de Schaffhouse espérait en effet, le jour venu, remplacer Ernst Nobs au Conseil fédéral. Toujours est-il que son ralliement à l'anticom-

8. Neval, 2003, p. 107.

9. Léon Nicole, *Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale*, séance du 11 mars 1948, p. 70.

10. Séance du comité directeur du PSS, 28 janvier 1944, SSA, Ar 1.110.34 (m. t.)

11. « Message du Conseil fédéral sur les mesures propres à assurer la sécurité du pays », 20 février 1948, *Feuille fédérale*, p. 873.

12. Rapport du 13 mai 1952, AFS, E 4001 D, 1976/136, vol. 136.

13. Bringolf, *Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale*, séance du 11 mars 1948, pp. 69-70.

14. Ce phénomène n'était pas spécifique à la Suisse. Voir Traverso, 2001, p. 54.

munisme ne suffit pas à effacer, aux yeux de la droite, ce sulfureux passé : candidat à l'élection au gouvernement désigné par son parti en 1959, la majorité parlementaire lui préféra son collègue Hans Peter Tschudi.

Pour en revenir aux débats de 1948 sur la protection de l'État, certains sociaux-démocrates se souvenaient certes qu'ils avaient eu eux-mêmes à souffrir, par le passé, de telles mesures, ce qui conduisit une minorité d'entre eux à une certaine retenue. Ainsi, le socialiste Valentin Gitermann, historien spécialiste de la Russie, qui avait collaboré dans l'immédiat après-guerre avec l'Association Suisse-URSS, pointait les dangers des nouvelles dispositions pour la liberté d'expression<sup>15</sup>. Gitermann n'affichait pas, pourtant, une opposition aussi frontale que les marxistes antistaliniens de Proletarische Aktion, qui considéraient que les mesures anticommunistes devaient être combattues par la gauche, parce qu'elles représentaient, indépendamment du jugement qu'on portait sur l'Union soviétique, une attaque contre les droits démocratiques<sup>16</sup>.

Le spectre de la cinquième colonne communiste prête à saboter la défense nationale devenait un argument d'autant plus efficace que la psychose de guerre augmentait. C'est pour cette raison que le déclenchement du conflit en Corée, quelques mois après la prise de pouvoir communiste en Tchécoslovaquie, représenta une impulsion, aussi bien pour l'intensification des politiques anticommunistes officielles, que pour l'amplification des activités de propagande des associations anticommunistes. Cette guerre était perçue comme le début d'une dangereuse escalade, sciemment recherchée par Staline; Max Petitpierre soulignait qu'« en Allemagne, la situation est plus inquiétante puisqu'une action contre le gouvernement de Bonn et l'Allemagne occidentale pourrait, comme en Corée, revêtir la forme d'une guerre civile entre Allemands. [Cela] s'accompagnerait par une action interne exercée en France et en Italie par les partis communistes. »<sup>17</sup>

Face à cette menace, la Défense spirituelle destinée à fortifier le patriotisme des Confédérés, élaborée durant les années 1930, paraissait plus nécessaire que jamais. L'atmosphère de réduit natio-

15. Gitermann, *Rote Revue*, « Verstärkung des Staatsschutzes », janvier 1949. Léon Nicole releva d'ailleurs ces contradictions socialistes, voir *Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale*, séance du 11 mars 1948, p. 70.

16. *Das Arbeiterwort*, « Der Prozess gegen Emil Arnold », juin 1953.

17. Discours de Petitpierre lors de la Conférence des ministres en poste à l'étranger, 8 septembre 1950, AFS, É 2800 1967/61, vol. 94 ; <http://dodis.ch/32122>.

nal qui avait prévalu durant le conflit mondial, et qui s'était quelque peu dissipée en 1945, revenait désormais en force : « La guerre totale exige la défense totale, non seulement celle de l'armée, mais aussi celle du peuple tout entier », avait ainsi souligné, en 1948, le chef du Département militaire, Karl Kobelt<sup>18</sup>. Les autorités, pour réactiver la Défense spirituelle, pouvaient compter sur l'appui de larges secteurs de l'*establishment* académique et de l'intelligentsia, dont on a vu, dans la première partie de ce travail, les partis pris souvent conservateurs. Werner Kägi – qui s'était engagé dans les Fronts d'extrême droite durant les années 1930, puis était devenu l'un des spécialistes les plus en vue du droit public en Suisse – en appelait désormais à une « défense nationale totale : militaire, économique, politique, policière pénale et spirituelle-culturelle »<sup>19</sup>.

Dans la continuité de la période de la Mobilisation, cette « défense totale » supposait une sorte de fusion entre vie militaire et vie civile. En 1959, *Le Livre du soldat* envoyé par le Conseil fédéral à tous les ménages pour rappeler les devoirs qui incombaient aux citoyens dans le cadre de la défense nationale soulignait que :

Nulle part comme chez nous, vie civile et vie militaire ne sont pareillement mêlées dans le train-train quotidien. L'enfant regarde avec intérêt le sac et le fusil du papa suspendus au galetas. [...] À l'occasion de chaque fête, l'armée est présente dans les cortèges, dans les églises et dans les temples, sur les places publiques. [...] C'est grâce à cette préparation militaire constante [...] que notre milice peut remplir la tâche d'une armée de métier [...] Comment ne pas souligner les heureux effets de l'éducation militaire sur le peuple tout entier ?<sup>20</sup>

Ce souci d'une préparation constante à la guerre – on pourrait parler d'une mentalité de bunker, en référence aux milliers d'abris blindés qui furent construits durant les années 1950 dans les Alpes et sous les immeubles – apparaît bien dans le journal de Markus Feldmann, qui succéda en 1951 à Eduard von Steiger à la tête du Département de justice et police. Au terme d'une séance du Conseil fédéral de 1952, il soulignait que la discussion fut « extraor-

18. *Journal de Genève*, « M. le Conseil fédéral Kobelt met l'accent sur la préparation de notre défense », 14 juin 1948.

19. Cité par Bretscher-Spindler, 1997, p. 216 (m. t.)

20. Bachmann, 1959, pp. 16-17 ; Höchner, 2004, pp. 188-203.



dinairement utile» parce qu'elle «a clairement laissé voir les liens entre la politique extérieure, intérieure et la protection de l'État et constitué une contribution à la conduite politique active et urgentement nécessaire de la guerre pour la protection de l'indépendance de la Suisse»<sup>21</sup>.

Après le déclenchement de la guerre de Corée, les autorités purent à nouveau compter sur la caution politique du PSS pour appuyer la campagne anticommuniste. Le quotidien social-démocrate *Volksrecht* attribua à l'URSS la responsabilité du déclenchement du conflit<sup>22</sup>. Dans une lettre à son collègue de parti Bratschi, le ministre socialiste Nobs expliquait à propos de la guerre de Corée que «lorsque les Américains seront suffisamment engagés en Asie, les Russes attaqueront l'Europe»<sup>23</sup>. Des réserves s'exprimaient certes encore, au sein du PSS, face à la ligne pro-occidentale de la direction, mais elles étaient de plus en plus minoritaires. Gitermann, qui avait été proche de l'Association Suisse-URSS en 1945 et qui dirigeait l'édition de la revue théorique du PSS, cherchait ainsi à modérer l'anticommunisme de certains de ses collègues de parti. En novembre 1951, il demanda à Fritz Baumann, président de la section argovienne, de modifier un article qu'il venait de soumettre à la revue. Baumann y affirmait que les Soviétiques menaient une course aux armements parce qu'une agression militaire contre l'Ouest faisait partie des options envisagées par Staline. En revanche, poursuivait Baumann, l'Ouest s'armait pour défendre la démocratie. Gitermann demanda à Baumann de nuancer son propos, dans la mesure où «dans la vie publique en Amérique, d'éminentes personnalités se prononcent pour une guerre préventive contre l'URSS»<sup>24</sup>. Baumann accepta finalement de modifier son article, mais continuait à penser que «l'Ouest, États-Unis inclus, n'est ni totalitaire ni missionnaire, c'est-à-dire, sur le fond, pas agressif»<sup>25</sup>.

Cette même année 1951, le groupe parlementaire socialiste se rallia à un programme de réarmement promu par le Conseil fédéral, impliquant le vote d'investissements extraordinaires sur cinq ans pour un montant de 1,4 milliard, soit environ le montant des

21. *Tagebuch*, 26 février 1952 (m. t.)

22. *Volksrecht*, 23 octobre 1950, cité par Jeanneret, 2002, p. 617 (note 62).

23. Cité par Longchamp, 2014, p. 421.

24. Lettre de Gitermann à Baumann, 3 novembre 1951, SSA, fonds F. Baumann, Ar. 135 (m. t.)

25. Lettre de Baumann à Gitermann, 5 novembre 1951, *idem*.

dépenses annuelles de l'État fédéral<sup>26</sup>. Parallèlement, le budget militaire ordinaire passa, avec le soutien du PSS, de 505 millions en 1946 à 880 millions en 1952<sup>27</sup>. Si l'on additionne les dépenses militaires ordinaires et le programme de réarmement, l'armée absorbait presque la moitié du budget de la Confédération au début des années 1950.

Lors du congrès d'Olten du PSS, en mars 1951, une proposition du Valaisan Karl Dellberg, lié à l'aile gauche du parti, qui demandait de refuser ces crédits, avait pourtant été balayée par les délégués<sup>28</sup>. Comme l'expliqua le maire socialiste de Zurich Emil Klöti en février 1951 :

Par principe, nous, sociaux-démocrates, devons accepter les dépenses extraordinaires d'armement eu égard au danger de guerre élevé.<sup>29</sup>

Au sein d'une partie du PSS, le pacifisme devint suspect, car il était désormais associé à la propagande soviétique. Au début des années 1950, lorsque le parti fit imprimer sur le ruban distribué à ses membres pour le 1<sup>er</sup> Mai le simple slogan « Paix – Friede – Pace », le secrétariat reçut plusieurs lettres de protestation des sections ; elles lui reprochaient d'avoir choisi un mot d'ordre qui évoquait trop la propagande communiste<sup>30</sup>.

À nouveau, l'intégration institutionnelle du PSS et l'anticommunisme se combinaient. Pour la première fois en 1950, dans une atmosphère d'union nationale face au risque de guerre, le parti apporta ses suffrages au candidat bourgeois à l'élection au Conseil fédéral, alors qu'en 1944 et 1947, une candidature avait été lancée par la gauche. Le soutien des socialistes à une défense nationale dotée de moyens supérieurs, au nom de la lutte contre la menace d'une invasion militaire soviétique, amena par ailleurs un dirigeant comme Walther Bringolf, membre de la Commission militaire du Conseil national, à se rapprocher de milieux industriels qui avaient des intérêts à faire valoir dans le cadre de la hausse des dépenses de l'armée. Bringolf, de plus en plus intéressé par la chose militaire,

26. Le PSS proposait certes un impôt sur les grandes fortunes pour financer ce programme, comme le préconisait notamment l'initiative populaire « pour le financement des armements et la sauvegarde des conquêtes sociales », refusée en votation en 1952, en dépit d'un score honorable de 328 000 voix favorables, contre 422 000.

27. Kurz, 1985, p. 159.

28. Hürlimann, 1985, p. 64.

29. Cité par Longchamp, 2014, p. 501.

30. Jules Humbert-Droz, « Un cessez-le-feu au Vietnam? », *La Sentinelle*, 3 mars 1965.

fréquenta en particulier Dieter Bührle, colonel à l'état-major général depuis 1955, et qui, à la mort de son père en 1956, reprit la direction de l'entreprise Oerlikon-Bührle<sup>31</sup>.

Quant au dirigeant syndical et membre du PSS Konrad Ilg, il s'interposa auprès du Conseil fédéral, en février 1953, pour défendre le droit de l'entreprise Bührle d'exporter des armes aux États-Unis<sup>32</sup>. Le Conseil fédéral envisageait en effet de limiter ces exportations, jugées contraires à la neutralité officielle, alors qu'Ilg prenait la défense de ces ventes aux pays de l'OTAN pour préserver des emplois en Suisse. Par ailleurs, le soutien à la défense nationale au nom du péril soviétique n'avait rien d'une spécificité de la social-démocratie suisse : à la fin des années 1950, le secrétaire de l'OTAN était une éminente figure socialiste, en la personne du Belge Paul-Henri Spaak.

Dans ce contexte où, à la faveur du ralliement à l'anticommunisme officiel, l'intégration institutionnelle du PSS semblait de plus en plus indiscutable, on comprend mieux pourquoi, lorsque le conseiller fédéral socialiste Max Weber démissionna du gouvernement en 1953, suite à l'échec de son projet de réforme fiscale, la direction du PSS fut prise au dépourvu. Même si elle soutint *a posteriori* la décision de Weber, qui n'avait pas consulté ses collègues au préalable, elle diffusa une résolution assurant que le parti n'entendait pas « modifier fondamentalement son attitude à l'égard de la politique intérieure et extérieure »<sup>33</sup>. Et rapidement, le PSS demanda à être réintégré au Conseil fédéral, avec deux sièges<sup>34</sup>. Comme l'affirmait de manière révélatrice Bringolf en 1954, il était « absurde de laisser ce Conseil fédéral avec tous ces problèmes aux bourgeois, et de ne leur mener qu'une opposition tellement loyale aux Chambres, que même les bourgeois sont contents de nous »<sup>35</sup>. Rappelons que le PSS effectua finalement son retour au Conseil fédéral, avec deux sièges, en 1959.

En attendant, si la guerre de Corée donna lieu à une intensification de l'anticommunisme officiel, c'est aussi que les mesures qui avaient été adoptées à la suite des événements de Tchécoslovaquie ne satisfaisaient pas les autorités, car les possibilités d'actions légales demeuraient à leurs yeux trop limitées. En particulier, le Conseil fédéral voulait disposer d'une base légale plus large pour agir contre

31. Wolf, 1995, pp. 396-397.

32. Cerutti, 2000, p. 338.

33. Cité par Longchamp, 2014, p. 668.

34. Boschetti, 1981, pp. 33 *sq.*

35. Cité par Longchamp, 2014, p. 48.

la propagande des communistes suisses. En 1950, le gouvernement s'était particulièrement inquiété du succès de l'Appel de Stockholm, une pétition lancée par le Mouvement mondial des Partisans de la paix, proche des communistes<sup>36</sup>. La campagne du Mouvement mondial des Partisans de la paix était symptomatique, aux yeux des autorités et des milieux anticommunistes, de l'action de cette supposée cinquième colonne qui avançait masquée pour saboter les efforts de défense nationale. Quoique orienté à gauche au sein de son parti, le secrétaire du PSS Jules Humbert-Droz, autre ancien communiste désormais rallié à l'antisoviétisme, affirmait lui aussi au lendemain du déclenchement de la guerre de Corée que « la colombe de Picasso et des Partisans de la paix sert de mauvais camouflages aux buts de guerre impérialistes poursuivis par le Kremlin dans la Corée du Sud d'où il entend chasser l'impérialisme américain »<sup>37</sup>.

Peut-être davantage encore que de la campagne pacifiste des communistes, les autorités s'irritèrent des attaques répétées, dans les rangs du PST, contre la sincérité de la neutralité helvétique<sup>38</sup>. Cette doctrine officielle cachait en effet, aux yeux des membres du PST, un ralliement au bloc occidental. Ainsi, le fils de Léon Nicole, le journaliste à la *Voix ouvrière* Pierre Nicole écrivait, en invoquant les « déclarations de Kobelt sur une possible participation de nos troupes hors de nos frontières », que « nos gouvernants abandonnent la neutralité, non seulement politique et économique, mais encore militaire, pour rallier le clan des fauteurs de guerre yankee »<sup>39</sup>. Il est vrai que le fils Nicole était habitué à signer des éditoriaux au ton virulent, comme l'illustre, durant la même période, son soutien intransigent aux procès staliniens à l'Est<sup>40</sup>. Reste que les propos de Nicole n'avaient rien d'exceptionnel sous la plume d'un membre du PST, Jean Vincent, un des principaux dirigeants du parti en Suisse romande, dénonçant aussi « hier l'asservissement à Hitler, aujourd'hui l'asservissement à Truman [...] Mais le peuple suisse, lui, ne voudra pas de cette démission nationale. »<sup>41</sup> L'argu-

36. Jeanneret, 2002, p. 79.

37. Humbert-Droz, *La Sentinelle*, « Un nouveau foyer de guerre: la Corée », 29 juin 1950.

38. Buclin, 2017.

39. Nicole, *Voix ouvrière*, « La situation. Oies du capitole ou canards muets », 2 mars 1951. Le PST tint aussi des meetings pour dénoncer le ralliement des autorités à la politique de l'Ouest, par ex. en 1951 à Genève devant 500 personnes: Rapport de police, 29 octobre 1951, AFS, E 4001 C 1000/783, vol. 212.

40. Nicole, « L'arrestation de la clique Slansky est un rude coup porté aux fauteurs de guerre », *Voix ouvrière*, 10 décembre 1951.

41. Vincent, *Voix ouvrière*, « Réflexe de classe », 12 octobre 1950.

mentation des dirigeants du PST était habile, car elle prenait les autorités au mot, en leur demandant de rester véritablement fidèles à la politique de neutralité dont elles se targuaient.

Les communistes suisses voyaient en particulier dans les visites d'officiers d'état-major occidentaux la preuve d'une collaboration militaire secrète avec l'Ouest. Ainsi, ils menèrent une campagne dirigée contre les visites en Suisse du général britannique Bernard Montgomery<sup>42</sup>. Ce dernier vint en effet à plusieurs reprises passer ses vacances en Suisse, et demanda à s'entretenir de manière informelle avec l'état-major suisse<sup>43</sup>. Rétrospectivement, la campagne de dénonciation des communistes apparaît comme fondée jusqu'à un certain point, car des plans secrets de défense militaire partielle furent mis sur pied au début des années 1950 entre la Suisse et les puissances occidentales, élaborés notamment au cours des visites en Suisse du général britannique<sup>44</sup>.

De même, quelques mois plus tard, un projet du gouvernement helvétique d'acheter des chars aux États-Unis fut interprété par les dirigeants du PST comme une nouvelle preuve d'un ralliement aux desseins militaires atlantiques. Le conseiller fédéral Petitpierre s'en inquiéta tout particulièrement, soulignant devant un parterre de diplomates suisses que « même des journaux bourgeois expliquent que cet achat est contraire à la neutralité; cet ensemble de circonstances, largement exploité par la presse communiste suisse et étrangère, est de nature à éveiller des doutes sur la réalité et la sincérité de notre politique de neutralité. »<sup>45</sup> Sur ce point encore, les attaques des communistes n'étaient pas sans fondement, car la compatibilité de ces importations d'armes – qui supposaient un transfert de technologies de la part des forces de l'OTAN – avec la politique de neutralité était douteuse<sup>46</sup>. Plus généralement, lorsque le PST dénonçait un ralliement secret du Conseil fédéral à la politique atlantique, ces accusations n'étaient pas insensées. En juillet 1951, le Conseil fédéral était effectivement entré dans un accord secret avec les États-Unis, connu sous le nom de *Hotz-Linder Agreement*, par lequel le gouvernement suisse s'engageait en particulier à réduire les

42. Michel Buenzod, *Voix ouvrière*, « Étrange courtoisie », 27 février 1950; sur Buenzod, voir Jeanneret, 2016.

43. Karl Kobelt, Aktennotiz betr. Aufenthalt Feldmarshall Montgomery Februar 1949 in Mürren und Gstaad, AFS, E 5800 (-)/1/2; <http://dodis.ch/5560>.

44. Cerutti, 1996, pp. 213-220.

45. Petitpierre, Discours à la Conférence des ministres, 5 septembre 1952, AFS, E 2800, 1990/106, vol. 8; <https://dodis.ch/9591>; voir aussi Feldmann, *Tagebuch*, 14 mars et 9 mai 1952.

46. Wyss, 2012, p. 40.

exportations stratégiques en direction du bloc de l'Est, une démarche contraire à la neutralité officielle<sup>47</sup>.

Même si, en Suisse, la campagne du PST et d'organisations proches en faveur d'une véritable neutralité à l'égard de l'URSS acquit une acuité toute particulière, dans la mesure où les autorités faisaient précisément profession de neutralité, l'action communiste sur ce thème n'était pas spécifiquement helvétique. Partout en Europe occidentale, les partis communistes développèrent de grandes campagnes demandant à leur pays de rester neutres en cas de guerre menée par les pays occidentaux contre l'URSS. En France, Maurice Thorez déclencha un scandale national, en février 1949, lorsqu'il affirma que les communistes refuseraient de combattre en cas de guerre contre la Russie soviétique<sup>48</sup>. Réagissant aux déclarations du dirigeant communiste français, le conseiller national conservateur Jean Gressot déposa une interpellation cosignée par une soixantaine de parlementaires, demandant « quelle signification le Conseil fédéral attache aux déclarations du conseiller national Léon Nicole [...] approuvant la profession de foi de Thorez quant à l'attitude des communistes vis-à-vis d'une éventuelle invasion de l'Armée rouge et la faisant sienne pour la Suisse [...] ? Comment entend-il protéger le pays et ses institutions contre les agissements et les sabotages de la 5<sup>e</sup> colonne ? »<sup>49</sup>

Comme la neutralité était la ligne directrice de la politique extérieure, il s'agissait pour les autorités de ne pas laisser s'immiscer d'ambiguïtés entre les concepts de « neutralité » et de « neutralisme », entre la « neutralité diplomatique » et la « neutralité morale ». Petitpierre, en 1948 déjà, avait pointé du doigt les paradoxes de la neutralité helvétique en affirmant :

Je ne crois pas que nous devons [...] changer de politique, mais nous devons être conscients de ce que, malgré notre neutralité, nous sommes dans un des deux camps [...] La Suisse peut-elle espérer rester neutre entre deux blocs, alors qu'en fait, de par sa position anticomuniste, elle est déjà dans un des blocs ou groupes ?<sup>50</sup>

47. Schaller, 1987 ; Tanner, 2015, p. 309.

48. Surya, 2004, pp. 384-386. Au début des années 1950, le ministre de Suisse à Paris, Peter Anton von Salis, estimait que les communistes en France étaient si puissants qu'ils étaient capables de faire obstacle à toute tentative de mobilisation de l'armée ; cité par Feldmann, *Tagebuch*, 9 octobre 1952.

49. Interpellation de Gressot, *Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale*, séance du 25 mars 1949, pp. 401-411.

50. Exposé de Petitpierre devant la Commission des affaires étrangères du Conseil national, 24 février 1948, AFS, E 2800 (-) 1990/106/1 ; <http://www.dodis.ch/5562>.

Encore plus clairement, dans une lettre privée, le ministre suisse faisait part de ses doutes concernant la manière dont la neutralité officielle risquait de conduire à une dangereuse neutralité morale :

Il m'arrive [...] souvent de penser que la très grande réserve que nous impose notre politique [...] de neutralité n'est plus supportable et que nous devrions prendre nettement position contre le communisme et déclarer publiquement, pour éclairer notre opinion, qu'il fait peser une menace mortelle sur notre pays.<sup>51</sup>

Dans ce contexte sensible, les appels à une neutralité morale, affirmant qu'il ne fallait pas choisir entre les modèles de société de l'Est et de l'Ouest – c'était la position, on l'a vu, d'un théologien comme Karl Barth – furent systématiquement suspectés de cryptocommunisme. Dans le même ordre d'idées, le conseiller fédéral Feldmann estimait que la lutte anticommuniste des autorités devait se focaliser sur une réfutation systématique de toute mise en cause, par le Parti du travail, de la sincérité de la neutralité suisse<sup>52</sup>. En ce sens, de manière paradoxale, la neutralité officielle renforça peut-être par contrecoup l'atmosphère de maccarthysme qui imprégnait les débats politiques helvétiques dans les années 1950, car il s'agissait, pour les autorités, de tracer une ligne de démarcation claire entre neutralité officielle et neutralisme politique.

Vu l'irritation croissante de la droite face aux attaques des communistes contre la sincérité de la neutralité helvétique, le conseiller fédéral von Steiger, chef du Département de justice et police, demanda au Ministère public d'examiner les possibilités légales permettant de combattre la propagande du PST. Le rapport rendu par le procureur de la Confédération Werner Lüthi soulignait les difficultés d'une telle entreprise :

Une poursuite dirigée contre des communistes de marque, pour délits contre l'État devrait, pour être efficace et produire un effet salutaire, aboutir à une sanction grave. Or [...] les conditions requises pour obtenir une sanction sévère ne sont pas encore réalisées.<sup>53</sup>

51. Lettre de Petitpierre à Carl J. Burckhardt, 23 février 1948, in Fleury, 1999, p. 189.

52. *Tagebuch*, 9 septembre 1952.

53. Lettre de Lüthi à von Steiger, 27 avril 1950, AFS, E 2800 1967/59, vol. 27.

Mais à l'image du conseiller fédéral von Steiger, Lüthi était un de ces juristes imprégnés par le climat autoritaire qui régnait parmi les spécialistes du droit public depuis les années 1930. Il était en outre membre du Service suisse d'information, un organisme dont nous avons souligné les liens avec l'armée et les franges autoritaires de la droite, et dont l'objectif était de diffuser les valeurs de l'anticommunisme et du patriotisme dans la population<sup>54</sup>. À ce titre, Lüthi n'était pas prêt à baisser les bras devant le risque d'atteinte à la liberté d'expression, car, comme durant la Seconde Guerre mondiale, la sécurité de l'État face aux menées subversives devait être la priorité des autorités.

Le procureur de la Confédération suggéra ainsi un certain nombre d'angles d'attaques pour surmonter les difficultés juridiques d'une procédure anticommuniste. Il évoqua en particulier le télégramme du comité directeur du Parti du travail en soutien à la prise de pouvoir communiste en Tchécoslovaquie, qui serait susceptible de contrevenir à l'ordonnance sur la protection de la démocratie de 1948, dans la mesure où il constituait un soutien à une organisation étrangère<sup>55</sup>. Le rapport soulignait aussi que le Conseil fédéral pourrait porter plainte contre certains journalistes communistes pour calomnie, afin de contrer leurs accusations concernant une supposée violation de la neutralité. Enfin, Lüthi suggérait une modification du Code pénal, pour durcir les dispositions légales contre la propagande subversive. C'est que selon Lüthi, on devait être prêt à agir préventivement, soit « avant que l'acte de trahison du pays soit commis »<sup>56</sup>.

Von Steiger suivit cette proposition et soumit aux Chambres fédérales une modification du Code pénal permettant d'intervenir plus directement contre la propagande des communistes en Suisse même<sup>57</sup>. Une fois encore, cette révision législative, dans le contexte passionnel déclenché par la guerre de Corée, récolta un large soutien parlementaire, y compris dans les rangs socialistes, même si ces derniers émirent des réserves mineures<sup>58</sup>. À la suite de ce durcissement pénal auquel seuls s'opposèrent les quatre conseillers natio-

54. Bretscher-Spindler, 1997, p. 214.

55. Note de Lüthi à von Steiger, 13 octobre 1950, E 4001 C 1000/783, vol. 212.

56. Cité par Tanner, in *Komite...*, 1990, p. 39 (m. t.) L'action judiciaire préventive constituait un vieux projet des autorités, qui avaient déjà tenté de le mettre en œuvre en 1921 avec la lex Häberlin, refusée suite à un référendum de la gauche.

57. Loi fédérale du 5 octobre 1950, en vigueur depuis le 5 janvier 1951, *Feuille fédérale*, année 1949, I, p. 1233.

58. *Journal de Genève*, « La révision du Code pénal provoque une discussion passionnée », 24 mars 1950.



naux communistes ainsi que deux parlementaires de l'Alliance des Indépendants, Lüthi ne put cacher son enthousiasme, révélant au passage que la nouvelle législation concrétisait un vieux projet des franges autoritaires de la droite, à laquelle il avait appartenu durant les années 1930 et 1940 aux côtés du ministre von Steiger; il parlait ainsi d'« un véritable événement. Quelle différence par rapport à tous ces projets qui ont échoué dans les années 1920 et 1930; quelle différence par rapport à ce calvaire de plusieurs décennies pour renforcer, en vain, la protection de l'État [...] Les extrémistes craignent les nouvelles dispositions. »<sup>59</sup>

### COMMUNISTES ET «CRYPTOCOMMUNISTES» EN LIGNE DE MIRE

Avant d'examiner les procédures qui furent engagées contre des intellectuels du Parti du travail sur la base de ces nouvelles dispositions, soulignons que cette offensive judiciaire s'inscrivait dans une dynamique anticommuniste plus large, gagnant en intensité après la guerre de Corée. Rappelons d'abord que ce conflit coïncida avec l'essor du maccarthysme aux États-Unis. Même si les procédés promus par le sénateur McCarthy étaient considérés comme excessifs par une partie de la droite libérale helvétique et inapplicables comme tels en Suisse, car cela aurait risqué de nuire à la crédibilité de la politique de neutralité, ils confortèrent néanmoins les autorités dans leurs projets.

Le professeur zurichois Karl Weber, membre du Parti radical, fut ainsi chargé par les autorités d'un rapport sur les risques d'infiltration communiste au sein de l'administration fédérale. Soulignant que la neutralité risquait d'amener à un relâchement de la vigilance anticommuniste, il présenta le combat livré au même moment contre l'infiltration communiste aux États-Unis comme exemplaire<sup>60</sup>. Le Ministère public de la Confédération se livrait au même type de raisonnement en 1950, en affirmant que « l'infiltration communiste dans l'administration doit, par définition, inquiéter. Il peut suffire d'un petit noyau de fanatiques dans les services de la Confédération pour mettre en péril la sécurité nationale. »<sup>61</sup> Ces mises en garde poussèrent le Conseil fédéral à adopter, en septembre 1950, des « instructions concernant le congédiement des agents de la Confédéra-

59. Cité par Kreis, 1993, p. 305.

60. Weber, *Kommunistische Einflüsse im Politische Departement?*, 8 September 1950, AFS, E 2800 1967/59, vol. 27 ; <http://dodis.ch/8909>.

61. Cité par Kreis, 1993, p. 311.

tion indignes de confiance»<sup>62</sup>. Sur cette question aussi, les autorités renouaient avec une pratique en vigueur durant les années 1930 et la guerre. C'est bien d'ailleurs parce que des licenciements de fonctionnaires communistes avaient déjà eu lieu en nombre dans les années précédentes que l'effet de ces nouvelles directives fut assez limité: en 1950, sur 90 000 employés de la Confédération, 10 furent licenciés et 24 relégués au rang d'employés de l'administration, un statut plus précaire et moins bien payé que celui de fonctionnaire<sup>63</sup>.

Du point de vue de la dynamique anticommuniste occidentale, il n'y avait pas que la situation étatsunienne pour conforter les autorités suisses dans leur politique. L'anticommunisme d'État s'intensifia, en ce début des années 1950, dans les pays voisins. Ainsi, des directives permettant le licenciement des fonctionnaires fédéraux sympathisants de l'URSS furent promulguées le même mois, en septembre 1950, en Allemagne de l'Ouest et en Suisse<sup>64</sup>. Et au moment même où le journaliste communiste bâlois Emil Arnold voyait son immunité parlementaire levée à la demande du Ministère public – nous y reviendrons –, la fraction communiste au *Bundestag* était privée d'une partie importante de ses droits parlementaires<sup>65</sup>. La montée de l'anticommunisme concernait aussi les pays qui, comme la Suisse, menaient une politique de neutralité. Ainsi, au début des années 1950, les dirigeants sociaux-démocrates au pouvoir en Suède dressèrent, en collaboration avec les services secrets du pays, des listes noires de communistes, dans l'intention de leur interdire l'accès à certains secteurs clés de la fonction publique<sup>66</sup>.

Les événements en Autriche en septembre et octobre 1950 – une grande vague de grèves, dans laquelle les communistes autrichiens du KPÖ jouèrent un rôle important – contribuèrent à accroître encore l'inquiétude des autorités suisses<sup>67</sup>. Dans la foulée, la collaboration anticommuniste informelle s'intensifia entre les ministres de l'Intérieur suisse, autrichien et ouest-allemand<sup>68</sup>.

Dans un contexte où la crainte d'une d'infiltration de l'État se généralisait, le terme «crypto» devint omniprésent pour désigner

62. *Journal de Genève*, «Les révocations de fonctionnaires communistes», 23 septembre 1950.

63. Kreis, 1993, p. 318.

64. Kössler, 2005, pp. 269-297.

65. *Idem*.

66. Nilsson, 2011, pp. 148-152.

67. Lettre d'Alfred Zehnder à Werner Balsiger, 26 octobre 1950, AFS E 4320 (B) 1981/141/44; <http://dodis.ch/8598>; Williams, 2007, pp. 115-136.

68. Lettre de Balsiger à Peter Anton Feldscher, 1 novembre 1950, AFS E 2200.53(-)/22/13, <http://dodis.ch/8282>.

la menace communiste présente de manière diffuse dans le pays, sachant que les communistes étaient considérés comme les maîtres du camouflage. Les courants intellectuels progressistes de toutes sortes, par exemple le personnalisme des Amis suisses d'*Esprit*, furent dès lors suspectés de faire le jeu de Moscou. Pour le ministre conservateur Feldmann, successeur de von Steiger à la tête du Département de justice et police, les courants intellectuels critiques, tels la théologie dialectique de Barth ou l'existentialisme de Sartre étaient particulièrement suspects, comme il le notait fréquemment dans son journal, par exemple en 1956 :

Hier soir au culte télévisé, un « sermon » du disciple de Barth [Rudolf] Stickelberger de Lucerne avec des références aux *Mains sales* de Sartre. C'était la salade mêlée typique – nihilisme, sadisme, masochisme – d'un théologien, qui éreinte tout et chacun pour finalement, par une astuce à bon compte, renvoyer à la foi en la grâce.<sup>69</sup>

Pour notre problématique, il est intéressant de relever que la chasse au cryptocommunisme qui domina la vie politique suisse des années 1950 était tout spécialement dirigée contre les intellectuels. Il est vrai que les communistes étaient soucieux de réunir en des cercles de sympathisants des artistes, écrivains ou scientifiques reconnus, comme le montrent des expériences telles que l'Association Suisse-URSS ou le Mouvement des Partisans de la paix. Mais les soupçons qui visaient les intellectuels s'expliquent peut-être aussi parce que se surajoutait à l'anticommunisme, un anti-intellectualisme présent de longue date au sein de milieux dirigeants helvétiques qui n'avaient pas attendu le début de la guerre froide pour considérer les intellectuels comme suspects<sup>70</sup>. Comme le notait en 1948 Werner Balsiger, le chef de la police fédérale :

Plusieurs pays s'efforcent actuellement de démasquer les cryptocommunistes ; on les trouve parmi les fonctionnaires, dans les milieux scientifiques, au sein d'organisations culturelles ou caritatives [...] en Suisse, les cryptocommunistes se retrouvent dans les mêmes milieux et surtout parmi la population qui a fait des études.<sup>71</sup>

69. Feldmann, *Tagebuch*, 9 juillet 1956 (m. t.)

70. Jost, 2005, pp. 17-40.

71. Cité par Kreis, 1993, p. 271.

Lorsque l'attaque contre les intellectuels cryptocomunistes n'était pas frontale, elle pouvait revêtir une dimension paternaliste plus insidieuse. Il s'agissait de protéger des personnalités naïves, qui risquaient de se laisser prendre au piège des manœuvres de Moscou, en dépit de leurs bonnes intentions. Albert Schweitzer, Prix Nobel de la paix en 1952 et auteur d'appels en faveur du désarmement atomique ayant bénéficié d'un large écho international, était considéré comme le modèle de ce genre d'intellectuels crédules, qui, quoique « sûrement de bonne foi », contribuaient par son action à désarmer l'Occident face à la menace rouge<sup>72</sup>.

De manière symptomatique, Hans Huber, un des responsables du Service suisse d'information, mettait en garde contre les intellectuels – un terme qui a du reste une connotation légèrement plus péjorative en allemand qu'en français – « parce que c'est une caractéristique des intellectuels contemporains que de ne pas discerner les implications politiques, en conséquence de la forte spécialisation des études supérieures »<sup>73</sup>. Le rapport de la Légation suisse à Washington déjà cité évoquait de la même manière la naïveté des intellectuels :

Précisément en raison de leur [celle des directions syndicales étatsuniennes] longue expérience face aux communistes, elles adressent une mise en garde aux nombreux intellectuels naïfs et bien intentionnés [...] qui se laissent prendre dans les nombreuses astuces psychologiques et politiques du Kremlin.<sup>74</sup>

Quant à Markus Feldmann, il attribuait la sympathie dont bénéficiaient les communistes dans l'immédiat après-guerre à un effet de mode typique du « snobisme » des intellectuels suisses<sup>75</sup>.

Comme ces intellectuels risquaient d'être séduits à leur corps défendant, se répandit dans le discours des autorités le langage de la maladie pour qualifier les idées communistes, qui risquaient, tels des bacilles, de contaminer le corps sain de la société. Cette rhétorique est un héritage supplémentaire des années 1930 et de

72. NZZ, « Atomfurcht und Friede », 31 mai 1958 (m. t.)

73. Huber, 1962, p. 50.

74. « Bericht der Gesandtschaft in Washington über die Verschärfung des nationalen und internationalen Kampfes gegen den Kommunismus », 23 janvier 1953, AFS, E 2001 (E) 1969/121 ; <https://dodis.ch/9081>.

75. *Tagebuch*, 17 juillet 1945 (m. t.) La NZZ utilise le même terme : « Nicht vergessen ! Vor neun Monaten », 9 août 1957.

la guerre, durant laquelle des milieux conservateurs mettaient en garde, notamment, contre les soldats soviétiques internés en Suisse, perçus comme les porteurs potentiels du bacille du typhus et du virus communiste. Quant aux saisonniers italiens arrivant en Suisse dans l'après-guerre, ils étaient soumis à la frontière à un double contrôle, dont on peut peut-être dégager, dans le même esprit, la portée symbolique. Ce contrôle était en effet à la fois médical et policier. Médical, car on craignait que les Italiens amènent en Suisse des maladies comme le typhus. Les immigrés, après une douche obligatoire à la frontière, étaient aspergés d'un produit chimique anti-typhus, le DDT, produit par la grande firme helvétique Geigy<sup>76</sup>. Le contrôle était aussi policier, car les saisonniers étaient réputés sous l'influence du puissant Parti communiste italien, et plusieurs d'entre eux furent expulsés, dans les cas où la police disposait d'informations sur leurs sympathies rouges<sup>77</sup>.

Il s'agissait donc de prévenir ce risque infectieux – de même que d'autres tares, comme l'homosexualité – par une politique de quarantaine<sup>78</sup>. Le chef de la police fédérale Balsiger parlait, dès 1946, d'identifier les « porteurs du virus » communiste et de les « empêcher de nuire »<sup>79</sup>. Cette rhétorique était également endossée par une partie des sociaux-démocrates. Le maire de Zurich Emil Klöti appelait ainsi au développement des assurances sociales pour « immuniser les couches sociales les plus faibles contre le bacille du bolchévisme »<sup>80</sup>. L'aile la plus anticommuniste de la droite était particulièrement directe lorsqu'il s'agissait d'associer les idées communistes aux vices. Comme le proclamait une annonce de presse du Réarmement moral, une association anticommuniste internationale basée dans le canton de Vaud :

L'immoralité grandissante parmi la jeunesse, les avortements largement pratiqués, l'homosexualité organisée, l'alcoolisme et l'usage de stupéfiants [...] autant de brèches par lesquelles pénètre le communisme.<sup>81</sup>

76. Mariani, 2010.

77. Garbani et Schmid, 1980, p. 196.

78. L'intrication de l'homophobie et de l'anticommunisme est soulignée par les historiens s'agissant de la Suède ou des États-Unis des années 1950. Voir Nilsson, 2011, p. 148 et Johnson, 2004 ; sur la Suisse, voir Delessert et Voegtli, 2012.

79. Cité par Kreis, 1993, p. 376.

80. Cité par Longchamp, 2014, p. 502.

81. Cité par Jeanneret, 2002, p. 87.

Le journaliste Franck Jotterand souligna quelques années plus tard, en jetant un regard rétrospectif sur cette période, que « la grande “loi” sur laquelle jouent les censeurs de toutes espèces, est la séparation implicite des citoyens en deux camps : d’un côté les bons Suisses, de l’autre les “intellectuels” que l’on classe automatiquement “à gauche”, avec les marcheurs de la paix, les objecteurs de conscience, les fervents des films noirs »<sup>82</sup>.

Le discours de guerre froide sur la fin des idéologies, qui se développait en Europe occidentale à cette période, popularisé notamment par les travaux d’intellectuels liés au Congrès pour la liberté de la Culture apporta de l’eau au moulin de l’anti-intellectualisme helvétique<sup>83</sup>. Dès lors que le capitalisme était considéré comme quelque chose de non idéologique par essence, les intellectuels de gauche apparaissaient comme des personnalités superflues<sup>84</sup>. Jusqu’à un certain point, cette vision influençait une partie de la social-démocratie d’Europe occidentale. En 1956, Charles A. R. Crosland, un intellectuel lié au Labour britannique, publia un essai emblématique de ce révisionnisme de gauche, *The Future of Socialism*. Cet ouvrage postulait qu’un capitalisme bien géré, sur des bases scientifiques, managériales et technocratiques, pouvait conduire graduellement au progrès social. Le nouveau programme du PSS, avalisé en 1959, au congrès de Winterthour – contemporain de celui de Bad Godesberg – n’allait pas sans rappeler de telles conceptions, affirmant que la perspective révolutionnaire n’était plus d’actualité, dans la mesure où « le caractère du régime capitaliste s’est transformé peu à peu par l’intégration d’institutions sociales, et la société se trouve dans une période de transition du capitalisme au socialisme »<sup>85</sup>.

Compte tenu de ce climat de suspicion où anti-intellectualisme et anticommunisme se combinaient, les intellectuels liés au PST n’avaient pratiquement aucune chance d’accomplir une carrière académique. En 1954, Heinz Egger, jeune militant du parti, défendit à la faculté de droit de l’Université de Zurich, sous la direction du professeur Richard Büchner, une thèse de doctorat consacrée à l’essor du mouvement communiste en Suisse. Une campagne politique

82. Jotterand, « Aspects de la censure en Suisse », *Gazette de Lausanne*, 27 juillet 1963.

83. Coleman, 1989, pp. 108-131.

84. Ces thèses trouvaient un bon écho dans la presse dominante. Voir *Gazette de Lausanne*, « La lutte pour la paix et pour la liberté », 7 septembre 1950.

85. Cité par Boschetti, 1981, p. 95. De ce point de vue, une comparaison peut être faite avec le processus à l’œuvre au sein du SPD, dans le cadre de la révision programmatique de Bad Godesberg. Voir Fertikh, 2011, p. 74.

fut déclenchée contre ce doctorat accordé à un communiste, relayée par le conseiller national radical Willy Arni, qui déposa une « petite question » au parlement, demandant pourquoi le Conseil fédéral n'intervenait pas contre la validation académique de ce travail. Si le gouvernement expliqua qu'il incombait aux autorités cantonales de déterminer si une thèse pouvait être ou non déposée dans une université, il soulignait dans sa réponse que le travail d' Egger contenait dans sa préface des informations « fausses et tendancieuses sur notre État démocratique »<sup>86</sup>. La presse communiste vit dans cette polémique un symptôme du « maccarthysme » helvétique. La *Voix ouvrière* faisait remarquer qu'au moment où le doctorat d' Egger déclenchait un scandale en Suisse, l'intellectuel communiste français Roger Garaudy obtenait la meilleure mention pour son propre doctorat en France :

Cela prouve une nouvelle fois à quel point la bourgeoisie suisse a dégénéré, se plaçant au premier rang des partisans du maccarthysme yankee.<sup>87</sup>

Compte tenu de ce climat, quelques intellectuels du PST, à l'image de Hans Mühlestein, se tournèrent vers l'Allemagne de l'Est pour y accomplir une carrière universitaire – un pays avec lequel la Suisse établit des relations diplomatiques en 1972 seulement<sup>88</sup>. En 1949, Mühlestein fut nommé professeur d'histoire culturelle à l'Université de Leipzig, quoiqu'il n'obtint finalement pas de visa pour s'y rendre, en raison d'une opposition *in extremis* du Ministère de l'instruction est-allemand. Celle-ci fut peut-être motivée par les critiques qu'avait formulées Mühlestein contre l'Union soviétique cette année-là, dans le cadre de la rupture Tito-Staline<sup>89</sup>. Il resta donc en Suisse, comme écrivain indépendant, non sans rencontrer d'importantes difficultés matérielles<sup>90</sup>.

86. *Der Bund*, « Missbrauch der Lehrfreiheit », 20 janvier 1954 (m. t.) ; Egger, 1952 ; dossier de police « Heinz Egger », AFS, E 4320 B, 1978/121, vol. 69.

87. *Voix ouvrière*, « McCarthy, l'Université, la Suisse et la France », 23 juin 1954.

88. Un phénomène analogue peut être relevé dans le cas de l'Autriche, où la fermeture du monde académique aux intellectuels communistes amenèrent plusieurs d'entre eux à postuler en Allemagne de l'Est. Voir Kroll, 2009, p. 334.

89. Mühlestein, « Autobiographische Notizen », 20 septembre 1964, ZB, fonds H. Mühlestein, dossier 1 ; AFS, E 2001 E 1967/113, vol. 79 et E 3800 1000/780, vol. 103 ; correspondance avec le recteur de l'Université de Leipzig Johannes Friedrich, dans ZB, fonds H. Mühlestein, dossier 86.

90. Lettre de Mühlestein à Arthur Baumgarten, 26 juin 1950, ZB, fonds H. Mühlestein, dossier 93.

De fait, la condition pour obtenir un poste académique en Allemagne de l'Est était d'adopter une ligne politique prosoviétique rigide. Ainsi, au début des années 1950, le socialiste religieux Franz Keller, proche du rédacteur des *Neue Wege* Hugo Kramer et docteur en psychologie, se vit proposer, au terme d'un séjour de recherche à l'Université Humboldt de Berlin-Est, une place de professeur, à condition d'adhérer au « matérialisme dialectique ». Keller refusa cette proposition<sup>91</sup>. Arthur Baumgarten, professeur de droit pénal à Bâle (1933-1949) et membre du Parti du travail y avait répondu favorablement en revanche. Il émigra à Berlin-Est en 1949 pour y poursuivre sa carrière académique à l'Université Humboldt, où il s'orienta vers des travaux de philosophie du droit<sup>92</sup>. Il faut dire aussi qu'il s'agissait d'une occasion, pour cet intellectuel du PST, de rentrer dans son pays d'origine, qu'il avait fui en 1933.

En 1950, Konrad Farner, membre du PST et spécialiste d'histoire de l'art, sollicita également une place d'enseignant dans une université est-allemande en faisant valoir que « suite à mon activité politique de longue date, je suis devenu très connu en tant qu'intellectuel communiste, si bien qu'on peut parler d'un véritable boycott social me concernant. Malgré tous mes efforts, il est impossible de trouver une place de travail [...] Ainsi suis-je confronté à la nécessité [...] d'émigrer. »<sup>93</sup> Sa postulation fut soutenue par une lettre de recommandation signée de deux dirigeants du PST, Nicole et Woog. Ils y certifiaient que Farner pouvait être « considéré comme un marxiste-léniniste orthodoxe », rappelant que ce dernier avait « entre autres tenu un discours à la demande du secrétariat central du parti à l'occasion des 70 ans du camarade Staline »<sup>94</sup>.

Reste que si les intellectuels communistes n'étaient pas les bienvenus dans les universités suisses, leurs recherches étaient également soumises à une sévère critique publique. Le *Bund*, proche du Parti radical démocratique bernois, attaqua par exemple une étude de

91. Lettre de Keller à Jules Humbert-Droz, 19 mars 1952, SSA, fonds F. Keller, Ar. 128.2. Dans cette lettre, Keller fait valoir cet épisode auprès d'Humbert-Droz, secrétaire du PSS, pour être réintégré au sein du parti social-démocrate. Cette demande lui fut refusée, au motif qu'il collaborait à la revue *Zeitdienst* aux côtés de communistes.

92. Irrlitz, 2008.

93. Lettre de Farner au Ministère de l'éducation populaire de la RDA, 15 janvier 1950, ZB, fonds K. Farner, dossier 3.7 (m. t.); sur le parcours de Farner, voir aussi Oberkofler, 2015.

94. Lettre de Léon Nicole et Edgar Woog à Wilhelm Pieck et Otto Grotewohl, 20 mars 1950, ZB, fonds K. Farner, dossier 3.7. Finalement, il semble que le Parti du travail put continuer à dégager des fonds pour rémunérer Farner en tant que responsable de la formation au sein de l'organisation, ce qui lui permit de rester en Suisse; Farner complétait également son revenu en collaborant à des revues est-allemandes.



Mühlestein sur les guerres des paysans du XVII<sup>e</sup> siècle en Suisse, soulignant que l'auteur cherchait « par les moyens de l'écriture historique à atteindre des objectifs politiques en réactualisant pour les jours présents la révolution de 1653 »<sup>95</sup>. Enfin, lorsque des intellectuels du PST se voyaient proposer une collaboration à une revue non communiste, occasion qui se présentait rarement, ils devaient éviter d'afficher des positions « explicitement marxistes », comme le demandait en l'occurrence Max Bill – peintre, architecte et sculpteur, par ailleurs représentant de l'Alliance des Indépendants au conseil communal de Zurich – à Konrad Farner<sup>96</sup>.

### DES INTELLECTUELS EN PROCÈS

Le climat anticommuniste des années 1950 et la réactivation des mesures de protection de l'État se traduisirent dans la première moitié de la décennie par les procès spectaculaires de plusieurs intellectuels membres du PST. Bien que l'anticommunisme s'intensifiât avec la guerre de Corée, des éléments de continuité par rapport aux années précédentes apparaissent clairement si l'on rappelle que dans l'immédiat après-guerre, malgré l'affaiblissement de l'anticommunisme officiel, la répression judiciaire n'avait pas complètement disparu.

En particulier, elle frappa le journaliste Peter Hirsch Surava. En 1946, dans un premier temps, la petite commune grisonne de Surava porta plainte avec succès contre le journaliste pour s'être approprié son patronyme. À cette occasion, la presse conservatrice attaqua de manière virulente l'ancien rédacteur de *Die Nation*, passé au *Vorwärts*. Les *Thurgauer Nachrichten* prétendirent par exemple que Surava était juif et que son vrai nom était Abraham<sup>97</sup>. Peu après, une instruction pénale fut ouverte contre Hirsch Surava après qu'une plainte eut été déposée contre lui, pour gestion délictueuse du journal *Die Nation*.

On a vu plus haut que Hirsch Surava avait été exclu de *Die Nation* sous la pression de dirigeants syndicaux parmi lesquels Bratschi, qui avait par ailleurs agi en bonne intelligence avec des personnalités de droite comme Feldmann et von Steiger. Il y avait donc dans cette

95. *Der Bund*, 9 janvier 1945, cité dans le Rapport confidentiel sur Mühlestein, adressé par le Ministère public à Eduard von Steiger, 10 juillet 1950, AFS, E 2001 E, 1967/113, vol. 79 (m. t.)

96. Lettre de Bill à Farner, 7 janvier 1958, ZB, fonds K. Farner, dossier 71.11 (m. t.)

97. *L'Israelistisches Wochenblatt* (19 janvier 1946) publia un article de démenti, pointant les accointances du journal thurgovien avec l'extrême droite.

démarche une volonté de décrédibiliser un journaliste critique, qui plus est ayant rejoint le PST après son départ de *Die Nation*. La manière dont fut menée l'instruction judiciaire révélait, de la part des autorités, une évidente volonté de discréditer une fois pour toutes une voix critique gênante – ce « porc de Surava », comme l'appelait Feldmann en privé<sup>98</sup>. En particulier, le ministre de la Justice von Steiger paraissait vouloir lui faire payer les appels répétés à la démission que Hirsch Surava avait lancés contre le conseiller fédéral, dans les colonnes de *Die Nation* puis au *Vorwärts*, en raison de la proximité du ministre avec l'extrême droite durant la guerre et de sa politique d'asile controversée.

Hirsch Surava fut d'abord maintenu en détention préventive durant vingt-quatre jours<sup>99</sup>. Suite à cette arrestation, la presse conservatrice se déchaîna une nouvelle fois contre lui, faisant fi du principe de la présomption d'innocence<sup>100</sup>. La *Gazette de Lausanne* compara par exemple le journaliste à un nazi, selon la théorie répandue alors, suivant laquelle l'extrémisme rouge et brun se rejoignait en dernière analyse :

On a relevé ici que plusieurs des têtes de file du parti communiste de Suisse étaient d'origine allemande. Le trop fameux Hirsch, naguère dit Surava, par déguisement, nous est venu de Bavière. [...] Ils nous arrivent tout gonflés des revendications dynamiques d'une nation qui aime jouer au matamore [...] Le vieux sang ancestral dont le nazisme fut le plus récent aboutissement coule dans leurs veines. La Suisse est trop petite pour leur espace vital [...ils] sont les dépositaires authentiques de l'héritage hitlérien.<sup>101</sup>

La violation de la présomption d'innocence par les journaux dominants eut des conséquences d'autant plus pénibles pour Hirsch Surava que l'instruction traîna en longueur. Ce n'est que deux ans et demi après la détention préventive que s'ouvrit le procès<sup>102</sup>. Les milieux politiques intervinrent également durant la procédure judiciaire. Ainsi, lorsqu'il apparut qu'après son départ du *Vorwärts*, Hirsch avait été engagé par la radio durant quelques mois, entre 1947 et 1948, le

98. *Tagebuch*, 15 mai 1946 (m. t.)

99. *Vorwärts*, « Der Fall Surava », 14 octobre 1947.

100. *Solothurner Zeitung*, « Ein "schöner" Hirsch! », 18 mai 1946.

101. *Gazette de Lausanne*, « "Made in Germany" », 28 mai 1946.

102. *Berner Tagblatt*, « Peter Hirsch (alias Surava) vor dem bernischen Srafamtsgericht », 31 janvier 1949.

conseiller national conservateur grison Giusep Condrau déposa sur le champ une interpellation au parlement qui demandait :

N'est-il pas paradoxal que des auteurs communistes puissent parler ouvertement à la radio au moment où le Ministère public rédige ses rapports sur les menées antidémocratiques ?<sup>103</sup>

Le Conseil fédéral rappela dans sa réponse que Hirsch Surava y avait été engagé pour écrire des contes pour enfants, mais que ceux-ci avaient toutefois été systématiquement relus « afin d'en éloigner, le cas échéant, tout ce qui aurait pu avoir une influence politique et doctrinale ». Le gouvernement précisa toutefois que le responsable des programmes qui s'était rendu coupable d'avoir engagé Hirsch Surava avait été « puni disciplinairement »<sup>104</sup>.

Durant le procès, le journaliste fut d'emblée jugé coupable par une large partie de la presse. Deux criminologues cités comme experts durant l'audience conclurent qu'il était impossible de déterminer avec certitude si, en 1944, un contrat avait été antidaté de manière délictueuse par le journaliste<sup>105</sup>. Une série de journaux n'en conclurent pas moins que Hirsch Surava avait bel et bien antidaté ce document<sup>106</sup>. Hirsch Surava fut finalement condamné à un an de prison avec sursis, alors que les charges retenues contre lui étaient douteuses. En 1995, les autorités suisses, par la voix de la ministre Ruth Dreifuss, exprimèrent leurs regrets pour le traitement qui fut réservé à l'ancien journaliste du *Vorwärts*<sup>107</sup>.

Si les années 1945-1950 furent ponctuées par une série d'autres procédures judiciaires anticommunistes que nous ne détaillerons pas ici, la révision du Code pénal adoptée après le déclenchement de la guerre de Corée, couplée aux procédures contre les employés de la fonction publique suspectés de sympathies communistes, permirent de passer à une vitesse supérieure<sup>108</sup>. Une première occasion d'user

103. Question orale Condrau au Conseil national du 11 février 1949 et réponse du Conseil fédéral, AFS, E 4001 C 1000/783, vol. 71 (m. t.)

104. *Idem*.

105. *Die Tat*, « Hirsch im Kampf gegen Die Nation », 2 février 1949.

106. *La Suisse*, « Le procès de La Nation contre Peter Hirsch », 1<sup>er</sup> février 1949.

107. Dreifuss in Schmid, 1996, p. 53.

108. S'agissant des procédures des années 1945-1950, on peut par exemple mentionner la poursuite pénale engagée en 1946 contre Charlotte Muret (*Journal de Genève*, « Cinquième Colonne », 15 novembre 1946) ou les six mois de prison ferme auxquels fut condamné Edgar Woog sur des bases douteuses, ce qui l'obligea à abandonner son poste à l'Exécutif de la ville de Zurich. Voir *Tagesanzeiger*, « Der Prozess gegen Edgar Woog war ein politischer », 21 août 1992.

du nouvel arsenal législatif intervint rapidement, lorsque le journaliste à la *Voix ouvrière* Pierre Nicole fit paraître, en novembre 1950, dans le magazine pragois *MIR* un article accusant les autorités suisses de préparer, main dans la main avec les États-Unis, une éventuelle guerre contre l'Est<sup>109</sup>. On a vu que ce genre d'accusations préoccupaient particulièrement les autorités, parce qu'elles mettaient en cause, non sans fondement, la crédibilité de la politique de neutralité.

À peine le nouveau Code pénal en vigueur, le Ministère public lança une procédure pénale contre Pierre Nicole, en l'accusant d'atteinte à l'indépendance de la Confédération, une infraction qui tombait sous le coup du nouvel art. 266<sup>bis</sup> du Code pénal (CP) relatif à la trahison politique. Dans une lettre à von Steiger, le procureur de la Confédération précisait que l'appréciation de ce qu'est un acte portant atteinte à l'indépendance du pays dépendait certes des circonstances politiques; toutefois, «si nous partons de l'idée que nous vivons actuellement une époque où se joue l'avenir du pays, ces circonstances sont alors données»<sup>110</sup>. Et il ajoutait :

Je m'en voudrais de terminer ce rapport sans dire quel prix le Ministère public attacherait [...] à ce que Messieurs les conseillers fédéraux se décidassent à porter plainte contre P. Nicole pour calomnie. Ce geste permettrait d'asseoir l'accusation sur une base solide.

Le Conseil fédéral suivit cette suggestion<sup>111</sup>.

La *NZZ* se réjouit du procès, soulignant à quel point la prise de position de Nicole «constitue le maximum de ce que les cercles issus du PST sont capables d'écrire en termes d'affirmations fausses et calomniatrices»<sup>112</sup>. Le quotidien zurichois s'appuyait également sur un ouvrage du conseiller national Feldmann pour expliciter le conflit qui s'établit entre la protection de l'État et la liberté de la presse lorsque l'avenir du pays est en jeu<sup>113</sup>. Cette référence révèle l'influence encore forte du contrôle de la presse tel qu'exercé durant le second conflit mondial, et indique que les cercles dominants

109. Une traduction en allemand de cet article intitulé «La fin de la neutralité suisse» est disponible aux AFS, E 4001 C 1000/783, vol. 212.

110. Lettre de Lüthi à von Steiger, 5 mars 1951, AFS, E 4001 C 1000/783, vol. 212.

111. Procès verbal du Conseil fédéral, 13 mars 1951, AFS, E 4001 C 1000/783, vol. 212.

112. *NZZ*, «Der verschärfte Staatschutz. Ein erster Anwendungsfall?», 16 mars 1951 (m. t.)

113. Feldmann, 1948.

considérait bel et bien la période du début de la guerre froide comme s'inscrivant dans le prolongement des menaces qui plaçaient alors sur la Suisse.

Un procureur extraordinaire fut désigné, Roger Corbaz, que von Steiger présenta à ses collègues comme «spécialisé depuis de très longues années dans l'étude des mouvements d'extrême gauche»<sup>114</sup>. Celui-ci fut également reçu par Petitpierre peu après pour mettre au point une réponse aux arguments de la défense, qui invoquait la participation de la Suisse à l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) – cette dernière soutenant un programme de réarmement européen – à l'appui des affirmations de Nicole mettant en cause la neutralité suisse<sup>115</sup>. Il s'agissait bel et bien d'une faiblesse de la position officielle suisse, puisque l'adhésion à cette organisation, dont les objectifs anticommunistes étaient affichés, apparaissait comme difficilement conciliable avec la neutralité officielle. Pour justifier l'entrée de la Suisse à l'OECE, les autorités avaient introduit une distinction douteuse entre les accords dits techniques (compatibles avec la neutralité) et les accords politiques (incompatibles). Ainsi, l'adhésion à l'ONU fut considérée comme un accord politique et rejetée à ce titre, alors que l'adhésion à l'OECE n'était considérée que comme technique<sup>116</sup>.

Les autorités décidèrent en outre que le procès ne se tiendrait pas à Genève, car le mouvement communiste était puissant dans ce canton, ce qui aurait pu susciter des troubles<sup>117</sup>. Elles s'inquiétèrent d'ailleurs de ce que les communistes essayaient de stimuler dans «le monde ouvrier [...] une sorte de mouvement de protestation contre les magistrats, le Conseil fédéral [...] qui osèrent ouvrir une information pénale contre le fils de Nicole»<sup>118</sup>.

Mais en dépit d'un meeting de solidarité organisé par un comité de défense de Pierre Nicole, l'agitation fut finalement moindre que ce que craignait le gouvernement. En raison du conflit déjà évoqué qui opposait Léon Nicole et ses proches à la direction du PST, et qui se solda par le départ de ces derniers, le parti n'avait soutenu le prévenu qu'assez timidement. Rappelons que ce conflit au sein du PST portait entre autres, justement, sur la conception de la neu-

114. Lettre de von Steiger au Conseil fédéral, 8 juin 1951, AFS, E 4001 C 1000/783, vol. 212 (m. t.)

115. Lettre de Lüthi à Petitpierre, 20 septembre 1951, AFS, E 4001 C 1000/783, vol. 212.

116. Jost, 2013, pp. 200-211.

117. Lettre de Lüthi à von Steiger, 27 avril 1950, AFS, E 2800 1967/59, vol. 27.

118. Lettre de Lüthi à von Steiger, 29 juin 1951, AFS, *idem*.

tralité. Le groupe autour de Léon Nicole reprochait à la direction du parti d'idéaliser la politique de neutralité lorsqu'elle demandait aux autorités de s'y conformer réellement<sup>119</sup>. Si la scission concerna avant tout la Suisse romande, quelques militants de Suisse alémanique qui s'étaient solidarisés avec le groupe autour de Nicole, notamment Hans Bruggmann et Otto Brunner, furent aussi exclus du PST. La direction du parti justifia l'exclusion de ces membres en les accusant de « titisme ». Cette accusation était curieuse s'agissant d'un militant comme Brunner, qui avait fidèlement appliqué la nouvelle ligne anti-titiste du parti après 1948, en signant des articles contre le maréchal yougoslave dans le *Vorwärts*. Après leur exclusion, Brunner et ses amis fondèrent une petite organisation communiste dissidente qui resta confidentielle. Ils diffusèrent plusieurs tracts pour dénoncer l'opportunisme de la direction du PST, qui, selon eux, s'était ralliée à la conception bourgeoise de la neutralité et y déplorèrent également l'absence de véritable mobilisation pour défendre Pierre Nicole<sup>120</sup>.

Ce dernier fut finalement reconnu coupable des deux principaux chefs d'accusation (atteinte à l'indépendance de l'État et calomnie contre les autorités) et condamné à quinze mois de prison ferme en décembre 1951, ainsi qu'au paiement des frais de procédure<sup>121</sup>. La presse de droite salua le jugement, même si certains éditorialistes pointaient les risques qui pourraient en découler à l'avenir pour la liberté d'expression<sup>122</sup>. Les socialistes considéraient en revanche ce verdict comme trop sévère, même si à leurs yeux, Nicole était coupable<sup>123</sup>. Les dirigeants communistes suisses furent surpris de la sévérité de la peine. À en croire la retranscription par la police fédérale d'écoutes téléphoniques, Jean Vincent confia à Edgar Woog qu'il s'attendait à une peine de seulement six mois, soulignant que « les autorités ont l'intention de cogner »<sup>124</sup>. Il y voyait un mauvais signe pour un autre membre éminent du PST désormais dans le viseur de la justice.

119. Jeanneret, 2002, p. 98 et 2016, pp. 41-47.

120. « Zur Krise der PdA », texte imprimé par la Sozialpolitische Vereinigung Zürich, 12 mars 1952, exemplaire dans : ZB, fonds K. Farner, dossier n° 168.

121. Cour pénale fédérale, Attendus du jugement contre Pierre Nicole, 1<sup>er</sup> décembre 1951, AFS, E 2800 1967/59, vol. 27.

122. « Bericht über die ersten Reaktionen zum Urteil i. S. Pierre Nicole », 8 décembre 1951, AFS, E 4001 C, 1000/783, vol. 212.

123. *La Sentinelle*, « Le journaliste Pierre Nicole est condamné à quinze mois de prison », 3 décembre 1951.

124. « Bericht... », 8 décembre 1951, AFS, E 4001 C, 1000/783, vol. 212.

De fait, le procureur de la Confédération considérait l'action contre Nicole comme un premier pas<sup>125</sup>. Le Ministère public lança une seconde investigation pénale contre le journaliste et conseiller national bâlois Emil Arnold<sup>126</sup>. Ce dernier fut condamné à huit mois de prison ferme, à deux ans de privation des droits civiques, ainsi qu'au paiement des frais du procès.

Arnold avait affirmé, durant une Conférence internationale de journalistes à Budapest, en mai 1951, que la Suisse était devenue un centre des services secrets et de propagande étatsuniens<sup>127</sup>. Ce procès se tint dans une atmosphère très émotionnelle. Comme le souligna le procureur et député radical au Grand Conseil zurichois Hans Fürst durant l'audience, les accusations d'Arnold n'étaient pas seulement fausses, mais elles étaient aussi très dangereuses pour la sécurité du pays, dans la mesure où « les tensions politiques entre l'Est et l'Ouest sont si grandes que même un motif tenu peut déclencher une guerre »<sup>128</sup>.

Durant le procès, le Ministère public convoqua comme témoins plusieurs politiciens conservateurs, des militaires et des professeurs d'université, dans l'optique de démontrer une nouvelle fois la sincérité de la neutralité helvétique et l'absurdité des accusations portées par Arnold. Un colonel bâlois, président de l'Union patronale de Bâle et conseiller national, Nicolas Jaquet, ainsi que le commandant de la 3<sup>e</sup> division Karl Brunner, furent ainsi cités en tant qu'experts militaires, en vue d'établir la fausseté des allégations d'Arnold, qui avait prédit dans son discours de Budapest une possible intervention des chars suisses hors des frontières du pays en cas de conflit Est-Ouest.

Fut aussi convoqué à la barre Felix Iselin-Merian – docteur en droit, avocat et notaire, membre de plusieurs conseils d'administration, colonel à l'armée et issu, par ses origines familiales, du cercle fermé des grandes familles bâloises, surnommé en Suisse alémanique le Daig – en tant qu'expert de la question des investissements suisses à l'étranger, dans la mesure où Arnold avait affirmé dans son discours de Budapest que le capitalisme suisse « suivait toujours les plus forts, hier Hitler, aujourd'hui les impérialistes ». Iselin-Merian souligna que ces affirmations étaient fausses, parce que les investis-

125. *Idem*.

126. *Séance du Conseil fédéral. Extrait du procès-verbal, 27 juillet 1951*, AFS, E 4001 C 1000/783, vol. 212.

127. Voir les rapports dans AFS, E 2800, 1967/59, vol. 27.

128. Cité par la *NZZ*, « Der Kommunist Arnold vor Bundesstrafgericht », 27 avril 1953 (m. t.)

sements suisses en Allemagne avaient précédé l'époque hitlérienne. Dans son analyse, le colonel bâlois oubliait opportunément le renforcement des liens commerciaux entre la Suisse et l'Allemagne qui était intervenu après la défaite de la France de juin 1940<sup>129</sup>.

Relevons-le au passage, ce procès était donc aussi l'occasion de réaffirmer la version officielle de l'histoire de la guerre. La représentation d'un ennemi intérieur durant la guerre froide apparaît ici comme inséparable de la construction d'une vision dominante de l'identité nationale, fondée sur l'image officielle de la neutralité armée. Parallèlement, au cours des années 1950, les autorités cherchèrent à entraver les recherches sur l'histoire de la Suisse durant la guerre, en particulier en maintenant verrouillé l'accès aux archives<sup>130</sup>. Cette méfiance à l'égard d'une approche critique de l'histoire du pays ne visait pas que les intellectuels communistes. Lorsque le professeur d'histoire médiévale à l'Université de Zurich Marcel Beck, membre du Parti démocratique (centre-droite), critiqua dans un discours de la fête nationale du 1<sup>er</sup> Août 1952 à Zurich les « mythes qui entourent l'histoire de la neutralité suisse », il essuya une tempête dans la presse dominante, *NZZ* en tête : heureusement, concluait le quotidien zurichois, d'autres historiens suisses « avaient plus de compréhension pour la tradition [...] et plus d'amour pour la communauté des Confédérés dans sa forme actuelle »<sup>131</sup>.

Dans la première moitié des années 1950, les poursuites judiciaires ne visèrent pas seulement des membres du PST, mais aussi des personnalités qui entraient dans la catégorie desdits cryptocommunistes. Quelques mois après la condamnation d'Arnold, une procédure judiciaire fut ainsi initiée contre Rudolf Rössler et Xaver Schnieper. Le premier, immigré antifasciste arrivé d'Allemagne en 1934, était responsable des Éditions Vita Nova à Lucerne, connues pour avoir publié, durant les années 1930 et 1940, des auteurs en exil<sup>132</sup>. Rössler avait en outre collaboré avec les services de renseignement suisse et soviétique durant la Seconde Guerre mondiale. Sa collaboration avec le renseignement soviétique lui

129. *NZZ*, « Der Kommunist Arnold vor Bundesstrafgericht », 27 avril 1953.

130. Zala, 1997, pp. 759–780.

131. *NZZ*, « Die teilweise verhinderte Bundesfeierrede. Bemerkungen zum Fall Beck », 11 août 1952 (m. t.)

132. Après la guerre, Thomas Mann, entre autres, écrit à Rössler pour le remercier de l'aide qu'il avait fournie aux antifascistes allemands en Suisse. Voir lettre de Mann à Rössler, 20 juin 1949, SL, fonds X. Schnieper, doss. 380.



valut une arrestation en 1944 et un procès en 1945, mais qui ne se solda pas par une peine – abstraction faite de la détention provisoire – compte tenu des services que cet antifasciste avait rendus aux autorités suisses ainsi qu'à la cause alliée durant la guerre.

Quant au second, Schnieper, catholique de gauche, il était brièvement passé, comme nous l'avons vu, par le Parti du travail après la guerre, mais l'avait quitté à la fin de l'année 1946. Après une période de chômage, liée à la difficulté de trouver du travail pour un journaliste suspecté de communisme, il avait finalement été engagé comme journaliste au quotidien social-démocrate *Volksrecht*, duquel il fut licencié lorsque fut connue l'instruction judiciaire de 1953<sup>133</sup>. Cette fois-ci, il ne s'agissait pas d'un procès reposant sur la condamnation de déclarations publiques, mais lié à des soupçons d'espionnage. En ce sens, il rappelle celui qui fut intenté à la même période contre un sympathisant communiste, le professeur à l'Université de Lausanne André Bonnard, affaire sur laquelle nous reviendrons par la suite.

Comme dans l'affaire Bonnard, les charges retenues contre Rössler et Schnieper étaient douteuses. Si Rössler avait bel et bien transmis contre rémunération, depuis 1947, des rapports à l'ambassade tchécoslovaque concernant la situation économique, politique et sociale en Europe occidentale, il s'agissait avant tout de synthèses et d'analyses reposant sur des données publiques, que l'éditeur de gauche collectait par la lecture des journaux. La défense de Rössler, qui plaidait l'acquittement, argumenta qu'il n'avait jamais fait mystère de son activité. Rössler la justifiait en se disant persuadé qu'une meilleure connaissance mutuelle entre l'Est et l'Ouest réduisait les risques de guerre. Sa défense fit aussi valoir que si un citoyen avait joué un rôle d'attaché de presse pour une ambassade occidentale, il ne se serait certainement pas retrouvé devant un tribunal<sup>134</sup>.

Rössler n'en fut pas moins condamné, au terme du procès qui se tint en novembre 1953 à Lucerne, à seize mois de prison, suivis d'une interdiction de territoire de cinq ans, ainsi qu'à une peine pécuniaire de 35 000 fr. Il s'agit d'une somme élevée, qui correspondait à plus de deux ans de salaire moyen pour un employé suisse de l'époque. Quant à son collègue Schnieper, il fut condamné à quatorze mois de prison et à 13 000 fr. d'amende, pour avoir trans-

133. Lettre de Paul Schmid-Amman à Schnieper, 24 mars 1953, SL, fonds X. Schnieper, doss. 117.

134. Töngi, 1997, pp. 77-80.

mis certains des rapports de Rössler à l'ambassade tchécoslovaque. Des journaux sociaux-démocrates, pourtant acquis à l'anticommunisme des autorités et aux mesures de protection de l'État, dénoncèrent ces condamnations comme excessives, ce qui suscita l'ire de la *NZZ*, qui demanda aux socialistes de se positionner plus clairement<sup>135</sup>.

La sévérité des peines frappant Rössler et Schnieper peut être mise en parallèle avec d'autres affaires, qui témoignent de l'emprise de l'anticommunisme officiel à cette période. On peut citer brièvement le maintien en détention préventive, durant une année et demie, de Maximilien Horngacher, ancien militant du PST, lui aussi soupçonné d'espionnage. Cette procédure, qui priva Horngacher de liberté durant dix-huit mois, se solda pourtant par un non-lieu<sup>136</sup>. De même, on peut évoquer l'instruction pour espionnage qui visa, en 1956, Viktor Schiwoff. Schiwoff était un fonctionnaire du Syndicat des services publics (SSP) de Zurich, à qui il avait été reproché d'avoir transmis à l'ambassade de Hongrie, à l'instar de Rössler, des informations publiques sur l'économie suisse. Ces informations étaient contenues dans un exposé qu'il avait tenu lors d'une réunion syndicale, dont il avait transmis le texte à la légation hongroise<sup>137</sup>. Schiwoff fut condamné à un mois de prison avec sursis, au terme d'une enquête fondée sur une collaboration entre la direction de l'Union syndicale suisse, soucieuse de purifier les syndicats de leurs éléments communistes, et la police fédérale. Il fut licencié par la direction du Syndicat des services publics après ce jugement.

Peu après l'ouverture de l'instruction contre Rössler et Schnieper, une procédure relativement analogue fut lancée contre un intellectuel apparenté communiste, le professeur lausannois André Bonnard<sup>138</sup>. Là encore, la mise en cause de la neutralité suisse par les communistes était au cœur de l'affaire. Au mois de février 1952, Kuo Mo Jo, président du Mouvement de la Paix chinois, avait accusé l'armée étatsunienne d'avoir utilisé des armes bactériologiques dans le conflit coréen. En dépit des démentis de l'état-major étatsunien, le Mouvement de la Paix mena une campagne sur ce thème, relayée

135. *NZZ*, « Die Aufdeckung eines Spionagefalls », 25 mars 1953.

136. *Journal de Genève*, « Un non-lieu dans l'affaire Horngacher », 26 décembre 1953.

137. *Arbeiterwort*, « Zum Fall Schiwoff », janvier 1957.

138. Buchheim, 1978; Fornerod, 1993, pp. 73-79; Gerhard, 2011; van Dongen, 1999, pp. 121-125.

par la presse communiste<sup>139</sup>. Le Mouvement pour la paix organisa en particulier à Paris une grande manifestation contre « Ridgway-la- peste », du nom du général Matthew Ridgway, commandant l'armée étatsunienne en Corée. Suite à cette manifestation, des dirigeants communistes français furent emprisonnés.

Dans ce contexte, le président du Conseil mondial de la paix, le physicien français Frédéric Joliot-Curie demanda à Bonnard des informations sur les membres du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), chargés d'une enquête sur l'emploi d'armes bactériologiques en Corée, à la demande de l'ONU. Joliot-Curie cherchait à savoir si ces personnalités helvétiques pouvaient être considérées comme réellement indépendantes. Comme le remarquait le conseiller fédéral Feldmann à l'intention de ses collègues du gouvernement :

Le but de cette enquête [celle de Joliot-Curie] apparaissait depuis le début : établir que les membres du CICR sont tous des représentants de la grosse industrie suisse travaillant en étroit contact avec le monde anglo-saxon.<sup>140</sup>

Avant cet épisode déjà, les autorités helvétiques étaient particulièrement irritées par les attaques des communistes contre l'indépendance du CICR, pièce centrale du dispositif de neutralité helvétique. Ainsi, Petitpierre, le chef de la diplomatie suisse, s'indigna devant un parterre d'ambassadeurs :

Je ne saurais passer sous silence les attaques violentes dirigées contre le Comité international de la Croix-Rouge [...] par les délégations des pays communistes, dans le but de justifier le refus de la Chine et de la Corée du Nord d'admettre une enquête impartiale sur la guerre bactériologique. Il ne peut échapper à personne que la neutralité Suisse [...] est atteinte, au moins indirectement, par ces attaques injustes.<sup>141</sup>

139. Si, comme plus tard au Vietnam, les États-Unis employèrent du napalm contre des populations civiles, les accusations concernant l'usage d'armes bactériologiques à large échelle semblent en revanche infondées, même si des tests furent menés par l'armée étatsunienne. Voir Weathersby, 1998, pp. 176-185.

140. Lettre de Feldmann au Conseil fédéral, 12 juillet 1952, AFS, E 1004.1 (-)/1/543; <http://dodis.ch/9004>.

141. Discours de Petitpierre lors de la Conférence des ministres en poste à l'étranger, 5 septembre 1952, E 2800 (-) 1967/61, vol. 65, <http://dodis.ch/9592>; sur la dimension internationale du procès Bonnard, voir Feldmann, *Tagebuch*, 22 et 26 juillet 1952.

Comme dans l'affaire Arnold, l'ombre de la Seconde Guerre mondiale pesait sur les débats, puisque l'indépendance des personnalités suisses du CICR avaient déjà été mises en doute, dans les années précédentes, par des communistes suisses. Ainsi, la nomination à la présidence du CICR de Carl J. Burckhardt, en 1945, avait fait l'objet de critiques, car Burckhardt s'était montré hostile, durant la guerre, à la démocratie, et avait affiché des positions ambiguës par rapport à l'antisémitisme.

Dans ce contexte, André Bonnard, après avoir été fouillé par deux inspecteurs de la police zurichoise à son retour d'une séance du Conseil mondial de la paix à Berlin-Est, fut poursuivi pour délit contre la sûreté de l'État, parce qu'on avait trouvé sur lui des coupures de presse et des notes sur des personnalités du CICR. Aux yeux des autorités, cela pouvait tomber sous le coup de l'article 272 CP, punissant la communication d'informations à un organisme étranger<sup>142</sup>. Mais ce chef d'accusation était particulièrement fragile, dans la mesure où les informations recueillies par Bonnard étaient publiques, comme celles qui avaient valu une condamnation à Rössler et Schnieper quelques mois auparavant. L'helléniste vaudois avait par exemple informé le Conseil mondial de la paix que le président d'honneur du CICR, Max Huber, avait été actif au sein d'entreprises fournissant des pièces détachées pour le secteur de l'armement, tel l'Aluminium Industrie Aktien Gesellschaft (AIAG)<sup>143</sup>. Les marxistes de Proletarische Aktion, dénonçant le procès contre Bonnard, soulignaient, dans le même ordre d'idées, que le CICR avait toujours été lié à «l'oligarchie capitaliste» helvétique et affirmait que la promotion du socialiste Ernst Nobs au sein des instances dirigeantes de l'institution n'était qu'une manière de donner à cette dernière un vernis de pluralité politique<sup>144</sup>.

Face à la mobilisation de personnalités suisses et françaises dénonçant la procédure contre Bonnard, mobilisation qui allait

142. Par la suite, les autorités hésitèrent à mettre en examen Joliot-Curie en apprenant qu'il serait de passage en Suisse. Voir Feldmann, *Tagebuch*, 12 décembre 1952.

143. Huber avait déjà essuyé des critiques pendant la guerre pour ses liens avec l'industrie d'armement. Voir Hirsch, 1998, p. 56. De fait, l'AIAG dans le conseil d'administration de laquelle siégeait Huber, avait livré de l'aluminium à la firme Junkers, qui produisait l'avion nazi Stucka. Bonnard avait aussi synthétisé des informations issues des ouvrages de Georges Bähler, alias Pollux, un militant communiste qui avait fait parler de lui dans l'immédiat après-guerre, en publiant sous pseudonyme des enquêtes fouillées sur les milieux d'affaires en Suisse. Voir Pollux, 1944.

144. *Wahrheit*, «Der Bundesrat und der Bakterienkrieg in Korea. Die Hintergründe der Strafverfolgung von Professor André Bonnard», 22 janvier 1953 (m. t.)

au-delà des rangs communistes, des responsables du CICR firent part au Conseil fédéral de leurs craintes que le procès ait un effet contreproductif sur l'image de l'institution, et puisse accroître le risque que les Soviétiques créent leur propre Croix-Rouge<sup>145</sup>. En novembre 1953, Petitpierre, vu l'importance qu'il accordait à la Croix-Rouge dans le dispositif de « neutralité et solidarité » suisse, proposa en séance du Conseil fédéral de renoncer aux poursuites contre Bonnard<sup>146</sup>.

Mais à ce stade, il était difficile pour les autorités de faire marche arrière sans perdre la face<sup>147</sup>. Bonnard fut finalement condamné à quinze jours de prison avec sursis. Comme l'accusé l'écrivit au professeur genevois Marcel Raymond au terme du procès :

Au moment où la peine a été prononcée, un rire a fusé dans les tribunes. Verdict à la fois ridicule et révoltant. Le ridicule a beaucoup frappé le public, qui en se retirant riait ouvertement.<sup>148</sup>

Si la peine fut plus légère que pour Nicole et Arnold, c'est aussi qu'en 1954, la baisse de tension internationale consécutive à l'armistice en Corée, à la disgrâce de McCarthy dans la politique intérieure des États-Unis ou encore à la mort de Staline contribuait à apaiser le climat politique, en particulier en Suisse romande, où la Défense spirituelle et l'anticommunisme étaient moins prégnants que dans la partie alémanique du pays. La Conférence des quatre grandes puissances de juillet 1955 à Genève apparut comme le symbole de cette première accalmie, qui prit brusquement fin en 1956, avec la double crise de Suez et de Budapest.

Cependant, l'anticommunisme ne diminua pas de manière vraiment significative entre 1953 et 1956, en particulier en Suisse alémanique, car une partie importante de la droite et des autorités était persuadée que la baisse de tension cachait une manœuvre tactique moscovite destinée à saper les efforts de défense de l'Ouest. Comme l'expliquait Petitpierre devant un parterre de diplomates, en septembre 1955 :

145. Jeanneret, 2002, p. 81.

146. Feldmann, *Tagebuch*, 18 novembre 1953.

147. Comme pour l'affaire Nicole à Genève, le conseiller fédéral Feldmann estimait que le procès Bonnard n'aurait pas dû être mené dans le canton de Vaud, où le PST était trop fort ; voir sa lettre au Conseil fédéral, 12 juillet 1952, AFS, E 1004.1 (-)-1/543 ; <https://dodis.ch/9004>.

148. Lettre de Bonnard à Raymond, 4 avril 1954, BGE, DM, Papiers Marcel Raymond, Ms. Fr. 6981.

La contradiction entre la politique de guerre froide et la politique de détente n'est qu'apparente [...] Quels sont en réalité les buts poursuivis par la détente? [...] Affaiblir l'organisation militaire de l'Occident en enlevant toute justification aux efforts militaires.<sup>149</sup>

En outre, en 1955, la proclamation de la neutralité autrichienne alarma les autorités suisses, car, toujours selon le chef de la diplomatie, cela introduisait un point faible dans la défense occidentale, si bien qu'«en cas de nouveau conflit en Europe [...] nous pourrions très rapidement avoir des troupes russes à nos frontières»<sup>150</sup>. À en croire Petitpierre, ce qu'il était convenu d'appeler, après la conférence de 1955, l'«esprit de Genève», n'était pas synonyme d'un véritable changement :

Il n'y a aucun indice que la solution des difficultés actuelles ait été préparée ou facilitée. La Conférence a passé, les problèmes demeurent intégralement: celui de l'Allemagne, celui des États satellites.<sup>151</sup>

Après 1953 pourtant, la répression judiciaire s'atténua, car le PST était si affaibli qu'il devint marginal en Suisse alémanique, et qu'il était désormais difficile de le présenter comme l'ennemi numéro un de l'État. Toutefois, en dépit de cette diminution des effectifs communistes, le danger demeurait et la vigilance devait rester forte, car, comme l'expliquait la *NZZ* en 1951 déjà, un «parti de cadres» adoptant les méthodes de l'«infiltration» n'était pas forcément moins dangereux qu'un parti de masse<sup>152</sup>. En outre, le maintien du PST en Suisse romande contribuait à alimenter, au sein des milieux dirigeants alémaniques, l'impression que la partie francophone du pays était un maillon faible du point de vue de la défense nationale et spirituelle, un territoire gagné par l'influence pernicieuse de la France, où le PCF demeurait une organisation influente<sup>153</sup>.

Dans la première moitié des années 1950, ces procès furent autant de manifestations particulièrement visibles d'un anticom-

149. Discours de Petitpierre à la Conférence des ministres, 9 septembre 1955, AFS, E 2800 1967/61, vol. 65.

150. Discours de Petitpierre à la Conférence des ministres, 9 septembre 1955, AFS, E 2800 1967/61, vol. 65.

151. *Idem*.

152. *NZZ*, «Kommunistische Filialbetriebe», 16 mai 1951 (m. t.)

153. Feldmann, *Tagebuch*, 25 décembre 1954.

munisme qui eut des répercussions plus larges, au-delà des milieux intellectuels, sur lesquels nous nous concentrons ici, et qui contribuèrent *in fine* à affaiblir la gauche dans son ensemble, tout en alimentant un certain conformisme politique, sociétal, culturel<sup>154</sup>. Les mesures de protection de l'État s'accompagnèrent ainsi de nombreuses interdictions, frappant des conférences de communistes étrangers – une pratique alors peu courante en Europe occidentale – ou des publications considérées comme subversives<sup>155</sup>. À la fin de l'année 1950, le Conseil fédéral refusa ainsi une autorisation d'entrée sur le territoire au célèbre écrivain soviétique Ilya Ehrenbourg, qui comptait participer à une réunion du Congrès mondial de la paix à Genève<sup>156</sup>. Ces interdictions s'inscrivaient dans un contexte où des associations comme le Service suisse d'information faisaient campagne pour mettre un terme à tous les liens culturels avec l'Est, en particulier avec la Pologne et la Tchécoslovaquie<sup>157</sup>.

Mais durant les années 1950, la censure – et l'autocensure qui en découlait parfois – ne frappait pas seulement des œuvres ouvertement communistes ou issues du bloc soviétique, telles les pièces de Brecht, qui ne furent quasiment plus jouées dans les théâtres de Suisse alémanique durant les années 1950<sup>158</sup>. Au début des années 1950, une association comme Pro Helvetia, qui avait été mise sur pied par les autorités avant la guerre pour diffuser une culture fondée sur les principes de la Défense spirituelle, refusait de collaborer avec des écrivains jugés trop critiques comme Friedrich Dürrenmatt, malgré son succès international grandissant; ou encore de subventionner de jeunes revues culturelles jugées subversives, comme *Rencontre* à Lausanne<sup>159</sup>.

Dans le monde du travail, les listes noires dressées par les employeurs en collaboration avec la police, les officines anticommunistes, voire les syndicats, furent aussi une manière de combattre et de marginaliser des salariés combatifs, critiques par rapport aux pratiques de la paix du travail<sup>160</sup>. À la question du conseiller natio-

154. Tanner, 1999, pp. 113-128.

155. Burri, 2004, pp. 158-172; Gaffino, 2006, p. 190.

156. Lettre de Lüthi à von Steiger, 15 janvier 1950, AFS, E 4001 C 1000/783, vol. 212.

157. Gillibert in Hauser *et al.*, 2010, p. 90.

158. Kröger et Exinger, 1998, pp. 115-116.

159. Respectivement Kröger et Exinger, 1998, p. 149; Bays et Corajoud, 2010, p. 288. Après 1956, vu la reconnaissance internationale dont jouissaient Dürrenmatt ou Frisch, Pro Helvetia assouplit sa position, non sans résistance au sein de son conseil de fondation. Voir Gillibert, 2013, p. 312.

160. Ce phénomène est analysé, s'agissant du mouvement ouvrier genevois, par Jeanneret, 1983, pp. 53 *sq.*

nal Edgar Woog, en 1950, qui avait demandé si le Conseil fédéral trouvait admissible que des militants du PST soient licenciés en raison de leurs orientations politiques, le gouvernement avait répondu, de manière significative, que la liberté de contracter ou de résilier un contrat de travail était un droit fondamental pour l'employeur<sup>161</sup>.

Ce climat favorisait d'autant plus l'intégration de la majorité non communiste du mouvement ouvrier que la période de haute conjoncture – le PIB de la Suisse crût de 4,4% en moyenne annuelle entre 1950 et 1960, contre 0,6% entre 1930 et 1939 – paraissait garantir des améliorations sociales régulières, sans combat social majeur. Dans le monde du travail, l'anticommunisme se combinait aussi avec la xénophobie à l'égard des ouvriers immigrés, suspectés d'être influencés par le puissant Parti communiste italien. Cette méfiance était partagée par les directions syndicales, qui apportèrent leur caution à l'expulsion de travailleurs saisonniers soupçonnés de sympathies communistes, et accusés, à ce titre, de se montrer rétifs aux traditions du partenariat social helvétique<sup>162</sup>. L'arrivée en masse de travailleurs italiens, qui prenaient en charge les travaux les plus éreintants et les moins bien payés, permettait par contrecoup une certaine ascension sociale de la classe ouvrière indigène. Jointe à la tertiarisation de l'économie suisse, ce processus favorisait également l'intégration des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier, en premier lieu le PSS et l'USS. Désormais, comme le notait le dirigeant socialiste Max Weber, la priorité était d'emporter les suffrages de ce « gros réservoir de 250 000 employés »<sup>163</sup>.

Si l'anticommunisme se combinait avec la xénophobie pour nourrir l'intégration de la gauche sociale-démocrate, il était aussi, plus généralement, amalgamé à une vision conservatrice des rapports sociaux de sexe, relayée par l'un des piliers de l'anticommunisme helvétique, l'armée. Comme le préconisait le *Livre du soldat* distribué à tous les foyers du pays en 1959 :

La femme est d'abord la gardienne du foyer. [...] La femme, vigilante, est au foyer. [...] C'est [...] au foyer que la femme sert le mieux son pays. [...] Non, la femme n'est pas l'égal de l'homme.

161. Interpellation Woog, 13 juin 1950 et réponse du Conseil fédéral, AFS, E 40901 C 1000/783, vol. 212.

162. Garbani et Schmid, 1980, p. 196.

163. Cité par Longchamp, 2014, p. 728.



Cette égalité grossière que réclament certains démagogues s'exercerait au désavantage de la femme.<sup>164</sup>

Dans les années précédant la votation de 1959 sur le suffrage féminin, le fait que cette revendication ait figuré parmi celles des grévistes de 1918 était rappelé par certains secteurs de la droite conservatrice, qui brandissaient le spectre d'une « soviétisation de la famille »<sup>165</sup>. Comme le constatait un jeune universitaire neuchâtelois de Genève dans un essai influencé par l'existentialisme sartrien, au lendemain de la votation de 1959 qui vit les citoyens suisses refuser massivement le droit de vote aux femmes: « L'antiféministe suisse a peur. »<sup>166</sup>

Les mesures contre la présence de communistes ou supposés tels dans la fonction publique furent, enfin, un moyen de préserver les jeunes en formation de l'influence d'enseignants de gauche. Si l'effet de ces mesures fut toutefois limité, c'est que, comme dans l'administration fédérale, de nombreux licenciements politiques avaient déjà eu lieu durant les années 1930 et la guerre au sein de la fonction publique cantonale. Toutefois, parmi d'autres, le jeune licencié en lettres Marc Vuilleumier à Genève ne parvint pas à décrocher un poste stable dans l'enseignement entre 1952 et la fin des années 1950, car il était membre du PST, et avait donc été placé sur liste noire par le Département de l'instruction publique de ce canton<sup>167</sup>. De même, les écrivains Gaston Cherpillod et Yves Velan furent tenus à l'écart de l'enseignement dans le canton de Vaud. Velan dut partir vivre à La Chaux-de-Fonds pour trouver une place d'enseignant, car il avait été également mis sur liste noire par le Département vaudois de l'instruction publique. L'écrivain engagé fit toutefois contre mauvaise fortune bon cœur, car, comme il l'écrivait au dramaturge vaudois Henri Debluë, pour un militant de gauche, « le fait que [La Chaux-de-Fonds] soit la capitale de l'horlogerie la rend très importante »<sup>168</sup>.

Le pacifiste Arthur Villard, membre de l'Association Suisse-URSS et du Mouvement des Partisans de la paix, qui avait quitté le Parti

164. Bachmann, 1959, pp. 58-59.

165. Broda *et al.* in König, 1998, p. 211 (m. t.)

166. Liniger, 1959, p. 85.

167. Vuilleumier, 2012, pp. 16-17. Vuilleumier ne fut pas le seul à connaître ce sort à Genève: en 1952, le militant du PST Marc Nerfin fut, par exemple, licencié de la fonction publique.

168. Lettre de Velan à Debluë, 28 février 1954, BCUL, fonds H. Debluë, carton de correspondance n° 2.

socialiste suisse en 1950 parce qu'il s'opposait à la ligne désormais unilatéralement antisoviétique des dirigeants sociaux-démocrates, fut aussi licencié, en 1951, de son poste d'enseignant à Evilard, un village cosu sur les hauteurs de Bienna. Comme il l'expliqua à l'Association bernoise des enseignants, dont il sollicitait le soutien :

Les griefs qui me sont faits ne sont pas d'ordre professionnel. Il s'agit d'un délit d'opinion. On ne peut plus même en ce moment me reprocher une activité politique proprement dite.<sup>169</sup>

Avant son licenciement, Villard avait passé à plusieurs reprises devant un Conseil scolaire, où on lui avait posé des questions évoquant les procédures à l'œuvre au même moment aux États-Unis : « Estimez-vous toujours que les Russes veulent la paix ? », etc.<sup>170</sup> Plusieurs parents se déclarèrent satisfaits de cette mise à l'écart, tel ce père qui lui écrivait douter « qu'il soit possible de ne pas laisser apparaître votre forte idéologie politique au cours de votre enseignement », cet autre estimant « qu'une personne qui ose s'affirmer communiste stalinien ne doit pas enseigner à notre jeunesse suisse », ou celui encore qui, quoique « d'accord avec ma femme, [...] pleinement satisfait de votre enseignement », ne pouvait pas appuyer Villard, car « mon devoir est de soutenir nos autorités dans la lutte qu'elles mènent contre toute politique, étrangère d'origine, qui n'est pas conforme à notre neutralité et à nos principes démocratiques »<sup>171</sup>.

Villard, père de deux enfants, dont la femme était décédée d'un cancer peu auparavant, fut plongé dans une situation difficile après ce licenciement et sombra dans une dépression. Pour des raisons financières, il résilia son abonnement à *Zeitdienst*, la revue de Theo Pinkus et Hugo Kramer, quoiqu'il estimât que cette dernière « nous

169. Lettre de Villard au comité central de l'Association bernoise des enseignants, 22 juillet 1951, SSA, fonds A. Villard, Ar. 133.10. Quoique militant en faveur d'un service civil, Villard avait servi 1100 jours sous les drapeaux pendant la guerre, y compris dans le cadre d'un service volontaire, car déjà, ses opinions politiques l'empêchèrent de décrocher un poste d'enseignant. Le Conseil scolaire refusa par la suite sa titularisation. Voir A. Villard, « Quelques données avant le procès de Fribourg », 25 mars 1966, *ibid.* Villard réintégra le PSS à la fin des années 1950 et fut élu au Conseil national en 1971.

170. Villard, « Quelques données... », *ibid.*

171. Respectivement : lettres de Max Perrenoud, 1<sup>er</sup> août 1951 (ce dernier était officier à l'armée et lié à l'association anticommuniste du Réarmement moral) ; lettre de Marc Allemand, 13 août 1951 ; signature illisible, 13 juillet 1951, SSA, fonds A. Villard, Ar. 133.10. À la lecture de ces lettres, il apparaît également que les parents étaient méfiants face à la pédagogie de Villard, influencée par le progressiste Célestin Freinet.

fournit une excellente documentation pour combattre l'antisoviétisme forcené et travailler pour le socialisme»<sup>172</sup>. Il fut finalement réintégré dans une école biennoise deux ans plus tard, mais sans titularisation<sup>173</sup>.

### UNE VIE POLITIQUE ET CULTURELLE ALTERNATIVE

Le large soutien à la Défense spirituelle des années 1950 ne doit pas faire oublier, pourtant, une vie politique et intellectuelle de gauche alternative, qui s'inscrivait dans le prolongement des valeurs et espoirs suscités par la défaite du nazisme en 1945. En Suisse romande en particulier, une génération d'étudiants qui avaient été marqués dans l'immédiat après-guerre par l'existentialisme de gauche ou par le rayonnement culturel du marxisme en France se lancèrent dans une série d'initiatives progressistes plus ou moins éphémères, qui prirent souvent la forme de revues, en particulier *Rencontre* et *Contacts*, mais aussi *Pour l'art*, *Carreau*, *Points de vue* ou *Clartés*.

En 1946 déjà, le succès d'une tournée de conférences de Beauvoir et Sartre en Suisse francophone était un signe parmi d'autres de cette influence de la gauche intellectuelle française<sup>174</sup>. Dans son journal, Beauvoir décrivit la distance qui séparait l'*establishment* intellectuel romand – « tous sentent le fascisme ou la religion, et ils sont résolument contre nous sans savoir de quoi il s'agit », notait-elle de manière lapidaire – des aspirations d'une nouvelle génération venue en nombre assister aux conférences des deux écrivains existentialistes<sup>175</sup>. À Lausanne, Beauvoir fut en particulier marquée par la rencontre d'André Gorz, de son vrai nom Gerhart Hirsch, un étudiant d'origine juive autrichienne qui connaissait, selon l'écrivaine française, les écrits philosophiques du couple d'existentialistes à la perfection<sup>176</sup>. Gorz – qui joua par la suite un rôle important dans la formation idéologique de la nouvelle gauche française,

172. Lettre de Villard à la rédaction du *Zeitdienst*, 2 juin 1952, SSA, *idem*.

173. Lettre de Jean Steinegger à Villard, 2 février 1953, SSA, *idem*.

174. Le public cumulé de cette tournée de conférences est estimé à 4000 personnes par Bernardi, 2016.

175. Des extraits de ce journal ont été publiés dans Beauvoir, 1963, p. 129 pour la citation. On a mentionné plus haut les attaques de l'ancien pétainiste Robert de Traz et du *Journal de Genève* contre Sartre lors de cette tournée de conférences de 1946, qui sont certainement à mettre en lien avec la remarque de Beauvoir. De Traz s'opposa à nouveau, par la suite, à ce que les Rencontres internationales de Genève invite « ce couple d'existentialistes », voir lettre de De Traz à Marcel Raymond, 5 juin 1949, BGE DM, Ms. Fr. 6988.

176. Beauvoir, 1963, p. 132.

notamment en fondant le journal *Nouvel Observateur* – eut, dans les années d'après-guerre, une influence non négligeable sur des étudiants lausannois progressistes, tels le futur critique de cinéma Freddy Buache ou le jeune metteur en scène Charles Apothéloz, bientôt promoteur d'un théâtre populaire et engagé<sup>177</sup>.

Quoi qu'à petite échelle, on trouve là un véritable phénomène générationnel, avec une majorité de jeunes intellectuels nés entre 1925 et 1935, politisés dans les années de la Libération, et gravitant, pour ce qui est des Lausannois, autour de l'association étudiante Belles-Lettres. La croissance des effectifs étudiants et la timide démocratisation des études durant les années 1950 favorisèrent l'accession d'une minorité de jeunes issus de milieux populaires à l'enseignement supérieur. L'engagement à gauche d'écrivains comme Gaston Cherpillod ou Henri Debluë fut ainsi stimulé par le décalage ressenti entre leur milieu d'origine et l'université<sup>178</sup>. Cette tendance allait se préciser dans les années 1960, stimulant les mobilisations étudiantes de la fin de la décennie.

Lausanne constituait le foyer de cette nouvelle génération engagée en Suisse romande, sans doute davantage que Genève, en dépit de la présence dans cette ville de jeunes intellectuels de gauche comme l'écrivain Georges Haldas ou les historiens André Kaminski et Marc Vuilleumier<sup>179</sup>. Une combinaison de facteurs permet probablement d'expliquer cette différence entre les deux principales villes de la Suisse francophone. La faiblesse culturelle de la gauche autour de Léon Nicole à Genève n'a sans doute pas favorisé l'émergence d'un milieu intellectuel critique dans cette ville<sup>180</sup>. L'influence de personnalités charismatiques présentes à Lausanne, comme André Bonnard et Edmond Gilliard ou, s'agissant de la nouvelle génération, André Gorz, joua probablement aussi un rôle. Enfin, si la proximité culturelle de Genève avec la France a peut-être rendu les personnalités critiques genevoises plus soucieuses d'être reconnues à Paris que de s'affirmer dans le champ culturel romand, cette volonté d'affirmation romande était, au contraire,

177. Apothéloz, 1990, p. 144; Fornerod, 1993, pp. 48-50 et 198 (sur Buache); Gianinazzi, 2016, pp. 21-41.

178. Voir l'autobiographie de Cherpillod, 1970, pp. 10-18, ainsi que Jeanneret, 2002, pp. 588-589. Debluë gardait un contact étroit avec la condition ouvrière par son frère, «peintre-carrossier. Il travaille [...] constamment poussé au cul par les clients. [...] De plus le boulot est malsain, à cause de la poussière de peinture»; lettre de Debluë à Haldas, 23 juillet 1956, BGE DM, papiers G. Haldas, classeur de correspondance 1956-1958.

179. Vuilleumier, 2012, pp. 18-20.

180. Batou, 2012, pp. 205-209.

importante pour les jeunes intellectuels majoritairement lausannois réunis autour de la revue *Rencontre*, dès 1950<sup>181</sup>. Comme le notait Henri Debluë dans un éditorial rédigé en guise de manifeste pour cette revue culturelle engagée à gauche :

*Rencontre* veut tirer profit de Paris, elle intensifiera l'apport de Paris, mais elle a la prétention de le faire sur la base de l'échange. Elle tend avant tout à rompre l'envoûtement de l'écrivain en l'incitant à rester lui-même, c'est-à-dire romand.<sup>182</sup>

L'héritage des *Cahiers vaudois* fondés en 1914, qui avaient marqué la vie culturelle de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle en Suisse francophone, se retrouve peut-être dans cette volonté d'une affirmation culturelle romande – une filiation qu'on aurait de la peine à trouver à Genève. Pour autant, les animateurs de *Rencontre* tinrent à se démarquer vigoureusement d'une des figures de proue des *Cahiers vaudois*, l'écrivain Charles-Ferdinand Ramuz, en raison de ses opinions conservatrices. Lors de la mort de Ramuz en 1953, Buache attaqua ainsi de manière provocatrice la figure de cet écrivain qui s'est « voulu tel qu'il apparaît maintenant au centre de notre société : un monument public décoré de drapeaux devant lequel chantent des chœurs d'hommes »<sup>183</sup>. Les jeunes animateurs de *Rencontre* préféraient à Ramuz la figure tutélaire d'Edmond Gilliard, également animateur des *Cahiers vaudois* après 1914, connu par la suite pour son engagement contre le fascisme et l'antisémitisme et pour ses prises de position anticonformistes.

La création de *Rencontre* faisait écho aux aspirations d'une nouvelle génération cherchant une alternative à l'idéologie de la Défense spirituelle et à la frilosité culturelle héritée de la période de guerre. Ce sentiment apparaît bien dans la satisfaction manifestée par Maurice Chappaz lors de la création de la revue, une prise de position d'autant plus significative qu'elle provenait d'un jeune écrivain catholique vivant dans un canton particulièrement conservateur, le Valais :

Croyez bien que je trouve juste votre point de vue : [...] pas de « fascination française » mais pas non plus la vérité officielle d'ici,

181. Vallotton, 2004, pp. 18-20; Lang, 1986; Meizoz, 2006, pp. 171-184.

182. Debluë, Éditorial de *Rencontre*, mai 1950.

183. Cité par Fornerod, 1993, p. 313.

la vérité de la Société suisse des écrivains, des PEN-Clubs, de la bonne presse qui sont aussi des «chapelles» avec des industriels comme veaux d'or.<sup>184</sup>

Chappaz envisageait ainsi *Rencontre* comme une alternative aux entreprises culturelles portées par des associations officielles telle Pro Helvetia, et ses critiques préfiguraient les clivages de la fin des années 1960, lorsque les intellectuels de gauche scissionnèrent de la Société suisse des écrivains :

Je crois que tu sais que prend corps une espèce de Revue suisse. J'espère que nul ami, nul jeune écrivain ne collaborera avec cette odieuse bande de policiers de la littérature, de commerçants enrichis par les PEN-Clubs (on ne doute pas des dizaines de milliers de billets de banque que ces types broutent dans la main d[un conseiller fédéral Philipp] Etter).<sup>185</sup>

Compte tenu de ce foyer culturel lausannois, des personnalités genevoises rejoignirent la rédaction de *Rencontre*, faute de disposer d'une tribune semblable dans la cité de Calvin. Ce fut le cas de Georges Haldas en mars 1952, un jeune écrivain originaire de Grèce, converti au catholicisme, et qui avait adhéré au PST, notamment parce que ce parti menait une campagne de solidarité avec la gauche grecque, victime d'une forte répression durant la guerre civile (1946-1949)<sup>186</sup>. Pour les militants du PST comme Haldas ou Velan, une revue telle que *Rencontre* permettait de bénéficier d'une tribune où il était possible de s'exprimer plus librement que dans la presse du parti, soumise au contrôle étroit d'une direction ralliée au tournant jdanovien, et où, comme le remarquait Velan dans une lettre à Haldas, « je ne peux pas m'exprimer comme je le voudrais »<sup>187</sup>.

Les entreprises culturelles directement liées au PST/POP, en particulier le Cercle des intellectuels du POP (CIPOP), avaient d'ailleurs été décrédibilisées à la fin des années 1940, lorsqu'elles avaient soutenu les options les plus caricaturales du jdanovisme, en particulier la

184. Lettre de Chappaz à Debluë, 10 octobre 1950, BCUL, fonds H. Debluë, carton de correspondance n° 1.

185. *Ibid.*, 20 juillet 1951, BCUL, fonds H. Debluë, carton de correspondance n° 1.

186. Van Dongen, 1999, pp. 121-125.

187. Lettre de Velan à Haldas, 7 octobre 195[?], BGE DM, papiers G. Haldas, classeur de correspondance 1956-1958.

promotion d'une biologie et d'une linguistique dites prolétariennes. Rares étaient en effet les intellectuels qui, comme André Bonnard, se montrèrent prêts à soutenir le dogme stalinien en la matière, car celui-ci foulait aux pieds toute rationalité scientifique<sup>188</sup>. En particulier, la biologie « prolétarienne » de Staline rejetait les développements contemporains de la théorie darwinienne de l'évolution des espèces, au nom d'une prétendue dialectique marxiste<sup>189</sup>. À l'inverse, les rédacteurs de *Rencontre* – même ceux qui, comme Haldas, étaient membres du PST – s'opposèrent au réalisme socialiste en littérature, promu par les écrivains soviétiques, car cette doctrine risquait d'inféoder la littérature et l'art à des « arrière-pensées tactiques ou idéologique »<sup>190</sup>.

Reste qu'à Lausanne comme à Genève, les jeunes intellectuels engagés, qu'ils fussent ou non prosoviétiques, se montraient excédés par le climat de suspicion entourant leurs entreprises, dénoncées en particulier par les officines anticommunistes, comme celle de Marc-Edmond Chantre dans le canton de Vaud, qui entretenait des liens informels avec l'armée et la police et bénéficiait de subventions patronales<sup>191</sup>. Comme le proposait l'écrivain et enseignant au gymnase Jacques Chessex, membre du PST, dans une lettre au dramaturge Henri Deblüë, en 1955 :

J'ai proposé à Rebetez que *Contacts*, *Pays du lac*, *Clartés* et *Jeune Poésie* publient en commun [...] une brochure de 3-4 pages, bien diffusée et claire, pour protester contre les menées maccarthystes sordides de ces différents messieurs. Ce texte serait signé de quelques 30 noms de jeunes intellectuels, qui de Rebetez à Centlivres, de Schlunegger aux gens de *Jeune Poésie*, etc. participent à faire paraître nos quatre mouvements. [...] Et Velan, Gilliard signerait, Wild, d'autres aussi ! Voilà le Chantre bien mari, ne pouvant tout de même pas nous salir tous les uns après les autres bien longtemps encore, si ses saletés font naître des protestations solides.<sup>192</sup>

Ces propos illustrent la manière dont l'exacerbation du climat anticommuniste pouvait, par contrecoup, renforcer la solidarité

188. Jeanneret, 2002, p. 593.

189. Kindo, 2009, pp. 74-82.

190. Henri Deblüë, « À propos d'André Stil », *Rencontre*, n° 17, 1953.

191. Sansonnens, 2012.

192. Lettre de Chessex à Deblüë, 22 mai 1955, BCUL, fonds H. Deblüë, carton de correspondance n° 1.

d'intellectuels en marge du consensus dominant, en dépit de l'hétérogénéité politique de leurs positions.

De ce point de vue, le procès Bonnard de 1954, déjà évoqué, fut l'occasion de réunir un éventail de personnalités bien au-delà des partisans de l'URSS, qui avaient toutes en commun d'être indignées par les méthodes anticommunistes des autorités, perçues comme hostiles à la liberté d'expression. Ainsi, parmi les intellectuels cités dans la lettre de Chessex, Jean-Louis Rebetez était un catholique de gauche qui collabora avec les communistes pour la publication du *Bulletin de défense d'André Bonnard*; après le procès Bonnard, ce bulletin fut pérennisé, dès octobre 1954, sous la forme de la revue *Contacts*, et Rebetez devint son rédacteur en chef<sup>193</sup>. Pierre Centlivres, étudiant en lettres à Lausanne puis assistant en ethnologie à l'Université de Neuchâtel, avait séjourné en Guinée, où il avait été marqué par l'effervescence des mouvements anticoloniaux qui aboutirent à la proclamation de l'indépendance du pays en 1959. Jean-Pierre Schlunegger, licencié en lettres à l'Université de Lausanne en 1950 puis enseignant et poète, avait fondé à cette date la revue *Rencontre*. Henri Debluë, influencé par Bonnard pendant ses études, était un jeune dramaturge sympathisant de la gauche non communiste, défenseur d'un théâtre critique inspiré de Brecht, et également animateur de la revue *Rencontre*<sup>194</sup>. Quant aux écrivains Jacques Chessex et Yves Velan, collaborateurs de *Rencontre*, ils étaient membres du PST. Enfin, Edmond Gilliard et Alfred Wild, également mentionnés dans la lettre de Chessex, constituaient deux figures tutélaires, plus âgées, qui avaient animé deux revues culturelles antifascistes en Suisse romande dans l'entre-deux-guerres, *Présence* et *Traits*<sup>195</sup>.

Rétrospectivement, les valeurs portées par cette génération active dans les années 1950, à contre-courant de l'*establishment* politique et intellectuel romand, apparaissent à certains égards comme annonciatrices des bouleversements sociétaux des « années 1968 ». Ainsi, dans les années 1950 déjà, ces personnalités progressistes cultivaient une certaine liberté de mœurs qui se heurtait au conservatisme puritain des milieux dirigeants. En 1958, le Conseil

193. Buenzod, 2003, pp. 103-114.

194. Pour l'influence de Bonnard, voir lettre de Bonnard à Debluë, 13 avril 1946, BCUL, fonds H. Debluë, carton de correspondance n° 1; sur la méfiance de Debluë à l'égard du modèle soviétique, voir entre autres sa lettre non datée (vers 1955) à Rolf Hädrich, BCUL, fonds H. Debluë, carton de correspondance n° 1.

195. Bays et Corajoud, 2010, pp. 271-328.



d'État vaudois interdit le film de Marcel Carné *Les Tricheurs* – une œuvre qui mettait en scène la jeunesse bohème et parfois libertine de Saint-Germain-des-Prés – au motif que ce spectacle était « malsain, démoralisant à l'extrême et dangereux pour la jeunesse [...] de nature à influencer défavorablement sur les mœurs »<sup>196</sup>.

Quelques jours plus tôt, dans une tribune publiée dans le supplément culturel de la *Gazette de Lausanne*, dirigé par Franck Jotterand – un jeune libéral anticonformiste, dont l'ouverture intellectuelle suscitait la méfiance de la droite vaudoise – André Gorz avait pourtant perçu dans ce film le symbole d'une génération désabusée par le conservatisme de guerre froide :

La contestation surréaliste comme celle de 45 avait une perspective commune : la première se situait en marge de la Révolution russe, la seconde en marge du PC. [...] Ils se sont trompés. Nous nous sommes découverts à l'époque des révolutions impossibles. [...] Ce qui caractérise ce monde [...] c'est l'inertie monstrueuse de ses structures pétrifiées ; c'est notre impuissance à le changer et l'impossibilité de lui trouver un sens.<sup>197</sup>

En réaction à l'interdiction des *Tricheurs*, une centaine d'étudiants lausannois, influencés par le directeur de la Cinémathèque Freddy Buache, affrêtèrent trois cars pour aller voir le film à Genève<sup>198</sup>. Ce genre d'escarmouches – qui traduisaient une distance grandissante entre une jeunesse étudiante en croissance numérique, et des autorités qui paraissaient figées dans une mentalité héritée du temps de la Mobilisation – allaient se multiplier une décennie plus tard, après Mai 1968. Mais dans les années 1950 déjà, l'hégémonie idéologique des sociétés d'étudiants d'orientation conservatrice et exclusivement masculine, comme Zofingue, se fissurait.

Dans le même ordre d'idées, le rejet des hiérarchies et l'antimilitarisme animaient souvent ces jeunes intellectuels engagés, préfigurant, là encore, le regain des critiques contre l'institution militaire qui prit son essor après 1968. Début 1956, le *Journal de Genève* relevait, dans une série de tribunes, le malaise d'une jeunesse qui

196. Communiqué du Département de justice et police, 10 novembre 1958, ACV, S 66 117.

197. Gorz, « Le point de vue d'André Gorz, auteur du *Traître*, sur *Les Tricheurs* », *Gazette de Lausanne*, 18 octobre 1958 ; Clavien, 2012, pp. 214-238.

198. *Gazette de Lausanne*, « Nos étudiants trichent avec la censure », 20 novembre 1958.

adhérait de plus en plus difficilement aux impératifs astreignants de la défense nationale, et la difficulté pour les autorités, marquées par l'esprit du réduit, de comprendre le scepticisme de la nouvelle génération à l'égard de la glorification de l'institution militaire<sup>199</sup>.

Parmi les jeunes intellectuels critiques, Freddy Buache fut exclu de l'armée, car il était suspecté de cryptocommunisme<sup>200</sup>. Charles Apothéloz, fils d'un notable lié à la Ligue vaudoise, choisit pour sa part l'objection de conscience, position qu'il défendit dans un mémoire d'une quarantaine de pages adressé au tribunal militaire. Dans ce texte enflammé, l'influence du marxisme se mêlait à celle de l'existentialisme sartrien. Apothéloz y soulignait que «la grande trahison du régime est de défendre actuellement par les armes une neutralité abstraite qui ne préserve que la propriété bourgeoise»<sup>201</sup>. Le jeune metteur en scène fut condamné à sept mois de prison ferme en 1949. De même, la publication en 1952 dans *Rencontre* d'une nouvelle signée Henri Debluë à la tonalité antimilitariste valut à son auteur de nombreuses réactions indignées<sup>202</sup>. À peu près en même temps que *Les Tricheurs*, le film *Les Sentiers de la gloire* de Stanley Kubrick, déjà censuré en France, fut interdit en Suisse, parce qu'il était soupçonné de véhiculer des valeurs antimilitaristes. Là encore, de jeunes étudiants organisèrent des voyages en car ou en train, pour aller visionner l'œuvre de Kubrick en Allemagne ou en Belgique<sup>203</sup>.

Compte tenu de cette sensibilité critique à l'égard d'institutions qui étaient présentées par les autorités comme des piliers de la Défense spirituelle – de l'armée à l'école, en passant par le mariage et la famille – on comprend pourquoi l'œuvre d'Edmond Gilliard fascinait ces jeunes gens. Ce dernier affichait en effet dans ses essais des vues à la tonalité libertaire. L'enseignant vaudois avait ainsi signé, en 1942 déjà, un pamphlet contre la rigidité des méthodes pédagogiques, significativement intitulé *L'école contre la vie*<sup>204</sup>. Dans son *Journal*, publié en 1945 – une lecture que Buache décrivit comme un « choc » – Gilliard n'épargnait pas non plus l'enseignement au gymnase, une institution devenue « normale » à force de « tradition et d'ordre » exercés par le « contrôle solennel des fous »<sup>205</sup>.

199. *Journal de Genève*, « Mission de la Suisse et défense nationale » 17 février 1956.

200. Bays et Corajoud, 2010, p. 286.

201. Apothéloz, 1990, p. 159.

202. Lettre de Georges Rapp à Debluë, 3 novembre 1952, BCUL, fonds H. Debluë, carton de correspondance n° 2.

203. Buclin, 2014a, pp. 101-113.

204. Gilliard, 1942.

205. Gilliard, 1945, p. 71 ; Bays et Corajoud, 2010, p. 310.

Le moralisme suspicieux à l'égard des jeunes, omniprésent dans l'après-guerre, était de même dénoncé par Gilliard: «Il n'y a de jeunes voyous que parce qu'il y a de vieux crétins.»<sup>206</sup> L'institution du mariage n'était pas ménagée non plus, car «seul l'amour libre peut être vraiment chaste. La prostitution n'existe que parce que le mariage existe. Mariage: prostitution à domicile. L'amour au robinet.»<sup>207</sup> L'admiration pour l'anticonformisme de Gilliard et pour son rejet des institutions traditionnelles fut encore renforcée en 1949, lorsque le conseil de la faculté des lettres de l'Université de Lausanne refusa de lui décerner un doctorat *honoris causa*, car ses écrits étaient considérés comme inconvenants. Peut-être cet esprit critique à l'égard des institutions, qui soufflait dans une partie de la jeunesse étudiante lausannoise sous l'influence du cercle gilliardien, contribuèrent-ils à faire le lit des mouvements de 68 dans cette ville, par opposition à d'autres régions de Suisse, où ceux-ci furent plus timorés.

Un compagnon de route de longue date de Gilliard, René Bovard, apparaissait aussi comme une personnalité de référence pour les jeunes intellectuels du début des années 1950. Premier lieutenant durant la Seconde Guerre mondiale, il était devenu, en réaction au conflit, promoteur du service civil, au nom d'une vision humaniste du protestantisme, et animait la revue antifasciste *Suisse contemporaine* (1941-1949)<sup>208</sup>. Il fut condamné en 1947, à l'âge de 47 ans, pour refus de servir<sup>209</sup>. Dans une lettre à Debluë de 1950, Bovard se réjouissait de la création de *Rencontre*, espérant que la revue contribuerait à rompre la «conspiration du silence entretenue autour du pacifisme»<sup>210</sup>. La personnalité de Bovard fut peut-être d'autant plus importante pour les animateurs de *Rencontre* qu'elle incarnait un engagement politique progressiste, conjugué avec la foi chrétienne. En effet, si la plupart des rédacteurs de *Rencontre* admiraient l'existentialisme sartrien, ils ne pouvaient toutefois admettre son athéisme affirmé, et cherchaient plutôt à harmoniser cette doctrine avec le christianisme<sup>211</sup>.

Malgré le rôle de précurseur joué par cette génération eu égard aux bouleversements sociaux et culturels de la fin des années 1960,

206. Gilliard, 1945, p. 63.

207. *Ibid.*, p. 48.

208. Sciollì, 1985.

209. Bovard, «Du service militaire au service civil», *Suisse contemporaine*, septembre 1945.

210. Lettre de Bovard à Debluë, 30 juin 1950, BCUL, fonds H. Debluë, carton de correspondance n° 1; lettre de Bovard à Georges Haldas, 29 septembre 1957, BGE DM, papiers G. Haldas, classeur de correspondance 1956-1958.

211. Meizoz, 2006, p. 175.

la démobilitation sociale des années 1950 et les désillusions par rapport aux espoirs de la Libération contribuent à expliquer, au-delà d'une série de raisons conjoncturelles liées notamment à des tensions entre personnalités, les difficultés et le caractère éphémère de ces entreprises critiques. Ainsi, les jeunes chrétiens de gauche publiant la revue *Esprit* s'essouffèrent et mirent un terme à sa parution en 1949. André Rivier et Xavier Schorderet tentèrent de poursuivre ce projet en lançant une nouvelle revue, *Cité humaine*, dont la parution cessa toutefois en 1954<sup>212</sup>. L'équipe éditoriale de *Rencontre* se fatigua elle aussi, et la parution de la revue prit fin en 1953 déjà, après 18 numéros. Comme bien d'autres entreprises progressistes des années 1950, le comité de rédaction fut affaibli par des divisions concernant la ligne à adopter par rapport à l'Union soviétique<sup>213</sup>. À petite échelle, ce phénomène rappelle notamment les crises qui secouèrent à la même époque, en France, une revue engagée à gauche comme les *Temps Modernes*. En outre, la scission entre la coopérative d'édition et la revue *Rencontre* mit en péril l'équilibre financier de cette dernière. L'arrivée au comité éditorial de la revue du communiste Georges Haldas, en plus d'Yves Velan, représenta aux yeux du responsable des Éditions Rencontre – Pierre-Balthasar de Muralt, zofingien et officier – la goutte d'eau qui fit déborder le vase<sup>214</sup>. Dans les mois précédents en effet, l'éditeur avait protesté contre l'«anti-américanisme» du comité éditorial de *Rencontre*, notamment lorsque les rédacteurs avaient relayé la campagne des communistes contre l'usage supposé d'armes bactériologiques en Corée par l'armée étatsunienne<sup>215</sup>.

Certes, de 1949 à 1955, la revue *Carreau*, animée en particulier par Freddy Buache, continua à défendre l'art engagé, revendiquant l'influence de Beauvoir, Sartre ou Merleau-Ponty, et la revue *Contacts* se maintint tant bien que mal jusqu'au début des années 1980. Mais les nouvelles revues littéraires qui apparurent après la disparition de *Rencontre*, comme *Pays du lac* ou *Domaine suisse*, défendaient une vision régionaliste et relativement apolitique, même si elles réunissaient plusieurs anciens animateurs de la défunte revue engagée. Haldas le constatait avec amertume, regrettant de ne plus disposer

212. Amstutz, 1987, pp. 86-90.

213. Lettre de Henri-Louis Miéville à Henri Debluë, 2 août 1952, BCUL, fonds H. Debluë, carton de correspondance n° 2.

214. Vallotton, 2004, p. 24-26.

215. Lettre à Henri Debluë, Michel Dentan et Georges Haldas, signature illisible, 19 avril 1952, BCUL, fonds H. Debluë, carton de correspondance n° 1.

d'une tribune politisée à gauche, à un moment où, vu le regain des tensions Est-Ouest, l'avenir de l'Europe paraissait se jouer<sup>216</sup>.

Pour ces nouvelles revues, les figures tutélaires étaient désormais moins André Bonnard ou Edmond Gilliard que le poète Gustave Roud et le professeur de littérature française à l'Université de Lausanne Jacques Mercanton, deux personnalités qui, contrairement à Bonnard et Gilliard, ne défendaient pas d'engagement à gauche. Quelques années plus tard, Haldas déplorait en privé le contenu de la poésie d'un Philippe Jaccottet : « Un peu d'eau tiède qu'on boit dans un dé à coudre. »<sup>217</sup> Ou, de manière générale :

La poésie des poètes de Suisse romande est presque toujours stérile parce qu'elle est celle du moi.<sup>218</sup>

Jetant un regard rétrospectif désabusé sur ses années à Lausanne, André Gorz, dans son autobiographie intitulée *Le Traître*, notait que la prospérité autosatisfaite de la population suisse conduisait forcément les petits cercles de la jeunesse critique à se heurter à un mur d'immobilisme, qui pouvait conduire, par compensation, à une forme de fuite dans un art esthétisant :

Ils sentaient cette malédiction qu'il y a à être Suisse. Ils avaient à leur disposition les instruments les plus perfectionnés du monde : des bibliothèques, des universités fameuses, des moyens de recherche [...] enviés par le reste de la terre [...] et toute cette richesse leur séchait entre les doigts, inutile, ne pouvant servir à rien qu'à faire de l'argent, des gâteaux à la crème, du confort pour quatre millions de vie pour lesquelles la vie n'avait pas de sens [...] les meilleurs se révoltaient, mais cette révolte était sans espoir. Ils le savaient : elle devait tourner court ou s'épancher en littérature, et c'est à la littérature qu'ils ont abouti quand ils n'ont pas noyé leur désespoir dans le petit blanc acide [...] littérature secrète, rarement publiée. Poèmes hermétiques de A., fils de terrassier envoyé à l'université, qui a commencé par anéantir l'univers avec [Stéphane] Mallarmé [...] puis de l'incendier avec le parti ouvrier, pour finir professeur.<sup>219</sup>

216. Haldas, « Démission de *Rencontre* », *Rencontre*, août 1953 et « Pays du lac », *Pays du lac*, novembre 1954.

217. Haldas, *Carnets*, entrée du 8 octobre 1962, BGE DM, Papiers G. Haldas, carton de « carnets ».

218. Haldas, entrée du 16 mai 1963, *ibid.*

219. Gorz, 1958, p. 206.

Le phénomène de politisation à gauche d'une nouvelle génération – dont il ne faut certes pas surestimer l'ampleur – paraît moins sensible en Suisse alémanique dans les premières années de l'après-guerre, si l'on tient compte, en outre, du poids démographique nettement plus important de la partie germanophone du pays. À n'en pas douter, l'influence du conservatisme de la République de Bonn a joué dans cette évolution différente, par opposition au rayonnement international de la gauche critique parisienne. En outre, l'anticommunisme et la Défense spirituelle marquaient d'une empreinte plus profonde la vie politique alémanique. Dès lors, il fallut attendre le début des années 1960 pour qu'une nouvelle génération d'intellectuels de gauche se ménagent une place sur la scène publique, comme nous le verrons par la suite. Dans les années 1950, la vie culturelle critique fut donc dominée par des personnalités plus âgées, qui avaient déjà été actives durant la guerre, comme Karl Barth ou, quoique plus jeune, Max Frisch.

Si le capitalisme de haute conjoncture garantissait une stabilité politique qui rendait de plus en plus improbable de grands affrontements entre la bourgeoisie et les travailleurs, ces personnalités de la gauche critique commençaient à s'interroger sur les phénomènes d'aliénation qui accompagnaient l'essor de la société de consommation. Ces réflexions pouvaient paraître d'autant plus avant-gardistes que les dirigeants du PSS et du PST faisaient preuve d'une adhésion enthousiaste à l'essor d'une société d'abondance, à la croissance économique et au progrès technologique, y compris dans ses développements aujourd'hui les plus controversés, comme la généralisation du trafic individuel motorisé ou le développement de l'industrie nucléaire.

Comme l'écrivait un sympathisant de la Sozialistische Arbeiterkonferenz, une plate-forme mise sur pied par les militants marxistes antistalinieniens à Bâle et Zurich pour chercher à tisser des liens avec des militants de gauche indépendants du PSS ou du PST :

... le travailleur qui, le dimanche, voyage en trottinette ou en VW à travers le pays, qui habite avec sa famille dans un logement moderne [...] ne comprend plus, précisément pour cette raison, notre vieux langage marxiste. Il suscite en lui une impression aussi démagogique que le prêche d'un curé du haut de sa chaire [...] Dès lors, nous devons trouver un chemin qui contienne

non seulement de nouvelles conceptions économiques mais aussi spirituelles.<sup>220</sup>

Si elles questionnaient les schémas traditionnels de la lutte des classes, ces interrogations critiques contribuaient aussi à relativiser l'idée que le capitalisme apporterait graduellement la satisfaction des besoins. Était ainsi interrogée l'adhésion de la gauche traditionnelle au capitalisme de haute conjoncture. Comme l'écrivait le dramaturge Debluë dans une lettre à un ami allemand, dans des lignes qui n'allaient pas sans rappeler le développement de la sociologie du travail par Georges Friedmann en France durant les mêmes années :

Je visitais une usine de crayons à Genève. [...] J'ai vu le lendemain *Les Temps modernes* de [Charlie] Chaplin. C'est à peine une caricature. Je m'attardais devant les ouvrières qui effectuent les petits travaux de finissage [...] Travail à la chaîne, sans répit, elles avaient les yeux cernés, elles ne pouvaient se permettre aucun mouvement « inutile » ; prendre une respiration plus longue que l'autre, se moucher, sans être débordées. [...] Il faut le dire : nous avions devant les yeux des esclaves, soumises [...] à un rythme meurtrier, de machines-rats, sans rapport avec le rythme humain, respiratoire, par exemple. C'est ce rythme que Gandhi craignait quasi religieusement.<sup>221</sup>

Debluë, par l'intermédiaire de son ami Velan qui avait résidé à Paris, s'était également lié d'amitié avec Roland Barthes. Ce dernier était l'auteur d'articles pionniers sur la société de consommation, réunit en un volume paru en 1957 sous le titre *Mythologies* ; Barthes animait aussi la revue *Arguments*, influencée par des marxistes hétérodoxes comme Herbert Marcuse<sup>222</sup>.

220. Lettre de Walter Düringer-Bretschinger aux membres de la Sozialistische Arbeiterkonferenz, 26 février 1957, AfZ, fonds H. Buchbinder, carton « Trotzkismus CH, SAB Soz-Jugend, Veritas-Verlag » (m. t.) En 1954, pour expliquer son piètre score aux élections à Zurich, la gauche marxiste invoquait déjà les « 15 années de haute conjonctures, qui ont provoqué parmi la nouvelle génération un complet désintérêt par rapport aux objectifs socialistes », PV de la *Zentralleitung* du *Sozialistischer Arbeiterbund*, 27 mars 1954, AfZ, fonds H. Buchbinder, carton « Trotzkismus CH... » (m. t.)

221. Lettre de Henri Debluë à Rolf Hädrich, non datée [vers 1955], BCUL, fonds H. Debluë, carton de correspondance n° 1.

222. Pour l'influence de Barthes, voir la lettre d'Yves Velan à Debluë, 22 septembre 1956, BCUL, fonds H. Debluë, carton de correspondance n° 1. Barthes publia également une critique louangeuse du premier roman publié de Velan, *Je*. Voir Antonietti, 2005, p. 9. Entre 1957 et 1958, la revue *Points de vue*, éditée à La Chaux-de-Fonds par Velan et quelques collègues marqués à gauche, développa une collaboration avec *Arguments*. Voir Manzoni, 2010.

L'écho d'une publication comme *Achtung die Schweiz*, un pamphlet cosigné par Max Frisch en 1955, s'inscrivait aussi dans cette tendance<sup>223</sup>. Cet essai pourrait en particulier être mis en parallèle avec les travaux du sociologue français Henri Lefebvre sur la ville, développés dans les mêmes années. *Achtung die Schweiz*, livre de tonalité utopiste, qui donna lieu à un débat de presse nourri, dénonçait en effet l'absence de vision et d'élaboration collectives en Suisse, en particulier concernant les projets urbanistiques, et critiquait plus généralement les rigidités de l'esprit de Défense spirituelle<sup>224</sup>. Il s'agissait peut-être aussi, pour ces auteurs au bénéfice d'une formation d'architecte (Frisch), de sociologue (Lucius Burckhardt) et d'historien (Markus Kutter), de déjouer la figure de l'intellectuel-expert, consultant pour l'État et conseiller pour la mise en œuvre des nouvelles politiques publiques (rénovation urbaine, démocratisation de l'accès à la culture, etc.), une fonction en plein essor dans les pays développés dans les années 1950 et 1960<sup>225</sup>.

On peut surtout voir dans cet ouvrage l'un des premiers manifestes du mouvement « non conformiste » qui, comme nous le verrons dans la partie suivante, prit son essor en Suisse alémanique au début des années 1960. Cette publication bénéficia d'un écho enthousiaste dans les cercles critiques romands ; selon un rédacteur de la revue *Contacts*, ce pamphlet exprimait « le malaise ressenti par la plupart de nos intellectuels et par de nombreux jeunes gens issus de la petite bourgeoisie suisse » dans un pays « momifié »<sup>226</sup>. Le livre fut, à l'inverse, dénoncé en bloc par la droite conservatrice. Ainsi, Peter Meyer, professeur d'histoire de l'art à l'Université de Zurich et proche de la direction de Pro Helvetia, suggéra aux auteurs du pamphlet d'émigrer s'ils n'étaient pas contents en Suisse<sup>227</sup>. Toutefois, ces idées critiques de la société de consommation restaient tâtonnantes et ne connurent pas en Suisse – où le champ intellectuel était sans doute trop exigü et morcelé – le degré de visibilité et d'élaboration propre à d'autres pays à partir des années 1950 – en particulier l'Allemagne de l'Ouest avec l'école de Francfort, qui constitua l'un des ferments idéologiques des mouvements des « années 1968 ».

223. Burckhardt *et al.*, 1955 ; Blanc *et al.*, 1994.

224. Bircher, 1997, pp. 226-234 ; Weber, 2014, pp. 36-41.

225. Sapiro, 2009, p. 27.

226. Maurice Pianzola, *Contacts*, avril 1955.

227. Cité par Kadelbach in Hauser *et al.*, 2010, p. 64 ; NZZ : « Ein fragwürdiges Pamphlet », 29 janvier 1955.



Bien plus que la dénonciation de l'aliénation consumériste, si le spectre de la crise économique et du chômage de masse s'éloignait et paraissait devoir laisser place à une forme de progrès social graduel, il restait à la gauche critique un argument majeur pour dénoncer le caractère mortifère du système capitaliste, même domestiqué par l'État providence et conforté par le plein emploi. C'était le risque d'une troisième guerre mondiale et d'une apocalypse atomique. La course aux armements et les tensions Est-Ouest rendaient en effet cette sombre perspective plausible, comme l'écrivait par exemple Debluë à un ami allemand :

On vit dans la crainte des guerres [...]. On est à la merci d'un affolement américain. Partout une atmosphère de haute tension, un relent d'apocalypse et de destruction nucléaire dans la bouche.<sup>228</sup>

L'intellectuelle marxiste vivant à Zurich Natalie Moszkowska théorisa cette situation en soulignant que même si le capitalisme pouvait garantir, en période de haute conjoncture, une hausse régulière des salaires, cette progression menaçait d'être brutalement anéantie par la guerre mondiale; en ce sens, argumentait-elle, le keynésianisme de gauche était une illusion<sup>229</sup>.

Ce n'est donc pas un hasard si la mobilisation pour la paix et contre l'armement atomique de la Suisse fut probablement le seul mouvement, dans les années 1950, qui semblait pouvoir battre en brèche l'idéologie de la défense nationale et spirituelle. En tant que premier mouvement large de protestation extra-institutionnelle qui ne fut pas entièrement absorbé par la démocratie de concordance, tel que le pays n'en avait plus connu depuis les années 1930, la lutte anti-atomique contribua à préparer le terrain des mouvements des « années 1968 », en particulier des grandes mobilisations de la première moitié des années 1970 contre la construction de centrales nucléaires<sup>230</sup>. Certains militants du mouvement anti-atomique, comme les marxistes Heinrich Buchbinder et Alexander Euler, incarnèrent cette continuité puisqu'ils devinrent dans les années 1970 des figures de proue de la lutte contre les centrales nucléaires,

228. Lettre de Henri Debluë à Rolf Hädrich, non datée [vers 1955], BCUL, fonds H. Debluë, carton de correspondance n° 1.

229. Moszkowska, « Kapitalismus nach den Weltkriegen », *Rote Revue*, novembre 1951; « Das kapitalistische Endstadium », *Rote Revue*, mai 1952; « Kleinhaltung des Massenkonsums und wirtschaftliche Entwicklung », *Rote Revue*, avril 1954.

230. Duvanel et Levy, 1984, pp. 22-25.

s'étant, dans l'intervalle, rapprochés de la social-démocratie. Vu les liens organiques entre la droite politique et l'armée – dans les années 1950, près de 40 % des parlementaires étaient officiers – le mouvement anti-atomique devint vite la bête noire des milieux dirigeants<sup>231</sup>.

231. Pilotti *et al.*, 2010, p. 222.

## DÉBATS DES ANNÉES 1950

Le 11 juillet 1958, le Conseil fédéral rendit publique son intention de doter l'armée suisse de la bombe nucléaire<sup>1</sup>. Ce projet stimula le mouvement pacifiste en Suisse, en particulier parce qu'il paraissait désormais possible de se mobiliser autour d'un objectif plus immédiat que celui qui consistait à empêcher une guerre nucléaire entre grandes puissances. Le mouvement pacifiste n'en était pas moins actif avant 1958. Dans l'après-guerre, deux tendances se dégageaient au sein de cette mouvance<sup>2</sup>. D'un côté, on trouvait les organisations de la gauche religieuse, qui travaillaient souvent en bonne intelligence avec des militants sociaux-démocrates de gauche comme Jules Humbert-Droz, lui-même ancien pasteur. De l'autre, il y avait les organisations sympathisantes de l'URSS.

### PACIFISME ET ARMEMENT ATOMIQUE

Portés par les espoirs de l'immédiat après-guerre concernant l'instauration d'un ordre international pacifié, la première de ces deux tendances était regroupée au sein du Conseil suisse pour la Paix (CSP), fondé en 1945. Celui-ci fédérait un éventail de 22 groupements, allant des socialistes religieux à l'Union mondiale de la Femme pour la Concorde internationale<sup>3</sup>. Les organisations réunies au sein du CSP faisaient notamment campagne pour l'introduction d'un service civil en faveur des objecteurs de conscience<sup>4</sup>. Il s'agissait d'une vieille revendication de la gauche chrétienne. Elle s'inscrivait dans la tradition du pacifisme intégral, fondé sur

1. Cerutti, 2011, pp. 47-61.

2. Tanner, 1988, pp. 69-82.

3. Brassel-Moser in Rengel, 1995, pp. 9-26.

4. Lettre de l'Association suisse pour le service civil international au Conseil suisse de la Paix, 17 mai 1946, BGE DM, Papiers A. Oltramare, Ms. Fr. 7336.

des convictions religieuses ou éthiques, à distinguer du pacifisme politique qui s'opposait à l'armée en tant que pilier de l'ordre bourgeois. Si le pacifisme politique avait été marginalisé durant les années précédentes, notamment en raison de l'évolution réformiste du Parti socialiste, la sensibilité pacifiste religieuse ou éthique conservait une audience non négligeable dans la Suisse de l'après-guerre. Certains membres du CSP, inspirés par les idéaux de Gandhi, allaient jusqu'à défendre l'idée qu'un petit pays ne pouvait être protégé par une armée, et que seule la perspective d'une défense non violente pouvait avoir quelque chance de dissuader un potentiel ennemi d'attaquer ; cette perspective s'appuyait, en effet, sur les « forces » qui « sommeillent dans la population des États totalitaires » : « Liberté [...], nostalgie de la paix. »<sup>5</sup>

C'est aussi sur cette éthique pacifiste qu'essayaient de capitaliser les militants prosoviétiques. Le PST, quoique rallié à la défense nationale, voyait en effet dans la lutte pour la paix un moyen d'élargir ses rangs, notamment parce que cette question rencontrait un écho important dans les milieux progressistes. Ainsi, en 1947, un manifeste pour la paix fut lancé à Zurich par des antifascistes allemands et suisses, parmi lesquels Bertolt Brecht et Max Frisch<sup>6</sup>. Trois ans plus tard, des intellectuels non communistes réputés d'Europe occidentale avaient soutenu l'Appel de Stockholm, à l'image de Thomas Mann<sup>7</sup>.

En Suisse, cet appel, qui avait fait l'objet d'un large débat public, avait été porté par le Mouvement suisse des Partisans de la paix, animé par des compagnons de route du PST comme le professeur André Bonnard ou le médecin Hans von Fischer. Preuve que leur campagne portait au-delà des rangs du parti, des intellectuels de gauche déçus par l'autoritarisme de la société soviétique continuaient à penser, même durant la guerre de Corée, que Staline cherchait sincèrement la paix, et que ses efforts devaient être soutenus ; comme l'expliquait, en 1951, le psychologue socialiste zurichois Franz Keller à Walther Bringolf :

Bien que je sois déçu par la politique culturelle est-allemande et que je sois également souvent en désaccord avec la politique des communistes en RDA et en Suisse, je sais pourtant très bien que

5. Hegnauer, 1960, p. 60. Hegnauer, originaire du canton de Berne, était membre de l'association pour le Service civil international et influencé par les idées de Gandhi.

6. Schütt, 2011, p. 378.

7. Mann, « Warum ich den Appel von Stockholm unterzeichnete », *Zeitungsdienst*, 15 juin 1950.

les communistes veulent la paix. En tant que chrétien, je soutiens tous ceux qui veulent sérieusement la paix.<sup>8</sup>

La guerre froide avait pourtant dressé une cloison hermétique entre les tendances religieuse ou sociale-démocrate de gauche d'une part, et communiste de l'autre. Le Parti socialiste avait interdit à ses membres de collaborer avec le Mouvement des Partisans de la paix<sup>9</sup>. Comme l'écrivait de manière polémique Humbert-Droz au début des années 1950 :

[Pour le CSP], la lutte pour la paix est une question de principe : [il] rejette la guerre entre États comme moyen de régler les différends internationaux. Les Partisans [de la paix] font de la lutte pour la paix une question d'opportunité. Elle est momentanément utile à l'URSS, mais demain si la guerre lui est utile, ils seront pour la guerre ! Dans ces conditions, l'assemblée des délégués a décidé à l'unanimité de rejeter toute collaboration avec les Partisans, qui du reste ne ferait que compromettre le mouvement des organisations pacifistes suisses.<sup>10</sup>

Si, comme on va le voir, le mouvement contre l'armement atomique connut un essor particulièrement rapide dans la partie francophone du pays, c'est notamment parce qu'il put s'appuyer sur les réseaux tissés dans les années précédentes par le radical non conformiste Samuel Chevallier. Chevallier – un journaliste connu pour sa participation à une populaire émission humoristique de la Radio suisse romande – avait lancé, en 1954, une initiative en faveur de la réduction des dépenses d'armement, dite initiative de l'œuf de Colombe, en réaction à la hausse spectaculaire du budget de l'armée après la guerre de Corée<sup>11</sup>. Le conseiller fédéral Feldmann considérait Chevallier comme un « saboteur » et ordonna une surveillance policière étroite de ses activités<sup>12</sup>.

En réaction à cette initiative, les autorités réactivèrent également la division de propagande de l'armée, Heer und Haus<sup>13</sup>. L'enga-

8. Lettre de Keller à Bringolf, 18 mars 1951, SSA, fonds F. Keller, Ar. 128.1 (m. t.).

9. Lettre de Jules Humbert-Droz à René Bovard et Hugo Kramer, 26 avril 1953, BVC, fonds J. Humbert-Droz.

10. Lettre de J. Humbert-Droz à Marie Massot, 4 avril 1951, BVC, fonds J. Humbert-Droz.

11. Epple in Rengel, 1995, pp. 75-88.

12. Feldmann, *Tagebuch*, 25 décembre 1954 (m. t.) ; Kreis, 1993, p. 291.

13. Bretscher-Spindler, 1997, p. 346.

gement de Chevallier apparaissait, aux yeux de la droite la plus conservatrice, comme une preuve de ce que la Suisse romande était le maillon faible de la défense nationale et spirituelle, sous l'influence du climat « défaitiste » qui régnait en France<sup>14</sup>. En fait, le scepticisme de la population romande à l'égard des dépenses nationales – à mettre notamment en lien avec un sentiment fédéraliste plus affirmé qu'en Suisse alémanique – n'était pas nouveau. Il se manifesta par exemple en juin 1939, lorsque les citoyens romands refusèrent un crédit militaire, à 57 % de votes négatifs, contre seulement 33 % en Suisse alémanique<sup>15</sup>.

Malgré les inquiétudes manifestées par les cercles dirigeants devant la dissidence du radical Chevallier, le Conseil fédéral put compter sur le soutien de la direction du PSS, qui s'opposa à l'initiative pour la réduction des dépenses d'armement. Cette configuration politique préfigure celle de la fin des années 1950 autour de l'armement atomique. Ainsi, au moment des débats concernant le lancement de l'initiative Chevallier, Humbert-Droz avait déjà accusé les dirigeants du PSS de freiner les initiatives pacifistes venues de la base – car l'initiative Chevallier bénéficiait du soutien de nombreux militants socialistes – en faisant prévaloir la respectabilité gouvernementale du parti sur ses idéaux de paix<sup>16</sup>. Il faut dire que les sections alémaniques du PSS étaient en général plus hostiles à l'initiative que celles de Suisse romande, où le courant pacifiste était plus affirmé au sein de la social-démocratie, une réalité qui confortait les analyses d'un Feldmann<sup>17</sup>. Finalement, le texte du radical fut invalidé par le parlement, au motif qu'il ne respectait pas le critère juridique d'unité de matière, dans la mesure où l'initiative proposait un transfert des dépenses militaires vers celles de la politique sociale<sup>18</sup>. Dans les mois suivants, Chevallier lança deux nouvelles initiatives pour la réduction des dépenses d'armement, à nouveau combattue par la direction du PSS. Mais le radical et ses partisans les retirèrent finalement en 1956, pour protester contre l'invasion soviétique de la Hongrie<sup>19</sup>.

Si les événements de Hongrie freinèrent les activités des pacifistes suisses, l'année 1958 représenta un nouveau départ, non seulement

14. Feldmann, *Tagebuch*, 1<sup>er</sup> novembre 1954 (m. t.)

15. Kreis, 2000c, pp. 34-35.

16. La direction du PSS interdit à Humbert-Droz de faire campagne en faveur de l'initiative Chevallier, au nom de la discipline de parti, voir lettre de Humbert-Droz à Armin Kohler, 24 mars 1956, BVC, fonds J. Humbert-Droz.

17. Hürlimann, 1985, pp. 25-27.

18. *Journal de Genève*, « L'initiative Chevallier définitivement enterrée », 8 décembre 1955.

19. *Journal de Genève*, « Le retrait des initiatives Chevallier », 30 novembre 1956.

en raison de l'annonce du Conseil fédéral concernant l'armement atomique, mais aussi grâce à différentes impulsions provenant d'Europe occidentale. Le 23 avril 1957, le Prix Nobel de la paix et médecin tiers-mondiste Albert Schweitzer lança l'appel d'Oslo contre les essais nucléaires et pour un désarmement atomique, qui rencontra un large écho international. Quelques mois plus tard eut lieu la première marche de Pâques au Royaume-Uni, et une campagne baptisée *Kampf dem Atomtod* fut initiée en Allemagne de l'Ouest. La campagne anti-atomique des pacifistes ouest-allemands fut conduite par un large spectre d'organisations, qui allaient des milieux protestants progressistes aux sociaux-démocrates, aux côtés d'artistes et de scientifiques de renom.

En Suisse, l'appel de Schweitzer, qui avait été signé par des personnalités comme Barth, suscita un débat public nourri<sup>20</sup>. Karl Jaspers, professeur de philosophie à l'Université de Bâle, fit paraître un essai retentissant intitulé *La bombe atomique et l'avenir de l'homme*<sup>21</sup>. Il y soulignait que l'armement nucléaire de l'Ouest était nécessaire. Sans la bombe, le «totalitarisme» se montrerait supérieur militairement et asservirait les démocraties occidentales. En ce sens, l'équilibre de la terreur était la seule option. La lutte des pacifistes de gauche devait donc être rejetée. En revanche, il fallait s'engager pour un accord international entre les grandes puissances, afin de réduire les risques de guerre atomique. Dans un débat à Bâle retransmis à la radio, la professeure de philosophie à l'Université de Genève et membre du PSS Jeanne Hersch, s'appuyant sur l'argumentation de Jaspers, critiqua l'appel de Schweitzer, tandis que le pasteur bâlois Max Geiger, proche de Barth, lui portait la contradiction<sup>22</sup>.

Dans ce contexte international et national où la question atomique devint centrale, les marxistes de Proletarische Aktion, emmenés notamment par Heinrich Buchbinder et Alexander Euler, en collaboration avec des sociaux-démocrates de gauche comme le secrétaire du Syndicat des services publics, Max Arnold, ou le conseiller national valaisan Karl Dellberg, mirent sur pied un Mouvement suisse contre l'armement atomique<sup>23</sup>. Celui-ci fut fondé à Berne, le 18 mai 1958, par une assemblée réunissant quelque 140 personnes.

20. Ficker Stähelin, 2006, p. 121.

21. Jaspers, 1958.

22. Bretscher-Spindler, 1997, pp. 297-298.

23. Heiniger, 1980; Mügglér, 2011.

Une partie significative des dirigeants du PSS se montrèrent d'emblée hostiles à l'essor de cette nouvelle organisation, par anti-communisme et pour éviter toute mise en cause de la défense nationale. Le PSS se trouva dès lors profondément divisé, dans la mesure où une série d'autres dirigeants sociaux-démocrates s'y rallièrent au contraire. Outre Dellberg, qui s'était fait connaître dans les années précédentes pour avoir animé une minorité du PSS opposée à l'augmentation des dépenses militaires, on peut citer Fritz Giovanoli, conseiller d'État bernois, marqué à gauche dans le parti depuis les années 1930, qui devint le président du Mouvement suisse contre l'armement atomique. Giovanoli précisait toutefois que son opposition à la « mort atomique » ne signifiait pas une opposition à la défense nationale en général<sup>24</sup>. En ce sens, comme la plupart des autres militants du PSS engagés dans le mouvement, tel Jules Humbert-Droz, il restait fidèle au programme du PSS de 1935.

En opposition à la ligne défendue par Dellberg, Giovanoli ou Humbert-Droz, Arthur Steiner fut l'un des fers de lance, au sein de la gauche sociale-démocrate, du soutien à l'armement atomique. Steiner était président de l'Union syndicale suisse et conseiller national du PSS, et avait été auparavant le bras droit du dirigeant syndical Konrad Ilg, décédé en 1954. En juin 1958, Steiner sollicita en urgence un entretien avec le conseiller fédéral Feldmann, parce qu'il venait d'apprendre que son collègue Giovanoli avait adhéré au mouvement anti-atomique. Le dirigeant syndical souhaitait en effet discuter avec le ministre conservateur la meilleure manière de lutter contre l'essor du mouvement anti-atomique<sup>25</sup>.

Cette démarche traduit au passage la confiance qui régnait entre les dirigeants syndicaux suisses et des personnalités dirigeantes de la droite dans le cadre de la paix du travail. Durant la même période, Steiner compta du reste parmi les dirigeants de la gauche qui alla le plus loin dans les concessions qu'il se montrait prêt à accorder à la droite, dans le cadre de la grande réforme fiscale qui occupa le parlement entre 1955 et 1958, et qui se solda notamment par une baisse des impôts directs, profitant aux revenus les plus élevés, et par une baisse de l'imposition sur les bénéfiques et les valeurs mobilières<sup>26</sup>. Cette défaite du Parti

24. Cité par Boschetti, 1981, p. 77.

25. Feldmann, *Tagebuch*, 10 juin 1958.

26. Longchamp, 2014, p. 756.



socialiste acheva de convaincre ses dirigeants que la voie hors du gouvernement était infructueuse<sup>27</sup>.

Quelques jours plus tard, Steiner téléphona à nouveau à Feldmann, pour lui demander d'interdire une conférence et une manifestation qui devaient se tenir à Bâle contre l'armement atomique de la Suisse, où étaient notamment attendus Karl Barth, aux côtés du philosophe et mathématicien Bertrand Russell, ainsi que du compositeur britannique Benjamin Britten ou encore de l'écrivain allemand Hans Werner Richter<sup>28</sup>. Le Conseil fédéral, s'appuyant sur la législation qui permettait d'empêcher aux étrangers de prendre position publiquement sur des questions de politique suisse se conforma à l'avis de Steiner et interdit cet événement<sup>29</sup>.

Cette décision fut saluée par la presse de droite, *NZZ* en tête<sup>30</sup>. Abstraction faite d'une partie de la presse de gauche, seul le journal de l'Alliance des indépendants, *Die Tat*, émit des réserves. Feldmann expliqua les critiques de ce journal en invoquant les liens entre son rédacteur, Hans Fleig, et «le trotskiste Buchbinder», liens à propos «de l'intensité desquelles nous sommes parfaitement informés via notre service de renseignement»<sup>31</sup>. Fleig, un journaliste libéral que l'on pourrait qualifier de non conformiste, était, de fait, une des bêtes noires de la droite conservatrice, notamment parce qu'il rendait compte de la situation en Union soviétique sans parti pris anticommuniste et adoptait des positions neutralistes<sup>32</sup>. Plusieurs journaux liés au Parti socialiste appuyèrent également la décision du Conseil fédéral, alors que d'autres, comme la *Berner Tagwacht*, donnaient la parole aux deux tendances au sein du PSS, celles de Steiner et de Giovanoli. L'attitude de la presse dans cette affaire montre une nouvelle fois que, durant les années 1950, la restriction de la liberté d'expression au nom de ce que les milieux dirigeants appelaient la protection de l'État jouissait d'un degré d'acceptation large, y compris dans les rangs de la gauche sociale-démocrate.

Parallèlement à ces démarches auprès de Feldmann, Steiner, en collaboration avec le dirigeant syndical et conseiller national du PSS Robert Bratschi, réunit la signature de 35 dirigeants socialistes

27. *Ibid.*, p. 738.

28. Feldmann, *Tagebuch*, 30 juin 1958.

29. *Ibid.*, 30 juin et 3 juillet 1958, ainsi que : PV du Conseil fédéral, séance du 1<sup>er</sup> juillet 1958, AFS, E 1004.1, vol. 615.

30. Feldmann, *Tagebuch*, 3 juillet et 11 août.

31. *Tagebuch*, 3 juillet 1958 (m. t.)

32. Mario Cortesi, «Halali auf Hans Fleig», *Neutralität*, novembre 1967.

et d'intellectuels, en soutien à une tribune publiée dans la presse de la Fédération des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie (FTMH)<sup>33</sup>. À nouveau, les signataires de cette déclaration étaient très majoritairement alémaniques ; cela inquiéta les éditorialistes de la droite romande, qui exigèrent « plus de clarté » de la part des ténors socialistes francophones<sup>34</sup>.

La « déclaration des 35 » condamnait le mouvement contre l'armement atomique de la Suisse, mettant en garde contre toute entreprise susceptible d'affaiblir le camp occidental. Un tel affaiblissement permettrait en effet aux « oppresseurs de la Hongrie, de l'Allemagne orientale et des autres pays satellites » d'étendre « finalement leur domination sur les nations européennes demeurées libres ». Il s'agissait d'un argumentaire typique de la guerre froide, proche de celui de Jaspers. Parmi les signataires, figurait d'ailleurs son élève Jeanne Hersch<sup>35</sup>. Par ailleurs, l'orientation des 35 signataires fut certainement influencée par l'attitude de la direction du SPD, qui commençait à prendre ses distances avec le mouvement pacifiste *Kampf dem Atomtod*.

S'agissant des enjeux plus spécifiques à la Suisse, l'argumentaire de la « déclaration des 35 » s'appuyait sur une vision idéalisée de la neutralité officielle, soulignant que « si nous sommes sortis intacts de deux guerres mondiales, c'est avant tout parce que notre potentiel militaire a convaincu les agresseurs éventuels qu'une invasion ne constituait pas une opération rentable ». Cela devait justifier d'envisager sérieusement de doter l'armée de la bombe atomique. Toutefois, les 35 signataires admettaient que les protagonistes du mouvement anti-atomique n'avaient pas l'intention secrète de faire le jeu de Moscou ; il s'agissait simplement d'idéalistes péchant par naïveté.

Ce ton relativement modéré contrastait avec l'attitude de la presse liée à la droite, qui amalgamait volontiers le mouvement anti-atomique et les communistes<sup>36</sup>. Le dirigeant du Syndicat des

33. La tribune fut publiée en intégralité par la *Gazette de Lausanne* : « Des personnalités syndicalistes et socialistes prèchent la vigilance, en Suisse, en matière d'armements atomiques », 11 juin 1958.

34. *Idem*.

35. Hersch, *Journal de Genève*, « Mon maître Karl Jaspers », 22 février 1958.

36. *Der Bund*, « Die grossen Köder », 20 octobre 1959. Pour un exemple de tract anti-communiste accusant Buchbinder et le syndicaliste Arnold d'être des agents de Moscou, voir « Unsere Sympathien aber gehören der Sowjetunion », tract de l'Association pour une libre information, présidée par Robert Eibel, non daté, AFS, E 4320 B, 1980/77, vol. 52. Eibel était l'ancien chef du secrétariat d'état-major du général Guisan.

services publics (SSP) Max Arnold, engagé dans le mouvement anti-atomique, était ainsi attaqué par la presse pour ses liens avec Viktor Schiwoff, un secrétaire du SSP qui avait été jugé coupable d'espionnage en faveur de l'ambassade hongroise, sur la base de charges on l'a vu fort ténues<sup>37</sup>. Contrairement à la teneur de la déclaration initiale des «35», une partie de la presse sociale-démocrate reprit cet amalgame, affirmant que le mouvement était manipulé et infiltré par des militants prosoviétiques<sup>38</sup>. Pour étayer cette accusation, les détracteurs du mouvement anti-atomique rappelaient que le pouvoir soviétique avait critiqué l'annonce du Conseil fédéral; le Kremlin faisait valoir, en effet, que la détention de l'armement atomique était incompatible avec la neutralité<sup>39</sup>.

La déclaration des 35 fut saluée par la presse de droite. Comme le remarquait le journal *Arbeiterwort* – animé par les marxistes de Proletarische Aktion et par des membres de leur plateforme unitaire, la Sozialistische Arbeiterkonferenz – un journal comme la *NZZ* ne supportait pas l'idée que puisse émerger en Suisse un courant de gauche radical, pacifiste et antistalinien, et avait trouvé dans cette déclaration un appui précieux<sup>40</sup>. Le ton enthousiaste d'*Arbeiterwort* montre que le petit groupe de la gauche radicale autour de Buchbinder espérait, grâce au mouvement anti-atomique, sortir de l'isolement auquel il avait été réduit depuis les débuts de la guerre froide.

En revanche, pour certains dirigeants de la FTMH, signataires de la déclaration des 35, les liens tissés dans le cadre du partenariat social avec les dirigeants de groupes industriels comme Brown Boveri et Cie (BBC) ont peut-être joué un rôle dans la conviction que l'arme nucléaire était non seulement nécessaire pour la défense nationale de la Suisse, mais aussi pour garantir que la place industrielle helvétique reste à la pointe de la technologie<sup>41</sup>.

Au début de la décennie, Konrad Ilg, dont Steiner était alors le bras droit, avait déjà défendu les exportations d'armes de la Suisse au nom de la défense de l'emploi, au moment où le Conseil fédéral, soucieux de l'image de la neutralité officielle, envisageait de les

37. *Feuille d'avis de Neuchâtel*, «L'Union syndicale suisse et l'infiltration communiste», 9 janvier 1957.

38. Lettre de Rolf Siegenthaler à la rédaction de l'*Arbeiter-Zeitung*, 1<sup>er</sup> mai 1959, AfZ, fonds H. Buchbinder, carton «Schweiz. Bewegung gegen die atomare Aufrüstung, doss. 32-40».

39. Cité par Jeanneret, 2002, p. 487.

40. *Arbeiterwort*, «Bezeichnende Aufregung bei der *NZZ*», août 1958.

41. Wildi, 2005, pp. 70-83.

restreindre. Comme l'écrivait de manière critique l'intellectuel du PST Konrad Farner à ce propos :

Haute conjoncture dans l'industrie d'armement: le syndicat des travailleurs de la métallurgie soutient la politique d'armement par tous les moyens, parce qu'elle rapporte de l'argent. Qu'est-ce donc pour du socialisme?<sup>42</sup>

Reste que l'invocation de la défense des emplois s'imposa bel et bien comme une constante dans le soutien des directions du PSS et de l'USS à l'armée dans l'après-guerre. Ainsi, en 1963, confrontée à la demande de la section genevoise du PSS, qui voulait que le parti s'engage plus fermement pour une réduction des dépenses militaires, la direction proposa de rejeter cette proposition, en argumentant que les dépenses d'armement créaient de nombreux emplois en Suisse et étaient donc « pour partie aussi des dépenses sociales »<sup>43</sup>.

À l'inverse, la police fédérale s'inquiéta des liens entre des dirigeants du mouvement anti-atomique et quelques employés de la BBC, contacts qui semblent avoir été fort limités<sup>44</sup>. Toujours est-il que dans les années 1950, un consensus large était acquis pour soutenir le développement de l'énergie nucléaire civile, même au sein du mouvement anti-atomique; seule l'utilisation militaire du nucléaire faisait alors débat. L'ingénieur et pacifiste zurichois Ernst Schönholzer se retrouvait donc bien isolé, lorsqu'il affirmait que le lien organique entre l'utilisation civile et militaire de la technologie nucléaire devait conduire les pacifistes à une opposition contre l'usage industriel de l'atome y compris<sup>45</sup>. Celle-ci ne prit son essor qu'au début des années 1970.

Face aux pressions qui émanaient notamment de la direction du PSS, les organisations pacifistes réunies au sein du Conseil suisse pour la paix furent d'abord réticentes à rejoindre le mouvement anti-atomique. Elles-mêmes antisoviétiques, elles craignaient de prêter le flanc aux accusations de cryptocommunisme. Les positions affichées dans la revue *Der Aufbau* par le pasteur et pacifiste de longue date Paul Trautvetter étaient à cet égard représentatives. Comme on l'a vu,

42. Lettre de Farner à Alice Herz, non datée [vers 1957], ZB, fonds K. Farner, doss. 172 (m. t.)

43. Cité par Hürlimann, 1985, p. 36 (m. t.)

44. Lettre du service de renseignement du district de Zurich au chef du service de renseignement de la police cantonale de Zurich, 29 août 1958, AFS, E 4320 B, 1980/77, vol. 52.

45. *Neue Wêge*, « Ernst Schönholzer », septembre 1975.

Trautvetter avait quitté le groupe socialiste religieux des *Neue Wege* à la fin des années 1940, car il considérait que le principal rédacteur de cette revue, Hugo Kramer, ne condamnait pas avec assez de fermeté la politique soviétique. Dans *Der Aufbau*, Trautvetter soulignait désormais que le pacifisme devait rejeter tout neutralisme, et se situer clairement dans le camp de la démocratie, c'est-à-dire dans le camp occidental, une prise de position que la *NZZ* aimait à rappeler dans ses colonnes, en citant parfois les éditoriaux de Trautvetter<sup>46</sup>.

Le soutien du CSP au mouvement anti-atomique était pourtant un enjeu important, vu le capital de sympathie et la légitimité dont bénéficiait cette organisation dans la population. Comme le notait Feldmann en août 1958, les « courants défaitistes au sein de l'Église protestante réformée, avant tout la théologie dialectique », s'ils s'alliaient avec les « communistes trotskistes autour de Buchbinder », pouvaient menacer le consensus dont bénéficiait la défense nationale<sup>47</sup>. Il fallut toute l'habileté de négociateur de Humbert-Droz, lui-même ancien pasteur bien introduit dans les milieux de la gauche religieuse en tant que membre du bureau du CSP, pour amener l'association pacifiste à soutenir le Mouvement contre l'armement atomique. Cette décision ne fut toutefois pas prise sans heurt. Les Femmes socialistes et la section suisse des Fédéralistes mondiaux – un groupe créé en 1947 pour promouvoir une fédération des nations sur le plan international, dans le but d'empêcher de nouvelles guerres – suspendirent leur participation au CSP, pour protester contre le soutien au mouvement<sup>48</sup>.

Reste que les milieux pacifistes chrétiens représentèrent un renfort important. Comme le remarquait le rédacteur en chef de *L'Essor*, organe des socialistes chrétiens dans la partie francophone du pays, son journal était en Suisse romande « l'un des rares et peut-être même le seul périodique – la presse communiste mise à part – qui soit encore libre de mener campagne contre l'armement atomique de notre pays »<sup>49</sup>. *L'Essor* suscita notamment le débat parmi les catholiques en adressant une lettre ouverte à l'évêque de Lausanne, Genève et Fribourg, après que ce dernier eut recommandé aux fidèles de soutenir la décision gouvernementale<sup>50</sup>.

46. *NZZ*, « Ein Verwedelungsversuch », 1<sup>er</sup> septembre 1959.

47. *Tagebuch*, 14 juin et 4 août 1958 (m. t.)

48. Heiniger in Rengel, 1995, p. 92.

49. Lettre d'Éric Descoedres à Heinrich Buchbinder, non datée [fin 1958], AfZ, fonds H. Buchbinder, carton « Schweiz. Bewegung... », doss. 32-40.

50. *L'Essor*, « Lettre ouverte à Son Excellence Mgr. François Charrière », 24 octobre 1958.

Pour rassurer le CSP et persuader ses animateurs de rejoindre le mouvement anti-atomique, les dirigeants de celui-ci, Buchbinder en tête, affirmèrent publiquement que les membres du PST n'y étaient pas les bienvenus et qu'un contrôle strict était exercé sur les adhésions. À l'Allemand Walter Menzel, animateur de la campagne *Kampf dem Atomtod*, qui demandait à Buchbinder, à la suite des attaques parues dans la *NZZ*, s'il était vrai que le Mouvement suisse était infiltré par des communistes, Buchbinder le rassura en répondant que ceux-ci n'étaient pas autorisés à y adhérer, et précisa que « la même décision vaut pour les personnes considérées comme "compagnons de route" ou "liées à l'Est" »<sup>51</sup>.

Comme la droite et une partie de la gauche sociale-démocrate n'en continuaient pas moins de voir en Buchbinder un crypto-communiste, Fritz Giovanoli rappela, lors du congrès du PSS de Lucerne en octobre 1958, que le marxiste zurichois avait dénoncé l'État policier soviétique à de nombreuses reprises, s'était opposé à l'invasion de la Hongrie en 1956, et avait été vilipendé, à ce titre, par les dirigeants du PST<sup>52</sup>. Quant à Buchbinder lui-même, il soulignait que la campagne de presse contre le mouvement anti-atomique était « l'expression d'un conformisme si poussé qu'il n'avait pas d'équivalent en Europe »<sup>53</sup>. Cette campagne, ajoutait-il, était inspirée par des individus qui, s'ils avaient aujourd'hui des relais dans des journaux comme la *NZZ*, avaient été dans les années 1930 des frontistes notoires ou des signataires de la pétition des 200. L'idée – on l'a vu en partie fondée – que les anticommunistes de guerre froide étaient les frontistes de la Seconde Guerre allait devenir une des principales réponses des « non-conformistes » de gauche aux attaques de la droite dans les années suivantes ; nous y reviendrons.

En réalité, malgré les assurances données publiquement par Buchbinder et les autres dirigeants de la nouvelle organisation anti-atomique, des communistes prosoviétiques s'y investirent pourtant à titre individuel<sup>54</sup>. Le rapport au communisme sovié-

51. Lettre de Menzel à Buchbinder, 23 septembre 1959, AfZ, fonds H. Buchbinder, carton « Schweiz. Bewegung... », doss. 32-40 » (m. t.)

52. Cette prise de position de Giovanoli est relatée par Buchbinder dans : « Einige weitere Bemerkungen zur Person Heinrich Buchbinder », non datée [vers 1959], AfZ, fonds H. Buchbinder, carton « Politik/Trotzkismus, 1-13 » (m. t.)

53. Buchbinder, « Einige Bemerkungen zum Artikel der *NZZ* "Warnung vor Illusionen" », non daté [1958], AfZ, fonds H. Buchbinder, carton « Politik/Trotzkismus, 1-13 » (m. t.)

54. Ce fut le cas par exemple du militant genevois Pierre Claude – sa participation, une fois révélée, suscita une polémique dans la presse.

tique suscita en outre des débats houleux au sein du mouvement, notamment lorsque certains militants voulurent soumettre au vote de leur comité local des résolutions que d'autres jugeaient trop unilatéralement antisoviétiques. À Bienne, une crise éclata ainsi dans le comité local, qui se solda par une dizaine de démissions, après la mise en échec de la « manœuvre de ceux qui ont voulu en faire un mouvement anticommuniste plutôt qu'anti-atomique », selon l'appréciation d'Arthur Villard, lui-même ancien partisan du prosoviétique Mouvement de la Paix, devenu secrétaire romand du Mouvement contre l'armement atomique<sup>55</sup>. Reste que le mouvement condamna avec fermeté les essais nucléaires soviétiques, qui « mettaient en péril la santé et la vie d'innombrables êtres humains », au même titre que le premier essai français en 1960<sup>56</sup>.

En 1959, bien qu'il fût tenu à l'écart de la campagne anti-atomique, le PST apporta pourtant son soutien à l'initiative populaire lancée par le mouvement, visant à introduire un nouvel article dans la Constitution interdisant « la fabrication, l'importation, le transfert et l'emploi des armes atomiques de toute nature ». Les signatures fournies par le PST et les organisations qui lui étaient apparentées furent comptabilisées à part. Elles représentaient environ un douzième des 73 000 paraphes récoltés à l'échelle suisse, et une proportion plus importante en Suisse romande<sup>57</sup>.

Lorsque la jonction avec les pacifistes du CSP fut opérée, le mouvement anti-atomique prit un essor conséquent, bénéficiant de l'appui de centaines de membres et sympathisants, organisés au sein des comités locaux<sup>58</sup>. Parmi eux, on comptait plusieurs universitaires en vue, comme le professeur de littérature à Genève Marcel Raymond ou de physique à Neuchâtel Jean Rossel, des écrivains comme Friedrich Dürrenmatt et une forte proportion de pasteurs, parmi lesquels Willi Kobe, un pacifiste de la première heure<sup>59</sup>.

55. Lettre de Villard à Buchbinder, non datée [octobre 1958], AfZ, fonds H. Buchbinder, carton « Schweiz. Bewegung..., doss. 32-40 ».

56. Lettre ouverte du Mouvement contre l'armement atomique de la Suisse à l'ambassadeur de l'URSS en Suisse, 2 septembre 1961 (m. t.) et lettre de Max Petitpierre au Mouvement suisse contre l'armement atomique, 15 mars 1960, AfZ, fonds H. Buchbinder, carton « Schweiz. Bewegung..., doss. 32-40 ».

57. Lettre de Rolf Siegenthaler à la rédaction de l'*Arbeiter-Zeitung*, 1<sup>er</sup> mai 1959, AfZ, fonds H. Buchbinder, carton « Schweiz. Bewegung..., doss. 32-40 » et lettre d'Alexis Chevalley au comité national du Mouvement contre l'armement atomique, 11 mars 1959, AfZ, fonds H. Buchbinder, carton « Schweiz. Bewegung..., doss. 32-40 ».

58. Voir la liste des soutiens : « An die Stimmbürger », non daté, AfZ, fonds H. Buchbinder, carton « Schweiz. Bewegung..., doss. 32-40 » ; voir aussi les rapports du Ministère public dans le dossier « H. Buchbinder », AFS, E 430 B, 1980/77, vol. 52.

59. Kobe, 1981 ; Brassel et Leuenberger, 1994.

Dans le seul canton de Neuchâtel par exemple, un comité de patronage en faveur de l'initiative comptait quelque 360 noms, parmi lesquels Jean-Marc Chappuis, rédacteur de *La Vie protestante* et acteur clé de la communauté réformée dans un canton où celle-ci bénéficiait d'un poids important. Le nombre des soutiens paraît ainsi élevé si l'on tient compte de l'opposition du PSS à cette initiative – il est vrai tempérée en l'occurrence par le soutien à l'initiative de sa section neuchâteloise – et de l'ostracisme qui frappait les membres du PST<sup>60</sup>. Dans le même ordre d'idées, 53 intellectuels genevois – parmi lesquels une dizaine de pasteurs et une quinzaine de professeurs d'université – publièrent une déclaration contre l'armement atomique<sup>61</sup>. Celle-ci rappelait que le peuple suisse « est dépositaire d'un héritage spirituel qu'évoquent les noms de Nicolas de Flue et d'Henri Dunant ». La conscience de cet héritage devait amener à refuser « les préparatifs de la guerre totale », au nom « des valeurs essentielles du patriotisme suisse » ; valeurs qui « pour beaucoup d'entre nous [...] découlent d'une volonté d'obéissance à l'Évangile de Jésus-Christ ». Cette démarche était significative si l'on tient compte, là encore, de l'opposition d'une partie de la gauche genevoise au mouvement, ce que regrettait Humbert-Droz dans une lettre au socialiste vaudois André Gavillet :

Tu as vu la déclaration d'intellectuels de Genève. Pas un socialiste parmi les 53, parce que le parti a interdit les actions communes. Les socialistes sollicités ont refusé de donner leur signature. C'est pourquoi les chrétiens sociaux dominent.<sup>62</sup>

De plus, à l'heure où les femmes étaient confrontées à une forte réaction patriarcale qui cherchait à les maintenir à l'écart de la vie politique du pays – comme l'illustrent les résultats de la votation de 1959 sur le suffrage féminin – le Mouvement anti-atomique bénéficia d'un fort investissement de militantes. Cet engagement des femmes dans le mouvement s'explique peut-être en partie par la répartition genrée des domaines d'intervention militants au sein de la gauche, qui les encourageait, depuis plusieurs décennies déjà, à s'investir dans les mobilisations pour la paix<sup>63</sup>.

60. « Comité de patronage recommandant de voter OUI le 31 mars et 1<sup>er</sup> avril 1962 en faveur de l'initiative contre l'armement atomique », BVC, fonds J. Humbert-Droz.

61. *Journal de Genève*, « La Suisse et les armes atomiques », 27 juin 1958.

62. Lettre de Humbert-Droz à Gavillet, 3 juillet 1958, BVC, fonds J. Humbert-Droz.

63. Milani, 2007, pp. 18-23.



Quoi qu'il en soit, des personnalités comme l'écrivaine bâloise chrétienne Ida Frohnmeyer, les pédagogues Elisabeth Huguenin (par ailleurs animatrice d'un centre de consultation pour femmes à Neuchâtel) et Elisabeth Rotten (par ailleurs présidente de la Fédération internationale des communautés d'enfants), les socialistes religieuses alémaniques Millicent Furrer-Proud (retraîtée) et Carmen Weingartner-Studer (bibliothécaire à Bâle), la Vaudoise Élisabeth Clerc, elle aussi bibliothécaire, la chimiste à l'Université de Berne Gertrud Woker ou encore la quakeresse genevoise Hélène Monastier (retraîtée) y jouèrent un rôle important. Lorsque le mouvement anti-atomique lança une initiative populaire, les femmes récoltèrent en parallèle une pétition en sa faveur.

L'engagement de Woker revêt un caractère exceptionnel, car il s'agissait d'une scientifique de pointe, chimiste à l'Université de Berne, à une époque où les femmes étaient presque absentes de la recherche universitaire. Woker apporta son expertise au mouvement en signant plusieurs contributions sur les conséquences sanitaires ou environnementales des explosions atomiques<sup>64</sup>. Plus généralement, les listes de sympathisants du mouvement révèlent l'engagement de nombreuses militantes issues de professions féminisées du tertiaire, en forte croissance numérique dans les années d'après-guerre (secteurs de la santé, de l'enseignement, bibliothèques, etc.).

Celles et ceux qui s'engagèrent dans ce mouvement firent preuve d'une implication souvent très importante. Cela s'explique peut-être par le fait que ces militants étaient habités par le sentiment de s'engager en faveur d'une cause décisive. Comme le mouvement anti-atomique visait, *in fine*, à rien moins que préserver la Suisse de l'apocalypse nucléaire, l'engagement de ses partisans revêtait même parfois une tonalité prophétique, à plus forte raison quand ces derniers avaient des convictions religieuses. Le sentiment qu'un tel engagement pouvait avoir des conséquences décisives à l'échelle nationale, voire internationale, stimulait ainsi le dévouement à la cause. En 1955 déjà, Bonnard, président du Mouvement de la Paix, s'emportait dans une lettre adressée au professeur genevois Marcel Raymond :

C'est vous et moi, ce sont quelques rares intellectuels qui font l'histoire de notre pays et, dans la mesure où un pays compte dans

64. Leitner, 1998, p. 405.

l'histoire des hommes, l'histoire du monde. Nous sommes pour la paix et pour la vie de l'humanité un très faible appui. Mais il vient un moment où le plus léger poids fait pencher la balance. Je crois que nous sommes à un de ces moments-là.<sup>65</sup>

Après l'interdiction du congrès anti-atomique de Bâle en juillet 1958, le professeur Fritz Lieb, dans une lettre ouverte à Feldmann, reprocha à ce dernier de s'appuyer sur des arguties juridiques pour interdire ce rassemblement, alors qu'il en « allait de la vie ou de la mort de l'humanité »<sup>66</sup>. La socialiste religieuse Carmen Weingartner-Studer employait les mêmes termes, parlant d'un engagement décisif pour la vie humaine sur terre<sup>67</sup>. Feldmann, de son côté, se moquait en privé de ces intellectuels engagés dans le mouvement anti-atomique, qui se prenaient pour les « sauveurs du genre humain »<sup>68</sup>.

Aux yeux des dirigeants du PSS, il était urgent de chercher un compromis entre les tendances Giovanoli et Steiner, afin de limiter les tensions qui traversaient le parti. Bringolf allait en effet jusqu'à exprimer la crainte que le PSS n'éclate, tant les deux tendances paraissaient irréconciliables<sup>69</sup>. On peut certes se demander si Bringolf n'exagérait pas le risque d'éclatement du parti, afin de se poser en homme de compromis, dans la mesure où aucune des deux tendances n'envisageaient réellement une scission<sup>70</sup>. En outre, moins de deux ans après ces débats, lors de la fameuse révision programmatique du congrès de Winterthour, les divisions paraissaient relativement aplanies, dans la mesure où le tournant réformiste qui y fut concrétisé ne fut combattu que par une quarantaine de délégués sur 400. La révision programmatique de 1959 fut donc bien moins contestée, à l'interne, que celle de 1935, ou encore que la décision de présenter un candidat au Conseil fédéral en 1943.

Ainsi, lors d'une assemblée des délégués extraordinaire à Lucerne en 1958 – qui prépara le terrain au fameux congrès de Winterthour – la direction, réunie autour de Bringolf, réussit à reprendre

65. Lettre de Bonnard à Raymond, 8 janvier 1955, BGE DM, Papiers Marcel Raymond, Ms. Fr. 6981.

66. « Offener Brief an Herrn Bundesrat Dr. Markus Feldmann », 3 juillet 1958, UB, fonds F. Lieb, doss. Ge33 (m. t.)

67. Lettre de Weingartner à Buchbinder, 27 juillet 1958, AfZ, fonds H. Buchbinder, « Schweiz. Bewegung... », doss. 32-40.

68. *Tagebuch*, 20 octobre 1958 (m. t.)

69. Wolf, 1995, pp. 266-268.

70. C'est ce que remarque Humbert-Droz pour relativiser les propos alarmistes de Bringolf. Voir lettre de Humbert-Droz à André Gavillet, 3 juillet 1958, BVC, fonds J. Humbert-Droz.

la main, en proposant le lancement d'une initiative populaire visant à ce que l'armement atomique de la Suisse soit obligatoirement soumis au suffrage populaire. Comme le constatait Arthur Villard, membre du PSS, « Bringolf est habitué à manier la pâte socialiste » et, « au congrès de Zurich de 1955 déjà [...] je l'avais vu donner la grosse artillerie oratoire pour s'opposer, contre l'avis des camarades romands, à la fixation d'un plafond de 500 millions pour les dépenses militaires »<sup>71</sup>.

Le projet de Bringolf, qui emporta la majorité, représentait une sorte de contre-projet consensuel à l'initiative populaire lancée par le Mouvement anti-atomique. Cependant, le parti restait très divisé puisque le soutien à l'initiative anti-atomique ne fut refusé que par 381 voix contre 294<sup>72</sup>. S'il fut décidé que les sections n'avaient pas le droit de récolter des signatures en faveur de l'initiative anti-atomique, la direction, soucieuse de faire une concession à la forte minorité, retira sa proposition qui consistait à interdire aux membres de signer l'initiative à titre personnel<sup>73</sup>.

La *NZZ* vit dans l'adhésion d'une partie du PSS au mouvement une preuve qu'une fraction importante du parti était incapable de se distancier clairement de la propagande moscovite<sup>74</sup>. Toutefois, contrairement à ce que laissent entendre les attaques du quotidien zurichois, la proposition médiane promue par Bringolf contribua plutôt à affaiblir le mouvement anti-atomique. En effet, une partie non négligeable des militants du mouvement qui étaient liés au PSS, comme Humbert-Droz, étaient d'avis que l'initiative socialiste était suffisante, et plaidèrent à ce titre pour que le Mouvement contre l'armement atomique retire sa propre initiative<sup>75</sup>. Comme les membres de ce dernier décidèrent tout de même de lancer leur projet en faveur d'une interdiction totale de l'armement atomique, certains socialistes démissionnèrent du comité d'initiative, en signe de protestation<sup>76</sup>. Ces socialistes craignaient notamment que

71. Lettre de Villard à Heinrich Buchbinder, non datée [fin 1958], AfZ, fonds H. Buchbinder, « Schweiz. Bewegung... », doss. 32-40.

72. Hans Nägeli, « Ein Spannungsvoller Parteikongress », *Rote Revue*, octobre 1958.

73. Boschetti, 1981, p. 78.

74. *NZZ*, « Warnung vor Illusionen », 25 août 1959.

75. Certains militants socialistes pacifistes rejetaient toutefois cette option; le parlementaire valaisan Dellberg estimait ainsi que le Mouvement anti-atomique devait lancer l'initiative en dépit du projet socialiste. Voir lettre de Karl Dellberg à Humbert-Droz, 21 octobre 1958, BVC, fonds J. Humbert-Droz.

76. C'est le cas par exemple de Jean Treina, conseiller d'État à Genève, voir sa lettre à Heinrich Buchbinder, BVC, fonds J. Humbert-Droz. L'influent Giovanoli se retira également du comité du mouvement, pour les mêmes raisons.

le texte de l'initiative, qui demandait une interdiction des *moyens* de lancement de l'arme atomique, soit une manière détournée de s'attaquer à la défense nationale au sens large<sup>77</sup>.

Durant la campagne, les milieux bourgeois se voulurent rassurants, affirmant que la Suisse ne se doterait que d'ogives tactiques, des armes dont la dimension défensive était conciliable avec la neutralité, de même qu'avec une éthique chrétienne bien comprise<sup>78</sup>. Le professeur à l'université et colonel Dominique Rivier, vantant les progrès technologiques rapides en matière d'armement atomique, évoquait ainsi « l'explosif nucléaire à base d'hydrogène, utilisable pour les explosions atomiques de petit calibre et n'entraînant aucune retombée radioactive »<sup>79</sup>.

L'initiative anti-atomique fut finalement rejetée le 1<sup>er</sup> avril 1962 par 537 138 voix (65,2 %) contre 286 955, avec une participation de 55,6 %. Quatre cantons l'acceptèrent pourtant, sans surprise en Suisse latine. Parmi ces derniers, Vaud venait en tête avec 63,7 % de votes favorables, puis Genève, Neuchâtel et le Tessin. Quant à l'initiative du PSS, pour laquelle le parti mena une campagne timorée, elle fut rejetée le 26 mai 1963 à 62,2 % du corps électoral<sup>80</sup>.

Malgré ces échecs électoraux, le mouvement se prolongea sous la forme des marches de Pâques, dont la première fut organisée en avril 1963 entre Lausanne et Genève, réunissant environ un millier de personnes. Toutefois, après la votation de 1962, la question atomique perdit de son importance en Suisse. En effet, dès la fin de l'année 1962, la détente sur le plan international fut marquée par d'importants traités de désarmement<sup>81</sup>. En 1963, le Traité de Moscou interdit les essais atomiques dans l'atmosphère, événement qui incita les autorités helvétiques à mettre en sourdine leur propre projet atomique. Ces dernières se heurtaient aussi à des difficultés pratiques de taille, notamment à la quasi-impossibilité

77. Lettre de Fritz Giovanoli à Jules Humbert-Droz et Max Arnold, 17 octobre 1958, BVC, fonds J. Humbert-Droz.

78. Brechbühl, 2003 ; Graf, 2009.

79. *Gazette de Lausanne*, « Pour ou contre l'initiative atomique. Il est dangereux de légiférer dans l'inconnu », 24 mars 1962.

80. L'acceptation de l'initiative du PSS par la population vaudoise, par une majorité moins nette que le projet du mouvement anti-atomique (59 % contre 63,7 l'année précédente), alors que ce dernier était nettement plus audacieux, illustre le soutien moindre dont bénéficia l'initiative socialiste en termes militants. Voir Jeanneret, 2002, p. 488. Il est vrai que la crise des missiles de Cuba, intervenue quelques mois avant le vote sur la deuxième initiative, contribue sans doute aussi à expliquer ce résultat.

81. Wollenmann, 2004.

de procéder à un essai nucléaire en Suisse, vu l'exiguïté du territoire. Officiellement, c'est en 1977 que l'option atomique fut enterrée, lorsque le gouvernement ratifia le Traité de non-prolifération des armes nucléaires.

Toutefois, comme on le verra dans la troisième partie de cette étude, les marches de Pâques, centrées plus largement sur la lutte pour la paix, devinrent, dès 1963, un lieu de politisation pour une nouvelle génération, dont les militants apprenaient le b.a.-ba de l'action politique, au contact de personnalités plus âgées, comme Buchbinder, figure du mouvement anti-atomique. Parmi ces nouveaux venus qui jouèrent bientôt un rôle dans les mobilisations de 1968, on peut citer Olivier Pavillon en Suisse romande, futur secrétaire de la Ligue marxiste révolutionnaire ou Anne-Catherine Menétray, future députée du PST dans le canton de Vaud ; en Suisse alémanique, on peut évoquer le jeune universitaire marxiste Arnold Künzli, ou encore le protestant Hansjörg Braunschweig, qui devint une des figures du pacifisme suisse dans les années 1970-1980<sup>82</sup>. Les mouvements sociaux contre la construction de centrales nucléaires dans les années 1970 furent aussi marqués par l'esprit pacifiste de la génération précédente, comme en témoigne le nom que s'est donné le principal d'entre eux, « l'action non violente Kaiseraugst ».

Les préoccupations du mouvement anti-atomique étaient également représentatives du nouveau climat politique du début des années 1960, marqué par l'essor des préoccupations tiers-mondistes. Plusieurs de ses animateurs, dont Buchbinder, participèrent par exemple, en 1962, à « l'assemblée d'Accra, le monde sans la bombe », présidée par le président ghanéen Kwame Nkrumah, qui revendiquait son appartenance au mouvement des non-alignés depuis l'indépendance du pays en 1957<sup>83</sup>. Pour ces raisons, on peut dire que le mouvement anti-atomique de la fin des années 1950 fut un précurseur des mobilisations des « années 1968 ». Avant celles-ci, il fut en tout cas le premier mouvement social indépendant de la direction du PSS, à émerger dans la Suisse de l'après-guerre.

82. Voir respectivement Jeanneret, 2002, p. 490; Sidler, 2006, p. 199; Meier, 2002, pp. 110-113.

83. Voir les documents dans le fonds Buchbinder, AfZ, carton « Antiatombewegung, doss. 41-50 ». Au début des années 1960, le régime de Nkrumah prit une tournure de plus en plus autoritaire, qui ne sembla pas décourager les participants suisses à l'assemblée d'Accra.

**DE L'INTERVENTION SOVIÉTIQUE EN HONGRIE****À LA RECHERCHE D'UNE NOUVELLE GAUCHE**

Si la mort de Staline conduisit à un mouvement de détente sur le plan international, dont les effets sur la politique intérieure de la Suisse furent limités, l'invasion de la Hongrie par l'armée soviétique en 1956, qui provoqua plus de 2500 morts côté hongrois, entraîna une nouvelle vague d'anticommunisme dans le pays. Le rédacteur en chef de la libérale *NZZ* appela à limiter la liberté d'expression si cela était nécessaire pour venir à bout de la « cinquième colonne » communiste<sup>84</sup>.

Le climat devint d'autant plus passionnel que la conjonction des crises de Budapest et de Suez ravivait la psychose de guerre, comme à l'époque du conflit en Corée<sup>85</sup>. L'Alliance des Indépendants, de même que certains conseillers nationaux du PSS comme Arthur Schmid, demandèrent une rupture des relations diplomatiques avec l'URSS<sup>86</sup>. Le conseiller national Bringolf téléphona également à Feldmann et plaida pour une condamnation de l'intervention soviétique par le Conseil fédéral ; idée à laquelle Feldmann s'opposa toutefois, en faisant valoir qu'une telle prise de position nuirait à l'image de la neutralité officielle, et renforcerait ceux qui attendaient, en parallèle, une déclaration de la Suisse contre l'intervention en Égypte<sup>87</sup>.

Le PSS était d'autant plus disposé à attiser l'antisoviétisme après l'intervention militaire en Hongrie qu'il avait mis en garde, avant cette date, contre les illusions qui consistaient à penser que le régime politique de l'URSS avait été modifié en profondeur après la mort de Staline et suite au rapport Khrouchtchev (février 1956) dénonçant les crimes du « petit Père des peuples » et le culte de la personnalité du dictateur<sup>88</sup>. Quant à la droite, elle percevait l'insurrection hongroise avec sympathie, dans la mesure où elle voyait dans ce mouvement un élan vers le « monde libre »<sup>89</sup>. Sur ce dernier point, les analyses étaient plus nuancées dans les rangs socialistes. Humbert-Droz, secrétaire du parti et représentant de l'aile gauche, analysa ainsi les ressorts de l'insurrection :

84. Bretscher, 1956, p. 10.

85. Feldmann, *Tagebuch*, 6 novembre 1956.

86. Bretscher-Spindler, 1997, pp. 190-194.

87. Feldmann, *Tagebuch*, 4 novembre 1956.

88. Johann Wolfgang Brügel, « Die Entstalinisierung bei den Satelliten », *Rote Revue*, août 1956.

89. Georges Rigassi, *Gazette de Lausanne*, « La Hongrie entre Moscou et l'Occident », 12 janvier 1957.

Les conseils ouvriers ont joué, dans le développement des événements de Hongrie, un rôle essentiel [...] Si le gouvernement [Imre] Nagy, d'abord, puis le gouvernement [János] Kadar avaient voulu s'appuyer sur la classe ouvrière et gagner sa confiance, c'est sur les conseils ouvriers qu'ils auraient dû baser leur pouvoir. [...] La bureaucratie est incapable de détruire elle-même ses privilèges et de transformer le Régime d'en haut.<sup>90</sup>

Dans la première décennie d'après-guerre, en dépit des crimes de plus en plus indiscutables du stalinisme, le rappel des victoires de l'Armée rouge contre le nazisme justifiait encore, aux yeux de certains intellectuels compagnons de route du PST, de rester fidèles à l'URSS et à son organisation sœur en Suisse. En 1953, Konrad Farner avait tenu un discours lors de l'assemblée annuelle de l'Association Suisse-URSS, dans lequel il insistait sur l'idée que la fidélité à l'Union soviétique devait s'enraciner dans la mémoire de Stalingrad<sup>91</sup>. En 1955, André Bonnard – qui venait de recevoir le Prix Staline international pour la Paix – se posait de même en admirateur inconditionnel du dictateur. Le professeur lausannois affirmait ainsi tenir « le petit Père des peuples » pour « un des plus grands hommes de notre temps. Il a fait une révolution nécessaire dans son pays, il a gagné une guerre défensive et qui nous a sauvés nous aussi, il a bâti une vaste construction pacifique. »<sup>92</sup> L'invasion de la Hongrie porta un coup sévère à cette argumentation, déjà ébranlée quelques mois plus tôt par le rapport Khrouchtchev. La posture du compagnon de route fut dès lors décrédibilisée en Suisse comme partout en Europe occidentale, ce que symbolisa, en France, la rupture de Sartre avec le PCF<sup>93</sup>.

La condamnation des communistes suisses et des personnalités suspectées de cryptocommunisme était donc plus que jamais à l'ordre du jour. La *NZZ* conclut une tribune dénonçant l'intervention soviétique en signalant que Konrad Farner, l'un des intellectuels du PST les plus en vue, spécialiste d'histoire de l'art et d'histoire du christianisme, vivait à Thalwil près de Zurich, « à la Mühlebachstrasse 11 »<sup>94</sup>.

90. *La Sentinelle*, « La dissolution des conseils ouvriers en Hongrie », 13 décembre 1956.

91. « Stalingrad als Symbol », discours de Konrad Farner à la dixième assemblée annuelle de Suisse-URSS, 28 février 1953, ZB, fonds K. Farner, doss. 101.5.

92. Lettre de Bonnard à Marcel Raymond, 8 janvier 1955, Papiers M. Raymond, BGE DM, Ms. fr. 6981.

93. Birchall, 2011, p. 251.

94. *NZZ*, « Die Krise in der PdA », 7 novembre 1956 ; Walser, 2007, pp. 38-44.

Ainsi désigné à la vindicte publique par la principale tribune de la droite libérale, Farner reçut des coups de téléphone anonymes durant la nuit et sa maison fut barbouillée de graffitis anticommunistes<sup>95</sup>. Quelques jours après ces événements, il raconta à un ami :

On [les manifestants anticommunistes devant la maison de Farner] tapait aux portes et on essayait d'envahir la maison, on jetait bien sûr des pierres ; l'après-midi déjà, on avait houspillé mes enfants ; dans le village, on avait planté des pancartes pour faire peur aux habitants de Thalwil qui consentiraient à nous vendre des denrées alimentaires [...]. Oui, on parle bien là de la paisible Suisse.<sup>96</sup>

Farner partit se réfugier avec sa famille dans le Tessin<sup>97</sup>.

Comme souvent à contre-courant, les marxistes antistaliniens de *Proletarische Aktion*, tout en soutenant l'insurrection hongroise, prirent la défense de Farner, soulignant eux aussi que l'ambiance à Thalwil rappelait les persécutions de l'Allemagne nazie<sup>98</sup>. La *NZZ* se félicita en revanche de la fuite de « l'idéologue en chef du parti », ajoutant qu'« en tant que Suisses, nous sommes d'avis que Konrad Farner ne devrait avoir nulle part dans le pays l'occasion de poursuivre ses activités. »<sup>99</sup> De fait, au Tessin, des associations anticommunistes distribuèrent à nouveau des tracts dénonçant la présence de l'intellectuel du PST au Sud des Alpes<sup>100</sup>. Lorsque Farner rentra à Thalwil l'année suivante, de nouvelles manifestations se produisirent devant sa maison<sup>101</sup>.

Les attaques contre Farner n'étaient qu'une des manifestations de la vague anticommuniste de 1956. Des associations d'étudiants et des groupes de jeunesse liés à des partis de droite organisèrent

95. Une dizaine d'années plus tard, l'auteur de l'article paru dans la *NZZ* donnant l'adresse de Farner à Thalwil, Ernst Bieri, exprima en privé ses regrets pour avoir choisi de publier cette information. Voir lettre de Walter Matthias Diggelmann à K. Farner, 1<sup>er</sup> décembre 1965, ZB, fonds K. Farner, doss. 169.

96. Lettre de Farner à Franz Keller, 13 décembre 1956, SSA, fonds F. Keller, Ar. 128.2 (m. t.)

97. Lettres de Farner à Ingeborg Djacenko, 20 juin 1957 et à Klara Fassbinder, 23 juillet 1957, ZB, fonds K. Farner, respectivement doss. n° 169 et 170.

98. *Arbeiterwort*, « Hexenjagd gegen Kommunisten », février 1957.

99. *NZZ*, « Der Chefideologe der PdA reist ab », 21 novembre 1956 (m. t.). L'année suivante, un débat fut pourtant mené dans les colonnes du journal pour savoir si les milieux anticommunistes n'étaient pas allés trop loin dans ces attaques contre des militants comme Farner. Voir « Gespräch über die Bekämpfung des Kommunismus », 14 août 1957 et « Was geschah in Thalwil? », 19 août 1957.

100. Tract « Questo dr. Farner che si trova nel nostro Comune », Azione « Uomini liberi », non daté, ZB, fonds K. Farner, doss. n° 14.

101. Lettre de Farner au Verlag der Kunst, Dresde, 28 octobre 1957, ZB, fonds K. Farner, doss. n° 14.



des manifestations devant les locaux du PST, et les vandalisèrent souvent. Le magasin de lingerie et vêtements tenu par Lydia Woog, la femme du dirigeant Edgar Woog, fut également caillassé, et cette dernière dut mettre la clé sous la porte<sup>102</sup>. Plusieurs dizaines de militants syndicaux membres du PST – qui avaient échappé aux vagues d'exclusion précédentes – furent chassés de la Fédération suisse des ouvriers sur métaux et horlogers (FOMH) et d'autres syndicats. La *NZZ* se félicita de cette « deuxième épuration » menée par l'USS, après celle de 1948, qui avait été accomplie en réaction à la prise du pouvoir communiste en Tchécoslovaquie<sup>103</sup>. Les événements de Hongrie furent en effet un coup très dur pour le PST, avant tout en Suisse alémanique où ce dernier, déjà marginalisé dans la vie politique, fut réduit à l'état de quasi-groupuscule. Farner notait qu'il était « en Suisse alémanique quasiment le dernier intellectuel » qui restait membre du parti<sup>104</sup>.

Les pressions à l'épuration anticommuniste étaient omniprésentes dans les milieux intellectuels. Denis de Rougemont déclara que le « communiste actuel, plus encore que le fasciste, est un malade mental, ou s'il est sain d'esprit, c'est un criminel en puissance », et appela à la dissolution des partis prosoviétiques d'Europe occidentale, ainsi qu'à l'exclusion des intellectuels communistes de toutes les associations culturelles<sup>105</sup>. Or, après la mort de Staline, de timides collaborations avaient été esquissées entre certaines associations et des intellectuels prosoviétiques. Ainsi, à Zurich, sur proposition du jeune écrivain communiste Alfred A. Häslér – qui se fit connaître quelques années plus tard par la publication d'un ouvrage critique sur la politique d'asile du gouvernement suisse durant la guerre – la Société suisse des écrivains (SSE) avait signalé dans l'agenda du bulletin adressé à ses membres les conférences organisées par l'association Kultur und Volk, un groupement culturel lié au PST<sup>106</sup>. Après les événements de Budapest, cette collaboration fut dénoncée par la presse, et Häslér accusé d'avoir adopté le comportement typique d'un agent soviétique essayant de rallier des intellectuels naïfs à sa cause<sup>107</sup>. Ces accusations ne tenaient pas

102. Walser, 2007, pp. 24-26.

103. *NZZ*, « Gewerkschaften und PDA », 5 décembre 1956 (m. t.) Sur les exclusions de la FOMH, voir Jeanneret, 1983, p. 56, ainsi que Degen in Boillat *et al.*, 2006, p. 225.

104. Lettre de Farner au Verlag der Kunst, Dresde, [non datée, vers 1957], ZB, fonds K. Farner, doss. n° 52 (m. t.)

105. Rougemont, « Oserons-nous encore? », *Journal de Genève*, 6 novembre 1956.

106. Niederer, 1994, pp. 200-204.

107. *NZZ*, « Schriftsteller in falscher Bewegung », 24 novembre 1956.

compte de ce que l'écrivain venait de quitter le PST en raison de son opposition à l'intervention militaire en Hongrie.

Il est vrai que la vague anticommuniste de 1956 ne s'embarrassait pas de nuances : ainsi, Arthur Villard, l'enseignant qui avait été licencié de son poste près de Bienne au début des années 1950 en raison de ses sympathies communistes, fut à nouveau attaqué par la presse, alors même qu'il avait condamné l'intervention militaire décidée par Khrouchtchev, proposant que le parlement bernois vote une résolution contre les interventions à Budapest et à Suez<sup>108</sup>. Des photos de Villard parues dans le journal furent brûlées au cours d'une manifestation anticommuniste à Bienne, et l'enseignant reçut plusieurs menaces de mort par lettres anonymes<sup>109</sup>.

La Société suisse des écrivains fut sommée par la presse d'exclure de ses rangs les auteurs prosoviétiques, sur le modèle de ce qui était en train de se passer ailleurs en Europe occidentale, par exemple en Autriche, où tous les sympathisants communistes membres du PEN-Club en furent chassés<sup>110</sup>. Les écrivains Hans Zbinden et Maurice Zermatten, qui présidaient l'association, lancèrent un ultimatum au professeur Bonnard, le menaçant d'exclusion s'il ne condamnait pas publiquement l'intervention soviétique. Ce dernier répondit qu'il ne céderait pas, refusant de donner son opinion sur les événements de Budapest :

Une société d'écrivains suisse, tirant argument d'une conception toute personnelle que sa direction se fait de la « dignité de l'écrivain », somme l'un de ses membres de formuler un jugement – dont le contenu lui est implicitement dicté – sur un événement international dont il n'a même pas, dans l'état actuel de notre information, la possibilité de connaître dans quelles conditions il s'est produit, encore moins d'en interpréter le sens.<sup>111</sup>

Pour autant, malgré ses ambiguïtés sur la Hongrie, Bonnard bénéficiait d'une certaine popularité dans les milieux intellectuels

108. *Bieler Tagblatt*, « Die Woche », 22 décembre 1956 ; lettre de Villard à l'Ambassade de l'URSS à Berne, 7 novembre 1956, SSA, fonds A. Villard, Ar. 133.20

109. Selon son témoignage, voir « Quelques données avant le procès de Fribourg », 25 mars 1966, SSA, fonds A. Villard, Ar. 133.

110. Kroll, 2009, p. 356.

111. Cette lettre, ainsi que la réponse de Bonnard et la réplique des deux auteurs furent publiées en intégralité dans le *Journal de Genève*, « Le dossier de l'affaire », 23 mars 1957. D'autres lettres concernant cette affaire furent également publiées dans *Contacts*, n° 26, mars 1957.

suisses, après le procès de 1954 qui était apparu comme une procédure maccarthyste, tant les charges retenues contre lui étaient faibles. L'écrivain social-démocrate Jakob Bührer prit ainsi sa défense, affirmant qu'en un temps où la guerre entre l'Ouest et l'Est menaçait, il était dangereux d'attiser la haine entre les camps par des ultimatums comme celui qu'avaient lancé Zbinden et Zermatten<sup>112</sup>. Bonnard reçut aussi le soutien de Max Frisch, qui expliqua qu'on ne pouvait obliger un citoyen à prendre une position publique sur les événements internationaux, qu'il s'agisse de l'intervention en Hongrie ou du régime de Franco<sup>113</sup>. Quant à Edmond Gilliard, il annonça qu'il démissionnerait de l'association si Bonnard en était exclu<sup>114</sup>. Quelques mois plus tard, au moment où l'émotion suscitée par les événements de Hongrie était retombée, le comité de l'association renonça à demander l'exclusion de l'helléniste vaudois<sup>115</sup>.

La prise de position de Bonnard affirmant qu'il était impossible de juger le sens de la révolution hongroise montre que le professeur lausannois était influencé par la propagande soviétique. Celle-ci cherchait en effet à persuader les sympathisants communistes d'Europe occidentale que l'insurrection relevait d'un complot orchestré par les puissances de l'Ouest, alliées aux nostalgiques de la dictature de Miklós Horthy. Ainsi, en France, l'intellectuel du PCF Roger Garaudy estimait que le fait de présenter la révolution hongroise comme un mouvement de libération nationale était une « pure invention » de la « presse capitaliste », et une « contre-vérité absolue »<sup>116</sup>. Les manifestations anticommunistes organisées en France par l'extrême droite contre l'intervention soviétique ne firent que conforter les intellectuels communistes les plus orthodoxes dans l'idée d'un complot réactionnaire visant à instaurer la « terreur blanche » en Hongrie<sup>117</sup>.

Jusqu'à un certain point, ces thèses inspirées par la propagande de Moscou susciterent l'adhésion des dirigeants et des membres du

112. Niederer, 1994, pp. 202-204.

113. Frisch, « La dignité des écrivains suisses », *Gazette de Lausanne*, 4 juin 1957.

114. Bays et Corajoud, 2010, p. 273.

115. *Journal de Genève*, « Le comité de la Société des écrivains suisses renonce à proposer l'exclusion de M. André Bonnard », 11 avril 1957; « Les écrivains suisses se sont réunis au Tessin », 3 juin 1957.

116. Garaudy cité par Kroll, 2009, p. 239. Après avoir propagé les mensonges de la propagande stalinienne, Garaudy endossa ceux du négationnisme d'extrême droite dans les années 1980. Voir Cédelle, 2012.

117. Robrieux, 1984, p. 475.

PST<sup>118</sup>. L'avocat Jean Vincent affirma ainsi, dans la *Voix ouvrière*, que l'insurrection avait été déclenchée par des éléments contre-révolutionnaires, tout en nuancant son propos en soulignant que le dirigeant hongrois Mátyás Rákosi – qui se qualifiait lui-même de « meilleur élève de Staline » – avait aussi commis des erreurs<sup>119</sup>. Après l'intervention soviétique, Vincent souligna ainsi pour relativiser le caractère criminel de la répression militaire :

Il faut bien que de très lourdes fautes aient été commises, des fautes capitales, dans tous les domaines, économique, politique, moral aussi (oui, moral...) pour que l'intervention de l'armée soviétique ait été jugée nécessaire en Hongrie.<sup>120</sup>

Pourtant, les ténors du PST prirent quelque distance avec le pouvoir soviétique après 1956, sentant bien que la survie de leur organisation en dépendait. Si les dirigeants du PCF se montrèrent fort réticents face la déstalinisation initiée par le rapport Khrouchtchev, les dirigeants du PST firent preuve à ce titre d'une ouverture plus grande. Ils s'inspirèrent d'une conception qui avait été développée parmi les intellectuels du PCI après l'intervention soviétique de 1956, valorisant une voie italienne vers le communisme, indépendante des diktats de l'Union soviétique, une notion qui fut bientôt reprise par le secrétaire du parti italien, Palmiro Togliatti<sup>121</sup>. Dans les années précédentes, les partis communistes avaient certes dénoncé toute idée de « voie nationale » vers le socialisme dans le souci de se démarquer du régime de Tito, mais en 1955, la réconciliation entre Khrouchtchev et le maréchal yougoslave permit de se réapproprier cette notion, comme le fit Togliatti ou certains dirigeants du PST.

Certains militants s'accrochèrent certes au PST en adhérant aux thèses complotistes véhiculées par un Garaudy en France, mais d'autres y demeurèrent pour des raisons plus subtiles. La vague d'anticommunisme qui se déchaînait en Suisse les amenait à penser qu'il aurait été lâche d'abandonner l'organisation dans un tel moment. L'écrivain Yves Velan expliquait par exemple à son ami Debluë qu'il n'était pas ques-

118. Dans son autobiographie, le militant du PST zurichois Franz Rueb, âgé de 23 ans en 1956, explique qu'il avait adhéré à la théorie d'un complot occidental en Hongrie et soutenu à ce titre l'intervention militaire soviétique, ce qui l'avait conduit à se brouiller avec des amis. Voir Rueb, 2009, p. 53.

119. Cité par Jeanneret, 2002, pp. 128-129.

120. Vincent, « Après Varsovie et Budapest. Ce que nous avons à dire... », *Voix ouvrière*, 30 octobre 1956.

121. Kroll, 2009, pp. 491-493; Jeanneret, 2002, pp. 125-126.

tion pour lui de quitter le parti au moment où ses camarades étaient « abreuvés de crachats et d'injures » : « L'amitié ce n'est pas d'être avec ses amis quand ils ont raison, mais d'être avec eux quand ils ont tort. »<sup>122</sup> De surcroît, aux yeux de l'écrivain vaudois, il semblait possible de réformer le parti de l'intérieur : « L'agression russe, je la dénonce au sein de mon propre parti. » Le poète engagé Gaston Cherpillod nourrissait les mêmes espoirs et resta également membre du PST<sup>123</sup>.

Si cette fidélité de quelques intellectuels au PST fut plus marquée en Suisse romande qu'en Suisse alémanique, c'est aussi parce que dans la partie francophone du pays, l'organisation gardait un ancrage populaire. On peut l'expliquer en rappelant l'influence de la vie politique française – où le PCF demeurerait une organisation de masse – de même que l'apport des forces nicolistes issues de la social-démocratie, qui avaient irrigué le parti lors sa création. L'anti-intellectualisme et l'ouvriérisme qui marquaient souvent les discours de la direction du PST avaient été en quelque sorte intégrés par les intellectuels du parti, et étaient invoqués pour justifier une fidélité persistante à l'organisation, malgré le coup de tonnerre hongrois : « Car ne te fais pas d'illusion », expliquait Velan à Debluë, « quand tu dis à un manoeuvre qui pour sa femme et ses trois gosses touchent 450 fr. par mois que l'intervention russe est un crime, il faut qu'il te respecte beaucoup ou qu'il ait très peur de toi pour ne pas t'envoyer sur les roses. »<sup>124</sup> Velan dénonçait enfin l'hypocrisie des professions de foi anticommuniste de 1956 :

Personne autant que moi ne déplore la stupide et criminelle agression soviétique. Mais que je sache, je ne t'ai jamais vu protester en presse bourgeoise contre les massacres malgaches, la guerre d'Algérie ou Franco tout simplement. Pourquoi [...] cette vertueuse indignation contre le monde moderne, justement quand les Russes sont impliqués ?<sup>125</sup>

L'écrivain resta membre du PST jusqu'en 1958, moment où le soutien du parti aux exécutions des communistes hongrois qui s'étaient solidarisés avec l'insurrection, parmi lesquels Imre Nagy

122. Lettre d'Yves Velan à Henri Debluë, 18 décembre 1956, BCUL, fonds H. Debluë, carton de correspondance n° 2.

123. Cherpillod, 1970, p. 94.

124. Lettre de Velan à Debluë, 18 décembre 1956, BCUL, fonds H. Debluë, carton de correspondance n° 2.

125. *Ibid.*, 14 décembre 1956.

et Pál Maléter, doucha définitivement ses espoirs d'une réforme du PST de l'intérieur. Velan ne fut pas le seul militant pour lequel ces exécutions représentèrent la ligne rouge que n'avait pas été l'intervention soviétique de 1956. Aux démissionnaires neuchâtelais du parti, auteurs d'une lettre ouverte contre la condamnation de Nagy et Maléter, la *Voix ouvrière* avait répondu :

Ces protestataires [...] nous paraissent oublier l'extrême gravité des faits dont se sont rendus coupables Imre Nagy et les siens en cherchant à faire passer leur pays dans le camp du capitalisme [...] nous nous refusons en tout cas quant à nous à tout ce qui pourrait être interprété comme un geste de solidarité avec les intrigues impérialistes.<sup>126</sup>

Quant à Cherpillod, il demeura au PST malgré ces exécutions, mais c'était faute de mieux, car l'écrivain soutenait en parallèle les tentatives de refondation à gauche, comme il l'écrivait en 1959 :

J'estime qu'il faut soutenir les efforts en vue de la création – d'ici quelques années au plus – d'un parti socialiste de gauche en Suisse. Le POP dont je demeure membre pour l'instant ne me paraît plus apte à lui seul à faire rayonner le socialisme révolutionnaire.<sup>127</sup>

La dénonciation d'une indignation à deux vitesses face aux événements de Hongrie, telle qu'on la trouve chez Velan, fut une réaction fréquente parmi les personnalités de gauche qui, quoique non partisans du régime soviétique, ne voulaient pas céder aux sirènes de l'anticommunisme<sup>128</sup>. Un pacifiste protestant comme René Bovard en Suisse romande affichait de telles positions :

Parmi ceux qui condamnent l'intervention de l'armée en Hongrie, combien y en a-t-il qui protestent avec la même vigueur contre les 500 000 soldats français envoyés en Algérie ?<sup>129</sup>

126. *Voix ouvrière*, «Après l'exécution d'Imre Nagy», 24 juin 1958. Parmi ces démissionnaires à Neuchâtel, citons Francis Berthoud, René Meylan et Gilbert Vuilleme. De même, les deux rédacteurs genevois de la *Voix ouvrière* Maurice Ducommun et Marc Nerfin quittèrent également le PST à cette date.

127. Lettre de Cherpillod à Arthur Villard, 29 décembre 1959, SSA, fonds A. Villard, Ar. 133.2. Certains intellectuels, comme l'écrivain Jacques Chessex, quittèrent le parti sur la pointe des pieds après la Hongrie. Voir Rauber, 2000, p. 233.

128. C'est le cas de Sartre en France. Voir Birchall, 2011, pp. 251-252.

129. Bovard, *Contacts*, décembre 1956; on retrouve une réflexion analogue sous la plume de Georges Haldas, Maurice Chappaz ou encore Jean-Luc Seylaz, cités par: Marc Nerfin, «Les intellectuels romands et la Hongrie», *Voix ouvrière*, 1<sup>er</sup> décembre 1956.

Pour ne pas apporter de l'eau au moulin de l'anticommunisme de droite, certaines personnalités de gauche, quoique non communiste, choisirent même de se taire face aux événements de Hongrie. Ce fut l'attitude adoptée par Barth, qui précisait que les communistes d'Europe occidentale sauraient tirer seuls les conséquences de ces événements: « *“Why is Karl Barth silent about Hungary?”* Je n'avais alors rien répondu », écrivit-il deux ans plus tard pour expliquer son silence d'alors, « de toute évidence, ce n'était pas une question franche. Elle émanait d'un astucieux politicien de l'Ouest qui cherchait, à la manière des politiciens, à tendre un piège à un adversaire, voulant soit me contraindre à professer son anticommunisme primaire, soit démasquer en moi un cryptocommuniste, afin de me discréditer en tant que théologien. Que pouvais-je répondre ? »<sup>130</sup>

Pour autant, les événements de Hongrie ébranlèrent aussi des personnalités de gauche non liées au PST, mais qui avaient cherché à résister à l'anticommunisme après 1948, en gardant des liens avec l'Est et en promouvant les échanges culturels entre la Suisse et l'URSS. En Suisse alémanique, on a vu que ces milieux étaient en particulier regroupés autour de deux revues: *Zeitdienst* et *Neue Wege*. S'agissant des *Neue Wege*, le périodique des socialistes religieux, rappelons que des scissions s'étaient déjà produites au sein de ce courant dans les années précédentes, car la ligne impulsée par le journaliste Hugo Kramer était considérée par certains disciples de Ragaz comme trop complaisante à l'égard de l'URSS. Une nouvelle division se produisit au sein du cercle des amis des *Neue Wege* en raison des divergences sur l'attitude à adopter face à la crise hongroise, compliquées par des tensions interpersonnelles<sup>131</sup>.

Une nouvelle fois, le débat se cristallisa autour de la question morale de la fin et des moyens, on l'a vu lancinante dans les milieux protestants de gauche. Nombre de pacifistes protestants, même s'ils rejetaient l'anticommunisme dominant, cessèrent de se laisser influencer par l'argumentation des communistes. Celle-ci soulignait que le recours à des moyens violents – l'intervention militaire soviétique – se justifiait, car ils étaient mis au service d'une fin juste – le maintien du pouvoir soviétique en URSS, contre les tentatives de déstabilisation inspirées par l'Ouest.

130. Barth, 1958; trad. fr. 1959, p. 10.

131. Lettre de Carmen Weingartner-Studer à Hugo Kramer, 3 décembre 1956; lettre de R.[?] H.[?] Jeanneret à Hugo Kramer, 5 février 1957, SSA, fonds H. Kramer, 123.2; Carmen Weingartner-Studer, Albert Böhler, « Erklärung der Redaktion », *Neue Wege*, décembre 1956.

Pourtant, certains adhéraient encore aux justifications des communistes, même dans les rangs pacifistes protestants. Rosemarie Barth, belle-fille de Karl Barth et elle-même protestante de gauche, écrivait ainsi de manière représentative au professeur bâlois Fritz Lieb à propos de la crise hongroise :

J'aimerais bien voir si des soldats américains, arme nucléaire à disposition, resteraient spectateurs au cas où un soulèvement communiste se déroulait à Bonn, attisé par la propagande russe. Quant à la manière dont les Russes ont pour le moment combattu, Peter Schmid la décrit en tant que témoin dans la *Weltwoche*, qui n'est bien sûr en rien un organe communiste. De toute évidence, les Russes, durant les premiers jours, n'ont pas tiré de manière indiscernée sur des passants, si bien que les combattants de la liberté, lorsque la situation devenait trop chaude pour eux, pouvaient disparaître parmi la population civile.<sup>132</sup>

Au sein des *Neue Wege*, même si Kramer condamna l'intervention en Hongrie, certains n'admettaient plus sa volonté de continuer à collaborer avec des proches du PST, par exemple avec Theo Pinkus, animateur de la revue *Zeitdienst*<sup>133</sup>. Mais pour Kramer, il n'était pas question d'interrompre cette collaboration, car cela aurait représenté un alignement sur la campagne de « dénigrement terroriste de type anticomuniste » à laquelle les « sociaux-démocrates de droite et les dirigeants syndicaux » participaient « avec encore plus de passion que les “patriotes” et “démocrates” bourgeois »<sup>134</sup>. Plus que jamais, après l'intervention soviétique, l'Ouest devait chercher l'apaisement vis-à-vis de l'Est. Autrement dit, moins le bloc occidental exercerait de pression sur l'URSS, moins les dirigeants soviétiques montreraient de méfiance face à la déstalinisation : si l'intervention soviétique devait certes être condamnée, Kramer faisait toutefois valoir que Khrouchtchev n'aurait pas réagi aussi brutalement si la droite hongroise, alliée à des agents de l'Ouest, n'avait pas cherché à instrumentaliser la révolte populaire<sup>135</sup>.

Quant à Theo Pinkus, qui éditait *Zeitdienst* et qui avait dans les années précédentes montré de la complaisance face à la stalinisa-

132. Lettre de Rosemarie Barth à Fritz Lieb, [?] novembre 1956, UB, fonds F. Lieb, doss. Aa 38 (m. t.)

133. Lettre de Carmen Weingartner-Studer à Hugo Kramer, 3 décembre 1956; Hugo Kramer, « Weltrundschau », *Neue Wege*, janvier 1957.

134. Hugo Kramer, « Weltrundschau », *Neue Wege*, décembre 1956 (m. t.)

135. *Idem*.



tion dans les démocraties populaires et les procès truqués orchestrés par Moscou, il condamna cette fois-ci l'intervention soviétique en Hongrie, tout en restant membre du PST<sup>136</sup>. Un voyage quelques mois auparavant dans la République magyare, durant lequel il avait rencontré des étudiants opposés à la ligne de Rákosi au sein du Parti communiste hongrois, l'avait convaincu que ces militants n'étaient pas des éléments contre-révolutionnaires, mais des socialistes sincèrement engagés en faveur de la déstalinisation<sup>137</sup>. Le PST en Suisse alémanique était devenu si faible qu'il toléra la position de Pinkus; ses dirigeants n'avaient plus ni les moyens, ni sans doute le cœur, à restaurer la discipline de parti par le biais d'exclusions, comme ce fut le cas lors des crises précédentes, par exemple lors du virage anti-titiste de 1948<sup>138</sup>.

Ainsi, les événements de Budapest et de Suez contribuèrent de manière décisive au processus de maturation qui allait conduire à l'émergence d'une nouvelle gauche. Si Budapest symbolisait la faillite du modèle soviétique, Suez fut perçu par nombre de militants progressistes comme le symbole du ralliement des dirigeants de la social-démocratie à l'impérialisme occidental. C'était en effet un gouvernement dirigé par un membre de la SFIO, Guy Mollet, qui prit la direction de cette intervention contre le gouvernement de Nasser. Celle-ci se doublait d'une ligne de plus en plus répressive impulsée par le gouvernement social-démocrate français face aux revendications indépendantistes algériennes, attitude qui se heurtait à l'incompréhension de nombre de militants de gauche, en Europe occidentale comme en Suisse: « Misérable gouvernement Mollet, une honte pour le socialisme », écrivait ainsi Hugo Kramer fin 1956<sup>139</sup>.

La guerre d'Algérie devint un sujet de débat d'autant plus important pour la gauche helvétique que le pays, surtout sa partie francophone, accueillit de nombreux partisans du FLN qui risquaient la prison en France. Comme le remarquait le jeune sociologue tiers-mondiste Jean Ziegler, dans un article paru en Suisse alémanique, Genève était devenue un « petit Alger au bord du Rhône »<sup>140</sup>.

136. *Zeitungsdienst*, F. K. [Franz Keller], « Fixe Ideen », 24 novembre 1956.

137. Lüscher et Schweizer, 1987, pp. 296-300.

138. Vuilleumier, 1993, pp. 84-85.

139. « Weltrundschau », *Neue Wege*, décembre 1956 (m. t.)

140. « "Klein-Alger" am Rhonstrand », *Weltwoche*, 25 mars 1960 (m. t.); sur l'activité des Algériens pro-FLN en Suisse, voir Carron, 2013, pp. 296-305 et Andersson, 2016, pp. 145-152.

À Zurich aussi, en 1956, les membres du groupe marxiste autour de Buchbinder firent l'objet de perquisitions policières, car ils étaient suspectés, de manière infondée, de planifier de concert avec quelques réfugiés algériens en Suisse un attentat contre l'ambassade de France à Berne<sup>141</sup>. Suite à cette perquisition, ces militants répliquèrent dans leur journal qu'en tant que marxistes, ils étaient opposés à une action terroriste contre l'ambassade de France, parce que celle-ci vaudrait comme une forme de substitution stérile à l'auto-activité des victimes du colonialisme<sup>142</sup>.

Il est vrai en revanche que la Quatrième Internationale, à laquelle était lié le petit groupe Proletarische Aktion, soutenait le FLN, et que Buchbinder et ses camarades venaient en aide au secrétaire général du Mouvement national algérien, Moulay Merbah, réfugié en Suisse, qui fut expulsé suite aux perquisitions policières de 1956. À la fin de la décennie, pour élargir les activités de solidarité avec le peuple algérien, les militants de Proletarische Aktion fondèrent un comité Suisse-Algérie, qui réunit 50 personnes lors de son assemblée de fondation<sup>143</sup>.

Quant au PST, certains de ses militants menèrent des activités clandestines en faveur des indépendantistes algériens, à l'image de Jean Mayerat, arrêté à la frontière franco-suisse en possession d'exemplaires du journal du FLN édité en Suisse, *El Moudjahid*, et condamné par les autorités françaises à une peine d'une année de prison<sup>144</sup>. Bien que la direction du parti fût irritée de cet événement, car elle souhaitait évoluer dans le cadre d'activités strictement légales, le PST se montrait favorable à l'indépendance algérienne, même si les méthodes violentes du FLN étaient envisagées avec méfiance. L'orientation du PST était dans tous les cas plus claire que celle du PCF, empêtré dans son soutien critique à la politique de Mollet, depuis qu'en mars 1956, le parti avait voté, au parlement français, les pouvoirs spéciaux octroyés au gouvernement.

Preuve que la politique de la SFIO au pouvoir suscitait le désarroi dans les rangs de la social-démocratie helvétique, la Jeunesse

141. Feldmann, *Tagebuch*, 10 juillet 1956; Hug, 2010; Jules Humbert-Droz, « Indépendance algérienne et police suisse », *La Sentinelle*, 19 juillet 1956.

142. *Arbeiterwort*, « Ein "Algerienkomplott" in Zürich », juillet 1956.

143. Le comité était en outre doté de deux secrétariats, l'un à Berne chez Alexander Soldenhoff, l'autre dans le canton de Vaud chez Michel Contat; ce dernier était membre du Mouvement démocratique des étudiants (MDE) et éditeur, avec la journaliste d'origine belge Marie-Madeleine Brumagne, d'un Bulletin d'information anticolonialiste.

144. Jeanneret, 2002, p. 137. La gauche marxiste et anarchiste menait aussi de telles activités. Voir Bösiger, 1992, p. 96.

socialiste adopta, en 1956 déjà, une résolution condamnant la politique coloniale de Mollet<sup>145</sup>. Edmond Privat, un socialiste religieux membre du PSS, cessa également sa collaboration régulière au quotidien socialiste *Le Peuple*, pour protester contre la ligne d'un quotidien qui, en 1956, s'abstenait de critiquer la politique française en Algérie, par loyauté à l'égard de Mollet. Ainsi, le secrétaire du PSS Humbert-Droz se vit censurer, par la rédaction du *Peuple*, un article qui condamnait la politique de Mollet en Algérie, puis un deuxième à *La Sentinelle*, qui critiquait la décision du même Mollet d'intervenir à Suez<sup>146</sup>. Comme l'écrivait le responsable de *La Sentinelle*, Lucien de Dardel, à Humbert-Droz pour lui expliquer cette décision :

D'accord que Guy Mollet ne soit pas le socialiste de tes rêves – ni même des miens. Mais gaffons-nous, nous sommes tout de même liés à eux, à leur destin. Dans le parti, en Suisse romande, il est impossible de ne pas tenir un juste compte de ces choses.<sup>147</sup>

Humbert-Droz dénonçait aussi, à l'interne, ce qu'il percevait comme le racisme d'une partie des militants socialistes solidaires du gouvernement français :

Il me semble que la rédaction de *La Sentinelle* juge très différemment les mêmes actes de brigandage contre les combattants de la liberté [...] selon que les victimes sont des Européens [en référence à la Hongrie] ou des peuples de race « inférieure ». <sup>148</sup>

Le malaise crût d'autant dans les rangs socialistes lorsque éclata l'affaire René Dubois, du nom du procureur de la Confédération, par ailleurs premier socialiste à occuper ce poste. Dubois se suicida en 1957, après que ses liens avec la police et les services secrets français, tissés aux fins d'une collaboration anti-FLN et à l'encontre des principes officiels de neutralité, eurent été révélés. De fait, Dubois faisait lui aussi partie des socialistes suisses qui

145. Le militant français André Marty, qui venait d'être exclu du PCF, écrivit à Humbert-Droz pour lui demander copie de cette résolution des JSS, lettre du 3 mai 1956, BVC, fonds J. Humbert-Droz.

146. Lettre de Humbert-Droz à Daniel Norman, 22 octobre 1956, BVC, fonds J. Humbert-Droz.

147. Lettre de Dardel à Humbert-Droz, 15 novembre 1956, *idem*.

148. Lettre de Humbert-Droz à Camille Brandt, 12 novembre 1956, BVC, fonds J. Humbert-Droz.

estimaient que le combat de Mollet contre le FLN – perçu comme islamique réactionnaire, allié du dictateur égyptien Nasser et adoptant des méthodes terroristes – était légitime, comme préalable à la recherche d'une solution négociée à la question algérienne<sup>149</sup>.

Sur la question algérienne aussi, l'anticommunisme des dirigeants du PSS nourrissait la méfiance vis-à-vis des revendications indépendantistes. Cette préoccupation transparait par exemple dans la prise de position du socialiste de Winterthour Martel Gerteis, publiée dans la revue théorique du parti en juillet 1958, à laquelle s'ajoutait un ton paternaliste à l'égard de la population algérienne, symptomatique de l'influence du discours colonialiste sur une partie de la gauche suisse :

Ce serait une erreur, dans ce cas également, d'endosser le ton de la propagande communiste et de parler d'une « guerre de libération de l'Algérien exploité contre l'exploiteur français ». Ici aussi, nous faisons face à un tableau d'une grande variété et personne ne peut contester [...] que les Français ont accompli beaucoup en Algérie. La France pourrait vraisemblablement vivre sans l'Algérie, non l'Algérie sans la France (ou sans un autre investisseur).<sup>150</sup>

En 1958, dans un contexte où les répercussions de la guerre d'Algérie en Suisse étaient de plus en plus manifestes, se produisit au sein de la SFIO une scission, sur les bases d'une opposition à la politique de Mollet en Algérie<sup>151</sup>. Celle-ci donna naissance au Parti socialiste autonome (PSA) – future composante du Parti socialiste unifié (PSU) dès 1960. Ce processus de recomposition de la social-démocratie française suscita de nombreux débats dans les rangs de la gauche helvétique, et renforça les aspirations à la création d'une nouvelle gauche parmi les militants les plus critiques de la loyauté du PSS envers Mollet. Plusieurs militants socialistes suisses se solidarisèrent ainsi avec les démissionnaires ou exclus de la SFIO, notamment, à La Chaux-de-Fonds, un groupe autour du bibliothécaire social-démocrate Fernand Donzé. Celui-ci invita Vincent Auriol et André Philip pour des conférences dans cette ville et plaida pour que *Le Peuple* et *La Sentinelle* « abandonnent défini-

149. Holenweg, 1995, p. 75.

150. « Liquidation des Imperialismus », *Rote Revue*, juillet 1958 (m. t.)

151. Voir la lettre de Vincent Auriol, fondateur du Parti socialiste autonome, « à de nombreux dirigeants étrangers », dont Heinrich Buchbinder, 16 juillet 1959, AfZ, fonds H. Buchbinder.

tivement leur politique ambiguë de ménagement de la SFIO », et reconnaissent le PSA comme le principal partenaire des socialistes suisses en France<sup>152</sup>.

Le Parti socialiste vaudois finit également par se désolidariser de la politique de Mollet et offrit même une aide financière au jeune PSA<sup>153</sup>. Sous la pression de ces militants critiques de la politique de Mollet, le *Peuple* et *La Sentinelle* infléchirent leur ligne, et Humbert-Droz put y publier des articles dénonçant les exactions de l'armée française en Algérie, ainsi que la censure en métropole :

Nous avons critiqué les communistes qui acceptent avec indulgence [...] la terreur stalinienne [...] c'est avec une indignation plus grande encore que nous condamnons la torture tolérée, sinon ordonnée, par le gouvernement Guy Mollet.<sup>154</sup>

Quelques mois plus tard, mise sous pression par une partie de sa base, ce fut au tour de la direction du PSS d'évoluer vers une position plus ferme de condamnation de la politique répressive française en Algérie, même si le PSS ne se prononçait pas explicitement pour l'indépendance du pays<sup>155</sup>. Cette évolution fut facilitée, dans la mesure où le dilemme entre la loyauté à l'égard du socialiste français Mollet et les principes anticoloniaux du parti avait été surmonté par l'arrivée au pouvoir d'un nouveau gouvernement, présidé par le radical Félix Gaillard.

La guerre d'Algérie – couplée à la question anti-atomique – contribua donc au renforcement d'un courant de gauche minoritaire au sein du PSS, animé en particulier par une partie des sections romandes et par la JSS. Sur la question algérienne comme sur la problématique anti-atomique – deux champs d'interventions où les réseaux militants se recoupaient – l'aile gauche du PSS apparaissait toutefois plus active en Suisse romande qu'en Suisse alémanique. À la fin des années 1950, dans la partie germanophone du pays, les sections du PSS semblaient plus marquées par l'évolution vers le centre-gauche du SPD, symbolisée par le

152. Copie d'une lettre de Fernand Donzé à Vincent Auriol, 20 juillet 1959, AfZ, fonds H. Buchbinder; Loyse Renaud Hunziker, «Hommage à Fernand Donzé», <http://www.psmne.ch>, consulté en août 2014; Hirsch, 1979, pp. 43-46.

153. Wicki, 2007, pp. 123-124.

154. Humbert-Droz cité par Holenweg, 1995, p. 91.

155. *La Sentinelle*, «Le comité central du PSS a pris plusieurs décisions dans sa séance de samedi», 31 août 1959.

congrès de Bad Godesberg, que par l'essor d'une nouvelle gauche à la française<sup>156</sup>. Hors du PSS, la guerre d'Algérie contribua aussi en Suisse romande à la politisation d'étudiants de gauche, qui fondèrent à Lausanne – un terrain, on l'a vu, favorable à l'engagement progressiste de jeunes intellectuels depuis la fin des années 1940 – le Mouvement démocratique des étudiants (MDE)<sup>157</sup>. À l'image du Mouvement contre l'armement atomique de la Suisse, le MDE contribua à former certains des cadres de la nouvelle gauche post-1968.

Dès la fin de l'année 1956, des initiatives furent prises pour la fondation d'une nouvelle gauche qui ne fût ni dépendante de l'URSS ni ambiguë vis-à-vis du colonialisme. Bien sûr, l'idée d'une troisième voie – ni prosoviétique ni sociale-démocrate atlantiste – était dans l'air depuis le début de la guerre froide. Elle avait donné lieu à plusieurs expérimentations politiques dans les pays où, contrairement à la petite Suisse, la masse critique était suffisante, par exemple en Italie autour de la tendance animée par Pietro Nenni, que des sociaux-démocrates de gauche en Suisse érigeaient en exemple. De Suisse, ces mêmes militants critiques avaient suivi avec intérêt un débat comme la querelle du neutralisme, déclenchée en France en 1951, lorsque l'universitaire Etienne Gilson avait signé une tribune en sa faveur dans *Le Monde*<sup>158</sup>. Dans l'Hexagone, la variante progressiste du neutralisme selon laquelle, face à la guerre froide, la gauche n'avait pas à choisir son camp et devait élaborer ses propres perspectives fut endossée par le journal *France Observateur* (futur *Nouvel Observateur*), notamment animé par le journaliste Claude Bourdet, qui participa à la fondation du PSU en 1960. Les personnalités de gauche qui, en Suisse, ne se satisfaisaient ni de l'atlantisme social-démocrate ni d'un alignement sur l'URSS se revendiquaient ainsi volontiers de la tendance « Bourdet-Observateur », à l'image de Heinrich Buchbinder en Suisse alémanique ou Henri Debluë et Yves Velan en Suisse romande, pour ce dernier

156. Pour une prise de position en faveur du tournant de Bad Godesberg publiée dans la revue théorique du PSS au moment des débats précédant le congrès, voir l'article de Gerhard Weisser, lui-même membre de la commission programmatique du SPD : « Das Programm der SPD », *Rote Revue*, janvier 1958 ; pour la révision programmatique en Suisse, voir Hans Oprecht, « Sinn und Bedeutung der Programmrevision SPS », *Rote Revue*, avril 1959.

157. Jeanneret, 2005, pp. 43-84.

158. Pour une réception des idées neutralistes de Gilson en Suisse alémanique de la part d'un intellectuel ayant démissionné du PST, voir lettre de Xaver Schnieper à Annemarie Schnieper, non datée [vers 1953], SL, fonds X. Schnieper, doss. 177.

après son départ du PST en 1958<sup>159</sup>. Dans le même ordre d'idées, certains observaient avec intérêt l'évolution de jeunes intellectuels communistes regroupés autour du journal *Clarté*, engagé pour la déstalinisation et contre la guerre d'Algérie, en opposition à la ligne de la direction du PCF. À Bienne, Arthur Villard édita ainsi un bulletin du même nom, qui revendiquait l'influence des communistes hétérodoxes français<sup>160</sup>.

Ces débats sur une troisième voie pour une nouvelle gauche étaient stimulés, de manière plus générale, par l'effervescence politique dans ce qu'on appelait alors le tiers-monde – de la guerre de libération en Algérie à la révolution cubaine de 1959 – et par l'essor du mouvement des non-alignés. À ce titre, les quelques liens tissés entre des étudiants africains engagés en faveur des indépendances et des étudiants membres ou sympathisants de groupes progressistes comme le MDE jouèrent un rôle dans un phénomène de politisation encore tâtonnant<sup>161</sup>. Pour la première fois après 1956, ce qui relevait de tendances plus ou moins latentes au sein de la gauche helvétique fit donc l'objet de tentatives de concrétisation politique<sup>162</sup>.

Ces initiatives de refondation politique s'appuyèrent en particulier sur les militants qui avaient quitté le PST après l'intervention en Hongrie, dont certains opérèrent une jonction avec les marxistes, socialistes religieux ou syndicalistes de gauche actifs à Bâle et Zurich. Dans ces deux cantons, où les départs du PST avaient été nombreux, une plateforme unitaire à la gauche du PSS fut ainsi mise sur pied, à l'initiative de communistes démissionnaires comme Emil Arnold et Fritz Heeb. Arnold – le conseiller national bâlois qui avait fait de la prison quatre ans plus tôt pour avoir mis en doute la neutralité officielle de la Suisse – et Fritz Heeb – un avocat zurichois militant du PST depuis sa fondation – avaient d'abord cherché, dans le sillage du rapport Khrouchtchev, à impulser une orientation plus indépendante de l'URSS au sein du PST, espérant en quelque sorte ranimer le parti de 1945, celui qui avait préexisté au tournant jdanovien de guerre froide. Arnold et Heeb

159. Lettre de Heinrich Buchbinder à Walter Menzel, 23 septembre 1959, AfZ, fonds H. Buchbinder, carton «Politik/Trotzkismus, Doss. 1-13»; lettre d'Yves Velan à Henri Debluë, 28 février 1954, BCUL, fonds H. Debluë, carton de correspondance n° 2.

160. Lettre de Gaston Cherpillod à Villard, 29 décembre 1959, SSA, fonds A. Villard, Ar. 133.2.

161. Pavillon, 2005, p. 11.

162. Jeanneret, 1983, pp. 78-89.

faisaient valoir que, dans la mesure où le pouvoir communiste était à présent consolidé en Russie, la solidarité avec les autorités soviétiques ne s'imposait plus comme un devoir absolu<sup>163</sup>. Mais avant même les événements de Hongrie, qui allaient doucher ces espoirs de réformes, ces militants se heurtèrent à la résistance de la direction du parti qui percevait avec méfiance toute prise de distance par rapport à l'URSS<sup>164</sup>.

Emil Arnold quitta l'organisation deux mois avant l'invasion de la Hongrie<sup>165</sup>. Avec certains parmi les militants sortis du PST après l'intervention soviétique, comme Hans Anderfuhren, ainsi que des rédacteurs de la revue *Zeitdienst*, ils rejoignirent le groupe autour de Buchbinder, dans l'intention de jeter les bases d'une nouvelle organisation de gauche. Ces derniers le reçurent d'autant plus chaleureusement que le projet de s'élargir au-delà des rangs marxistes-trotskistes avait été adopté au début des années 1950, en réaction à l'isolement qui frappait Proletarische Aktion (PA) à l'orée de la décennie<sup>166</sup>.

Cette tentative d'élargissement s'était concrétisée sous la forme du Sozialistischer Arbeiterbund (SAB), une plateforme d'action cherchant à regrouper des socialistes et syndicalistes de gauche, comme le président du Syndicat des services publics (SSP), Max Arnold<sup>167</sup>. Le SAB n'était pas à proprement parler un parti et tolérait à ce titre la double appartenance de ses membres; Max Arnold était ainsi membre du PS à Zurich. Le SAB rencontra un certain écho au début des années 1950, lorsqu'il lança, à Bâle et à Zurich, des initiatives pour l'introduction d'un salaire minimum légal. Celles-ci furent combattues par le PSS et l'USS, qui privilégiaient les conventions collectives de travail signées branche par branche entre employeurs et syndicats. Malgré cette opposition, ces initiatives réunirent, en votation, 35 % des voix à Zurich en 1953, et 40 % à Bâle en 1954<sup>168</sup>.

Au moment où Emil Arnold et ses camarades rejoignirent le SAB, le groupe issu de PA était lui-même en train de se scinder en

163. Heeb, «Réflexions sur un tournant (Intervention à la séance du Comité central du PST, le 3 juin 1956)», *Socialisme*, septembre 1956.

164. Edgar Woog, «Réponse à des réflexions», *Socialisme*, septembre 1956.

165. Lettre ouverte d'Emil Arnold au Parti du travail de Bâle, 2 septembre 1956, copie disponible dans: AfZ, fonds H. Buchbinder, carton «IV Internationale, Trotzkismus».

166. Heinrich Buchbinder, «Ein kameradchaftliches Wort zum Artikel von Emil Arnold "Budapest und wir"», *Arbeiterwort*, décembre 1956.

167. Le Sozialistischer Arbeiterbund (SAB) était issu, en 1951, de la Sozialistische Arbeiterkonferenz, qui fut rebaptisée SAB dès 1952. Cette organisation éditait le journal *Arbeiterwort*.

168. Voir les articles parus dans la revue *Arbeiterwort*, numéros d'avril et juillet 1954.



deux tendances, selon un processus de différenciation entre nouvelle gauche et extrême gauche que l'on retrouve dans les pays voisins à la fin des années 1950 et au début des années 1960. Ces deux tendances collaboraient toutefois sans problème au sein du SAB. D'un côté, un petit noyau militant attaché aux perspectives marxistes révolutionnaires de PA, regroupé autour du Zurichois Jost von Steiger. Cette option n'excluait pas pour autant un travail unitaire au sein du SAB, faute de pouvoir construire une organisation marxiste large. Toutefois, le SAB était qualifié de «centriste», au sens que Trotsky donnait à ce terme, soit une organisation oscillant entre un cours réformiste et révolutionnaire<sup>169</sup>. De l'autre côté, autour de Buchbinder, se développait une tendance qui estimait que le regroupement unitaire du SAB était la perspective principale, sur le modèle du projet élaboré par les partisans de la nouvelle gauche autour de Bourdet en France, et que le projet d'une organisation marxiste comme PA dans le SAB n'était plus d'actualité.

Une deuxième vague de départ du PST après la condamnation à mort de Nagy et des communistes rénovateurs de Hongrie en 1958 donna également l'impulsion pour une tentative de fondation d'une nouvelle gauche dans la partie romande du pays, à Bienne, autour d'Arthur Villard, et à Neuchâtel, autour d'Yves Velan notamment<sup>170</sup>. Ces militants avaient estimé nécessaire de fonder une nouvelle gauche plutôt que de rejoindre le PSS, car «au bout de la social-démocratie, il y a toujours le mollétisme, sous une forme ou sous une autre», comme l'expliquait l'avocat René Meylan, un des animateurs du groupe à Neuchâtel<sup>171</sup>. Ce dernier expliquait alors que les développements internationaux avaient influencé le projet d'une nouvelle gauche en Suisse :

Nous nous réclamons d'un courant international qui est en train de se développer. Il se distingue du stalinisme et du néo-stalinisme d'une part, de la social-démocratie d'autre part. [...] Il est représenté notamment par l'Union de la Gauche Socialiste en France, par le Parti socialiste italien (Nenni), par la gauche bevaniste en Angleterre [du nom d'Aneurin Bevan, animateur d'un courant de gauche au sein du Labour], par les amis de l'hebdomadaire

169. PV de l'assemblée de Proletarische Aktion, Zurich, 15 janvier 1957, SSA, fonds J. von Steiger, Ar. 155.12.2.

170. Spira, 2008.

171. René Meylan, «La politique de la NGS», *Cahiers de la Nouvelle Gauche*, mars 1959.

«La Gauche» en Belgique, par le Parti socialiste pour la paix en Hollande, par le Parti socialiste des travailleurs au Danemark, par certains éléments du parti social-démocrate allemand, ouvrier polonais, communiste yougoslave, par le puissant Parti socialiste de gauche d'Israël et par le Parti Baath dans les pays arabes ; on le retrouve aussi, plus ou moins distinct, dans les mouvements de libération nationale en Afrique.<sup>172</sup>

Les groupements de la nouvelle gauche en Suisse romande collaborèrent avec le SAB, mais la taille réduite de ces organisations ne permit pas de surmonter réellement le fédéralisme helvétique et la barrière linguistique pour construire une organisation nationale commune<sup>173</sup>. Cela n'empêcha pas la *NZZ* de s'inquiéter des tentatives de regroupement d'une nouvelle gauche au niveau national, qui semblait susciter des sympathies dans le milieu étudiant<sup>174</sup>. Pourtant, en Suisse alémanique, la méfiance accumulée dans les années précédentes entre des militants comme Arnold – formés à l'anti-trotskisme virulent du PST – et les membres de PA compliquait l'élaboration d'un projet politique commun.

Des divergences divisaient en outre les membres de ce regroupement sur plusieurs questions de politique internationale<sup>175</sup>. Pouvait-on encore placer des espoirs dans le camp socialiste après les événements de Hongrie ou est-ce que l'URSS était devenue un régime irrémédiablement autoritaire ? La tentative des autorités polonaises – mises sous pression par une vague de protestations ouvrières – de s'émanciper de la tutelle soviétique, impliquant le retour au pouvoir de Władysław Gomułka qui en avait été écarté après 1948, était ainsi discutée dans les rangs du SAB, pour savoir s'il s'agissait d'une réelle évolution vers un socialisme démocratique<sup>176</sup>.

172. *Idem*.

173. Blaise Duvanel, « Une nouvelle étape », *Cahiers de la Nouvelle Gauche*, 13 novembre 1959.

174. *NZZ*, « Ein Marxist an der Spitze der Schweizer Studenten », 27 février 1961.

175. PV de l'assemblée de Proletarische Aktion, Zurich, 15 janvier 1957, SSA, fonds J. von Steiger, Ar. 155.12.2 ; lettre de Walter Düringer-Bretschinger à « plusieurs camarades du SAB », 26 février 1957, AfZ, fonds H. Buchbinder, carton « SAB... ».

176. Lettre de Heinrich Buchbinder à l'ambassade de Pologne en Suisse, 23 janvier 1957, AfZ, fonds H. Buchbinder. Les partisans d'une nouvelle gauche en Suisse romande suivaient aussi avec intérêt la situation en Pologne. L'écrivain H. Debluë, par exemple, s'entousiasmait du retour de Gomułka, estimant qu'en Pologne, désormais, « les points de vue marxiste, catholique, existentialiste se confrontent absolument librement. [...] La Pologne synthétise peut-être l'Est et l'Ouest », lettre à Georges Haldas, 12 mai 1957, BGE DM, papiers G. Haldas, classeur de correspondance 1956-1958.

Dans le même ordre d'idées, certains militants se demandaient si le modèle chinois pouvait représenter une alternative à l'autoritarisme soviétique. Parmi ceux qui avaient démissionné du PST après 1956, plusieurs évoluèrent ainsi vers des positions prochinoises, ce qui suscitait la méfiance d'une partie des militants du SAB, qui estimaient que la Chine maoïste présentait des traits autoritaires rappelant ceux de l'URSS, d'autant plus que les dirigeants chinois avaient critiqué le rapport Khrouchtchev et la déstalinisation. L'invasion militaire du Tibet en 1959 – par ailleurs soutenue par le PST – n'améliora pas l'image de la Chine populaire parmi des militants helvétiques déjà sceptiques à l'égard du pouvoir maoïste. Jusqu'à un certain point, la solidarité avec la lutte de libération nationale en Algérie était aussi une source de divisions, dans la mesure où certains militants de la nouvelle gauche se montraient réticents à soutenir le FLN, en raison de son recours à des actions terroristes, quand d'autres les considéraient au contraire comme moyens légitimes; de plus, l'antagonisme au sein du mouvement algérien entre le FLN et les partisans du Mouvement national algérien (MNA) était une source de débat parmi les sympathisants de la cause algérienne.

Au-delà de ces divisions, si les tentatives de refondation politique initiées à la fin des années 1950 demeurèrent minoritaires au sein de la gauche helvétique, c'est surtout parce que le contexte politique restait marqué par le reflux du mouvement ouvrier et le conservatisme de guerre froide. Les groupes de la nouvelle gauche fondés à la fin des années 1950 ne connurent donc pas de réel essor et ne profitèrent que marginalement des énergies issues d'une nouvelle génération politisée. Il fallut attendre une dizaine d'années pour que le processus de refondation à gauche initié à la fin des années 1950 soit irrigué par l'essor des nouveaux mouvements sociaux de 1968.

Face à la stagnation des organisations de la nouvelle gauche en Suisse avant 1968, la tentation fut donc grande d'un retour dans le giron du PSS. La Nouvelle Gauche neuchâteloise fut ainsi dissoute en juillet 1963, et une partie importante de ses membres rejoignirent le Parti socialiste, à commencer par René Meylan, qui estimait pourtant quelques années auparavant qu'« au bout de la social-démocratie, il y a toujours le mollétisme »<sup>177</sup>. L'organisation unitaire SAB subsista

177. « La politique de la NGS », *Cahiers de la Nouvelle Gauche*, mars 1959.

jusqu'à la fin des années 1960, mais ne connut pas non plus d'essor significatif. Après 1968, certains de ses animateurs, comme Buchbinder ou Alexander Euler, rejoignirent eux aussi le PSS, au sein duquel ils devinrent des parlementaires écoutés. Les quelques militants de PA parties prenantes de ce regroupement unitaire adhèrent pour la plupart à la Ligue marxiste révolutionnaire. D'autres militants enfin, surtout parmi les anciens du PST, rejoignirent les Progressive Organisationen der Schweiz (POCH), une organisation communiste tiers-mondiste, ou des groupes prochinois.

## **PARTIE III**

# **L'ÉMERGENCE D'UNE NOUVELLE GÉNÉRATION À GAUCHE (1962-1968)**



## L'EUROPE OCCIDENTALE DES ANNÉES 1960

**A** lors que le début des années 1960 coïncida avec une nouvelle montée des tensions de guerre froide – qui culminèrent avec la construction du mur de Berlin en 1961, puis avec la crise des missiles de Cuba l'année suivante – dès la fin de l'année 1962 en revanche, le monde entra dans une période de détente, symbolisée par l'établissement du téléphone rouge entre Washington et Moscou, en août 1963. Cette nouvelle phase de la guerre froide coïncida avec une atténuation de l'anticommunisme à l'Ouest et avec la promotion d'une nouvelle doctrine à l'Est, celle de la coexistence pacifique. En Europe occidentale, les associations anticommunistes qui avaient connu un âge d'or durant les années 1950 subirent, par contrecoup, une certaine délégitimation dans l'opinion publique. Les déboires du Congrès pour la liberté de la culture – au sein duquel des intellectuels libéraux helvétiques étaient actifs – apparaîtra à cet égard comme emblématique : celui-ci fut dissous en 1967, après que la *New York Review of Books* eut révélé qu'il était financé par la CIA<sup>1</sup>.

Mais si les tensions Est-Ouest perdirent en intensité en Europe occidentale après 1962, c'est aussi parce que les affrontements entre puissances communistes et capitalistes s'étaient déplacés dans le tiers-monde. À ce titre, l'effervescence politique dans les pays dominés – des mouvements paysans d'Amérique centrale et de mer de Chine méridionale, aux mobilisations nationalistes et anti-coloniales d'Afrique et du Moyen-Orient – devint un enjeu de plus en plus important pour la gauche européenne.

Pour une part, cette problématique renvoie aux promesses non tenues de la Libération : ceux qui, à la fin du conflit mondial,

1. Traverso, 2001, p. 72.

espéraient une fin rapide du colonialisme avaient déchanté dans les années 1950, y compris parce que les gouvernements sociaux-démocrates européens n'en faisaient pas une priorité, comme la guerre d'Algérie l'avait montré. De même, les citoyens à la sensibilité progressiste, qui avaient cru à la fin définitive des systèmes autoritaires après 1945, voyaient cet espoir déçu, car des régimes dictatoriaux se maintenaient y compris en Europe – en Espagne et au Portugal – et, dès 1967, en Grèce, à la suite d'un coup d'État fomenté par une junte militaire.

En outre, dans les années 1960, les partisans de l'émancipation des peuples dominés estimaient de plus en plus souvent que même au sein des démocraties occidentales, une forme d'oppression postcoloniale brutale subsistait, sous la forme du racisme, dirigé contre les Maghrébins en France – dont quelque 200 avaient été tués par la police parisienne le 17 octobre 1961 au cours d'une manifestation pro-FLN – ou contre les Afro-Américains aux États-Unis.

Un signal de la montée en puissance de la question de l'émancipation des pays du tiers-monde au sein de la gauche d'Europe occidentale consista, comme souvent, en une publication de Sartre. Il s'agit de sa préface aux *Damnés de la terre*, signé du psychiatre français de Martinique Frantz Fanon, ouvrage qui parut à Paris en 1961. Sartre y opposait l'apathie politique d'un continent européen « gras et blême » à la vitalité des peuples des pays du Sud « neufs et délivrés » de la tutelle coloniale<sup>2</sup>. De manière emblématique d'un état d'esprit de plus en plus répandu à gauche, Sartre projetait sur les pays pauvres les espoirs déçus par la stagnation politique dans les pays dits développés<sup>3</sup>. C'est dire que malgré l'intensification des débats autour de la refondation de la gauche, malgré la politisation à gauche de milliers d'étudiants dans le sillage de la guerre d'Algérie puis surtout de la guerre du Vietnam – autant de signes qui, rétrospectivement, peuvent être perçus comme avant-coureurs des bouleversements des « années 1968 » – nombre d'intellectuels progressistes avaient le sentiment d'une stagnation politique en Europe. Sartre parlait ainsi de la gauche au début de la décennie comme d'un « grand cadavre à la renverse, où les vers se sont mis »<sup>4</sup>. De ce point de vue, les mouvements sociaux de 1968 prirent par surprise nombre de contemporains.

2. Sartre, Préface à Fanon, 1961, p. 23.

3. *Ibid.*, p. 24.

4. Sartre, Préface à Nizan, 1960, p. 16.



Parmi les modèles de développement tiers-mondistes qui, en Europe occidentale, séduisirent des intellectuels de gauche déçus par ce qu'ils percevaient comme le marasme européen – que ni la social-démocratie ni les organisations prosoviétiques ne semblaient, à leurs yeux, pouvoir surmonter – le communisme à la chinoise exerça un attrait particulier. Comme le notait, de manière représentative d'une certaine idéalisation de la Chine maoïste, l'intellectuelle communiste italienne Maria-Antonietta Macciochi, en conflit avec la direction de son parti, le PCI :

En Chine, il n'y a aucun signe d'aliénation, de troubles mentaux ni de cette fragmentation de l'individu qu'on trouve dans une société de consommation. Le monde des Chinois est compact, intégré, absolument complet.<sup>5</sup>

Au-delà de l'exotisme, ce qui plaisait en particulier aux tiers-mondistes occidentaux dans le régime de Mao Zedong, c'était la rupture accomplie par le pouvoir chinois dès la fin des années 1950 avec l'approche timorée de Staline et de Khrouchtchev s'agissant du soutien à l'émancipation des pays pauvres. Les dirigeants soviétiques jugeaient en effet qu'une révolution socialiste était impossible dans les pays sous-développés et promouvaient en lieu et place une alliance progressiste des forces de gauche avec les bourgeoisies nationales<sup>6</sup>. Mao dénonçait dans cette attitude une concession à l'égard de l'impérialisme occidental. La veulerie des dirigeants soviétiques fut confirmée, aux yeux du «Grand Timonier», par la doctrine de coexistence pacifique qui domina la politique extérieure de l'URSS dès 1956.

À partir de là, les relations entre la Chine et l'URSS s'envenimèrent encore davantage. Une partie des communistes, déçus par l'évolution de l'URSS après l'invasion soviétique en Hongrie, prirent fait et cause pour Mao dans cette querelle. Cependant, vers 1965, les scissions prochinoises au sein des PC d'Europe occidentale restaient fort minoritaires, excepté en Belgique où un groupe d'une certaine importance – le Parti communiste de Belgique – fut fondé en 1963<sup>7</sup>. L'enthousiasme d'une partie des intellectuels de gauche pour le modèle chinois crût surtout après 1966, lorsque Mao lança

5. Cité par Judt, 2007, pp. 483-484.

6. Westad, 2007, pp. 56-58.

7. Gotovitch, 1997, p. 34.

sa « grande révolution culturelle prolétarienne ». Celle-ci paraissait – vu d'Europe – conjuguer de manière inédite le destin des intellectuels, des paysans et des ouvriers, permettant par là de surmonter le complexe de l'intellectuel déconnecté du peuple.

L'enthousiasme d'une partie de la gauche pour le modèle chinois ne fut qu'un avatar du tiers-mondisme des années 1960. Bien davantage que les discours de Mao, l'indignation que suscitaient les bombardements de plus en plus meurtriers de l'armée des États-Unis au Vietnam stimula la montée en puissance d'orientations anti-impérialistes au sein de la gauche occidentale dès le milieu de la décennie. La mobilisation contre l'intervention des États-Unis au Vietnam était notamment portée par la gauche radicale, les associations d'étudiants et par les milieux chrétiens pacifistes. Elle donna lieu, en Europe occidentale, aux plus grandes mobilisations de la décennie, à l'exception des grandes manifestations ouvrières en France et en Italie de 1968 et 1969.

Les nouvelles analyses de l'impérialisme élaborées par des intellectuels de gauche européens contribuèrent à réduire l'emprise de la notion de totalitarisme, élaborée par les milieux libéraux anticommunistes, qui avait focalisé une bonne partie des débats dans les années 1950<sup>8</sup>. De manière plus générale, le marxisme suscitait un intérêt renouvelé, à partir d'une approche qui cherchait à dissocier ce corpus théorique de l'autoritarisme soviétique. Ainsi, partout en Europe occidentale – par exemple à travers l'éditeur Maspero en France – les œuvres de Rosa Luxemburg, Karl Korsch ou Léon Trotsky furent éditées ou rééditées. Marx lui-même fut redécouvert à contre-pied de l'orthodoxie soviétique, puisque l'attention se focalisait désormais sur ses écrits de jeunesse : ainsi, l'analyse de l'aliénation et de la création de faux besoins par la société capitaliste, présente dans les *Manuscrits de 1844*, paraissait en phase avec les préoccupations d'une partie de la nouvelle génération rejetant le conformisme consumériste des années 1950 et 1960<sup>9</sup>.

Si les mouvements sociaux de la fin des années 1950 avaient bénéficié de l'apport de nombreux chrétiens progressistes – en Allemagne de l'Ouest et au Royaume-Uni contre l'armement atomique, en France contre la guerre d'Algérie – le vaste *aggionamento* initié par l'Église catholique dans le sillage du Concile Vatican II (1962-1965) renforça ce processus de politisation de cercles

8. Traverso, 2001, pp. 71-74.

9. Judt, 2007, pp. 477-480.

catholiques progressistes, qui, par contrecoup, stimula l'activité des protestants de gauche<sup>10</sup>. En France, les catholiques de gauche se regroupèrent notamment, dans les années 1960, au sein de la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC), ainsi que dans le Parti socialiste unifié (PSU), qui prônait un socialisme autogestionnaire et humaniste<sup>11</sup>.

Vatican II était, plus généralement, une manière de tourner la page par rapport aux orientations qui dominèrent le règne de Pie XII (1939-1958). En effet, durant ces années, l'Église avait campé de manière unilatérale dans le camp de la réaction, comme l'illustrait le soutien du pape aux régimes de Franco et Salazar. En Allemagne de l'Ouest, une forte polémique éclata en 1963 concernant l'attitude de Pie XII durant le dernier conflit mondial. Celle-ci fut suscitée par la représentation du *Vicaire*, une pièce de théâtre composée par le dramaturge engagé Rolf Hochhuth. Cet événement stimula la réflexion politique dans les rangs d'une nouvelle génération de jeunes catholiques ou protestants allemands (et suisses alémaniques, comme on le verra)<sup>12</sup>. Le règne de Jean XXIII s'inscrivait, enfin, dans le nouveau contexte de la détente en Europe occidentale, dans la mesure où le nouveau pape s'engagea en faveur du dialogue Est-Ouest, une attitude qui contrastait avec l'anticommunisme intransigeant de Pie XII, défenseur d'un supposé Occident chrétien contre la menace incarnée par les athées de Moscou<sup>13</sup>.

Le scandale qui entourait la pièce de Hochhuth – auquel faisait écho l'ouverture du second procès d'Auschwitz à Francfort, en 1963 – était emblématique d'un phénomène de relecture critique du passé en Allemagne de l'Ouest par une nouvelle génération. En effet, les aspects les plus abjects du régime nazi, à commencer par l'extermination des Juifs d'Europe, n'avaient guère été thématiques dans le débat public après 1945<sup>14</sup>. Au sein du mouvement étudiant ouest-allemand, qui monta en puissance dans la seconde moitié des années 1960, on estimait souvent que l'oubli des crimes du nazisme avait été la condition pour que les dirigeants de la République de Bonn, profitant de la complaisance des Alliés occidentaux, recyclent des criminels nazis dans des postes influents de

10. Pelletier, 2002, pp. 17-48 et 107-115.

11. Rousseau, in Artières, 2008, pp. 634-641.

12. Ritzer, 2007.

13. Altermatt, 2009, p. 251.

14. Bodemann, 1998, pp. 57-69.

l'économie privée, voire de l'administration publique<sup>15</sup>. Ces accusations prirent une tournure d'autant plus affirmée après 1966, lorsque Kurt-Georg Kiesinger accéda à la chancellerie: ce politicien chrétien-démocrate avait été en effet durant douze ans secrétaire rémunéré du NSDAP<sup>16</sup>.

Malgré une culture du consensus très développée sous l'ère Adenauer, la République fédérale d'Allemagne (RFA) n'échappa pas à la vague de politisation à gauche portée par une nouvelle génération, qui se manifestait en Europe occidentale. Dès le milieu de la décennie, cette politisation fut en particulier portée par l'Ausserparlamentarische Opposition (APO). Cette organisation regroupait des étudiants, des animateurs du mouvement pacifiste des marches de Pâques, ou encore des citoyens opposés à la promulgation d'un arsenal législatif qui permettait l'instauration de l'état d'urgence en Allemagne (*Notstandsgesetze*).

Si ce mouvement se voulait extraparlémentaire, c'était notamment en réaction à la déception qu'avait suscitée la participation du parti social-démocrate SPD à une grande coalition avec la CDU (1966-1969), celle-là même qui cherchait à promouvoir cette loi sur l'état d'urgence, considérée par les militants de l'APO comme liberticide. Au sein même du SPD, une opposition de gauche, notamment regroupée dans les jeunesses du parti, critiquait aussi l'alliance avec la CDU.

À côté du facteur subjectif lié à la politisation d'une nouvelle génération à l'épreuve d'événements internationaux majeurs comme la guerre du Vietnam, s'ajoutait un facteur objectif qui contribue à expliquer l'essor du mouvement étudiant de la fin de la décennie. Il s'agit de l'augmentation importante, dans le sillage du *baby-boom* de l'après-guerre, des effectifs dans l'enseignement supérieur, ainsi que de l'essor des professions intellectuelles, en lien avec la tertiarisation de l'économie occidentale: de 1953 à 1968, les effectifs étudiants furent multipliés par 3,6 en France, par 2,6 en Allemagne fédérale et par 2,5 en Suisse<sup>17</sup>. La hausse des effectifs étudiants eut également comme conséquence décisive l'accès de plus en plus nombreux des femmes aux études supérieures, un facteur qui contribue à expliquer l'essor d'un nouveau mouvement féministe dès la fin de la décennie. Un mouvement des femmes

15. Frei, 2008, p. 78.

16. Kastner, 2008, pp. 45-56.

17. Batou, in Schaufelbuehl, 2009a, p. 305.

autonome paraissait d'autant plus nécessaire que la nouvelle gauche n'était pas vraiment plus féministe que l'ancienne : les dirigeants des mouvements de 1968 en France comme en Allemagne de l'Ouest étaient presque tous des hommes, et s'il était beaucoup question dans les groupes d'étudiants de la « révolution sexuelle », l'égalité entre les femmes et les hommes était nettement moins thématifiée. La naissance du féminisme post-1968 n'intervint pas *ex nihilo*, mais fut précédée, dans les années 1960, par d'importantes initiatives, comme le Mouvement pour le planning familial en France, qui visait notamment à une diffusion des moyens de contraception<sup>18</sup>.

L'importance du secteur tertiaire et de l'enseignement supérieur pour « les années 1968 » ne doit pas faire oublier toutefois la composante ouvrière des mouvements sociaux de la période, de même qu'il ne faut pas perdre de vue qu'en 1968, dans les pays d'Europe occidentale, une large majorité des jeunes n'étaient pas étudiants. Si cette composante est évidente dans le cas de la grève générale en France, qui fut la plus massive de l'histoire du pays, ou dans celui de l'automne chaud italien de 1969, la contestation ouvrière prit également son essor en Espagne, pour culminer dans les mouvements des années 1971-1972, impliquant une tournure politique dirigée contre la dictature. De manière plus sectorielle, en Allemagne de l'Ouest, de nombreuses grèves spontanées éclatèrent dès 1967, en marge du renouvellement de contrats collectifs. Ce type de grèves, portées par des secteurs combatifs de l'immigration, éclatèrent également en Suisse à partir de 1967<sup>19</sup>. La dimension ouvrière de la contestation apparut également derrière le Rideau de fer, en particulier à travers les conseils de travailleurs en Tchécoslovaquie qui renforcèrent le mouvement étudiant du Printemps de Prague, réprimé brutalement par les troupes du Pacte de Varsovie, le 21 août 1968.

L'essor des mouvements étudiants en Europe occidentale accrut le désamour apparu à la fin des années 1950 entre une partie de la nouvelle génération politisée à gauche et la social-démocratie. À la fin des années 1960, ce désamour se doubla dans une certaine mesure d'un clivage intergénérationnel – certes secondaire par rapport à celui opposant les étudiants aux dirigeants vieillissants de la droite qui se maintenaient au pouvoir dans une partie de l'Europe, à commencer par Adenauer et De Gaulle<sup>20</sup>. Les mouvements

18. Chaperon, 2001, pp. 99-116.

19. Deshusses, 2014, pp. 13-15.

20. Judt, 2007, p. 474.

de 1968 révélèrent en effet un certain clivage entre les générations de militants progressistes qui avaient connu la guerre et qui, vu la stagnation politique des années 1950 et la forte croissance économique, s'étaient souvent ralliés au programme de réformes graduelles de la social-démocratie, et une nouvelle génération, dont les aspirations étaient plus radicales.

Ces divergences générationnelles se retrouvaient aussi dans les milieux intellectuels. Ainsi, en Allemagne de l'Ouest, plusieurs parmi les écrivains critiques qui, comme Günter Grass ou Hans Werner Richter – respectivement âgés de 41 ans et 60 ans en 1968 – avaient contribué au renouveau culturel de la fin des années 1950 et des années 1960 demeuraient sceptiques face aux partis pris marxistes-léninistes d'une partie du mouvement étudiant. Ces écrivains envisageaient également avec méfiance la volonté d'une partie du mouvement étudiant de se confronter à la police ou encore la complaisance d'une partie de celui-ci pour le régime est-allemand, qui contrastait avec son hostilité aux dirigeants du SPD<sup>21</sup>.

Ce scepticisme à l'égard du mouvement étudiant était partagé par certains représentants éminents de la théorie critique ouest-allemande comme Jürgen Habermas, issu de la deuxième génération de l'école de Francfort et alors âgé de 39 ans. À l'inverse, les militants du Sozialistischer Deutscher Studentenbund (SDS) – une association étudiante qui jouait un rôle moteur de la mobilisation dans les universités allemandes autour de 1968 – dénonçaient l'absence de rapport à la pratique des écrivains du Groupe 47 et leurs supposées compromissions avec l'*establishment*. Parmi les griefs adressés par certains dirigeants du SDS aux intellectuels du Groupe 47, le fait d'accepter de publier des articles dans des journaux du grand groupe de presse Springer – qui contrôlait près d'un tiers du tirage des journaux en Allemagne de l'Ouest – figurait en bonne place. En France, le clivage générationnel était, de la même manière, patent, entre certains intellectuels restés fidèles au Parti communiste en dépit des crimes soviétiques, et les étudiants engagés dans le mouvement de mai, accusés d'être des aventuriers gauchistes<sup>22</sup>.

Le facteur générationnel ne doit toutefois pas être exagéré, car il n'empêchait pas qu'une solidarité et des liens concrets soient tissés

21. Gilcher-Holtey, in Golz, 2007, pp. 19-24.

22. Capdevielle et Rey, 2008, pp. 389-391.

entre les différentes générations engagées à gauche: par exemple, après que certains journaux du groupe Springer comme le *Bild* eurent fait porter la responsabilité de la mort de l'étudiant Benno Ohnesorg (juin 1967) sur l'APO et le SDS, les membres du Groupe 47 décidèrent de cesser toute publication dans des organes de presse liés au magnat ouest-allemand des médias, par solidarité à l'égard du mouvement étudiant qui faisait face à la répression policière<sup>23</sup>.

23. Böttiger, 2012, chap. 20.





## RECU DE LA DÉFENSE SPIRITUELLE ET ESSOR D'UNE NOUVELLE GÉNÉRATION À GAUCHE

Jamais les intellectuels engagés n'ont vu leur adversaire dans les non-intellectuels, soit les salariés ou les paysans, mais dans les bourgeois cultivés [...] Si l'on est toujours arrivé à un front commun des intellectuels engagés et des travailleurs, c'est que chacun voyait sa liberté et son chemin vers la paix et la justice menacés par un même milieu bourgeois qui – sous couvert d'intériorité romantique, de mystique nationale ou abrité derrière le fétiche de la propriété privée – se livrait à l'exploitation sans scrupule, dont les manifestations concrètes ont pour nom nationalisme, impérialisme, fascisme, antisémitisme, haine des étrangers, anticommunisme, «Réarmement moral», autant de formes les plus récentes de l'obscurantisme.<sup>1</sup>

**A** lors que la doctrine de la Défense spirituelle marquait d'une forte empreinte la Suisse des années 1950, la détente, après 1962, fit apparaître cette politique comme relevant d'un anachronisme croissant, de par son conservatisme culturel et l'intransigeance de ses partis pris anticommunistes. En 1959, dans un ouvrage envoyé à tous les ménages du pays, l'armée demandait aux « citoyens-soldats » de « rester fidèles, à travers les siècles, à l'engagement de leurs pères [...] rien n'a changé; rien ne doit changer dans le cœur du Suisse fidèle »<sup>2</sup>. Pourtant, à l'orée des années 1960, la société était en mutation. Par conséquent, un décalage apparaissait entre une partie des milieux officiels, figés dans une posture conservatrice, et des secteurs de la population que l'on pourrait, à grands traits, qualifier de plus jeunes, plus urbains, au bénéfice d'une meilleure formation et, souvent, plus progressistes sur les

1. Hans Rudolf Hilthy, «Der Vietnamkrieg und die Intellektuellen», *Profil*, mars 1968 (m. t.)

2. Bachmann, 1959, pp. 14-15.

questions de société<sup>3</sup>. Par ailleurs, la culture passéiste de la Défense spirituelle semblait de moins en moins crédible, à l'heure de l'essor de la société de consommation et de la généralisation du modèle de l'*american way of life*<sup>4</sup>.

### INTELLECTUELS LIBÉRAUX ET CRITIQUES DE LA DÉFENSE SPIRITUELLE

Le décalage entre les autorités et une partie de la population fut thématiqué par l'expression de malaise helvétique, une notion qui avait déjà été employée dans l'immédiat après-guerre, pour qualifier la mauvaise conscience de Suisses sains et saufs, au milieu d'une Europe en ruines. Si cette expression était souvent utilisée par les médias, elle fut également élaborée par des intellectuels de la droite libérale. En 1964, l'idée d'un malaise helvétique donna ainsi son titre à un essai du professeur de droit, membre du Parti radical bâlois, Max Imboden. En tant que juriste, Imboden plaidait en particulier pour une révision totale de la Constitution. Pour Imboden, cette révision devait susciter un large débat sur l'avenir du pays, dans l'optique de surmonter les rigidités politiques et institutionnelles qui, à ses yeux, alimentaient le malaise suisse<sup>5</sup>.

Sur le plan culturel également, un autre intellectuel radical, le professeur de *Germanistik* Karl Schmid, avait publié en 1963 un livre de critique littéraire intitulé *Malaise dans un petit État*<sup>6</sup>. Cet ouvrage analysait la manière dont les écrivains suisses s'étaient, depuis des décennies, heurtés à l'étroitesse culturelle helvétique. Cette intervention de Schmid était d'autant plus révélatrice qu'il avait été très actif dans la promotion de Défense spirituelle durant la guerre et l'après-guerre<sup>7</sup>.

L'intervention de ces radicaux alémaniques est sans doute représentative du désarroi croissant alors suscité au sein de l'*intelligentsia* de la droite libérale par les rigidités et le conformisme de l'esprit de guerre froide. Certes, cet appel à moins de conservatisme et de conformisme n'était pas sans arrière-pensée. Il prenait chez certains intellectuels de la droite libérale des accents proches de ceux

3. Rappelons que le nombre d'étudiants en Suisse fut multiplié par 2,5 entre 1953 et 1968. Parallèlement, le pourcentage de personnes employées dans le secteur primaire passa de 21 % de la population active en 1930 à 10 % en 1960, quand, pour la même période, le pourcentage d'employés dans le secteur tertiaire augmentait de 33 à 40 %.

4. Perrig, 1993, pp. 89-92; Tanner et Studer, in Halbeisen *et al.*, 2012, pp. 637-702.

5. Imboden, 1964; Kreis, 2011.

6. Schmid, 1963.

7. Sprecher, in Meier, 2007, pp. 19-22.

d'un Wilhelm Röpke. Il s'agissait dès lors d'une plaidoirie – une dimension qu'on retrouve, dans une certaine mesure, dans l'essai d'Imboden – contre les lourdeurs de l'État social et contre l'emprise des administrations publiques sur la société, un discours qui préfigure l'essor du néolibéralisme une vingtaine d'années plus tard.

Toutefois, la thématization du malaise suisse par des intellectuels radicaux et libéraux était le plus souvent le fruit d'une inquiétude sincère face aux excès doctrinaires de la Défense spirituelle. Le président de la fondation Pro Helvetia exprima cette inquiétude avec netteté dans un discours tenu en 1961, devant un parterre de personnalités liées aux milieux officiels. Mettant en garde contre les dérives à ses yeux presque totalitaires de la Défense spirituelle, Hans Rudolf von Salis y dénonçait la « triste mentalité [...] qui lance des boules puantes dans un cinéma où l'on présente un film russe, qui [...] malmène une famille et ne lui vend pas de vivres parce que le père est un marxiste convaincu [...] qui] stigmatise comme ennemi de l'État quiconque s'éloigne de la manière de penser exigée, et même, à la manière de feu le Dr Goebbels, ceux qui pour une mission officielle se rendent dans un pays de l'Est. »<sup>8</sup> La mise en garde de Salis apparaît comme d'autant plus révélatrice qu'elle fut proférée avant même la détente, à un moment où les tensions de guerre froide étaient encore très élevées : l'année 1961 coïncide en effet avec la construction du mur de Berlin. Signe que les autorités n'étaient pas prêtes à une réelle remise en question, le Conseil fédéral intervint pour empêcher la publication de ce plaidoyer en faveur d'une plus grande tolérance politique et culturelle. Le discours de Salis ne fut connu du grand public qu'en 1968<sup>9</sup>.

Pourtant, malgré les réticences des cercles dirigeants à l'idée d'entreprendre un réel *aggiornamento*, les beaux jours de l'anticommunisme officiel et para-officiel étaient bel et bien révolus. Cette réalité fut notamment illustrée par la crise des associations anticommunistes, qui peinaient désormais à trouver des financements, alors qu'elles avaient jusqu'alors bénéficié de généreux mécènes<sup>10</sup>. Du reste, après 1956, les communistes suisses étaient devenus si faibles qu'il était difficile d'ériger le PST au rang de menace numéro un pour la sécurité intérieure. Dans un discours de 1961, le conseiller fédéral Friedrich Traugott Wahlen reconnut que la « petite minorité

8. Repris dans Salis, 1971, p. 190.

9. Birrer, 2000, pp. 71-74.

10. Frischknecht *et al.*, 1984, p. 15.

d'égérés» qui travaillait à la « destruction de nos institutions » n'avait « pas d'influence » dans le pays<sup>11</sup>. Il s'agissait d'une nette évolution par rapport au discours tenu par les politiciens conservateurs au début des années 1950, quand l'infiltration communiste était présentée comme un péril majeur.

À la fin de l'année 1962, prenant acte du nouveau climat de détente, le Conseil fédéral, pour la première fois, n'écarta pas l'option d'une ouverture de la politique culturelle vers l'Est, une idée qui aurait été inenvisageable quelques années plus tôt. Comme l'expliqua Wahlen en réponse à une interpellation du parlementaire libéral Reverdin, une telle ouverture vers le bloc soviétique pourrait permettre de diffuser les idées libérales derrière le Rideau de fer<sup>12</sup>. Salis joua à cet égard un rôle pionnier, en s'engageant, dès le début de la décennie, en faveur d'échanges culturels avec la Pologne, bénéficiant de l'appui d'un autre historien libéral, lui aussi critique des excès de la Défense spirituelle, Herbert Lüthy<sup>13</sup>.

Dès 1960, avec l'arrivée du socialiste Hans Peter Tschudi à la tête du Département fédéral de l'intérieur, Salis et Lüthy trouvèrent une oreille plus réceptive à leur plaidoyer en faveur de l'ouverture culturelle que n'avait été, jusqu'alors, celle du ministre catholique conservateur Philipp Etter, un homme d'ordre, qui avait siégé au gouvernement durant un quart de siècle. En revanche, des intellectuels libéraux comme Salis et Lüthy avaient fort à faire pour contrecarrer l'influence d'une droite conservatrice – regroupée notamment autour du Service suisse d'information de Hans Huber et Peter Dürrenmatt –, encore bien décidée à perpétuer la Défense spirituelle dans sa version des années 1950<sup>14</sup>.

Sur le plan de la vie culturelle intérieure, les institutions dominantes de consécration admettaient aussi, désormais, un certain pluralisme politique. Si, dans l'après-guerre, le Grand Prix Schiller, un des plus prestigieux du pays, avait été attribué à des écrivains conservateurs et artisans de la Défense spirituelle – Meinrad Inglin (1948), Gonzague de Reynold (1955) – il fut attribué à Friedrich Dürrenmatt en 1960, puis à Max Frisch en 1973. À la fin des années 1960, Pro Helvetia accepta même d'octroyer une subvention à une

11. Cité par Neval, 2003, p. 83 (m. t.)

12. Gillabert, in Hauser *et al.*, 2010, pp. 98-100.

13. *Journal de Genève*, « Déjeûner Pologne-Suisse », 28 novembre 1960; voir aussi Obermüller, in Ducrey et Jost, 2003, pp. 85-86; Lüthy, « Guerre froide et dialogue », *Preuves*, octobre 1963, p. 47-53.

14. Gillabert, 2013, pp. 363 et 402.

revue de gauche, *Neutralität*. La décision suscita certes une intervention au Conseil national, signée d'un parlementaire conservateur qui demandait comment une institution officielle pouvait soutenir une revue qui adoptait une tendance « si clairement destructrice »<sup>15</sup>. Mais cette ligne sans compromis, typique des années 1950, n'emportait plus la forte adhésion de naguère dans les rangs de la droite.

L'évolution du supplément culturel de la *NZZ*, le grand journal de la droite libérale, s'inscrit dans la même tendance: sous la direction de Werner Weber, celui-ci s'ouvrit à des écrivains critiques comme Max Frisch. Cette ligne tranchait avec le conservatisme politique dont avait fait preuve Eduard Korrodi – à la tête du même supplément dans l'immédiat après-guerre – qui refusait de publier les contributions de Frisch. En 1966, l'écrivain de gauche Walter Matthias Diggelmann, qui avait publié, comme on va le voir, plusieurs romans fortement polémiques dans les années précédentes, s'étonnait en privé de l'ouverture dont des journalistes conservateurs faisaient preuve désormais à son égard:

C'est étrange, mais même le journaliste à la *NZZ* et candidat à la mairie de la Ville, le D<sup>r</sup> Bieri, veut absolument que je sois présent à une soirée publique; quant au journaliste à la rubrique internationale Fred Luchsinger, il m'a dit l'autre jour qu'il trouvait *Die Hinterlassenschaft* [roman de Diggelmann publié en 1965] vraiment très approprié et constituant une critique sérieuse [...]. Même les très droitières *Blasler Nachrichten* m'ont invité à écrire une fois dans leurs colonnes, etc.<sup>16</sup>

En Suisse romande aussi, le paysage culturel dominant s'ouvrit aux intellectuels critiques – non sans crispations toutefois. Cette ouverture fut en particulier portée par l'engagement de journalistes attachés à la liberté d'opinions et au pluralisme politique, au nom des principes libéraux: les plus connus sont Franck Jotterand, qui dirigeait le supplément culturel de la *Gazette de Lausanne*, et Walter Weideli, responsable du même cahier au *Journal de Genève*<sup>17</sup>.

Toutefois, pour un journaliste et écrivain comme Weideli – un ancien de la revue de gauche *Rencontre*, par ailleurs partisan d'un

15. *NZZ*, « Weitherzige Subventionspraxis », 19 février 1970 (m. t.)

16. Lettre de Diggelmann à Jeanlouis Cornuz, 26 janvier 1966, ALS, fonds W. M. Diggelmann, carton n° 13.

17. Clavien, 2012, pp. 220-227.

théâtre engagé inspiré de Brecht et promoteur d'une ouverture de la politique culturelle vers l'Est – la conciliation entre la ligne éditoriale du *Journal de Genève*, marquée à droite, et l'ouverture politico-culturelle qu'il souhaitait ménager dans le supplément culturel demeurait un exercice délicat. Ainsi, au début des années 1960, le quotidien genevois mena une campagne contre le mouvement anti-atomique, en l'accusant, selon un argumentaire bien connu, de faire le jeu de Moscou. Le professeur de littérature française Marcel Raymond, engagé dans la campagne contre l'armement atomique de la Suisse, écrivit à Weideli que dans ses conditions, il refusait de poursuivre sa collaboration au supplément culturel. Il invitait de plus le journaliste genevois à réfléchir au sens de sa propre participation: « Vous pouvez imaginer », répondit Weideli, « combien votre lettre me tourmente et me peine [...] toute liberté, dans ce domaine, est relative et je crois pouvoir dire que, comparé à ce qui se passe dans les autres journaux, mon supplément littéraire jouit d'une liberté relative. Le journal a sa ligne, c'est un fait, mais il admet que cette ligne soit discutée dans le supplément. Preuve en est notre échange polonais, preuves en sont les articles d'un [Henri] Guillemin ou les miens. Alors, si des hommes comme vous abandonnent le supplément parce qu'ils se désolidarisent du journal, que va-t-il arriver? »<sup>18</sup> Ce difficile exercice de conciliation mené par Weideli au sein du quotidien libéral genevois allait trouver ses limites trois ans plus tard, lorsque le journaliste signa une pièce de théâtre, le *Banquier sans visage*, jugée scandaleuse par la droite.

Reste que cette ouverture culturelle relative, qui apparut vers le début des années 1960, offrait désormais à des personnalités critiques la possibilité d'une meilleure reconnaissance institutionnelle. Comme on peut le lire en filigrane dans l'échange entre Raymond et Weideli, une telle reconnaissance était parfois suspectée de conduire à une forme d'assagissement politique. Ainsi, une personnalité comme Charles Apothéloz – naguère considéré comme un jeune subversif, partisan du marxisme et condamné pour refus de servir – fut critiqué par les partisans du théâtre engagé pour son institutionnalisation, après avoir accepté le poste de directeur du Théâtre municipal de Lausanne en 1959<sup>19</sup>. Comme le notait, en

18. Lettre de Weideli à Raymond, 9 décembre 1961, BGE DM, Papiers M. Raymond, Ms. Fr. 6981. Henri Guillemin était un intellectuel français qui se revendiquait du gaullisme de gauche.

19. Aguet, in Clavien *et al.*, 2014, pp. 179-199.

1964, l'écrivain genevois Georges Haldas, il était nécessaire d'afficher, plus que jamais vu ce nouveau climat d'ouverture culturelle, « une grande fermeté dans la volonté de rompre avec les milieux de la haute culture (genre à Genève Rencontres Internationales et tous ceux qui y participent) »<sup>20</sup>.

Malgré les inquiétudes ici exprimées par Haldas, les gestes d'ouverture s'accompagnaient souvent de telles crispations dans les rangs de la droite que les dangers supposés d'une intégration des personnalités critiques au consensus mou des institutions officielles restaient peu élevés, du moins à court terme. Au sein du *Journal de Genève*, Weideli fut ainsi poussé vers la sortie après l'affaire du *Banquier sans visage*. Il en alla de même pour Franck Jotterand à la *Gazette de Lausanne* – ainsi que pour le rédacteur en chef Pierre Béguin, lui aussi opposé à toute forme de censure au nom des principes libéraux. Tous deux finirent par être écartés du quotidien par des notables du Parti libéral et du patronat vaudois, qui voyaient d'un mauvais œil les activités de deux journalistes considérés comme insuffisamment à droite. Ces notables bénéficiaient de relais dans le conseil d'administration et au sein de la rédaction de la *Gazette* et menacèrent de ne plus accorder de publicités au journal si Béguin continuait ainsi à « faire le jeu de la gauche » par ses gestes d'ouverture<sup>21</sup>.

## **ESSOR DES « NON-CONFORMISTES »**

### **ET DÉCLIN DE L'INTELLECTUEL ORGANIQUE**

Dans les années 1950, on a vu que les milieux intellectuels de gauche en Suisse alémanique demeuraient peu visibles et peu structurés, et que leur existence publique hors des partis politiques était faible. Dans une certaine mesure, la situation changea au début des années 1960, avec la politisation d'une nouvelle génération, favorisée par l'augmentation des effectifs étudiants. À Bâle en particulier, quelques jeunes intellectuels progressistes, emmenés par Paul Ignaz Vogel, mirent sur pied, en 1963, une revue baptisée *Neutralität*. Celle-ci allait devenir au cours des années 1960 un lieu de rassemblement pour ces personnalités que les représentants de l'*establishment* appelèrent de manière péjorative les « non-conformistes ». Comme il arrive parfois avec les qualificatifs brandis pour

20. *Carnets*, entrée du 10 septembre 1964, BGE DM, Papiers G. Haldas.

21. Clavien, 2012, pp. 237-241.

stigmatiser un mouvement ou un groupe en marge du consensus, le terme de « non-conformiste » fut repris en un sens positif par les principaux concernés.

Parmi les collaborateurs les plus en vue de *Neutralität* en Suisse alémanique – autant de personnalités qui appartiennent du même coup à la mouvance « non conformiste » et qui permirent à la revue de dépasser rapidement les frontières bâloises pour s'imposer à l'échelle de la Suisse alémanique, avec un tirage de quelque 6000 exemplaires à la fin des années 1960 – on peut citer les écrivains Peter Bichsel, Walter Matthias Diggelmann, Max Frisch, Hugo Loetscher, Sergius Golowin, Otto F. Walter et Urs Widmer; les journalistes Roman Brodmann, Mario Cortesi, Heinz Däpp, Manuel Isler et Paul Ignaz Vogel; le privat-docent en philosophie à l'Université de Bâle Arnold Künzli ou encore le sociologue à l'Université de Berne Urs Jaeggi. Si le tirage de la revue *Neutralität* ne dépassa jamais quelques milliers d'exemplaires, les attaques à répétition dont celle-ci fit l'objet dans la grande presse au cours des années 1960 lui donna, de manière indirecte, une audience beaucoup plus large.

Le nom de la revue marquait une volonté de surmonter le climat anticommuniste, en s'inscrivant dans le sillage du courant d'idées neutraliste de gauche qui, comme on l'a vu, s'était développé en Europe occidentale dans les années 1950. En 1963, le jeune Vogel était rentré d'Allemagne de l'Ouest, où il avait étudié une année, avec en poche l'interview du théologien pacifiste Erich Müller-Gangloff, qu'il souhaitait publier en Suisse. Il avait alors constaté que ni la presse de gauche prosoviétique (*Vorwärts*, *Zeitdienst*), ni la presse sociale-démocrate ralliée à la défense nationale (*Rote Revue*, *Volksrecht*, etc.) n'était prête à accueillir une telle tribune, qui se démarquait de l'anticommunisme de la social-démocratie et de son soutien à la défense nationale, tout en se montrant critique à l'égard de l'URSS<sup>22</sup>. Il s'agissait donc de créer une nouvelle tribune qui puisse s'émanciper des schémas binaires de guerre froide.

De fait, dès le premier numéro de *Neutralität*, la petite équipe autour de Vogel débuta une série d'articles consacrés aux associations anticommunistes, accusées de saper, par leurs activités, la neutralité suisse, et d'entretenir des liens équivoques avec l'extrême droite<sup>23</sup>. Quant au discours officiel de promotion de la Défense spirituelle

22. Vogel, Éditorial de *Neutralität*, n° 1, 1963.

23. Rédaction, « Kalterkriegskomitees », *Neutralität*, n° 1, 1963.



endossé par le Conseil fédéral, il fut comparé de manière provocatrice par les rédacteurs à la propagande du dirigeant est-allemand Walter Ulbricht<sup>24</sup>. La politique helvétique de promotion du sport dans la jeunesse, conduite sous la direction de l'armée, était également mise en parallèle avec la pratique des États autoritaires<sup>25</sup>. Le combat contre l'anticommunisme passait aussi, aux yeux des rédacteurs, par le fait d'offrir une tribune à des intellectuels de l'Est; ainsi, la revue publia fin 1965 un article de l'écrivain Rainer Kirsch, membre du parti unique de RDA, qui vantait la floraison culturelle en Allemagne de l'Est, tout en émettant quelques critiques prudentes sur les excès bureaucratiques dans la politique culturelle de son pays<sup>26</sup>.

Dans le cadre de ce combat éditorial dirigé contre les excès de l'anticommunisme helvétique, la petite équipe de *Neutralität* redécouvrit l'affaire Farner de 1956, du nom de l'intellectuel du PST qui avait dû fuir son domicile dans le canton de Zurich pour échapper aux menaces des groupes anticommunistes. Dès lors, Farner devint aux yeux des animateurs de la revue un symbole vivant de l'intolérance politique qui caractérisait, selon eux, la bourgeoisie suisse. L'écrivain Walter Matthias Diggelmann, collaborateur de *Neutralität*, composa un roman centré sur l'épisode de 1956, qui parut en 1965 sous le titre *Die Hinterlassenschaft*<sup>27</sup>. Cette œuvre littéraire fit scandale en Suisse alémanique, car Diggelmann y laissait entendre qu'il existait un lien direct entre les antisémites et antidémocrates de la Seconde Guerre d'une part, et les anticommunistes de la guerre froide de l'autre. Les premiers auraient cherché à faire oublier leur sombre passé en se lançant dans la croisade antitotalitaire des années 1950<sup>28</sup>.

Si le regard critique porté par Diggelmann sur les milieux anticommunistes de guerre froide était particulièrement acéré, c'est que l'auteur avait connu ce monde de l'intérieur au début des années 1950. Avant d'évoluer vers la gauche à la fin de la décennie, Diggelmann, alors jeune intellectuel ambitieux, avait adhéré au Parti radical zurichois<sup>29</sup>. Grâce aux réseaux du parti, il décrocha

24. Rédaction, «Parallele», *Neutralität*, juin 1966.

25. Heinz Däpp, «Rotgardisten nach Schweizer Art», *Neutralität*, septembre 1967.

26. Kirsch, «Kunst und Verantwortung», *Neutralität*, décembre 1965. Kirsch fut exclu du Parti socialiste unifié d'Allemagne en 1973, car il avait signé une pièce de théâtre satirique à l'égard du régime.

27. Trad. fr. : Diggelmann, 1969.

28. Wenger, postface à Diggelmann, 2003, pp. 269-287.

29. Lettre de Diggelmann au secrétariat du Parti radical zurichois, 19 août 1953, ALS, fonds W. M. Diggelmann, carton n° 14.

dans la foulée un emploi à l'agence publicitaire Farner, alors spécialisée dans les campagnes anticommunistes ou en faveur du lobby de l'armement. Diggelmann y avait en particulier côtoyé le divisionnaire Gustav Däniker (junior), un des dirigeants de l'agence. Däniker était aussi un chaud partisan d'un réarmement calqué sur le mot d'ordre « 1000 chars, 1000 avions et la bombe atomique » et était le fils de l'officier d'état-major du même nom, qui avait été licencié de l'armée par Guisan en 1941, en raison de ses liens avec l'Allemagne de Hitler<sup>30</sup>.

Le roman de Diggelmann avait d'abord été publié en feuilleton dans la *Zürcher Woche* – un journal qui, à l'image de la *Weltwoche*, se montra ouvert aux « non-conformistes » dès le début des années 1960, sous la houlette de ses rédacteurs en chef Roman Brodmann, puis Werner Wollenberger. Mais le scandale suscité par la publication de *Die Hinterlassenschaft* conduisit à une tentative de reprise en main de la *Zürcher Woche* par des hommes de droite, autour du publicitaire et propriétaire de l'hebdomadaire, Franz-Ludwig von Senger. Ce dernier avait d'ailleurs été mis en scène dans le roman de Diggelmann sous les traits d'un affairiste anticommuniste au trouble passé d'extrême droite<sup>31</sup>. Le changement de ligne politique imposé à la *Zürcher Woche* entraîna le départ de plusieurs journalistes critiques, dont Jürg Ramspeck, qui collabora désormais à *Neutralität*<sup>32</sup>.

Dans le sillage du roman de Diggelmann, un appel aux dons fut lancé par la rédaction de *Neutralität* en faveur de Konrad Farner, avec la caution de Max Frisch<sup>33</sup>. Il s'agissait, selon les rédacteurs, de se mobiliser contre l'exclusion sociale et professionnelle à laquelle se voyait réduit un communiste, au mépris de la liberté d'expression. Farner reçut des dizaines de dons, pour un montant cumulé d'au moins 3000 fr., soit l'équivalent d'environ deux mois de salaire pour un employé de la fin des années 1960<sup>34</sup>. La Société suisse des écrivains versa à elle seule 1000 fr., et deux éditeurs proposèrent à Farner de publier ses manuscrits inédits; autant de démarches qui auraient été difficilement concevables dix ans plus tôt<sup>35</sup>. Frisch et

30. Lettre de Diggelmann à F.[?] Müller, non datée [fin des années 1960], ALS, fonds W. M. Diggelmann, carton n° 15.

31. *NZZ*, « 50 Jahre Senger Annoncen », 24 mai 1985.

32. Frank Meyer, « Mutationen », *Neutralität*, mai 1967.

33. Frisch, Paul Nizon, Peter Höltschi, « Boykott », *Neutralität*, juin 1967.

34. Mon estimation sur la base des lettres de remerciements envoyées par Farner à ses donateurs, disponibles dans ZB, fonds K. Farner, doss. n° 3.10.

35. Lettre de Farner au secrétariat de la SSE, 15 juillet 1967, ZB, fonds K. Farner, dossier n° 3.10; lettre d'Egon Ammann à Farner, 20 juin 1967, ZB, fonds K. Farner, doss. n° 166.

les rédacteurs de *Neutralität* invitèrent également Farner à participer à plusieurs conférences. Selon ce dernier, de telles propositions étaient bienvenues, car elles lui permettaient de sortir de son « extraordinaire isolement intellectuel, imposé par la bourgeoisie comme par le Parti [du travail] »<sup>36</sup>. Si le communiste zurichois se plaignait d'un isolement au sein de son propre parti, c'est qu'il avait évolué à la fin des années 1960 vers des positions prochinoises, perçues d'un mauvais œil par la direction du PST, comme nous le verrons.

Quand bien même les rédacteurs de *Neutralität* mettaient un point d'honneur à venir en aide à un intellectuel victime d'ostracisme en raison de ses liens avec une organisation prosoviétique, ils demeuraient pour leur part majoritairement à l'écart des partis politiques. Ce choix fut conforté par l'essor, dans la seconde moitié des années 1960, de l'opposition extra-parlementaire en Allemagne de l'Ouest, l'APO, qui suscitait la sympathie des « non-conformistes »<sup>37</sup>. De manière plus générale, cette tendance illustre un phénomène d'autonomisation des intellectuels de gauche par rapport aux partis, corrélatif au déclin du modèle de l'intellectuel organiquement lié au mouvement ouvrier.

De fait, le parcours d'un intellectuel engagé d'origine petite-bourgeoise comme Frisch, qui avait gardé ses distances par rapport aux organisations politiques après la guerre, paraissait plus en phase avec le projet des rédacteurs de *Neutralität*; ceux-ci aspiraient avant tout à jouer le rôle d'éveilleurs de consciences et de critiques du conservatisme<sup>38</sup>. Comme nous le verrons, cette posture suscita des critiques de la part de jeunes qui s'engageaient dans les organisations de la nouvelle gauche après 1968, et qui voyaient dans une telle attitude un reliquat de l'individualisme petit-bourgeois.

En attendant, la plupart des intellectuels gravitant autour de *Neutralität* étaient âgés de 30-35 ans en 1965, et Frisch, plus âgé et bénéficiant d'une reconnaissance internationale qui renforçait sa légitimité, jouait un rôle de figure tutélaire. L'écrivain zurichois se prêtait volontiers à des interviews, de même qu'il acceptait de co-signer des appels, comme celui qui fut publié en faveur de Farner. Mais Frisch restait à l'écart du travail d'édition de *Neutralität*, d'autant

36. Lettre de Farner à Frisch, 1<sup>er</sup> décembre 1966, ZB, fonds K. Farner, doss. n° 170 (m. t.)

37. Vogel, 2005, pp. 34-35 et 80.

38. W. M. Diggelmann, « Warum ich keiner politischen Partei angehöre », *Neutralität*, décembre 1965.

qu'il séjourna à Rome durant une partie des années 1960, manifestant la volonté de prendre une certaine distance par rapport à la vie politique suisse<sup>39</sup>. Quant à Friedrich Dürrenmatt – une figure qu'on rapproche souvent de celle de Frisch et des « non-conformistes » – quand bien même son œuvre littéraire et son esprit caustique acéré suscitaient l'admiration de l'équipe de *Neutralität*, son refus de l'engagement à gauche de l'écrivain, au nom de la liberté de l'artiste, l'amena à garder plus de distance que Frisch vis-à-vis de cette nouvelle génération d'intellectuels engagés<sup>40</sup>. Dürrenmatt n'en accomplit pas moins des gestes de solidarité avec ces personnalités de gauche, par exemple en reversant à P. I. Vogel et à d'autres militants, comme le pacifiste Arthur Villard, le Grand Prix littéraire du canton de Berne, qui lui fut attribué en 1969 ; ou encore en signant, en 1967, un appel d'étudiants zurichois contre la guerre du Vietnam<sup>41</sup>.

Si, pour la plupart des intellectuels regroupés autour de *Neutralität*, l'autonomie par rapport aux partis politiques apparaissait comme une valeur à cultiver, l'intégration institutionnelle d'une organisation comme le PSS suscitait, de surcroît, une certaine méfiance. À ce titre, l'orientation politique majoritaire des rédacteurs de *Neutralität* pourrait être qualifiée de sociale-démocrate de gauche, avec toutefois une partie des collaborateurs de la revue faisant preuve d'une radicalité politique moins grande, s'apparentant à une orientation libérale de gauche – par exemple chez le théologien bernois Kurt Marti – et une aile plus radicale, inspirée par le marxisme, autour du philosophe Arnold Künzli ou de l'écrivain Walter Matthias Diggelmann.

Plusieurs tribunes publiées dans *Neutralität* attaquèrent la torpeur du Parti socialiste, l'emprise dont disposait en son sein une élite de politiciens professionnels par rapport aux membres, et l'absence de débat d'idées à l'interne. Comme le soulignait de manière emblématique le professeur de sociologie Urs Jaeggi, collaborateur de *Neutralität*, dans une tribune critique à l'égard de l'évolution de la social-démocratie :

Y compris au risque de perdre des suffrages, le PS doit plus sérieusement qu'aujourd'hui pour partie directement soutenir et pour

39. Bircher, 2000, pp. 59-104.

40. Weber, 2005, pp. 24-27.

41. Ruedi, 1999, p. 40 ; PV de l'assemblée extraordinaire de la Fortschrittliche Studentenschaft Zürich, 26 janvier 1967, SSA, fonds Fortschrittliche Studentenschaft Zürich, Ar. 201.35.

partie tolérer des opinions plus radicales. Le parti doit développer un programme qui formule une alternative.<sup>42</sup>

Les critiques de Jaeggi furent rejetées publiquement par une partie des dirigeants du parti, en particulier par Fritz Marbach, ainsi que par l'ancien conseiller fédéral Max Weber<sup>43</sup>. Membre de longue date du PS, le professeur d'économie bernois Marbach avait été l'un des promoteurs du partenariat social et de la paix du travail, jouant un rôle important dans l'évolution idéologique du PSS vers une ligne plus consensuelle. S'agissant de Max Weber, sa réponse à Jaeggi – dans laquelle il s'opposait au retour du PSS à une politique d'opposition – avait peut-être d'autant plus de poids que Weber avait lui-même été l'artisan, par sa démission surprise de 1953, de la sortie du PSS du gouvernement, pour une durée de six ans. À la discussion souhaitée par Jaeggi sur l'alternative au capitalisme, Weber répondait par l'énumération des nombreuses propositions de réformes formulées par le PSS pour l'amélioration concrète des conditions de vie des salariés :

Le système de démocratie à référendum tel qu'il existe en Suisse ne permet que de petits pas, et non des révolutions radicales. Un sociologue devrait comprendre cela.<sup>44</sup>

Mais en dépit de l'hostilité de l'aile la plus modérée du parti, les critiques de Jaeggi bénéficiaient de sympathies au sein du PSS, en particulier dans une partie des sections des grandes villes comme Zurich. Les intellectuels « non conformistes », même si la plupart d'entre eux n'étaient pas membres, disposaient de plus de relais au sein du parti, à travers des proches de *Neutralität*, comme les deux députés socialistes de Bienne et militants pacifistes Marcel Schwander et Arthur Villard.

Dans la *Rote Revue*, un membre du parti salua ainsi les critiques de Jaeggi, dénonçant à son tour le choc des ambitions au sein de la direction du PSS, « les manœuvres des plus machiavéliques de certaines cliques pour se hisser au pouvoir », qui détournaient la

42. « Auf der Suche nach einer linken Opposition », *Rote Revue*, juillet 1966 (m. t.) Jaeggi regrettait également que la direction du PSS ne soutienne pas le mouvement des objecteurs de conscience et se montre réservée à l'égard de l'intervention des États-Unis au Vietnam. Voir F. K. [Franz Keller], *Zeitdienst*, « Diskussion mit Urs Jaeggi », 2 décembre 1966.

43. La tribune de Weber initialement publiée dans la *Berner Tagwacht* est reprise en traduction française, voir « Opposition – contre quoi – contre qui? », *La Sentinelle*, 1<sup>er</sup> octobre 1966.

44. *Idem*.

social-démocratie de ses vrais objectifs<sup>45</sup>. Dans *La Sentinelle*, un autre membre du PSS accueillit aussi positivement la réflexion de Jaeggi, mettant en garde contre un PSS qui ferait « un autre pas vers la ligne bourgeoise de Bad Godesberg [...] au moment où en Suisse, dans les régions les plus conscientes, la poussée qui se manifeste vers le socialisme apparaît comme une véritable poussée à gauche, fondée sur les thèmes [...] de l'anti-militarisme, de la pression sur les salaires... »<sup>46</sup>

Les jeunes militants regroupés dans l'Union des jeunesses socialistes, qui se positionnait sur l'aile gauche du PSS, voyaient aussi d'un bon œil les critiques de Jaeggi. L'Union des jeunesses socialistes était d'ailleurs en phase de reconstitution, car les dirigeants du PSS avaient cherché, dans l'immédiat après-guerre, à contenir la formation d'une jeunesse de parti autonome. On a vu en effet que la JSS avait été exclue de l'organisation en 1939, à cause de la volonté d'une partie de ses membres d'agir de manière unitaire avec les communistes; après 1945, les dirigeants du parti avaient été échaudés par la crainte qu'un tel processus d'autonomisation se reproduisît. Au début des années 1960 en revanche, l'affaiblissement des clivages de guerre froide aidant, la direction du PSS prit conscience que cette méfiance à l'égard des jeunes risquait de couper le parti de forces nouvelles, et encouragea désormais la formation de sections de jeunesse dans les cantons.

Au congrès de Lausanne de 1966, où se réunirent les 480 délégués qui représentaient les 57 000 membres du PSS, une résolution émanant de militants de la Ville de Zurich demandait que l'organisation désavoue les attaques de Marbach et Weber contre les critiques formulées par Jaeggi. Comme souvent, l'habile Walther Bringolf, inquiet de ce décalage grandissant qui menaçait de couper le parti de ces nouveaux cercles intellectuels progressistes, mais voulant par ailleurs éviter une attaque frontale contre des dirigeants historiques comme Marbach et Weber, proposa un texte de compromis, qui parvint à rallier une majorité. Ce texte « saluait » les « critiques émanant des cercles de la jeune génération et des intellectuels [...] comme autant de signes d'un mécontentement croissant à l'égard des rapports sociaux capitalistes »<sup>47</sup>.

45. Bernhard Lang, « Helvetisches Malaise », *Rote revue*, novembre 1966 (m. t.)

46. Giorgio Canonica, « Pour la ligne nationale du parti », *La Sentinelle*, 27 septembre 1966.

47. Cité par la *NZZ*, « Der Parteitag der SPS in Lausanne », 24 octobre 1966 (m. t.); Richard Lienhard, « Nach dem ausserordentlichen Parteitag der SPS notiert », *Rote Revue*, novembre 1966.

Ce n'est pas par hasard si, quelques mois après ce débat, la revue théorique du PSS, la *Rote Revue*, fut rebaptisée *Profil*, un nom qui l'apparentait moins à un organe de presse du mouvement ouvrier des années 1920, destinée aux intellectuels organiques. Il s'agissait probablement par là de favoriser l'ouverture de ce journal vers les intellectuels critiques qui ne se percevaient pas comme des intellectuels de parti. De fait, durant les années 1960, la *Rote Revue*, puis *Profil*, ouvrit de plus en plus souvent ses colonnes à des écrivains ou à des universitaires critiques, qui, à l'instar de Jaeggi, n'étaient pas membres du PSS.

Le débat de 1966 montre surtout que le tournant réformiste et institutionnel symbolisé par le nouveau programme adopté lors du congrès de Winterthour en 1959, et concrétisé par le retour au gouvernement cette même année, fut mis en question vers le milieu des années 1960. Ces controverses ne manquèrent pas d'inquiéter la rédaction de la *NZZ*. Celle-ci mit en garde contre ces voix qui souhaitaient que le PSS rompît avec le système de concordance, alors que celui-ci avait garanti la stabilité politique du pays depuis la fin de la guerre<sup>48</sup>. Les tendances contradictoires au sein du PSS apparaissent comme annonciatrices de l'attitude ambivalente de la direction du parti à l'égard des mouvements de 1968 ; celle-ci rejeta en effet le radicalisme d'une partie des jeunes militants, tout en cherchant à intégrer dans ses rangs de nouvelles forces vives.

Si les relations entre PSS et « non-conformistes » étaient souvent difficiles, le PST, en raison de ses liens avec l'URSS, était également considéré avec méfiance. Bien qu'opposés à l'anticommunisme, les rédacteurs de *Neutralität* n'en étaient pas moins sceptiques à l'égard du régime de Léonid Brejnev. Dans le même ordre d'idées, les petites scissions prochinoises qui étaient sorties du PST après 1964 étaient considérées comme des organisations développant une phraséologie maïosante trop dogmatique<sup>49</sup>. Si Diggelmann dénonça, à travers son roman de 1965, l'ostracisme dont avait fait l'objet Farner en 1956, l'intervention publique de Fritz Platten dans le débat entourant la réception de cet ouvrage contribua à nuancer le soutien des « non-conformistes » au communiste zurichois. Fritz Platten était en effet le fils d'un dirigeant historique du Parti communiste suisse – nommé Fritz lui aussi – qui avait été déporté puis assassiné par Staline en

48. *NZZ*, « Regierungsverantwortung und Opposition im schweizerischen Bundestaat », 23 septembre 1966.

49. Jaeggi, « Die Knechte können ihre Herren frei wählen », *Neutralität*, juin 1966.

1942. Dans le journal social-démocrate zurichois *Volksrecht*, le fils Platten reprocha à Diggelmann de se focaliser exclusivement, dans son roman, sur la critique de l'anticommunisme, idéalisant par là même les staliniens helvétiques, qui n'avaient jamais protesté contre l'assassinat de son père et contre les purges en URSS<sup>50</sup>.

L'autoritarisme du régime soviétique et le manque d'attrait suscité par un Parti socialiste intégré au système de concorde poussèrent une partie des intellectuels « non conformistes » à s'intéresser à des marxistes hétérodoxes comme Georg Lukács ou Ernst Bloch, dont les écrits permettaient d'espérer que le marxisme soit autre chose que la caricature qu'en donnaient les dirigeants de l'Est<sup>51</sup>. Celui qui poussa cette quête d'un marxisme alternatif le plus avant fut sans doute l'universitaire bâlois Arnold Künzli, qui tissa des liens étroits avec des philosophes et sociologues socialistes critiques, notamment en Yougoslavie<sup>52</sup>.

Dans le même ordre d'idées, des affinités et des contacts existaient entre *Neutralität* et la tendance « nouvelle gauche » autour de Heinrich Buchbinder<sup>53</sup>. Toutefois, les animateurs de la revue ne semblaient pas pressés de s'engager concrètement dans le travail militant des petits groupes de la nouvelle gauche présents à Bâle et Zurich. Avec à peine 30 militants dans la plus grande ville du pays, au milieu des années 1960, la tendance de la nouvelle gauche autour de Buchbinder demeurait sans doute aussi d'une taille trop réduite pour représenter un horizon politique enthousiasmant<sup>54</sup>. Les occasions de collaborer ne manquaient pas cependant, notamment à travers l'organisation des marches de Pâques.

Durant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, il n'était pas rare que les intellectuels et dirigeants de gauche soient d'anciens ouvriers autodidactes ou instituteurs primaires – à l'image de Robert Grimm, Konrad Ilg, Ernst Nobs ou Hans Oprecht. De même, au parlement, les élus de gauche qui étaient titulaires d'un diplôme académique restaient rares ; dans les années 1960 encore, on y comptait

50. La *NZZ* ne manqua pas d'amplifier cette polémique, voir « Problematische Hinterlassenschaft. Eine Kontroverse im « Volksrecht » », 9 janvier 1966. Diggelmann notait dans une lettre à un ami que le quotidien radical zurichois, qui lui « faisait la leçon » sur la terreur stalinienne, approuvait en parallèle la « terreur étatsunienne » au Vietnam, voir lettre à Franz Keller, 20 décembre 1965, SSA fonds F. Keller, Ar. 128.2 (m. t.)

51. Karl Kränzle, « Bankrott des Marxismus », *Neutralität*, septembre 1968.

52. Sidler, 2006, p. 268.

53. Lettre de Walter Matthias Diggelmann à Buchbinder, 20 mai 1964, ALS, fonds W. M. Diggelmann, carton n° 13.

54. PV de la rencontre nationale du 11 septembre 1965, BCUL, fonds G. Delaloye, carton n° 7.



surtout d'anciens ouvriers et salariés, pour qui l'accès à un mandat électif représentait une ascension sociale<sup>55</sup>.

Par contraste, dans le contexte de la relative démocratisation de l'université à l'œuvre dans les années 1960, la plupart des rédacteurs de *Neutralität* avaient suivi des études supérieures. Vogel, le fondateur de la revue, venait d'achever un cursus de sociologie à l'Université de Bâle<sup>56</sup>. D'une certaine manière, le parcours académique suivi par ce jeune homme était emblématique des mutations qui favorisaient l'essor du milieu dit non conformiste. Vogel avait été influencé par les cours du professeur Heinrich Popitz, qui fut nommé à la tête de la première chaire de sociologie créée dans le canton rhénan en 1962<sup>57</sup>. L'introduction d'un cursus de sociologie autonome apparaissait – au même titre que celui de science politique – comme un phénomène relativement nouveau dans les universités suisses<sup>58</sup>. Ainsi, en 1960, seules deux universités possédaient un institut de sociologie<sup>59</sup>. Mais les fonds octroyés par le Fonds national pour la recherche scientifique, créé en 1952, pour des recherches en sociologie et science politique augmentèrent, passant de 0,3 % en 1954 à 1 % en 1972<sup>60</sup>.

À Bâle, Popitz, sociologue d'origine allemande, acquit une réputation suspecte: sa thèse avait porté sur Marx, et il entretenait une certaine proximité avec les étudiants de gauche autour de Vogel, liens qui éveillèrent l'attention de la police<sup>61</sup>. Du reste, la sociologie suscitait la méfiance au début des années 1960, car elle était soupçonnée de proximité avec les idées socialistes<sup>62</sup>. Comme Popitz, le sociologue Jaeggi, de l'Université de Berne, lui aussi collaborateur de *Neutralität* et influencé par l'école de Francfort, fut suspecté de développer des recherches sociologiques politiquement orientées. La presse mit ainsi en cause l'objectivité de ses études sur le champ médiatique, car Jaeggi avait pris position contre la guerre du Vietnam<sup>63</sup>.

55. En 1957, la fraction socialiste compte 30 % de titulaires d'un diplôme universitaire, contre près de 80 % en 2008. Voir Mazzoleni *et al.*, in Nicolet *et al.*, 2010, p. 344.

56. Cette mutation parmi les intellectuels de gauche se retrouve par ex. en Allemagne de l'Ouest, voir Fertikh, 2014, pp. 45-57.

57. Vogel, 2005, pp. 34-35.

58. Gottraux *et al.*, 2000, p. 54.

59. NZZ, «Die soziologische Lehrtätigkeit und Forschung in der Schweiz», 23 mars 1960.

60. Jost, in Honegger *et al.*, 2007, p. 92.

61. Copie d'un rapport de la police de Bâle-Ville à la Police fédérale, 28 mai 1964, «Zusammenkunft von Linksintellektuellen in Bothringen BL vom 17.4.1964», 28 mai 1964, ZB, fonds K. Farner, doss. n° 170.

62. Salzmann et Schär, in Schär *et al.*, 2008, pp. 111-114.

63. NZZ, «Die Schweizer Presse im Vietnamkonflikt», articles des 7 et 11 octobre 1966; *Der Bund*, «Fragwürdige Soziologie», 1<sup>er</sup> octobre 1966.

Cette suspicion présente dans les rangs de la droite conservatrice venait de loin : dans les années 1920, des intellectuels comme Gonzague de Reynold avaient déjà critiqué cette discipline, lui préférant une vision anti-sociologique de la société, fondée notamment sur des analyses biologisantes de type raciste ou sur une valorisation des mythes culturels<sup>64</sup>. De plus, dans l'aire culturelle germanophone, la sociologie avait acquis la réputation d'être proche du marxisme depuis qu'en 1930, Max Horkheimer avait fondé à Francfort-sur-le-Main le célèbre Institut pour la recherche sociale.

De manière significative, en 1953, le conseiller d'État conservateur bernois Feldmann s'était opposé (sans succès) à la création d'une chaire de sociologie à l'Université de Berne. Celle-ci avait finalement été occupée par Richard Behrendt, auteur de travaux pionniers sur le développement des pays pauvres. Ces travaux – au même titre que ceux du professeur Erich Gruner, nommé professeur d'histoire sociale et de sociologie politique dans cette même université en 1961 – contribuèrent de manière importante au renouvellement des sciences sociales helvétiques dans les années 1960<sup>65</sup>.

Jaeggi avait pris l'intérim de Behrendt lorsque ce dernier avait été nommé, en 1965, à l'Université libre de Berlin<sup>66</sup>. En raison même de la dimension controversée de cette discipline en Suisse, la sociologie attirait des jeunes intéressés par aborder de manière critique les enjeux politiques ; une jeune femme achevant son lycée, et qui s'engagea peu après dans le mouvement étudiant de 1968, se souvient qu'« en 1967, un virus a circulé dans notre lycée : nous avons découvert la sociologie ! Parmi nous, les étudiants les plus critiques voulaient étudier la sociologie, afin de mieux comprendre les enjeux sociaux. »<sup>67</sup>

Si la présence de quelques professeurs de gauche dans les universités suscita une certaine opposition de l'*establishment* dans le courant des années 1960, c'est aussi parce que leur présence constituait une relative nouveauté : on a vu dans la première partie de ce travail que le monde académique de l'après-guerre était largement dominé par des intellectuels de droite. À cet égard, ce n'est

64. Jost, 1992, pp. 96-99 ; Zürcher, 1995, pp. 143-144 et 187-188.

65. Les recherches de Gruner suscitérent, elles aussi, une certaine méfiance ; en 1958, il se vit refuser l'ouverture des dossiers sur la grève générale de 1918 aux Archives fédérales, au motif que la thématisation de cet événement pourrait contribuer à raviver un climat de lutte des classes en Suisse. Voir Jost, in Honegger *et al.*, 2007, p. 103.

66. *Ibid.*, p. 98.

67. Cité par Pereira et Schär, 2012, p. 14.

pas un hasard si les intellectuels actifs dans le monde académique demeuraient en forte minorité au sein de l'équipe de *Neutralität*. Le comité de rédaction se composait en effet de journalistes ou d'écrivains indépendants, dont une partie devaient par ailleurs travailler dans l'enseignement ou dans une bibliothèque pour compléter leur revenu. Certains rédacteurs de *Neutralität* qui espéraient décrocher un poste académique en furent, de plus, empêchés pour des motifs politiques : ainsi, au début des années 1970, le théologien et pasteur bernois Kurt Marti, qui collaborait à la revue, fut recommandé par une commission de nomination pour occuper l'une des chaires de théologie protestante de l'Université de Berne. Cette proposition fut refusée par le Conseil d'État de ce canton, les autorités voulant empêcher qu'un protestant contestataire accédât à un tel poste<sup>68</sup>. Enfin, les quelques personnalités qui, parmi les « non-conformistes », avaient décroché une place à l'université (Jaeggi, Künzli), occupaient un rang subalterne dans la hiérarchie académique.

Dans ce contexte, les étudiants de gauche se montraient d'autant plus intéressés par les enseignements que donnaient des personnalités progressistes que ceux-ci étaient rares. Ainsi, l'histoire comme discipline académique était encore dominée par des professeurs liés aux institutions de la Défense spirituelle et proches de la droite. En 1964, un professeur d'histoire influent, Walther Hofer, de l'Université de Berne, attaqua frontalement « ces milieux extraparlimentaires » et « anticonformistes [...] en particulier journalistiques et littéraires » :

Avec eux, il ne s'agit pas d'une opposition loyale, mais plutôt de cercles malintentionnés, à l'esprit destructeur [...] visant à devenir les fossoyeurs de toute autorité.<sup>69</sup>

À Bâle, il fallut attendre 1969, avec la nomination du socialiste chrétien Markus Mattmüller, et à Zurich 1971, avec celle de Rudolf Braun, pour que des intellectuels de sensibilité politique progressiste accèdent à des postes académiques dans cette discipline<sup>70</sup>.

Dans ce contexte, une personnalité comme le professeur bâlois de *Germanistik* Walter Muschg – dont on a vu qu'il s'était démarqué, durant la guerre déjà, des valeurs de retour à l'ordre pro-

68. NZZ, «Kein Lehrauftrag für Kurt Marti», 10 février 1973; Marti, 1973, pp. 37 et 111.

69. Cité par Färber et Schär, in Schär *et al.*, 2008, p. 16 (m. t.); voir aussi lettre de Diggelmann à Hofer, 20 mai 1965, fonds W. M. Diggelmann, carton n° 15.

70. Vuilleumier, 2012, pp. 48-49; Joris, 2012.

mues par nombre de ses collègues – devint une personnalité de référence pour Vogel et les animateurs de *Neutralität*. En 1956, Muschg avait publié un ouvrage qui prenait le contre-pied du conservatisme culturel des universités ouest-allemandes sous l'ère adénauerienne – où était avant tout à l'honneur la grande tradition classique – en étudiant les courants littéraires plus récents qui, tel l'expressionnisme, avaient été bannis d'Allemagne par les nazis<sup>71</sup>. L'essai de Muschg apparaissait comme d'autant plus novateur qu'en Suisse alémanique également, l'exil littéraire antifasciste n'intéressait guère dans les universités, quand bien même le pays avait accueilli nombre d'écrivains allemands exilés après 1933<sup>72</sup>. Ce désintérêt n'avait rien d'étonnant, dans la mesure où ceux qui, comme le professeur zurichois de *Germanistik* Emil Staiger, avaient montré une forte hostilité vis-à-vis des réfugiés littéraires, jouaient encore un rôle dominant dans le champ académique. À l'inverse, Muschg, heureux de découvrir l'engagement d'une nouvelle génération en faveur d'un renouveau culturel, apporta son soutien financier à *Neutralität*<sup>73</sup>.

Muschg, on l'a vu, avait bénéficié à l'Université de Bâle d'un climat politique plus tolérant que dans les autres institutions académiques du pays, en particulier parce que le conseiller d'État en charge de l'instruction publique dans l'après-guerre, Carl Miville, était un social-démocrate de gauche, qui avait également soutenu des professeurs progressistes comme Karl Barth ou Fritz Lieb. Toutefois, malgré cette tradition de relatif pluralisme politique à l'Université de Bâle, la nomination de professeurs critiques par rapport au consensus dominant pouvaient, même dans cette ville, susciter des levées de boucliers. Ce fut le cas en 1961, lorsque la succession de Barth fut assurée *ad interim* par Helmut Gollwitzer, un théologien berlinois qui était connu, comme son prédécesseur, pour son engagement pacifiste. La perspective d'une nomination à Bâle de Gollwitzer, dans la foulée de son engagement provisoire, fut mise en cause<sup>74</sup>. Dans les libérales *Basler Nachrichten*, le rédacteur en chef du journal et conseiller national Peter Dürrenmatt se

71. Muschg, 1956.

72. Il fallut attendre encore une quinzaine d'années et le travail pionnier de Stahlberger (1970) pour que l'exil littéraire antifasciste sorte de l'oubli. Cette étude fut préfacée par Hans Rudolf von Salis, qui signa un texte critique, notamment consacré à la question de l'antisémitisme dans les milieux intellectuels des années 1930 et 1940.

73. Voir les articles sur les travaux de Muschg dans *Neutralität* d'avril 1964 et décembre 1965. Sur la garantie de déficit accordé par Muschg, voir Vogel, 2005, p. 40.

74. Kuhn, 2009, pp. 53-102.

livra à une charge contre le théologien, l'accusant de complaisance à l'égard des « États totalitaires »<sup>75</sup>. La critique fut reprise par plusieurs pasteurs influents au sein du synode de l'Eglise protestante de Bâle-Ville, même si la majorité des membres de cette instance refusa de voter une résolution, soumise par ces derniers, contre la nomination du théologien allemand.

De fait, les accusations contre Gollwitzer pouvaient sembler curieuses. En effet, ce dernier avait été interné dans un camp de prisonniers soviétiques entre 1945 et 1949, en tant qu'ancien soldat de la Wehrmacht enrôlé dans les troupes sanitaires sur le front de l'Est. De retour en Allemagne de l'Ouest, il avait publié un témoignage très critique sur le système carcéral soviétique<sup>76</sup>. Son livre, véritable succès de librairie en Allemagne de l'Ouest, avait été interdit en RDA.

Cet épisode fut rappelé par l'association des étudiants de théologie de Bâle, qui, dans leur majorité, soutinrent la nomination du protestant ouest-allemand<sup>77</sup>. Néanmoins, les autorités cantonales de Bâle-Ville mirent leur veto à cette nomination, au motif que les relations entre Gollwitzer et le système communiste « manquaient de clarté ». Il s'agissait avant tout pour le Conseil d'État bâlois de tourner la page de l'ère Barth, un théologien, qui, on l'a vu, avait souvent représenté une épine dans le pied des autorités suisses. Gollwitzer retourna donc enseigner à l'Université libre de Berlin, au terme de son engagement temporaire dans la cité rhénane.

Le rejet de la domination idéologique des professeurs de la droite conservatrice sur l'université d'après-guerre apparut au grand jour à travers un épisode passé à la postérité sous le nom de « nouvelle querelle littéraire de Zurich »<sup>78</sup>. Celle-ci fut déclenchée par les attaques de Staiger, qui s'en prit aux « non-conformistes » en les accusant de produire une littérature dévoyée. Le professeur zurichois en voulait en particulier à celui qu'il considérait comme leur père spirituel, Max Frisch. Les intellectuels gravitant autour de

75. Cité par la *NZZ*, « Eine umstrittene Professorenwahl in Basel », 3 juin 1961 (m. t.) L'engagement dit antitotalitaire de Dürrenmatt prend un relief particulier quand on rappelle que le rédacteur en chef des *Basler Nachrichten* était secrétaire de la Garde patriotique durant la guerre, un groupement d'orientation mussolinienne.

76. Gollwitzer, 1951.

77. *NZZ*, « Der Disput um Gollwitzer », 7 juillet 1961 ; Theo Klarmann, « Subversion und Division », *Neutralität*, octobre 1963.

78. Böhler, 1986, pp. 250-262 ; Zbinden, 1994, pp. 207-224. Si l'on parle – un peu pompeusement – d'une « nouvelle » querelle, c'est qu'un premier conflit avait opposé les partisans de l'*Aufklärung* aux tenants de la tradition au XVIII<sup>e</sup> siècle.

*Neutralität* ripostèrent en rappelant le soutien de Staiger à l'extrême droite durant les années 1930 et la guerre. Sur le plan théorique, les « non-conformistes » attaquèrent par ailleurs les méthodes d'interprétation dites immanentistes du professeur zurichois – soit l'idée qu'une œuvre littéraire est une totalité close, qu'il s'agit d'interpréter en faisant abstraction de son contexte de production. Pour Staiger, l'écrivain s'adresse en effet à une communauté de lecteurs atemporelle, une *Gemeinschaft*, à distinguer de la société contemporaine, *Gesellschaft*, à laquelle voulaient s'adresser les jeunes écrivains allemands. Staiger avait élaboré cette théorie dans l'après-guerre, pour résister à ce qu'il percevait comme une tentative d'instrumentaliser la littérature, conduite par des critiques littéraires marxistes comme Georg Lukács<sup>79</sup>.

Le débat culturel zurichois de 1966 préfigure la scission qui allait intervenir au sein de la Société suisse des écrivains (SSE) en 1969, donnant naissance au groupe d'Olten, rassemblant la gauche littéraire du pays<sup>80</sup>. La fondation du groupe d'Olten en 1969 intervint après que l'écrivain conservateur valaisan Maurice Zermatten eut attaqué, en des termes proches de ceux de Staiger, les « intellectuels progressistes », dans une préface de la même année à un livre sur la défense civile. Cet opuscule avait été envoyé par les autorités à tous les ménages du pays, comme ce fut le cas dix ans plus tôt du *Livre du soldat*<sup>81</sup>. Dans le même ordre d'idées, le conflit entre Staiger et les « non-conformistes » présageait les escarmouches qui intervinrent après 1968 entre des professeurs aux vues conservatrices et des cercles d'étudiants de gauche.

Si la vie de la SSE n'avait guère été troublée par des débats politiques dans les années 1950 – à l'exception de la polémique dirigée contre André Bonnard après l'intervention soviétique en Hongrie –, la scission de 1969 fut, en revanche, précédée de plusieurs escarmouches, qui secouèrent quelque peu la quiétude politique des milieux littéraires. Outre la querelle avec Staiger en 1966, un débat éclata en marge de l'Exposition nationale de 1964, autour d'un pamphlet publié par des écrivains de gauche, sur lequel nous reviendrons. En 1966, se produisit aussi une rupture entre une

79. Hans Bänzinger, « Der Literaturbetrieb », *Neutralität*, novembre 1966; Werner Wollenberger, « Professor Staiger versteht die Welt nicht mehr », *Zürcher Woche*, 23 décembre 1966; pour une attaque par Staiger de la critique littéraire marxiste, voir *NZZ*, « Kommunistische Literaturdeutung », 21 juin 1952.

80. Böni, 1987, pp. 90-100.

81. Löffler, 2004, pp. 173-187.

série d'écrivains classés parmi les « non-conformistes » d'une part, et les Éditions Walter Verlag de l'autre, dont le conseil d'administration était composé de deux catholiques conservateurs, l'ancien conseiller fédéral Philipp Etter et le commandant de corps Franz Nager. La rupture fut provoquée par le licenciement du directeur littéraire de la maison d'édition, l'écrivain soleurois Otto F. Walter. Ce licenciement suscita la colère des « non-conformistes », car le bilan de Walter était difficilement attaquant<sup>82</sup>. Il avait transformé cette petite maison d'édition catholique d'Olten en une entreprise dont le catalogue rayonnait, par ses choix artistiques audacieux, dans le monde germanophone.

En attendant les mouvements de 1968, les activités des « non-conformistes » suscitèrent donc de vrais débats politiques et culturels dans la Suisse alémanique du milieu des années 1960, au-delà des attaques purement polémiques. Les controverses qui opposaient *Neutralität* à des journaux de droite comme la *NZZ* étaient commentées par la presse alémanique, et par là-même diffusées au sein d'un public large. Il s'agit d'un phénomène que la Suisse n'avait guère connu durant les années 1950, décennie durant laquelle dominait une chasse aux « cryptocommunistes », qui engendrait un climat peu propice à la confrontation d'idées.

En février 1966, au lendemain d'un débat public entre les « non-conformistes » Peter Rippmann, Werner Wollenberger et Walter Matthias Diggelmann d'une part et l'intellectuel de la droite libérale Ernst Bieri de l'autre, la *NZZ* reconnaissait qu'au vu des 1200 personnes venues écouter cette confrontation d'idées sur des thèmes comme l'immigration, l'histoire récente du pays ou la responsabilité des intellectuels, les « provocations » des « non-conformistes » soulevaient des questions de fond qui intéressaient la population<sup>83</sup>.

### LA GÉNÉRATION DE LA « MOB » EN QUESTION

La mise en cause du passé d'extrême droite de Staiger durant la « querelle de Zurich » était emblématique d'un autre aspect du débat politico-culturel qui marqua les années 1960 en Suisse

82. *Neutralität*, «Zerstörung der Unabhängigkeit schweizerischer Kultur», mars 1967; lettre de Markus Kutter au conseil d'administration de Walter Verlag, 5 janvier 1967, ALS, fonds K. Marti, carton n° 4.

83. *NZZ*, «Diskussion mit Nonkonformisten. Ernst Bieri im Kreuzfeuer», 5 février 1966 (m. t.)

alémanique, à l'initiative des intellectuels de gauche : la résurgence des aspects délicats de l'histoire récente du pays<sup>84</sup>. On a vu dans la première partie de ce travail, à propos de l'immédiat après-guerre, que les critiques formulées par la gauche contre la politique des autorités n'avaient pas empêché la formation d'une vision idéalisée de l'histoire récente, fondée sur la glorification de la figure du général Guisan, garant de la « neutralité armée ». La ferveur populaire qui se manifesta à Lausanne en 1960, lorsque 300 000 personnes se réunirent pour l'enterrement du général, accompagné par une imposante mise en scène des autorités, témoignait de la persistance de ce consensus mémoriel autour des années de la Mobilisation, que l'on appelait alors la « Mob ».

Plus discrètement, les autorités défendirent aussi cette image idéalisée du passé en verrouillant tout accès aux sources officielles relatives à la Seconde Guerre mondiale, et en intervenant auprès des anciens Alliés occidentaux pour que la publication des sources diplomatiques nazies ne révèlent rien de compromettant pour la Suisse<sup>85</sup>. Dans les années 1950, ce fut donc en raison d'événements indépendants de leur volonté que les cercles officiels durent revenir sur les aspects sensibles de la période des années 1930 et de la guerre.

En 1953, un journal de défense des consommateurs, le *Beobachter*, révéla que le tampon J apposé par les nazis sur le passeport des Juifs avait été introduit sur demande des autorités suisses<sup>86</sup>. Cette affaire mettait notamment en cause Heinrich Rothmund, le chef de la police fédérale, encore en fonction<sup>87</sup>. Les autorités y réagirent en confiant au professeur Carl Ludwig – un intellectuel naguère lié à la droite autoritaire – la rédaction d'un rapport sur la politique pratiquée à l'égard des réfugiés<sup>88</sup>. En dépit d'une des conclusions de cette étude, selon laquelle « il est hors de doute qu'une politique plus libérale en matière d'admission aurait eu pour effet de mettre d'innombrables personnes à l'abri de l'extermination », le rapport Ludwig ne suscita guère de discussions publiques<sup>89</sup>. L'idée que le Conseil fédéral avait fait le maximum pour l'accueil des réfugiés continua de prévaloir dans la mémoire dominante. Il aurait été d'ailleurs étonnant qu'un

84. Buclin, 2013, pp. 233-249.

85. Zala, 1997, pp. 759-780.

86. Kreis, 2000, p. 30.

87. *Rote Revue*, « Der Streit um die Flüchtlingspolitik », non signé, juillet 1954.

88. Ludwig, 1957.

89. Cité par Picard, 1997, p. 157. L'ancien conseiller fédéral von Steiger était intervenu pour demander des rectifications dans le rapport, visant à atténuer le tranchant de certaines conclusions, voir Feldmann, *Tagebuch*, 6 novembre 1957.



débat public large émerge en Suisse autour du rapport Ludwig, alors que dans l'opinion publique d'Allemagne de l'Ouest, le débat sur le génocide des Juifs restait très limité<sup>90</sup>. Ainsi, lorsqu'en 1956, le gouvernement de Bonn demanda que *Nuit et Brouillard* d'Alain Resnais, qui traitait de la déportation des Juifs, ne soit pas retenu dans la sélection officielle du Festival de Cannes, cette démarche ne suscita guère de protestations au sein de l'opinion publique de RFA<sup>91</sup>.

Au début des années 1960, l'attitude des milieux dirigeants helvétiques durant la guerre suscita pourtant des interrogations publiques, suite à la publication de sources diplomatiques occidentales qui mettaient en cause l'image de la neutralité officielle<sup>92</sup>. En réaction, le Conseil fédéral, désireux de garder la main sur ce dossier, mandata le professeur Edgar Bonjour pour écrire une histoire de la neutralité<sup>93</sup>. Le gouvernement mit en outre sur pied un groupe de travail, composé d'historiens de droite, pour aider le Conseil fédéral à s'orienter, entre autres, sur cette épineuse question<sup>94</sup>. Mais même vis-à-vis d'un historien de confiance comme Bonjour, les autorités agirent avec méfiance, en restreignant au maximum l'accès aux sources. Comme l'avait noté le conseiller fédéral Wahlen :

Je tiens pour absolument exclu que ce pan entier de l'histoire puisse être déjà rendu public, alors que nombre d'acteurs sont encore en vie, alors que beaucoup de relations d'une nature très délicates doivent être tenues hors de la connaissance du public.<sup>95</sup>

Cette attitude suscita un malaise, y compris dans les rangs de la droite, où certains reprochaient au Conseil fédéral d'entraver la publication de l'étude de Bonjour<sup>96</sup>. De fait, il fallut attendre l'aval des autorités pour voir paraître l'étude du professeur bâlois, en 1970.

Si la controverse autour de la recherche de Bonjour attira l'attention des milieux « non conformistes », les impulsions pour une

90. Bodemann, 1998, pp. 57-69 ; Altermatt, 2004, pp. 31-55.

91. Judt, 2007, p. 326.

92. *Journal de Genève*, « La Suisse face à Hitler », 26 janvier 1963. Cet article hostile à toute relecture critique du passé est signé par Eddy Bauer, naguère engagé à l'extrême droite, avant son virage gaulliste de la fin de la guerre.

93. Kreis, 1997, pp. 452-454.

94. Allio, 2000.

95. Cité par Jost, 2003, pp. 10-11.

96. *Journal de Genève*, « La politique étrangère ne doit pas rester le privilège de quelques initiés », 25 juin 1965.

relecture du passé ne provenaient pas uniquement du débat interne au pays. L'amorce d'un retour critique sur le passé nazi en Allemagne de l'Ouest – connu sous le nom de *Vergangenheitsbewältigung*, soit la manière d'affronter le passé – eut aussi un impact sur le débat en Suisse, en particulier pour les intellectuels de gauche. En effet, les interrogations critiques surgies en RFA au début des années 1960 furent portées par des intellectuels qui entretenaient des liens avec les « non-conformistes ». Les figures les plus en vue de l'avant-garde ouest-allemande, qui jouèrent un rôle public important dans cette discussion – de Heinrich Böll à Günter Grass, en passant par Rolf Hochhuth – collaborèrent ainsi ponctuellement à la revue bâloise *Neutralität*.

Sur le plan médiatique, l'éclipse du génocide des Juifs dans la mémoire ouest-allemande fut mise en cause par l'ouverture du spectaculaire procès d'Adolf Eichmann en 1961 à Jérusalem, suivi, en 1963, du procès de Francfort-sur-le-Main contre des responsables du camp d'Auschwitz<sup>97</sup>. Dans les sphères académiques ouest-allemandes, un débat éclata en 1964 parmi les historiens, autour des thèses de Fritz Fischer, qui postulaient l'existence d'une continuité des élites allemandes, de Bismarck à Guillaume II, jusqu'à Hitler<sup>98</sup>. Sur le plan littéraire enfin, plusieurs publications majeures se firent l'écho des liens ambigus entre le passé nazi et la RFA, notamment les œuvres pionnières de deux auteurs en vue du Groupe 47, *Die Blechtrommel* de Günter Grass (1959) et, la même année, *Billard um halbzehn* de Heinrich Böll; puis, en 1963, la pièce de théâtre de Rolf Hochhuth *Der Stellvertreter*, qui provoqua un scandale en dénonçant la passivité des élites religieuses face au génocide.

Ces événements ne laissèrent pas indifférents les intellectuels en Suisse. En 1964, Frisch regrettait dans *Neutralität* que son pays ne se confronte pas, lui aussi, à un tel retour sur le passé :

Il y a peu j'étais au procès d'Auschwitz à Francfort ; si je ne m'abuse, la couverture médiatique en Suisse fut très ténue, comme si cela ne nous concernait pas. [...] S'agissant de notre passé, je veux dire nos actions et nos omissions au temps de Hitler, le silence règne. Est-ce que vraiment tout fut si propre ?<sup>99</sup>

97. Camarade, 2011, pp. 83-95.

98. Solchany, 2006, pp. 168-170.

99. « Und die Schweiz? Ein Interview mit Max Frisch », *Neutralität*, août 1964; *NZZ*, « Der "Mirage" des Herrn Diggelmann », 10 janvier 1965.

Le scandale entourant la mise en scène de la pièce de Hochhuth, *Der Stellvertreter*, à Bâle, en 1963, constitua un autre événement important du point de vue de la contribution ouest-allemande à l'ouverture d'un débat sur le passé en Suisse. La manifestation de catholiques bâlois qui dénoncèrent la représentation de la pièce suscita en effet l'émotion dans les rangs de la gauche<sup>100</sup>. Dans *Neutralität*, Vogel signa un éditorial qui rappelait aux catholiques que le temps où ils pouvaient imposer leur vue dans le cadre d'un « État autoritaire corporatiste » était passé<sup>101</sup>.

En réaction aux débats qui se déroulaient en Allemagne de l'Ouest, les « non-conformistes » s'interrogèrent sur la pertinence d'employer le concept de *Vergangenheitsbewältigung* s'agissant de la Suisse. Le journaliste de gauche Peter Rippmann y était favorable. Il argumentait en rappelant le sort qui avait été réservé au rapport Ludwig :

On devrait se demander [...] si le fait que le rapport Ludwig ait été pris à la légère ne constitue pas une espèce de refoulement, un refoulement lié à un complexe de culpabilité.<sup>102</sup>

Cette prise de position entraîna une réplique de Frisch, publiée dans *Neutralität* et dans la *Weltwoche*, qui suscita elle-même un débat animé. Pour l'écrivain zurichois, le concept de « passé non surmonté » (*unbewältigte Vergangenheit*) n'était pas approprié si l'on voulait amener la population suisse à réfléchir, précisément parce qu'il évoquait trop la situation allemande :

Si nous parlons du passé non surmonté de la Suisse [...] cela sent la dépendance intellectuelle à l'égard de l'Allemagne et le provincialisme ; cela en devient même comique à cause du retard.<sup>103</sup>

De plus, estimait l'écrivain, une telle comparaison était caricaturale, dans la mesure où elle mettait sur le même plan le refus de l'asile par les autorités suisses et le « meurtre de masse » des nazis.

100. Lettre d'Emil Arnold à Fritz Lieb, 26 octobre 1963, UB, fonds F. Lieb, Aa 19.

101. « Balken und Spittler. Zwölf Gedanken zur Hochhuth-Affäre in Basel », *Neutralität*, novembre 1963 (m. t.) Vogel était lui-même issu d'une famille catholique. À Zurich aussi, l'éventualité que la pièce de Hochhuth soit montée suscita une polémique. Voir *NZZ*, « Schmieriger Protest gegen den "Stellvertreter" », 23 octobre 1963.

102. « Unbewältigte schweizerische Vergangenheit? », *Neutralität*, avril 1965 (m. t.)

103. *Ibid.*, septembre 1965 (m. t.)

Pour autant, Frisch déplorait le silence qui régnait sur le passé en Suisse. Sur le plan littéraire, il opposait la richesse des publications en Allemagne de l'Ouest à l'absence quasi complète d'une semblable production en Suisse :

La littérature suisse la plus récente – la génération qui, en Allemagne, est représentée par Martin Walser, Uwe Johnson, Günter Grass, Hans Magnus Enzensberger, Alexander Kluge et beaucoup d'autres – est presque sans exception apolitique ou astractement politique, et ici, il n'y aurait – apparemment – rien à affronter, au contraire de l'Allemagne, de l'Italie ou de la France.<sup>104</sup>

Cette dernière analyse entraîna la réaction d'un représentant de la jeune garde littéraire alémanique, Otto F. Walter. Celui-ci critiqua la vision par trop négative de Frisch ; Walter invoquait les nombreux débats publics suscités par les « non-conformistes » pour contrer l'idée selon laquelle la nouvelle génération d'intellectuels se serait réfugiée dans l'abstraction, invoquant les œuvres de « [Peter] Bichsel, [Hans] Boesch, Diggelmann, [Jürg] Federspiel, [Walter] Gross, Jäggi, [Louis] Jent, [Markus] Kutter, [Hugo] Loetscher, Marti, [Gerhard] Meier, [Jean-Pierre] Monnier, [Adolf] Muschg, [Paul] Nizon, Velan » et rappelant « par exemple les déclarations contre l'armement atomique, les provocations de Diggelmann, l'affaire télévisée de Loetscher, les manifestes pour le Vietnam, le "Sachen und Privatsachen" de Kutter »<sup>105</sup>.

Comme la recherche historique était dominé par des intellectuels conservateurs et que les autorités entravaient la diffusion de sources, il n'est guère étonnant que ce soit des écrivains qui thématiscèrent les premiers les aspects les plus délicats de ce passé récent. La représentation, en 1961, de la pièce *Andorra* de Frisch, qui questionnait la responsabilité de la population d'un petit État neutre face aux persécutions antisémites, en constitue sans doute le premier exemple, et le plus célèbre. Toutefois, si *Andorra* fut

104. *Idem*.

105. « Das "soll" der Literatur. Notizen zu einer Frage von Max Frisch », *Neutralität*, mars 1966 (m. t.) Rappelons qu'en 1965, un reportage de l'écrivain zurichois Loetscher, critique à l'égard du dictateur portugais Salazar, avait été interdite de diffusion à la télévision alémanique (Loetscher, « Ach, Herr Salazar », *Neutralität*, mars 1966). Quant à Kutter, il avait publié en 1964 son journal, dans lequel il tournait en dérision les institutions de la Défense spirituelle.

l'un des plus grands succès de l'histoire du *Schauspielhaus* de Zurich, la presse omit souvent d'associer directement le contenu de la parabole de Frisch à la question de l'asile durant la guerre<sup>106</sup>.

En 1963 pourtant, la mise en scène de la pièce de Frisch au Théâtre municipal de Lausanne, dirigée par Charles Apothéloz, suscita un débat sur la politique à l'égard des réfugiés. Dans un livret accompagnant la représentation, Apothéloz, avec la collaboration du jeune historien Philippe Schwed, avait en effet introduit une présentation des résultats du rapport Ludwig. Signe du caractère très sensible de cette question aux yeux des cercles officiels, ce livret fut censuré par les autorités municipales, à l'initiative du syndic radical Georges-André Chevallaz, lui-même auteur de plusieurs manuels d'histoire à l'intention des écoliers<sup>107</sup>. Selon ce dernier, le texte produit sous la responsabilité d'Apothéloz révélait « le style passionné de cet antifascisme aussi intolérant et aussi fanatique que le fascisme lui-même »<sup>108</sup>. Deux ans plus tard, Franck Jotterand – dont on a déjà souligné l'engagement en faveur de la liberté d'expression et le souci d'aborder, de manière critique, des sujets délicats – présenta le rapport Ludwig dans la *Gazette de Lausanne* : comme il le souligna peu après, les « près de 300 lettres » qu'il reçut en réaction à cet article montraient que « ce rapport officiel [...] était pratiquement inconnu, bien qu'on puisse l'obtenir en principe à la Chancellerie, à Berne »<sup>109</sup>.

Si la pièce de Frisch n'avait guère stimulé le débat historique en Suisse alémanique, en revanche, le roman de W. M. Diggelmann *Die Hinterlassenschaft*, paru en 1965, déclencha une polémique dont la presse se saisit largement. Ce mélange d'enquête historique et de fiction constituait un réquisitoire beaucoup plus direct que la parabole d'*Andorra* contre l'antisémitisme de l'État helvétique durant la guerre. Un passage du roman mettait ainsi en scène le narrateur rêvant d'une politique radicalement différente, où les Juifs auraient été accueillis par milliers et armés par les autorités suisses, en vue de la lutte contre le « Reich »<sup>110</sup>.

Étant donné que le rapport Ludwig n'avait pas intéressé « plus de quelques dizaines de Suisses », Diggelmann expliquait, dans une lettre à un ami :

106. Bircher, 2000, pp. 65-76.

107. Chevallaz, 1957.

108. *Gazette de Lausanne*, « La censure d'Andorra », 5 juin 1963.

109. « Lisez le Rapport Ludwig », *Gazette de Lausanne*, 16 octobre 1965.

110. Diggelmann, 2003, p. 51.

Mon opinion est qu'on rencontre davantage d'écho en donnant à ses préoccupations la forme d'une fiction. À partir de là, on doit sans doute dramatiser certains événements [...] on doit aussi confronter les événements antérieurs (soit la fuite jusqu'en Suisse) aux événements postérieurs (le séjour en Suisse), car c'est seulement à partir d'une telle mise en perspective qu'il devient évident que la Suisse a fort peu accompli pour les réfugiés.<sup>111</sup>

Si l'on a déjà mentionné un premier élément biographique qui contribue à éclairer la composition de ce roman – soit l'insertion du jeune écrivain dans les réseaux anticomunistes zurichois des années 1950 – un autre aspect de son parcours mérite d'être rappelé, car il contribue à expliquer l'intérêt de Diggelmann pour la violence du régime nazi. Après une jeunesse difficile, durant laquelle le futur écrivain fut placé en tant qu'enfant illégitime, il interrompit un apprentissage dans l'horlogerie à 17 ans, en 1944, à la suite d'un vol de peu d'importance. Le jeune homme s'enfuit en Italie pour échapper à l'enquête. Sans autorisation de séjour, il y fut arrêté par la police allemande. Celle-ci l'expédia à Dresde comme travailleur forcé au service de l'économie de guerre nazie; il fut ensuite interné par la Gestapo après une tentative de fuite.

Ainsi qu'on peut l'imaginer, les milieux conservateurs affichèrent une nette hostilité à l'égard du roman de Diggelmann. En 1965, l'historien bernois Walther Hofer, membre du PAB, accusa l'auteur d'être un « nain de jardin littéraire », tandis qu'il le soupçonnait, vu ses écrits subversifs, de rêver à une « nouvelle explosion de violence »<sup>112</sup>. Diggelmann lui répondit qu'il n'aspirait nullement au retour de celle-ci, ayant lui-même « vécu dans sa propre chair la violence du Troisième Reich » en tant que travailleur forcé et victime de la Gestapo<sup>113</sup>.

Malgré l'hostilité d'un historien comme Hofer, les œuvres littéraires de Frisch et Diggelmann préparèrent le terrain à la publication, en 1967, d'une recherche critique approfondie sur la politique d'asile, rédigée par Alfred A. Häsler. Häsler était un journaliste qui avait évolué vers la gauche durant l'adolescence, à tra-

111. Lettre de Diggelmann à [?] Brutschowiecki [?], 6 mai 1964, ALS, fonds W. M. Diggelmann, carton n° 13 (m. t.)

112. Cité par Wenger, 2003, p. 276 (m. t.); *NZZ*, « Der "Mirage" des Herrns Diggelmann », 10 janvier 1965; *Der Bund*, « Zirkus Diggelmann », 30 novembre 1964.

113. Lettre de Diggelmann à Hofer, 20 mai 1965, ALS, fonds W. M. Diggelmann, carton n° 15 (m. t.)

vers des activités de solidarité en faveur des républicains espagnols. Après le conflit mondial, il avait rejoint le PST et avait animé une association culturelle apparentée, *Kultur und Volk*, avant de rompre en 1956 avec les partisans de l'URSS<sup>114</sup>. Il s'était ensuite engagé contre l'intervention militaire française en Algérie, tout en collaborant à des journaux comme celui de l'Alliance des indépendants, *Die Tat*. Son essai de 1967, *Das Boot ist voll*, permit de diffuser auprès d'un public large – 30 000 exemplaires furent rapidement écoulés – les conclusions du rapport Ludwig, quelque dix ans après sa parution<sup>115</sup>.

Malgré ce succès, l'étude de Häslér fut accusée par une partie de la presse de sous-estimer la menace hitlérienne, qui aurait conduit les autorités, mues par une légitime prudence, à refuser d'accueillir un nombre trop élevé de Juifs<sup>116</sup>. Cette critique adressée à l'ouvrage de Häslér témoignait de ce que les facteurs économiques expliquant la préservation de l'intégrité de la Suisse durant la guerre n'étaient guère prise en compte dans le débat des années 1960. Rares étaient en effet les voix qui, à l'instar du jeune étudiant et objecteur de conscience Christoph Geiser dans *Neutralität*, considérait que « pour la Seconde Guerre mondiale, il est même possible de démontrer que ce n'est pas l'armée qui a sauvé la Suisse, mais plutôt la politique d'adaptation de l'économie »<sup>117</sup>. Quoique cette information fût alors inconnue des lecteurs de *Neutralität*, le jeune Geiser avait d'autant plus de raisons d'être sensible à cette problématique que sa mère n'était autre que la fille du très controversé ambassadeur de Suisse en Allemagne durant la guerre, Hans Frölicher.

Si ce débat suscitait des crispations parmi les intellectuels conservateurs, c'est aussi parce que certains d'entre eux, à l'instar d'Emil Staiger, pouvaient être mis en cause pour leur attitude durant ces années sombres. Vu sa filiation, la prise de position du jeune Geiser était emblématique d'une volonté de rupture par rapport à la génération de ses parents, typique d'une partie de la politisation à gauche des « années 1968 ». Jusqu'à un certain point, ce facteur intergénérationnel faisait ressurgir le spectre de l'épuration qui

114. Sur les engagements de jeunesse de Häslér, voir sa lettre à Paul Vogt-Brenner, 23 mars 1967, AfZ, fonds A. A. Häslér, doss. 500; sur sa prise de distance avec l'URSS et le PST après 1956, voir sa lettre à Jakob Bühler, 12 février 1967, *idem*.

115. Häslér, 1967; Golowin, 1967.

116. *NZZ*, « Das Boot ist voll », 22 juillet 1967; *Basler Nachrichten*, « Das Boot ist voll », 9 septembre 1967.

117. Geiser, « Der Anschluss fand statt », *Neutralität*, janvier 1970 (m. t.)

avait plané dans l'immédiat après-guerre. Paul Schmid-Ammann, qui, on l'a vu, avait joué un rôle important dans le cadre de la campagne pour l'épuration après 1944 – avant d'être amèrement déçu par la tournure des événements en Suisse – se réjouissait du retour de ces questions sur le devant de la scène, portées par une nouvelle génération<sup>118</sup>.

À la fin des années 1960, la mise en cause de la génération aux affaires durant la guerre par les « non-conformistes » toucha aussi le conseiller fédéral en fonction, Ludwig von Moos, accusé d'avoir collaboré à un journal antidémocrate et antisémite durant les années 1930 et la guerre, l'*Obwaldner Volksfreund*. La rédaction de *Neutralität*, soutenue par des parlementaires socialistes, demanda sa démission<sup>119</sup>. Cette polémique contribua à fragiliser un conseiller fédéral déjà mis en difficulté par le scandale qui avait éclaté quelques mois plus tôt autour de la diffusion, sous sa responsabilité et à tous les ménages helvétiques, du *Livre de la défense civile*. L'écrivain Diggelmann n'hésitait pas à renvoyer dos à dos ces affaires :

J'ai déjà vu beaucoup de littérature politico-obsène. Une de ses œuvres s'appelait *Mein Kampf*[...]. Et voici que la poste m'apporte une nouvelle œuvre du même genre : Défense civile [...] Celui qui met aujourd'hui – vingt-cinq ans après Auschwitz et après la distribution du tampon "J" par le Département de justice et police – sur le même plan l'extrémisme de gauche et l'extrémisme de droite prouve qu'il est lui-même un extrémiste de droite.<sup>120</sup>

Ce discours provocateur de Diggelmann n'alla toutefois pas sans susciter l'irritation, y compris parmi certains intellectuels critiques, qui lui reprochaient une approche trop caricaturale<sup>121</sup>. La mobilisation de la mémoire de la guerre pour dénoncer la bourgeoisie suisse ou l'impérialisme occidental allait pourtant devenir récurrente dans le discours de certains étudiants politisés dans le

118. Lettre de Schmid-Ammann à Benjamin Sagalowit, 5 janvier 1966, AfZ, fonds P. Schmid-Ammann, doss. 99.113. Schmid-Ammann s'indigne dans cette lettre de ce que nombre de frontistes se soient maintenus dans la fonction publique après 1945, citant les cas emblématiques de l'enseignant Paul Lang, ainsi que des professeurs d'universités Werner Kägi et Emil Staiger.

119. *NZZ*, « Angriffe gegen Bundespräsident von Moos », 30 décembre 1969 ; Garovi, 2012, pp. 156-163 ; Altermatt, 2012, p. 326.

120. *Weltwoche*, 24 octobre 1969, cité par *Journal de Genève*, « "C'est la guerre de Papa" (rient-ils) », 28 octobre 1969.

121. Lettre d'Alfred Häslér à Jakob Bühner, 8 avril 1966, AfZ, fonds A. Häslér, doss. 354-378.



sillage de 1968 : selon eux, le traitement des saisonniers italiens ou des réfugiés chiliens évoquait le sort réservé aux demandeurs d'asile juifs durant la guerre ; la collaboration économique et militaire de la Suisse avec les États-Unis dans le contexte de la guerre du Vietnam rappelait celle qu'entretenait la Suisse vingt-cinq ans plus tôt avec le « Reich », etc.<sup>122</sup>.

Reste que si les « non-conformistes » donnèrent une impulsion importante au débat historique concernant le rôle de la Suisse durant la guerre – y compris pour les recherches ultérieures – ce processus ne suffit pas, à court terme, à renverser la vision dominante de l'histoire de la guerre<sup>123</sup>. Le refus à répétition, de la part des autorités saint-galloises et fédérales, entre 1968 et 1971, de réhabiliter Paul Grüniger – le commandant de la police de Saint-Gall qui avait laissé entrer des Juifs sur le territoire suisse de manière illégale après 1938 – illustre l'absence d'un véritable retour critique sur la période de la guerre au sein des milieux dirigeants helvétiques, à l'orée des années 1970.

### L'HÉRITAGE PACIFISTE

Si le parcours de Paul I. Vogel, le fondateur de *Neutralität*, s'inscrit dans le cadre des transformations à l'œuvre dans l'université des années 1960 – essor du nombre d'étudiants et démocratisation des études, nomination de professeurs de gauche dans des branches comme la sociologie, etc. – son itinéraire est également emblématique par un autre aspect. En effet, la politisation du jeune Bâlois, quoiqu'il fût issu d'une famille catholique, bénéficia de la rencontre de protestants progressistes en Suisse alémanique, puis en Allemagne de l'Ouest, lors d'une année d'étude accomplie à Berlin<sup>124</sup>. Il y a là une illustration des liens entre les milieux protestants qui jouèrent, on l'a vu, un rôle important du point de vue de la contestation politique dans la Suisse des quinze premières années de l'après-guerre, et les « non-conformistes » des années 1960.

122. Coordination nationale des comités Chili, « 1938 : introduction du visa pour les Juifs allemands ; 1974 : introduction du visa pour les Chiliens...! », Lausanne, [mars 1974], Archives contestataires, Genève, Fonds Baldacci-Curonicci-Descombes. Je remercie Nuno Pereira qui m'a communiqué ce document. De telles comparaisons sont aussi fréquentes sous la plume des étudiants ouest-allemands, voir Mausbach, 2003, pp. 279-298.

123. Pour l'influence des « non-conformistes » des années 1960 sur l'historien Hans Ulrich Jost, qui publia en 1983 un texte critique sur la période des années 1930 et de la guerre en Suisse, considéré comme un tournant historiographique. Voir Jost, 2008, p. 6.

124. Vogel, 2005, pp. 34-40.

Vu sous cet angle, le parcours de Vogel peut en effet être mis en parallèle avec la trajectoire de plusieurs personnalités apparentées au mouvement « non conformiste ». On peut ainsi songer au pacifiste chrétien Hansjörg Braunschweig, qui avait fait ses premières armes dans le Mouvement contre l'armement atomique à la fin des années 1950 ; ou encore à Arnold Künzli, cheville ouvrière de *Neutralität*, pour qui les liens avec des protestants de gauche avaient représenté un facteur de politisation dans les années 1950<sup>125</sup>. Les pacifistes chrétiens de la génération précédente, comme les professeurs bâlois Karl Barth ou Fritz Lieb, jouaient donc le rôle de figures tutélaires, au même titre qu'un Max Frisch<sup>126</sup>. Certains acteurs en vue parmi les « non-conformistes », comme le Bernois Kurt Marti, collaborateur de *Neutralität*, étaient eux-mêmes des protestants engagés. Quant à Alfred Häslér, l'auteur de *Das Boot ist voll*, il soulignait souvent combien il avait été marqué par l'engagement de pasteurs de la génération précédente en faveur des réfugiés<sup>127</sup>.

Il n'est dès lors pas étonnant que plusieurs textes littéraires publiés par les écrivains de gauche aient mis en scène de manière positive des pasteurs se battant courageusement contre les excès de l'anticommunisme<sup>128</sup>. Quant à la revue *Neutralität*, elle accordait une large place à des personnalités comme Martin Niemöller, théologien ouest-allemand qui avait été persécuté par les nazis, avant de s'engager dans les années 1950 contre l'armement atomique, puis dans les années 1960 contre la guerre du Vietnam<sup>129</sup>. En revanche, le catholicisme était perçu comme un bastion de la réaction, une appréciation qu'on a déjà vue partagée par nombre de protestants de gauche dans l'après-guerre. Cette vision fut confortée par les déboires rencontrés par les « non-conformistes » dans leur collaboration avec les Éditions Walter, chapeauté par l'ancien conseiller fédéral catholique conservateur Etter.

Aux yeux des « non-conformistes », le prestige des personnalités protestantes progressistes tenait aussi à ce qu'elles avaient combattu

125. Sidler, 2006, p. 108.

126. Lettre de Paul Ignaz Vogel à F. Lieb, 17 mai 1963, Aa 1149 ; lettre d'Arnold Künzli à F. Lieb, 25 novembre 1962, UB, fonds F. Lieb, Aa 616.

127. Lettre d'Alfred Häslér à Jakob Bühner, 12 février 1967, AfZ, fonds A. A. Häslér, doss. 354-378.

128. De telles figures sont présentes dans *La succession difficile (Die Hinterlassenschaft)* de Diggelmann ou, en Suisse romande, dans *Je* d'Yves Velan. Comme le notait l'écrivain romand engagé à gauche Claude Frochoux, le pasteur est « depuis vingt ans l'homme providentiel des lettres romandes », 1969, pp. 94-95.

129. Interview de Niemöller par Vogel dans *Neutralität*, juin 1967.

la défense nationale et spirituelle de guerre froide – contrairement aux dirigeants du PSS – sans toutefois s'aligner sur les positions prosoviétiques des Partisans de la paix, décrédibilisées après l'intervention militaire en Hongrie. Si l'engagement pacifiste porté par la génération précédente était valorisé par les rédacteurs de *Neutralität*, c'est, en outre, parce que cette problématique gardait une forte actualité dans les années 1960.

Pour celles et ceux qui, comme Vogel, avaient une vingtaine d'années en 1962, la crise des Missiles de Cuba – et avec elle le spectre d'un embrasement atomique – avait valeur d'événement fondateur<sup>130</sup>. L'institution militaire restait en outre organiquement liée aux milieux dirigeants, de sorte que le pacifisme était une mise en cause du pouvoir. Le facteur générationnel jouait aussi à plein pour ces jeunes gens qui ne comprenaient plus l'esprit de réduit habitant une partie de la génération de leurs parents, et leur manière de cultiver avec nostalgie le souvenir des années de service actif. De plus, dès 1964, la mobilisation contre l'intervention militaire des États-Unis au Vietnam stimula le mouvement pacifiste, en Suisse comme dans le reste de l'Europe occidentale.

Avec la période de détente qui s'ouvrit après 1962, la lutte contre l'armement atomique de la Suisse avait certes perdu de son importance, car le Conseil fédéral mit le projet en veilleuse. Les autorités ratifièrent en 1963 un accord international garantissant une interdiction partielle des essais nucléaires, tandis que les négociations en vue d'un traité de non-prolifération semblaient avancer de manière prometteuse sur le plan international. En 1966, le Conseil fédéral précisa que l'armement atomique restait une option possible pour l'armée, mais qu'il n'en était plus question à court terme<sup>131</sup>. Toutefois, d'autres problématiques liées à la défense nationale gagnèrent en actualité. Outre l'organisation des marches de Pâques à un rythme annuel, l'activité des pacifistes se réorienta vers l'obtention d'un statut en faveur des objecteurs de conscience. Cette revendication ancienne de la gauche et d'une partie des milieux religieux revenait en effet sur le devant de la scène. En 1961, l'introduction d'un service civil pour les objecteurs en Allemagne de l'Ouest – une possibilité qui découlait des principes pacifiques fixés par la Loi fondamentale de la République fédérale de 1949,

130. Vogel, 2005, pp. 34-36.

131. *Bericht des Bundesrates an die Bundesversammlung über die Konzeption der militärischen Landesverteidigung*, 6 juin 1966, *Feuille fédérale*, pp. 871-872.

mais qu'Adenauer ne s'était pas empressé de concrétiser – donna un nouvel élan aux pacifistes de Suisse; d'autant que l'année suivante, les Pays-Bas suivirent la voie ouverte par Bonn<sup>132</sup>. Ces deux pays furent suivis par la France en décembre 1963, même si la nouvelle loi qui y fut promulguée était dissuasive à l'égard des objecteurs, car le service civil durait deux fois plus de temps que le service militaire<sup>133</sup>.

En Suisse, un nombre croissant de recrues choisirent la voie de la désobéissance pour protester contre l'absence d'un service civil: de 70 condamnations pour refus de servir durant l'année 1963, sur environ 20 000 recrues, ce nombre crût régulièrement pour atteindre 450 condamnations en 1973<sup>134</sup>. L'augmentation des cas d'objection de conscience, dès le début des années 1960, et les mobilisations en solidarité avec les objecteurs, préfigurent les mouvements antimilitaristes des « années 1968 ». Le regain du mouvement pacifiste intervint dans un contexte où le prestige de l'armée dans la population, pour la première fois depuis la fin de la guerre, s'effritait, en raison des scandales à répétition qui ébranlèrent l'institution. La plus connue parmi ces affaires fut celle des Mirages en 1964, un avion de chasse français commandé par l'armée suisse quelques années plus tôt. Or, en 1964, le prix final de cet appareil dépassa largement le montant qui avait été initialement annoncé par le Conseil fédéral; dans les discussions de café, on disait que ce chasseur méritait de mieux en mieux son nom. Pour la première fois, une commission parlementaire enquêta sur les agissements de la direction de l'armée.

Dans un long article paru en 1963, la *NZZ* concédait que la question de l'objection pour motif religieux pouvait susciter un débat légitime – notamment s'agissant des Témoins de Jéhovah<sup>135</sup>. Le quotidien de la droite zurichoise dénonçait en revanche les tentatives émanant d'« extrémistes de gauche », qui consistaient à instrumentaliser le refus de servir à des fins politiques, dans l'idée de trouver un nouveau terrain d'action contre la défense nationale, à l'heure où la problématique de l'armement atomique ne faisait plus recette. Au début des années 1950, en particulier sous la pression de la Fédération des Églises protestantes, les autorités avaient lâché

132. *Journal de Genève*, « Aux Pays-Bas. Service civil pour les objecteurs de conscience », 17 avril 1962.

133. Auvray, 2008, pp. 346-365.

134. Jean-Pierre Goretta, *Chemins de la vie*, 1<sup>er</sup> novembre 1965, ARTS.

135. *NZZ*, « Ein neues Agitationsfeld des gelenkten Pazifismus », 26 juillet 1963 (m. t.)

du lest sur la question de l'objection pour motif religieux, en permettant aux tribunaux de condamner cette catégorie d'objecteurs à une peine d'arrêts répressifs<sup>136</sup>. D'un point de vue juridique, cela permettait à la justice de tenir compte du motif dit honorable, en évitant le caractère infamant de l'emprisonnement. Mais il s'agissait aussi, par là, de mieux stigmatiser l'objection pour motif non religieux, pour laquelle une recrue risquait une peine allant jusqu'à six mois de prison<sup>137</sup>.

De plus, les manifestations de soutien à l'objection de conscience pouvaient à elles seules faire l'objet d'une condamnation, en tant qu'appel à la désobéissance à un ordre militaire. Ainsi, en 1964, l'enseignant biennois Pierre Annen, proche d'Arthur Villard, fut jugé et condamné à vingt jours de prison avec sursis, pour avoir plaidé pour le refus de servir, quand bien même il avait accompli son service militaire et reçu d'excellentes appréciations de la part de ses supérieurs<sup>138</sup>. Avant le jugement, la police vint interpellier ce militant pacifiste dans l'école où il enseignait, ce qui suscita une vive émotion à Bienne. Dans le même ordre d'idées, au début des années 1960, des manifestations en faveur d'un service civil furent interdites dans plusieurs cantons<sup>139</sup>.

Les objecteurs du milieu des années 1960 bénéficiaient, là encore, de l'exemple de militants pacifistes de la génération précédente, comme René Bovard, premier lieutenant dans l'armée suisse, qui avait été condamné en 1947 pour refus de servir, parce qu'il avait estimé qu'après l'« horreur absolue » de la Seconde Guerre, l'objection était le seul choix cohérent<sup>140</sup>. Arthur Villard fut lui aussi reconnu comme une figure de référence par la nouvelle génération, notamment par l'équipe de *Neutralität*, après sa condamnation à quarante-cinq jours de prison ferme et au paiement des frais de la cause en 1966<sup>141</sup>. Le pacifiste biennois avait fondé en 1963 un petit groupe en faveur du service civil, qui était devenu la section suisse de l'Internationale des résistants à la guerre. Ce réseau mis sur pied après la Première Guerre réunissait des pacifistes d'horizon divers,

136. Révision du 21 décembre 1950 de l'art. 29 al. 3 du Code pénal militaire.

137. *Journal de Genève*, « Deux objecteurs de conscience condamnés », 12 février 1962.

138. *NZZ*, « Prozess Annen in Biel », 17 novembre 1964. Villard fut aussi condamné à quinze jours de prison avec sursis, en tant que complice.

139. *Journal de Genève*, « Le Conseil d'État interdit la manifestation des objecteurs de conscience », 16 décembre 1960.

140. *Continents sans visa*, 1<sup>er</sup> février 1961, ARTS.

141. Mario Cortesi, « Eine Stadt wie Biel », *Neutralität*, septembre 1967 ; Lerch, 2001, pp. 397-405.

des quakers aux admirateurs de Gandhi<sup>142</sup>. Villard avait refusé, en 1965, par solidarité avec des objecteurs de conscience condamnés par la justice bernoise, d'accomplir le dernier cours de répétition auquel il était astreint après mille cent jours de service, ce qui lui valut de passer devant le tribunal l'année suivante<sup>143</sup>. Dans la foulée, des « non-conformistes » de Berne, Bâle et Zurich participèrent à une manifestation de solidarité avec Villard devant le pénitencier de Witzwil, à la frontière entre les cantons de Berne et Fribourg, qui donna lieu à des échauffourées avec des manifestants de droite et avec la police<sup>144</sup>. Avant la fin de la décennie, Villard fit encore l'objet de trois autres condamnations en lien avec ses activités pacifistes et fut à nouveau menacé de licenciement, comme au début des années 1950<sup>145</sup>.

Si le courant pacifiste était particulièrement vivace dans la région de Bienne, ce n'est peut-être pas seulement en raison de l'activité de figures charismatiques comme celle de Villard, mais aussi compte tenu de la proximité avec le Jura suisse, dont une partie de la population revendiquait, depuis les années 1910 au moins, la formation d'un nouveau canton (finalement acquise en 1978), qui garantirait une indépendance par rapport aux autorités cantonales bernoises<sup>146</sup>. Or, les controverses autour de la question jurassienne dans l'après-guerre se manifestèrent en particulier à travers les fortes critiques d'une partie de la population à l'égard de plusieurs projets, portés par les autorités fédérales, visant au renforcement de la présence de l'armée suisse dans cette région. Si une fraction importante de cette contestation n'était pas marquée à gauche, mais était portée par des paysans refusant de vendre une partie de leur terrain pour la construction de places d'armes, certains militants jurassiens expliquaient, de manière plus politique, que le déploiement renforcé de la troupe dans la région visait à prévenir et à intimider le mouvement séparatiste, au lieu de répondre

142. Prasad, 2005.

143. *Journal de Genève*, « Objecteur de conscience condamné », 28 mars 1966; A. Villard, « Quelques données avant le procès de Fribourg », 25 mars 1966, SSA, fonds A. Villard, Ar. 133.10; « L'objection de conscience en Europe occidentale. La Suisse et l'Italie, parents pauvres », Tract de l'Internationale des résistants à la guerre, 4 mars 1967, CT, fonds Raymond Bertholet, dossier 1-2.

144. Mario Cortesi, « Freiheit für die Schlagstöcke », *Neutralität*, septembre 1966; *NZZ*, « Berichterstätter oder Demonstrant? », 14 juillet 1966; Färber, 2006, pp. 44-46.

145. André Villard, « Curriculum vitae d'Arthur Villard, citoyen du monde, socialiste et humaniste », SSA, fonds A. Villard, 133.10.1; *Feuille d'avis de Lausanne*, « Instituteur objecteur, Arthur Villard a failli perdre sa situation », 16 décembre 1967.

146. Hauser, 2004.

aux aspirations culturelles légitimes de la population. En 1964, le chef du Département militaire fédéral, le ministre Paul Chaudet, fut ainsi chahuté par plusieurs centaines de manifestants indépendantistes, lors d'une commémoration des mobilisations de 1914 et 1939, qui se déroulaient cette année-là dans un village jurassien<sup>147</sup>. Dès 1966, le groupe séparatiste Bélier appelle les recrues jurassiennes à l'objection de conscience.

Signe que le mouvement jurassien préoccupait les intellectuels de gauche dans toute la Suisse, les « non-conformistes » autour de *Neutralität* organisèrent une journée de débat sur la question jurassienne en 1966, en présence d'un des principaux animateurs du mouvement séparatiste, Roland Béguelin. Ce dernier, en raison de ses positions sur la question jurassienne, avait été exclu, en 1962, de la section bernoise du Parti socialiste. À ce moment, le parti restait en effet, dans sa majorité, solidaire des autorités fédérales, qui se montraient hostiles au séparatisme<sup>148</sup>. Vu le lien entre la sensibilité antimilitariste et le mouvement jurassien, ce n'est pas un hasard si les socialistes non jurassiens opposés à l'orientation anti-séparatiste du PSS se recrutaient, le plus souvent, dans les rangs de la minorité pacifiste, qui s'était engagée pour la réduction des dépenses d'armement ou contre l'armement atomique<sup>149</sup>.

De manière plus générale, en conclusion de ce sous-chapitre, relevons justement que le pacifisme d'une partie de la jeune génération des « non-conformistes » et autres précurseurs des mouvements sociaux des « années 1968 » s'inscrivait en rupture avec les orientations majoritaires du PS et de l'Union syndicale dans l'après-guerre. En 1968, Ernst Wüthrich, le président de la Fédération des ouvriers sur métaux et horlogers (FOMH) et conseiller national socialiste spécialisé dans les questions de défense, soulignait, à propos du rapport du Conseil fédéral consacré aux « grandes lignes de la politique gouvernementale », que cette prise de position était « d'autant plus réjouissant[e] qu'[elle] reconnaît la nécessité d'une industrie suisse de l'armement »<sup>150</sup>. Lorsqu'en 1968, les dirigeants de l'USS participèrent – aux côtés des chefs la Société suisse des officiers et d'autres associations patriotiques – à une Conférence

147. *Journal de Genève*, « La manifestation des Rangiers. M. Chaudet empêché de parler », 31 août 1964 ; Gogniat, 2005, p. 137.

148. Färber, 2006, p. 56 ; *Neutralität*, mars 1966 et décembre 1968.

149. Une figure de l'objection de conscience comme Arthur Villard, après quelques hésitations, se rallia à la revendication en faveur de l'indépendance jurassienne.

150. Cité par le *Journal de Genève*, « Le « Conseil suisse de la paix » divague ! », 7 août 1968.

pour la défense spirituelle, le contraste était évident avec l'engagement des militants qui manifestèrent cette année-là à Genève contre les « Journées de la défense nationale », provoquant une nouvelle fois des heurts avec la police<sup>151</sup>.

En privé, des intellectuels conservateurs comme Peter Dürrenmatt ou Walther Hofer se réjouissaient de l'appui apporté par un dirigeant syndical comme Wüthrich à la Défense spirituelle, au moment où celle-ci était largement mise en cause, y compris par les dirigeants d'une association culturelle officielle comme Pro Helvetia<sup>152</sup>. La divergence était également manifeste entre les orientations de l'USS et celles du groupe des Résistants à la guerre de Villard, dont quatre membres venaient d'être condamnés, ce même mois de mai 1968, pour trouble à l'ordre public, après avoir distribué un tract contre le « Rapport de défense spirituelle » publié l'année précédente par la Société des officiers<sup>153</sup>. Des personnalités comme Villard, à contre-courant par rapport au consensus dominant qui régnait autour de la défense nationale, devinrent ainsi des modèles d'engagement pour les jeunes militants post-1968, quand, au contraire, les dirigeants du PSS et de l'USS apparaissaient en décalage avec les aspirations d'une partie de la nouvelle génération.

### UN PETIT VENT DE CONTESTATION EN SUISSE ROMANDE

Il a beaucoup été question de la Suisse alémanique dans ce chapitre. Pourtant, en Suisse romande également, l'engagement d'une nouvelle génération de jeunes gens – qui achevaient pour la plupart, à l'image de leurs contemporains en Suisse alémanique, des études universitaires – contribua à revivifier les activités des courants politiques situés à la gauche des dirigeants du PSS et de l'USS. Avant 1968, les entreprises de ces nouveaux militants ne connurent pas, toutefois, le même degré de structuration et de visibilité qu'en Suisse alémanique, autour d'une revue comme *Neutralität*, et plus généralement à travers le mouvement « non conformiste ». Dans les années 1950, la région lausannoise en particulier avait vu l'essor d'un milieu intellectuel de gauche assez actif, qui contrastait avec

151. *Journal de Genève*, « Pour la défense spirituelle du pays. Vers la création d'une "conférence nationale" », 13 octobre 1967; *Journal de Genève*, « Contre les Journées de la défense nationale, des échauffourées se sont produites », 15 mai 1968; Udry, 1988; Stüssi, 1988, pp. 34-45.

152. Gillibert, 2013, p. 403.

153. *Feuille d'avis de Lausanne*, « Bagarre de Beaulieu : recours rejetés », 29 août 1968.



la relative atonie des milieux progressistes alémaniques. On assista donc à un certain rééquilibrage dans le courant des années 1960. À tout le moins, la Suisse alémanique retrouvait une place en rapport à son poids démographique, trois fois plus important.

À Lausanne et, dans une moindre mesure, à Genève, le Mouvement démocratique des étudiants (MDE) avait constitué, dès la fin des années 1950, un petit vivier de jeunes militants globalement orientés à gauche du PSS<sup>154</sup>. Leur engagement représentait une certaine continuité par rapport aux entreprises intellectuelles qui, comme on l'a vu, avaient marqué la première moitié de la décennie, notamment la revue *Rencontre* (1949-1953). Même si plusieurs collaborateurs de cette publication avaient bénéficié, dans l'intervalle, d'une reconnaissance institutionnelle, la plupart des anciens animateurs de la revue continuaient à s'illustrer par des orientations critiques et pouvaient à ce titre inspirer les étudiants du début des années 1960. De ce point de vue, on commencera par évoquer deux scandales qui ont marqué la vie culturelle romande durant l'année 1964, impliquant à chaque fois des personnalités gravitant naguère autour de *Rencontre*.

La première de ces affaires éclata à l'occasion de la représentation, à Genève, de la pièce de Weideli *Le Banquier sans visage*. Weideli, désormais directeur du supplément culturel du *Journal de Genève*, avait composé cette œuvre sur commande des autorités genevoises, à l'occasion du 150<sup>e</sup> anniversaire de l'entrée de ce canton dans la Confédération. La pièce adoptait une perspective peu complaisante à l'égard du célèbre banquier genevois Jacques Necker, présenté comme un affairiste sans scrupule<sup>155</sup>. La première représentation déclencha une tempête politique: la droite lança une pétition qui réunit 11 000 signatures contre cette œuvre, dénoncée comme une atteinte à l'identité genevoise. Le conseil d'administration du *Journal de Genève* décida de licencier Weideli. Avec habileté, ses membres convinrent toutefois d'attendre quelques mois avant de mettre en œuvre cette décision, afin d'éviter que l'auteur ne devienne un martyr de la liberté d'expression<sup>156</sup>.

La seconde de ces polémiques fut déclenchée par la participation du metteur en scène Charles Apothéloz à l'organisation de l'Exposition nationale qui se tint à Lausanne cette même année 1964.

154. Jeanneret, 2005, pp. 43-84

155. Weideli, 1964; Burnand, in Vallotton, 2007, pp. 69-108.

156. Clavien, 2012, p. 256.

La nomination d'Apothéloz à la direction du Théâtre municipal lausannois aurait pu représenter, pour ce fils d'un notable proche de la Ligue vaudoise, une manière de tourner la page avec une jeunesse contestataire, marquée par un passage en prison pour refus de servir. Pourtant, il continua à développer une ligne théâtrale considérée comme suspecte par une partie des cercles officiels, comme on l'a déjà vu avec la censure d'un livret publié pour accompagner la mise en scène d'*Andorra*. La méfiance à l'égard d'Apothéloz pouvait aussi prendre un tour plus cocasse. Un journaliste soupçonna ainsi publiquement l'homme de théâtre de monter la pièce *Pierre et le loup* à l'attention des enfants lausannois, pour leur faire passer un message subliminal, selon lequel le loup symboliserait le banquier suisse<sup>157</sup>.

La participation d'Apothéloz à l'Exposition de 1964 fut donc initialement présentée par les organisateurs comme un geste d'ouverture vers les milieux artistiques critiques, jusqu'au moment où son projet, baptisé Gulliver, fut censuré sur instruction de Hans Giger, le représentant du Conseil fédéral au sein du comité d'organisation<sup>158</sup>. En effet, le questionnaire qu'Apothéloz prévoyait de distribuer aux visiteurs, dans le but de dresser un portrait du citoyen suisse moyen – signe supplémentaire de l'intérêt éveillé, dans les milieux critiques, pour la sociologie et ses méthodes – contenait des questions considérées comme subversives, par exemple sur l'objection de conscience ou le communisme<sup>159</sup>.

Au-delà de cette affaire, l'Exposition nationale de 1964 donna lieu à une apparition publique des intellectuels de gauche « non conformistes » alémaniques en Suisse romande, qui tissèrent à cette occasion des liens avec des personnalités comme Apothéloz ou Weideli<sup>160</sup>. Des membres du comité de rédaction de *Neutralität* publièrent ainsi un pamphlet, intitulé *Expo 64: Trugbild der Schweiz*, qui dénonçait l'image idéalisée du pays présentée par l'exposition<sup>161</sup>. À leurs yeux, cette image d'épinal, verrouillée par la censure du questionnaire d'Apothéloz, passait sous silence des problèmes comme celui de la xénophobie. De plus, les « non-conformistes » critiquaient l'omniprésence de l'armée au sein de l'exposition, en particulier à travers la construction d'une sorte de bunker en forme de hérisson

157. Apothéloz, 1990, p. 105.

158. *Gazette de Lausanne*, « Gulliver amnésique », 27 juin 1964.

159. Apothéloz, 1990, pp. 71-72 et 222-225; Sidler, in König *et al.*, 1998, pp. 39-50.

160. Schär *et al.*, 2008, p. 22.

161. Rippman *et al.*, 1964.

pointant ses épines d'acier vers l'extérieur, illustration de l'esprit de défense helvétique<sup>162</sup>.

Arnold Künzli y voyait « un hérissron-potemkine élaboré par un bureau publicitaire que Monsieur Chaudet [le chef du Département militaire fédéral], manquant d'imagination, a chargé de vendre comme un produit potentiellement efficace, comme on le ferait avec une marque de dentifrice »<sup>163</sup>. Le colonel-divisionnaire Friedrich Rihner attaqua ce pamphlet dans les colonnes de la *NZZ*, soulignant que l'article de Künzli lui rappelait « les thèses défaitistes qu'un Burri et ses co-accusés tenaient contre la Suisse il y a quelque deux décennies »<sup>164</sup>. Avec cette comparaison, Rihner ne faisait pas dans la dentelle, car Franz Burri avait été condamné en 1949 à vingt ans de réclusion pour trahison, en raison de ses activités pro-nazies. Les auteurs de *Trugbild der Schweiz* portèrent plainte contre le colonel-divisionnaire pour atteinte à l'honneur. Ce dernier fut désavoué par le tribunal, et la *NZZ* condamnée à publier le jugement dans ses colonnes, une décision humiliante pour la rédaction du quotidien zurichois, qui n'avait pas l'habitude de s'en laisser conter par des « non-conformistes »<sup>165</sup>.

Ces épisodes genevois et lausannois montrent que les jeunes militants romands du début des années 1960 évoluaient dans un climat où des intellectuels un peu plus âgés, quoique non structurés autour de revues, à la manière des « non-conformistes » alémaniques, alimentaient également une forme de contestation politico-culturelle, dans le sillage des entreprises de la fin des années 1940 et du début des années 1950. Plus concrètement, des liens furent tissés entre les groupes d'étudiants engagés de Genève et Lausanne, et les animateurs, plus âgés, du Théâtre populaire romand<sup>166</sup>. En marge des institutions théâtrales officielles, ce mouvement artistique indépendant – inspiré de l'expérience française du Théâtre national populaire initiée en 1951 autour de Jean Vilar – mit en scène les œuvres de plusieurs dramaturges engagés à gauche. Parmi les auteurs locaux, citons Henri Debluë, lui aussi ancien de *Rencontre*, ou encore le Neuchâtelois Bernard Liège.

162. Vallotton, in Lugin et Vallotton, 2014, pp. 68-85.

163. Cité par Fred Rihner, « Ein nonkonformistisches Pamphlet », *NZZ*, 6 septembre 1964 (m. t.)

164. *Idem*.

165. *NZZ*, « Prozess um die Streitschrift "Expo 64 – Trugbild der Schweiz" », 21 novembre 1964.

166. *Journal de Genève*, « Théâtre romand et théâtre populaire romand », 4 mars 1965; Marmy, in Clavien *et al.*, 2014, pp. 233-249; Spira, 2010, pp. 199-232.

Ce dernier se fit en particulier connaître par le succès de sa pièce *Le soleil et la mort*, montée en 1966 par le Théâtre populaire romand<sup>167</sup>. Cette œuvre, inspirée par l'assassinat, en 1963, du parlementaire de gauche et médecin grec Grigoris Lambrakis, représentait un hommage à la résistance antifasciste et au mouvement pacifiste de guerre froide, dont Lambrakis était un des animateurs dans son pays<sup>168</sup>. La plupart des œuvres théâtrales engagées composées en Suisse francophone étaient, une fois achevées les représentations publiques, éditées aux Éditions de la Cité, fondées par Jean-Pierre Canova et Nils Andersson<sup>169</sup>. Ces deux éditeurs étaient par ailleurs engagés dans un petit groupe communiste prochinais, ce qui vaudra à Andersson, d'origine suédoise, d'être expulsé de Suisse en 1967 en raison de ses « activités subversives ».

Cet événement suscita un mouvement de solidarité dans les milieux culturels progressistes et parmi les étudiants engagés ; une pétition contre cette expulsion recueillit ainsi le soutien de grands noms, dont Sartre<sup>170</sup>. Par l'intermédiaire de l'écrivain W. M. Diggelmann, qui s'était établi dans la campagne vaudoise à la fin des années 1960, la mobilisation contre cette expulsion fut relayée à Zurich, où un rassemblement réunit 700 personnes ; une assemblée de solidarité fut de plus organisée à l'Université de Zurich par le petit groupe des Étudiants progressistes, influencé par le mouvement étudiant ouest-allemand<sup>171</sup>.

Malgré ces courants contestataires dans le domaine culturel, qui stimulèrent la politisation dans les milieux étudiants, la disparition du MDE en 1964, après huit ans d'activités, illustre la fragilité des entreprises portées par des jeunes militants qui ne bénéficiaient pas encore du souffle des mouvements des « années 1968 ». Contrairement à la Suisse alémanique, où le PST était relégué à un rôle marginal, l'ancrage populaire que gardait ce parti en Suisse romande contribua à attirer une partie des membres du MDE, à l'instar des Vaudois Gérard Delaloye, Anne-Catherine Menétrey et Olivier Pavillon, vers cette organisation. Delaloye, par exemple, y adhéra en 1961, pour protester contre la tentative d'invasion de Cuba

167. *Journal de Genève*, « Avant "Le soleil et la mort" par le TPR, à l'Atelier », 6 décembre 1966.

168. Liège, 1966.

169. Sutermeister, 2000, pp. 37-40 ; Vallotton, 2007, pp. 7-26.

170. *Gazette de Lausanne*, « Mais je suis un éditeur ! », 7 janvier 1967.

171. Tract de la Fortschrittliche Studentenschaft Zürich, « Der Fall Andersson und die Fremdenpolizei », [non-daté, 1967], SSA, Ar. 201.35.

par les États-Unis, qui l'avait fortement indigné<sup>172</sup>. Au milieu des années 1960, profitant en particulier du mécontentement populaire face à l'inflation ou à la pénurie de logements, le PST paraissait d'ailleurs regagner une certaine audience dans la population romande, après l'affaiblissement consécutif à l'intervention soviétique en Hongrie<sup>173</sup>.

Comme les quelques jeunes intellectuels qui rejoignirent le PST étaient critiqués par rapport à ses orientations prosoviétiques, ainsi qu'à l'égard d'une ligne jugée trop institutionnelle, les liens entre la direction du parti et les étudiants issus du MDE furent souvent houleux<sup>174</sup>. Pour ce qui est du rapport aux institutions, cette question plaçait les jeunes militants devant les contradictions d'un Parti du travail qui développait, quand les électeurs lui en donnaient la possibilité, une orientation gestionnaire qui n'allait pas sans rappeler celle du PSS. Ainsi, après les élections communales de Lausanne en 1965, où le PST avait gagné six sièges au parlement de la Ville – dont trois occupés par des jeunes issus du MDE – Gérard Delaloye soulignait dans une lettre à un ami que « cela renforce considérablement les positions de la "gauche" du parti et cela doit nous permettre de contester positivement le travail de la direction »<sup>175</sup>. Toutefois, nuancait-il, « sur le plan externe, c'est la merde parce que les bourgeois nous offrent un siège à la Municipalité. Difficile de refuser sans décevoir la majorité du parti, et fournir à la droite un prétexte pour nous attaquer – refus de responsabilité, etc. »<sup>176</sup>

Quant aux critiques des jeunes vis-à-vis de la fidélité prosoviétique sans faille de la direction du PST, elles étaient représentatives d'un malaise plus large dans l'organisation. Après la destitution de Khrouchtchev en 1964, le régime semblait en effet tourner la page par rapport à la politique de relatif libéralisme intellectuel qui avait caractérisé la période dite du dégel. Ce tournant suscitait la déception de nombre de militants communistes en Europe occidentale.

172. Entretien avec Gérard Delaloye, 12 décembre 2011, AVL, fonds ARTHO. L'enthousiasme pour la révolution cubaine conduisit plusieurs jeunes à rejoindre le PST dans la première moitié des années 1960 ; voir à Genève le cas de Christian Tirefort, entretien du [?] janvier 2012, AVL, fonds ARTHO.

173. En 1966, aux élections cantonales vaudoises, le parti passa de 10 à 16 sièges au parlement après avoir progressé de deux sièges aux élections cantonales genevoises de 1965.

174. Notes manuscrites d'Olivier Pavillon pour son intervention au congrès du POP vaudois, octobre 1965, BCUL, fonds O. Pavillon, carton n° 64/2-2/1-1.

175. Lettre de Delaloye à destinataire inconnu, 20 novembre 1965, BCUL, fonds G. Delaloye, carton n° 7.

176. *Idem*.

Fait rare dans l'histoire du parti avant 1989, la *Voix ouvrière* critiqua ouvertement les atteintes à la liberté d'expression en URSS, en particulier la condamnation à de lourdes peines de prison des deux écrivains Andreï Siniavski et Yuli Daniel, en février 1966<sup>177</sup>. Ces deux hommes de plume étaient accusés par le régime d'avoir publié à l'Ouest des œuvres antisoviétiques. L'affaire suscita une large mobilisation des écrivains de gauche en Europe occidentale, dont la presse helvétique se fit écho<sup>178</sup>. En Suisse romande, la Jeunesse socialiste organisa également des manifestations pour demander leur libération<sup>179</sup>. De même, signalons au passage qu'en Suisse alémanique, au milieu des années 1960, ce que l'animateur du petit groupe de la nouvelle gauche Buchbinder appelait la « restalinisation » en URSS suscitait à ses yeux l'espoir que les quelques nouveaux militants jeunes du PST rompent avec l'organisation<sup>180</sup>.

Pour en revenir aux jeunes militants du PST de Suisse romande, notons qu'aux divergences politiques s'ajoutaient souvent un clivage générationnel, entre des dirigeants qui avaient participé à la fondation du PST à la fin de la guerre, et une nouvelle génération souvent plus enthousiaste et parfois plus impatiente, parce qu'elle n'avait pas connu la mise au pas de l'organisation, consécutive au tournant jdanovien de la fin des années 1940, sans parler des désillusions liées au climat maccarthyste du début des années 1950. Le clivage était approfondi par des différences socioprofessionnelles, entre les nouveaux adhérents du PST, qui avaient bénéficié de la démocratisation relative des études dans les années 1960, et les militants plus âgés, majoritairement ouvriers, qui étaient souvent éduqués à l'anti-intellectualisme du parti.

À petite échelle, ces tensions au sein du PST laissent donc présager les clivages qui allaient éclater au grand jour après 1968. Ainsi, en 1963, des membres du MDE liés au PST projetèrent de fonder, sur le modèle français, une Union des étudiants communistes. Mais André Muret, l'un des hommes forts du parti en Suisse romande depuis sa création, se montra hostile à cette entreprise<sup>181</sup>. En effet,

177. *Voix ouvrière*, « À propos de certaines campagnes de presse en Suisse », 17 février 1966.

178. *Journal de Genève*, « Le procès Siniavski et Daniel. Moment de vérité pour le régime », 15 février 1966.

179. « Rapport du comité de la Jeunesse socialiste genevoise pour l'année 1966 », 25 janvier 1967, Collège du travail (désormais CT), fonds Dan Gallin, classeur « PSG ».

180. PV de la rencontre nationale du 10 septembre 1965, BCUL, fonds G. Delaloye, carton n° 7.

181. Note de Gérard Delaloye, « Union des étudiants communistes, Lausanne, hiver 1962-1963 », 17 mai 2005, BCUL, fonds G. Delaloye, carton n° 5.

l'Union des étudiants communistes en France était connue pour sa ligne oppositionnelle par rapport à la direction du PCF. L'organisation de jeunesse avait notamment critiqué les positions des dirigeants communistes concernant la guerre d'Algérie, après qu'une majorité d'entre eux se furent ralliés aux pouvoirs spéciaux accordés au gouvernement de Guy Mollet. Ces tensions présageaient aussi les clivages du Mai 68 français, dans la mesure où l'Union des étudiants communistes allait bientôt offrir un vivier pour les nouveaux groupes d'extrême gauche en rupture par rapport au PCF<sup>182</sup>. En 1963, Muret craignait donc une certaine autonomisation des étudiants liés au PST/POP par rapport à la ligne du parti. Son hostilité, à laquelle s'ajoutait la faiblesse numérique des étudiants engagés dans cette tentative, expliquent l'échec de ce projet.

Dans le même ordre d'idées, plusieurs tentatives de donner un second souffle au Mouvement démocratique des étudiants (MDE) sous d'autres formes organisationnelles échouèrent dans les années suivantes<sup>183</sup>. Arrivés à la fin de leurs études, des anciens du MDE lausannois, autour de Gérard Delaloye et Charles-André Udry, tentèrent ainsi de lancer une revue marxiste. Une telle orientation était plus facilement assumée qu'en Suisse alémanique, notamment en raison de l'influence de la vie politique française. Delaloye et Udry, deux jeunes militants d'origine valaisanne, nés en 1941 et 1944, avaient été influencés dans leur jeunesse par le charismatique dirigeant valaisan Karl Dellberg, l'une des chevilles ouvrières, comme on l'a vu, de la minorité pacifiste de gauche au sein du PSS de l'après-guerre. Delaloye, issu d'une famille catholique, avait en outre découvert durant ses années de collège le mouvement français des prêtres ouvriers<sup>184</sup>. Quant à Udry, il avait été marqué par la lecture de l'hebdomadaire belge *La Gauche*, que recevait un militant socialiste valaisan à la retraite. Il avait écrit à la rédaction, dirigée par le marxiste Ernest Mandel, et s'était ainsi rapproché de la Quatrième Internationale, courant de la gauche radicale antistalinienne dont on a vu qu'il n'était pas représenté en Suisse romande jusqu'alors, contrairement à la Suisse alémanique, où un petit groupe s'en revendiquait<sup>185</sup>.

Selon Udry, la revue envisagée en 1965 devait avoir comme objectif de « former des militants de base qui mèneraient au sein du

182. Varin, 2004, pp. 37-49.

183. Lettre de Gérard Delaloye à l'Union des étudiants communistes français, 25 novembre 1963, BCUL, fonds G. Delaloye, carton n° 5.

184. Entretien avec Gérard Delaloye, 12 décembre 2011, AVL, fonds ARTHO.

185. Lettre de Mandel à Udry, 10 septembre 1965, BCUL, fonds G. Delaloye, carton n° 7.

POP et du PSS des oppositions de gauche ; ainsi, ils régénéreraient ces partis », car la « tâche du marxisme » était « de faire redécouvrir le caractère potentiel, oublié, des organisations existantes »<sup>186</sup>. Mais une nouvelle fois, la tentative échoua, faute de forces suffisantes, et en raison de divergences politiques entre les militants, qui préfiguraient les clivages au sein de la nouvelle gauche post-1968. En effet, Delaloye allait par la suite militer dans un petit groupe proche de l'opéraïsme italien, quand Udry était lié à la tendance marxiste-trotskiste, et cherchait à mettre sur pied dans le PST une opposition de gauche, qui allait jeter les bases de la Ligue marxiste révolutionnaire, fondée à la fin de l'année 1969<sup>187</sup>.

Malgré ces échecs, les tentatives d'organisation à la gauche du PS et du PST participent d'un processus de maturation politique qui mena à la nouvelle gauche post-1968. De fait, le cercle autour de Delaloye et Udry ne constituait pas l'unique petit groupe d'intellectuels ayant passé par le MDE, et qui développaient des activités théoriques critiques à Lausanne, vers le milieu des années 1960. On peut notamment mentionner un autre petit cercle, autour de Michel Contat et Michel Thévoz, tous deux férus d'existentialisme et de psychanalyse. Ces derniers adoptaient une perspective moins orientée vers la pratique – ils s'autobaptisaient les « inorganisés », par opposition à la tendance Delaloye-Udry – se concentrant sur l'organisation de conférences, à l'occasion desquelles étaient invitées des personnalités françaises comme Daniel Guérin<sup>188</sup>. Delaloye et Udry comptaient ouvrir aux membres de ce groupe les colonnes de leur future revue marxiste, tout en leur reprochant *mezza voce* de vouloir s'adresser trop exclusivement aux intellectuels<sup>189</sup>. À l'inverse, les membres du petit cercle autour de Delaloye et Udry reprochaient aux ex-MDE de Genève d'être « englués » dans le travail pratique, et pas assez préoccupés par les enjeux théoriques qui justifiaient la mise sur pied d'une revue<sup>190</sup>.

Si un jeune marxiste comme Udry pouvait espérer que des militants de base au sein du Parti socialiste se saisissent d'une revue à orientation révolutionnaire pour s'opposer à la ligne majoritaire de la social-démocratie romande, c'est que – à l'image du processus

186. PV de la séance du 11 juillet et 3 septembre 1965, BCUL, fonds G. Delaloye, carton n° 7.

187. Jeanneret, 2002, pp. 185-190.

188. Entretien avec M. Thévoz, 13 janvier 2011, AVL, fonds ARTHO.

189. PV de la séance du 26 juillet 1965, BCUL, fonds G. Delaloye, carton n° 7.

190. *Idem*.



de débat que nous avons vu à l'œuvre en Suisse alémanique après les critiques formulées par le sociologue Urs Jaeggi – un petit vent de contestation au sein du PSS soufflait dans la partie francophone du pays. Ici également, les critiques étaient essentiellement portées par une nouvelle génération qui avait accédé aux études supérieures vers le début des années 1960. Ces jeunes militants émettaient des doutes par rapport à la logique gouvernementale qui avait pris le dessus, avec l'entrée de deux socialistes au Conseil fédéral cette même année, à la satisfaction des dirigeants du Parti socialiste romands, parmi lesquels le conseiller d'État vaudois Pierre Graber, qui avait vertement dénoncé, en 1953 déjà, la sortie du PSS hors du Conseil fédéral<sup>191</sup>. La contestation au sein du PSS des années 1960 prend également sa source dans la dénonciation de l'attitude de la social-démocratie française qui avait débouché, comme on l'a vu, sur la création du Parti socialiste autonome, future composante du PSU dès 1960.

Vers le milieu des années 1960, la formation de courants de gauche au sein de la social-démocratie romande prit deux formes en particulier. D'une part, elle se concrétisa, dans certains cantons, par la création de jeunesses socialistes qui se positionnaient à gauche des directions cantonales<sup>192</sup>. À Genève, l'organisation de jeunesse, dont les effectifs crûrent régulièrement depuis le milieu de la décennie, fut ainsi en pointe du mouvement contre les Journées militaires de 1968<sup>193</sup>. Certains jeunes militants s'enthousiasmaient aussi pour le modèle socialiste yougoslave, que les dirigeants du parti considéraient avec davantage de méfiance.

D'autre part, il faut signaler la création, en 1963, d'une revue, *Domaine public*, par de jeunes intellectuels, dont les sociaux-démocrates genevois Bernard Bertossa et Ruth Dreifuss ou encore les Vaudois André Gavillet, membre du PSS, et Gaston Cherpillod, proche du PST. Tout en revendiquant un lien avec le PSS, l'éditorial du premier numéro déclarait vouloir travailler à une repolitisation des débats, dans une société anesthésiée par la consommation de masse et par un conformisme que ne venaient troubler que des poussées de fièvre xénophobe<sup>194</sup>. Les rédacteurs estimaient que

191. Wicki, 2007, p. 78.

192. *Ibid.*, p. 135.

193. « Rapport annuel de la Jeunesse socialiste genevoise à l'Assemblée des délégués du PS genevois », 2 décembre 1968, CT, fonds D. Gallin, classeur « PSG ». Sur la croissance des effectifs, voir le « Rapport du comité de la Jeunesse socialiste genevoise pour l'année 1966 », 25 janvier 1967, *idem*.

194. *Domaine public*, 31 octobre 1963.

l'extraordinaire croissance économique de l'après-guerre finiraient bien par céder la place à une nouvelle période de crise, à laquelle le PS devait se préparer<sup>195</sup>.

*Domaine public* critiqua à plusieurs reprises, dans les années suivantes, l'absence de programme alternatif de la part des syndicats et leur politique de cogestion du système, même si les critiques des rédacteurs adoptaient elles-mêmes une perspective réformiste, vantant par exemple le programme de nationalisations mené par le gouvernement De Gaulle dans la France de l'après-guerre<sup>196</sup>. Le troisième numéro donnait la parole à l'écrivain Yves Velan, qui avait œuvré à la fondation de la Nouvelle Gauche neuchâteloise à la fin des années 1950<sup>197</sup>. Bien que celle-ci finît par se dissoudre, durant l'été 1963, car la plupart de ses membres, séduits par des perspectives plus institutionnelles, avait décidé de rejoindre le Parti socialiste, Velan ne baissait pas les bras, soulignant que l'essor du PSU en France offrait par contrecoup des perspectives prometteuses en Suisse romande. En 1967, le grand succès de conférences d'André Gorz à Genève et Lausanne, organisées par des proches de *Domaine public*, comme Cherpillod, témoigne de la contribution de ce groupe au processus de maturation de la gauche post-1968. Gorz, on l'a vu, avait étudié à Lausanne après la guerre, avant de devenir l'un des théoriciens de la nouvelle gauche en France, autour du journal *Nouvel Observateur* et du Parti socialiste unifié (PSU). Comme le notait de manière ironique un rédacteur de la revue, la conférence de Lausanne avait été l'occasion d'une rencontre entre les militants syndicaux et politiques traditionnels et les jeunes intellectuels de gauche « des XVI<sup>e</sup> arrondissements lausannois »<sup>198</sup>.

### LE DIFFICILE ESSOR DE L'ENGAGEMENT À GAUCHE DES FEMMES

Si des jeunes militants en Suisse alémanique comme en Suisse romande contribuèrent à préparer le terrain pour les mouvements sociaux post-1968, toutefois, une dimension de leur engagement les apparentait davantage à l'ancienne qu'à la nouvelle gauche. Il s'agit de la place réservée aux femmes en leur sein. En 1966,

195. [André Gavillet?], « Remarques adressées à la rédaction de *Domaine public* sur la lettre de Philippe Müller », [?] 1964, CT, fonds D. Gallin, classeur « PSG ».

196. *Domaine public*, « Lettre ouverte à l'Union syndicale suisse sur l'urgence d'une planification », 30 janvier 1964.

197. *Domaine public*, « Interview d'Yves Velan », 18 décembre 1963.

198. *Domaine public*, « Après une conférence d'André Gorz », 19 octobre 1967.

les journalistes Frank A. Meyer et Mario Cortesi organisèrent la première « rencontre nationale des non-conformistes ». Sur les 86 personnalités invitées pour l'occasion, il n'y avait que huit femmes, par ailleurs mariées à des intellectuels en vue<sup>199</sup>. Il s'agit d'un phénomène typique au sein de la gauche de l'après-guerre : les femmes engagées dans le PSS ou dans le PST étaient presque toutes des épouses de militants, reléguées à un rôle moins en vue par rapport à leur mari<sup>200</sup>. Moins en vue ne signifiait toutefois pas sans influence, si l'on songe à l'importance qu'eurent, dans la formation politique et intellectuelle de leur époux, des femmes comme Rosa Grimm (pour le socialiste Robert Grimm) ou Elisabeth Thommen (pour le socialiste Jakob Bühler)<sup>201</sup>.

La disproportion entre engagement masculin et féminin au sein du mouvement « non conformiste » n'en est pas moins symptomatique d'une domination masculine persistante dans l'espace public, lieu par excellence de l'intervention des intellectuels engagés. S'agissant de la revue *Neutralität*, la journaliste Simone Hauert fut la première femme à y signer un article, dans le numéro de mai 1968, soit après cinq ans de parution de cette revue et des centaines d'articles publiés par des hommes. Dans le même ordre d'idées, en juillet 1968, le *Zürcher Manifest*, signé par une pléiade d'intellectuels progressistes alémaniques pour condamner la répression contre les jeunes manifestants mobilisés en faveur d'un centre autonome ne contenait aucune signature féminine<sup>202</sup>. Dans les milieux intellectuels de gauche, les femmes rencontraient donc un double obstacle, soit leur exclusion de la vie politique, combinée à une marginalisation au sein de la vie intellectuelle, dont l'aspect le plus visible était leur absence quasi totale au sein des postes académiques.

La réalité était toutefois en train de changer, en ce sens que la relative démocratisation des études coïncidait avec l'arrivée, en nombre significatif, de femmes dans les cursus d'études supérieures. En 1961, sur 1461 diplômés délivrés par les universités suisses, 112 furent octroyés à des femmes. Ce chiffre augmenta régulièrement au cours de la décennie, pour atteindre la proportion de 692 diplômées

199. Liste des invités dans Schär *et al.*, 2008, pp. 22-23.

200. Au PS vaudois par ex., les femmes représentent environ 5% des effectifs au début des années 1960 : Wicki, 2007, pp. 140-146.

201. Studer, 1988, pp. 183-198 ; Schweizer, 2007.

202. « Zürcher Manifest. Ein Aufruf zur Besinnung », 3 juillet 1968, SSA, fonds Arbeitsgemeinschaft Zürcher Manifest, Ar. 201.218.

sur 3860 en 1970<sup>203</sup>. Mais de là à intégrer ces étudiantes dans les projets politiques portés par les groupes de gauche, il y avait un pas qui n'était pas toujours franchi avec aisance.

En 1965, au sein du petit groupe autour de Delaloye et Udry, un camarade avait fait remarquer qu'il fallait « absolument prévoir la participation de filles »<sup>204</sup>. L'un de ses collègues lui répondit d'une manière emblématique du malaise qui pouvait régner alors chez des jeunes militants à l'idée d'inclure des femmes dans leurs activités :

Baynac aurait-il des complexes? Il faut cependant être conscient que si ça va de soi, nous restons des êtres humains et que la présence de girls comme militantes nécessite une discipline dont chacun doit être conscient.<sup>205</sup>

Au regard de ces réflexions, il n'est pas étonnant que, comme une étude prosopographique sur le 68 helvétique l'a montré, l'engagement des femmes à gauche est surtout intervenu après 1968 et l'essor d'un mouvement féministe autonome<sup>206</sup>.

Ce malaise masculin à l'idée que les femmes se mêlent d'activités politiques ne peut être mis uniquement sur le compte de l'immaturité de jeunes hommes. Il se retrouvait en effet dans les partis de gauche traditionnels. S'il est clair qu'un enjeu central pour les femmes du début des années 1960 était l'accès à la citoyenneté comme condition d'une véritable intégration au sein de la vie politique, on ne peut pas dire que la gauche helvétique s'illustra par une défense déterminée et prioritaire de cette revendication. En effet, même si les directions du PSS et du PST plaidaient fermement en faveur des droits politiques pour les femmes, nombre de militants de gauche craignaient, dans les faits, un tel bouleversement, et la presse socialiste n'en fit pas, au cours des années 1950 et 1960, une campagne centrale.

D'une part, parce que l'accès des femmes à la citoyenneté risquait d'entraîner une « invasion de jupons » dans les partis, selon

203. Office fédéral de la statistique, Tableaux historiques de la Suisse, « Hautes écoles universitaires : licences et diplômes par lieu d'école et par nationalité et sexe 1931-1976 », disponible en ligne sur : <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/dienstleistungen/history/01.html>, consulté en décembre 2014. L'augmentation était beaucoup plus nette dans les facultés de lettres que de droit ou d'économie.

204. Lettre de Jacques Baynac à C.-A. Udry, G. Delaloye, Antoine Guinand, [?] Lipuet, 20 mai 1965, BCUL, fonds G. Delaloye, carton n° 7.

205. Lettre d'Antoine Guinand aux mêmes, 11 juin 1965, BCUL, fonds G. Delaloye, carton n° 7.

206. Pereira et Schär, 2012, p. 18.

une expression du journal *Le Peuple* en 1959, invasion qui risquait de troubler la bonne marche des activités<sup>207</sup>. D'autre part, parce que les femmes avaient la réputation d'être très influencées par le discours des Églises, ce qui risquait de se traduire, dans les urnes, par des positions antisocialistes. En 1961, la défaite du PS vaudois aux élections communales fut attribuée par nombre de ses militants à l'accès des femmes au suffrage dans ce canton, qui avait été obtenu deux ans plus tôt, une première en Suisse<sup>208</sup>.

Et même dans les cantons où le suffrage était acquis, il y avait encore loin d'ici à une intégration des femmes dans les partis de gauche. Comme le constatait *La Sentinelle* en 1962 :

On sait que les femmes, même dans les cantons romands où elles ont le droit de vote, ont grand peine à s'intégrer activement dans la vie sociale et politique; leur formation civique, le plus souvent incomplète, se heurte non seulement à un manque de tradition, mais souvent, hélas! à des pressions masculines contraires.<sup>209</sup>

Dans les partis en effet, les femmes n'échappaient pas aux injonctions normatives et oppressives qui étaient omniprésentes dans la société helvétique d'alors. Selon le dirigeant du PST André Muret, la militante qui prenait la parole en public ne devait être « ni trop jolie, ni trop laide (surtout pas de type "pétroleuse") », elle devait « porter des vêtements simples, mais corrects (pas montrer ses jambes, pas fumer, pas être trop fardée) », ne pas « faire l'institutrice vieux style, ne pas être anti-hommes – pas être garçonnière – pas de plaisanteries douteuses – une femme est rarement drôle pour un homme – conserver toujours dignité et simplicité – pas d'œillades »<sup>210</sup>.

S'agissant de ce dernier exemple, il est vrai que le discours soviétique sur les femmes, dans l'après-guerre, n'était pas moins stéréotypé. Un militant du PST zurichois, Hans Bruggmann, qui allait bientôt évoluer vers les positions prochinoises d'une partie de la nouvelle gauche, protesta en 1966 contre la présence de l'expression « éternel et originaire instinct féminin » sous la plume d'un écrivain soviétique traduit en allemand dans la revue *Sowjet-Literatur* :

207. Cité par Wicki, 2007, p. 144.

208. *La Sentinelle*, « Magnifique congrès socialiste vaudois à Renens », 5 février 1962.

209. *La Sentinelle*, « Les femmes et le suffrage féminin », 3 novembre 1962.

210. Cité par Jeanneret, 2002, p. 535.

Nous avons dans le canton de Zurich un débat concernant le droit de vote et d'éligibilité des femmes. Ici aussi on avance des arguments « biologiques » contre les femmes et pas mal d'autres sottises. [...] Seulement, après bientôt cinquante ans de révolution prolétarienne, il y a une différence entre un écrivain soviétique et un politicien suisse pour café du commerce, à tout le moins il devrait y en avoir une.<sup>211</sup>

Les militantes socialistes du début des années 1960, comme la Zurichoise Marie-Louise (Mascha) Oettli, secrétaire des femmes socialistes, n'étaient pas seulement très minoritaires dans le parti. Elles s'investissaient aussi prioritairement sur des questions qui leur étaient supposément réservées par nature. Comme le recommandait une résolution du PS vaudois de 1960 :

L'image traditionnelle de la femme confinée aux limites du foyer ne cadre plus avec les réalités [...] Cependant, il faut prendre garde à ce que des notions nouvelles n'entraînent pas la femme dans des voies contraires à sa nature.<sup>212</sup>

Les femmes avaient à se préoccuper avant tout de la politique d'éducation, des activités caritatives ou des problèmes de la maternité. Ainsi, une partie importante des contributions publiées par Oettli ou par une intellectuelle sociale-démocrate comme Emma Steiger (1895-1973) – une docteure en droit de l'Université de Zurich, devenue secrétaire de la commission fédérale pour la protection de la famille de 1951 à 1962 – portèrent sur ces questions, de même que celles qui étaient signées par une journaliste et militante comme Claire Bächlin (1908-1986). Cette dernière travailla pour la presse féminine du PSS, puis pour le journal du PST *Vorwärts*, où elle tint la rubrique féminine.

À la fin des années 1950, certaines responsables socialistes, de même que des militantes pro-suffrage féminin, prirent leur distance par rapport aux thèses de la féministe Iris von Roten, jugées trop radicales parce qu'elles mettaient frontalement en cause la division sexuée du travail professionnel et domestique<sup>213</sup>. Dans le PSS,

211. Lettre de Bruggmann à Konrad Farner, 20 octobre 1966, ZB, fonds K. Farner, dossier 166 (m. t.)

212. Cité par Wicki, 2007, p. 142.

213. Vukadinovic, 2015, p. 94.

les femmes étaient encouragées, jusque vers le milieu des années 1960, à militer dans des sections féminines à part, qui n'exerçaient pas d'influence significative sur les décisions prises par les comités directeurs cantonaux ou national, au sein desquels ne siégeaient quasiment que des hommes<sup>214</sup>.

S'agissant de la question de la maternité, et en particulier du débat sur la contraception, le climat très puritain de l'après-guerre – dans le prolongement du retour à l'ordre des années 1930 – avait provoqué une régression du discours de la gauche. Toutefois, il serait exagéré d'en conclure que les questions liées à la contraception, ou même à l'avortement, relevaient d'un tabou pour les femmes de gauche dans l'après-guerre, comme si celles-ci, intimidées par le climat puritain, ne s'étaient concentrées que sur la lutte pour les droits politiques. Cette image a peut-être été confortée par les interventions du nouveau mouvement des femmes des années 1970, qui affichaient une volonté de rompre avec les tabous de la génération précédente.

Pourtant, dans l'après-guerre, les femmes socialistes avaient porté l'exigence d'une réforme du droit à l'avortement, demandant à ce que celui-ci ne soit pas seulement autorisé dans les cas où des raisons médicales le justifiaient, mais aussi pour les femmes qui ne pouvaient ou ne souhaitaient pas assumer une grossesse pour des raisons sociales au sens large<sup>215</sup>. En 1963, le PSS organisa une journée d'études intitulée « maternité heureuse, maternité consciente » à Yverdon (Vaud), à laquelle participèrent plusieurs dizaines de militantes. Elles y débattirent sur la base de contributions de Jenny Humbert-Droz, première présidente des femmes socialistes dans l'après-guerre, de l'avocate et députée genevoise Emma Kammacher, d'Isabelle de Dardel, qui deviendra également députée, trois ans plus tard, dans le canton de Vaud, ou encore de Mascha Oettli.

Ces militantes demandaient notamment le développement de cours d'éducation sexuelle à l'école et la mise sur pied de centres de planning familiaux pour informer les jeunes adultes sur les problèmes de la contraception. L'idée que le privé est politique – pour reprendre l'un des slogans du nouveau mouvement féministe des années 1970 – n'était donc pas absente des réflexions des

214. Mascha Oettli, « Die Stellung der Frauen in den sozialdemokratischen Parteien », non-daté [vers 1965], SSA, fonds M.-L. Oettli, Ar. 147.10.2.

215. Magrit Willfratt-Düby, « Das Problem der Abtreibung im schweizerischen Strafrecht », *Rote Revue*, mai 1947.

sociales-démocrates réunies à Yverdon: « Les femmes, qui ont conquis les droits politiques en Suisse romande, n'ont-elles pas à conquérir le droit à la liberté de leur personne? » s'interrogeait ainsi Jenny Humbert-Droz en conclusion de cette journée<sup>216</sup>.

Hors du cadre militant ou associatif, des intellectuelles avaient déjà poussé loin la réflexion soulevée ici par Humbert-Droz: c'est le cas d'Iris von Roten qui fit paraître en 1958 *Frauen im Laufgitter* (« Femmes dans le parc à bébé »), une étude qui rappelle à certains égards le *Deuxième Sexe* de Simone de Beauvoir, paru en 1949. Avant même cet ouvrage fameux, en 1947, la fille d'un dirigeant socialiste vaudois, Alice Rivaz, avait publié *La Paix des Ruches*, une œuvre littéraire qui, rappelant celle de Virginia Woolf, analysait avec finesse les ressorts de l'oppression des femmes dans le cadre du mariage<sup>217</sup>. Malgré les clivages intergénérationnels, les féministes des années 1970 purent donc bénéficier de sources d'inspiration précieuses parmi les intellectuelles suisses de l'après-guerre.

216. « Maternité heureuse, maternité consciente », *Le socialisme démocratique*, juin 1962.

217. Cossy, 2015.



## DÉBATS DES ANNÉES 1960

L'effervescence des luttes anticoloniales dans les années 1960 renforça l'intérêt des militants de gauche pour les mouvements sociaux dans le tiers-monde, perçus comme moteurs d'un changement historique que les puissances occidentales cherchaient à briser par la violence militaire. Si la guerre d'Algérie avait constitué la première grande étape de cette prise de conscience, l'intervention militaire des États-Unis au Vietnam focalisa l'attention à partir du déclenchement de l'opération *Rolling Thunder* en mars 1965, quand les bombardements contre le Nord-Vietnam prirent une tournure massive.

### LE TIERS-MONDE LÀ-BAS ET ICI

Entre les événements d'Algérie et du Vietnam, la tentative d'invasion de Cuba par les États-Unis, en 1961, destinée à briser la révolution en cours sur l'île, avait contribué à nourrir le sentiment anti-impérialiste au sein des milieux progressistes. L'épisode de la baie des Cochons eut d'autant plus d'impact que les réformes castristes suscitaient l'enthousiasme dans une partie de la gauche occidentale, comme l'illustraient les prises de position de *France Observateur*, un journal proche de la nouvelle gauche, et qui était très lu par les militants de Suisse romande<sup>1</sup>. Les événements à Cuba permirent en outre au PST de redorer son image – on l'a

1. Sur l'importance de *France Observateur*, voir les entretiens avec Lova Golovtchiner, 17 novembre 2010, Olivier Pavillon, 15 décembre 2011, Raymond Spira, 13 décembre 2011, AVL, fonds ARTHO, ainsi que Andersson, 2016, p. 35 ; sur l'importance de la révolution cubaine pour les « non-conformistes », voir Vogel, 2005, p. 34.

vu très dégradée après l'invasion soviétique de la Hongrie –, dans la mesure où le parti organisa plusieurs assemblées de solidarité avec les révolutionnaires de l'île des Caraïbes, qui rencontrèrent un certain succès, en particulier en Suisse romande, permettant au parti de recruter de nouveaux membres dans la jeunesse étudiante<sup>2</sup>. Entre l'Algérie et le Vietnam, les mouvements d'indépendances en Afrique contribuèrent aussi à attiser la flamme tiers-mondiste. Comme le notait en mai 1963 l'écrivain Georges Haldas, proche du PST :

Grande journée : charte de l'Unité africaine signée hier à Addis-Abeba. Même émotion en y pensant qu'à la vue de la première forme verte dans un grand champ de blé dans le premier printemps.<sup>3</sup>

Parmi les étudiants politisés, l'enthousiasme tiers-mondiste fut en particulier alimenté par la rencontre de jeunes Africains venus étudier en Suisse. Ainsi, dans la partie francophone du pays, des militants du MDE ou de la Nouvelle gauche socialiste de Neuchâtel entrèrent en contact avec des étudiants algériens favorables à l'indépendance, ou encore avec le jeune Angolais Jonas Savimbi, engagé contre la tutelle coloniale portugaise sur son pays, et qui se fit connaître quelques années plus tard comme fondateur de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola<sup>4</sup>. De même, à Genève, un jeune sociologue d'origine bernoise du nom de Jean Ziegler, jusqu'alors d'orientation politique conservatrice, évolua vers le tiers-mondisme de gauche, au contact d'étudiants algériens<sup>5</sup>. Ziegler publia plusieurs livres consacrés aux mouvements anticolonialistes en Afrique<sup>6</sup>. Les contacts avec des étudiants du Rwanda, du Burundi, de Guinée-Conakry ou du Soudan – des pays qui accédèrent à l'indépendance entre 1956 et 1961 – contribuèrent également à sensibiliser les étudiants de gauche à la question coloniale<sup>7</sup>. Ces contacts étaient sans doute plus

2. Entretien avec G. Delaloye, 12 décembre 2011, AVL, fonds ARTHO ; Jeanneret, 2002, p. 144.

3. *Carnets*, 26 mai 1963, BGE DM, fonds G. Haldas.

4. Jeanneret, 2002, p. 141. Savimbi évolua, dans les années 1970, vers une orientation anticommuniste de droite éloignée des idéaux du MDE ; Burnier, 2006.

5. Wegelin, 2012, pp. 39-40.

6. Ziegler, 1963 et 1964 ; *Journal de Genève*, « La contre-révolution en Afrique par Jean Ziegler », 2 décembre 1963.

7. Entretien avec Francis Stähli, 15 décembre 2011 ; entretien avec Meinrad Rossier, 15 décembre 2011, AVL, fonds ARTHO ; copie du rapport de la police de sûreté de Lausanne au Ministère public fédéral, 23 janvier 1962, BCUL, fonds G. Delaloye, carton n° 7.

marqués en Suisse romande, car les étudiants africains choisissaient souvent les universités francophones pour des raisons linguistiques.

Dans une certaine mesure, l'enthousiasme tiers-mondiste peut être interprété comme une forme de compensation pour de jeunes militants évoluant dans une société helvétique qui paraissait figée dans l'immobilisme autosatisfait de la société d'abondance. Cette interprétation fut déjà avancée par André Gorz, en 1958, dans son autobiographie intitulée *Le Traître*. L'auteur, qui vivait alors à Paris, y jetait un regard rétrospectif désabusé sur les petits cercles étudiants lausannois politisés à gauche :

La situation de la jeunesse suisse [...] n'offrait aucun moyen de prise sur l'Histoire [...] ils étaient à l'écart [...] ils enviaient aux autres peuples leurs souffrances et leurs problèmes [...] il y en a peut-être cinq cents, aujourd'hui, qui lisent l'*Observateur* comme d'autres lisent la Bible, qui se passionnent pour le colonialisme yankee en Amérique latine, pour le nationalisme africain, pour la révolution chinoise, pour le jazz de la Nouvelle-Orléans. Ils sentent que leurs pensées n'ont pas de poids, qu'ils sont condamnés à être spectateurs ou imitateurs...<sup>8</sup>

Le sentiment de vivre dans une société immobile et satisfaite habitait bien des personnalités de gauche dans les années 1960. En 1963, le social-démocrate Paul Schmid-Ammann notait que « l'économie prospère [...] qu'on ramasse l'argent comme le foin, que des autoroutes sont construites [...] que les comptes publics bouclent avec des excédents élevés, que la politique évolue dans des eaux paisibles, que nous sommes bravement administrés et gouvernés. Que veut-on réellement de plus? »<sup>9</sup> Dans le même ordre d'idées, un militant bâlois du PST déplorait, en 1965, l'impact de la haute conjoncture sur l'orientation de son organisation :

Notre parti est contaminé par le bacille du miracle économique comme le sont les sociaux-démocrates; seuls nos fondements subsistants ont pu éviter jusqu'à ce jour que les conséquences soient aussi catastrophiques que pour eux.<sup>10</sup>

8. Gorz, 1958, p. 204; voir aussi Andersson, 2016, p. 35.

9. « Kleinstaat ohne Grösse? », Separatdruck aus *Volksrecht*, 27 juillet 1963 (m. t.)

10. Lettre de E. [?] Bertschinger à Konrad Farner, 30 mai 1965, ZB, fonds. K. Farner, dossier n° 166 (m. t.)

S'agissant du niveau de conscience des salariés, il ajoutait de manière pessimiste que « nulle idée ne s'élève au-dessus du matérialisme bourgeois de type VW ».

En 1965, un journaliste zurichois notait, au lendemain d'une conférence très suivie sur le conflit au Vietnam qui s'était tenue à l'École polytechnique, que la situation de ce lointain pays d'Asie semblait passionner les étudiants bien davantage que les questions de politique nationale<sup>11</sup>. Pour contrebalancer cette tendance, certains groupes de jeunes engagés semblaient se forcer à s'intéresser à la situation politique suisse; comme le notait, en 1967, les rédacteurs de l'*Avant-garde*, le bulletin des Jeunesses progressistes à Lausanne, un groupement proche du PST :

Pour ne pas sombrer dans les excès d'une gauche qui trouve facilement sa raison d'être hors de nos frontières, nous avons décidé de ne pas consacrer plus d'un article par numéro aux problèmes internationaux.<sup>12</sup>

Une telle lassitude par rapport à la situation suisse contribue certainement à expliquer le nombre significatif de départs de jeunes militants de gauche vers des pays ayant récemment acquis leur indépendance. Il s'agissait de participer concrètement à la construction d'une société nouvelle. Comme l'écrivait Marc Nerfin, qui avait démissionné du PST après les événements de Hongrie pour rejoindre la Nouvelle Gauche neuchâteloise, puis qui était parti vivre en Tunisie au début des années 1960, un pays dont l'indépendance avait été acquise en 1956 :

Considérant l'immobilisme helvétique, je me félicite d'être venu ici. C'est un moyen de prendre conscience par en bas de la réalité du sous-développement et de mesurer mieux la nécessité d'une véritable politique socialiste. Il ne s'agit certes pas de demeurer perpétuellement ici (mais que faire en Suisse?); mais c'est un séjour qu'il faudrait recommander à un grand nombre de jeunes gens des pays industriels.<sup>13</sup>

De tels voyages motivés par la volonté de participer concrètement à la construction d'une autre société ne constituaient certes pas une

11. *Tages Anzeiger*, « Geräuschvoll, aber unergiebig », 9 juillet 1965.

12. Cité par Pereira, 2015, p. 59.

13. Lettre de Nerfin à Jules Humbert-Droz, 5 juin 1960, BVC, fonds J. Humbert-Droz.

complète nouveauté au début des années 1960. Ainsi, dans les années 1950, il n'était pas rare que des jeunes socialistes partent en Yougoslavie durant l'été, pour faire l'expérience d'un travail bénévole dans un cadre coopératif<sup>14</sup>. Les indépendances africaines donnèrent à cette démarche une ampleur nouvelle. Des militants qui avaient participé à la mobilisation contre la guerre d'Algérie séjournèrent ainsi dans le pays après 1962. Cette année-là, le pacifiste protestant bâlois Hansjörg Braunschweig s'y rendit pour un séjour de quatre mois avec la Croix-Rouge, et participa à la création d'une école professionnelle<sup>15</sup>. La même année, plusieurs membres du Mouvement démocratique des étudiants, parmi lesquels de jeunes architectes et ingénieurs, se rendirent en Guinée-Conakry, pays qui avait accédé à l'indépendance en 1958 et qui mettait en œuvre un programme de développement d'inspiration socialiste<sup>16</sup>. Au moment de ce départ en Guinée, l'auto-ritarisme croissant du régime d'Ahmed Sékou Touré n'était pas encore perçu par les militants romands. Par contraste avec les séjours dans des pays du tiers-monde en effervescence, les voyages en URSS suscitaient souvent la déception des jeunes militants. Des membres de la Junge Sektion, un groupe créé en 1963 par une petite trentaine de jeunes, et lié au PST de Zurich, revinrent ainsi désillusionnés d'un séjour en URSS, qui leur avait été offert par le Parti communiste soviétique en 1964<sup>17</sup>. La commémoration des victoires soviétiques contre le nazisme ne suffisait plus à susciter l'enthousiasme, comme c'était le cas parmi les communistes de la génération précédente.

Dès le début des années 1960, la solidarité avec les pays pauvres ne préoccupa pas seulement de manière croissante les étudiants politisés, mais également le milieu pacifiste chrétien. En 1952 déjà, le Conseil suisse pour la paix (CSP) avait demandé que 10 % des dépenses militaires soient réorientées vers l'aide au développement<sup>18</sup>. Trois ans plus tard, le CSP mit sur pied une association d'Aide aux régions extra-

14. J. Humbert-Droz, « Kurzbericht über meine Reise nach Jugoslawien », mai 1951, BVC, fonds J. Humbert-Droz.

15. « Projekt: Berufsschule in Bab-el-Oued », [non-daté], SSA, fonds H. Braunschweig, Ar. 146.16.2; lettre d'Alexander Euler à Willi Kobe, 22 décembre 1962, AfZ, fonds H. Buchbinder, carton: « Schweizerische Bewegung... », Doss. 32-40 ».

16. Entretien avec Raymond Berthoud, 17 novembre 2010, AVL, fonds ARTHO; voir aussi Pereira, 2015, pp. 39-40; plusieurs membres de la Nouvelle gauche neuchâteloise organisèrent un séjour dans ce même pays, emmené par le pasteur Francis Berthoud. Voir entretien avec Blaise Duvanel, 15 décembre 2011, AVL, fonds ARTHO. Quant à Luc Chessex, proche du MDE et qui s'« ennuyait un peu » à Lausanne, il partit vivre à Cuba. Voir entretien avec L. Chessex, 29 novembre 2010, AVL, fonds ARTHO.

17. Hofer, 2006, p. 34.

18. Kalt, 2010, p. 224.

européennes (connue sous le nom d'Helvetas dès 1965). Au début des années 1960, la campagne de pacifistes chrétiens en faveur du service civil intégrait les préoccupations tiers-mondistes, dans la mesure où il était demandé que cette alternative au service militaire offre la possibilité aux jeunes Suisses d'aller travailler dans des pays pauvres<sup>19</sup>. Parmi les arguments invoqués pour convaincre la population de la nécessité d'une solidarité internationale accrue, certains responsables du CSP n'hésitaient pas à faire appel à la fibre anticommuniste de la population : plus la misère diminuerait dans les pays pauvres, plus l'influence de Moscou y reculerait<sup>20</sup>. Le lancement, par des protestants progressistes comme Kurt Marti ou André Biéler, de la Déclaration de Berne en 1968 – qui allait devenir une des organisations tiers-mondistes les plus importantes du pays dans les années 1970 – fut donc précédée par de nombreuses campagnes destinées à sensibiliser l'opinion aux inégalités entre pays développés et du tiers-monde. Ainsi, en 1966, le pasteur genevois André Biéler, auteur d'un doctorat en 1959 consacré à la pensée économique et sociale de Calvin, publia en allemand un essai qui connut un certain écho public<sup>21</sup>. Dans cet écrit, Biéler reprochait aux chrétiens de Suisse de ne pas développer une réflexion sérieuse sur les causes de la misère et de la faim dans le monde.

L'intérêt pour le tiers-mondisme bénéficia aussi, dans les années 1960, de quelques relais académiques, en particulier à Berne et Genève. À Berne, les recherches du sociologue du développement Richard Behrendt suscitaient l'intérêt des étudiants de gauche, d'autant que son assistant, puis successeur en 1965, Urs Jaeggi, devint, comme on l'a vu, une des figures du mouvement « non conformiste ». Un autre foyer du tiers-mondisme dans les universités peut être localisé à Genève, autour de l'Institut africain, futur Institut d'études du développement<sup>22</sup>. Son directeur, Pierre Bungener, ainsi que son collaborateur Jacques Forster, entretenaient des liens avec des militants anticoloniaux<sup>23</sup>. De plus, en mars 1966, Bungener fut

19. Pierre Zumbach dans *Chemins de la vie*, 1<sup>er</sup> novembre 1965, ARTS.

20. Argument aussi avancé par le spécialiste des questions de développement au PSS Walter Renschler dans sa thèse de doctorat de 1966. Voir Kalt, 2010, p. 228.

21. Biéler, 1966.

22. Nobs-Margairaz, 1993.

23. Entretien avec Blaise Duvanel, 15 décembre 2011, AVL, fonds ARTHO; *Journal de Genève*, « Inauguration de l'exposition "Ma faim quotidienne" », 18 février 1965. L'intérêt pour le tiers-monde n'était pas la chasse gardée des intellectuels progressistes ; l'universitaire de droite Jacques Freymond soutint le développement de l'Institut africain, argumentant qu'il s'agissait de favoriser la présence de la Suisse dans les pays du Sud et d'y apporter une contribution à l'endiguement de l'influence soviétique. Voir Gillibert, 2013, p. 498.

élu président du petit Mouvement anti-apartheid de Genève, qui comptait alors environ 80 membres<sup>24</sup>. À ce titre, il s'éleva publiquement durant la seconde moitié des années 1960 contre les liens économiques que les autorités suisses cultivaient avec le régime de Pretoria. Les milieux officiels invoquaient en effet la neutralité pour passer outre à l'embargo sur certains produits d'exportation stratégiques recommandés par l'ONU dès 1963<sup>25</sup>.

S'agissant de l'Afrique du Sud, l'engagement de Bungener n'était pas anodin, non seulement parce qu'il mettait en cause d'importants intérêts commerciaux helvétiques dans le pays, mais aussi parce que, vers le milieu des années 1960, la lutte contre le régime d'apartheid ne relevait pas encore de l'évidence pour toute la gauche suisse. En 1964, le dirigeant socialiste Fritz Marbach prit ainsi la défense de Wilhelm Röpke dans la *NZZ*, suite aux attaques du journaliste de gauche Peter Rippmann, qui accusait l'économiste libéral de légitimer le régime d'apartheid.

L'attaque de Rippmann n'était pourtant pas dépourvue de fondement, à en juger par cet extrait de la tribune de Röpke mise en cause, représentatif d'une certaine complaisance pour le régime d'apartheid au sein de la bourgeoisie helvétique, sur fond d'anti-communisme et de croyance en la supériorité de la race blanche :

Les Blancs de l'Afrique du Sud n'ont pas un droit douteux sur le pays colonisé et rendu au plus haut point prospère par eux, mais [...] en sont les légitimes propriétaires et maîtres...<sup>26</sup>

Le social-démocrate Marbach, en défense des positions de Röpke, argumentait que le régime de Pretoria tentait avec prudence de résoudre une « des questions ethniques les plus difficiles de cette planète »<sup>27</sup>. Aux yeux de Marbach, des réformes graduelles valaient mieux qu'un processus de libération brutal et sanglant, à l'image de ceux qui étaient en cours dans d'autres pays africains.

Un autre épisode représentatif des positions ambiguës affichées par certains dirigeants socialistes intervint deux ans plus tard, en 1966, lorsque Walther Bringolf participa à une visite officielle à

24. *Journal de Genève*, « Assemblée du Mouvement anti-apartheid », 5 mars 1966 ; Pereira, 2015, p. 42 ; Németh, 2001 ; Rüfenacht, 2000.

25. Lettre de Nello Celio à Pierre Bungener, 14 avril 1969, E 7110, 1980/63, vol. 1475 ; <http://dodis.ch/33673> ; Bott, in Caillat *et al.*, 2009, pp. 329-347.

26. « L'Afrique du Sud : essai de jugement objectif », *Schweizer Monatshefte*, 1964/2, p. 8 (m. t.)

27. « Ein ungerechtfertigter Angriff », *NZZ*, 9 octobre 1964 (m. t.)

Pretoria, à l'invitation de la Société Suisse-Afrique du Sud<sup>28</sup>. Ce voyage avait été organisé par Dieter Bührlle, avec qui Bringolf avait tissé des liens dans le cadre de la Commission militaire du Conseil national<sup>29</sup>. La société Bührlle-Oerlikon dirigée par Dieter Bührlle était un des moteurs des exportations d'armes suisses vers le régime de Pretoria. En 1963, le Conseil fédéral avait pourtant décrété un moratoire sur les exportations de matériel de guerre, à la suite du massacre de Sharpeville, où la police sud-africaine avait ouvert le feu contre une manifestation pacifique, tuant 69 personnes. Néanmoins, Bührlle-Oerlikon continua d'exporter des armes en fraude; le scandale fut révélé en 1969, et Dieter Bührlle fut condamné à une peine de prison avec sursis l'année suivante.

La dénonciation, par les tiers-mondistes, des liens économiques entre la Suisse et l'Afrique du Sud qui montaient en puissance, en dépit des recommandations de l'ONU dès 1963, contribua à une prise de conscience du rôle que pouvait jouer le capitalisme helvétique dans les pays du Sud. Toutefois, la critique de ce que la gauche radicale appela, après 1968, l'impérialisme suisse restait encore marginale. Les analyses critiques développées, dès 1945, par une petite organisation comme Proletarische Aktion concernant le rôle du capitalisme suisse dans les pays sous-développés avaient un statut de quasi-exception au sein de la gauche helvétique<sup>30</sup>. Au regard de l'expansion très importante des investissements suisses dans les pays pauvres dans l'après-guerre, on pourrait parler ici d'une lacune théorique et pratique. Les militants engagés dans la gauche radicale après 1968 ne manquèrent pas, du reste, de dénoncer la faiblesse des activités anti-impérialistes au sein de la gauche traditionnelle incarnée par le PSS et le PST.

Bien sûr, l'absence de colonies et, par là même, le rôle plus discret joué par le capital suisse dans les pays pauvres contribue à expliquer que la question de l'impérialisme suisse ait été thématifiée avec un certain retard<sup>31</sup>. À ce titre, l'ouvrage de Lorenz Stucki paru en 1969 – *Das heimliche Imperium: wie die Schweiz reich wurde* – joua un rôle pionnier. Stucki était rédacteur en chef de la *Weltwoche*, un hebdomadaire qui adopta dans les années 1960 une ligne que l'on pourrait qualifier de libérale de gauche. Ce

28. Wolf, 1995, p. 396.

29. Gygax, 2001, p. 309.

30. Voir aussi quelques contributions, par exemple Jean-Luc Seylaz, *Contacts*, octobre 1955: «Les investissements suisses en Afrique: colonialisme ou aide aux pays sous-développés?»

31. Guex, 2007, pp. I-IV.



journal ouvrit ses colonnes aux personnalités « non conformistes » qui gravitaient autour de la revue *Neutralität*. Ainsi, dès le début des années 1960, Jean Ziegler y tint une chronique consacrée aux conflits sociaux dans des pays pauvres, à l'image du Burundi, où le sociologue genevois résida durant quelques mois au début des années 1960, en tant que chargé de cours de sociologie à l'Université de Bujumbura<sup>32</sup>. Fait particulièrement intéressant, le rédacteur en chef de la *Weltwoche* n'était autre que le fils de Walter Stucki, un des diplomates suisses les plus influents des années 1930 à 1950, et qui œuvra en faveur de l'expansion capitaliste helvétique dans les pays du tiers-monde.

Si la dénonciation de l'impérialisme suisse joua un rôle marginal avant 1968, la mobilisation contre l'impérialisme étatsunien s'avéra en revanche nettement plus importante<sup>33</sup>. Cependant, en 1965, au moment où les États-Unis déclenchaient l'opération *Rolling Thunder*, l'importance des mobilisations contre la guerre du Vietnam n'avait rien d'acquis au sein de la gauche helvétique. D'abord, parce que dans certains milieux syndicaux, on craignait qu'une intervention de la diplomatie suisse contre la politique étatsunienne – demandée par les pacifistes – nuise aux liens économiques avec ce pays, décisif pour l'industrie d'exportation<sup>34</sup>.

Surtout, l'essor du mouvement de solidarité avec la population victime de l'intervention militaire au Vietnam fut freiné par les orientations antisoviétiques et antimaoïstes de secteurs majoritaires au sein de la gauche. En effet, dès lors que le Front national de libération du Sud-Vietnam (FNL) était soutenu par les régimes communistes, en particulier chinois, l'engagement en faveur du Vietnam suscitait une certaine méfiance dans les rangs progressistes. On retrouve là un facteur déjà analysé s'agissant des premières années de la guerre d'Algérie, durant laquelle l'anticommunisme d'une partie de la gauche suscita une certaine réticence à l'égard des revendications nationalistes. Dans les rangs sociaux-démocrates ou pacifistes chrétiens, on se rappelait, en outre, le rôle joué par l'Union soviétique dans le déclenchement de la guerre de Corée, et on craignait la répétition d'un tel scénario au Vietnam. Enfin, un courant majoritaire au sein du puissant mouvement syndical étatsunien soutenait la politique

32. Wegelin, 2012, p. 55.

33. Griesshammer, in Schaufelbuehl, 2009a, pp. 125-128 ; Holenstein, 1998, pp. 145-174 ; Peter in Hebeisen *et al.*, 2008, pp. 63-73 ; Pereira, 2015, pp. 50-51.

34. F. K. [Franz Keller], « Diskussion mit Urs Jaeggi », *Zeitdienst*, décembre 1966.

du gouvernement, au nom de la lutte patriotique contre le péril communiste<sup>35</sup>. En Suisse, les dirigeants du syndicat FOMH prirent de même position contre le mouvement antiguerre<sup>36</sup>.

En mars 1965, Jules Humbert-Droz, pourtant marqué à gauche au sein du PSS, écrivait « comprendre la méfiance des Américains » à l'égard d'une conférence de paix au Vietnam, vu « la mentalité des communistes chinois » qui ne tenaient pas leurs engagements<sup>37</sup>. Cette méfiance à l'égard des menées expansionnistes du régime maïste crût encore quelques mois plus tard, lorsque Pékin menaçait de lancer une guerre contre l'Inde pour soutenir les revendications du Pakistan au Cachemire<sup>38</sup>. Humbert-Droz saluait ainsi l'attitude des dirigeants communistes yougoslaves, qui avaient pris leurs distances par rapport à l'attitude belliqueuse des Chinois concernant la question vietnamienne. Durant les années 1965-1966, la méfiance à l'égard du régime de Pékin amena par ailleurs – mais au nom de la même logique – la presse sociale-démocrate à tempérer ses critiques publiques formulées contre les crimes de masse anticommunistes commis par le pouvoir indonésien, dont le bilan est estimé à 500 000 victimes. En effet, l'action des autorités indonésiennes était perçue comme une réaction jusqu'à un certain point légitime par rapport à une tentative de putsch directement inspirée par Pékin<sup>39</sup>.

Dans le même ordre d'idées, pour en revenir à la question du Vietnam, en juillet 1966, le mensuel social-démocrate *Rote Revue* publia une tribune de l'écrivain ouest-allemand Ludwig Marcuse qui expliquait pourquoi il refusait de signer un manifeste contre l'intervention des États-Unis en Asie du Sud-Est<sup>40</sup>. À ses yeux, il ne s'agissait pas d'un combat entre le David nord-vietnamien et le Goliath étatsunien, dans la mesure où Hanoï était soutenu par les puissances soviétique et chinoise. Ainsi, quelques mois après la publication de la tribune de Marcuse dans la *Rote Revue*, lors du congrès du PSS réuni à Lausanne en octobre 1966, une résolution présentée par une des sections de la ville de Zurich – qui condamnait les bombardements des États-Unis au Vietnam – fut rejetée par les délégués.

35. Prados, 2011, p. 500.

36. Degen, in Boillat *et al.*, 2006, p. 225.

37. « Un cessez-le-feu au Vietnam ? », *La Sentinelle*, 3 mars 1965.

38. J. Humbert-Droz, « Nouvel échec chinois », *La Sentinelle*, 5 octobre 1965.

39. Humbert-Droz affichait une position plus nuancée, dénonçant comme une grave erreur stratégique ce qu'il percevait comme une tentative de putsch communiste inspirée par Pékin, tout en condamnant les massacres de « centaines de milliers » de communistes par l'armée indonésienne. Voir « L'armée prend le pouvoir en Indonésie », *La Sentinelle*, 17 mars 1966.

40. « Warum ich die Vietnam-Erklärung nicht unterschreibe », *Rote Revue*, juillet 1966.

Ceux-ci lui préférèrent une contre-proposition moins tranchée, consistant en un appel à la paix, conjointement adressé à Hô Chi Minh et Lyndon Johnson<sup>41</sup>.

L'orientation prudente du PSS concernant la guerre du Vietnam apparaissait toutefois en décalage par rapport à l'essor du mouvement de protestation contre l'intervention militaire des États-Unis. Comme le notait en avril 1967 l'écrivain genevois communiste et catholique Georges Haldas, plus en phase avec les aspirations d'un mouvement antiguerre en expansion :

Je pense qu'il ne suffit pas de dire : Paix au Vietnam. Il faut dénoncer l'agression américaine [...] stupide dans la mesure où elle repose sur un postulat faux : la lutte contre le communisme fondée en l'occurrence sur le mythe du péril jaune. Et meurtrière dans la mesure où elle risque d'élargir le conflit, aggravant la menace atomique. Il est consternant qu'en Suisse aussi peu de voix s'élèvent pour protester contre l'ignominie de la politique menée par M. Johnson...<sup>42</sup>

Pourtant, malgré la note pessimiste sur laquelle terminait Haldas, l'appréciation politique des événements vietnamiens était en train de changer dans les rangs de la social-démocratie. En Suisse alémanique, la critique du prisme anticomuniste à travers lequel les sociaux-démocrates percevaient la guerre au Vietnam fut alimentée, en 1966, par une publication du sociologue bernois Urs Jaeggi, dont on a déjà mentionné les critiques de gauche qu'il adressa au PSS durant les années 1960. Jaeggi fit en effet paraître une étude qui mettait en cause la partialité de la presse helvétique, y compris sociale-démocrate, accusée de reprendre sans recul les communiqués des agences de presse étatsuniennes<sup>43</sup>. Suite à cette publication, Jaeggi fut invité dans les universités alémaniques par des groupes d'étudiants de gauche – comme les Étudiants progressistes à Zurich – pour des conférences qui connurent un succès remarqué<sup>44</sup>. À nouveau, l'écho des thèses de Jaeggi fut amplifié par les attaques de la presse conservatrice<sup>45</sup>.

41. Richard Lienhard, « Nach dem ausserordentlichen Parteitag der SPS notiert », *Rote Revue*, novembre 1966 ; *NZZ*, « Der Parteitag der SPS in Lausanne », 24 octobre 1966.

42. *Carnets*, [?] avril 1967, BGE DM, Papiers G. Haldas.

43. Jaeggi, Steiner et Winiger, 1966.

44. « Vietnam im Zerrspiegel der Presse », tract de la Fortschrittliche Studentenschaft Zürich, décembre 1966, SSA, Ar. 201.35.

45. *NZZ*, « Spiegel oder Zerrspiegel? Eine Vietnam-Diskussion unter Zürcher Studenten », 17 décembre 1966

Plus généralement, le mot d'ordre de paix au Vietnam conjointement adressé à toutes les parties du conflit, qui fut adopté par le PSS lors du congrès d'octobre 1966, fit rapidement l'objet de contestations internes. Ces débats furent portés dans les rangs du parti par les sections de jeunesse en particulier<sup>46</sup>. Par exemple, lors de la séance du comité directeur de la section genevoise du PSS de décembre 1966, un représentant des Jeunesses plaida pour une ligne plus franche de l'organisation contre l'intervention des États-Unis :

Hô Chi Minh a déclaré que son pays se chargeait seul de la lutte contre les Américains. Cette position démontre que la lutte du Vietnam-Nord est bien une lutte défensive contre un agresseur qui n'est plus le Sud mais les Américains.<sup>47</sup>

Par conséquent, le parti devait se montrer solidaire de la résistance militaire défensive mise en œuvre par les forces du Nord-Vietnam. Cette position revendiquée par un jeune socialiste à la fin de l'année 1966 n'était plus très éloignée du mot d'ordre de l'extrême gauche après 1968, dont les organisations souhaitaient la victoire du Front national de libération du Sud-Vietnam<sup>48</sup>. Toutefois, ce pas ne fut pas franchi par le PSS, dont les sections évoluèrent, entre 1966 et 1968, d'une position appelant conjointement le Nord-Vietnam et les États-Unis à la paix, vers un mot d'ordre demandant l'arrêt des bombardements étatsuniens comme préalable aux négociations de paix. Si cette dernière position faisait porter la responsabilité du conflit sur les États-Unis, elle ne consistait pas en une identification avec les objectifs du FNL.

Comme à l'époque du mouvement anti-atomique, l'ampleur de la mobilisation contre l'intervention des États-Unis était conditionnée par le ralliement des pacifistes, regroupés en particulier au sein du Conseil suisse pour la paix. Là encore, compte tenu de l'anticommunisme qui régnait dans leurs rangs, ce ralliement n'avait rien d'acquis en 1965. La pression exercée sur les pacifistes chrétiens était d'autant plus forte que les grands journaux de droite dénoncèrent, dès 1965, les premières mobilisations contre la guerre du Vietnam. Selon ces journaux, le mouvement antiguerre helvé-

46. « Résolution de l'Union des jeunesses socialistes suisses », *La Sentinelle*, 30 avril 1966.

47. PV de la séance du comité directeur du PS genevois, 19 décembre 1966, CT, fonds du PS genevois, carton Z5.

48. Pereira, 2015, p. 114.

tique était noyauté par des communistes, auxquels se joignaient des intellectuels ingrats à l'égard des sacrifices consentis par les États-Unis en faveur de la liberté, durant la Seconde Guerre mondiale, puis en Corée, et à présent au Sud-Vietnam<sup>49</sup>.

De plus, selon les éditorialistes de la droite, les manifestants avaient le tort de passer sous silence les actes de terreur commis par le « Viet-Cong » – un nom péjoratif donné au FNL par ses adversaires – sur la population vietnamienne, dans le but d'imposer au pays un régime communiste<sup>50</sup>. Toutefois, si le *Journal de Genève*, la *NZZ* ou les *Basler Nachrichten* parlaient d'une seule voix, des journaux libéraux moins conservateurs, comme le *Tages-Anzeiger* ou la *National-Zeitung*, étaient beaucoup plus réservés par rapport à l'intervention des États-Unis, perçue comme contreproductive<sup>51</sup>.

Reste que dès le déclenchement de l'opération *Rolling Thunder* au printemps 1965, l'afflux de documents témoignant des nombreuses victimes civiles – notamment à cause des bombardements au napalm, dont les images commençaient à filtrer – ne pouvait laisser indifférents les milieux pacifistes chrétiens<sup>52</sup>. Comme l'écrivait en juin 1966 l'écrivain pacifiste allemand Christian Geissler, dans *Neutralität*, des milliers de civils dans les villages nord-vietnamiens connaissaient aujourd'hui, sous les bombes, le sort réservé aux habitants français d'Oradour-sur-Glane, massacrés par les nazis en 1944<sup>53</sup>. Quelques semaines plus tard, des intellectuels de gauche respectés, emmenés par Bertrand Russell et Jean-Paul Sartre, mirent sur pied une commission d'enquête sur les crimes de guerre nord-américains au Vietnam, qui passa à la postérité sous le nom de Tribunal Russell<sup>54</sup>. L'année précédente, Russell avait déchiré sa carte du Parti travailliste, dont il était membre depuis cinquante et un ans, en signe de protestation contre la politique de soutien aux États-Unis menée par le gouvernement britannique – un geste qui fit impression sur les sociaux-démocrates helvétiques<sup>55</sup>.

Les prises de position de pacifistes chrétiens parmi les plus en vue en Europe occidentale, comme le théologien protestant

49. *NZZ*, « Antiatom-Bewegung und Vietnam-Protest », 20 avril 1966.

50. Peter Dürrenmatt, *Basler Nachrichten*, « Die Unterschrift », 26 mars 1966.

51. Lettre d'Arnold Künzli à Walter Gross, 15 janvier 1966, ALS, fonds K. Marti, carton n° 11.

52. Kobe, 1981, pp. 24-26.

53. « Ledernackenfremheit », *Neutralität*, juin 1966.

54. En 1967, le Conseil fédéral interdira la tenue d'une session dudit tribunal en Suisse. Voir Gaffino, 2006, 132.

55. *La Sentinelle*, « Un éclat de B. Russell », 15 octobre 1965.

ouest-allemand Martin Niemöller, furent également importante pour expliquer l'adhésion des milieux pacifistes suisses à la mobilisation contre l'intervention des États-Unis<sup>56</sup>. L'engagement de Niemöller fut en particulier relayé par le protestant bernois Kurt Marti, qui réunit les signatures de dizaines de pasteurs, de théologiens et d'intellectuels « non conformistes », tels les écrivains Max Frisch ou Hugo Loetscher, en faveur d'une tribune contre l'intervention des États-Unis au Vietnam. Comme le révèle la correspondance de Marti, la publication de cette déclaration dans plusieurs journaux, dont la *Weltwoche* et le *Tages-Anzeiger*, fut le résultat d'un long travail d'argumentation et de persuasion au sein des réseaux protestants progressistes alémaniques, qui dura plusieurs mois.

Aux yeux de Marti, une telle tribune devait aussi intégrer des personnalités qui n'étaient pas liées à la gauche pour créer un effet plus grand sur l'opinion<sup>57</sup>. Le théologien bernois sollicita ainsi la signature du libéral Hans Rudolf von Salis. Salis fit part de sa sympathie pour l'initiative, mais refusa toutefois de signer, car il estimait que les intellectuels devaient respecter la neutralité suisse. Selon lui, celle-ci représentait l'outil diplomatique le plus efficace pour œuvrer en faveur de la paix au Vietnam<sup>58</sup>. Plusieurs personnalités sans orientation partisane affirmée, tels le professeur de médecine zurichois Gustav Bally, le médecin protestant bâlois Theodor Bovet ou le président de la Société suisse des écrivains Hans Zbinden, acceptèrent en revanche de soutenir la déclaration de Marti. Cette dernière fut finalement publiée dans plusieurs journaux suisses en mars 1966<sup>59</sup>. Pour battre en brèche les accusations de cryptocommunisme, le texte rappelait qu'il ne s'agissait pas, dans le cas du Vietnam, d'une agression militaire communiste, comme en Corée au début des années 1950, mais d'une lutte défensive pour l'émancipation des Vietnamiens face aux menées néocoloniales des États-Unis.

Ainsi, dès la fin de l'année 1965, des milieux pacifistes chrétiens, renforcés par les sections de Jeunesse du PSS, co-organisèrent des manifestations contre l'intervention des États-Unis au Vietnam, à Zurich, Bâle, Berne, Bienne, La Chaux-de-Fonds, Lausanne ou

56. Lettre d'Arnold Künzli à Walter Gross, 15 janvier 1966, ALS, fonds K. Marti, carton n° 11 ; *Journal de Genève*, « Le pasteur Niemöller de retour du Vietnam », 14 janvier 1967.

57. Lettre de Marti à Max Schmid, 31 janvier 1966, ALS, fonds K. Marti, carton n° 11.

58. Lettre de Marti à Arnold Hans Schwengeler, 17 mars 1966, ALS, fonds K. Marti, carton n° 11.

59. « Erklärung zum Krieg in Vietnam », mars 1966, ALS, fonds K. Marti, carton n° 11.

Genève. Ces manifestations antiguerre étaient également appelées par les Jeunesses ou Étudiants progressistes – petites associations étudiantes dont les membres étaient parfois proches du Parti du travail – auxquels se joignaient, à Zurich et Bâle, les groupes de la nouvelle gauche autour de Heinrich Buchbinder<sup>60</sup>. Toutes ces associations et partis se réunirent dans des comités unitaires « pour la paix et l'indépendance du Vietnam » ou, selon les cantons, « pour l'information sur la guerre du Vietnam ». Avant 1968 déjà, des échauffourées éclatèrent entre la police et des manifestants lors de ces défilés, comme à Lausanne en novembre 1966<sup>61</sup>.

S'agissant des enjeux plus spécifiquement helvétiques, les organisateurs de ces mobilisations demandaient un engagement des autorités fédérales contre l'intervention étatsunienne<sup>62</sup>. Cette revendication paraissait aux manifestants comme d'autant plus légitime que le gouvernement suédois d'Olof Palme – celui d'un petit pays officiellement neutre, qui présentait des analogies avec la Suisse – déclencha une crise diplomatique avec les États-Unis en condamnant les bombardements menés sur le Vietnam. Le 21 février 1968, Palme marcha même aux côtés de l'ambassadeur nord-vietnamien durant une manifestation à Stockholm, et les États-Unis, en guise de protestation, rappelèrent leur ambassadeur en Suède. L'action de Palme fut fortement critiquée par les grands journaux helvétiques, qui la jugeaient contraire à une politique de neutralité bien comprise<sup>63</sup>.

Quoique, dès 1966, les manifestations contre l'intervention des États-Unis rencontrèrent un succès que n'avaient plus connu les mobilisations de gauche depuis la fin des années 1940, le mouvement antiguerre n'en restait pas moins traversé par des orientations divergentes, qui firent le lit de multiples scissions et recompositions après 1968. Ces désaccords contribuent certainement à expliquer pourquoi aucune organisation antiguerre nationale ne vit le jour en Suisse. Les dissensions portaient en particulier sur l'attitude à adopter à l'égard d'un des plus proches alliés de Hanoï, le régime chinois.

60. *L'Avant-garde*, « La lutte du peuple vietnamien – la lutte des travailleurs », 1<sup>er</sup> mai 1967 ; « Erklärung des Komites zur Information über den Vietnam-Krieg », [non daté], SSA, Fortschrittliche Studentenschaft Zürich, Ar 201.35. En 1967, les Étudiants progressistes comptaient une trentaine de membres actifs à l'Université de Zurich.

61. *Voix ouvrière*, « Les brutalités policières à Lausanne », 29 novembre 1966.

62. Lettre de Marti à Willy Spühler, 12 mars 1966, ALS, fonds K. Marti, carton n° 11.

63. *Journal de Genève*, « Une neutralité qui n'est pas la nôtre », 5 mars 1968.

De manière représentative, en avril 1967, des manifestants pro-chinois brandissant des drapeaux nord-vietnamiens furent tenus à l'écart d'une manifestation contre l'intervention des États-Unis, réunissant 1500 personnes à Bienne, car les organisateurs ne voulaient pas être associés au FNL et à son grand allié<sup>64</sup>. On l'a vu, pour un dirigeant social-démocrate comme Humbert-Droz ou pour les pacifistes chrétiens, l'attitude belliqueuse de la Chine contribuait à jeter de l'huile sur le feu vietnamien et à accroître les risques de guerre mondiale. Les milieux pacifistes s'étaient ainsi élevés contre le premier essai nucléaire chinois, au printemps 1966<sup>65</sup>. En revanche, pour un nombre croissant de jeunes militants de gauche – notamment au sein des Étudiants ou Jeunesses progressistes – les menaces de Pékin contre les États-Unis étaient le signe d'un engagement authentiquement anti-impérialiste, destiné à défendre une organisation sœur au Vietnam, le FNL. Cette position se manifesta notamment par un coup d'éclat en mars 1968, lorsqu'un petit groupe d'étudiants pro-chinois hissa un drapeau du FNL sur l'immeuble de la NZZ<sup>66</sup>.

Entre les positions pro- et antichinoises, certaines personnalités engagées dans le mouvement antiguerre affichaient une orientation moins tranchée. Ainsi, le philosophe proche de *Neutralität* Arnold Künzli, quoique sceptique face au régime de Mao, avait expliqué, dans un manifeste contre l'intervention des États-Unis publié à la fin de l'année 1965, que la paix ne pouvait être construite au Vietnam que si les États-Unis reconnaissaient diplomatiquement la Chine et l'admettaient au sein de l'ONU<sup>67</sup>. Vogel, le rédacteur de *Neutralität*, protesta pour sa part contre la tonalité radicalement antichinoise du premier projet de résolution rédigé par Kurt Marti, un des animateurs de la tendance pacifiste protestante :

Les Chinois ne sont pas des agneaux innocents, certes pas, mais n'oublions pas tout de même les proportions : parler d'une agression de la part des Chinois, au regard de l'agression américaine, ce serait absurde.<sup>68</sup>

64. *Journal de Genève*, « À Bienne, grande manifestation pour la paix au Vietnam », 17 avril 1967.

65. Lettre de Heinrich Buchbinder et Willi Kobe au Ministre de la République de Chine en Suisse, 11 mai 1966, AfZ, fonds H. Buchbinder, carton « Antiatombewegung, doss. 41-50. »

66. *Journal de Genève*, « Le drapeau vietcong sur le toit de la NZZ », 4 mars 1968.

67. Künzli, 1965 ; lettre de Künzli à Walter Gross, 15 janvier 1966, ALS, fonds K. Marti, carton n° 11. Les États-Unis ne reconnurent diplomatiquement la Chine qu'en 1979.

68. Lettre de Paul Ignaz Vogel à Marti, 11 février 1966, ALS, fonds K. Marti, carton n° 11 (m. t.)



Certes, les Chinois étaient en guerre dans la région himalayenne, ajoutait Vogel, mais « ce sont des combats entre soldats, et pas un génocide comme celui commis au Vietnam par les États-Unis ». Ces débats nourris concernant l'attitude des autorités chinoises n'en étaient qu'à leurs débuts : ils traverseront en effet l'ensemble des groupes de la nouvelle gauche après 1968.

Si la politique extérieure de la Chine suscitait l'adhésion d'une partie des étudiants de gauche vers 1966, c'est aussi que, par son intransigeance, cette politique faisait écho à la radicalité des objectifs révolutionnaires de Mao sur le plan intérieur. Le dirigeant chinois avait en effet lancé sa fameuse révolution culturelle, dont les journaux occidentaux se firent largement écho dès juin 1966. Du reste, il n'était pas nécessaire d'être un maoïste convaincu pour admirer la révolution culturelle ; celle-ci intéressait particulièrement les intellectuels de gauche, dans la mesure où elle paraissait offrir une perspective d'action commune avec les ouvriers et les paysans. Ainsi, l'écrivain et journaliste de Saint-Gall Hans Rudolf Hilty, proche du PSS, voyait dans les Gardes rouges les héritiers des révolutionnaires français de 1789<sup>69</sup>. Quant au pasteur Niemöller, dans une interview donnée à *Neutralität*, il rappelait que la révolution culturelle était une « grande fête populaire, où la jeunesse se voit offrir toute une année de vacances »<sup>70</sup>.

Parmi les étudiants prochinois, on estimait que l'immobilisme soviétique se répercutait sur le Parti du travail, qui avait abandonné toute perspective révolutionnaire en Suisse, absorbé par sa longue marche à travers les conseils communaux et les parlements cantonaux du pays. De plus, les jeunes prochinois helvétiques reprochaient aux dirigeants de l'URSS de s'engager beaucoup plus prudemment en faveur des frères nord-vietnamiens que ne le faisait Pékin, et reprochaient au PST de tomber dans le même travers. Les tensions entre l'URSS et la Chine avaient déjà provoqué de petites scissions prochinoises qui sortirent du PST vers 1964. Celles-ci purent compter sur un appui de l'Ambassade de Chine en Suisse<sup>71</sup>. La guerre du Vietnam et la proclamation de la révolution culturelle approfondirent ce processus de recomposition de la gauche communiste helvétique, initié en 1964<sup>72</sup>.

69. « Der Vietnamkrieg und die Intellektuellen », *Profil: sozialdemokratische Zeitschrift*, mars 1968 (m. t.).

70. Cité par le *Journal de Genève*, « La guerre, c'est comme la pluie ou le vent », 1<sup>er</sup> juillet 1967.

71. Pereira, 2015, p. 55.

72. Jeanneret, 2002, pp. 145-147.

Ainsi, dans la Junge Sektion du PST de Zurich, ou encore dans l'organisation culturelle, proche du même parti, Peuple et culture à Genève, des frondes prochinoises furent menées dès 1966. La Junge Sektion du PST zurichois appela, fin 1966, à une révolution culturelle dans le parti<sup>73</sup>. Le groupe avait été formé en 1964 par une petite trentaine de militants issus des marches de Pâques, qui avaient choisi d'adhérer au PST en 1964, à condition de pouvoir garder leur autonomie organisationnelle en tant que section jeune. Ils avaient dès lors été à la pointe des manifestations contre la guerre du Vietnam dans la plus grande ville du pays.

Les activités prochinoises prirent notamment la forme de collectes de fonds en faveur du FNL, contre l'avis de la direction du PST. Elles se soldèrent par des exclusions dans les mois suivants, à Zurich comme à Genève. Des membres de Peuple et Culture exclus du PST expliquèrent en 1968 que « les mots d'ordre défendus par le Parti [PST ; ...] ont été diamétralement opposés à ceux de nos amis vietnamiens. Peuple et Culture a défendu les mots d'ordre des camarades vietnamiens sans se laisser impressionner par l'ire du camarade [Edgar] Woog [dirigeant historique du PST]. »<sup>74</sup> En mars 1968, les dirigeants du PST organisèrent pourtant une rencontre au sommet avec un délégué du FNL, dans l'Oberland bernois ; il s'agissait peut-être de reprendre la main à l'interne par rapport aux dissidents, en affichant le soutien du parti à la lutte nord-vietnamienne<sup>75</sup>. Reste que les jeunes prochinois de Genève et Zurich reçurent un appui de poids au sein du parti, celui de Konrad Farner, un intellectuel qui était pourtant resté fidèle à la ligne du PST dans les années précédentes, malgré l'intervention soviétique en Hongrie et les brimades dont il avait fait l'objet après celle-ci. Dès 1966, Farner, alors âgé de 63 ans, fut invité par les militants prochinois de Zurich et Genève à donner des conférences sur la révolution culturelle<sup>76</sup>. Avec d'autres militants du PST, il dénonça désormais le rôle contre-révolutionnaire joué par la bureaucratie soviétique en Pologne ou en Hongrie, et l'absence de bilan critique tiré par la direction du PST, tout en projetant désormais ses espoirs déçus vers la Chine de Mao<sup>77</sup>.

73. Hofer, 2006, p. 59.

74. Lettre de Peuple et Culture (Genève) à Etienne Lentillon, secrétaire de la section genevoise du PST, 11 juin 1968, BCUL, fonds O. Pavillon, carton n° 64.

75. *Journal de Genève*, « Entretiens de M. Mai Van Bo avec des représentants du Parti du travail », 22 mars 1968.

76. Lettre de Hans Bruggmann à Farner, 3 mars 1967, ZB, fonds K. Farner, dossier 167 ; lettre de Farner à Max Blum, 9 octobre 1968, *idem*.

77. Lettre de Bruggmann à Farner, 30 septembre 1968, fonds K. Farner, dossier 166.

Si le tiers-monde suscitait des espoirs de changement radicaux, par opposition à l'atonie qui dominait en Suisse, une dimension de la réalité sociale helvétique suscita toutefois une attention nouvelle parmi les intellectuels de gauche. Il s'agit de la place qui était réservée en Suisse aux immigrés. Si nous traitons cette question dans un chapitre consacré à la question du tiers-monde, c'est que plusieurs voix s'élevèrent, dans les années 1960, pour dénoncer le sort qui était réservé aux travailleurs étrangers, en particulier saisonniers, dont la situation évoquait, estimait-on, une sorte de tiers-monde de l'intérieur. Comme le notait, en 1963, Dan Gallin, un militant socialiste marqué à gauche dans la section genevoise du parti, les travailleurs italiens – et peut-être plus encore espagnols, car ces derniers fuyaient une dictature – étaient « les “Algériens” de la Suisse, dans le sens qu'ils constituent la couche la plus exploitée et la plus isolée de la classe ouvrière »<sup>78</sup>.

En 1965, l'effondrement d'un glacier sur le chantier du barrage hydroélectrique de Mattmark (Valais) provoqua la mort de 88 personnes, dont 57 ouvriers italiens<sup>79</sup>. Ce terrible accident contribua à une prise de conscience, au sein des milieux intellectuels critiques, concernant les conditions de vie des travailleurs saisonniers<sup>80</sup>. Comme l'expliquait Arnold Künzli dans *Neutralität*, la xénophobie dénotait une peur du futur et une tendance au repli sur soi dans la population, qui avait été attisée par des années de Défense spirituelle et d'anticommunisme officiel; à l'antisémitisme des années 1930 et 1940 s'était substitué, dans les cercles officiels, un racisme anti-italien<sup>81</sup>. Des membres de la rédaction de *Neutralität*, emmenés par Alexander Seiler, publièrent un recueil de témoignages de saisonniers, préfacé par Frisch<sup>82</sup>. Quant au rédacteur du *Vorwärts* Franz Rueb, il se fit embaucher durant les mois d'été sur le chantier du barrage hydroélectrique de la Grande Dixence (Valais), afin d'enquêter sur les conditions de vie des saisonniers<sup>83</sup>. Parallèlement, dès le milieu des années 1960, l'essor du mouvement pour les droits civiques aux États-Unis suscita une réflexion sur le racisme dans les pays développés, et certains parmi les intellectuels

78. Lettre de Gallin à la rédaction du *Peuple*, 18 juin 1963, CT, fonds D. Gallin, classeur «PSG».

79. Ricciardi *et al.*, 2015.

80. «Im Schweizer Ghetto», *Neutralität*, septembre 1965.

81. Künzli, «Italiener in Andorra», *Neutralität*, avril 1965.

82. Seiler, 1965.

83. Rueb, 2009, pp. 63-65.

« non conformistes » n'hésitèrent pas à tirer un parallèle entre la situation des Noirs aux États-Unis et celle des saisonniers<sup>84</sup>.

L'intervention de ces intellectuels critiques était d'autant plus significative que la politique migratoire ne faisait pas l'unanimité à gauche. Dans le mouvement syndical en particulier, on s'inquiétait de la pression à la baisse sur les salaires favorisée, estimait-on, par l'immigration. En outre, il était tentant de mettre sur le compte de ladite surpopulation étrangère les problèmes croissants de logement et d'infrastructure liés à la surchauffe économique<sup>85</sup>. En 1965, l'Union syndicale suisse réclama le plafonnement de la main-d'œuvre étrangère. Enfin, les préjugés que nous avons décrits s'agissant des années 1950 n'étaient pas dissipés. Les Italiens étaient toujours soupçonnés de proximité avec le Parti communiste de leur pays et réputés incapables de comprendre les subtilités du partenariat social helvétique. En 1963, la Fédération suisse des ouvriers sur métaux et horlogers (FOMH) se félicita ainsi de l'expulsion d'ouvriers italiens pour cause d'agitation communiste, en remarquant que « les ressortissants étrangers, quelle que soit leur nationalité, ont une conception différente de la nôtre du syndicalisme... »<sup>86</sup>

Les inquiétudes syndicales concernant l'immigration furent relayées par des dirigeants du PSS, à l'image de Walther Bringolf. En 1964, ce dernier s'opposa à l'introduction d'un droit au regroupement familial pour les saisonniers italiens, de peur que les effectifs immigrés ne croissent encore davantage<sup>87</sup>. Pourtant, la position de Bringolf n'emportait pas une adhésion unanime dans les rangs sociaux-démocrates. Ainsi, le conseiller national et secrétaire du Syndicat des services publics Max Arnold, lié à l'aile gauche du parti, défendait le droit au regroupement familial pour les saisonniers. De fait, les positions ambiguës de la direction du PSS furent critiquées, dès le début des années 1960, par des sociaux-démocrates de gauche, en particulier au sein des sections de Jeunesses ; comme l'écrivait le jeune socialiste genevois Dan Gallin à la rédaction du quotidien social-démocrate *Le Peuple* :

Le journal succombe aux tendances xénophobes qui se manifestent facilement dans différents milieux, au lieu de faire un travail d'éducation dans le sens internationaliste.<sup>88</sup>

84. Kurt Marti, « Un modèle de politique chrétienne », *Gazette de Lausanne*, 27 avril 1968.

85. Steinauer, in Boillat *et al.*, 2006, pp. 218-219.

86. Cité par Garbani et Schmid, 1980, p. 196.

87. Cerutti, 2008, pp. 33-39.

88. Lettre de Gallin à la rédaction du *Peuple*, 20 juin 1960, CT, fonds D. Gallin, classeur « PSG ».

Ces ambiguïtés au sein d'une partie de la gauche se confirmèrent lorsqu'il s'agit, en 1968, de prendre position par rapport à l'initiative populaire contre la « surpopulation étrangère ». Cette initiative avait été lancée par l'Action nationale de James Schwarzenbach, un ancien fasciste, issu d'une grande famille d'industriels zurichoïses, qui s'était reconverti après la guerre dans un journalisme à la ligne anticommuniste, catholique conservatrice et xénophobe<sup>89</sup>. Au sein du mouvement syndical et du PSS, beaucoup estimaient, à l'image de l'ancien conseiller fédéral Max Weber, que l'idée de plafonner la main-d'œuvre étrangère était une nécessité, même si l'objectif de l'initiative, qui consistait à fixer ce plafond à 10 % d'étrangers en Suisse, était jugé trop radical, car cela aurait nécessité l'expulsion de 200 000 personnes<sup>90</sup>.

Si les Italiens étaient arrivés en nombre dans le pays dès la fin du conflit mondial, les travailleuses et travailleurs espagnols commencèrent à affluer en Suisse seulement à partir de 1960, lorsque le dictateur Franco décida d'ouvrir les frontières à l'émigration, dans l'espoir de réduire le chômage dans son pays. Entre 1960 et 1970, le nombre d'Espagnols en Suisse crût ainsi de 13 000 à 121 000. Quand bien même il s'agissait d'une immigration dite économique, cela n'empêchait pas une partie de ces travailleurs d'être politisés, sur des bases antifranquistes, en dépit des efforts d'encadrement déployés par l'ambassade d'Espagne en Suisse et par les missions catholiques fidèles au régime<sup>91</sup>. L'arrivée des Espagnols contribua donc également à stimuler les activités de solidarité internationale au sein de la gauche<sup>92</sup>. Dès 1961, un Comité pour une amnistie politique en Espagne réunit de nombreux membres en Suisse, issus des rangs chrétiens ou sociaux-démocrates, mais drainant aussi l'adhésion de personnalités libérales, en raison du contenu démocratique des revendications avancées. Avec la détente initiée en 1962, l'idée que le régime franquiste était un moindre mal face au danger que le pays ne tombe sous influence soviétique faisait de moins en moins l'unanimité dans les rangs de la droite helvétique. Il s'agit d'un phénomène que l'on retrouvera, dès 1967, avec la création d'un Comité pour le rétablissement de la démocratie en

89. Drews, 2005.

90. Cité par Wicki, 2007, pp. 182-183. Cette initiative populaire fut refusée en 1970, avec pourtant un soutien élevé de 46 % des voix.

91. Farré, 2006, pp. 404-407.

92. Nous laissons ici de côté les activités de solidarité avec les victimes de la dictature de Salazar au Portugal. Voir Pereira, in Schaufelbuehl, 2009a, pp. 147-160.

Grèce, qui rallia également des personnalités libérales aux côtés de celles de gauche<sup>93</sup>.

En attendant, le comité antifranquiste organisa des manifestations dans toutes les grandes villes suisses, en 1963, pour protester contre la condamnation à mort de l'opposant Julián Grimau, dirigeant du Parti communiste d'Espagne. Cette agitation inquiéta les autorités cantonales et fédérales, qui interdirent plusieurs conférences d'exilés antifranquistes. Si le Parti communiste était la force politique la plus influente au sein de l'immigration espagnole en Suisse, la présence d'un courant anarchosyndicaliste, incarné par la Confédération nationale du travail, contribua également à revivifier les petits groupes de la gauche anarchiste, qui, comme on l'a vu, avaient été marginalisés dans l'après-guerre<sup>94</sup>. En 1962, trois jeunes anarchistes genevois furent ainsi condamnés à un an de prison avec sursis, au terme de six mois de détention préventive, pour avoir lancé des cocktails Molotov contre le Consulat d'Espagne<sup>95</sup>.

#### **FACE AUX MOUVEMENTS SOCIAUX DE 1968**

L'année 1968, par laquelle se termine notre travail, coïncide avec l'essor des mouvements étudiants en Europe occidentale. Ces mobilisations stimulèrent la contestation de la jeunesse en Suisse même, comme en témoignent en particulier les manifestations à Zurich, durant l'été 1968. Les événements de Zurich sont connus sous le nom de *Globuskrawall* ou émeutes du Globus, du nom d'un entrepôt désaffecté des magasins Globus, qu'une partie de la jeunesse zurichoise réclamait pour y animer un centre autonome<sup>96</sup>. Durant l'année 1968, des mobilisations se développèrent en outre dans les grandes universités du pays, en solidarité avec le mouvement étudiant français et ouest-allemand, mais aussi en faveur de la démocratisation des études en Suisse<sup>97</sup>.

On ne peut donc pas parler d'un retard significatif du 68 helvétique par rapport aux autres pays d'Europe occidentale, même s'il est vrai que les mouvements helvétiques furent moins visibles, en raison du fractionnement propre à une vie politique partiellement structurée à l'échelle des cantons, et qu'ils restèrent numérique-

93. Ravessoud, 2010.

94. Koellreuter et Schürch, 2013, p. 174.

95. Enckell, 2005, pp. 151-158.

96. Linke et Scharloth, 2008.

97. Skenderovic et Späti, 2012.

ment faibles en comparaison internationale. Ce dernier aspect s'explique notamment par le caractère élitaire des universités suisses, où la croissance des effectifs étudiants resta modérée, au cours des années 1960, par rapport à la situation qui prévalait en Allemagne de l'Ouest, en France ou en Italie. Cette « pseudo-démocratisation » qui ouvrait avant tout l'université aux « enfants des classes moyennes petites-bourgeoises » fut souvent dénoncée par le mouvement étudiant suisse de 1968<sup>98</sup>.

Cette réalité sociologique explique aussi que les associations de droite comme Zofingue gardaient une influence non négligeable sur une partie des étudiants. En avril 1968, un jeune Zurichois engagé se désespérait de l'absence de réaction des étudiants face à la tentative d'assassinat, par un militant d'extrême droite, du portavoix des « soixante-huitards » ouest-allemands, Rudi Dutschke<sup>99</sup>. Non sans pessimisme, il estimait qu'à l'Université de Zurich, il y avait 200 étudiants engagés à gauche, 200 à droite; quant aux 11 600 restants, ils restaient indifférents aux questions politiques, et leur priorité était d'organiser des fêtes arrosées.

Pourtant, malgré la faiblesse numérique des mobilisations, une étude prosopographique consacrée aux militants des « années 68 » en Suisse a montré que la moitié d'entre eux avaient bel et bien commencé à militer cette année-là<sup>100</sup>. Un cinquième des personnes engagées dans les mouvements sociaux de cette période étaient politiquement actives avant cette date, principalement dans le PST et dans les organisations d'étudiants. Parmi ces dernières, dont on a déjà croisé le chemin dans les pages précédentes, il faut citer le Mouvement démocratique des étudiants (MDE) à Lausanne dès 1956, et à Genève dès 1961; l'Action syndicale universitaire à Genève dès 1962; la Fortschrittliche Studentenschaft à Zurich dès 1963, et le Forum politicum à Berne, dès 1966<sup>101</sup>.

Le contexte international de l'année 1968 – en particulier les événements français – conduisit à une accélération du processus de maturation d'une gauche radicale en Suisse. Ce processus

98. Tract de la Fortschrittliche Studentenschaft de Zurich et Bâle, des Jeunesses progressistes de Lausanne et du Forum Politicum de Berne, « Die Krise der bürgerlichen Universität », non daté [fin 1968], SSA, fonds Fortschrittliche Studentenschaft Zürich, Ar. 201.35 (m. t.)

99. Peter Höltschi, « Ruhe an den schweizerischen Universitäten: Sag'wo die Studenten sind », *Neutralität*, avril 1968.

100. Pereira et Schär, 2012, pp. 9-23.

101. Dans d'autres universités plus petites, les associations d'étudiants adoptèrent aussi une ligne plus marquée à gauche au cours des années 1960. Pour Neuchâtel, voir Baumann, 2009, p. 133.

se concrétisa en particulier par la sortie collective ou l'exclusion de jeunes militants hors du PST, ou par l'investissement des membres des associations étudiantes précitées dans la création d'organisations maoïstes, trotskistes, opéraïstes ou autres. S'agissant du PST, ce parti avait réussi, on l'a vu, à recruter dans la jeunesse durant les années 1960, limitant ainsi l'hémorragie de 1956. Mais en août 1968, l'intervention militaire soviétique, destinée à écraser le Printemps de Prague, lui porta un nouveau coup.

Quand bien même les dirigeants du parti désapprouvèrent publiquement l'envoi des chars de Moscou en Tchécoslovaquie, le refus de rompre avec l'Union soviétique devenait un handicap majeur pour se construire dans la jeunesse politisée. La direction du parti qualifia en effet l'intervention militaire à Prague d'erreur majeure, en refusant toutefois d'en tirer une condamnation plus globale du régime soviétique. Face aux dirigeants du PST – pour la plupart en poste depuis 1945 – qui continuaient à affirmer que seuls les partis communistes étaient porteurs de l'espoir révolutionnaire, le jeune militant Olivier Pavillon, animateur d'une « tendance de gauche » sur le point d'être exclue dans la section vaudoise du parti, affirmait au contraire :

On a vu des mouvements révolutionnaires se déclencher en dehors des PC, voire contre leur avis : à Cuba, en Bolivie et en France dernièrement.<sup>102</sup>

De fait, l'hostilité du Parti communiste français à l'égard du mouvement de mai-juin 1968 fut sévèrement critiquée par les jeunes du PST, appuyés par certains dissidents plus âgés, comme Konrad Farner<sup>103</sup>.

Notre étude, dans les pages précédentes, s'est focalisée sur ces quelque 20% de militants actifs avant 1968, avant tout sur les intellectuels et étudiants, qui étaient du reste fortement majoritaires dans les mouvements des « années 1968 »<sup>104</sup>. Dans les deux premières parties de ce travail, nous nous sommes penchés sur le parcours de personnalités plus âgées, qui, le plus souvent, ne furent pas

102. « Contribution à la discussion du projet de programme », 1<sup>er</sup> septembre 1968, BCUL, fonds O. Pavillon, carton n° 64/2-2/1-1 ; Jeanneret, 2002, pp. 170-196.

103. Farner, « Tod einer Revolution », *Die Neue Presse*, 2 juillet 1968.

104. Une étude prosopographique déjà citée montre que 68% des militants suivaient ou avaient achevé un cursus universitaire, alors que seuls 3% des 20-29 ans étudiaient à l'université (Pereira et Schär, 2012, p. 11).



directement impliquées dans les mouvements de la fin des années 1960 et des premières années de la décennie suivante. Les mouvements de jeunes de 1968 manifestèrent en effet un certain clivage générationnel au sein de la gauche. En effet, parmi les personnalités progressistes plus âgées, qui avaient été actives dès l'après-guerre, on s'identifiait peu au radicalisme ou au spontanéisme qui dominèrent la culture politique du mouvement étudiant dès 1968<sup>105</sup>. Ce scepticisme apparaît bien dans le journal tenu par Max Frisch entre 1966 et 1971. L'écrivain zurichois s'enthousiasmait certes pour un mouvement étudiant susceptible de surmonter la passivité de la classe ouvrière occidentale endormie par le consumérisme. Mais Frisch y décrivait toutefois les jeunes radicalisés avec une certaine distance critique; ainsi, en France, « même si le sang a coulé, tout a un caractère de farce »<sup>106</sup>.

Chez les dirigeants sociaux-démocrates, la solidarité critique de Frisch avec le mouvement étudiant cédait la place à une franche méfiance. Ainsi, Walther Bringolf condamna le mouvement du Globus de l'été 1968 et les affrontements avec la police, parlant des jeunes mobilisés comme d'un « lumpenprolétariat » étranger aux intérêts de la classe travailleuse<sup>107</sup>. Cette absence de compréhension pour le mouvement contestataire, manifestée par une partie des dirigeants sociaux-démocrates, était critiquée par les sections de Jeunesse du parti, dont on a signalé l'essor au cours des années 1960. Comme le déploraient les jeunes socialistes genevois dans un rapport à l'assemblée des délégués de leur parti en décembre 1968 :

Les événements de mai ont montré que de larges couches de jeunes ne sont pas indifférents aux problèmes politiques. Mais ils refusent tout engagement de parti et, singulièrement, le Parti socialiste, dans lequel ils voient une formation par trop modérée [...] Le recrutement pour la Jeunesse socialiste, organisation du Parti socialiste genevois, en résulte bloqué. Et notre terrain de recrutement, la jeunesse de gauche, est occupé par les mouvements extra-parlementaires.<sup>108</sup>

Cette frustration donna naissance à une petite tendance de gauche au sein du Parti socialiste genevois, qui se donnait pour

105. Studer, in Schaufelbuehl, 2009a, pp. 37-52.

106. Frisch, 1976 [1972], p. 141.

107. Cité par Wolf, 1995, p. 412 (m. t.)

108. « Rapport annuel de la Jeunesse socialiste genevoise à l'assemblée des délégués du PS genevois (2 décembre 1968) », CT, fonds D. Gallin, classeur « PSG ».

priorité le soutien et la collaboration avec les mouvements extra-parlementaires<sup>109</sup>.

Au sein du courant social-démocrate, la méfiance n'était toutefois pas généralisée parmi les aînés. Elle laissait la place, en particulier dans les rangs de l'aile gauche historique, à un enthousiasme pour l'engagement d'une nouvelle génération, qui venait bousculer le conservatisme helvétique. Le vétéran Humbert-Droz saluait l'orientation à la fois anticapitaliste et antistalinienne des mouvements étudiants d'Europe occidentale, en regrettant toutefois que leur programme pour une société nouvelle reste flou<sup>110</sup>. En Thurgovie, un canton gouverné par des conservateurs protestants, le rédacteur du périodique social-démocrate *Thurgauer Arbeiterzeitung*, Ernst Rodel, animateur de l'aile gauche du PS dans sa région depuis près de quarante ans salua également les mouvements de jeunes de 1968 :

Ce qui est remarquable, dans le mouvement étudiant actuel, c'est qu'il appelle aussi la classe ouvrière à une nouvelle conscience. Cet idéalisme devrait forcer l'admiration de tous les socialistes. Nous n'avons pas à nous faire de soucis pour l'instant sur les formes que prennent les manifestations et les discussions. Chaque courant révolutionnaire doit commencer par se forger un visage.<sup>111</sup>

Si des personnalités de gauche plus âgées regardaient avec scepticisme les nouveaux mouvements de la jeunesse, à l'inverse, les étudiants engagés en 1968 critiquaient ce qui était perçu comme la résignation de leurs aînés devant l'ordre établi, ainsi que l'intégration d'une partie de la gauche aux institutions bourgeoises. Pour un militant schaffhousois de 24 ans, Bringolf, qui avait condamné le spontanéisme du mouvement de l'été 1968 à Zurich, n'était qu'un « fossile préhistorique »<sup>112</sup>.

Lorsque l'intellectuel social-démocrate Paul Schmid-Ammann reçut un doctorat *honoris causa* de l'Université de Zurich, trois associations étudiantes zurichoises diffusèrent chacune son propre tract pour condamner cette distinction<sup>113</sup>. Schmid-Ammann y

109. «Rapport d'activité de la "Tendance" du PS», octobre 1968, CT, fonds D. Gallin, classeur «PSG».

110. Entretien avec Humbert-Droz, 16 février 1971, Émission *Personnalités suisses*, ARTS.

111. Ernst Rodel, *Thurgauer Arbeiterzeitung*, 22 juin 1968, cité par Keller, 2003, p. 160.

112. Cité par Wolf, 1995, p. 412 (m. t.)

113. Tract de la Sozialistische Hochschulgruppe, non daté [1970], AfZ, fonds P. Schmid-Ammann, doss. 7.

était présenté comme l'emblème du bonze social-démocrate, parce qu'il siégeait au conseil de l'instruction publique du canton de Zurich, réputé opposé à la démocratisation des études. Lorsque l'on se remémore le parcours de Schmid-Ammann – en particulier son engagement antifasciste et contre l'antisémitisme durant la guerre ou, plus tard, en faveur de l'épuration, ainsi que sa critique du conservatisme catholique, qui avait fait scandale dans la Suisse de l'après-guerre – cet épisode apparaît comme emblématique du clivage générationnel<sup>114</sup>. Une figure de l'antifascisme comme Schmid-Ammann était mise en cause, alors même que les étudiants revendiquaient volontiers l'héritage des luttes antifascistes du passé<sup>115</sup>.

Du point de vue des questions politiques de fond, les divergences à forte dimension intergénérationnelle se cristallisaient autour de la résurgence du vieux débat entre réformes et révolution. Cette dernière perspective paraissait en effet gagner une actualité nouvelle après la grève générale en France et l'agitation ouvrière en Italie. Comme le soulignaient par exemple, de manière enflammée, 11 démissionnaires de la section tessinoise du PST en décembre 1968 :

Derrière le « problème de la jeunesse » [...] se cache aujourd'hui en réalité une divergence politique fondamentale entre deux positions : celle du groupe dirigeant qui contrôle le parti depuis vingt ans, et qui se bat pour maintenir au Parti du travail le caractère d'opposition légale dans le cadre du système à travers une action purement parlementaire qui s'appuie en premier lieu sur les intérêts de la petite et moyenne bourgeoisie ; et la position de ceux qui retiennent qu'une telle voie ne peut que porter à d'éphémères succès électoraux, sans faire du parti un instrument capable de mobiliser la classe ouvrière en préparant ainsi la prise du pouvoir.<sup>116</sup>

De cette opposition entre voie réformiste et révolutionnaire découlait nombre de débats annexes, en particulier concernant la légitimité du recours aux méthodes d'action violentes. Beaucoup de jeunes militants des « années 1968 » soutenaient en effet de manière inconditionnelle les guérillas du tiers-monde<sup>117</sup>. Ce soutien, voire

114. « Intoleranz oder Ignoranz? », *Arbeiter-Zeitung*, 6 mai 1970.

115. Pereira, 2015, pp. 247-249.

116. « Aux camarades du PST », texte annexé à la lettre de Bruno Strozzi à la rédaction de la *Voix ouvrière*, 1<sup>er</sup> décembre 1968, BCUL, fonds G. Delaloye, carton n° V.

117. Pereira, 2015, pp. 240-246.

cette fascination pour les soulèvements armés heurtait la sensibilité de certains parmi les pacifistes religieux ou sociaux-démocrates de gauche, qui avaient joué un rôle central dans les mobilisations des deux premières décennies de la guerre froide et qui, après le traumatisme des deux guerres mondiales, avaient célébré les méthodes non violentes d'un Gandhi. Lors d'un discours pour le 1<sup>er</sup> Mai tenu devant les jeunes du Forum politicum bernois, le socialiste religieux Franz Keller, alors âgé de 56 ans, expliquait qu'il était faux de penser, avec « Mao ou Marcuse », qu'une voie pacifique vers le socialisme était *a priori* inenvisageable<sup>118</sup>.

À l'inverse et de manière peut-être paradoxale, lorsque certains groupes militants de 1968 appelaient à la suppression de l'armée suisse, le souvenir de la menace hitlérienne pesait sur la conscience des pacifistes de la génération précédente, qui se montraient souvent plus prudents. Comme le soulignait le théologien Kurt Marti, né en 1921, dans une tribune publiée en 1969 :

Pour la jeunesse surtout, la dernière guerre mondiale est déjà lointaine [...] les progressistes plaident pour le désarmement, pour une prompt disparition de toutes les barrières nationales. Devant cet optimisme, je me sens vieux et lamentable, avec mon attachement pour les petits États, ma défiance envers les grandes puissances, ma persistance à croire qu'il faut garder une armée. Je note à quel point mon attitude est déterminée par ce dont j'ai fait l'expérience comme jeune étudiant et soldat [...] Cela, je tente sans relâche de l'expliquer aux jeunes, tout opposé que je sois bien sûr aux sottises idéologiques que ne cessent de produire des cercles supermilitaristes.<sup>119</sup>

Ces divergences générationnelles, forgées par des expériences historiques distinctes, se traduisaient également dans les modes de mobilisation et d'action en Suisse même. Cinq ans avant 1968, les

118. Keller, « Discours du 1<sup>er</sup> mai 1969 au Forum Politicum de Berne », SSA, fonds F. Keller, Ar. 128.1. Keller estimait qu'il avait été invité à ce débat par les étudiants pour « tenir le rôle du réformiste ». (lettre de Keller à Walter Matthias Diggelmann, 27 avril 1969, *idem.*, m. t.) Quant au théologien Kurt Marti, fondateur de la Déclaration de Berne en 1968, il voyait dans le « culte de Mao, Fidel Castro, Che Guevara et d'autres idoles du tiers-monde » une « forme de naïveté », « Notizen und Details », *Reformatio*, mars 1969 (m. t.)

119. « Faut-il supprimer l'armée ? », *Gazette de Lausanne*, 27 septembre 1969. Marti notait encore que les jeunes avaient souvent de la peine à admettre que l'opposition à Hitler au nom de valeurs libérales pouvait avoir été un geste de résistance dans la Suisse de 1940, dominée par des « Pilet-Golaz ou Rothmund ».

organisateurs des marches de Pâques insistaient longuement, dans les directives passées à leurs membres, sur la discipline que devaient adopter les marcheurs; en 1964, les organisateurs rappelaient ainsi que « la marche de 1963 a remporté un immense succès grâce surtout à l'impression de dignité, d'ordre et de calme dans laquelle elle s'est déroulée. Nous rappelons donc les directives que nous avons émises l'an passé [...] 1) Chacun doit rester à sa place dans le cortège, 2) Dans les localités, les conversations particulières doivent être évitées; s'il est indispensable de parler, le faire à voix basse, 3) Si vous êtes insulté ou provoqué, ne répondez rien. Restez calme. »<sup>120</sup> Cet *éthos* militant forgé par les épreuves de la Seconde Guerre et par le conservatisme sociétal des premières décennies de guerre froide contrastait avec l'esprit frondeur de la nouvelle génération: on voit mal les jeunes de 1968 accepter de telles directives dans leurs manifestations.

Du point de vue de l'expérience de la Seconde Guerre, le clivage entre l'ancienne et la nouvelle gauche – si l'on ose cette dénomination trop schématique – se reflétait aussi dans la manière d'envisager le conflit israélo-palestinien. La génération d'intellectuelles et intellectuels de gauche qui avaient connu la guerre avaient tendance à défendre l'État d'Israël, dont la création fut perçue, on l'a vu, comme une réaction légitime à l'extermination des Juifs d'Europe. Même si la guerre des Six Jours, en juin 1967, allait contribuer, à terme, à battre en brèche la popularité du sionisme au sein de la gauche helvétique, le PSS ne se solidarisa pas moins avec Israël, lorsque « Tsahal » déclencha l'attaque dite préventive du 5 juin<sup>121</sup>. Il en alla de même pour la plupart des socialistes religieux<sup>122</sup>.

Par ce soutien à Israël au moment de la guerre des Six Jours, il s'agissait de défendre le droit à l'existence d'un petit État démocratique – qui plus est dirigé par un gouvernement où les sociaux-démocrates du Mapai étaient bien représentés – encerclé par une coalition de pays arabes, perçus comme des dictatures menaçantes<sup>123</sup>. Quant à la misère dans laquelle vivaient les Palestiniens, elle était volontiers attribuée à l'incurie des autorités égyptiennes, qui contrôlèrent la bande de Gaza jusqu'à la guerre des Six Jours;

120. « Directives du Mouvement contre l'armement atomique, en vue de la marche de Pâques du 27 mars 1964 », CT, fonds D. Gallin, classeur « PSG ».

121. Späti, 2006, pp. 100-133.

122. Hugo Kramer, *Neue Wege*, « Weltrundschau », décembre 1967; *NZZ*, « Das Lebensrecht des Staates Israel. Ein Podium Gespräch in Zürich », 21 janvier 1968.

123. Amrein, 2017.

à l'inverse, on soulignait volontiers les efforts du gouvernement israélien en faveur du développement de services publics pour la population palestinienne<sup>124</sup>.

En revanche, les mouvements de 1968 prirent très majoritairement parti pour la cause palestinienne, dénonçant la politique coloniale de l'État d'Israël, bras armé de l'impérialisme des États-Unis. Au lendemain de la guerre des Six Jours, les avis étaient encore partagés dans les organisations du mouvement étudiant zurichois, qui, dans un tract commun, dénoncèrent les « extrémistes des deux camps »<sup>125</sup>. Mais rapidement, les sympathies de ces organisations basculèrent du côté palestinien. Comme le déplorait Hilde Rubinstein, une intellectuelle pacifiste âgée de 63 ans, dans une lettre au Bernois Kurt Marti:

La totalité (ou la presque totalité) de la jeunesse de gauche s'exclame soudain: Israël est agressif et impérialiste! Pourtant Israël n'est pas plus impérialiste que la Suède ou la Suisse, et les pays arabes – en tous les cas l'Égypte – ne sont en aucun cas socialistes, au contraire! [...] Cela ne veut pas dire que je suis sans critique à l'égard d'Israël! Je viens même de terminer un texte très critique concernant le voyage que j'y ai fait. Mais à aucun moment je ne doute du bien-fondé de l'existence de l'État d'Israël.<sup>126</sup>

On le sait, les divergences qui se manifestèrent à gauche durant les « années 1968 » ne touchèrent pas seulement aux questions géopolitiques, mais aussi à l'émergence de thématiques qui étaient généralement reléguées dans la sphère privée avant la fin des années 1960. En particulier, l'émergence de débats publics sur la sexualité joua un grand rôle dans les mouvements de 1968, traversés par le fameux mot d'ordre de la révolution sexuelle. Pour les militants de gauche qui avaient été socialisés dans le climat de conservatisme des années de guerre et d'après-guerre, *a fortiori* quand ils appartenaient à la gauche chrétienne, il était tentant de couper court à de tels débats, en stigmatisant l'immoralisme du mouvement étudiant,

124. Marie-Louise Oetli, « Eindrücke aus dem Gaza-Streifen », non daté, SSA, fonds M. Oetli, Ar. 147.10.2.

125. Tract commun de la Fortschrittliche Studentenschaft, de la Vereinigung Junger Sozialdemokraten, de l'Arbeitsgemeinschaft der Jugend gegen atomare Aufrüstung, de la Junge Sektion du PST et de Naturfreunde Zürich, [non daté], « Helft mit », SSA, fonds FSZ, Ar. 201.35 (m. t.)

126. Lettre de Rubinstein à Marti, 26 juillet 1967, ALS, fonds K. Marti, carton n° 4 (m. t.)

ou en s'inquiétant de ce que les questions sociétales risquaient de détourner les salariés des véritables objectifs de la lutte sociale.

Plutôt que de discuter les théories «freudo-marxistes» de Marcuse, très en vogue dans la jeunesse contestataire, la *Voix ouvrière* du 13 juillet 1968 se contentait ainsi de le condamner comme le «pape des énerguènes»<sup>127</sup>. De même, à Genève, le PST condamna le théâtre expérimental des Tréteaux libres, dont les représentations étaient jugées obscènes et les méthodes adoptées, comme l'occupation de locaux vides, sauvages<sup>128</sup>. L'écrivain Diggelmann, âgé de 41 ans en 1968, et qui, pour sa part, fut en pointe de la solidarité avec le mouvement de jeunes zurichois, remarquait qu'«une des revendications les plus significatives pour laquelle s'engage aujourd'hui la gauche combative est la "révolution sexuelle". Pourquoi? Parce qu'il y a la conscience que seul peut être libre l'être humain qui ne doit pas réprimer ses pulsions naturelles pour "complaire" à une société répressive.»<sup>129</sup>

Toutefois, le moralisme n'était pas une attitude généralisée parmi les aînés. Un théologien progressiste comme Kurt Marti intervint ainsi avec aisance dans les nouvelles discussions qui émergeaient autour de la sexualité. En juin 1968, il s'éleva par exemple, au diapason avec les étudiants bernois du Forum politicum, contre la censure du film *Je suis curieuse*, réalisé par le Suédois Vilgot Sjöman<sup>130</sup>. Cette interdiction avait été décrétée par les autorités cantonales, au motif que cette œuvre, typique de la culture «soixante-huitarde», mettait en scène des amours lesbiennes. Aux yeux du protestant tiers-mondiste bernois, une interdiction pour les moins de 20 ans paraissait certes justifiée; mais il argumentait qu'une censure totale était inacceptable. Le sexe n'avait rien de «luxurieux» en soi, faisait valoir Marti, et les moralistes seraient mieux inspirés en dénonçant les affaires «vraiment obscènes», comme celles qui étaient menées par les banques suisses dans la Grèce des Colonels. Pour autant, dans les années précédentes, les personnalités et organisations de gauche ne s'étaient pas distinguées par des prises de position progressistes concernant l'homosexualité. Le sujet était en général tabou, mais quand il était abordé – notamment lorsque la presse

127. Cité par Olivier Pavillon, «Contribution à la discussion du projet de programme. De l'anathème au dialogue», 30 août 1968, BCUL, fonds O. Pavillon, carton n° 64/2-2/1-1. 128. Sutermeister, 2000, p. 99.

129. Lettre de Walter Matthias Diggelmann à Hansueli Geiger, 31 décembre 1970, ALS, fonds W. M. Diggelmann, carton n° 14 (m. t.)

130. «Die Notiz», *Weltwoche*, 28 juin 1968 (m. t.)

de gauche rendait compte de procédures pénales visant la prostitution masculine ou les relations avec des mineurs (moins de 20 ans) – une tonalité homophobe dominait ; au terme d'un tel procès en 1959, la sociale-démocrate *Sentinelle* mettait ainsi en garde, en soulignant que « décidément, l'homosexualité devient un réel danger dans nos Montagnes [neuchâteloises], qui paraissent avoir été épargnées jusqu'ici »<sup>131</sup>.

Si, on le voit, les liens de la jeune génération avec des militants alors cinquantenaires ou soixantenaires, dont l'expérience politique avait été forgée durant la guerre et l'après-guerre, n'étaient pas toujours faciles, la jonction n'allait pas de soi non plus avec la génération intermédiaire, celle qui avait commencé à s'engager dans le contexte de la guerre d'Algérie ou dans le mouvement « non conformiste » au début des années 1960. Des sociologues ont souligné que dans le monde social, les générations se succèdent souvent à un rythme plus rapide que la période d'environ vingt-cinq ans fixée par la réalité biologique<sup>132</sup>. On trouve peut-être ici une illustration de ce phénomène, dans la mesure où, parmi les intellectuels « non conformistes », on peut déceler une certaine réticence à s'identifier aux mouvements de jeunes post-1968.

Ainsi, par une formule révélatrice, le journaliste de gauche bernois Sergius Golowin, né en 1930 et très actif dans les cercles qui gravitaient autour de *Neutralität*, ne se définissait pas comme un « soixante-huitard », mais comme un « soixante-sixard », en référence à la fondation du Forum politicum à Berne cette année-là, groupe d'étudiants et de jeunes intellectuels de gauche au sein duquel il fut très actif<sup>133</sup>. Un autre rédacteur de *Neutralität*, l'universitaire bâlois Arnold Künzli, qui organisa un colloque en 1968 sur les « concepts fondamentaux du marxisme », ressentait également un certain malaise face aux étudiants de la gauche radicale, dont certains lui paraissaient trop dogmatiques<sup>134</sup>. Même si Künzli soutenait toute revendication liée à la démocratisation des études, en tant qu'enseignant, il se sentit bousculé par l'exigence des étudiants politisés suivant laquelle les séminaires devaient désormais se dérouler de manière « autogérée ».

131. *La Sentinelle*, « Deux tristes individus », 16 juillet 1959.

132. Bourdieu, 1998, p. 206.

133. Cité par Bittner, in Schär *et al.*, 2008, p. 42 (m. t.)

134. Sidler, 2006, pp. 279-284 (m. t.) La critique du « dogmatisme » à propos des étudiants « soixante-huitards » est fréquente sous la plume des « non-conformistes » un peu plus âgés, par exemple Walter Vogt, « Tourist in Paris », *Neutralität*, juin 1968.



Finalement, il reprochait à la social-démocratie européenne une ligne insuffisamment combative, qui poussait par contrecoup les étudiants vers des organisations d'extrême gauche, dont il jugeait le radicalisme parfois stérile :

Ce que les sociaux-démocrates entreprennent, je le respecte, et j'estime bien sûr leur travail dans les parlements. Je constate seulement que la social-démocratie européenne ne présente pas aujourd'hui une alternative à la politique bourgeoise et au néo-capitalisme. [...] Où est le parti social-démocrate européen qui mène une campagne électorale avec la revendication de l'auto-gestion démocratique pour les travailleurs? Où est le parti social-démocrate européen qui propose un programme pour une réforme de l'université? [...] Le résultat en est que la partie la plus intelligente et la plus engagée de la jeunesse européenne, justement, est poussée dans un radicalisme «de gauche», comme nous l'expérimentons aussi – certes toutes proportions gardées – ici à Berne. Précisément parce que la social-démocratie n'offre pas d'alternative, ces jeunes la cherchent quelque part entre Marcuse et Mao.<sup>135</sup>

De plus, Künzli doutait que les groupes d'extrême gauche puissent tenir sur la durée, car le fossé qui séparait la réalité sociale helvétique des aspirations révolutionnaires était trop profond<sup>136</sup>. À l'inverse, une revue comme *Neutralität*, à laquelle le philosophe bâlois collaborait depuis plusieurs années, était perçue comme insuffisamment révolutionnaire par les étudiants radicalisés, ne serait-ce que par son titre.

Rares furent donc les « non-conformistes » alémaniques qui rejoignirent des organisations de l'extrême gauche post-1968. Dans les années suivantes, une bonne partie d'entre eux se tournèrent vers le PSS : Paul Ignaz Vogel y adhéra en 1970, Walter Matthias Diggelmann en 1972 – malgré « ses doutes et son scepticisme »<sup>137</sup> par rapport au grand vieux parti de la gauche suisse ; enfin, Arnold Künzli collabora à la rédaction du nouveau programme du PSS en 1977, avant de rompre avec fracas quelques mois plus tard, car ses propositions en faveur d'un socialisme autogestionnaire furent écartées par la direction<sup>138</sup>.

135. Lettre de Künzli à Franz Keller, 5 juin 1968, SSA, fonds F. Keller, Ar. 128.2 (m. t.)

136. *Ibid.*, 24 juin 1968.

137. Lettre de Diggelmann à Heinz Graf, 16 octobre 1972, ALS, fonds W. M. Diggelmann, carton n° 14 (m. t.)

138. Rauber, 2006.

Si des militants actifs avant 1968 jouèrent un rôle important dans la création des organisations de la nouvelle gauche après cette date, il faut donc plutôt les chercher du côté des exclus du PST, des organisations de la nouvelle gauche de Zurich et Bâle autour de Buchbinder, ou encore des animateurs des groupuscules pro-chinois. Pour autant, les divergences de sensibilité politique entre les « non-conformistes » et le mouvement de 1968 ne doivent pas faire oublier que le clivage politique et générationnel de fond mettait aux prises les jeunes engagés dans les mouvements de 1968 et l'*establishment* conservateur du pays. En ce sens, les « non-conformistes » des années 1960 sont, à n'en pas douter, des prédécesseurs de 1968, en ce qu'ils avaient, eux aussi, défié les milieux officiels dans les années précédentes, préparant le terrain au cycle de contestation ultérieur.

En effet, les dirigeants politiques de droite, imprégnés par les valeurs d'ordre ainsi que par l'anticommunisme suspicieux qui domina dans l'après-guerre, eurent tendance à réagir avec intransigeance aux mobilisations de la jeunesse. Par contrecoup, cette réaction conféra peut-être à ces mobilisations une importance symbolique supérieure à leur force sociale réelle. Face à cette intransigeance de la droite, qui se traduisait notamment par des interventions policières musclées contre les manifestations et par une campagne des journaux bourgeois stigmatisant une petite minorité de « perturbateurs », les clivages au sein de la gauche tendaient à s'estomper, au profit d'une solidarité entre les jeunes contestataires et les personnalités critiques de la génération précédente.

L'épisode le plus connu à cet égard est celui du *Zürcher Manifest*, une tribune par laquelle les intellectuels « non-conformistes » zurichois, comme Frisch ou Diggelmann, dénoncèrent les violences policières et la réaction butée des autorités face au mouvement pour un centre autonome de l'été 1968<sup>139</sup>. Frisch estimait ainsi :

Des sanctions contre des étudiants et des écoliers, telles que le gouvernement en a pris, des déclarations superflues et menaçantes [...] concernant une police prête à l'action, des mesures prises sur le mode hystérique : tout cela ne peut pas résorber les carences de notre structure sociale.<sup>140</sup>

139. «Zürcher Manifest. Ein Aufruf zur Besinnung», 3 juillet 1968 ; lettre du 4 juillet 1968 à la Municipalité de Zurich, SSA, fonds Zürcher Manifest, Ar. 201.218.

140. Lettre au Gottlieb Duttweiler Institut, 9 juillet 1968, SSA, fonds Zürcher Manifest, Ar. 20.218 (m. t.)

Cette intervention des intellectuels de gauche zurichois fut prolongée par des assemblées publiques très suivies, organisées par les signataires du manifeste<sup>141</sup>. Plusieurs signataires du *Zürcher Manifest* se considéraient toutefois comme des médiateurs entre les autorités et les jeunes révoltés, plus que comme des partisans du mouvement<sup>142</sup>.

Le *Zürcher Manifest* ne fut pas le seul épisode représentatif de cette solidarité intergénérationnelle qui se tissait face aux réactions crispées des milieux officiels; plusieurs épisodes moins connus pourraient être rappelés, à l'image de l'engagement, en 1967, de Frisch et Dürrenmatt contre la suspension d'un lycéen de 17 ans, Martin Schwander, décidée par la direction de son école, dans la petite ville bernoise de Burgdorf. Schwander, fondateur d'un petit groupe d'« Élèves progressistes », avait distribué à ses condisciples un texte littéraire qui allait être discuté quelques jours plus tard au cabaret bernois *Junkere 37*, où se réunissaient les « non-conformistes » de la ville<sup>143</sup>. Cet écrit contenait des scènes homoérotiques, ce qui justifia, aux yeux de la direction de l'école, cette exclusion pour diffusion de « littérature pornographique »<sup>144</sup>.

Enfin, il est indéniable que la radicalisation politique d'une partie de la jeunesse en 1968 stimula, par contrecoup, un processus de politisation au sein de milieux intellectuels plus âgés. Sans le mai 1968 français et le mouvement étudiant en Suisse, la scission au sein de la Société suisse des écrivains – qui donna naissance, en 1969, au groupe d'Olten réunissant les femmes et les hommes de plume engagés à gauche – ne se serait peut-être pas produite. Les mouvements de 1968 eurent, de fait, un impact sur des personnalités plus âgées, que l'atonie politique des années précédentes avait peut-être un peu assoupie. Charles Apothéloz, jeune contestataire de la fin des années 1940, devenu directeur d'un théâtre municipal à la fin des années 1950 et, à ce titre, affichant des positions politiques plus prudentes, se sentit à nouveau pousser des ailes à la faveur des mouvements de 1968, se posant à nouveau, de manière déterminée, en partisan d'un théâtre populaire et engagé, en rupture avec le conservatisme culturel<sup>145</sup>. La radicalisation de la

141. NZZ, « Eine Kundgebung im Zürcher Börsensaal », 2 octobre 1968.

142. Lettre de Fredy Fehr à Gottfried Honegger-Lavater, 11 juillet 1968; Paul Parin, « Was will das "Zürcher Manifest" », [non daté], SSA, fonds Zürcher Manifest, Ar. 201.218.

143. Lerch, 2001, pp. 24-25.

144. Sperisen, in Schär *et al.*, 2008, p. 80 (m. t.); Lerch, 2001, pp. 462-463. Schwander fut réintégré par la direction de son école, après un mois de suspension.

145. Apothéloz, 1990, pp. 100-103.

critique politique était aussi palpable dans les milieux « non conformistes » au lendemain du mouvement français : si, dans la revue *Neutralität*, le général De Gaulle avait été considéré jusqu'ici avec un certain respect, en raison de son engagement pour la paix en Algérie et sa prise de distance avec l'OTAN, il était désormais attaqué en tant qu'incarnation de la réaction française<sup>146</sup>. De même, Max Frisch, à travers le *Zürcher Manifest*, fut en quelque sorte ramené vers l'engagement politique, alors qu'il avait choisi, dans les années précédentes, une forme de distance par rapport à la vie publique suisse<sup>147</sup>.

Ainsi, face aux mouvements sociaux de 1968, l'attitude des femmes et hommes de gauche déjà actifs dans les années précédentes fut loin d'être univoque. La crainte d'être bousculés, voire mis en cause, par une nouvelle génération, dont la culture politique était souvent plus radicale, le disputait à la satisfaction d'assister à l'émergence d'une nouvelle vague de politisation. Cette politisation à gauche paraissait en effet, pour les militants de la génération précédente, conforter leur propre engagement politique. C'est que dans l'après-guerre, il n'avait pas toujours été facile de maintenir un tel engagement dans la durée, vu le processus de démobilisation sociale et politique qui s'imposa durant les premières années de la guerre froide ; une difficulté que, toute proportion gardée, la « génération de 1968 » connaîtra à son tour dès la fin des années 1970, avec l'essor du néolibéralisme.

146. Comparer Paul Ignaz Vogel, « Der pazifistische General », *Neutralität*, septembre 1966, avec Vogel, « Nanterre April-Mai 1968 », *Neutralität*, juin 1968.

147. Bircher, 2000, pp. 184-192.

## CONCLUSION

Les pages qui précèdent visaient à étudier, de manière combinée, l'évolution du statut des intellectuels engagés à gauche dans la Suisse de l'après-guerre et les débats politiques dans lesquels ceux-ci furent impliqués. Mettons à présent en lumière, de manière synthétique, les principaux résultats de ce travail à ce double niveau, en esquissant, à partir de là, quelques réflexions conclusives plus larges.

Du point de vue du statut des intellectuels engagés à gauche, notre étude fait apparaître plusieurs évolutions, de l'immédiat après-guerre à la fin des années 1960. Au sein des partis tout d'abord, on constate le déclin de la figure de l'intellectuel autodidacte, incarnée par un homme comme Robert Grimm; autrement dit par une personnalité généralement issue du milieu ouvrier, devenue productrice d'idées à travers ses contributions régulières publiées dans des brochures ou dans la presse syndicale et de parti, et, parallèlement, dirigeant politique. Ce déclin de l'intellectuel organique se retrouve, au cours des mêmes années, dans les pays voisins<sup>1</sup>.

Comme on l'a vu, l'affaiblissement de la figure de l'autodidacte est à mettre en lien avec l'étiollement de la base ouvrière des partis de gauche dans l'après-guerre, et avec le mouvement de démocratisation des études<sup>2</sup>. Parallèlement, on constate une perte de centralité des institutions de formation propres au mouvement ouvrier (Centrale suisse d'éducation ouvrière par exemple) qui représentaient un élément important de la sociabilité ou subculture ouvrière dans les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle. Ces institutions de formation, qui avaient commencé à décliner à partir des années 1930, lorsque

1. Fertikh, 2014, pp. 45-57.

2. En 1957, la fraction socialiste au parlement comptait 30 % de titulaires d'un diplôme universitaire, contre près de 80 % en 2008. Voir Mazzoleni *et al.*, 2010, p. 344.

des secteurs majoritaires de la gauche se rallièrent à la politique officielle de la Défense spirituelle, étaient précisément animées par des intellectuels organiques, à l'image des sociaux-démocrates Max Weber et Valentin Gitermann, tous deux titulaires d'un doctorat, mais qui, en raison de leurs convictions politiques, avaient peu de chance de mener une carrière académique; un handicap qui valait souvent également pour les autres professions intellectuelles de la fonction publique.

La démocratisation des études et l'augmentation consécutive des effectifs au sein des professions intellectuelles (enseignement, bibliothèques, médias, etc.) ont favorisé en revanche, dans les années 1960, l'essor d'un milieu intellectuel de gauche autonome des partis. Ce processus est certes intervenu avec un certain retard en Suisse par comparaison avec d'autres pays européens. Comme on l'a vu, ce retard s'explique en particulier par la fragmentation de la vie culturelle du pays, due au fédéralisme et à la pluralité linguistique, ainsi que par le caractère modeste, en termes d'effectifs, du processus de démocratisation des études. Dans les années 1960, l'essor d'un milieu de gauche a cependant été facilité par une certaine ouverture politique au sein des universités, dans le contexte international de la détente et, sur le plan intérieur, de l'affaiblissement de la Défense spirituelle. Cette ouverture permet à des intellectuels critiques d'accéder à des postes académiques, alors qu'au sortir de la guerre, le paysage universitaire était dominé presque sans partage par des intellectuels conservateurs, voire issus des franges autoritaires de la droite; une présence favorisée par la forte continuité politique, en Suisse, des années 1930 à l'après-guerre, qui contraste avec les ruptures et l'épuration à l'œuvre dans les pays voisins à la fin du conflit mondial. Cette évolution du monde académique est aussi passée par une autonomisation relative des universités par rapport au pouvoir politique. En d'autres termes, il est de moins en moins courant, à partir des années 1960, qu'un gouvernement cantonal, autorité de tutelle de l'université, refuse la nomination d'un professeur pour des motifs politiques.

Toutefois, durant les années 1960, les universitaires ne composaient de loin pas l'essentiel des protagonistes d'un mouvement d'intellectuels de gauche comme celui des «non-conformistes» en Suisse alémanique. Au sein de celui-ci en effet, ceux que nous avons appelés – dans la typologie socioprofessionnelle dressée dès le chapitre liminaire de cette étude – les intellectuels interméd-

diaires (enseignants, bibliothécaires, journalistes, etc.) y représentaient les acteurs les plus nombreux. Leurs activités, notamment la publication d'une revue comme *Neutralität*, s'inscrivaient dans une certaine tradition d'édition critique, animée depuis plusieurs décennies par cette couche d'intellectuels, mais qui s'était quelque peu perdue dans la Suisse alémanique des années 1950, marquée par un climat intellectuel très conservateur. Cette tradition avait en revanche été maintenue dans la Suisse romande des années 1950, où des publications périodiques comme *Rencontre* ou *Contacts* perpétuaient, tout en le renouvelant, l'héritage des revues antifascistes de l'entre-deux-guerres.

Dans les années 1960, le processus d'autonomisation du milieu intellectuel de gauche s'est manifesté à travers un rapport plus distant des intellectuels aux partis, un phénomène qui, là encore, se retrouve à l'œuvre dans tous les pays d'Europe occidentale<sup>3</sup>. Les protagonistes du mouvement « non conformiste » intervenaient dans les débats programmatiques à travers une revue comme *Neutralität* ou un journal comme la *Weltwoche*, critiquant par exemple la ligne gestionnaire du PSS ou les orientations prosoviétiques du PST, mais ils jouaient désormais rarement un rôle actif au sein des directions des organisations de gauche. La volonté d'autonomie de ces intellectuels par rapport aux organisations partisans, rendue possible par la détention d'un capital symbolique indépendamment de ces dernières, suscita une certaine incompréhension parmi les intellectuels et dirigeants historiques de la gauche, à l'image de Max Weber ou Fritz Marbach, qui reprochèrent aux « non-conformistes » des critiques considérées comme déconnectées de la politique concrète et de ses rapports de force internes.

Pourtant, une partie des dirigeants du PSS comprirent progressivement – à partir des années 1960 et à plus forte raison après 1968 – l'importance de s'adresser à ces nouvelles couches sociales au bénéfice d'une formation académique et d'orientation politique progressiste, d'autant qu'avec la tertiarisation de l'économie, la base sociale ouvrière du parti se réduisait ; il s'agissait aussi d'éviter que ces nouvelles forces vives rejoignent les groupes de la gauche radicale. Ainsi, à la suite de la détente initiée en 1962, le PSS sut progressivement adapter son discours politique, en prenant ses distances avec la rhétorique anticommuniste de la guerre froide, pour

3. Keucheyan, 2010, pp. 17-20; Brillant, 2008, pp. 89-99.

se concentrer sur de nouvelles thématiques porteuses, comme la solidarité avec les pays du tiers-monde<sup>4</sup>.

Vu l'affaiblissement du lien organique au parti qui se manifesta à travers le mouvement « non conformiste », les intellectuels de gauche devaient plus que jamais, pour agir dans le champ politique, s'approprier un répertoire d'actions collectives spécifique. Celui-ci s'est forgé progressivement. Dans les années 1950, il est étrenné à travers le mouvement anti-atomique, dans le cadre duquel se sont engagés de nombreux intellectuels progressistes, ou encore à travers l'opposition à l'intervention militaire française en Algérie. Les transferts politico-culturels en provenance des pays européens ont joué, de ce point de vue, un rôle important. On peut rappeler, par exemple, le développement de liens avec les comités pacifistes rassemblant, en Allemagne de l'Ouest ou au Royaume-Uni, de nombreux artistes et écrivains ; ou la multiplication des initiatives – pétitions, manifestes, etc. – prises par des intellectuels français opposés à la guerre d'Algérie, initiatives qui ne manquèrent pas d'inspirer leurs contemporains en Suisse, y compris dans la partie alémanique du pays.

L'importance de modes d'action propres aux intellectuels, tels que la pétition adressée aux autorités ou le manifeste publié dans des journaux à grand tirage, se confirma dans le courant des années 1960, à l'occasion de mobilisations comme les protestations contre la guerre du Vietnam ou le *Zürcher Manifest* de 1968. À travers ces interventions des intellectuels, les logiques du champ jouaient à plein : par exemple, de jeunes intellectuels peu connus, souvent à l'origine de ces démarches collectives, allaient démarcher les signatures de figures plus âgées et plus célèbres, tels Dürrenmatt et Frisch.

Alors que la figure de l'intellectuel organique perd de son importance durant les années 1960, pour autant, les intellectuels de parti ne disparaissent pas des rangs de la gauche. En fait, parmi les diplômés de l'université au sein des partis, on peut sans doute considérer que s'approfondit, à partir de 1960, et surtout dans les années suivantes, une distinction entre l'intellectuel-expert d'une part, et le politicien professionnel d'autre part. Le premier, autonome par rapport au parti, car bénéficiant d'un poste académique ou dans

4. À la fin des années 1970, le lancement d'une initiative populaire pour la levée du secret bancaire, accusé de favoriser l'évasion fiscale en provenance des pays pauvres, est emblématique de cette réorientation. Voir Pasquier, 2009.



une autre institution du champ intellectuel, est mobilisé pour discuter du programme, du contenu d'une initiative populaire, voire des résultats d'une politique publique menée par la gauche à un échelon régional, mais généralement, il ne peut être envisagé comme un intellectuel organique, dans la mesure où il ne s'investit pas comme dirigeant de parti.

Quant au politicien professionnel, quoique de plus en plus souvent au bénéfice d'une formation intellectuelle sous la forme d'un diplôme universitaire, il fait carrière comme secrétaire de parti, parlementaire et membre d'un Exécutif, au niveau d'une ville ou d'un canton ; mais il ne participe souvent plus au champ intellectuel proprement dit, en raison de sa spécialisation accrue, comme le faisaient naguère un Robert Grimm ou un Max Weber, dont les activités éditoriales et la production théorique les apparentaient aussi bien à la catégorie des politiciens professionnels qu'à celle des intellectuels de parti.

Pour ce qui est des intellectuels-experts, on assiste aussi, à partir des années 1960, à un phénomène nouveau, à savoir que la figure de l'intellectuel conseiller du pouvoir n'est plus seulement – comme ce fut le cas en Suisse depuis le début du siècle – incarnée par des hommes de droite, mais aussi, désormais, par des personnalités de la gauche. La collaboration entre un conseiller fédéral socialiste comme Hans Peter Tschudi, et une professeure d'université comme Jeanne Hersch, socialiste et membre influente, dès 1960, de l'institution de politique culturelle officielle Pro Helvetia, en est une bonne illustration<sup>5</sup>. De même, lorsqu'en 1961, le Conseil fédéral met sur pied le « groupe de travail Implications historiques » – chargé de conseiller les autorités dans une série d'épineux dossiers internationaux – on y retrouve, à côté des traditionnels intellectuels de droite conseillers de longue date du gouvernement (Edgar Bonjour, Jacques Freymond, Hans Rudolf von Salis, etc.), quelques intellectuels de gauche, tels l'économiste et ancien ministre Max Weber ou les juristes et politiciens socialistes Pierre Graber et René Meylan<sup>6</sup>.

Et pour cause, l'ouverture politique à l'œuvre durant les années 1960 au sein de l'université et des institutions politico-culturelles, à l'instar de Pro Helvetia, ne s'explique pas seulement par l'affaiblissement du

5. Gillibert, 2013, pp. 342-343; Milani, 2013, p. 140.

6. Les documents produits par ce groupe de travail sont disponibles aux AFS, E 9500.225 et la liste des membres est en ligne sur <http://db.dodis.ch/organization/22548>; voir aussi Allio, 2000.

climat de conservatisme rigide des années 1950, mais aussi par l'intégration de la gauche au pouvoir. C'est bien en effet parce que, sur le plan politique, le fossé qui s'était creusé, au lendemain de la grève générale de 1918, entre le monde bourgeois et la gauche, fut véritablement comblé au cours des années post-1945, que les personnalités de gauche furent progressivement admises en plus grand nombre et avec moins de difficulté au sein des instances légitimes du champ intellectuel. L'adhésion d'intellectuels sociaux-démocrates à un discours anticommuniste intransigeant fut un signe important de cette intégration. À travers ce processus apparaît aussi l'autonomie relative du champ intellectuel par rapport à la sphère politique, dans la mesure où l'intégration de la gauche au sein des institutions politiques eut tendance à précéder l'admission d'intellectuels de gauche au sein des institutions du champ culturel et intellectuel.

Nous avons récapitulé jusqu'ici les raisons structurelles (fragmentation de la vie intellectuelle due au fédéralisme et à la pluralité linguistique, parfois combinée avec l'absence de masse critique suffisante dans les villes, démocratisation des études aux dimensions modestes, etc.) qui contribuent à expliquer la difficulté d'une intervention des intellectuels de gauche dans la vie politique du pays. Il faut encore rappeler que s'y ajoutait une série de facteurs liés à la culture politique de l'après-guerre. Parmi ceux-ci, le fort anti-intellectualisme au sein des milieux dirigeants apparaît, nous l'avons vu, comme une donnée non négligeable. Combiné à l'anticommunisme de guerre froide, il favorisa, en particulier durant les années 1950, un climat de suspicion généralisée à l'égard des intellectuels progressistes, soupçonnés de se laisser naïvement manipuler par les partisans de l'URSS. Ce climat n'alla pas sans favoriser un certain conformisme politico-culturel. La dénonciation du caractère étriqué de la vie politique et culturelle helvétique s'imposa par contrecoup comme une constante dans le discours des intellectuels critiques. Cela ne manqua pas de préoccuper, vers le début des années 1960, des intellectuels libéraux comme Herbert Lüthy, Hans Rudolf von Salis ou Karl Schmid; ces derniers soulignèrent que les excès de la Défense spirituelle et de l'anticommunisme de guerre froide menaçaient de couper les milieux dirigeants de nouvelles couches de la population, souvent plus urbaines, mieux éduquées et plus progressistes.

Toutefois, paradoxalement, la réaction souvent épidermique de l'*establishment* face à la critique intellectuelle, aux provocations des

milieux culturels ou à la contestation politique, revenait à accorder, par contrecoup, une légitimité symbolique forte à des acteurs qui restaient, en réalité, très minoritaires. Une revue comme *Neutralität* bénéficia ainsi, dans la Suisse alémanique des années 1960, d'un écho bien supérieur à son tirage relativement confidentiel, grâce aux attaques dont sa rédaction était l'objet de la part des politiciens conservateurs ou dans les colonnes des grands journaux. Plusieurs parmi les personnalités qui furent l'objet de ces attaques de la droite soulignèrent, avec le recul, que de telles critiques leur donnaient au moins l'impression d'être pris au sérieux. Être attaqué frontalement, en effet, vaut peut-être mieux que d'être traité par l'indifférence, comme ce fut souvent le cas pour les intellectuels critiques après la chute du mur de Berlin, lorsque des théoriciens néolibéraux proclamèrent la fin des idéologies.

Si l'appauvrissement du débat politique durant les années les plus tendues de la guerre froide est à mettre, dans une certaine mesure, sur le compte de l'anticommunisme officiel, on peut dire que celui-ci fut d'autant plus prégnant que nombre de dirigeants et d'intellectuels sociaux-démocrates s'y rallièrent avec conviction. Au sein du PSS, l'anticommunisme fut parfois utilisé comme un prétexte pour discipliner les intellectuels trop critiques par rapport à la ligne de la direction. Ainsi, celles et ceux qui s'engageaient dans des entreprises pacifistes, au moment où le parti affichait son soutien à la défense nationale de guerre froide, étaient soupçonnés – publiquement ou, plus discrètement, au sein des instances du parti – d'être instrumentalisés par les partisans de Moscou. Comme on l'a vu, la direction du PSS n'hésita pas à rappeler à l'ordre certains intellectuels sociaux-démocrates, en leur interdisant l'appartenance à une association ou la participation à une revue jugées trop ouvertes au dialogue avec les partisans soviétiques ou qui promouvaient une ligne pacifiste considérée comme suspecte.

Mais comme en miroir, les cibles principales de l'anticommunisme dans le champ intellectuel, soit les personnalités qui s'affichaient comme des sympathisants de l'URSS et du PST, endossèrent, elles aussi, un discours manichéen à forte tonalité anti-intellectualiste. Ce discours, qui rejetait toute critique de l'URSS, sous prétexte que celle-ci faisait le jeu de l'impérialisme occidental et visait à briser les espoirs de la classe ouvrière, ne facilitait pas non plus le débat politique au sein de la gauche, et au-delà. Le discours stalinien ou apparenté fut, à ce titre, un facteur d'affaiblissement du débat, voire

de dépolitisation au sein de la gauche. Suite à leur démission du Parti du travail – que ce soit au début de la guerre froide ou après l'intervention des chars soviétiques en Hongrie – de nombreux militants et intellectuels de gauche, tels Peter Hirsch Surava ou Carl Miville, se retirèrent de la vie politique, déçus par la tournure des événements en URSS et par l'évolution du parti dans lequel ils avaient naguère placé leur confiance.

Vu l'espèce de dialogue de sourds qui caractérisa souvent les débats politiques au sein de la gauche durant les années 1950, on peut comprendre le souci animant la nouvelle génération d'intellectuels critiques actifs à partir de la fin de cette décennie, qui cherchaient à sortir de la logique politique binaire de la guerre froide. À lui seul, le titre de la revue *Neutralität* résumait bien ce projet. Dans une certaine mesure, l'engouement pour les idées tiers-mondistes et pour les modèles socialistes perçus comme alternatifs (Yougoslavie, Cuba, Chine) peut être compris comme une tentative, de la part de la nouvelle génération marquée à gauche, de sortir de la logique politique Est-Ouest à laquelle le discours dominant cherchait sans cesse à les renvoyer.

La combinaison de tous ces éléments aussi bien structurels que relevant de la culture politique – soit la fragmentation de la vie intellectuelle, la lenteur de la démocratisation des études, l'intégration tardive des intellectuels de gauche au sein de l'université, l'emprise de l'anti-intellectualisme dans le discours politique, la vision manichéenne engendrée par la logique anticommuniste ou, à l'inverse, stalinienne – contribuent à expliquer la faiblesse de l'intervention des intellectuels de gauche dans la vie politique suisse des années d'après-guerre. Cette intervention fut sans doute discrète, y compris par rapport à un pays à majorité politique conservatrice telle l'Allemagne de l'Ouest, où un courant comme l'école de Francfort occupait une place non négligeable dans le débat public; pour ne rien dire de la France, de la Belgique ou de l'Italie, où les idées marxistes – souvent incarnées par des personnalités critiques par rapport au régime soviétique – étaient bien représentées dans le débat intellectuel et même au sein des universités.

Du point de vue des éléments de culture politique contribuant à expliquer la faiblesse de la critique sociale en Suisse durant ces années, il faut encore mentionner, *last but not least*, l'intégration relative au consensus dominant des principales forces politiques et syndicales de la gauche. Celle-ci fut en particulier favorisée par la

période de haute conjoncture de l'après-guerre, durant laquelle il semblait possible d'obtenir des conquêtes sociales graduelles, sans confrontation politique majeure. Quand la critique sociale est faible, une vision pragmatique de la politique – pour utiliser un terme courant dans le discours politique suisse dominant – prend le dessus. Ainsi, les controverses qui opposèrent les « non-conformistes » alémaniques à des dirigeants du PSS étaient souvent closes rapidement par ces derniers, au motif que seule une gestion efficiente des institutions publiques, couplée à des petits pas réformistes prudents, étaient viables, sachant en outre que depuis 1919 et l'introduction du scrutin proportionnel, la gauche, toutes tendances confondues, ne parvenait pas à dépasser le tiers des suffrages ; toute approche alternative de la politique relevait donc de la douce utopie.

Si les intellectuels de gauche développèrent, dans les années d'après-guerre, une orientation politique qui s'inscrivait de plus en plus fortement dans une culture du consensus aux dépens d'une démarche de critique sociale, notre étude montre toutefois que l'évolution des intellectuels de gauche vers des positions politiques plus modérées fut loin d'être un processus linéaire et uniforme. En particulier, des foyers de résistance à la logique du consensus peuvent être décelés au sein de certaines catégories d'intellectuels. Parmi eux, les intellectuels d'origine étrangère jouèrent souvent un rôle important, notamment ceux qui étaient issus de familles de confession juive, émigrées d'Europe de l'Est dans les premières années du XX<sup>e</sup> siècle, ou ceux qui arrivèrent en Suisse dans le cadre de l'exil antifasciste. On peut évoquer à cet égard des figures aussi diverses qu'Arthur Baumgarten, Valentin Gitermann, Natalie Moszkowska, Gerhart Hirsch dit André Gorz. Ces personnalités contribuèrent d'autant mieux à la vie culturelle et intellectuelle critique en Suisse que, victimes d'une certaine xénophobie inhérente à la doctrine de la Défense spirituelle, elles furent moins facilement entraînées dans les logiques de l'intégration institutionnelle, sous-bassement de la culture du consensus.

Comme le montre notre travail, un autre foyer de la vie culturelle critique durant les années d'après-guerre se manifesta à travers l'activité des cercles chrétiens de gauche. À l'heure où l'intégration de la social-démocratie reposait en particulier sur le soutien apporté par le PSS à la défense nationale de guerre froide, nombre d'entre eux restaient au contraire attachés à un pacifisme fondé sur les

principes moraux des Évangiles, un livre qui eut peut-être davantage d'influence sur le mouvement ouvrier et la gauche helvétiques au XX<sup>e</sup> siècle que les classiques de Marx ou Lénine. Il était d'ailleurs beaucoup plus difficile, pour la droite, de pousser ces personnalités de la gauche religieuse vers les marges de la vie publique. En effet, elles bénéficiaient, contrairement aux communistes, d'une légitimité morale forte, en un temps où les valeurs des Églises étaient présentées comme un rempart contre l'athéisme soviétique.

Ainsi, bien des intellectuels d'origine étrangère et bien des chrétiens progressistes engagés dans les années 1950 et 1960 apparurent, en raison de leurs convictions pacifistes ou tiers-mondistes, comme des figures tutélaires pour les militants de la génération suivante. De fait, un autre résultat de cette étude est d'avoir montré que le cycle de contestation des « années 1968 » ne prit pas seulement son essor, en Suisse, sur le mode du simple mimétisme par rapport aux événements parisiens ou berlinois, ainsi que le récit dominant le présente parfois. La dimension internationale de la contestation est certes centrale, et justifie dès lors d'étudier le cas suisse dans une telle perspective. Mais celle-ci s'inscrit également dans une longue histoire de critiques politiques et intellectuelles, portées avec ténacité, durant les années d'après-guerre, par des acteurs aujourd'hui souvent oubliés. Le lien entre ces derniers et la « génération 68 », mélange – comme on l'a vu – d'héritage, d'enthousiasme réciproque, mais aussi d'incompréhension et parfois de rejet, illustre toute la complexité des phénomènes générationnels dans la vie politique et sociale.

Le fait que l'essor d'une culture du consensus ne soit pas un processus linéaire et univoque apparaît clairement à travers la radicalisation politique d'une partie de la jeunesse étudiante à la fin des années 1960, d'autant plus inattendue qu'elle intervint dans un contexte de plein emploi et de haute conjoncture. Ce phénomène – qu'on vu préparé et nourri par l'engagement de personnalités critiques durant les années précédentes – montre que le processus historique n'est pas déterminé par de grandes forces économiques et sociales aveugles, mais que les femmes et les hommes, pensant et agissant, en sont les acteurs. À l'heure où nombre de citoyens ne perçoivent plus le sens de l'engagement politique, car ils se sentent dépassés par des processus mondialisés sur lesquels ils pensent n'avoir pas prise, ce constat conduit à rejeter tout fatalisme et tout relativisme et à considérer la réflexion, l'organisation et l'activité de chacune et chacun comme le moteur du changement.

# SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

## SOURCES NON PUBLIÉES

### ARCHIVES CANTONALES VAUDOISES (ACV), LAUSANNE

Association Suisse/URSS.

- PP 285/372.

Censure cinématographique.

- S 66/117.

Fonds Marc-Edmond Chantre.

- PP 286/21, 22, 26 et 28.

### ARCHIVES FÉDÉRALES SUISSES (AFS), BERNE

Procès-verbaux du Conseil fédéral :

- E 1004.1 (recherches en ligne sur: [www.amtsdruckschriften.bar.admin.ch/](http://www.amtsdruckschriften.bar.admin.ch/)).

Département de l'intérieur :

- E 3800, 1000/780, vol. 51 et 103.

Département politique fédéral :

- E 2001, E 1967/113, vol. 79.

- E 2001, E 1969/121, vol. 236.

- E 2001, E 1970/217, vol. 47.

- E 2800, 1967/59, vol. 27.

- E 2800 1967/61, vol. 94.

Département fédéral de Justice et police :

- E 4001 C, 1000/783, vol. 71.

- E 4001 C, 1000/783, vol. 212.

- E 4001 D, 1976/136, vol. 113.

- E 4001 E, 1991/200, vol. 542.

- E 4320 B, 1974/47, vol. 201.
  - E 4320 B, 1975/40, vol. 32 et 92.
  - E 4320 B, 1978/121, vol. 69.
  - E 4320 B, 1978/121, vol. 711.
  - E 4320B, 1980/77, vol. 6.
  - E 4320B, 1980/77, vol. 52.
  - E 4320 B, 1990/133, vol. 2249.
  - E 4320 B, 1990/266, vol. 6763.
  - E 4320 B, 1991/69, vol. 94.
  - E 4320 B, 1991/87, vol. 3.
  - E 4320 B, 1991/243, vol. 732.
  - E 4321 A, 1983/32, vol. 1163.
- Office de l'auditeur en chef (Justice militaire) :
- E 5330, 1975/95, vol. 226, 289 et 4313.

**ARCHIV FÜR ZEITGESCHICHTE (AFZ), ZÜRICH**

Fonds Heinrich Buchbinder.

- Cartons: «Politik/Trotzkismus»; «Schweizerische Bewegung gegen die atomare Abrüstung»; «Antiatombewegung»; «Arbeiterwort»; «IV Internationale, Trotskismus»; «Trotskismus CH, SAB Soz-Jugend, Veritas-Verlag».

Fonds Alfred A. Häsler.

- Dossiers n° 169, 170, 174, 223, 225, 259, 354 à 378, 500, 512.

Fonds Peter Hirsch Surava.

- Cartons 1 à 3.

Fonds Paul Schmid-Ammann.

- Dossiers 6, 7, 9, 23, 25, 26, 55, 83 à 88, 92, 99.

**ARCHIVES LITTÉRAIRES SUISSES (ALS), BERNE**

Correspondance de Jonas Fränkel et Carl Albert Loosli.

- Disponible sur support numérique aux ALS, consultée pour les années 1944-1958.

Fonds Walter Matthias Diggelmann.

- Cartons n° 13 à 15.

Fonds Kurt Marti.

- Cartons n° 4 et 11.

Société suisse des écrivains.

- Cote 1/246.



**ARCHIVES DE LA VILLE DE LAUSANNE (AVL)**

Fonds de l'Atelier de recherche et travaux en histoire orale (ARTHO).

- Raymond Berthoud, entretien du 17 novembre 2010
- Freddy Buache, 16 décembre 2010.
- Jean-Pierre Canova, 15 décembre 2011.
- Werner Carrobio, 26 novembre 2011
- Gaston Cherpillod, 6 décembre 2011.
- Luc Chessex, 29 novembre 2010.
- Eric Decarro, 8 décembre 2010.
- Gérard Delaloye, 12 décembre 2011.
- Blaise Duvanel, 15 décembre 2011.
- Lova Golovtchiner, 17 novembre 2010.
- Marx Levy, 15 décembre 2011.
- Olivier Pavillon, 15 décembre 2011.
- François Rochaix, 16 décembre 2011.
- Meinrad Rossier, 15 décembre 2011.
- Raymond Spira, 13 décembre 2011.
- Francis Stähli, 15 décembre 2011.
- Michel Thévoz, 13 janvier 2011.
- Christian Tirefort, entretien du [?] janvier 2012.

**ARCHIVES DE LA RADIO TÉLÉVISION SUISSE (ARTS)**

- Consultation en ligne sur [[www.rts.ch/archives](http://www.rts.ch/archives)].
- Émission *Continents sans visa*, 1<sup>er</sup> février 1961.
- Émission *Chemins de la vie*, 1<sup>er</sup> novembre 1965.
- Émission *Personnalités suisses*, 16 février 1971.
- Émission *En direct avec*, 3 mai 1971.

**BIBLIOTHÈQUE CANTONALE DE GENÈVE,  
DÉPARTEMENT DES MANUSCRITS (BGE DM)**

Papiers René Bovard.

- Ms. fr. 9001 à 9005.

Papiers Georges Haldas.

- Classeurs de reproductions d'articles, I: 1948-1959 et II: 1960-1973.
- Classeur de correspondance, 1956-1958.
- Carton de « carnets ».

Papiers Victor Martin.

- Ms. fr. 4365.

Papiers de la famille André Oltramare.

- Ms. fr. 7336.

Papiers Marcel Raymond.

- Ms. fr. 6981 et 6988.

**BIBLIOTHÈQUE CANTONALE ET UNIVERSITAIRE DE LAUSANNE (BCUL)**

Fonds Gaston Cherpillod.

- IS 5465.

Fonds Henri Debluë.

- Cartons de correspondance n° 1 et 2.

Fonds Gérard Delaloye (AEHMO).

Cartons n° V et X.

Fonds Olivier Pavillon (AEHMO).

- Cartons n° 64/2-2/1-1 et 64/2-2/1-2.

**BIBLIOTHÈQUE DE LA VILLE DE LA CHAUX-DE-FONDS (BVC)**

Fonds Jules Humbert-Droz.

- Correspondance pour les années 1944 à 1968, consultée sur la base de l'inventaire recensant toutes les lettres du fonds classées par ordre alphabétique des destinataires ou expéditeurs, et indiquant la date de rédaction.

**COLLÈGE DU TRAVAIL (CT), GENÈVE**

Fonds Raymond Bertholet.

- Dossiers 1 et 2.

Fonds Dan Gallin.

- Classeur « PSG ».

- Carton « D. G. A. 1 à A.4 ».

Parti socialiste genevois.

- Carton « Z5 ».

Fonds Jean Treina.

- Dossiers « A.3.10 » et « B.1.12 ».

Fonds Lucien Tronchet.

- Carton « L. T. 0.4.2 ».

**SCHWEIZERISCHES SOZIALARCHIV (SSA), ZÜRICH**

Arbeitsgemeinschaft Zürcher Manifest.

- Ar. 201.218.1.

Fonds Max Arnold.

- Ar. 138.10.1 et 2; 138.60.2; 138.20.2 à 7; 138.60.4; 138.60.7 à 9; 138.30.1 à 12; 138.40.1 et 2; 138.50.1.

Fonds Fritz Baumann.

- Ar. 135.10.1 à 12; 135.15.1 à 4; 135.20.1 à 8; 135.40.3 à 5.

Fonds Hansjörg Braunschweig.

- Ar. 146.10.9 à 11; 146.15.1 à 146.15.37; 146.16.1 et 1; 146.100.1.

Fonds Paul Fell.

- Ar. 198.17.1 et 2.

Fonds Fritz Heeb.

- Ar. 132.10.1 et 2; 132.20.1; 132.30.1 à 4; 132.40.1 à 5.

Fonds Franz Keller

- Ar. 128.1 à 5.

Fonds Willi Kobe.

- Ar. 105.10.4 à 8.

Fonds Hugo Kramer.

- Ar. 123.1 à 8; 127.9 et 10.

Fonds Natalie Moszkowska.

- Ar. 121.1 et 2.

Fonds Walter Nelz.

- Ar. 120.1 à 7.

Fonds Marie-Louise Oettli.

- Ar. 147.10.1 et 2; 147.20.1 à 3.

Fonds Jost von Steiger.

- Ar. 155.10.1 à 4; 155.11.1; 155.12.1 à 11; 155.14.1 à 10; 155.16.1 à 6; 155.25.1 à 5.

Fonds Arthur Villard.

- Ar. 133.10.1 à 5; 133.20.1 et 2; 133.30.1 à 5; 133.40.1 et 2; 133.50.1 et 2; 133.60.2 et 5.

Fonds Max Weber.

- Ar. 103.60.3; 103.70.3 et 6.

Fortschrittliche Studentenschaft Zürich (FSZ).

- Ar. 201.35.1.

Sozialdemokratische Partei der Schweiz, Ar. 1.

- Ar. 1.100.1 à 1.100.14.

- Ar. 1.110.30 à 55.

- Ar. 1.170.6.

Sozialdemokratische Partei des Kantons Zürich.

- Ar. 27.10.28 à 33.

**STAATSARCHIV DES KANTONS BASEL-STADT (SB), BÂLE**

Fonds Emil Arnold.

- PA 854, dossiers A1 à A6.

Fonds Claire et Max Bächlin.

- PA 900, dossiers (1) A 3/1, A3/5 et (1) B5/2.

Fonds Arthur Baumgarten.

- PA 82, dossier M2.

Fonds Carl Miville

- PA 1024a, dossiers (1) A, B, C5 et C7.

Fonds Friedrich Schneider.

- PA 385/3 (Briefe).

**STAATSARCHIV (SL), LUCERNE**

Fonds Xaver Schnieper.

- PA 411, dossiers : 6, 7, 9, 12, 14, 15, 29 à 36, 69 à 75, 77, 100, 108, 110, 112 à 127, 176 à 183, 203 à 207, 211, 214, 215, 221 à 223, 225 à 233, 242, 270, 280 à 283, 327 à 339, 345 à 349, 358 à 367, 376, 379 à 411, 408, 410 à 413, 415, 424, 427, 430, 437.

**UNIVERSITÄTSBIBLIOTHEK (UB), BÂLE**

Fonds Fritz Lieb.

- Dossiers Aa: 18 à 26; 34 à 50; 128,1 à 218,31; 351 à 353; 365 à 367; 547; 556-557; 599; 602; 609; 774-784; 815; 894; dossiers Ab: 1145-1167; 1245 à 1256; dossiers Ag 35, 62, 115; dossier Ge 33.

**ZENTRALBIBLIOTHEK ZÜRICH (ZB)**

Fonds Paul Adolf Brenner.

- Dossiers 1 à 5.

Fonds Konrad Farner.

- Dossiers 3, 8, 14, 16, 35, 36, 40 à 43, 58 à 61, 66, 71, 76, 84, 86, 96, 97, 101, 105, 108, 111, 115, 124, 126, 166 à 174.

Fonds Hans Mühlestein.

- Dossiers 1, 3, 45, 86 à 93.

**SOURCES IMPRIMÉES****JOURNAUX ET REVUES***Arbeiterwort**Aufruf zum Sozialismus**Bulletin mensuel de l'association Suisse-Union soviétique**Cahiers de la Nouvelle Gauche**Contacts**Domaine public* (en ligne sur : [www.domainepublic.info](http://www.domainepublic.info))*Du. Schweizerische Monatschrift**Esprit: cahiers suisses**Extempore**Gazette de Lausanne* (en ligne sur : [www.letempsarchives.ch](http://www.letempsarchives.ch))*Journal de Genève* (en ligne sur : [www.letempsarchives.ch](http://www.letempsarchives.ch))*Die Nation**Neue Zürcher Zeitung* (en ligne sur : [www.nzz.ch/archiv](http://www.nzz.ch/archiv))*Neue Wege* (en ligne sur : <http://retro.seals.ch>)*Neutralität**Octobre**Proletarische Aktion**Points de vue**Profil**Reformatio**Rencontre**Rote Revue**La Sentinelle* (en ligne sur : <http://newspaper.archives.rero.ch>)*Socialisme. Revue mensuelle du Parti suisse du travail**Unsere Meinung**Voix ouvrière**Vorwärts**Weltwoche**Zeitdienst*

#### DOCUMENTS OFFICIELS PUBLIÉS

*Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale*, Berne, Office des imprimés et du matériel, 1944-1968 (recherches en ligne sur : <http://www.amtsdruckschriften.bar.admin.ch/start.do>).

*Documents diplomatiques suisses*, 1945-1968 (recherches en ligne sur : <http://dodis.ch>).

*Feuille Fédérale*, Berne, Office des imprimés, 1944-1968 (recherches en ligne sur : [www.amtsdruckschriften.bar.admin.ch/start.do](http://www.amtsdruckschriften.bar.admin.ch/start.do)).

FLEURY, Antoine (éd.) (1999), *Documents diplomatiques suisses*, vol. 17, Zurich : Chronos.

MARGUERAT, Philippe (éd.) (1992), *Documents diplomatiques suisses*, vol. 15, Berne : Benteli.

#### AUTRES SOURCES PUBLIÉES

APOTHÉLOZ, Charles (1990), *Cris et écrits : textes sur le théâtre (1944-1982)*, Lausanne : Payot.

BARTH, Karl et HROMADKA, Josef (1995), *Freundschaft im Widerspruch. Der Briefwechsel von Karl Barth mit Josef L. Hromadka und J. B. Soucek 1935-1968*, Zurich : Theologie Verlag.

BRETSCHER, Willy (1987), *Im Sturm von Krise und Krieg. Siebzehnjährige Leitartikel von Willy Bretscher*, Zurich : NZZ Verlag.

DÜRRENMATT, Friedrich et FRISCH, Max (1999), *Correspondance*, Genève : Zoé.

FELDMANN, Markus (2004), *Tagebuch, 1944-1958*, CD-ROM réalisé par la Société suisse d'histoire, Bâle : Kommissionsverlag Krebs.

FÜRNBURGER, Louis (1986), *Briefe*, vol. 1, Berlin : Aufbau.

WEBER, Werner (2009), *Briefwechsel des Literaturkritikers aus sechs Jahrzehnten*, Zurich : NZZ Verlag.

#### PUBLICATIONS DE CONTEMPORAINS

Sozialdemokratische Partei der Schweiz (1942), *La Suisse nouvelle. Programme du Parti socialiste suisse*, Zurich.

Parti du travail (1945), *Une politique profasciste. Faits et documents*, Genève : Parti du travail.

BACHMANN, Albert (éd.) (1959), *Le livre du soldat : sois vigilant et fort ; ton pays sera libre!*, Berne : Office central des imprimés et du matériel.

- BARTH, Karl (1945a), *Eine Schweizer Stimme 1938-1945*, Zurich: Evangelischer Verlag.
- BARTH, Karl (1945b), *Les Allemands et nous*, Neuchâtel: Delachaux et Niestlé.
- BARTH, Karl (1945c), *Guérison des Allemands*, Neuchâtel: Delachaux et Niestlé.
- BARTH, Karl (1947), *Une voix suisse, 1939-1945*, Genève: Labor et Fides.
- BARTH, Karl (1949a), *Die Kirche zwischen Ost und West: Vortrag, gehalten in der Stadtkirche in Thun und im Münster in Bern am 6. Februar 1949*, Munich: C. Kaiser.
- BARTH, Karl (1949b), *L'Église entre l'Est et l'Ouest*, Genève: Éditions Roulet.
- BARTH, Karl (1959), *Lettre à un pasteur de la République démocratique allemande*, Genève: Labor et Fides.
- BAUER, Eddy (1938), *Rouge et or: chroniques de la « reconquête » espagnole, 1937-1938*, Neuchâtel: V. Attinger.
- BEAUVOIR, Simone de (1963), *La force des choses*, Paris: Gallimard.
- BÉGUIN, Pierre (1950), *Un balcon sur l'Europe*, Neuchâtel: La Baconnière.
- BERTONI, Louis et TRONCHET, Lucien (1940), *Face à la guerre, devant le Tribunal militaire de la 1<sup>re</sup> Division à Lausanne, le 6 mars 1940*, Genève: Germinal.
- BERTONI, Louis (1946), «Théorie et pratique», *Le Réveil*, janvier.
- BIÉLER, André (1966), *Gottes Gebot und der Hunger der Welt. Calvin, Prophet des industriellen Zeitalters: Grundlage und Methode der Sozialethik Calvins*, Zurich: EVZ.
- BONJOUR, Edgar et al. (1941), *Akademischen Jubiläumsfeier des Eidgenössischen Bundes von 1291*, Bâle: Helbing & Lichtenhahn.
- BONJOUR, Edgar (1944), *St Jakob an der Birs. Gedenkrede*, Bâle: Helbing & Lichtenhahn.
- BONJOUR, Edgar (1946), *Geschichte der schweizerischen Neutralität: drei Jahrhunderte eidgenössischer Aussenpolitik*, Bâle: Helbing & Lichtenhahn.
- BONJOUR, Edgar (1970), *Geschichte der schweizerischen Neutralität: vier Jahrhunderte eidgenössischer Aussenpolitik*, Bâle: Helbing & Lichtenhahn.

BONNARD, André (1948), *Vers un humanisme nouveau: réflexions sur la littérature soviétique, 1917-1947*, Lausanne: Association Suisse-URSS, 1948.

BOVARD, René (1945), « Du service militaire au service civil », *Suisse contemporaine*, septembre.

BRETSCHER, Willy (1956), *Sowjetrussland nach Stalins Tod und Verdammung*, Zurich: NZZ Verlag.

BÜHRER, Jakob (1944), *Im roten Feld*, vol. 2, Zurich: Büchergilde Gutenberg.

BURCKHARDT, Lucius *et al.* (1955), *Achtung: die Schweiz*, Bâle: Handschin.

CHAMOREL, Julia (mai 1953), « Le métier de vivre selon Cesare Pavese », *Critique*, n° 72, p. 403-404.

CHERPILLOD, Gaston (1970), *Promotion Staline*, Lausanne: La Cité.

CHESSEX, Jacques (1967), *La Confession du pasteur Burg*, Paris: Christian Bourgois.

CHEVALLAZ, Georges-André (1957), *Histoire générale, de 1789 à nos jours*, Lausanne: Payot.

CROSLAND, Charles (1956), *The Future of Socialism*, Londres: Jonathan Cape.

DEBLUË, Henri (1959), *Force de loi*, Lausanne: La Cité.

DIGGELMANN, Walter Matthias (2003 [1965]), *Die Hinterlassenschaft*, Zurich: Editions 8.

DIGGELMANN, Walter Matthias (1969), *La succession difficile*, Lausanne: Rencontre.

DÜRRENMATT, Peter (1949), *Kleine Geschichte der Schweiz während des Zweiten Weltkrieges*, Zurich: Schweizer Spiegel.

DÜRRENMATT, Peter (26 mars 1966), « Die Unterschrift », *Basler Nachrichten*.

EGGER, Heinz (1952), *Die Entstehung der Kommunistischen Partei und des Kommunistischen Jugendverbandes der Schweiz*, Zurich: Genossenschaft Literaturvertrieb.

FANON, Frantz (1961), *Les Damnés de la terre*, Paris: Maspéro.

FARNER Konrad (2 juillet 1968), « Tod einer Revolution », *Die Neue Presse*.



- FELDMANN, Markus (18 novembre 1944), «Es wird Zeit, deutlich zu reden. Zu einem Artikel der "Nation"», *Neue Berner Zeitung*.
- FELDMANN, Markus (1948), *Zur Reform des schweizerischen Presse-rechtes*, Bâle: Helbind & Lichtenhahn.
- FELL, Paul (1964), *Dieses halbe Jahrhundert: Lebenserinnerungen, 1899-1964*, [s.n.].
- FRÄNKEL, Jonas (1946), *Spittelers Recht: Dokumente eines Kampfes*, Winterthour: G. Schmid.
- FRISCH, Max (1976), *Gesammelte Werke in Zeitlicher Folge* (vol. II: 1944-1949), Francfort sur le Main: Suhrkamp.
- FRISCH, Max (juin 1945), «Verdammen oder Verzeihen? Ein Brief an Bi., den Verfasser des Leitartikels in der *Neue Zürcher Zeitung* vom 23. Mai 1945», *Neue Schweizer Rundschau*.
- FRISCH, Max (1964 [1950]), *Journal, 1946-1949*, Paris: Gallimard.
- FRISCH, Max (1976 [1972]), *Journal, 1966-1971*, Paris: Gallimard.
- FROCHAUX, Claude (1969), *Heidi ou le défi suisse*, Lausanne: La Cité.
- GARAUDY, Roger (1947), *Une littérature de fossoyeurs. Jean-Paul Sartre, François Mauriac, André Malraux, Arthur Koestler*, Paris: Éditions sociales.
- GASSER, Adolf (1943), *Gemeindefreiheit – kommunale Selbstverwaltung*, Bâle: Bücherfreunde.
- GIACOMETTI, Zaccaria (1945), *Das Vollmachtenregime der Eidgenossenschaft*, Zurich: Polygraphischer Verlag.
- GILLIARD, Edmond (1942), *L'École contre la vie*, Lausanne: F. Roth.
- GILLIARD, Edmond (1945), *Journal 1930-1945*, Lausanne: Mermod.
- GIOVANOLI, Fritz (1933), *Unter der Herrschaft des Finanzkapitals*, Zurich: Genossenschaftsdruckerei.
- GOLLWITZER, Helmut (1951), *... und führen, wohin du nicht willst. Bericht einer Gefangenschaft*, Munich: Christian Kaiser.
- GOLOWIN, Sergius (27 août 1967), «Ist das Boot schon wieder voll?», *National-Zeitung*.
- GORZ, André (1958), *Le Traître*, Paris: Seuil.
- GUISAN, Henri (1946), *Bericht an die Bundesversammlung über den Aktivdienst 1939-1945*, Berne: Office des imprimés et du matériel.
- HÄSLER, Alfred (1967), *Das Boot ist voll. Die Schweiz und die Flüchtlinge 1933-1945*, Zurich: Fretz & Wasmuth.

HEGNAUER, Ralph (1960), *Le combattant non violent : les possibilités d'une résistance non militaire*, La Chaux-de-Fonds : Conseil suisse des associations pour la paix.

HERVÉ, Pierre (1956), *La Révolution et les fétiches*, Paris : La Table Ronde.

HIRSCH SURAVA, Peter (17 juin-14 juillet 1948), « Auch ich wählte die Freiheit », *Die Tat*.

HOPPELER, Hans (1943), *Vom Jüngling zum Mann. Ein Lebensberater für Söhne und Männer*, Zurich : Emil Frei.

HUBER, Hans (1962), *Geistige Landesverteidigung im revolutionären Krieg*, Berne : Schweizerischer Aufklärungsdienst.

HUMBERT-DROZ, Jenny (juin 1962), « Maternité heureuse, maternité consciente », *Le socialisme démocratique*.

IMBODEN, Max (1964), *Helvetisches Malaise*, Zurich : EVZ.

JAEGGI, Urs *et al.* (1966), *Der Vietnamkrieg und die Presse*, Zurich : EVZ.

JASPERS, Karl (1958), *Die Atombombe und die Zukunft des Menschen*, Munich : Piper.

KRAMER, Hugo (1955), *Am Scheideweg : zum Krieg oder zum Frieden?*, Vienne : Sensen.

KRAVTCHENKO, Victor (1947), *Auch ich wählte die Freiheit*, Zurich : Thomas Verlag.

KÜNZLI, Arnold (1965), *Vietnam, wie es dazu kam*, Zurich : EVZ.

LEFEBVRE, Henri (juillet 1957), « Le marxisme et la pensée française », *Les Temps Modernes*.

LEFEBVRE, Henri (1957), *Problèmes actuels du marxisme*, Paris : PUF.

LIEB, Fritz (1936), *Christ und Antechrist im Dritten Reich : der Kampf der deutschen Bekenntniskirche*, Paris : Carrefour.

LIEB, Fritz (1945), *Russland unterwegs, der russische Mensch zwischen Christentum und Kommunismus*, Berne : Francke.

LIEB, Fritz (1947), *La Russie évolue. Le peuple russe entre le communisme et le christianisme*, Neuchâtel : Delachaux.

LIEB, Fritz (1947), *Die Selbsterfassung des russischen Menschen im Werke Dostojewskijs und Solowjew*, Berlin : Chronos Verlag.

LIÈGME, Bernard (1966), *Le soleil et la mort*, Lausanne : La Cité.

- LINIGER, Max (1959), *Réflexions sur l'antiféminisme suisse*, Genève: Les Éditions du Temps.
- LUDWIG, Carl (1957), *La politique pratiquée par la Suisse à l'égard des réfugiés de 1933 à nos jours: annexe au rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur la politique pratiquée par la Suisse à l'égard des réfugiés au cours des années 1933 à nos jours*, Berne: Office des imprimés et du matériel.
- LUGON, Clovis (1949), *La république communiste chrétienne des Guaranis (1610-1768)*, Paris: Les Éditions ouvrières.
- LÜTHY, Herbert (octobre 1963), «Guerre froide et dialogue», *Preuves*, pp. 47-53.
- MARTI, Kurt (1973), *Zum Beispiel: Bern 1972: ein politisches Tagebuch*, Darmstadt: Luchterhand.
- MIÉVILLE, Henris-Louis (1949), *Humanisme et communisme: à propos de l'humanisme russe: débat et essai de mise au point*, Lausanne: F. Rouge, 1949.
- MONASTIER, Hélène (1955), *Paix, pelle et pioche: histoire du service civil international de 1919 à 1954*, Lausanne: Concorde.
- MOSZKOWSKA, Natalie (1943), *Dynamik des Spätkapitalismus*, Zurich: Der Aufbruch.
- MUSCHG, Walter (8 juin 1947), «Gedanken über diese Zeit. Aus einem Tagebuch», *Basler Nachrichten*.
- MUSCHG, Walter (1956), *Die Zerstörung der deutschen Literatur*, Berne: Francke.
- MUSCHG, Walter (1968), *Pamphlet und Bekenntnis*, Olten: Walter-Verlag.
- NIZAN, Paul (1960), *Aden Arabie*, Paris: Maspero.
- NELZ, Walter (1950), *Geist und Macht: Das Wesen des wissenschaftlichen Sozialismus. Ein Beitrag zur Lösung der Krise des Marxismus*, Zurich: Dynamo.
- NOBS, Ernst (1943), *Helvetische Erneuerung*, Zurich: Oprecht.
- OPRECHT, Hans (1945), *Vom Wiederaufbau der internationalen Arbeiterbewegung. Bericht über die Weltgewerkschaftskonferenz in London*, Zurich: Europa Verlag.
- PINKUS, Theo (éd.) (1967), *Gespräche mit Georg Lukács*, Reinbeck: Rowohlt.

PINKUS, Theo (1988), «Konrad Farner – ein kommunistischer Intellektueller», in Konrad-Farner Vereinigung (éd.), *Beiträge zu Leben und Werk Konrad Farners*, Zurich, pp. 10-12.

POLLUX [Bähler, Georges] (1944), *Trusts in der Schweiz?*, Zurich: Verein der wirtschaftliche Studien.

RIPPMAN, Peter *et al.* (éds) (1964), *Expo 64: Trugbild der Schweiz*, Bâle: Basilius Presse.

RÖPKE, Wilhelm (1942), *Die Gesellschaftskrisis der Gegenwart*, Zurich: Rentsch.

RÖPKE, Wilhelm (septembre 1947), «Europäische Bilanz des Kollektivismus», *Schweizer Monatshefte*.

RÖPKE, Wilhelm (1964), «L'Afrique du Sud: essai de jugement objectif», *Schweizer Monatshefte*, n° 2, p. 8.

RYBA, Rafael (1944), *Zur Judenfrage nach dem Krieg: Zionismus oder Judentum in der Völkergemeinschaft*, Aarau: Druckereigenossenschaft.

SALIS VON, Hans Rudolf (1945-1946), «Kriegsende in Europa», *Neue Schweizer Rundschau*, n° 13.

SALIS VON, Jean [Hans] Rudolf (1971), *La Suisse diverse et paradoxale*, Neuchâtel: La Braconnière, 1971.

SARTRE, Jean-Paul (1948), *Situations II*, Paris: Gallimard.

SCHENCK, Ernst von (1946), *Europa vor der deutsche Frage: Briefe eines Schweizers nach Deutschland*, Berne: Francke.

SCHMID, Karl (1945), «Ansprache», *Waffenruhe. Akademische Ansprachen von Franz Tank, Charly Clerc, Karl Schmid, Giuseppe Zoppi*, Zurich: Polygraphischer Verlag, pp. 13-16.

SCHMID, Karl (1963), *Unbehagen im Kleinstaat. Untersuchungen über Conrad Ferdinand Meyer, Henri-Frédéric Amiel, Jakob Schaffner, Max Frisch, Jacob Burckhardt*, Zurich: Artemis.

SCHMID, Karl (1998 [1944]), «Die Kulturelle Lage der deutschen Schweiz», in *Gesammelte Werke*, vol. I, Zurich, NZZ Verlag, pp. 159-171.

SCHMID-AMMANN, Paul (25 mai 1945), «David Frankfurter wird frei!» *Thurgauer Arbeiter-Zeitung*.

SCHMID-AMMANN, Paul (1947 [1945]), *Le catholicisme politique*, Genève: Labor et Fidès.

- SCHMID-AMMANN, Paul (1948), *Der Freiheitskampf der neuen Zeit*, Coire: Verlag der Schriftenreihe der Nation.
- SCHMID-AMMANN, Paul (27 juillet 1963), «Kleinstaat ohne Grösse?» Separatdruck aus *Volksrecht*.
- SCHMID-AMMANN, Paul (1967), «Vom revolutionären Klassenkampf zum demokratischen Sozialismus – Die Entwicklung der sozialdemokratischen Partei der Schweiz seit 1920», in Erich Gruner (éd.), *Max Weber. Im Kampf um soziale Gerechtigkeit. Beiträge von Freunden und Auswahl aus seinem Werk*, Berne: Lang, pp. 84-96.
- SCHNEIDER, Friedrich (1940), *Hammer oder Amboss?: Eine Schicksalsfrage der Arbeiterschaft aller Länder unter besonderer Berücksichtigung der Verhältnisse Basels und der Schweiz*, Bâle, [s.n.].
- SCHNEIDER, Friedrich (1943), *Hieronymus Roggenbachs Erlebnisse*, vol. I, Bâle: Volksdruckerei.
- SCHNEIDER, Friedrich (1959), *Hieronymus Roggenbachs Erlebnisse*, vol. II, Bâle: Volksdruckerei.
- SCHORER, Jean (1948), *Jean Calvin et sa dictature d'après des historiens anciens et modernes*, Genève: Grivet.
- SEILER, Alexander (éd.) (1965), *Siamo italiani – die Italiener: Gespräche mit italienischen Arbeiter in der Schweiz*, Zurich: EVZ.
- STAIGER, Emil (juin 1937), «Deutsch-schweizerische Freundschaft im Geistesleben», *Schweizer Monatshefte*.
- STAIGER, Emil (septembre 1944), «Die kritische Ausgabe des “Martin Salander”», *Schweizer Monatshefte*.
- STAIGER, Emil (21 juin 1952), «Kommunistische Literaturdeutung», *Neue Zürcher Zeitung*.
- STUCKI, Lorenz (1969), *Das heimliche Imperium: wie die Schweiz reich wurde*, Berne: Scherz.
- TROTSKY, Léon (1979 [1934]), «La guerre et la IV<sup>e</sup> Internationale», *Œuvres*, avril 1934 à décembre 1934, Paris: Institut Léon Trotsky, pp. 58-59.
- TROTSKY, Léon (1987 [1940]), *Manifeste de la IV<sup>e</sup> Internationale sur la guerre impérialiste et la révolution prolétarienne*, in *Œuvres*, mai 1940 à août 1940, Paris: Institut Léon Trotsky, pp. 70-80.
- VELAN, Yves (1959), *Je*, Lausanne: Le Livre du Mois.
- WEIDELI, Walter (1964), *Le Banquier sans visage*, Lausanne: La Cité.

WELDNER, Norbert (1945), *Sieg des zionistischen Gedankens. Die Lösung der Judenfrage*, Zurich: Jüdischen Buch-Gemeinde.

WOLLENBERGER, Werner (23 décembre 1966), « Professor Staiger versteht die Welt nicht mehr », *Zürcher Woche*.

ZIEGLER, Jean (1963), *La contre-révolution en Afrique*, Paris: Payot.

ZIEGLER, Jean (1964), *Sociologie de la nouvelle Afrique*, Paris: Gallimard.

ZILLIACUS, Konni (1949), *I Choose Peace*, Londres: Penguin Books.

### LITTÉRATURE SECONDAIRE

*Dictionnaire historique de la Suisse*, consultation en ligne: [www.hls-dhs-dss.ch](http://www.hls-dhs-dss.ch).

*Dictionnaire des revues culturelles suisses*, consultation en ligne: [www.unifr.ch/grhic/revues](http://www.unifr.ch/grhic/revues).

Komite Schluss mit dem Schnüffelstaat (1990), *Schnüffelstaat Schweiz. 100 Jahre sind genug*, Zurich: Limmat.

*Neue Zürcher Zeitung* (14 août 2004), « Wilhelm Furtwängler und die Schweiz ».

Parti socialiste suisse (éd.) (2013), *Une pensée unie mais pas unique. 125 ans du Parti socialiste suisse*, Zurich: Limmat.

*Tagesanzeiger* (21 août 1992), « Der Prozess gegen Edgar Woog war ein politischer ».

ACKERMANN, Bruno (1989), « Les Rencontres internationales de Genève, 1946 », *Revue suisse d'histoire*, vol. 1, pp. 64-78.

ACKERMANN, Bruno (1996), *Denis de Rougemont. Une biographie intellectuelle*, Genève: Labor et Fidès.

AERNE, Peter (2006), *Religiöse Sozialisten, Jungreformierte und Feldprediger, 1920-1950*, Zurich: Chronos.

ALLIO, Lorenzo (2000), *Die "Arbeitsgruppe für Historische Standortbestimmung". Politikberatung der Aussenpolitik, 1961-1972*, Mémoire de licence, Université de Bâle.

ALLMEN VON, Malik et STEINAUER Jean (2000), *L'apport de l'immigration au syndicalisme suisse depuis 1945*, Genève: Université ouvrière.

ALTERMATT, Urs (éd.) (1993a), *Schweizer Katholizismus im Umbruch 1945-1990*, Fribourg: Uni.-Verl.

ALTERMATT, Urs (éd.) (1993b), *Conseil fédéral. Dictionnaire biographique des cent premiers conseillers fédéraux*, Yens: Cabédita.

ALTERMATT, Urs (1999), *Katholizismus und Antisemitismus. Mentalitäten, Kontinuitäten, Ambivalenzen. Zur Kulturgeschichte der Schweiz 1918-1945*, Frauenfeld: Huber.

ALTERMATT, Urs (2004), «Verspätete Thematisierung des Holocaust in der Schweiz», *Itinera*, n° 25, pp. 31-55.

Altermatt, URS (2009), «Ungleichzeitigkeiten zwischen radikalem Christentum, Restauration und Pluralisierung – zeitgenössische Betrachtung zum Katholizismus», *Revue suisse d'histoire culturelle et religieuse*, n° 103, pp. 249-264.

ALTERMATT, Urs (2012), «Wie weit rechts stand der Obwaldner Jungkonservative Ludwig von Moos?» *Revue suisse d'histoire*, vol. 2, pp. 320-334.

AMREIN, Marcel (6 juin 2017), «Ein ferner Krieg geht den Schweizern nah», *Neue Zürcher Zeitung*.

AMSTUTZ, Pierre-Olivier (1987), *Les Amis d'Esprit en Suisse romande (1933-1950): une réflexion sur les rapports entre la politique et la morale*, Mémoire de Licence, Université de Fribourg.

ANDERSSON, Nils (2016), *Mémoire éclatée*, Lausanne: En bas.

ANTONIETTI, Pascal (2005), *Yves Velan*, Amsterdam: Rodopi.

ARNOLD, Heinz Ludwig (2004), *Die Gruppe 47*, Rowohlt: Reinbek.

ARTIÈRES, Philippe et Zancarini-Fournel, Michèle (éds) (2008), *1968, une histoire collective*, Paris: La Découverte.

AUBERT, Jean-François (2001), «La science juridique suisse et le régime national-socialiste (1933-1945)», in Daniel Thürer et Frank Haldemann (éds), *La Suisse, le national-socialisme et le droit*, t. I: «Droit public», Zurich: Chronos.

AUVRAY, Michel (2008), «De l'objection de conscience à l'antimilitarisme», in Geneviève Dreyfus-Armand (éd.), *Les Années 68, un monde en mouvement*, Paris: Syllepse, pp. 346-365.

BARK, Dennis et Gress, David (1992), *From Shadow to Substance. A History of West Germany, 1945-1963*, Oxford: Blackwell.

BATOU, Jean (2012), *Quand l'esprit de Genève s'embrase. Au-delà de la fusillade du 9 novembre 1932*, Lausanne: En bas.

- BAUMGARTNER, Konrad (1999), *Georg Sebastian Huber (1893-1963): Ketzer oder Prophet?*, Mémoire de licence, Université de Fribourg.
- BAYS, Florence et CORAJOU, Carine (2010), *Edmond Gilliard et la vie culturelle romande*, Lausanne: Antipodes.
- BERGIER, Jean-François (éd.) (2002), *Rapport final de la Commission indépendante d'experts Suisse-Deuxième Guerre mondiale*, Zurich: Pendo.
- BERNARDI, Brenno (31 mai 2016), « Quand l'existentialisme illumina la Suisse », *Le Temps*.
- BERND-RAINER Barth et al. (2005), *Der Fall Noel Field: Schlüsselfigur der Schauprozesse in Osteuropa*, Berlin: Basisdruck.
- BILLETTER, Geneviève (1998), « Suisse », in Hélène Eck (éd.), *La Guerre des ondes: histoire des radios de langue française pendant la Deuxième guerre mondiale*, Lausanne: Payot, pp. 254-259.
- BIRCHALL, Ian (2011), *Sartre et l'extrême gauche française: cinquante ans de relations tumultueuses*, Paris: La Fabrique.
- BIRCHER, Urs (1997), *Vom langsamen Wachsen eines Zorns: Max Frisch 1911-1955*, Zurich: Limmat.
- BIRCHER, Urs (2000), *Mit Ausnahme der Freundschaft. Max Frisch 1956-1991*, Zurich: Limmat.
- BIRNER Sybille et al. (éds) (2000), *Nachfragen und Vordenken. Intellektuelles Engagement bei Jean Rudolf von Salis, Golo Mann, Arnold Künzli und Niklaus Meienberg*, Zurich: Chronos.
- BLANC, Jean-Daniel et al. (éds) (1994), *Achtung: die 50er Jahre!: Annäherungen an eine widersprüchliche Zeit*, Zurich: Chronos.
- BLANC, Olivier et Reymond, Bernard (1986), *Catholiques et protestants dans le pays de Vaud*, Genève: Labor et Fidès.
- BLASER, Markus (2007), « Zur Geschichte der *Roten Revue* », *Rote Revue*, vol. 1, pp. 34-37.
- BODEMANN, Michal (automne 1998), « Eclipse of Memory: German Representations of Auschwitz in the Early Postwar Period », in *New German Critique*, n° 75, pp. 57-69.
- BODENMANN, Ursula (1987), *Die Institution des schweizerischen Sozialattachés*, Mémoire de licence, Université de Zurich.
- BÖHLER, Michael (1986), « Der "neue" Zürcher Literaturstreit. Bilanz nach zwanzig Jahren », in Albrecht Schöne (éd.), *Kontroversen, alte und neue*, vol. 2, Tübingen: Niemeyer, pp. 250-262.



- BOILLAT, Valérie *et al.* (éds) (2006), *La valeur du travail: histoire et histoires des syndicats suisses*, Lausanne: Antipodes.
- BONJOUR, Edgar (1986), «Karl Barth und die Schweiz», *Theologische Zeitschrift*, n° 42, pp. 303-312.
- BÖNI, Otto *et al.* (1987), *Literatur geht nach Brot. Die Geschichte des Schweizerischen Schriftsteller-Verbandes*, Zurich: Schweizer. Schriftsteller-Verb.
- BOSCHETTI, Anna (1985), *Sartre et les «Temps Modernes»*, Paris: Minuit.
- BOSCHETTI, Anna (éd.) (2010), *L'espace culturel transnational*, Paris: Nouveau Monde.
- BOSCHETTI, Pietro (1981), *Le parti socialiste suisse hors du gouvernement (1953-1959): un parti d'opposition?*, Mémoire de licence, Université de Fribourg.
- BÖSIGER, André (1992), *Souvenirs d'un rebelle. Soixante ans de lutte d'un libertaire jurassien*, Saint-Imier: Canevas.
- BÖTTIGER, Helmut (2012), *Die Gruppe 47. Als die deutsche Literatur Geschichte schrieb*, Munich: Deutsche Verlagsanstalt.
- BOTTINELLI, Gianpiero (2012), *Louis Bertoni*, Genève: Entremonde.
- BOURDIEU, Pierre (1998), *Les Règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*, Paris: Seuil.
- BOURDIEU, Pierre (1999), «Le fonctionnement du champ intellectuel», *Regards sociologiques*, n° 17, pp. 5-27.
- BOURGOIS, Daniel (1988), «La porte se ferme: la Suisse et le problème de l'immigration juive en 1938», *Relations internationales*, n° 54, pp. 181-204.
- BOURGOIS, Daniel (1998), *Business helvétique et Troisième Reich*, Lausanne: Page deux.
- BOURGOIS, Daniel (2009), «Le changement politique après la défaite française de 1940», *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 1, pp. 32-42.
- BRASSEL-MOSER, Ruedi, Leuenberger, Martin (1994), *Willi Kobe. Pazifist, Sozialist und Pfarrer*, Lucerne: Exodus.
- BRASSEL-MOSER, Ruedi (1995), «Heim ins Reich!» Politische Säuberungen im Baselbiet», in Simone Chiquet *et al.* (éds), *Nach dem Krieg*, Zurich: Chronos, pp. 85-98.

BRASSEL-MOSER, Ruedi (1999), «*Das Schweizerhaus muss sauber sein*»: *das Kriegsende 1945 im Baselbiet*, Liestal: Verlag des Kantons Basel-Landschaft.

BRAUN, Bettina (2012), «Das literarische Feuilleton des Exils in der Schweiz. Die Basler "National-Zeitung" (1933-1945)», *Zeitschrift für Germanistik*, vol. 3, pp. 667-669.

BRECHBÜHL, Roland (2003), «*Kleine und saubere Atomwaffen*.» *Die öffentliche Diskussion zur Atomwaffenfrage in der Schweiz*, Mémoire de licence, Université de Berne.

BRETSCHER-SPINDLER, Katharina (1997), *Vom heissen zum Kalten Krieg: Vorgeschichte und Geschichte der Schweiz im Kalten Krieg 1943 bis 1968*, Zurich: Füssli.

BRILLANT, Bernard (2008), «Intellectuels: les ombres changeantes de Mai 68», *Vingtième siècle*, vol. 2, pp. 89-99.

BUCHHEIM, Francisca (1978), *André Bonnard et son procès*, Mémoire de licence, Université de Lausanne.

BUCLIN, Hadrien (2013), «"Surmonter le passé?": les intellectuels de gauche et le débat des années 1960 sur la Deuxième Guerre mondiale», *Revue suisse d'histoire*, vol. 2, pp. 233-249.

BUCLIN, Hadrien (2014a), «Stanley Kubrick entre la France et la Suisse. L'interdiction des *Sentiers de la gloire*», *Guerres mondiales et conflits contemporains*, vol. 1, pp. 101-113.

BUCLIN, Hadrien (2014b), «"Défense nationale" ou "défense de classe"? Retour sur le procès de treize antimilitaristes en 1942», *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n° 30, pp. 51-68.

BUCLIN, Hadrien (2015), *Entre culture du consensus et critique sociale: les intellectuels de gauche dans la Suisse de l'après-guerre*, Thèse de doctorat, Université de Lausanne.

BUCLIN, Hadrien (2016), «Entre contestation et intégration: la gauche helvétique face aux débats de la sortie de guerre (1944-1946)», in Landry Charrier *et al.* (éds), *La Suisse entre consensus et conflits: enjeux et représentations*, Reims: Presses universitaires, pp. 65-82.

BUCLIN, Hadrien (2017), «Swiss Intellectuals and the Cold War: Anti-Communist Policies in a Neutral Country», *Journal of Cold War Studies*, vol. 4, pp. 137-167.

BUENZOD, Michel (2003), «Une revue de paix et de démocratie pen-

dant la guerre froide», *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n° 19, pp. 103-114.

BUESS, Eduard, et MATTMÜLLER, Markus (1986), *Prophetischer Sozialismus: Blumhardt – Ragaz – Barth*, Fribourg: Exodus.

BUNDI, Anetta, et JACOMET, Andi (1997), «*Das gibt es in der Schweiz!*» *Sozialreportagen in der «Nation» 1939-1952*, Facharbeit, Université de Berne.

BÜRGI, Markus et KÖNIG Mario (2009), *Harry Gmür. Bürger, Kommunist, Journalist*, Zurich: Chronos.

BURNIER, Pascale (2006), *Le tiers-mondisme politique en Suisse romande (1962-1975). Idéologies et modalités d'action: perspectives de cinq groupes militants*, Mémoire de licence, Université de Fribourg.

BURRI, Boris (2004), «Notrechtliches Vorgehen gegen die Kommunisten: der Umgang der Schweizer Behörden mit ausländischer Propaganda nach dem Zweiten Weltkrieg (1945-1953)», *Revue suisse d'histoire*, vol. 2, pp. 158-172.

BUSCH, Eberhard (2005), *Karl Barths Lebenslauf: nach seinen Briefen und autobiographischen Texten*, Zurich: Theologischer Verlag.

BÜTIKOFER, Roland (1996), *Le refus de la modernité. La Ligue vaudoise: une extrême droite et la Suisse (1919-1945)*, Lausanne: Payot.

CAILLAT, Michel (1997), *René Payot. Un regard ambigu sur la guerre*, Chêne-Bourg: Georg.

CAILLAT, Michel et al. (éds) (2009), *Histoire(s) de l'anticommunisme en Suisse*, Zurich: Chronos.

CAMARADE, Hélène (2011), «Le passé national-socialiste dans la société ouest-allemande entre 1958 et 1968», *Vingtième siècle*, vol. 2, pp. 83-95.

CAPDEVIELLE, Jacques et Rey, Henri (éd.), (2008), *Dictionnaire de Mai 68*, Paris: Larousse.

CARRON, Damien (2013), *La Suisse et la guerre d'indépendance algérienne (1954-1962)*, Lausanne: Antipodes.

CASEY, Steven (2006), «The Campaign to Sell a Harsh Peace for Germany to the American Public», *History*, n° 90, pp. 62-92.

CEDELLE, Luc (15 juin 2012), «Roger Garaudy, figure du négationnisme, est mort», *Le Monde*.

CERUTTI, Mauro (1996), « La Suisse et la sécurité européenne : à propos d'un entretien entre le chef de l'état-major général suisse et le Maréchal Montgomery en 1949 », *Relations Internationales*, n° 86, pp. 213-220.

CERUTTI, Mauro (2000), « La Suisse dans la guerre froide : la neutralité suisse face aux pressions américaines à l'époque de la guerre de Corée », in *Guerres et paix : mélanges offerts à Jean-Claude Favez*, Genève : Georg, pp. 321-342.

CERUTTI, Mauro (2008), « L'accord italo-suisse de 1964 : une rupture dans la politique migratoire suisse », *Politorbis*, vol. 1, pp. 33-39.

CERUTTI, Mauro (2011), « Neutralité et sécurité : le projet atomique suisse, 1945-1969 », in Sandra Bott *et al.* (éds), *Die internationale Schweiz in der Zeit des Kalten Krieges, Itinera*, n° 30, pp. 47-64.

CHAMOREL, Julia (1983), *La cellule des écoliers*, Lausanne : L'Âge d'homme.

CHAPERON, Sylvie (2001), « Une génération d'intellectuelles dans le sillage de Simone de Beauvoir », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, n°13, pp. 99-116.

CHAPSAL, Jacques (1984), *La vie politique en France de 1940 à 1958*, Paris : PUF.

CHARLE, Christophe (1990), *Naissance des « intellectuels ». 1880-1900*, Paris : Minuit.

CLARK, Mark (avril 2002), « A Prophet without Honour : Karl Jaspers in Germany, 1945-48 », *Journal of Contemporary History*, vol. 37, vol. 2, pp. 197-222.

CLAVIEN, Alain (1993), *Les Helvétistes. Intellectuels et politique en Suisse romande au début du siècle*, Lausanne : En bas.

CLAVIEN, Alain *et al.* (2003), « *La Province n'est plus la province.* » *Les relations culturelles franco-suissees à l'épreuve de la Seconde Guerre mondiale (1935-1950)*, Lausanne : Antipodes.

CLAVIEN, Alain et VALSANGIACOMO, Nelly (éd.), (2006), *Les intellectuels antifascistes dans la Suisse de l'entre-deux-guerres*, Lausanne : Antipodes.

CLAVIEN, Alain et HAUSER, Claude (2010), « L'intellectuel suisse entre expertise et critique », *Traverse. Revue d'histoire*, vol. 2, pp. 11-14.

CLAVIEN, Alain (2012), *Grandeurs et misères de la presse politique. Le match « Gazette de Lausanne » – « Journal de Genève »*, Lausanne : Antipodes.

- CLAVIEN, Alain *et al.* (2014), *Théâtre et scènes politiques. Histoire du spectacle en Suisse et en France aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, Lausanne: Antipodes.
- COLEMAN, Peter (1989), *The Liberal Conspiracy: The Congress for Cultural Freedom and the Struggle for the Mind of Postwar Europe*, New York: The Free Press.
- COSSY, Valérie (2015), *Alice Rivaz. Devenir romancière*, Genève: Hurter.
- DEBRUNNER, Albert (2014), «Ein Basler Schriftsteller in schlechter Gesellschaft – Emanuel Stickelberger und die Nationalsozialisten», *Revue suisse d'histoire*, vol. 1, pp. 120-139.
- DEFRANCE, Corine et PFEIL, Ulrich (2006), «L'Allemagne occupée en 1946», *Guerres mondiales et conflits contemporains*, vol. 4, pp. 47-64.
- DEGEN, Bernard (1993), *Sozialdemokratie: Gegenmacht? Opposition? Bundesratspartei? Die Geschichte der Regierungsbeteiligung der schweizerischen Sozialdemokraten*, Zurich: Orell Füssli.
- DEGEN, Bernard *et al.* (éds) (2012), *Robert Grimm: Marxist, Kämpfer, Politiker*, Zurich: Chronos.
- DELALOYE, Gérard (2017), «Interview», *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n° 33, pp. 200-208.
- DELESSERT, Thierry et VOEGTLI, Michaël (2012), *Homosexualités masculines en Suisse. De l'invisibilité aux mobilisations*, Lausanne: Presses polytechniques et universitaires romandes.
- DESHUSSES, Frédéric (2014), *Grèves et contestations ouvrières en Suisse, 1969-1979*, Lausanne: En bas.
- DREWS, Isabel (2005), «Schweizer erwache!» *Der Rechtspopulist James Schwarzenbach (1967-1978)*, Frauenfeld: Huber.
- DUCREY, Pierre et JOST Hans Ulrich (éd.) (2003), *Jean Rodolph de Salis. Les intellectuels et la Suisse*, Zurich: Chronos.
- DULPHY, Anne (2005), «La gauche et la guerre froide», *Histoire des gauches en France*, vol. 2, Paris: La Découverte, pp. 424-427.
- DURAND, Yves (1997), *Histoire générale de la Deuxième Guerre mondiale*, Paris: Complexe.
- DUVAL, Eugène-Jean (2002), *La révolte des sagaies: Madagascar, 1947*, Paris: L'Harmattan.
- DUVANEL, Laurent *et al.* (1984), *Politique en rasse-mottes: mouvements et contestation suisses, 1945-1978*, Lausanne: Réalités sociales.

EMMERICH, Wolfgang et McISAAC, Peter (2003), «German Writers as Intellectuals: Strategies and Aporias of Engagement in East and West from 1945 until Today», *New German Critique*, vol. 1, pp. 37-54.

ENCKELL, Marianne (2005), «Franco assassin!» *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n° 21, pp. 151-158.

EVANS, Richard (2009), *Le Troisième Reich*, vol. I, Paris: Flammarion.

FÄRBER, Thomas (2006), *Die Schweizer Nonkonformisten der 1960er Jahre*, Mémoire de licence, Université de Berne.

FARRÉ, Sébastien (2006), *La Suisse et l'Espagne de Franco. De la guerre civile à la mort du dictateur (1936-1975)*, Lausanne: Antipodes.

FARROKH, Mohammad (1991), *La pensée et l'action d'Edmond Privat (1889-1962)*, Berne: Peter Lang.

FERTIKH, Karim (2011), «Trois petits tours et puis s'en va... Marxisme et programme de Bad Godesberg du Parti social-démocrate allemand», *Sociétés contemporaines*, vol. 1, pp. 61-79.

FERTIKH, Karim (2014), «Sociohistoire des intellectuels sociaux-démocrates: de l'autodidacte à l'universitaire (années 1920-1959)», *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, vol. 2, pp. 45-57.

FICKER, Daniel (2006), *Karl Barth und Markus Feldmann im Berner Kirchenstreik 1949-1951*, Zurich: Theologischer Verlag.

FORNEROD, Françoise (1993), *Lausanne, le temps des audaces: les idées, les lettres et les arts de 1945 à 1955*, Lausanne: Payot.

FREI, Norbert (2008), *1968. Jugendrevolte und globaler Proteste*, Munich: DTV.

FRISCHKNECHT, Jürg *et al.* (1984), *Die Unheimlichen Patrioten. Politische Reaktion in der Schweiz*, Zurich: Limmat.

GAFFINO, David (2006), *Autorités et entreprises suisses face à la Guerre du Viêt Nam, 1960-1975*, Neuchâtel: Alphil.

GARBANI Philippe et SCHMID Jean (1980), *Le syndicalisme suisse: histoire politique de l'Union syndicale: 1880-1980*, Lausanne: En bas.

GAROVI, Angelo (2012), «Bemerkungen zur politischen Haltung von Ludwig von Moos in den 30er Jahren», *Revue suisse d'histoire*, vol. 1, pp. 156-163.

GAUTSCHI, Willi (1978), *Geschichte des Kantons Aargau, 1803-1953*, Baden: Baden Verlag.

GAUTSCHI, Willi (1988), *Der Landesstreik 1918*, Zurich: Chronos.

- GAUTSCHI, Willi (1991), *Le général Guisan: le commandement de l'armée suisse pendant la Seconde Guerre mondiale*, Lausanne: Payot.
- GAUTSCHI, Willi (1994), *Helvetische Streiflichter. Aufsätze und Vorträge zur Zeitgeschichte*, Zurich: NZZ Verlag.
- GEHRIG, Christine (1996), «Die Anfänge der "Gesellschaft Schweiz-Sowjetunion"», in Peter Brang *et al.* (éds), *Bild und Begegnung. Kulturelle Wechselseitigkeit zwischen der Schweiz und Osteuropa im Wandel der Zeit*, Bâle: Helbing & Lichtenhahn, pp. 593-632.
- GERHARD, Yves (2011), *André Bonnard et l'hellénisme au XX<sup>e</sup> siècle*, Vevey: L'Aire.
- GEROLYMATOS, André (2004), *Red Acropolis, Black Terror. The Greek Civil War and the Origins of Soviet-American Rivalry*, New York: Basic Books.
- GIANINAZZI, Willy, *André Gorz, une vie* (2016), Paris: La Découverte.
- GILCHER-HOLTEY, Ingrid (2009), «Quand les phrases interdites descendaient dans la rue: mouvements sociaux et internationalisation – l'exemple de mai 68», in Gisèle Sapiro (éd.), *L'espace intellectuel en Europe*, Paris: La Découverte, pp. 183-197.
- GILG, Peter et HALBLÜTZEL, Peter (1983), «Une course accélérée vers l'avenir», in Jean-Claude Favez (éd.), *Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses*, Lausanne: Payot, pp. 771-912.
- GILLABERT, Matthieu (2010), «L'Association Suisse-URSS dans la guerre froide: quête de légitimité dans les relations culturelles», in Françoise Briegel Françoise *et al.* (éds), *Rites, hiérarchies*, Chêne-Bourg: Georg, pp. 133-145.
- GILLABERT, Matthieu (2013), *Dans les coulisses de la diplomatie culturelle. Objectifs, réseaux et réalisations (1938-1984)*, Neuchâtel: Alphil.
- GLASER, Hermann (1997), *Deutsche Kultur*, Munich: Carl Hanser.
- GOGNIAT, Emanuel (2005), «Résistance jurassienne à l'armée, 1950 à 1970: cas d'école de l'antimilitarisme ou particularisme?», *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n° 21, pp. 133-150.
- GOLLER, Peter (2007), *Natalie Moszkowska (1886-1968). Eine marxistische Nationalökonomie*, Angerberg: Bader Druck und Verlag.
- GOLZ, Hans-Georg (éd.) (juin 2007), *Gruppe 47, Aus Politik und Zeitgeschichte*, 25/18.
- GOTOVITCH, José (1997), *Histoire du Parti communiste de Belgique*, Bruxelles: CRISP.

GOTTRAUX, Philippe *et al.* (2000), *La science politique suisse à l'épreuve de son histoire. Genèse, émergence et institutionnalisation d'une discipline scientifique*, Lausanne: Réalités sociales.

GRAF, Simon (2009), *Atomwaffen spalten die Schweiz: Der Mediale Diskurs über die nukleare Option im Rahmen der Atominitiativen 1962 und 1963*, Mémoire de licence, Université de Zurich.

GRAMSCI, Antonio (1978), *Cahiers de prison*, tome III, Paris: Gallimard.

GSELL, Beat (1990), «Staatschutz je nach Wetterlage. Die Staatsschutzrelikte im Strafgesetzbuch», in *Schüffelstaat Schweiz. 100 Jahre sind genug*, Komitte Schluss mit dem Schnüffelstaat, Zurich: Limmat, pp. 185-192.

GUEX, Sébastien et PERRENOUD, Marc (1995a), «Prévenir la grève générale», *Traverse. Revue d'histoire*, vol. 4, pp. 17-19.

GUEX, Sébastien et PERRENOUD, Marc (1995b), «Banquiers suisses et autorités fédérales face aux menaces américaines en 1945: procès-verbal d'une rencontre du Conseil fédéral et de l'Association suisse des banquiers (ASB) en 1945», *Traverse. Revue d'histoire*, vol. 2, pp. 126-138.

GUEX, Sébastien (1999), «Les origines du secret bancaire et son rôle dans la politique de la Confédération au sortir de la Seconde Guerre mondiale», *Genèse*, n° 34, pp. 4-27.

GUEX, Sébastien (19 décembre 2007), «L'impérialisme suisse ou les secrets d'une puissance invisible», *Solidarités*, pp. I-IV.

GUEX, Sébastien (2012a), «Öffentliche Finanzen und Finanzpolitik», in Patrick Halbeisen *et al.* (éds), *Wirtschaftsgeschichte der Schweiz im 20. Jahrhundert*, Bâle: Schwabe, pp. 1112-1117.

GUEX, Sébastien (2012b), «L'État fédéral et les crises économiques du début du XX<sup>e</sup> siècle à nos jours: la Suisse, un bastion anti-keynésien», in Thomas David *et al.* (éds), *Krisen. Ursachen, Deutungen und Folgen*, Zurich: Chronos, pp. 151-169.

GULLOTTI, Hervé (2000), «La revue "L'Essor": positions et débats de socialistes religieux romands, 1933-1943», *Revue d'histoire ecclésiastique suisse*, n° 94, pp. 67-90.

GYGAX, David (2001), *La Swiss-South African Association (1956-2000): un organe du capital helvétique en Afrique du Sud*, Fribourg: Chaire d'histoire contemporaine de l'Université de Fribourg.



- HAAG, Alice (1995), «*Entscheidung. Eidgenössisches Werkblatt*» (1936-1939). *Eine Zeitung zwischen Richtlinienbewegung, Abwehr des Nationalsozialismus und christlicher Erneuerung*, Mémoire de licence, Université de Fribourg.
- HAHN, Patrick von (2001), «“Sauberer” als Bern?: Schweizerische und Basler Politik gegenüber den nationalsozialistischen Organisation in der Schweiz (1931-1946)», *Revue suisse d'histoire*, vol. 1, pp. 46-58.
- HAUSER, Claude (2003), «L'histoire des intellectuels en Suisse: un bilan décennal (1990-2001)», in Michel Leymarie *et al.* (éds), *L'histoire des intellectuels aujourd'hui*, Paris: PUF, pp. 379-407.
- HAUSER, Claude (2004), *L'aventure du Jura: cultures politiques et identité régionale au XX<sup>e</sup> siècle*, Lausanne: Antipodes.
- HAUSER, Claude *et al.* (éds) (2010), *Entre culture et politique. Pro Helvetia 1939 à 2009*, Genève: Slatkine.
- HEBEISEN, Erika *et al.* (éds) (2008), *Zurich 68: Kollektive Aufbrüche ins Ungewisse*, Baden: hier + jetzt.
- HEINIGER, Alix (2015), *Exil, résistance, héritage. Les militants antinazis pendant la guerre et en RDA (1939-1975)*, Neuchâtel: Alphil.
- HEINIGER, Markus (1980), *Die schweizerische Antiatombewegung 1958-1963 – Eine Analyse der politischen Kultur*, Mémoire de licence, Université de Zurich.
- HELLMAN, John (1981), *Emmanuel Mounier and the New Catholic Left, 1930-1950*, Toronto: University of Toronto Press.
- HIRSCH, Hans Werner (1998), *Il disait s'appeler Surava*, Genève: Metropolis.
- HIRSCH, Pierre *et al.* (1979), *Les socios. Histoire et souvenirs du Parti socialiste de La Chaux-de-Fgonds de 1865 à nos jours*, La Chaux-de-Fonds: Parti socialiste.
- HOBBSAWM, Erich (2008), *L'âge des extrêmes. Histoire du court XX<sup>e</sup> siècle*, Bruxelles: André Versaille.
- HÖCHNER, Francesca (2004), «Zivilverteidigung: ein Normenbuch für die Schweiz», *Revue suisse d'histoire*, vol. 2, pp. 188-203.
- HODOS, George (1987), *Show Trials. Stalinist Purges in Eastern Europe, 1948-1954*, New York: Praeger.
- HOFER, Markus (2006), *Rebellion ist berechtigt! Kognitive Orientierung, Perzeptionsrahmen und Aktionsstrategie der Jungen Sektion der PdA Zürich 1967-1969*, Mémoire de licence, Université de Berne.

HOLENSTEIN, René (1998), *Was kümmert uns die Dritte Welt. Zur Geschichte der internationalen Solidarität in der Schweiz*, Zurich: Chronos.

HOLENWEG, Pascal (1995), «La gauche suisse et la guerre d'Algérie: le diplomate et le porteur de valise», *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n° 11-12, pp.73-99.

HONEGGER, Claudia *et al.* (éds) (2007), *Konkurrierende Deutungen des Sozialen. Geschichts-, Sozial- und Wirtschaftswissenschaften im Spannungsfeld von Politik und Wissenschaft*, Zurich: Chronos.

HUG, Ralph (12 août 2010), «Die Utopie hält ihn Jung», *Wochezeitung*.

HÜRLIMANN, Jacques (1985), *SPS und militärische Verteidigung*, Zurich: Juris Druck.

HUSSON, Édouard (2007), «Histoire et mémoire du passé nazi en République fédérale d'Allemagne», *Histoire@Politique*, vol. 2, pp. 5-11.

ILARI-KOPP, Bernadette (1986), *Valentin Gitermann (1900-1965)*, Mémoire de licence, Université de Zurich.

IMHOF, Kurt *et al.* (éds) (1996), *Konkordanz und Kalter Krieg. Analyse von Medienereignissen in der Schweiz der Zwischen- und Nachkriegszeit*, Zurich: Seismo.

IN-ALBON, Frédéric (2000), *La motion Börlin sur les «menées anti-démocratiques»: acte d'oubli ou de mémoire?*, Mémoire de licence, Université de Lausanne.

IRRLITZ, Gerd (2008), *Rechtsordnung und Ethik der Solidarität. Der Strafrechtler und Philosoph Arthur Baumgarten*, Berlin: Akademie.

JEANNERET, Michel (1983), *Les mouvements ouvriers communiste et socialiste à Genève autour de 1950*, Mémoire de licence, Université de Genève.

JEANNERET, Pierre (1990), «La Voix ouvrière et les États-Unis, 1945-1953: des Sammies libérateurs aux impérialistes yankees... Une image de la guerre froide», *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n° 7, pp. 40-57.

JEANNERET, Pierre (1994), «David Lasserre (1882-1973), vie, pensée et action d'un intellectuel engagé», *Revue suisse d'histoire*, vol. 4, pp. 389-409.

JEANNERET, Pierre (2002), *Popistes. Histoire du parti ouvrier et populaire vaudois, 1943-2001*, Lausanne: En bas.

- JEANNERET, Pierre (2005), «Le Mouvement démocratique des étudiants», *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n° 21, pp. 43-84.
- JEANNERET, Pierre (2013), *75 ans de solidarité humanitaire. La Centrale sanitaire suisse et romande, 1937-1972*, Lausanne: En bas.
- JEANNERET, Pierre (2016), *Michel Buenzod. L'homme engagé, l'écrivain*, Vevey: L'Aire.
- JOHNSON, David (2004), *The Lavender Scare: The Cold War Persecution of Gays and Lesbians in the Federal Government*, Chicago: University of Chicago Press.
- JORIS, Elisabeth (31 mai 2012), «Rudolf Braun (1930-2012). Sympathisant der konkreten Menschen», *Wochenzeitung*.
- JOST, Hans Ulrich (1992a), *Les avants-gardes réactionnaires: la naissance de la nouvelle droite en Suisse*, Lausanne: En bas.
- JOST, Hans Ulrich (3 avril 1992b), «Pour un nouvel éclairage sur l'ensemble de l'«élite»», *La Brèche*.
- JOST, Hans Ulrich (1992c), «Zur Geschichte des Vereinswesens in der Schweiz», in Paul Hugger (éd.), *Handbuch der schweizerischen Volkskultur*, vol. I, Zurich: Offizin, pp. 467-484.
- JOST, Hans Ulrich et Imhof, Kurt (1998), «Geistige Landesverteidigung: helvetischer Totalitarismus oder antitotalitärer Basiskompromiss?» in Schweizerisches Landesmuseum (éd.), *Die Erfindung der Schweiz 1848-1998. Bildentwürfe einer Nation*, Zurich: Chronos.
- JOST, Hans Ulrich (1999), *Le salaire des neutres*, Paris: Denoël.
- JOST, Hans Ulrich (2003), «Die Schweiz in der Zeit des Kalten Krieges», préface à Walter Matthias Diggelmann, *Die Hinterlassenschaft. Werkausgabe*, Zurich: Édition 8, pp. 9-19.
- JOST, Hans Ulrich (2004), «Die Haltung schweizerischer Intellektueller gegenüber Nachkriegsdeutschland. Max Frisch und J. R. von Salis als Beispiel» in Antoine Fleury *et al.* (éds), *Die Schweiz und Deutschland 1945-1961*, Oldenbourg: Munich, pp. 199-211.
- JOST, Hans Ulrich (2005), *À tire d'ailes. Contributions à une histoire critique de la Suisse*, Lausanne: Antipodes.
- JOST, Hans Ulrich (24 avril 2008), «Écrivains non conformistes, précurseurs de 68», *Solidarités*, p. 6.
- JOST, Hans Ulrich (2009), «Origines, interprétations et usages de la "neutralité helvétique"», *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 1, pp. 5-12.

JOST, Hans Ulrich (2013), «À rebours d'une neutralité suisse improbable», *Traverse. Revue d'histoire*, vol. 1, pp.200-211.

JOYEUX, Béatrice (2002), «Les transferts culturels. Un discours de la méthode», *Hypothèses*, vol. 1, pp.149-162.

JUDT, Tony (2007), *Après guerre. Une histoire de l'Europe depuis 1945*, Paris: Armand Colin.

KALT, Monica (2010), *Tiersmondismus in der Schweiz der 1960er und 1970er Jahre: von der Barmherzigkeit zur Solidarität*, Berne: Lang.

KAMBER, Peter (2000), *Geschichte zweier Leben: Wladimir Rosenbaum, Aline Valangin*, Zurich: Limmat.

KÄSTLI, Tobias (1995), *Ernst Nobs: Vom Bürgerschreck zum Bundesrat*, Zurich: Orell Füssli.

KASTNER, Jens (2008), «1968 und die Auseinandersetzung mit dem Nationalsozialismus», *Forschungsjournal Neue Soziale Bewegung*, vol. 3, pp. 45-56.

KELLER, Peter (2011), *Cabaret Cornichon: Geschichte einer nationalen Bühne*, Zurich: Chronos.

KELLER, Stefan (2003), *Le temps des fabriques: des cadences à la décadence*, Lausanne: En bas.

KELLER, Zsolt (2011), *Abwehr und Aufklärung. Antisemitismus in der Nachkriegszeit und der Schweizerische Israelitische Gemeindebund*, Zurich: Chronos.

KERGOAT, Jacques (1997), *Histoire du parti socialiste*, Paris: La Découverte.

KERN, Gary (2007), *The Kravtchenko Case: One's Man War on Stalin*, New York: Enigma Books.

KEUCHEYAN, Razmig (2010), *Hémisphère gauche. Une cartographie des nouvelles pensées critiques*, Paris: La Découverte.

KINDO, Yann (2009), «L'affaire Lyssenko, ou la pseudoscience au pouvoir», *Science et pseudoscience. Association française pour l'Information Scientifique*, n° 286, pp.74-82.

KLEY, Andreas (2011), *Geschichte des öffentlichen Rechts der Schweiz*, Zurich: Dicke.

KOBE, Willi (1981), *Die Geschichte des IFOR in der Schweiz*, Frauenfeld: IFOR.

- KOELLREUTER Isabel et SCHÜRCH Franziska (2013), *Heiner Koechlin. Porträt eines Basler Anarchisten*, Bâle: Reinhardt.
- KÖNIG, Mario (éd.) (1998), *Dynamisierung und Umbau. Die Schweiz in den sechziger und siebziger Jahren*, Zurich: Chronos.
- KÖSSLER, Till (2005), *Abschied von der Revolution. Kommunisten und Gesellschaft in Westdeutschland 1945-1968*, Düsseldorf: Droste Verlag.
- KOTTE, Andreas (éd.) (2005), *Theaterlexikon der Schweiz*, Zurich: Chronos.
- KREIS, Georg (1987), «Reconstruction sans restauration: l'image de l'Allemagne dans la *Nouvelle Gazette de Zurich* (*Neue Zürcher Zeitung*) de 1945 à 1956», *Relations internationales*, vol. 1, pp. 413-429.
- KREIS, Georg (éd.) (1993), *La protection politique de l'État en Suisse*, Berne: Haupt.
- KREIS, Georg (1997), «Vier Debatten und wenig Dissens», *Revue suisse d'histoire*, vol. 4, pp. 451-476.
- KREIS, Georg (1998), «Das Verfassungsjubiläum von 1948», *Études et sources*, n° 24, pp. 131-170.
- KREIS, Georg (2000a), «Geschichte zwischen Wissenschaft und Politik. Zum Engagement der Schweizer Historiker 1933-1945», *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, vol. 3, pp. 365-378.
- KREIS, Georg (2000b), *Die Rückkehr des J-Stempels. Zur Geschichte einer schwierigen Vergangenheitsbewältigung*, Zurich: Chronos.
- KREIS, Georg (2000c), *La Suisse pendant la Deuxième Guerre mondiale. Ses réponses aux défis de l'époque*, Zurich: Pro Helvetia.
- KREIS, Georg (2 octobre 2001), «Konfessionalismus in Krise und Krieg», *Neue Zürcher Zeitung*.
- KREIS, Georg (éd.) (2002a), *Zeitbedingtheit – Zeitbeständigkeit, Professoren-Persönlichkeiten der Universität Basel*, Bâle: Schwabe.
- KREIS, Georg (2002b), «Zur Bedeutung der 1990<sup>er</sup> Jahre für den Ausbau der schweizerischen Zeitgeschichte», *Revue suisse d'histoire*, vol. 4, pp. 494-517.
- KREIS, Georg (2010), «Grenzgängerei in Zensurzeiten. Zur Widerstandspublizistik in der Schweiz der Jahre 1939-1945», *Revue suisse d'histoire*, vol. 1, pp. 133-147.
- KREIS, Georg (2011), *Das "Helvetische Malaise": Max Imbodens historischer Zuruf und seine überzeitliche Bedeutung*, Zurich: NZZ Verlag.

- KREIS, Georg (2 novembre 2013), «Verantwortliches Sein in Gemeinschaft», *Neue Zürcher Zeitung*.
- KRÖGER, Ute et EXINGER, Peter (1998), «*In welchen Zeiten leben wir!*» *Das Schauspielhaus Zürich 1938-1998*, Zurich: Limmat.
- KROLL, Thomas (2009), *Kommunistische Intellektuelle in Westeuropa: Frankreich, Österreich, Italien und Großbritannien im Vergleich (1945-1956)*, Cologne: Böhlau.
- KUHN, Thomas (2009), «“McCarthy-Schwierigkeiten”: der Streit um Helmut Gollwitzer als Nachfolger Karl Barths 1961/1962», *Basler Zeitschrift für Geschichte und Alterumskunde*, n° 109, pp. 53-102.
- KURZMAN, Charles et OWENS, Lynn (2002), «The Sociology of Intellectuals», *Annual Review of Sociology*, n° 28, pp. 63-90.
- KUSTER, Robert (1984), *Hans Mühlestein. Beiträge zu seiner Biographie und zum Roman «Aurora»*, Zurich: Limmat.
- LANG, Anne-Claude (1986), *Une aventure littéraire audacieuse: «Rencontre» (1950-1953)*, Mémoire de licence, Université de Genève.
- LASSERRE, André (1995), *Frontières et camps: le refuge en Suisse*, Lausanne: Payot.
- LEFFLER, Melvin *et al.* (éds) (2012), *The Cambridge History of the Cold War*, vol. I, Cambridge: University Press.
- LEIMGRUBER, Matthieu (2008), *Solidarity without the State*, Cambridge: Cambridge University Press.
- LEIMGRUBER, Matthieu (2011), «Syndicats et retraites en Suisse au XX<sup>e</sup> siècle: du rêve mutualiste à la défense des assurances sociales», *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n° 27, pp. 93-110.
- LEITNER, Gerit von (1998), «*Wollen wir unsere Hände in Unschuld waschen?*» *Gertrud Woker (1878-1968), Chemikerin & Internationale Frauenliga 1915-1968*, Berlin: Weidler.
- LERCH, Fredi (2001), *Muellers Weg ins Paradies. Nonkonformismus im Bern der Sechziger Jahre*, Zurich: Rotpunkt.
- LERCH, Fredi (19 janvier 2013), «Der Philologe als Künstler», *Neue Zürcher Zeitung*.
- LINKE, Angelika et SCHARLOTH, Joachim (2008), *Der Zürcher Sommer 1968. Zwischen Krawall, Utopie und Bürgersinn*, Zurich: NZZ Libro.
- LÖFFLER, Rolf (2004), «“Zivilverteidigung” – die Entstehungs-

geschichte des “roten Büchleins” », *Revue suisse d'histoire*, vol. 2, pp. 173-187.

LONGCHAMP, Olivier et STEINER, Yves (2009), « Comment les banquiers et industriels suisses ont financé le renouveau libéral », *L'Économie politique*, vol. 4, pp. 76-92.

LONGCHAMP, Olivier (2014), *La politique financière fédérale (1945-1958)*, Lausanne: Antipodes.

LUGON, Olivier et VALLOTTON, François (2014), *Revisiter l'Expo 64. Acteurs, discours, controverses*, Lausanne: Presses polytechniques et universitaires romandes.

LÜSCHER, Rudolf et SCHWEIZER, Werner (1987), *Amalie und Theo Pinkus-De Sassi: Leben im Widerspruch*, Zurich: Limmat.

MAISSEN, Thomas (2005), *Die Geschichte der « Neue Zürcher Zeitung » 1780-2005*, Zurich: NZZ Verlag.

MANZONI, Joaquim (2010), *La théorie de l'engagement littéraire selon « Point de vue »: Étude sur la contribution d'une revue chaux-de-fonnière au renouveau politique de la gauche locale des années 1950*, Mémoire de licence, Université de Lausanne.

MARIANI, Daniele (27 juillet 2010), « Interdit aux chiens et aux Italiens », [Swissinfo.ch](http://Swissinfo.ch), consulté le 15 septembre 2015.

MARKWALDER, Anne (1994), *L'Aktion nationaler Widerstand et ses journaux (1940-1945)*, Mémoire de licence, Université de Fribourg.

MARQUIS, Jean-François (1983), *Proletarische Aktion. Une organisation révolutionnaire en Suisse (1945-1949)*, Mémoire de licence, Université de Genève.

MARTIN, Jean-François (1976), *Les socialistes chrétiens de Suisse romande, 1910-1976*, Mémoire de licence, Université de Lausanne.

MATTIOLI, Aram (éd.) (1995), *Intellektuelle von rechts. Ideologie und Politik in der Schweiz 1918-1939*, Zurich: Orell Füssli.

MATTIOLI, Aram (1997), *Gonzague de Reynold: idéologue d'une Suisse autoritaire*, Fribourg: Éditions universitaires.

MAUSBACH, Wilfried (2003), « Auschwitz and Vietnam: West German Protest Against America's War during the 1960s », in Andreas Daum et al. (éds), *America, the Vietnam War, and the World: Comparative and International Perspectives*, Cambridge: Cambridge University Press, pp. 279-298.

MAZOWER, Marc (2005), *Le continent des ténèbres. Une histoire de l'Europe au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris: IHTP.

MAZZOLENI, Oscar *et al.* (2010), « Entre professionnalisme et proximité. L'évolution du profil des candidats et des élus socialistes depuis les années 1950 », in Sarah Nicolet *et al.* (éds), *Le destin électoral de la gauche. Le vote socialiste et vert en Suisse*, Chêne-Bourg: Georg, pp. 331-360.

MEIER, Bruno (éd.) (2007), *Das Unbehagen im Kleinstaat Schweiz: der Germanist und politische Denker Karl Schmid (1907-1974)*, Zurich: NZZ Libro.

MEIER, Jürg (2002), *Staatsfeinde oder Schwarzundweiss. Eine literarische Reportage aus dem Kalten Krieg*, Zurich: Chronos.

MEIZOZ, Jérôme (2006), « Un lieu d'engagement littéraire en Suisse romande: la revue "Rencontre" (1950-1953) » in Jean Kaempfer *et al.* (éds), *Formes de l'engagement littéraire (XV<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle)*, Lausanne: Antipodes, pp. 171-184.

MEYER, Olivier (2012), *Les « Cahiers protestants », un bastion de l'ant nazisme? (1933-1943)*, Mémoire de maîtrise, Université de Lausanne.

MILANI, Pauline (2007), *Femmes dans la mouvance communiste: la Fédération des femmes suisses pour la paix et le progrès: un militantisme entre conservatisme et émancipation, 1952-1969*, Neuchâtel: Alphil.

MILANI, Pauline (2013), *Le diplomate et l'artiste. Construction d'une politique culturelle à l'étranger (1938-1985)*, Neuchâtel: Alphil.

MÖCKLI, Daniel *et al.* (2000), *Neutralität, Solidarität, Sonderfall. Die Konzeptionierung der schweizerischen Aussenpolitik der Nachkriegszeit, 1943-1947*, Zurich: ETH.

MONNIER, Victor (1995), *William E. Rappard*, Genève: Slatkine.

MOSER, Alain (1999), *Réactions et opinions en Suisse romande à l'accord de Washington (1946): analyse de presse*, Mémoire de licence, Université de Lausanne.

MÜGGLER, Jérôme (2011), *Schweizerische Bewegung gegen atomare Aufrüstung 1958-1969. Eine Untersuchung im Rahmen der Bewegungsforschung*, Mémoire de maîtrise, Université de Zurich.

MÜNCH-KÜNG, Helen (1989), *Der Literaturkritiker Eduard Korrodi (1885-1955)*, Berne: Lang.

NEMETH, Diana (2001), *Le mouvement anti-apartheid de Suisse: un essai d'analyse à travers ses « campagnes d'action » (1965-1994)*, Mémoire de Licence, Université de Fribourg.



- NEVAL, Daniel (2003), *“Mit Atombomben bis nach Moskau”. Gegenseitige Wahrnehmung der Schweiz und des Ostblocks im Kalten Krieg, 1945-1968*, Zurich : Chronos.
- NIEDERER, Ulrich (1994), *Geschichte des Schweizerischen Schrifteller-Verbandes: Kulturpolitik und individuelle Förderung: Jakob Bühner als Beispiel*, Tübingen : Francke.
- NILSSON, Mikael (2011), « The Editor and the CIA: Herbert Tingsten and the Congress for Cultural Freedom: a Symbiotic Relationship », *European Review of History*, vol. 2, pp. 148-152.
- NOBS-MARGAIRAZ, Monique (1993), *L'Institut africain de Genève (1962-1973): une contribution à la problématique du développement*, Genève: Institut universitaire d'études du développement.
- OBERKOFER, Gerhard (2015), *Konrad Farner: Vom Denken und Handeln des Schweizer Marxisten*, Innsbruck: Studienverlag.
- ODERMATT, Karl (1992), « Activités de Marc-Edmond Chantre et de son bureau anticommuniste », *Cent ans de police politique en Suisse*, Lausanne: En bas, pp. 155-186.
- ORELLI, Giorgio (1986), *Svizzera italiana*, Brescia: La Scuola.
- PARKES, Stuart (2009), *Writers and Politics in Germany, 1945-2008*, Rochester: Camden.
- PASQUIER, Émilie (2009), *Le Parti socialiste suisse et l'initiative populaire contre l'abus du secret bancaire et de la puissance des banques (1977-1984)*, Mémoire de licence, Université de Lausanne.
- PAVILLON, Olivier (2005), « La nouvelle gauche en Suisse romande des années 60 aux années 90: un essai de mise en perspective », *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n° 21, pp. 7-29.
- PAVILLON, Sophie (1999), *L'ombre rouge. Suisse-URSS 1943-1944 – le débat politique en Suisse*, Lausanne: Antipodes.
- PELLETIER, Denis (2002), *La crise catholique*, Paris: Payot.
- PELLETIER, Denis et Schlegel, Jean-Louis (2012), *À la gauche du Christ. Les chrétiens de gauche en France de 1945 à nos jours*, Paris: Seuil.
- PERDRISAT, Michel (2011), *Le directoire de la Ligue du Gothard, entre résistance et rénovation*, Neuchâtel: Alphil.
- PEREIRA, Nuno et SCHÄR, Renate (2012), « Soixante-huitards helvétiques. Étude prosopographique », *Le Mouvement Social*, vol. 2, pp. 9-23.

PEREIRA, Nuno (2015), *Anti-impérialisme et nouvelle gauche radicale dans la Suisse des années 68*, Thèse de doctorat : Université de Lausanne.

PEROVIC, Jeronim (2007), «The Tito-Stalin Split: A Reassessment in Light of New Evidence», *Journal of Cold War Studies*, vol. 2, pp. 32-63.

PERRENOUD, Marc et al. (éds) (2002), *La place financière et les banques suisses à l'époque du national-socialisme. Les relations des grandes banques avec l'Allemagne (1931-1946)*, Zurich : Chronos.

PERRENOUD, Marc (2011), *Banquiers et diplomates suisses (1938-1946)*, Lausanne : Antipodes.

PERRIG, Igor (1993), *Geistige Landesverteidigung im Kalten Krieg*, Brigue, s. n.

PICARD, Jacques (1997), *La Suisse et les Juifs, 1933-1945*, Lausanne : En bas.

PILOTTI, Andrea et al. (2010), «Les parlementaires suisses entre démocratisation et professionnalisation, 1910-2000», *Revue suisse de science politique*, vol. 2, pp. 211-245.

PORTMANN Werner et WOLF, Siegbert (2006), "Ja, Ich kämpfte". Von "Luftmenschen" Kindern des Schtetls und der Revolution. *Biographie radikaler Jüdinnen und Juden*, Münster : Unrast.

PRADOS, John (2011), *La guerre du Vietnam*, Paris : Perrin.

PRASAD, Devi (2005), *War is a Crime against Humanity: The Story of War Resisters'International*, Londres : War Resisters'International.

QUARROZ, Marie (2012), *Soutane noire pour vicaire rouge*, Mémoire de maîtrise, Université de Fribourg.

RACINE, Denis (2007), *Un parcours engagé: de la poésie à la prose, les premiers écrits de Gaston Cherpillod*, Mémoire de licence, Université de Lausanne.

RAUBER, André (2000), *Histoire du mouvement communiste*, t. II, Genève : Slatkine.

RAUBER, André (2007), *Léon Nicole, le franc-tireur de la gauche suisse (1887-1965)*, Genève : Slatkine.

RAUBER, Urs (26 novembre 2006), «Der letzte Schweizer Marxist», *Neue Zürcher Zeitung*.

RAVESSOUD, Catalina (2010), *Le Comité suisse pour le rétablissement de la démocratie en Grèce dans la perspective des nouveaux mouvements sociaux*, Mémoire de licence, Université de Lausanne.

- RENGEL, Katharina (éd.) (1995), *Hoffen heisst Handeln. Friedensarbeit in der Schweiz seit 1945*, Zurich: Schweizerischer Friedensrat.
- RICCIARDI, Toni et al. (2015), *Mattmarck, 30 août 1965. La catastrophe*, Zurich: Seismo.
- RICKES, Joachim (2009), *Bewundert viel und viel gescholten. Der Germanist Emil Staiger (1908-1987)*, Würzburg: Königshausen Neumann.
- RIEDER, Katrin (2008), *Netzwerke des Konservatismus: Berner Bürgergemeinde und Patriziat im 19. und 20. Jahrhundert*, Zurich: Chronos.
- RIOUX, Jean-Pierre et SIRINELLI, Jean-François (1988), «La guerre d'Algérie et les intellectuels français», *Cahiers de l'IHTP*, n° 10.
- RITZER, Nadine (2007), *Alles nur Theater? Zur Rezeption von Rolf Hochhuths «Der Stellvertreter» in der Schweiz 1963/1964*, Fribourg: Academic Press.
- ROBRIEUX, Philippe (1984), *Histoire intérieure du Parti communiste*, vol. II, Paris: Fayard.
- ROULIN, Stéphanie (2010), *Un credo anticommuniste. La commission Pro Deo de l'Entente internationale anticommuniste ou la dimension religieuse d'un combat politique (1924-1945)*, Lausanne: Antipodes.
- RUEB, Franz (2009), *Rübezahl spielte links aussen. Erinnerungen eines Politischen*, Zurich: Edition 8.
- RUEDI, Peter (1999), «Presque une amitié», introduction à *Max Frisch-Friedrich Dürrenmatt. Correspondance*, Genève: Zoé, pp. 5-86.
- RÜFENACHT, Raoul (2000), *Le rôle du Mouvement anti-apartheid de Suisse dans les relations Suisse-Afrique du Sud (1964-1994)*, Mémoire de licence, Université de Genève.
- RUFFIEUX, Roland (1983), «Y a-t-il eu un fossé en Suisse au lendemain de la Seconde Guerre mondiale?» in Pierre du Bois (éd.), *Union et division des Suisses*, Lausanne: L'Aire, pp. 114-126.
- RUFFIEUX, Roland (1987), «Le problème allemand vu par les Suisses romands au lendemain de la guerre: vision directe ou reflet des rapports intercommunautaires?», *Relations internationales*, vol. 1, pp. 399-412.
- RUPP, Hans Karl (1984), *Ausserparlamentarische Opposition in der Ära Adenauer: der Kampf gegen die Atombewaffnung in den fünfziger Jahren*, Cologne: Pahl-Rugenstein.

RUSCIO, Alain (2007), «Les communistes et les massacres du Constantinois (mai-juin 1945)», *Vingtième Siècle*, vol. 2, pp.217-229.

SANSONNENS, Julien (2012), *Le comité suisse d'action civique (1948-1965): contribution à une histoire de la répression anticommuniste en Suisse*, Vevey: L'Aire.

SCHALLER, André (1987), *Schweizer Neutralität im West-Ost Handel: Das Hotz-Linder-Agreement vom 23. Juli 1951*, Berne: Paul Haupt.

SAPIRO, Gisèle (1999), *La guerre des écrivains, 1940-1953*, Paris: Fayard.

SAPIRO, Gisèle (2009), «Modèles d'intervention des intellectuels. Le cas français», *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol.1, pp.8-31.

SCHÄR, Bernhard *et al.* (éds) (2008), *Bern 68. Lokalgeschichte eines globalen Aufbruchs – Ereignisse und Erinnerungen*, Baden: Hier + Jetzt.

SCHAUFELBUEHL, Janick (éd.) (2009a), *1968-1978. Une décennie mouvementée en Suisse*, Zurich: Chronos.

SCHAUFELBUEHL, Janick (2009b), *La France et la Suisse ou la force du petit. Évasions fiscales, relations commerciales et financières (1940-1954)*, Paris: Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

SCHIAVI, Rita et BRASSEL, Ruedi (1987), «Kämpfend in den Arbeitsfrieden», *Arbeitsfrieden – Realität eines Mythos, Widerspruch-Sonderband*, Zurich: Widerspruch.

SCHMID, Erich (éd.) (1996), *Abschied von Surava. Eine Dokumentation*, Zurich: Wolfbach.

SCHMID, Walter (2003), «Alfred Huggenberger und die Deutschen», *Thurgauer Jahrbuch*, pp.77-82.

SCHMITT, Arianne (1980), «L'Essor», *1905-1980, un journal de précurseurs*, La Chaux-de-Fonds: [s.n.].

SCIOLLI, Virgilio (1985), *Une revue résistante: "Suisse contemporaine" (1941-1945)*, Mémoire de licence, Université de Fribourg.

SCOTT-SMITH, Giles (2002a), *The Politics of Apolitical Culture: The Congress for Cultural Freedom, the CIA and Post-War American Hegemony*, Londres: Routledge.

SCOTT-SMITH, Giles (2002b), «The Congress of Cultural Freedom,

- the End of Ideology and the 1955 Milan Conference: Defining the Parameters of Discourse», *Journal of Contemporary History*, vol. 3, pp. 437-455.
- SCHULZ, Kristina (2006), «Neutralité et engagement. Denis de Rougemont et le concept de "neutralité active" », *A contrario*, vol. 2, pp. 57-70.
- SCHULZ, Kristina (2012), *Die Schweiz und die literarischen Flüchtlinge*, Berlin : Akademie Verlag.
- SCHÜTT, Julian (1996), *Germanistik und Politik : Schweizer Literaturwissenschaft in der Zeit des Nationalsozialismus*, Zurich : Chronos.
- SCHÜTT, Julian (2011), *Max Frisch. Biographie eines Aufstiegs, 1911-1954*, Berlin : Suhrkamp.
- SCHWEIZER, Thomas (2007), *Die Tochter des Uhrenmachers. Elisabeth Thommen*, Olten : Dietschi.
- SIDLER, Roger (2006), *Arnold Künzli. Kalter Krieg und geistige Landesverteidigung. Eine Fallstudie*, Zurich : Chronos.
- SIMON, Christian (1991), «Arbeiterkommission und Gesamtarbeitsvertrag in der chemischen Industrie. Aspekte der industriellen Beziehungen in Basel während des Zweiten Weltkrieges», *VSWG*, n° 78.
- SIRINELLI, Jean-François (1990), *Intellectuels et passions françaises*, Paris : Fayard.
- SIRINELLI, Jean-François (1991), *La guerre d'Algérie et les intellectuels français*, Bruxelles : Complexe.
- SKENDEROVIC, Damir (2009), *The Radical Right in Switzerland*, New York : Berghahn.
- SKENDEROVIC, Damir et Späti, Christina (2012), *Les années 68. Une rupture politique et culturelle*, Lausanne : Antipodes.
- SNYDER, Timothy (2010), *Bloodlands : Europe Between Hitler and Stalin*, New York : Basic Book.
- SOLCHANY, Jean (2006), «L'histoire vue d'en haut. Le XX<sup>e</sup> siècle allemand à l'échelle des grandes synthèses», *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 1, pp. 156-177.
- SOLCHANY, Jean (2010), «Wilhelm Röpke et la Suisse», *Traverse*, vol. 2, pp. 23-37.
- SOLCHANY, Jean (2015), *Wilhelm Röpke, l'autre Hayek. Aux origines du néolibéralisme*, Paris : Publications de la Sorbonne.

SPÄTI, Christina (2006), *Die schweizerische Linke und Israel. Israelbegeisterung, Antizionismus und Antisemitismus zwischen 1967 und 1991*, Essen : Klartext.

SPIELER, Willy *et al.* (2009), *Für die Freiheit des Wortes. Neue Wege durch ein Jahrhundert im Spiegel der Zeitschrift des Religiösen Sozialismus*, Zurich : TVZ.

SPIRA, Raymond (2008), *C'était la Nouvelle Gauche: contribution à l'histoire politique du canton de Neuchâtel*, Neuchâtel : Nouvelle Revue neuchâteloise.

SPIRA, Raymond (2010), «L'aventure du Théâtre Populaire Romand», *En scène! La vie théâtrale en Pays neuchâtelois, Cahiers de l'Institut neuchâtelois*, n° 33, Hauterive : Attinger, pp. 199-232.

STADLER, Peter (1983), *Die Universität Zurich, 1933-1983: Festschrift zur 150-Jahr-Feier der Universität Zürich*, Zurich : Universität.

STADLER, Peter (1995), «Robert Faesi (1883-1972) und Jakob Bühler (1882-1975): kulturpolitisches Doppelprofil zweier literarischer Zeitgenossen», *158. Neujahrsblatt der Gelehrten Gesellschaft in Zürich*, Zurich : Episteme.

STAHLBERGER, Peter (1970), *Der Zürcher Verleger Emil Oprecht und die deutsche politische Emigration (1933-1945)*, Zurich : Europa.

STIRNIMANN, Charles (1992), *Der Weg in die Nachkriegszeit 1943-1948: ein Beitrag zur politischen Sozialgeschichte des «Roten Basel»*, Bâle : Kassel.

STUDER, Brigitte (1988), «Rosa Grimm (1875-1955): Als Frau in der Politik und Arbeiterbewegung – Die Grenzen des weiblichen Geschlechts», in Arbeitsgruppe Frauengeschichte (éd.), *Auf den Spuren weiblicher Vergangenheit*, Zurich : Chronos, pp. 163-182.

STUDER, Brigitte (1994), *Un parti sous influence: le Parti communiste suisse, une section du Komintern, 1931-1939*, Lausanne : L'Âge d'homme.

STUDER, Brigitte (1996), «“L'État, c'est l'homme”. Politique, citoyenneté et genre dans le débat autour du suffrage féminin après 1945», *Revue suisse d'histoire*, vol. 3, pp. 356-382.

STUDER, Brigitte (1997), «Jalons pour l'étude du cas suisse, 1890-1945», in Michel Trebitsch *et al.* (éds), *Histoire comparée des intellectuels*, Paris : CNRS/IHTP.

STUDER, Brigitte (2009), «Neue politische Prinzipien und Prak-

tiken : Transnationale Muster und lokale Aneignungen in der 68<sup>er</sup> Bewegung», in Janick Schaufelbuehl (éd.), *1968-1978. Une décennie mouvementée en Suisse*, Zurich : Chronos, pp. 37-52.

STUDER, Brigitte et Tanner, Jakob (2012), « Konsum und Distribution », in Patrick Halbeisen *et al.* (éds), *Wirtschaftsgeschichte der Schweiz im 20. Jahrhundert*, Bâle : Schwabe, pp. 637-702.

STUDER, Brigitte (2012), « Der Experte » in B. Degen *et al.* (éds), *Robert Grimm. Marxist, Kämpfer, Politiker*, Zurich : Chronos, pp. 107-119.

STÜSSI, Andréas (1988), « Mai 68 » à Genève, Mémoire de licence, Université de Genève.

SURYA, Michel (2004), *La révolution rêvée. Pour une histoire des intellectuels et des œuvres révolutionnaires (1944-1956)*, Paris : Fayard.

SUTERMEISTER, Anne-Catherine (2000), *Sous les pavés, la scène. L'émergence du théâtre indépendant en Suisse romande à la fin des années 60*, Lausanne : En Bas.

TANNER, Jakob (1988), « Le pacifisme suisse après 1945 », *Relations internationales*, n° 53, pp. 69-82.

TANNER, Jakob (1999), « Switzerland and the Cold War: a Neutral Country between the "American Way of Life" and "Geistige Landesverteidigung" », in Joy Charnley *et al.* (éds), *Switzerland and War*, Berne : P. Lang, pp. 113-128.

TANNER, Jakob (2015), *Geschichte der Schweiz im 20. Jahrhundert*, Munich : Beck.

TEUTEBERG, René *et al.* (2002), *Albert Oeri, 1875 bis 1950. Journalist und Politiker als Berufung*, Bâle : GS.

TILLY, Charles (1984), « Les origines du répertoire de l'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième Siècle*, vol. 4, pp. 89-108.

TÖNGI, Michael (1997), *Das journalistische und politische Handeln Xaver Schniepers 1936-1953 und wie öffentlich und offiziell darauf reagiert wurde*, Mémoire de licence, Université de Bâle.

TRAVERSO, Enzo (2001), *Le Totalitarisme. Le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil.

UDRY, Charles-André (13 mai 1988), « 1968, le décalage suisse », *La Brèche*.

UDRY, Charles-André (octobre 1996), «1956, une révolution défigurée», *Page 2*, n° 5.

UHLIG, Christiane *et al.* (2001), *Tarnung, Transfer, Transit. Die Schweiz als Drehscheibe verdeckter deutsche Operationen (1939-1952)*, Zurich: Chronos.

UTZ, Peter (18 octobre 2014), «Hinhören auf den fernen Donner», *Neue Zürcher Zeitung*.

VALLOTTON, François (2004), *Les Éditions Rencontre, 1950-1971*, Lausanne: En bas.

VALLOTTON, François (2006), «Retour sur une institution du champ historique helvétique. *La Revue suisse d'histoire* (1950-2000)», *Traverse. Revue d'histoire*, vol. 1, pp. 146-163.

VALLOTTON, François (éd.) (2007), *Livre et militantisme. La Cité Éditeur, 1958-1967*, Lausanne: En bas.

VALLOTTON, François (2014), «Le pavillon de l'Armée: un caillou dans la chaussure de la Direction?» in Olivier Lugon et François Vallotton (éd.), *Revisiter l'Expo 64. Acteurs, discours, controverses*, Lausanne: Presses polytechniques et universitaires romandes, pp. 68-85.

VAN DONGEN, Luc (1998), *La Suisse face à la Seconde Guerre mondiale, 1945-1948: émergence et construction d'une mémoire publique*, Genève: Société d'histoire et d'archéologie.

VAN DONGEN, Luc (1999), «L'affaire Bonnard/Muret», *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n° 15, pp. 121-125.

VAN DONGEN, Luc (2008), *Un purgatoire très discret: la transition «helvétique» d'anciens nazis, fascistes et collaborateurs après 1945*, Paris: Perrin.

VAN DONGEN, Luc (2011), «La Suisse dans les rets de l'anti-communisme transnational durant la guerre froide: réflexions et jalons», *Itinera*, n° 30, pp. 11-30.

VAN DONGEN, Luc (2014), «“Brother Tronchet”: A Swiss Trade Union Leader within the US Sphere of Influence», in L. van Dongen *et al.* (éds), *Transnational Anti-Communism and the Cold War*, Basingstoke: Palgrave Macmillan, pp. 50-63.

VARIN, Jacques (2004), «Les étudiants communistes, des origines à la veille de Mai 1968», *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 74, pp. 37-49.



- VOGEL, Paul Ignaz (2005), *Napf. Eine Gratwanderung im Kalten Krieg*, Berne: Hältfe.
- VOGELSANGER, David (1986), *Trotzkismus in der Schweiz. Ein Beitrag zur Geschichte der Arbeiterbewegung bis zum zweiten Weltkrieg*, Zurich: Zentralstelle der Studenschaft.
- VON MATT, Peter (2005), *Sang d'encre. Voyage dans la Suisse littéraire et politique*, Genève: Zoé.
- VUILLEUMIER, Marc (1993), « Theo Pinkus, 1909-1991 », *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n° 9, pp.77-90.
- VUILLEUMIER, Marc (2012), *Histoire et combats. Mouvement ouvrier et socialisme en Suisse, 1864-1960*, Lausanne: En bas.
- VUKADINOVIC, Vojin (2015), « Öffentliches Ärgernis: Feministin. Der Aufruhr um Iris von Rotens "Frauen im Laufgitter" », *Traverse*, vol. 3, pp.87-101.
- WAEGER, Gerhart (1971), *Die Sündenböcke der Schweiz. Die Zweihundert im Urteil der geschichtlichen Dokumente 1940-1946*, Fribourg: Walter.
- WALD, Alan (1987), *The New York Intellectuals. The Rise and Decline of the Anti-Stalinist Left from 1930s to the 1980s*, Chapel Hill: University of North Carolina.
- WALSER, Anita (2007), *Konrad Farner: erlebter Antikommunismus in der Schweiz*, Mémoire de licence, Université de Fribourg.
- WEATHERSBY, Kathryn (1998), « Deceiving the Deceivers: Moscow, Beijing, Pyongyang, and the Allegations of Biological Weapons Use in Korea », *Woodrow Wilson Center Cold War International History Project*, vol. 1, pp. 176-185.
- WEBER, Koni (2014), *Umstrittene Repräsentation der Schweiz. Soziologie, Politik und Kunst bei der Landesausstellung 1964*, Tübingen: Mohr Siebeck.
- WEBER, Max (2006), *Sociologie de la religion*, Paris: Flammarion.
- WEBER, Ulrich (2005), *Friedrich Dürrenmatt ou le désir de réinventer le monde*, Lausanne: Presses polytechniques et universitaires romandes.
- WEGELIN, Jürg (2012), *Jean Ziegler. La vie d'un rebelle*, Lausanne: Favre.
- WEIMAR, Klaus (2003), « Literaturwissenschaftliche Konzeption

und politisches Engagement. Eine Fallstudie über Emil Ermatinger und Emil Staiger», in Holger Dainat *et al.* (éds), *Literaturwissenschaft und Nationalsozialismus*, Niemeyer: Tübingen, pp. 271-286.

WENGER, Bernhard (2003), «Zur Rezeptionsgeschichte von Diggelmanns "Hinterlassenschaft"», postface à W. M. Diggelmann, *Die Hinterlassenschaft*, Zurich: Editions 8, pp. 269-287.

WICKI, Julien (2007), «*On ne monte pas sur les barricades pour réclamer le frigidaire pour tous.*» *Histoire du Parti socialiste vaudois (1945-1971)*, Lausanne: Antipodes.

WILDI, Tobias (2005), «Die Reaktor AG: Atomtechnologie zwischen Industrie, Hochschule und Staat», *Revue suisse d'histoire*, vol. 1, pp. 70-83.

WILFORD, Richard (1979), «The PEN Club, 1930-50», *Journal of Contemporary History*, vol. 1, p. 99-116.

WILLIAMS, Warren (2007), «Flashpoint Austria: The Communist-Inspired Strikes of 1950», *Journal of Cold War Studies*, vol. 3, pp. 115-136.

WIST, Christiane (1984), *La vie quotidienne et les luttes syndicales à Genève, 1920-1949*, Genève: Collège du travail.

WESTAD ODD (2007), *La guerre froide globale*, Paris: Payot.

WOLF, Walter (1995), *Walther Bringolf. Eine Biografie. Sozialist, Patriot, Patriarch*, Schaffhouse: Verlag am Platz.

WOLLENMANN, Reto (2004), *Zwischen Atomwaffe und Atomsperrvertrag: die Schweiz auf dem Weg von der nuklearen Option zum Nonproliferationsvertrag (1958-1969)*, Zurich: Forschungsstelle für Sicherheitspolitik der ETH.

WYLER, Rebekka (2006), «Aperçu historique» in Arnaud Thiéry *et al.* (éds), *100 ans de JS suisse*, Ecublens: JSS.

WYSS, Marco (2012), «Neutrality in the Early Cold War: Swiss Arms Imports and Neutrality», *Cold War History*, vol. 1, pp. 25-49.

ZALA, Sacha (1997), «Das amtliche Malaise mit der Historie. Vom Weissbuch zum Bonjour-Bericht», *Revue suisse d'histoire*, vol. 4, pp. 759-780.

ZBINDEN, Jürg (1994), «Der "neue" Zürcher Literaturstreit 1966/67: Phänomen einer beginnenden gesellschaftlichen Krise?» in A. Ernst *et al.* (éds), *Kontinuität und Krise. Sozialer*

*Wandel als Lernprozess. Beiträge zur Wirtschafts- und Sozialgeschichte der Schweiz*, Zurich: Chronos, pp. 207-224.

ZIMMERMANN, Adrian (31 mars 2011), «Der "Schweizer Monat" – reaktionär seit 1921», *Wochenzeitung*.

ZORN, Fritz (1979), *Mars*, Paris: Gallimard.

ZÜRCHER, Markus (1995), *Unterbrochene Tradition: die Anfänge der Soziologie in der Schweiz*, Zurich: Chronos.

ZWEIG-STRAUSS, Hanna (2002), *David Farbstein (1868-1953)*, Zurich: Chronos.



## NOTICES BIOGRAPHIQUES

**ANDERSSON, NILS** (1933), citoyen suédois ; responsable des Éditions de La Cité à Lausanne, il y publie des écrits engagés, notamment contre la guerre d'Algérie. Cofondateur et militant du petit groupe prochinois « Centre Lénine » dès 1964, il est expulsé de Suisse par les autorités fédérales en 1967, en raison de ses activités « subversives ».

**APOTHÉLOZ, CHARLES** (1922-1982), licence en droit à Lausanne (1951) ; peine de prison pour objection de conscience ; metteur en scène indépendant, promoteur d'un théâtre populaire et engagé à gauche. Directeur du Théâtre municipal de Lausanne dès 1959.

**ARNOLD, EMIL** (1897-1974), employé de banque, puis rédacteur du quotidien du Parti du travail *Vorwärts* à Bâle, conseiller national pour ce parti (1951-1953). En 1953, il est condamné à huit mois de prison pour avoir critiqué la politique extérieure de la Suisse dans une conférence à Budapest. S'engage, après 1953, pour que le PST adopte une ligne plus indépendante de l'URSS, puis quitte le parti en 1956 ; collabore ensuite au petite groupe de la nouvelle gauche autour de Heinrich Buchbinder.

**ARNOLD, MAX** (1909-1998), apprentissage de dessinateur en machines, secrétaire général du Syndicat des services publics (Vpod) à Zurich de 1947 à 1974. Membre du Parti socialiste (siège à sa direction entre 1947 et 1948), conseiller national (1951-1971). Social-démocrate de gauche, critique de l'anticommunisme officiel ; pacifiste, membre du Mouvement suisse contre l'armement atomique dès 1958.

**BÄCHLIN, CLAIRE (OU CLARA)** (1908-1986), journaliste pour la revue des femmes sociales-démocrates *Die Frau in Leben und Arbeit* jusqu'en 1944. Bächlin compte, avec son mari Max (1910-2001), parmi les animatrices de l'aile gauche du Parti socialiste dans le canton de Bâle-Ville. Tous deux sont exclus du PSS à la fin de la guerre et rejoignent le Parti du travail. Claire Bächlin devient journaliste au *Vorwärts*, où elle tient la rubrique féminine. Elle quitte le PST en 1952, de même que son mari.

**BALSCHKEIT, BRUNO** (1910-1993), citoyen allemand, docteur en théologie de l'Université de Bâle (1938), pasteur à Bâle-Campagne et député pour le Parti socialiste. Collaborateur de la revue *Neue Wege* jusqu'en 1951.

**BARONI, VICTOR** (1893-1969), pasteur dans le canton de Genève, doctorat en théologie à l'Université de Lausanne (1943), contributeur des *Cahiers protestants*, influencé par Leonhard Ragaz.

**BARTH, KARL** (1886-1968), professeur de théologie à l'Université de Bâle (1935-1962), protestant; dès la fin des années 1920, reconnaissance internationale; membre du Parti socialiste depuis 1915. Dès le début de la guerre froide, critique aussi bien l'anticommunisme officiel helvétique que le caractère autoritaire du régime soviétique. Engagement pacifiste, notamment contre l'armement atomique de la Suisse.

**BAUMGARTEN, ARTHUR** (1884-1966), citoyen allemand; après avoir fui l'Allemagne en 1933, devient professeur de droit pénal à l'Université de Bâle jusqu'en 1949, puis à l'Université Humboldt de Berlin-Est (1949-1953). Membre du Parti du travail dès sa fondation et rédacteur de la revue théorique du parti, *Sozialismus*.

**BONNARD, ANDRÉ** (1888-1959), professeur de littérature grecque à l'Université de Lausanne (1928-1957). Sympathisant du Parti du travail et président du philosoviétique Mouvement suisse des Partisans de la paix. Fait l'objet, en 1954, d'un procès pour espionnage au profit de l'Union soviétique; condamné à une peine avec sursis.

**BOVARD, RENÉ** (1900-1983), licence en droit; premier-lieutenant pendant la Mobilisation; journaliste, rédacteur de la revue *Suisse*

*contemporaine* (1941-1949); protestant; pacifiste, objecteur de conscience, condamné en 1947 pour refus de servir.

**BRATSCHI, ROBERT** (1891-1981), employé CFF, président de l'Union syndicale suisse (1934-1953), représentant du PSS au Conseil national pour le canton de Berne (1922-1967). Défenseur d'une participation du parti aux institutions gouvernementales et promoteur des accords de Paix du travail.

**BRAUNSCHWEIG, HANSJÖRG** (1930-1999), études de droit, doctorat à l'Université de Bâle (1956); protestant; engagement pacifiste, notamment comme secrétaire du Service civil international (1956-1962), militant du Mouvement suisse contre l'armement atomique dès 1958; collaborateur de la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge en Algérie (1962-1963) et de l'Entraide ouvrière suisse (1963-1966); président du Conseil suisse pour la paix (1964-1975). Établi dans le canton de Zurich dès 1964 et député cantonal socialiste dès 1968.

**BRENNER, PAUL ADOLF** (1910-1967), employé dans l'industrie, puis reprend le magasin de son père; écrivain autodidacte, socialiste, membre du comité de la Société suisse des écrivains dès 1942, journaliste à Radio Zurich dès 1956.

**BRINGOLF, WALTHER** (1895-1981), formation de maçon, membre fondateur du Parti communiste suisse (1921), adhère au PSS en 1935, président de la Ville de Schaffhouse (1932-1968), président du PSS (1952-1962).

**BUACHE, FREDDY** (1924), École de commerce à Lausanne; cofondateur en 1946 d'une compagnie de théâtre engagée, les Faux-Nez. Directeur de la cinémathèque suisse à Lausanne dès 1951 et critique cinématographique. Marié à Marie-Madeleine Brumagne (1920-2005), journaliste d'origine belge, engagée contre la guerre d'Algérie et en faveur des mouvements de décolonisation dans le tiers-monde.

**BUCHBINDER, HEINRICH** (1919-1999), interrompt ses études de médecine pour raisons financières, conseiller de l'Association suisse des chiropraticiens (1939-1998); groupe d'extrême gauche Proletarische

Aktion dès 1945, puis réseau de syndicalistes et militants proches de la gauche radicale Sozialistische Arbeiterkonferenz à Zurich. Animateur du Mouvement suisse contre l'armement atomique dès 1958 et activités de solidarité avec les nationalistes algériens; proximité avec la nouvelle gauche française (PSU) dans les années 1960.

**BÜHRER, JAKOB** (1882-1975), apprentissage de commerce; journaliste et écrivain autodidacte; membre du PSS depuis 1932. Contributeur régulier de la presse théorique sociale-démocrate (*Rote Revue*).

**CHERPILLOD, GASTON** (1925-2012), issu d'un milieu modeste; licence ès lettres à Lausanne, influencé par André Bonnard. Fait l'objet d'une interdiction professionnelle dans le canton de Vaud en raison de son engagement au PST depuis 1953; enseignant dans le canton de Neuchâtel. Reste au PST après l'invasion soviétique de la Hongrie en 1956, même s'il espère la naissance d'une nouvelle gauche, plus indépendante de l'URSS et plus combative que la social-démocratie. Sympathise avec la gauche radicale à la fin des années 1960.

**DEBLUË, HENRI** (1924-1988), licence ès lettres à Lausanne (1945) et doctorat (1965), enseignant au collège à Montreux, animateur de la revue *Rencontre*. Auteur dramatique, partisan d'un théâtre engagé à gauche.

**DELALOYE, GÉRARD** (1941-2016), licence ès lettres puis enseignant. Militant du Mouvement démocratique des étudiants et de la Jeunesse progressiste, participe dès 1966 à l'édition du journal de cette dernière organisation, *L'Avant-Garde*. Membre du PST à Lausanne dès 1962, démission en 1968.

**DELLBERG, KARL** (1886-1978), fonctionnaire postal jusqu'en 1933; conseiller national pour le PSS (1935-1947; 1951-1971), Haut-Valais. Dans l'après-guerre, animateur d'un courant pacifiste de gauche minoritaire au sein du parti, membre du Mouvement suisse contre l'armement atomique dès 1958.

**DIGGELMANN, WALTER MATTHIAS** (1927-1979), jeunesse difficile d'enfant placé, fuite en Italie (1944), arrestation et travail forcé en Allemagne. Membre du Parti radical zurichois, journaliste et



collaborateur de l'agence publicitaire Farner dans les années 1950. Écrivain indépendant dès 1962. Collaborateur de plusieurs revues et journaux engagés à gauche, dont *Neutralität*; revendique alors sa proximité avec les idées marxistes.

**DÜRRENMATT, FRIEDRICH** (1921-1990), études de lettres à Berne et Zurich, interrompues en 1946; écrivain, reconnaissance internationale pour son œuvre dès les années 1950; vit à Neuchâtel depuis 1952; soutient à distance les jeunes intellectuels « non conformistes » dans les années 1960, mais critique les positions de la nouvelle gauche, notamment en prenant position pour Israël après la guerre des Six Jours (1967).

**FARNER, KONRAD** (1903-1974), doctorat en économie à Bâle (1941). Lecteur dans une maison d'édition. Membre du PST dès 1944 et de son comité central; chargé de la formation au sein du parti. Objet d'une campagne publique hostile en 1956, qui l'oblige à quitter son domicile dans le canton de Zurich. Adopte des positions prochinoises après 1964, et quitte le Parti du travail en 1969 pour cette raison.

**FELDMANN, MARKUS** (1897-1958), journaliste, membre du PAB, protestant; conseiller fédéral (1951-1958). S'oppose à Karl Barth lors de la « querelle des Églises bernoises » (1949-1951).

**FELL, PAUL** (1899-1964), instituteur dans le canton de Berne, rédacteur de la sociale-démocrate *Seeländer Volksstimme*, exclu du Parti socialiste en 1944, en raison de sa volonté de collaborer avec les communistes; rédacteur du quotidien du PST *Vorwärts* (1944-1947), puis à nouveau instituteur (1950-1964), tout en demeurant sympathisant de l'URSS.

**FRÄNKEL, JONAS** (1879-1965), origines polonaises et juives, professeur extraordinaire de littérature allemande à l'Université de Berne (1921-1949). Fait l'objet d'attaques publiques de la part d'intellectuels conservateurs durant la guerre, notamment en raison de son engagement antifasciste. Proche de plusieurs écrivains antifascistes, comme Carl Albert Loosli ou Rudolf Jakob Humm.

**FRISCH, MAX** (1911-1991), écrivain zurichois et architecte; sous l'influence du dramaturge allemand Bertolt Brecht notamment, il

s'engage à gauche dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, à travers des articles et des pétitions, mais n'est pas membre d'un parti. Son œuvre littéraire est reconnue internationalement dès la fin des années 1940.

**GALLIN, DAN** (1931), né à Lviv (aujourd'hui en Ukraine), études en Allemagne, puis aux États-Unis, où il milite dans une petite organisation trotskiste. Rejoint ses parents à Genève et y achève des études de sociologie. Adhère au Parti socialiste genevois en 1955, marqué à gauche dans le parti. Secrétaire de l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation.

**GILLIARD, EDMOND** (1875-1969), licence ès lettres à l'Université de Lausanne (1901), enseignant au gymnase. Engagement antifasciste durant la guerre, notamment à travers la revue *Traits*. Publie plusieurs essais critiques, notamment contre la pédagogie traditionnelle et la morale puritaine. Dans l'après-guerre, figure de référence pour les jeunes intellectuels de gauche lausannois regroupés autour des revues *Rencontre* et *Contacts*.

**GIOVANOLI, FRITZ** (1898-1964), études d'économie politique aux Universités de Bâle et Berlin (doctorat en 1924), chef statisticien à l'Office fédéral de la statistique (1929-1933), licencié en raison d'un écrit critique sur le capital financier. Secrétaire du Parti socialiste bernois (1933-1946), conseiller national (1943-1946 et 1955-1963), conseiller d'État (1946-1964). Orienté sur l'aile gauche du PSS, président du Mouvement suisse contre l'armement atomique.

**GITERMANN, VALENTIN** (1900-1965), d'une famille juive ukrainienne arrivée à Zurich en 1908, doctorat en histoire en 1923, enseignant à Zurich (1932-1965), conseiller national du Parti socialiste (1944-1965), rédacteur de la revue théorique du parti, la *Rote Revue* (1946-1952).

**GMÜR, HARRY** (1908-1979), étude d'histoire et d'économie politique, doctorat à Leipzig en 1933. Exclu du PSS en 1942 pour avoir collaboré à la presse communiste illégale. Membre de la direction nationale du PST (1944-1949). Dans les années 1950-1960, collaborateur de plusieurs journaux communistes, notamment d'Allemagne de l'Est.

**GOLOWIN, SERGIUS** (1930-2006), bibliothécaire et archiviste dans le canton de Berne. Écrivain; collaborateur de la revue *Neutralität*.

**GORZ, ANDRÉ** (1923-2007), de son vrai nom Gerhart Hirsch, d'une famille juive autrichienne, réfugiée à Lausanne; diplôme d'ingénieur-chimiste (1945). Entre 1945 et 1949, date de son départ pour Paris, il contribue à populariser les idées existentialistes et marxistes parmi les étudiants de gauche lausannois.

**GRIMM, ROBERT** (1881-1958), formation de typographe, rédacteur en chef du journal socialiste *Berner Tagwacht* (1909-1918), dirigeant d'une section de l'administration de l'économie de guerre (1939-1946), membre du comité directeur du PSS jusqu'en 1958. Auteur d'études sur l'histoire de la Suisse et du mouvement ouvrier.

**HALDAS, GEORGES** (1917-2010), origine grecque, licence ès lettres à Genève; converti au catholicisme sous l'influence de l'abbé Charles Journet, mais prend ses distances avec l'Église en adhérant au PST; écrivain, collaborateur de la revue *Rencontre*.

**HÄSLER, ALFRED A.** (1921-2009), apprentissage de typographe à Interlaken; s'engage en faveur des réfugiés pendant la guerre et adhère au PST en 1944; démission en 1956 à la suite de l'intervention soviétique en Hongrie. Journaliste, notamment à *Die Tat* (lié à l'Alliance des Indépendants) et engagement contre la guerre d'Algérie. En 1967, publie un essai sur le refoulement des réfugiés juifs durant la guerre (*Das Boot ist voll*), qui suscite un large débat public.

**HERSCH, JEANNE** (1910-2000), privat-docent (1947-1956) puis professeure de philosophie à Genève (1956-1977); disciple du professeur bâlois Karl Jaspers, théoricien du libéralisme politique. Hersch est membre du Parti socialiste à Genève depuis 1939; elle s'oppose à Léon Nicole. Après la guerre, elle affiche des convictions anticomunistes et critique l'orientation du Mouvement suisse contre l'armement atomique. S'engage pour l'aide aux victimes de la dictature franquiste. Membre du Conseil de Fondation de Pro Helvetia dès 1960, proche du conseiller fédéral socialiste Hans Peter Tschudi.

**HILTY, HANS RUDOLF** (1925-1994), études de littérature allemande et d'histoire à Bâle et Zurich; enseignant à Saint-Gall et rédacteur

d'un journal du Parti radical (1953-1957). Dans les années 1960, engagement au PSS, rédacteur du quotidien social-démocrate *Volksrecht* (1965-1972). Écrivain.

**HIRSCH [DIT AUSSI SURAVA], HANS WERNER [DIT AUSSI PETER]** [Peter Hirsch Surava dans ce travail] (1912-1995), graphiste, journaliste dès 1939, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Die Nation* (1940-1944) puis du journal du PST *Vorwärts* (1945-1946). Condamné à un an de prison avec sursis en 1949 sur la base de charges douteuses, se retire de la vie publique après cette date.

**HUBER, GEORG SEBASTIAN** (1893-1963), prêtre dans le canton de Saint-Gall (1934-1956). Catholique de gauche, collaborateur de la revue *Neue Wege*, partisan de l'œcuménisme. Son engagement lui vaut d'être envoyé par la hiérarchie ecclésiastique dans un village reculé (1943) et plusieurs de ses ouvrages sont mis à l'index par le Vatican.

**HUMBERT-DROZ, JULES** (1891-1971), pasteur, puis secrétaire de l'Internationale communiste; exclu du Parti communiste en 1943; secrétaire du Parti socialiste (1946-1959), puis de sa section neuchâteloise; marqué à gauche au sein du parti; cheville ouvrière du Mouvement suisse contre l'armement atomique dès 1958 et engagement contre la guerre d'Algérie.

**HUMM, RUDOLF JAKOB** (1895-1977), études inachevées, journaliste et traducteur indépendant à Zurich, romancier; engagement antifasciste durant les années 1930 et la guerre. Édite, entre 1948 et 1977, une petite revue culturelle critique, *Unsere Meinung*.

**ILG, KONRAD** (1877-1954), artisan; président central de la Fédération des ouvriers sur métaux et horlogers (1917-1954), membre du PSS. Dans l'après-guerre, défenseur convaincu des accords de Paix du travail et de l'intégration gouvernementale du PSS.

**JAEGGI, URS** (1931), employé de banque, puis études d'économie politique et de sociologie à Genève, Berne et Berlin. Assistant du professeur Richard Fritz Behrendt à l'Université de Berne, doctorat en 1959. Enseignant à l'Institut sociologique de Berne (1959-1965), puis professeur de sociologie à l'Université de Bochum. Collabora-

teur de la revue *Neutralität*, Jaeggi y critique notamment l'intégration de la social-démocratie suisse. En 1966, étude critique sur la presse suisse et la guerre du Vietnam, qui suscite une controverse.

**JASPERS, KARL** (1883-1969), professeur de philosophie en Allemagne, licencié par le pouvoir nazi, puis interdit de publication en 1943; professeur de philosophie à l'Université de Bâle (1948-1961), reconnaissance internationale, théoricien du libéralisme politique. Engagement anticommuniste pendant la guerre froide.

**JOTTERAND, FRANCK** (1923-2000), membre de l'Association Belles-Lettres, licence ès lettres à Lausanne (1949) puis rédacteur en chef du cahier culturel de la *Gazette de Lausanne* (1952-1972). Dans les années 1950-1960, ses positions critiques à l'égard de l'anticommunisme officiel et de la Défense spirituelle suscitent la réprobation au sein de la droite vaudoise.

**KELLER, FRANZ** (1913-1991), psychologue à Zurich dès 1938. Membre du PSS après la guerre, influencé par Leonhard Ragaz; auteur de plusieurs contributions sur les liens entre psychologie et marxisme; quitte le PSS en 1948 parce qu'il en critique la ligne anticommuniste. Collaborateur de la revue *Zeitdienst* dans les années 1950-1960.

**KOBE, WILLI** (1899-1995), pasteur à Zurich (1932-1964). Socialiste religieux influencé par Leonhard Ragaz, pacifiste, président du Centre suisse d'action pour la paix; animateur du Mouvement suisse contre l'armement atomique dès 1958.

**KOECHLIN, HEINER** (1918-1996), études d'histoire à l'Université de Bâle, membre d'un petit groupe anarchiste dans cette ville dès 1940; libraire à Bâle dès 1951, soutient une thèse sur l'histoire de la Commune de Paris. S'investit dans des activités de solidarité avec les travailleurs saisonniers dans les années 1960.

**KRAMER, HUGO** (1890-1969), doctorat en économie politique (1911), rédacteur de journaux démocrates et socialistes. Socialiste religieux, proche de Leonhard Ragaz, à qui il succède en 1946 comme rédacteur des *Neue Wege*. Il y développe des positions critiques à l'égard de l'anticommunisme social-démocrate et du stalinisme. Cofondateur, en 1948, de la revue *Zeitdienst*.

**KÜNZLI, ARNOLD** (1919-2008), licence en lettres à Zurich en 1945, journaliste de 1946 à 1962. Thèse d'habilitation sur Karl Marx à l'Université de Bâle (1964), puis privat-docent (1964-1971). Engagé à gauche dès la fin des années 1950 à travers des articles et la publication d'essais, notamment contre la guerre du Vietnam. Collaborateur de la revue *Neutralität* dès 1963.

**LASSERRE, DAVID** (1882-1973), doctorat en théologie à Lausanne (1908), pasteur puis enseignant au gymnase de jeunes filles. Collaborateur des *Cahiers protestants*, il combat l'antisémitisme pendant la guerre. Dès 1948, collaborateur de la revue *L'Amitié judéo-chrétienne*, engagement pacifiste.

**LIEB, FRITZ** (1892-1970), professeur extraordinaire de théologie à l'Université de Bâle (1937-1958), protestant, proche de Karl Barth et de Walter Benjamin (1892-1940). Député socialiste au Grand Conseil de Bâle-Ville (1938-1953), président de l'Association Suisse-URSS (1945-1950). Lieb critique la ligne stalinienne du PST en 1950, en particulier sur la question yougoslave.

**LOOSLI, CARL ALBERT** (1877-1959), écrivain et journaliste autodidacte, engagement antifasciste dans le canton de Berne durant les années 1930 et la guerre, collaboration ponctuelle à la presse du PST dans l'immédiat après-guerre.

**LUGON, CLOVIS** (1907-1991), ordonné prêtre à Sion (1933), vicaire en Valais durant cinquante-huit ans et animateur de la Jeunesse ouvrière chrétienne. Auteur de contributions sur les expériences de « communisme chrétien » en Amérique du Sud et centrale; pacifiste, membre du Mouvement suisse contre l'armement atomique.

**MARBACH, FRITZ** (1892-1974), professeur d'économie nationale à l'Université de Berne (1931-1962), membre du PSS. Défenseur d'une participation du PSS aux institutions, Marbach affiche aussi, dans l'après-guerre, des positions anticommunistes, s'opposant, en 1960, à la reprise de relations culturelles entre la Suisse et les pays du bloc soviétique.

**MARTI, KURT** (1921), études de théologie à Berne et Bâle (1941-1946), pasteur à Berne (1961-1983), écrivain et poète. Influencé par Karl

Barth; engagement contre la guerre du Vietnam dès 1965. Rédacteur de la revue protestante *Reformatio* et collaborateur de *Neutralität*.

**MEIERHANS, PAUL** (1895-1976), doctorat en économie à Zurich (1921), rédacteur en chef du quotidien socialiste zurichois *Volksrecht* (1943-1950), gouvernement du canton de Zurich (1950-1963).

**MENÉTREY, ANNE-CATHERINE** (1938), études de lettres à Lausanne, puis de psychologie à Genève. Enseignante puis psychologue scolaire. Membre du Mouvement démocratique des étudiants et du PST (députée cantonale dès 1966).

**MEYLAN, RENÉ** (1929-2000), études de droit à Neuchâtel, brevet d'avocat en 1954, avocat à Neuchâtel (1956-1970). Membre du PST puis, en 1958, cofondateur de la Nouvelle Gauche socialiste. Il rejoint le PSS après la dissolution de celle-ci en 1963 et devient rédacteur en chef de *La Sentinelle* dès 1963 (*Le Peuple-La Sentinelle* dès 1966).

**MIVILLE, CARL** (1891-1981), doctorat en droit à l'Université de Bâle (1914), conseiller d'État en charge de l'Instruction publique (1941-1950), animateur de l'aile gauche du PSS jusqu'en 1943. Exclu du PSS en 1944, en raison de son soutien au PST. Exclu du PST en 1949, en raison de ses critiques contre la politique soviétique. Retiré de la vie publique après cette date.

**MONASTIER, HÉLÈNE** (1882-1976), enseignante à Genève et Lausanne; pacifiste, présidente du Service civil international dès 1940, quakeresse (courant religieux, dissident de l'Église anglicane).

**MOSZKOWSKA, NATALIE** (1886-1968), née à Varsovie, doctorat d'économie politique à l'Université de Zurich en 1914. Vit à Zurich jusqu'en 1968. Dans l'après-guerre, collabore à la presse syndicale autrichienne et à la revue théorique du PSS. Auteure de plusieurs études d'économie politique marxiste.

**MÜHLESTEIN, HANS** (1887-1969), doctorat en étruscologie en 1928 à Zurich; ne parvenant pas à obtenir de postes universitaires en Suisse, il devient dramaturge et écrivain indépendant. Membre du PST jusqu'en 1949. Nommé professeur à l'Université de Leibzig en 1948, il n'obtient pas de visa pour s'y rendre.

**MUSCHG, WALTER** (1898-1965), professeur de littérature allemande à l'Université de Bâle (1936-1965), recherches sur les courants littéraires peu reconnus par le monde académique, comme l'expressionnisme. Conseiller national pour l'Alliance des Indépendants (1939-1943) et engagement antifasciste. Apporte son soutien financier pour la création de la revue *Neutralität*.

**NELZ, WALTER** (1909-1990), licence de géographie à Zurich; militant d'un groupe marxiste antistalinien dans les années 1930, condamné à deux ans et demi de prison pour antimilitarisme en 1942. Dans l'après-guerre, auteur de contributions visant à conjuguer marxisme et christianisme; animateur d'une association pour l'éducation populaire (Sozialistischer Kulturbund Humanitas). Membre du PSS dès 1961.

**NICOLE, LÉON** (1887-1965), fonctionnaire des PTT (1905-1919); exclu du PSS en 1939 en raison de son soutien au pacte germano-soviétique. Fonde la Fédération socialiste suisse, suivi par une large majorité des socialistes genevois et vaudois. Préside le PST depuis sa fondation en 1944. Exclu en 1952, notamment parce qu'il critique le soutien du PST à la neutralité suisse. Fonde un éphémère Parti progressiste (1954-1958).

**NICOLE, PIERRE** (1909-1987), fils de Léon, études de droit, membre du PST à Genève et rédacteur de la *Voix ouvrière* dès 1945. Condamné à quinze mois de prison ferme en 1951 pour atteinte à l'indépendance de la Confédération, après avoir critiqué, dans une revue tchécoslovaque, la politique « pro-occidentale » du Conseil fédéral. Quitte le PST en même temps que son père, en 1952.

**NOBS, ERNST** (1886-1957), instituteur puis rédacteur de plusieurs journaux socialistes, président de la Ville de Zurich (1942-1943) puis premier conseiller fédéral socialiste (chef du Département des finances et des douanes, 1944-1951).

**OETTLI, MARIE-LOUISE (MASCHA)** (1908-1997), études d'agronomie à Berlin et Bonn, secrétaire de l'Union des paysannes suisses (1942-1947), secrétaire du PSS et des Femmes socialistes suisses (1952-1970).



**OPRECHT, EMIL** (1895-1952), éditeur responsable de la Büchergilde Gutenberg, social-démocrate. Soutient les intellectuels antifascistes réfugiés en Suisse. Frère de Hans.

**OPRECHT, HANS** (1894-1978), doctorat en droit (1918), conseiller national pour le PSS (1925-1963), président du parti (1936-1952), membre du comité central de l'USS. Dans les années 1950, collabore avec des intellectuels libéraux comme Denis de Rougemont pour plusieurs entreprises culturelles. Frère d'Emil.

**PAVILLON, OLIVIER** (1938), licence ès lettres à Lausanne, séjour en Guinée-Conakry comme enseignant (1960-1962), bibliothécaire. Militant du Mouvement démocratique des étudiants et du PST dès 1961. Membre de la Ligue marxiste révolutionnaire dès 1969.

**PINKUS, THEODOR [DIT THEO]** (1909-1991), employé d'une maison d'édition communiste puis libraire à Zurich, exclu du PC clandestin en 1942 puis membre du PSS. Exclu de ce dernier en 1950, en raison de ses positions philosoviétiques, rejoint le PST. Rédacteur de la revue *Zeitdienst* (1948-1987). Anime l'association apparentée au PST Kultur und Volk. Figure de référence pour les jeunes engagés dans la Junge Sektion du PST à Zurich dans les années 1960, il les déçoit pourtant en restant membre du PST lorsque celui-ci dissout sa section jeune, en 1969; Pinkus craint notamment qu'une rupture avec le PST ne nuise à ses activités commerciales en Allemagne de l'Est. Marié à Amalie Pinkus[-De Sassi], militante communiste puis socialiste.

**PRIVAT, EDMOND** (1889-1962), doctorat ès lettres à l'Université de Genève (1918), journaliste puis professeur d'anglais à l'Université de Neuchâtel (1945-1959), membre du PSS, pacifiste, rédacteur du périodique socialiste chrétien *L'Essor*.

**RAGAZ, LEONHARD** (1868-1945), pasteur puis professeur de théologie à Zurich jusqu'en 1921; rédacteur de la revue socialiste religieuse *Neue Wege*. Ragaz quitte le PSS en 1935, pour protester contre le soutien de celui-ci à la défense nationale. Une des figures les plus en vue du socialisme religieux dans le monde germanophone.

**RAYMOND, MARCEL** (1897-1981), professeur de littérature française à l'Université de Bâle puis de Genève (1936-1962), critique littéraire reconnu. Pacifiste, soutien du Mouvement suisse contre l'armement atomique dès 1958 et engagement public contre la guerre du Vietnam dès 1966.

**RIVIER, ANDRÉ** (1914-1973), doctorat ès lettres à Lausanne sous la direction d'André Bonnard (1944), enseignant au gymnase des jeunes filles, puis professeur de grec à l'Université de Lausanne (1957-1973). Rédacteur de la revue personnaliste de gauche *Esprit: cahiers suisses* (1945-1951).

**ROTEN, IRIS VON** (1917-1990), docteure en droit de l'Université de Berne (1941), avocate et journaliste, auteure en 1958 de *Frauen im Laufgitter* (Femmes dans le parc à bébé) qui développe une critique féministe radicale de la société patriarcale et suscite alors des réactions hostiles non seulement dans les milieux conservateurs mais aussi au sein de certaines organisations féminines.

**ROUGEMONT, DENIS DE** (1906-1985), licencié en lettres à l'Université de Neuchâtel; chargé de cours dans plusieurs universités des États-Unis dès 1942; fondateur à Genève du Centre européen de la culture (1950), d'orientation libérale et anticommuniste, qu'il dirige jusqu'à sa mort. Beau-frère du conseiller fédéral Max Petitpierre.

**SALIS, HANS RUDOLF VON** [ou Jean Rodolphe de] (1901-1996), professeur d'histoire en langue française à l'École polytechnique de Zurich (1935-1968), président de la fondation Pro Helvetia (1952-1964). Au début des années 1960, Salis se montre critique à l'égard de la Défense spirituelle et de l'anticommunisme helvétiques.

**SCHMID, ARTHUR** (1889-1958), doctorat d'économie politique à l'Université de Zurich (1913), conseiller national du PSS pour le canton d'Argovie de 1919 à sa mort, rédacteur du journal social-démocrate *Freier Aargauer*.

**SCHMID, KARL** (1907-1974), professeur de littérature allemande à l'Université de Zurich (1944-1974), membre du Parti radical-démocratique, officier; dans l'après-guerre, intellectuel libéral reconnu. Auteur, en 1963, d'un essai sur le « malaise suisse » vu à travers les œuvres d'écrivains.

**SCHMID-AMMANN, PAUL** (1900-1984), diplôme d'ingénieur agronome à Zurich (1926); protestant; cofondateur de l'hebdomadaire antifasciste *Die Nation*; membre du PSS depuis 1948 et rédacteur au quotidien *Volksrecht* depuis 1950. Représentant du PSS au conseil d'éducation de Zurich (1951-1969).

**SCHMIDT, KARL LUDWIG** (1891-1956), citoyen allemand, professeur de théologie à l'Université de Bâle (1935-1953), social-démocrate, proche de Karl Barth et Fritz Lieb.

**SCHNEIDER, FRIEDRICH** (1886-1966), artisan, puis rédacteur du journal social-démocrate *Basler Arbeiter-Zeitung* (1921-1937), conseiller national pour le PSS (1941-1951). D'abord à l'aile gauche du parti, Schneider évolue après-guerre vers des positions plus consensuelles et anticommunistes.

**SCHNIEPER, XAVER** (1910-1992), d'une famille de notables lucernois; doctorat en littérature allemande (1935); éditeur de la revue chrétienne *Die Entscheidung* (1936-1939); rédacteur du quotidien du PST *Vorwärts* (1945-1946), il quitte son poste, puis le PST, parce qu'il le juge trop inféodé à l'URSS. Membre du PSS dès 1952 et rédacteur du *Volksrecht*. Licencié de ce poste en 1953 parce qu'une procédure est ouverte contre lui et son ami Rudolf Rössler, soupçonnés d'espionnage au profit du bloc soviétique; condamné à quatorze mois de prison ferme, sur la base de charges douteuses.

**SIEMSEN, ANNA** (1882-1951), doctorat en littérature allemande à Bonn (1909), réfugiée en Suisse en 1933, adhère au PSS et anime la revue sociale-démocrate *Die Frau in Leben und Arbeit*. Responsable de l'aide aux réfugiés pour le PSS. Auteure de contributions sur la pédagogie, et collaboratrice de la *Rote Revue*. Enseigne à Hambourg dès 1947.

**STAIGER, EMIL** (1908-1987), professeur de littérature allemande à l'Université de Zurich (1943-1976), proche de l'extrême droite pendant les années 1930 et la guerre; philologue réputé dans l'ère germanophone après 1945. Staiger polémique contre les écrivains de gauche lors de la « querelle littéraire de Zurich » (1966).

**STEIGER, EMMA** (1895-1973), doctorat en droit à l'Université de Zurich (1919); secrétaire de la commission pour la protection de la famille (1951-1962). Membre du PSS dès les années 1920. Cofondatrice de l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière, collaboratrice de diverses commissions fédérales d'experts en matière de législation sociale et membre de la Chambre suisse du cinéma (1942-1953). Auteure de publications scientifiques sur les questions sociales.

**STEIGER, JOST VON** (1917-2007), doctorat en chimie à Bâle, engagement dans un petit groupe marxiste antistalinien dès 1934; condamné à une année de prison en 1942 pour activités antimilitaristes. Membre du groupe Proletarische Aktion dans l'après-guerre et rédacteur de sa presse. Adhère à la Ligue marxiste révolutionnaire après 1969.

**TRAUTVETTER, PAUL** (1889-1983), pasteur de l'Église réformée zurichoise, actif dans le mouvement socialiste religieux, proche de Leonhard Ragaz. En 1946, il quitte la rédaction de la revue *Neue Wege*, car il considère que celle-ci ne dénonce pas de manière assez nette la dictature soviétique; il devient rédacteur de la revue socialiste religieuse *Der Aufbau*.

**TRONCHET, LUCIEN** (1902-1982), maçon à Genève, engagement syndical dans l'entre-deux-guerres. Membre du PSS dès 1949 et secrétaire du syndicat FOBB. Met sur pied à Genève un centre pour la formation syndicale (Centre d'entraînement syndical international), d'orientation anticommuniste, financé par les États-Unis.

**UDRY, CHARLES-ANDRÉ** (1944), licence en économie et histoire à Lausanne; membre du PSS en Valais, puis du PST dans le canton de Vaud dès 1966. Influencé par l'économiste belge Ernest Mandel, C.-A. Udry forme une tendance marxiste antistalinienne au sein du PST, qui est exclue en 1969. Membre de la Ligue marxiste révolutionnaire dès 1969.

**VELAN, YVES** (1925-2017), enseignant dans un gymnase vaudois, romancier, animateur de la revue *Rencontre*. Membre du PST, ce qui lui vaut une interdiction professionnelle dans le canton de Vaud; enseignant à La Chaux-de-Fonds dès 1954. Il quitte le PST

au lendemain de l'exécution du communiste réformateur hongrois Imre Nagy (1958). Cofondateur de la Nouvelle Gauche neuchâtoise (1958-1963).

**VILLARD, ARTHUR** (1917-1995), instituteur près de Bienne (1943-1951), promoteur d'une pédagogie anti-autoritaire. Licencié de l'école où il enseigne pour son appartenance à l'Association Suisse-URSS, puis ré-engagé, sans titularisation, en 1953. Engagement pacifiste, notamment à travers le Mouvement suisse contre l'armement atomique dès 1958 puis l'Internationale des résistants à la guerre dès 1964. Député au Grand Conseil bernois dès 1966 pour le PSS.

**VOGEL, PAUL IGNAZ** (1939), d'une famille catholique; études à Berlin et Bâle, influencé par des protestants pacifistes comme le théologien Erich Müller-Gangloff. Fonde la revue de gauche *Neutralität* en 1963. Adhère au PSS en 1970.

**WEBER, MAX** (1897-1974), doctorat en économie politique (1919), président de l'Union suisse des coopératives de consommation (1944-1951) et secrétaire de la Centrale suisse d'éducation ouvrière. Conseiller national PSS pour le canton de Berne (1939-1951), chargé de cours à l'Université de Berne (1948-1951 et 1956-1966), conseiller fédéral (1951-1953), rédacteur au journal social-démocrate *Berner Tagwacht* (1956-1974).

**WEIDELI, WALTER** (1927), licence ès lettres à Genève, *Journal de Genève* (1951-1969), responsable du *Samedi littéraire*. Auteur d'un essai sur Bertolt Brecht (1961), collaborateur de la revue *Rencontre*. En 1964, sa pièce *Un banquier sans visage* fait scandale; à la suite de cette affaire, les membres du conseil d'administration du *Journal de Genève* décident son licenciement. Membre fondateur du groupe d'Oltén, réunissant des écrivains de gauche (1969).

**WOKER, GERTRUD** (1878-1968), cheffe du laboratoire de biologie physique et chimique de l'Université de Berne (1911-1951). Membre de l'Association Suisse-URSS à ses débuts. Woker s'engage aussi pour les droits politiques des femmes et dans différentes actions pacifistes, dont le Mouvement suisse contre l'armement atomique dès 1958.

**WOOG, EDGAR** (1898-1973), formation de bibliothécaire, puis libraire à Zurich ; membre du comité central du Parti communiste suisse dès 1936 ; cofondateur et membre de la direction du PST dès 1944. Exécutif de la ville de Zurich en 1946 ; fait l'objet d'une procédure pénale en 1947 sur la base de charges douteuses et doit abandonner son poste. Conseiller national pour le PST (1947-1955). Affiche en privé des positions critiques sur les crimes du stalinisme, mais demeure fidèle au PST. Marié à Lydia Woog, militante du PCS puis du PST.

**ZIEGLER, JEAN** (1934), doctorat en droit à l'Université de Berne, collaborateur du journal conservateur *Emmentaler Tagblatt* ; études de sociologie à Paris en 1956, avocat à Genève. Évolue vers la gauche au début des années 1960, notamment à travers la rencontre d'étudiants algériens, puis à l'occasion d'un séjour au Congo (1961-1962) comme expert de l'ONU ; engagement contre le colonialisme, à travers la publication d'essais et d'articles sur les mouvements d'indépendance africains, publiés notamment dans la *Weltwoche*. Chargé de recherche à la faculté de droit de l'Université de Genève dès 1963. Membre du PSS, conseiller national dès 1967.

## NOTICES DES PARTIS, INSTITUTIONS ET ASSOCIATIONS

**ASSOCIATION SUISSE-URSS** ou Association pour les relations culturelles entre la Suisse et l'URSS. Active dès 1944, rassemble des admirateurs et partisans de l'Union soviétique, souvent membres du PST, mais aussi du PSS (Fritz Lieb, Valentin Gitermann), ainsi que d'autres personnalités non affiliées à une organisation de gauche. L'association compte 2100 membres en 1946. Suisse-URSS perd la majorité de ses membres non liés au PST dès le début de la guerre froide : en 1950, le socialiste Fritz Lieb est remplacé à la présidence de l'association par un fidèle de la ligne du PST, le peintre Paul Camenisch.

**CONSEIL SUISSE POUR LA PAIX (CSP)**, fondé en 1945 comme cartel de 22 organisations pacifistes. Le CSP fait campagne pour le droit à l'objection de conscience et pour l'adhésion de la Suisse à l'Organisation des Nations Unies. Dès les années 1950, le CSP s'engage en faveur de l'aide au développement des pays pauvres. En 1958, plusieurs organisations (Femmes socialistes, section suisse des Fédéralistes mondiaux) quittent le CSP pour protester contre son soutien à la campagne contre l'armement atomique de la Suisse. Dès 1963, le CSP organise les Marches de Pâques pour la Paix, puis participe aux mobilisations contre la guerre du Vietnam à la fin des années 1960.

**FORTSCHRITTLICHE STUDENTENSCHAFT ZÜRICH** (aussi Étudiants progressistes de Zurich dans ce travail) fondée par des étudiants de gauche en 1963, ce groupe s'engage pour la démocratisation des études ou encore contre le mouvement xénophobe de James Schwarzenbach. Dès 1966, s'investit également dans les mobilisations contre la guerre du Vietnam, puis dans les mobilisations

étudiantes de 1968. En 1967, le groupe compte une trentaine de membres actifs à l'Université de Zurich.

**JEUNESSE SOCIALISTE SUISSE (JSS)** ou Union des jeunesses socialistes. La JSS est exclue du Parti socialiste et interdite par le Conseil fédéral en 1941, en raison de sympathies affichées à l'égard de l'Union soviétique. En 1945, une partie des dirigeants du PSS sont hostiles à l'idée de reconstituer une section de jeunesse, craignant que celle-ci ne s'autonomise à nouveau. Des sections de jeunesse voient toutefois le jour dans certains cantons et se fédèrent sous le nom d'Union des jeunesses socialistes. Les sections de jeunesse prennent surtout leur essor durant les années 1960 et adoptent une ligne plus à gauche que la direction du PSS. Elles critiquent notamment, en 1966, la passivité du parti face à la guerre du Vietnam.

**MOUVEMENT DÉMOCRATIQUE DES ÉTUDIANTS (MDE)**, actif à Lausanne dès 1956 et à Genève dès 1961 ; cesse ses activités en 1964. Compte environ 60 membres actifs à son apogée, au début des années 1960. Groupe d'étudiants pour la plupart orientés sur la gauche de la social-démocratie. Le groupe s'engage contre la guerre d'Algérie ou pour la démocratisation des études. Ses membres sont souvent actifs en parallèle dans les Marches de Pâques, le Parti du travail, la Jeunesse progressiste ou le petit groupe prochinois qui édite la revue *Octobre*.

**MOUVEMENT SUISSE CONTRE L'ARMEMENT ATOMIQUE**, fondé en 1958 par environ 200 militants pacifistes, marxistes, sociaux-démocrates de gauche ou chrétiens opposés au projet du Conseil fédéral de doter l'armée suisse de la bombe atomique ; compte environ 2000 membres au début des années 1960. Lance une initiative pour l'interdiction de l'armement atomique qui récolte 34,8 % des suffrages en 1962. Participe à l'organisation des Marches de Pâques pour la paix dès 1963.

**MOUVEMENT SUISSE DES PARTISANS DE LA PAIX**, section suisse du Congrès mondial des partisans de la Paix, animé, dès 1949, par des sympathisants de l'Union soviétique. Le mouvement lance l'Appel de Stockholm pour la paix en 1950. Le mouvement suisse est animé par des membres ou compagnons de route du PST, comme le médecin Hans von Fischer et le professeur André Bonnard. Le Conseil



suisse pour la Paix (voir notice ci-dessus) refuse de collaborer avec cette organisation en raison de son orientation prosoviétique.

**NOUVELLE GAUCHE SOCIALISTE (NGS)**, créée à Neuchâtel en 1958 et dissoute en 1963. Ses membres critiquent aussi bien l'orientation prosoviétique du PST que l'orientation gestionnaire du PSS; ils revendiquent leur proximité avec le Parti socialiste unifié (France). Les membres de la NGS collaborent ponctuellement avec le SAB suisse alémanique (voir notice ci-dessous). Après sa dissolution, la plupart des membres adhèrent au PSS.

**PARTI SUISSE DU TRAVAIL (PST)**, fondé en 1944 par des anciens du Parti communiste suisse et des sociaux-démocrates de gauche, en particulier réunis autour de l'ancienne Fédération socialiste suisse de Léon Nicole en Suisse francophone. Le PST compte officiellement 19 000 membres en 1946 et obtient 5,1 % des suffrages aux élections nationales de 1947. Le parti est rapidement affaibli par la guerre froide. Il est réduit à un statut marginal en Suisse alémanique après l'intervention soviétique en Hongrie (1956). Aux élections nationales de 1959, il n'obtient plus que 2,7 % des voix et stagne à 2,9 % en 1967.

**PARTI SOCIALISTE SUISSE (PSS)**, d'orientation sociale-démocrate, le plus grand parti de gauche dans la Suisse de l'après-guerre, avec un peu plus de 50 000 membres en 1945 et 26,2 % des voix aux élections de 1947 – un score à peu près stable durant les années d'après-guerre (23,5 % des suffrages en 1967). Le PSS dispose d'un représentant au gouvernement à partir de 1943, puis, après une interruption entre 1953 et 1959, de deux sièges, jusqu'à ce jour. En 1959, le congrès de Winterthour confirme le tournant réformiste, en supprimant les références programmatiques au marxisme.

**PRO HELVETIA**, institution mise sur pied par les autorités fédérales en 1939, elle vise la promotion de la culture suisse. Sa création s'inscrit dans le cadre de la Défense spirituelle proclamée par les autorités fédérales dans l'optique de contrer la propagande culturelle étrangère. Dans les années d'après-guerre, Pro Helvetia, dirigée par des intellectuels conservateurs, se montre hostile à la promotion d'intellectuels et d'artistes jugés trop critiques, mais affiche une orientation relativement pluraliste dès le début des années 1960,

notamment sous l'impulsion de son président entre 1952 et 1964, Hans Rudolf von Salis.

**PROLETARISCHE AKTION/ACTION PROLÉTARIENNE (PA)**, petite organisation (moins de 100 membres) de l'extrême gauche antistalinienne, présente à Bâle, Zurich et Winterthour, fondée en 1945. Participe à la plateforme unitaire Sozialistischer Arbeiterbund dans les années 1950-1960 (voir notice ci-dessous). Quelques-uns de ses membres rejoignent la Ligue marxiste révolutionnaire dès 1969.

**SOCIÉTÉ SUISSE DES ÉCRIVAINS/SCHWEIZ. SCHRIFTSTELLERVEREIN (SSE)**, société nationale d'auteurs existant depuis 1912. La SSE se met au service de la Défense spirituelle promue par les autorités dans les années 1930 à 1950 et continue à défendre une orientation proche de la droite conservatrice dans l'après-guerre, sous les présidences d'Henri de Ziegler, Hans Zbinden et Maurice Zermatten, même si quelques écrivains de gauche s'engagent en son sein, comme Jakob Bühler. Dans les années 1960, le conservatisme de l'association fait l'objet de critiques de la part d'écrivains progressistes; ceux-ci quittent l'association en 1969, pour former le groupe d'Olten.

**SOZIALISTISCHER ARBEITERBUND/LIGUE SOCIALISTE DES TRAVAILLEURS (SAB)**, fondée en 1951, à l'initiative de militants du groupe Proletarische Aktion, sous le nom de Sozialistische Arbeiterkonferenz; devient le SAB l'année suivante. Plateforme unitaire (permettant la double appartenance de ses membres), visant à réunir des militants critiques aussi bien des orientations prosoviétiques du PST, que des options jugées trop gestionnaires du PSS. Groupe actif à Zurich et Bâle, où il lance des initiatives populaires pour un salaire minimum, qui échouent en votation, notamment parce que combattues par le PSS et la direction de l'USS. Collabore avec les groupes de la nouvelle gauche en Suisse romande dès la fin des années 1950 et soutient le Mouvement suisse contre l'armement atomique, mais ne dépasse pas les 150 membres jusqu'à la fin des années 1960.

## NOTICES DES JOURNAUX ET REVUES

**ARBEITERWORT**, journal mensuel de la plateforme de la gauche anti-capitaliste zurichoise et bâloise *Sozialistischer Arbeiterbund* (SAB), édité entre 1950 et 1969. Parmi les contributeurs réguliers: Emil Arnold (dès 1956), Max Arnold, Heinrich Buchbinder, Jost von Steiger, Max Winiger.

**DER AUFBAU**, hebdomadaire socialiste religieux, influencé par les idées de L. Ragaz, et dirigé par le pasteur grison Max Gerber, puis, après sa mort en 1949, par le pasteur zurichois Paul Trautvetter. Dans les années 1950, *Der Aufbau* se démarque de sa consœur *Neue Wege* par une ligne antisoviétique très affirmée.

**CAHIERS DE LA NOUVELLE GAUCHE**, publication mensuelle éditée par la Nouvelle Gauche socialiste (NGS) dans le canton de Neuchâtel, entre 1959 et 1963. À certains égards, ces *Cahiers* sont la continuation de la revue *Points de vue*, qui paraît à La Chaux-de-Fonds entre 1957 et 1958, à l'initiative de quelques intellectuels de gauche comme Yves Velan; par la suite, ceux-ci participent à la fondation de la NGS. Parmi les contributeurs réguliers: Jean-Louis Bellenot, René Meylan, Yves Velan.

**CONTACTS**, revue mensuelle éditée à Lausanne entre 1954 et 1981, engagée à gauche, pacifiste. La rédaction se déclare indépendante des partis, mais une partie importante de ses contributeurs sont liés au PST. La revue est fondée dans le sillage de la mobilisation d'intellectuels progressistes contre la procédure pénale dont fait l'objet André Bonnard. Tirage de 2000 exemplaires en 1955. Parmi les contributeurs réguliers: René Bovard, Michel Buenzod, Jeanlouis Cornuz, Robert Dreyfuss, Georges Haldas, Clovis

Lugon, Eugène Porret, Jean-Louis Rebetz, Jean-Luc Seylaz. Dès 1965 : Anne-Catherine Menétrey, Olivier Pavillon.

**DOMAINE PUBLIC**, journal mensuel édité à Lausanne de 1963 à nos jours, par des membres ou sympathisants du PSS. Dans les années 1960, *Domaine public* développe une ligne critique par rapport à la politique gestionnaire du PSS et des directions syndicales, tout en s'inscrivant dans une perspective sociale-démocrate et réformiste. Parmi les contributeurs réguliers : Bernard Bertossat, Gaston Cherpillod, Ruth Dreifuss, Marx Lévy.

**DU. SCHWEIZERISCHE MONATSSCHRIFT**, revue culturelle mensuelle fondée en 1941, dirigée par Arnold Kübler jusqu'en 1957, paraissant jusqu'à nos jours. Parallèlement à un positionnement culturel avant-gardiste, en particulier dans le domaine de la photographie, la revue publie régulièrement, dans l'après-guerre, des contributions progressistes, en faveur de la paix ou de l'aide aux réfugiés et victimes de guerre. Parmi les contributeurs marqués à gauche : Hans Mayer (citoyen allemand, sympathisant de l'URSS), Georg Schmidt (membre du PST), Anna Siemsen (membre du PSS). Autres contributeurs en vue dans l'après-guerre : Pierre Béguin, Walter Robert Corti, Karl Jaspers.

**ESPRIT : CAHIERS SUISSES**, revue (à peu près) trimestrielle, éditée entre 1945 et 1951, sous l'impulsion d'André Rivier, doctorant en lettres de l'Université de Lausanne. Se présente comme le pendant helvétique de son homonyme français, animé par le catholique de gauche Emmanuel Mounier. Elle cherche à développer une synthèse entre le marxisme et l'humanisme chrétien. Tirage d'environ 100 exemplaires. Parmi les contributeurs réguliers : Xavier Schorderet, Pierre Thévenaz, Georges Anex, François Bondy.

**L'ESSOR**, revue bimensuelle fondée en 1905 par des pasteurs de l'Église évangélique libre. Dirigée depuis 1943 par le socialiste protestant de Neuchâtel Edmond Privat, puis par le journaliste socialiste chrétien Éric Descoedres, de 1953 à 1985. Ligne pacifiste chrétienne, critique le soutien du PSS à la défense nationale, tout en dénonçant l'autoritarisme soviétique. Tirage d'environ 700 exemplaires en 1945. Contributeurs réguliers : René Bovard, Roger Junod, Clovis Lugon.

**GAZETTE DE LAUSANNE**, quotidien vaudois, proche du Parti libéral. La ligne rédactionnelle du journal évolue très à droite après 1940, mais se recentre après la guerre, sous la houlette, dès 1946, de Pierre Béguin. En particulier, le supplément culturel hebdomadaire du journal, dirigé par Franck Jotterand entre 1952 et 1972, publie des contributions critiques à l'égard du conservatisme helvétique. Béguin est poussé vers la sortie en 1965 sous la pression de notables vaudois qui le jugent trop à gauche.

**JOURNAL DE GENÈVE**, quotidien genevois, proche du Parti national-démocratique de ce canton. Bien que le quotidien, notamment dirigé par René Payot puis par le conseiller national libéral Olivier Reverdin adopte une ligne clairement marquée à droite durant les années d'après-guerre, son supplément culturel hebdomadaire développe, entre 1959 et 1969, une orientation plus ouverte, sous la houlette de l'intellectuel progressiste Walter Weideli. Ce dernier est finalement licencié, en raison de ses opinions jugées subversives par les administrateurs du journal.

**DIE NATION**, hebdomadaire fondé en 1933 dans le cadre de la coalition antifasciste de la gauche syndicale, alliée aux milieux bourgeois et paysans progressistes (mouvement des Lignes directrices). Le journal affronte la censure des autorités fédérales durant la guerre. Ses rédacteurs, emmenés par Paul Schmid-Ammann et Peter Hirsch Surava, révèlent les compromissions avec les régimes autoritaires de personnalités helvétiques en vue, ce qui contribue au succès de l'hebdomadaire à la fin du conflit. Hirsch Surava est toutefois poussé vers la sortie à la fin de l'année 1944, sous pression de dirigeants de l'USS, car son orientation est jugée trop complaisante à l'égard du nouveau PST. Le tirage d'environ 100 000 exemplaires en 1945 s'effrite dans les années suivantes, et *Die Nation* cesse de paraître en 1952.

**NEUE ZÜRCHER ZEITUNG (NZZ)**, quotidien zurichois proche du Parti radical-démocratique; porte-voix du libéralisme économique et politique. Dans l'après-guerre, la *NZZ* défend une ligne combinant soutien à la politique de neutralité officielle et anticommunisme. Son supplément culturel est dirigé par Eduard Korrodi jusqu'en 1950. Ce dernier affiche de l'hostilité à l'égard des intellectuels critiques. Avec l'assouplissement de la Défense spirituelle durant les

années 1960, le supplément culturel adopte une orientation plus ouverte, sous l'impulsion de Werner Weber.

**NEUE WEGE**, revue mensuelle publiée à Zurich par les socialistes religieux, en majorité protestants. La revue est dirigée par L. Ragaz jusqu'à sa mort en 1945, puis par le journaliste H. Kramer jusqu'en 1969. La volonté de ce dernier de collaborer avec des sympathisants de l'URSS conduit à plusieurs scissions au sein de la rédaction : en 1946, le pasteur Paul Trautvetter et quelques proches interrompent leur collaboration à la revue, suivi, en 1951, par le pasteur socialiste Bruno Balscheit. Suite à ces scissions, le lectorat de la revue s'effrite (1100 abonnés en 1949). Contributeurs réguliers : Albert Böhler, Paul Furrer, Carmen Weingartner-Studer, Berthe Wicke.

**NEUTRALITÄT**, revue culturelle et politique bâloise engagée à gauche, dirigée par Paul Ignaz Vogel, paraissant environ six fois par an entre 1963 et 1974. Il s'agit de la principale tribune du mouvement « non conformiste » en Suisse alémanique durant les années 1960. Parmi les contributeurs réguliers : Peter Bichsel, Roman Brodmann, Mario Cortesi, Walter Matthias Diggelmann, Hans Fleig, Christian Geissler, Sergius Golowin, Hans-Rudolf Hilty, Urs Jaeggi, Arnold Künzli, Kurt Marti, Marcel Schwander, Walter Vogt. Tirage d'environ 6000 exemplaires à la fin des années 1960.

**OCTOBRE**, revue paraissant environ six fois par an, liée au Centre Lénine, petit groupe prochinois fondé en 1964, notamment par l'éditeur lausannois Nils Andersson. Les articles n'y sont pas signés.

**POINTS DE VUE**, voir *Cahiers de la Nouvelle Gauche*.

**PROFIL**, voir *Rote Revue*.

**PROLETARISCHE AKTION**, voir plus haut la notice sur l'organisation du même nom qui l'édite.

**RENCONTRE**, revue politico-culturelle engagée à gauche, éditée à Lausanne entre 1950 et 1953. La revue revendique l'influence de Bertolt Brecht ou Jean-Paul Sartre. Fragilisée en 1952 par des dis-

sensions au sein du comité de rédaction ainsi qu'avec sa coopérative d'édition; ces dissensions sont notamment suscitées par une controverse parmi les rédacteurs au sujet du rapport à l'URSS et au PST. Environ 800 abonnés. Parmi les contributeurs réguliers: Henri Debluë, Michel Dentan, Georges Haldas, Jean Messmer, Jean-Pierre Schlunegger, Yves Velan.

**ROTE REVUE**, revue théorique mensuelle du PSS, paraissant entre 1921 et 2009 (intitulée *Profil* entre 1967 et 1980), dirigée par Paul Meierhans entre 1941 et 1945, par Valentin Gitermann entre 1946 et 1952, par Paul Schmid-Ammann et Jules Humbert-Droz entre 1953 et 1959, enfin par Richard Lienhard entre 1961 et 1980. Entre 1951 et 1965, le parti se dote aussi d'une revue théorique en français (*Le Socialisme Démocratique*).

**LA SENTINELLE**, quotidien du PS neuchâtelois, fondé en 1890; un des deux principaux quotidiens socialistes en Suisse francophone, avec *Le Peuple* pour les cantons de Genève et Vaud. Les deux journaux fusionnent en 1966 en raison de difficultés financières (deviennent *Le Peuple – La Sentinelle*). Dans les années 1950-1960, Jules Humbert-Droz y tient la rubrique internationale; dirigée par René Meylan dès 1963.

**SOCIALISME**, revue théorique mensuelle du PST, paraissant en français entre 1945 et 1957. Le PST publie aussi, jusqu'en 1956, une revue similaire en allemand, (*Sozialismus*). Parmi les contributeurs réguliers: Maurice Ducommun, Maximilien Horngacher, Léon Nicole, Jean Vincent.

**VOIX OUVRIÈRE**, principal organe du PST en français, fondé par Léon Nicole en 1944, hebdomadaire puis quotidien dès 1945. Dans l'immédiat après-guerre, le journal compte jusqu'à 9000 abonnés, mais ce nombre diminue dans les années 1950.

**VOLKSRECHT**, quotidien du PSS pour le canton de Zurich, dirigé par le journaliste Paul Schmid-Ammann de 1949 à 1964. Parmi les contributeurs réguliers, on peut citer Ulrich Kägi (responsable de la rubrique nationale de 1964 à 1969), Paul Meierhans, Hans Oprecht et Hans Rudolf Hilty (responsable de la rubrique culturelle de 1965 à 1972).

**VORWÄRTS**, quotidien du PST en allemand, édité sous forme hebdomadaire dès mars 1945 puis quotidien de fin 1945 à 1954, et à nouveau hebdomadaire. Dans l'immédiat après-guerre, la rédaction compte des plumes connues, qui ne sont pas liées au mouvement communiste historique ; la plupart de ces contributeurs cessent leur collaboration au journal dès le début de la guerre froide. Le tirage atteint presque 40 000 exemplaires dans l'immédiat après-guerre, mais connaît une baisse sensible dans les années suivantes.

**WELTWOCH**E, hebdomadaire fondé en 1933 ; proche de la droite dans les années 1950, affichant une ligne anticommuniste, le journal adopte une orientation davantage progressiste dans les années 1960, sous la direction, entre 1964 et 1967, de Rolf R. Bigler, journaliste proche du PSS. La *Weltwoche* consacre une attention soutenue aux mouvements anticoloniaux et ouvre ses colonnes à des intellectuels du mouvement « non conformiste », qui y prennent notamment position contre la guerre du Vietnam.

**ZEITDIENST**, bulletin hebdomadaire édité à Zurich par Theo Pinkus entre 1948 et 1987, en collaboration, pour les années d'après-guerre, avec des socialistes religieux comme Hugo Kramer et Franz Keller. Quoique Pinkus soit membre du PST, *Zeitdienst* affiche une ligne communiste hétérodoxe, soutenant notamment, à la fin des années 1940, le régime socialiste en Yougoslavie, au moment où celui-ci est dénoncé par Staline, et condamnant l'intervention militaire soviétique de 1956 en Hongrie.



## INDEX DES NOMS

Seuls les contemporains de la période étudiée (ou des années antérieures) figurent dans l'index. Les noms apparaissant dans les notes de bas de page ou la bibliographie ne sont pas signalés dans l'index. L'astérisque après un numéro de page indique une notice biographique.

### A

Abt, Roman: 188  
Adenauer, Konrad: 36, 193, 213, 324, 325, 364  
Albertini, Giovanni: 109  
Ammann, Hektor: 66  
Andersch, Alfred: 46-47, 213  
Andersson, Nils: 372, 477\*, 502  
Annen, Pierre: 365  
Apothéoz, Charles: 31, 260, 266, 334, 357, 369-370, 419, 477\*  
Aragon, Louis: 43  
Arni, Willy: 239  
Arnold, Emil: 234, 247-248, 252-253, 311-312, 314, 477\*, 499  
Arnold, Max: 96, 279, 283, 312, 404, 477\*, 499  
Aron, Raymond: 48, 210  
Artlee, Clement: 103  
Aufseher, Isak: 159, 170  
Auriol, Vincent: 308

### B

Babeuf, Gracchus: 210  
Bächlin, Claire (ou Clara): 110, 120, 134, 382, 478\*  
Bächlin, Max: 134

Balboni, Ferdinando: 159  
Bally, Gustav: 398  
Balscheit, Bruno: 153, 478\*, 502  
Balsiger, Werner: 235, 237  
Barblan, Otto: 124, 145  
Baroni, Victor: 142, 144, 478\*  
Barth, Karl: 21-22, 29, 33, 56, 60, 93, 124, 134, 143, 145-150, 156, 175-176, 199-200, 231, 235, 270, 279, 281, 303, 304, 348-349, 362, 478\*, 481, 486-487, 491  
Barth, Rosemarie: 304  
Barthes, Roland: 271  
Bauer, Eddy: 66-67  
Baumann, Fritz: 225  
Baumgarten, Arthur: 145-146, 240, 429, 478\*  
Beauvoir, Simone de: 35, 45, 259, 268, 384  
Beck, Marcel: 248  
Beethoven, Ludwig van: 48, 197  
Béguelin, Roland: 367  
Béguin, Pierre: 56, 179, 335, 500-501  
Behrendt, Richard: 346, 390, 484  
Beneš, Edvard: 194, 200  
Benjamin, Walter: 486  
Berdiaev, Nicolas: 156  
Bernet, Friedrich: 97

- Bertoni, Louis (ou Luigi) : 158, 169  
 Bertossa, Bernard : 377, 500  
 Bevan, Aneurin : 313  
 Beveridge, William : 71  
 Bichsel, Peter : 336, 356, 502  
 Biéler, André : 390  
 Bieri, Ernst : 333, 351  
 Bill, Max : 241  
 Bircher, Ernst : 188  
 Bircher, Eugen : 52  
 Bismarck, Otto von : 48, 195, 202, 354  
 Bloch, Ernst : 48, 344  
 Bodmer, Martin : 82  
 Boesch, Hans : 356  
 Bohnenblust, Gottfried : 62, 64-66, 76-77  
 Böll, Heinrich : 354  
 Bondy, François : 89, 91, 210, 500  
 Bonjour, Edgar : 67, 353, 425  
 Bonnard, André : 29, 31, 123, 154, 249-253, 260, 263-264, 269, 276, 289, 295, 298-299, 350, 478\*, 480, 490, 496, 499  
 Börlin, Ernst : 188  
 Bösiger, André : 169-170  
 Bourdet, Claude : 310, 313  
 Bovard, René : 89, 267, 302, 365, 478\*, 499-500  
 Bovet, Pierre : 154, 192  
 Bovet, Theodor : 398  
 Braillard, Maurice : 109  
 Brasillach, Robert : 44  
 Bratschi, Robert : 96-97, 102-105, 114-115, 163, 184-185, 225, 241, 281, 479\*  
 Braun, Rudolf : 347  
 Braunschweig, Hansjörg : 31, 293, 362, 389, 479\*  
 Brecht, Bertolt : 48, 129, 197-198, 215, 255, 264, 276, 334, 481, 493, 502  
 Brenner, Paul Adolf : 29, 76, 79, 479\*  
 Bretscher, Willy : 72, 90  
 Bringolf, Walther : 101-102, 108, 113, 115, 193, 206, 221-222, 226-227, 276, 290-291, 294, 342, 391-392, 404, 409-410, 479\*  
 Brodmann, Roman : 336, 338, 502  
 Bruggmann, Hans : 246, 381  
 Brunner, Emil : 148  
 Brunner, Karl : 247  
 Brunner, Otto : 246  
 Buache, Freddy : 31, 260-261, 265-266, 268, 479\*  
 Buber, Martin : 205  
 Buchbinder, Heinrich : 30, 160, 163, 201, 273, 279, 281-283, 285-286, 293, 306, 310-316, 344, 374, 399, 418, 477, 479\*, 499  
 Büchner, Richard : 238  
 Bühner, Jakob : 29, 58, 78, 80-81, 83, 197, 299, 379, 480\*, 498  
 Bührle, Dieter : 227, 392  
 Bührle, Emil : 61, 83-84  
 Bungener, Pierre : 390-391  
 Burckhardt, Carl Jacob : 86, 252  
 Burckhardt, Lucius : 272  
 Burri, Franz : 371
- C**
- Camus, Albert : 211  
 Canova, Jean-Pierre : 372  
 Cantini, Claudio : 170  
 Carné, Marcel : 265  
 Carossa, Hans : 62, 79-80  
 Celio, Enrico : 187  
 Centlivres, Pierre : 263-264  
 Chamorel, Julia : 212  
 Chantre, Marc-Edmond : 263  
 Chaplin, Charlie : 271  
 Chappaz, Maurice : 261-262

Chappuis, Jean-Marc: 288  
 Chaudet, Paul: 367, 371  
 Cherpillod, Gaston: 31, 257, 260, 301-302, 377-378, 480\*, 500  
 Chessex, Jacques: 263-264  
 Chevallaz, Georges-André: 357  
 Chevallier, Samuel: 12, 20, 277-278  
 Chiesa, Francesco: 76  
 Churchill, Winston: 41, 174, 194  
 Clerc, Élisabeth: 289  
 Condrau, Giusep: 243  
 Contat, Michel: 376  
 Corbaz, Roger: 245  
 Cortesi, Mario: 336, 379, 502  
 Croce, Benedetto: 48  
 Crosland, Charles: 238

**D**

Daniel, Yuli: 374  
 Däniker, Gustav: 52  
 Däniker, Gustav (fils): 338  
 Däpp, Heinz: 336  
 Dardel, Isabelle de: 383  
 Dardel, Lucien de: 307  
 De Gaulle, Charles: 325, 378, 420  
 Debluë, Henri: 31, 257, 260-264, 266-268, 271, 273, 300-301, 310, 371, 480\*, 503  
 Delaloye, Gérard: 31, 372-376, 380, 480\*  
 Dellberg, Karl: 29, 96, 116, 119, 174, 226, 279-280, 375, 480\*  
 Dicker, Jacques: 141  
 Dietschi, Eugen: 72  
 Diggelmann, Walter Matthias: 31, 34, 333, 336-340, 343-344, 351, 356-360, 372, 415, 417-418, 480\*, 502  
 Dollfuss, Engelbert: 98, 187  
 Donzé, Fernand: 308  
 Doriot, Jacques: 161

Dostoievski, Fiodor: 130  
 Dreifuss, Ruth: 243, 377, 500  
 Dreyfus, Alfred: 27  
 Dreyfuss, Robert: 499  
 Drittenbass, Antonia (Toni): 137  
 Dubois, René: 307  
 Dunant, Henri: 288  
 Dürrenmatt, Friedrich: 33, 255, 287, 340, 419, 424, 481\*  
 Dürrenmatt, Peter: 86, 92, 139, 180, 332, 348, 368  
 Dutschke, Rudi: 407  
 Duttweiler, Gottlieb: 94

**E**

Egger, Heinz: 238-239  
 Ehrenbourg, Ilya: 194, 214, 255  
 Eichmann, Adolf: 354  
 Engels, Friedrich: 134  
 Ermatinger, Emil: 62  
 Erni, Hans: 12, 34  
 Ernst, Fritz: 63, 82-83  
 Etter, Philipp: 52, 57, 65-67, 73, 77, 182, 185-188, 262, 332, 351, 362  
 Euler, Alexander: 273, 279, 316  
 Enzensberger, Hans Magnus: 356

**F**

Faesi, Robert: 61-66, 75, 79-83  
 Fanon, Frantz: 320  
 Farbstein, David: 141  
 Farner, Konrad: 124, 240-241, 284, 295-297, 337-339, 343, 402, 408, 481\*  
 Favre, Antoine: 70  
 Federspiel, Jürg: 356  
 Felber, Emil: 109  
 Feldmann, Markus: 54, 100-104, 146-148, 172-173, 178, 182-188, 224, 231, 235-236, 241-244, 251, 277-278, 280-281, 285, 290, 294, 346, 481\*

- Félice, Théodore de : 153  
 Fell, Paul : 109-110, 120, 481 \*  
 Ferrua, Pietro : 170  
 Field, Noël : 137  
 Fischer, Ernst : 197  
 Fischer, Ernst R. : 175  
 Fischer, Fritz : 354  
 Fischer, Hans von : 276, 496  
 Fleig, Hans : 281, 502  
 Flue, Nicolas de : 67-68, 144, 176, 288  
 Fonjallaz, Arthur : 57  
 Forster, Jacques : 390  
 Franco, Francisco : 67, 86-87, 299, 301, 323, 405  
 Frank, Rudolf : 122  
 Fränkel, Jonas : 64-68, 80-81, 85, 192, 204, 481 \*  
 Frankfurter, David : 191-192  
 Frédéric II de Prusse : 202  
 Frey, Alexander Moritz : 62  
 Freymond, Jacques : 27, 67, 425  
 Friedmann, Georges : 271  
 Frisch, Max : 24, 29, 33, 84, 94, 124, 147, 193, 197-198, 270, 272, 276, 299, 332-333, 336, 338-340, 349, 354-358, 362, 398, 403, 409, 418-420, 424, 481 \*  
 Frohnmeier, Ida : 289  
 Frölicher, Hans : 359  
 Fuchs, Emil : 152  
 Furrer-Proud, Millicent : 289  
 Fürst, Hans : 247
- G**
- Gallin, Dan : 403, 404, 482 \*  
 Gandhi, Mohandas : 157, 271, 276, 366, 412  
 Ganz, Anton Roy : 116  
 Garaudy, Roger : 239, 299-300  
 Gasser, Adolf : 98  
 Gavillet, André : 288, 377  
 Geiger, Max : 279  
 Geiser, Christoph : 359  
 Geissler, Christian : 397, 502  
 Gerteis, Martel : 308  
 Gertsch, Max : 84  
 Giacometti, Zaccaria : 69  
 Gide, André : 127  
 Giger, Hans : 370  
 Gilliard, Edmond : 29, 31, 126, 260, 261, 263-264, 266-267, 269, 299, 482 \*  
 Gilson, Etienne : 310  
 Giovanoli, Fritz : 20, 95, 280-281, 286, 290, 482 \*  
 Gitermann, Valentin : 68, 141, 189, 223, 225, 422, 429, 482 \*, 495, 503  
 Gmür, Harry : 120, 125-126, 182, 482 \*  
 Goebbels, Joseph : 62, 77, 79, 147, 331  
 Goethe, Wolfgang von : 48  
 Gollwitzer, Helmut : 348-349  
 Golowin, Sergius : 31, 336, 416, 483 \*, 502  
 Gomulka, Wladyslaw : 314  
 Göring, Hermann : 147, 175  
 Gorz, André (ou Gérard Horst; né Gerhart Hirsch) : 259-260, 265, 269, 378, 387, 429, 483 \*  
 Graber, Pierre : 96, 108, 116, 177, 377, 425  
 Gramsci, Antonio : 10-11  
 Grass, Günter : 213, 326, 354, 356  
 Gressot, Jean : 230  
 Grimau, Julián : 406  
 Grimm, Robert : 11, 32, 96, 98, 100-102, 142, 149, 166, 174-175, 188, 344, 379, 421, 425, 483 \*  
 Gross, Walter : 356  
 Gruner, Erich : 346  
 Grüninger, Paul : 361

Guillaume II: 354  
 Guillemin, Henri: 334  
 Guisan, Henri: 100, 104, 118, 177-180, 187, 338, 352  
 Gustloff, Wilhelm: 191

**H**

Habermas, Jürgen: 326  
 Haldas, Georges: 260, 262-263, 268-269, 335, 386, 395, 483\*, 499, 503  
 Häslér, Alfred: 31, 297, 359, 362, 483\*  
 Hasler, Eugen: 65  
 Hauert, Simone: 379  
 Hausmann, Hans: 100  
 Hayek, Friedrich: 74  
 Heeb, Fritz: 129, 311  
 Hegel, Friedrich: 164-165, 195  
 Helbling, Carl: 79  
 Hermann, Hans: 109  
 Hersch, Jeanne: 29, 32, 52, 279, 282, 425, 483\*  
 Hervé, Pierre: 215-216  
 Hesse, Hermann: 194  
 Heydrich, Reynhard: 197  
 Hilty, Hans Rudolf: 401, 483\*, 502-503  
 Himmler, Heinrich: 185  
 Hirsch Surava, Peter (ou Hirsch, Hans Werner): 30, 56, 109, 120-121, 125-128, 133-134, 182, 184-187, 192, 241-243, 428, 484\*, 501  
 Hitler, Adolf: 41, 61, 76, 85, 98, 117, 124, 139, 147, 150, 162, 175, 178, 191-192, 196, 203, 213, 228, 247, 338, 354, 412  
 Hochhuth, Rolf: 323, 354-355  
 Hồ Chi Minh: 395-396  
 Hofer, Walther: 347, 358, 368  
 Hofmaier, Karl: 121  
 Hohl, Ludwig: 122

Hoppeler, Hans: 59  
 Horkheimer, Max: 346  
 Horngacher, Maximilien: 250, 503  
 Horthy, Miklós: 67, 299  
 Huber, Adolf: 110  
 Huber, Georg Sebastian: 140, 484\*  
 Huber, Hans: 69-71  
 Huber, Hans A.: 236, 332  
 Huber, Johannes: 96, 103, 105, 176  
 Huguenin, Elisabeth: 289  
 Humbert-Droz, Jenny: 383-384  
 Humbert-Droz, Jules: 19, 70, 108-109, 116, 132, 228, 275, 277, 278, 280, 285, 288, 291, 294, 307, 309, 394, 400, 410, 484\*, 503  
 Humm, Rudolf Jakob: 29, 80, 481, 484\*  
 Hunold, Albert: 74

**I**

Ilg, Konrad: 74-75, 97, 99-100, 104-105, 110, 112, 163, 227, 280, 283, 344, 484\*  
 Imboden, Max: 330-331  
 Inglin, Meinrad: 82, 332  
 Iselin-Merian, Felix: 247  
 Isler, Manuel: 336

**J**

Jaccottet, Philippe: 269  
 Jaeggi, Urs: 31, 336, 340-343, 345-347, 377, 390, 395, 484\*, 485, 502  
 Jaquet, Nicolas: 247  
 Jaspers, Karl: 48, 88, 279, 282, 483, 485\*, 500  
 Jdanov, Andreï: 44, 126-127, 214, 262, 311, 374  
 Jean XXIII: 323  
 Jeanson, Francis: 211  
 Jent, Louis: 356

Johnson, Lyndon: 395  
 Johnson, Uwe: 356  
 Jöhr, Adolf (père et fils): 72  
 Joliot-Curie, Frédéric: 251  
 Jotterand, Frank: 238, 265, 333, 335,  
 357, 485\*, 501  
 Jünger, Ernst: 82, 199

## K

Kadar, János: 295  
 Kägi, Ulrich: 503  
 Kägi, Werner: 71, 224  
 Kaminski, André: 260  
 Keller, Franz: 30, 117, 130-131, 240,  
 276, 412, 485\*, 504  
 Keller, Gottfried: 65, 82-83  
 Keynes, John M.: 71  
 Khrouchtchev, Nikita: 215, 294-295,  
 298, 300, 304, 311, 315, 321, 373  
 Kiesinger, Kurt-Georg: 324  
 Kirsch, Rainer: 337  
 Klöti, Emil: 98, 112, 226, 237  
 Kluge, Alexander: 356  
 Kobe, Willi: 287, 485\*  
 Kobelt, Karl: 224, 228  
 Köcher, Otto: 185, 188  
 Koechlin, Heiner: 30, 170, 485\*  
 Koestler, Arthur: 127, 152  
 Korrodi, Eduard: 79, 82, 85, 198, 333,  
 501  
 Korsch, Karl: 322  
 Kramer, Hugo: 110, 136, 145, 150-  
 153, 157, 196, 204-205, 240, 258,  
 285, 303-305, 485\*, 502, 504  
 Kravchenko, Viktor: 133, 152  
 Kubrick, Stanley: 266  
 Künzli, Arnold: 293, 336, 340, 344, 347,  
 362, 371, 400, 403, 416, 417, 486\*, 502  
 Kutter, Markus: 272, 356

## L

Labhart, Jakob: 179  
 Lambrakis, Grigoris: 372  
 Lang, Erwin: 163  
 Lang, Paul: 57, 360  
 Lasserre, André: 67  
 Lasserre, David: 156, 486\*  
 Lauber, Cécile: 84  
 Laval, Pierre: 161  
 Leber, Hugo: 26  
 Lefebvre, Henri: 215, 272  
 Lefort, Claude: 211  
 Leuenberger, Ernst: 163  
 Levy, Marx: 168  
 Lieb, Fritz: 29, 60, 117, 129, 130-  
 132, 145-146, 152, 167, 194, 196,  
 290, 304, 348, 362, 486\*, 491, 495  
 Liège, Bernard: 371  
 Lifschitz, Boris: 173  
 Loetscher, Hugo: 336, 356, 398  
 Loosli, Carl Albert: 29, 65, 80-81, 122,  
 126, 192, 481, 486\*  
 Loyola, Ignace de: 144  
 Ludwig, Carl: 352-353, 355, 357, 359  
 Ludwig, Emil: 80

Lugon, Clovis: 138, 140, 486\*, 500  
 Lukács, Georg: 62, 90, 127, 199, 344,  
 350  
 Luther, Martin: 195  
 Lüthi, Werner: 231-233  
 Lüthy, Herbert: 67, 90, 332, 426  
 Luxemburg, Rosa: 166-167, 322

## M

Macciocchi, Maria-Antonieta: 321  
 Maléter, Pál: 302  
 Malraux, André: 127  
 Mandel, Ernest: 375, 492  
 Mann, Heinrich: 129

- Mann, Thomas: 48, 194, 276  
 Mao Zedong: 321-322, 400-402, 412, 417  
 Marbach, Fritz: 21-22, 74, 95, 99, 341-342, 391, 423, 486\*  
 Marcuse, Herbert: 271, 412, 415, 417  
 Marcuse, Ludwig: 394  
 Maret, Arthur: 153  
 Marti, Kurt: 31, 340, 347, 362, 390, 398, 400, 412, 414-415, 486\*, 502  
 Marx, Karl: 134, 142, 155, 165, 322, 345, 430, 486  
 Masson, Roger: 118  
 Mattmüller, Markus: 347  
 Mayer, Hans: 49, 500  
 Mayerat, Jean: 306  
 McCarthy, Josef: 214, 233, 253  
 Meier, Gerhard: 356  
 Meierhans, Paul: 20, 72, 95, 102, 107, 119, 184, 487\*, 503  
 Menétrey, Anne-Catherine: 293, 372, 487\*, 503  
 Menzel, Walter: 286  
 Merbah, Moulay: 306  
 Merleau-Ponty, Maurice: 211, 215, 268  
 Meyer, Frank A.: 379  
 Meyer, Peter: 272  
 Meylan, René: 302, 313, 315, 425, 487\*, 499, 503  
 Miéville, Henri-Louis: 89  
 Mitterrand, François: 217  
 Miville, Carl (père): 60, 110, 119, 134, 348, 428, 487\*  
 Mo Jo, Kuo: 250  
 Moeschlin, Felix: 78  
 Mollet, Guy: 20, 163, 217, 305-309, 375  
 Monastier, Hélène: 154, 289, 487\*  
 Monnier, Jean-Pierre: 356  
 Montgomery, Bernard: 229  
 Moos, Ludwig von: 360  
 Moos, Max von: 134  
 Morgenthau, Henry: 195, 201  
 Moszkowska, Natalie: 166-168, 273, 429, 487\*  
 Motta, Giuseppe: 77  
 Mounier, Emmanuel: 44-45, 89, 93, 139, 154-157, 165, 500  
 Mozart, Wolfgang A.: 197  
 Mühlestein, Hans: 127, 134, 239, 241, 487\*  
 Müller, Guido: 95  
 Müller-Gangloff, Erich: 336, 493  
 Muralt, Pierre-Balthasar de: 268  
 Muret, André: 374-375, 381  
 Muschg, Adolf: 356  
 Muschg, Walter: 63-64, 193, 197, 347-348, 488\*  
 Mussolini, Benito: 52, 57, 62, 76-77, 86, 142, 177, 186  
 Musy, Jean-Marie: 185
- N**
- Nager, Franz: 351  
 Nagy, Imre: 295, 301-302, 313, 493  
 Nasser, Gamal Abdel: 216-217, 305, 308  
 Necker, Jacques: 369  
 Nehru, Jawaharlal: 157  
 Nelz, Walter: 159-166, 488\*  
 Nelz-Mürset, Gertrud: 165  
 Nenni, Pietro: 116, 310, 313  
 Nerfin, Marc: 257, 302, 388  
 Nicole, Léon: 77, 93, 95, 107-108, 111-112, 118-119, 132, 136, 154, 161, 179, 182, 220, 228, 230, 240, 246, 260, 483, 488\*, 497, 503  
 Nicole, Pierre: 133, 228, 244-247, 253, 488\*  
 Niemöller, Martin: 362, 398, 401  
 Nizon, Paul: 356

Nkrumah, Kwame: 293  
 Nobs, Ernst: 101-105, 112, 121, 151,  
 163, 173-174, 185-186, 222, 225,  
 252, 344, 488\*

**O**

Obrecht, Hermann: 100  
 Oeri, Albert: 85  
 Oettli, Marie-Louis (Mascha): 18-19,  
 382-383, 488\*  
 Ohnesorg, Benno: 327  
 Oltramare, Georges: 86  
 Oprecht, Emil: 65, 78, 489\*  
 Oprecht, Hans: 59, 78, 89, 96-97, 100-  
 103, 109-110, 114-116, 151, 177, 185-  
 187, 344, 489\*, 503

**P**

Palme, Olof: 399  
 Paulhan, Jean: 43  
 Pavillon, Olivier: 31, 293, 372, 408,  
 489\*, 500  
 Payot, René: 86-87, 91, 501  
 Pestalozzi, Johann Heinrich: 51  
 Pétain, Philippe: 86, 161, 177, 182  
 Petitpierre, Max: 90, 131-132, 209, 221,  
 223, 229-230, 245, 251, 253-254, 490  
 Petkov, Nikola: 133  
 Pflüger, Paul: 98, 145, 149  
 Philip, André: 308  
 Pie XII: 323  
 Pierre-Bloch, Jean: 116  
 Pilet-Golaz, Marcel: 52, 90, 102, 184-  
 188  
 Pinkus, Theodor (Theo): 135-136, 151-  
 152, 199, 258, 304-305, 489\*, 504  
 Pivert, Marceau: 218  
 Platten, Fritz (père et fils): 343-344  
 Popitz, Heinrich: 345  
 Portmann, Adolf: 60, 89

Privat, Edmond: 154, 307, 489\*, 500  
 Pulver, Max: 77

**Q**

Quisling, Vidkun: 182, 192

**R**

Ragaz, Leonhard: 53, 56, 58, 84, 93-94,  
 121-122, 126, 142-144, 148-151, 177-  
 178, 183, 190, 195, 205, 303, 478,  
 485, 489\*, 492, 499, 502  
 Rajk, László: 137, 152  
 Rákosi, Mátyás: 300, 305  
 Ramspeck, Jürg: 338  
 Ramuz, Charles-Ferdinand: 261  
 Rappard, William Emmanuel: 72  
 Rasser, Alfred: 122  
 Raymond, Marcel: 253, 287, 289, 334,  
 490\*  
 Rebetez, Jean-Louis: 263-264, 500  
 Resnais, Alain: 353  
 Reverdin, Olivier: 68, 181, 332, 501  
 Reynold, Gonzague de: 57, 62, 64, 77,  
 87, 91, 99, 186, 189, 332, 346  
 Ribbentrop, Joachim von: 202  
 Richter, Hans Werner: 46, 213, 281,  
 326  
 Ridgway, Matthew: 251  
 Rigassi, Georges: 183  
 Rihner, Friedrich: 371  
 Rippmann, Peter: 351, 355, 391  
 Rivier, André: 154-156, 195, 268, 490\*,  
 500  
 Rivier, Dominique: 292  
 Robespierre, Maximilien de: 210  
 Rodel, Ernst: 410  
 Roosevelt, Franklin D.: 195  
 Röpke, Wilhelm: 71-74, 201, 331, 391  
 Rosenbusch, Ernst: 120  
 Rossel, Jean: 287



- Rössler, Rudolf: 248-252, 491  
 Roten, Iris von: 382, 384, 386\*  
 Rothmund, Heinrich: 189-190, 352  
 Rotten, Elisabeth: 289  
 Rougemont, Denis de: 89-91, 115, 210, 297, 489, 490\*  
 Rousseau, Jean-Jacques: 210  
 Rousset, David: 211  
 Rubinstein, Hilde: 414  
 Rüdin, Ernst: 57  
 Rueb, Franz: 300, 403  
 Russell, Bertrand: 281, 397  
 Ryba, Rafael: 203-204
- S**
- Saager, Adolf: 76-77, 81  
 Salazar, Antonio de Oliveira: 87-88, 323  
 Salis, Hans Rudolf von (ou Jean Rodolphe de): 90, 182, 203, 331-332, 348, 398, 425-426, 490\*, 498  
 Sartre, Jean-Paul: 22, 30, 34-35, 44, 48-49, 127, 197, 211, 215-216, 235, 259, 268, 295, 320, 372, 397, 502  
 Savimbi, Jonas: 386  
 Schaffner, Jakob: 63  
 Schenck, Ernst von: 89, 200  
 Schiwoff, Viktor: 250, 283  
 Schlunegger, Jean-Pierre: 263-264, 503  
 Schmid, Arthur: 55, 96, 102, 108, 176, 180, 191, 294, 490\*  
 Schmid, Karl: 53, 58, 63-64, 182, 330, 426, 490\*  
 Schmid, Peter: 304  
 Schmid-Ammann, Paul: 70, 83, 87, 106, 143-145, 188, 191-192, 360, 387, 410-411, 491\*, 501, 503  
 Schmidt, Georg: 500  
 Schmidt, Karl Ludwig: 60, 144, 491\*  
 Schneider, Friedrich: 102, 110-115, 222, 491\*  
 Schnieper, Xaver: 30, 120-126, 134-135, 138-140, 179, 185-187, 190, 196, 200, 248-252, 491\*  
 Schönholzer, Ernst: 284  
 Schorderet, Xavier: 156, 178, 268, 500  
 Schumacher, Kurt: 193-194, 221  
 Schürch, Charles: 114  
 Schwander, Marcel: 341, 502  
 Schwander, Martin: 419  
 Schwarzenbach, James: 152, 405, 495  
 Schwed, Philippe: 357  
 Schweitzer, Albert: 236, 279  
 Seiler, Alexander: 12, 403  
 Sékou Touré, Ahmed: 389  
 Senger, Franz-Ludwig von: 338  
 Shachtman, Max: 164, 169  
 Siegfried, Otto: 71  
 Siemsen, Anna: 203-204, 491\*, 500  
 Siniavski, Andreï: 374  
 Sjöman, Vilgot: 415  
 Soloviev, Vladimir: 130  
 Spitteler, Carl: 51, 64-66  
 Staiger, Emil: 61-65, 84, 91-92, 198-199, 348-351, 359-360, 491\*  
 Staline, Joseph: 47, 93, 114, 117-118, 123-124, 126, 128-129, 131-132, 147, 150, 152, 158, 179, 214-215, 223, 225, 239-240, 253, 263, 276, 294-295, 297, 300, 321, 343, 504  
 Stämpfli, Franz: 220  
 Steiger, Eduard von: 65, 70, 101, 180, 182-183, 185-190, 220, 224, 231-233, 235, 241-242, 244-245  
 Steiger, Emma: 382, 492\*  
 Steiger, Jost von: 23, 161, 313, 492\*, 499  
 Steiner, Arthur: 280-283, 290  
 Stickelberger, Emanuel: 77, 79-80  
 Stickelberger, Rudolf: 235  
 Stocker, Werner: 96, 114  
 Straumann, Reinhard: 183

Stucki, Lorenz: 392-393

Stucki, Walter: 393

## T

Talmon, Jacob L.: 210

Thévenaz, Pierre: 196, 500

Thévoz, Michel: 376

Thévoz, Samuel: 145, 153

Thorez, Maurice: 126, 230

Thürer, Georg: 63

Tinguely, Jean: 12, 122

Tito, Josip Broz: 128-132, 136, 140, 179, 239, 300

Trautvetter, Paul: 152-153, 284-285, 492\*, 499, 502

Traz, Robert de: 75, 199, 259

Treitschke, Heinrich von: 195

Tronchet, Lucien: 169-170, 492\*

Trotsky, Léon: 158-164, 169, 313, 322

Tschudi, Hans Peter: 33, 223, 332, 425, 483

## U

Udry, Charles-André: 375-376, 380, 492\*

Ulbricht, Walter: 337

## V

Vaucher, Charles-Ferdinand: 123

Velan, Yves: 31, 146, 257, 262-264, 268, 271, 300-302, 310, 313, 356, 378, 492\*, 499, 503

Vilar, Jean: 30, 371

Villard, Arthur: 30, 257-259, 287, 291, 298, 311-313, 340-341, 365-368, 493\*

Vincent, Jean: 146, 228, 246, 300, 503

Vogel, Paul Ignaz: 31, 335-336, 340, 345, 348, 355, 361-363, 400-401, 417, 493\*, 502

Vogel, Traugott: 83

Vuilleumier, Marc: 257, 260

## W

Wahlen, Friedrich Traugott: 331-332, 353

Walser, Martin: 356

Walter, Otto F.: 336, 351, 356

Walther, Heinrich: 112, 188

Weber, Karl: 233

Weber, Max (sociologue): 21-22

Weber, Max (politicien): 21, 74, 96, 227, 256, 341-342, 405, 422-423, 425, 493\*

Weber, Werner: 333, 502

Weideli, Walter: 31, 333-335, 369-370, 493\*, 501

Weilenmann, Hermann: 77

Weingartner-Studer, Carmen: 289, 290, 502

Weldler, Norbert: 203

Wettstein, Oskar: 64

Wick, Karl: 75, 112

Widmer, Urs: 336

Wild, Alfred: 263-264

Wille, Ulrich: 52

Windler, Ernst: 110, 120

Wirz, Otto: 76

Woker, Gertrud: 289, 493\*

Wollenberger, Werner: 338, 351

Woog, Edgar: 136-137, 205, 240, 243, 246, 256, 297, 402, 494\*

Woog, Lydia: 297, 494

Wüthrich, Ernst: 367-368

## Z

Zahn, Ernst: 75-76, 82

Zbinden, Hans: 298-299, 398, 498

Zellweger, Eduard: 74, 116, 132

Zermatten, Maurice: 298-299, 350,  
498

Ziegler, Jean (ou Hans): 31, 305, 386,  
393, 494

Ziegler, Henri de: 76, 498

Zilliacus, Konni: 136

Zoppi, Giuseppe: 77, 84

Zwingli, Ulrich : 142, 166



## TABLE DES ABRÉVIATIONS

AdI	Alliance des Indépendants
APO	Ausserparlamentarische Opposition/ Opposition extra-parlementaire (Allemagne de l'Ouest)
AVS	Assurance vieillesse et survivants
BBC	Brown Boveri et C <sup>ie</sup> (entreprise industrielle suisse)
BNS	Banque nationale suisse
CDU	Christlich Demokratische Union Deutschlands/ Union chrétienne-démocrate d'Allemagne (Allemagne de l'Ouest)
CFE	Chemins de fer fédéraux
CIA	Central Intelligence Agency (États-Unis)
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CNE	Comité national des écrivains (France)
CNR	Comité national de la Résistance (France)
CP	Code pénal
CSP	Conseil suisse pour la paix
EPF	École polytechnique fédérale
FLN	Front de libération nationale (Algérie)
FNL	Front national de libération du Sud-Vietnam
FOBB	Fédération suisse des ouvriers du bois et du bâtiment
FOMH	Fédération suisse des ouvriers sur métaux et horlogers
IUHEI	Institut universitaire de hautes études internationales (Genève)
JSS	Jeunesse socialiste suisse

KPD	Kommunistische Partei Deutschlands/ Parti communiste d'Allemagne (Allemagne de l'Ouest)
KPÖ	Kommunistische Partei Österreichs/ Parti communiste d'Autriche
MDE	Mouvement démocratique des étudiants
NGS	Nouvelle gauche socialiste
NSDAP	Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei/ Parti national-socialiste des travailleurs allemands/ Parti nazi
<i>NZZ</i>	<i>Neue Zürcher Zeitung</i> (Nouvelle Gazette de Zurich)
OECE	Organisation européenne de coopération économique
ONU	Organisation des Nations unies
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PA	Proletarische Aktion/Action prolétarienne
PAB	Parti des paysans, artisans et bourgeois
PCF	Parti communiste français
PCI	Parti communiste italien
PCS	Parti communiste suisse
PIB	Produit intérieur brut
POCH	Progressive Organisationen der Schweiz/ Organisations progressistes de Suisse
PRD	Parti radical-démocratique/ Freisinnig-Demokratische Partei
PSA	Parti socialiste autonome (France)
PS (S)	Parti socialiste (suisse)
PST/POP/PdA	Parti suisse du travail/Parti ouvrier populaire/ Partei der Arbeit
PSU	Parti socialiste unifié (France, fondé en 1960)
PSU	Parti socialiste unitaire (France, fondé en 1948)
RDA	République démocratique allemande/ Allemagne de l'Est
RFA	République fédérale d'Allemagne/ Allemagne de l'Ouest
SAB	Sozialistischer Arbeiterbund/ Ligue socialiste des travailleurs
SDS	Sozialistischer Deutscher Studentenbund/ Union socialiste allemande des étudiants (Allemagne de l'Ouest)

SGSH	Société générale suisse d'histoire
SPD	Sozialdemokratische Partei Deutschlands/ Parti social-démocrate d'Allemagne (Allemagne de l'Ouest)
SS	Schutzstaffel (Allemagne nazie)
SSP	Syndicat des services publics
SFIO	Section française de l'Internationale ouvrière
SSE /SSV	Société suisse des écrivains/ Schweiz. Schriftstellerverein
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques (Union soviétique)
USS	Union syndicale suisse





# TABLE DES MATIÈRES

<b>INTRODUCTION</b> .....	7
L'intellectuel de gauche, un engagement politique par l'écrit ..	10
Plan et périodisation .....	12
<b>PARTIE LIMINAIRE: UN PORTRAIT DE GROUPE</b> .....	17
Les intellectuels de gauche au prisme socioprofessionnel .....	17
Difficile émergence d'un milieu intellectuel de gauche .....	25
Circonstances de l'engagement à travers quatre générations ....	28
Formes de l'engagement .....	32
Perspective internationale .....	34
<b>PARTIE I: ESPOIRS ET DÉSILLUSIONS</b>	
<b>DE L'IMMÉDIAT APRÈS-GUERRE (1945-1949)</b> .....	39
<b>L'IMMÉDIAT APRÈS-GUERRE EN EUROPE OCCIDENTALE</b> .....	41
<b>LA CONTINUITÉ CONSERVATRICE EN SUISSE</b> .....	51
Maintien du bloc bourgeois, malgré la progression de la gauche .....	51
Université et conservatisme .....	59
Les intellectuels de droite dans les associations culturelles .....	75
La presse conservatrice .....	84
Le renouveau libéral .....	88
<b>INTELLECTUELS DE GAUCHE ET COURANTS POLITIQUES</b> .....	93
Dirigeants et intellectuels sociaux-démocrates .....	94
Les intellectuels et le Parti du travail .....	117
Les courants socialistes religieux .....	137
Les courants de gauche radicale .....	158

<b>DÉBATS D'IMMÉDIAT APRÈS-GUERRE</b> .....	171
Retour sur la politique suisse durant la guerre .....	172
Question allemande, question juive .....	193
<b>PARTIE II: AU CŒUR DE LA GUERRE FROIDE (1950-1961)</b> .....	207
<b>L'EUROPE OCCIDENTALE DES ANNÉES 1950</b> .....	209
<b>DÉFENSE SPIRITUELLE ET ANTICOMMUNISME</b> .....	219
Social-démocratie et anticommunisme .....	219
Communistes et « cryptocommunistes » en ligne de mire .....	233
Des intellectuels en procès .....	241
Une vie politique et culturelle alternative .....	259
<b>DÉBATS DES ANNÉES 1950</b> .....	275
Pacifisme et armement atomique .....	275
De l'intervention soviétique en Hongrie à la recherche d'une nouvelle gauche .....	294
<b>PARTIE III: L'ÉMERGENCE</b>	
<b>D'UNE NOUVELLE GÉNÉRATION À GAUCHE (1962-1968)</b> .....	317
<b>L'EUROPE OCCIDENTALE DES ANNÉES 1960</b> .....	319
<b>RECU DE LA DÉFENSE SPIRITUELLE</b>	
<b>ET ESSOR D'UNE NOUVELLE GÉNÉRATION À GAUCHE</b> .....	329
Intellectuels libéraux et critiques de la Défense spirituelle .....	330
Essor des « non-conformistes » et déclin de l'intellectuel organique .....	335
La génération de la « Mob » en question .....	351
L'héritage pacifiste .....	361
Un petit vent de contestation en Suisse romande .....	368
Le difficile essor de l'engagement à gauche des femmes .....	378
<b>DÉBATS DES ANNÉES 1960</b> .....	385
Le tiers-monde là-bas et ici .....	385
Face aux mouvements sociaux de 1968 .....	406
<b>CONCLUSION</b> .....	421

<b>SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE</b> .....	431
<b>NOTICES BIOGRAPHIQUES</b> .....	477
<b>NOTICES DES PARTIS, INSTITUTIONS ET ASSOCIATIONS</b> .....	495
<b>NOTICES DES JOURNAUX ET REVUES</b> .....	499
<b>INDEX DES NOMS</b> .....	505
<b>TABLE DES ABRÉVIATIONS</b> .....	517



# AUX ÉDITIONS ANTIPODES

CATALOGUE COMPLET SUR [WWW.ANTIPODES.CH](http://WWW.ANTIPODES.CH)

## LITTÉRATURE, CULTURE, SOCIÉTÉ

Hadrien Buclin, *Maurice Blanchot ou l'autonomie littéraire*, 2011.

## HISTOIRE ET SOCIÉTÉ CONTEMPORAINES

*Les Annuelles 7/96, Littérature « bas de page » – Literatur « unter dem Strich »*, 1996.

*Les Annuelles 8/97, L'avènement des sciences sociales comme disciplines académiques*, 1997.

*Les Annuelles 9/98, Bienvenue en Euroland! De l'Europe de Maastricht à l'Euro*, 1998.

*Les Annuelles 10/07, Itinéraires de femmes et rapports de genre dans la Suisse de la Belle époque*, 2006.

*Les Annuelles 11/08, Prométhée déchaîné: technologies, culture et société helvétique à la Belle Époque*, 2008.

Hadrien Buclin, *Les intellectuels de gauche. Critique et consensus dans la suisse d'après-guerre (1945-1968)*, 2019.

Bruno Corthésy, *La Tour Bel-Air. Pour ou contre le premier « gratte-ciel » à Lausanne*, 1997.

Sabine Christe, Nora Natchkova, Manon Schick, Céline Schoeni, *Au foyer de l'inégalité. La division sexuelle du travail en Suisse pendant la crise des années 30 et la Deuxième Guerre mondiale*, 2005.

Stéphanie Chouleur, *Les fêtes du peuple jurassien. Films amateurs et séparatistes (1949-1982)*, 2013.

Dominique Dirlwanger, *Les Services industriels de Lausanne. La révolution industrielle d'une ville tertiaire (1896-1901)*, 1998.

Jean-Claude Favez, Hans Ulrich Jost et Francis Python (dir.), *Les Relations internationales et la Suisse*, 1998.

Virginie Fracheboud, *L'introduction de l'assurance invalidité en Suisse (1944-1960). Tensions au cœur de l'état social*, 2015.

Cédric Humair et Laurent Tissot (éds), *Le tourisme suisse et son rayonnement international (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)*, 2011.

Hans Ulrich Jost, Monique Ceni, Matthieu Leimgruber, *Relations internationales et affaires étrangères suisses après la Seconde Guerre mondiale*, 2006.

Hans Ulrich Jost et Stéfanie Prezioso (éds), *Relations internationales, échanges culturels et réseaux intellectuels*, 2002.

Matthieu Leimgruber, *Taylorisme et management en Suisse romande (1917-1950)*, 2001.

Olivier Longchamp, *La politique financière fédérale (1945-1958)*, 2014.

Malik Mazbouri et François Vallotton, *Scandale et histoire*, 2016.

Philipp Müller, *La Suisse en crise (1929-1936). Les politiques monétaire, financière, économique et sociale de la Confédération helvétique*, 2009.

Philipp Müller, Isabelle Paccaud et Janick Marina Schaufelbuehl, *Franc suisse, finance et commerce*, 2003.

Sophie Pavillon, *L'Ombre rouge. Suisse-URSS 1943-1944 – Le débat politique en Suisse*, 1999.

Marc Perrenoud, *Banquiers et diplomates suisses (1938-1946)*, 2011.

Yves Sancey, *Quand les banquiers font la loi. Aux sources de l'autorégulation bancaire en Suisse et en Angleterre, de 1914 aux années 1950*, 2015.

Céline Schoeni, *Travail féminin : retour à l'ordre! L'offensive contre le travail des femmes durant la crise économique des années 1930*, 2012.

Julien Wicky, « On ne monte pas sur les barricades pour réclamer le frigidaire pour tous ». *Histoire sociale et politique du Parti socialiste vaudois (1945-1971)*, 2007.

#### **GRHIC**

Florence Bays et Carine Corajoud, *Edmond Gilliard et la vie culturelle romande. Portrait de groupe avec maître (1920-1960)*, 2010.

Alain Clavien, *Grandeurs et misères de la presse politique. Le match Gazette de Lausanne – Journal de Genève*, 2010.

Alain Clavien, Claude Hauser et François Vallotton, *Théâtre et scènes politiques. Histoire du spectacle en Suisse et en France aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, 2014.

Alain Clavien et Nelly Valsangiacomo, *Politique, culture et radio dans le monde francophone*, 2018.

Franziska Metzger et François Vallotton, *L'historien, l'historienne dans la cité*, 2009.

### **HISTOIRE**

Valérie Boillat, Bernard Degen, Elisabeth Joris, Stefan Keller, Albert Tanner et Rolf Zimmermann (dir.), Marianne Enckell *et al.* (trad.), *La valeur du travail. Histoire et histoires des syndicats suisses*, 2006.

Damien Carron, *La Suisse et la guerre d'indépendance algérienne (1954-1962)*, 2013.

Alain Clavien, Hervé Gullotti et Pierre Marti, « *La province n'est plus la province.* » *Les relations culturelles franco-suisse à l'épreuve de la Seconde Guerre mondiale (1935-1950)*, 2003.

Julie de Dardel, *Révolution sexuelle et Mouvement de Libération des Femmes à Genève (1970-1977)*, 2007.

Jacqueline Heinen... et 110 autres, *1968... des années d'espoirs*, 2018.

André Holenstein, Marianne Enckell et Diane Gilliard (trad.), *Au cœur de l'Europe. Une histoire de la Suisse entre ouverture et repli*, 2018.

Hans Ulrich Jost, *À tire d'ailes. Contributions de Hans Ulrich Jost à une histoire critique de la Suisse*, 2005.

Carole Villiger, *Usages de la violence en politique (1950-2000)*, 2017.

### **HISTOIRE.CH**

Alain Clavien, *La presse romande*, 2017.

Damir Skenderovic et Christina Späti, *Les années 68*, 2012.

### **MÉDIAS ET HISTOIRE**

Alexandra Walther, *La Suisse s'interroge ou l'exercice de l'audace*, 2016.

### **UNIVERS VISUELS**

Gianni Haver, Jean-François Fayet, Valérie Gorin et Emilia Koustova, *Le spectacle de la Révolution. La culture visuelle des commémorations d'Octobre*, 2017.

### **CONTRE-PIED**

Lorenzo Tomasin, Walter Rosselli (trad.) et Isabelle Sbrissa, *L'empreinte digitale. Culture humaniste et technologie*, 2018.

### **EXISTENCES ET SOCIÉTÉ**

Alexandre Dubuis, *Grands brûlés de la face. épreuves et luttes pour la reconnaissance*, 2014.

### **NOUVELLES QUESTIONS**

#### **FÉMINISTES**

Vol. 36/1, *Nouvelles formes de militantisme féministe I.*

Vol. 36/2, *Nouvelles formes de militantisme féministe II.*

Impression  
La Vallée – Aoste  
Mars 2019



**LES INTELLECTUELS DE GAUCHE**  
**CRITIQUE ET CONSENSUS DANS LA SUISSE**  
**D'APRÈS-GUERRE (1945-1968)**

Cet ouvrage s'intéresse à l'engagement des intellectuels progressistes dans la vie politique suisse, de la fin de la Seconde Guerre mondiale au fameux cycle de contestation de 1968, une période souvent délaissée par la recherche historique.

Revenant sur l'action politique de personnalités, parfois oubliées, qui ont préparé le terrain à la contestation des années 1970, ce livre permet aussi de mieux comprendre le conservatisme helvétique de l'époque de la guerre froide et la manière dont l'establishment a marginalisé, voire réprimé, des personnalités jugées trop critiques.

Alors que la recherche historique en Suisse est souvent fragmentée, en raison du plurilinguisme et du fédéralisme, ce livre propose une véritable histoire nationale, impliquant aussi bien la partie alémanique que francophone du pays, sur une période couvrant un quart de siècle, tout en replaçant la vie politique et intellectuelle helvétique en perspective européenne et internationale.

Il restitue enfin dans toute leur complexité la diversité des courants et sensibilités au sein de la gauche et leur évolution.

Hadrien Buclin est docteur en sciences politiques de l'Université de Lausanne et collaborateur scientifique au Fonds national suisse de la recherche scientifique.

ISBN 978-2-88901-149-0



9 782889 011490